



CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 30 JUIN 2023



PROCÈS-VERBAL

Adopté lors de la séance du 13 octobre 2023

Sommaire

I Séance.....	3
II Ordre du jour.....	18
III Délibérations.....	22
IV Débats.....	246

1. Séance

Conseil municipal du 30 juin 2023

Séance ouverte à 9h19 et levée à 19h04 – Suspension de séance de 10h05 à 12h00 et de 12h45 à 14h36

Convocation : 23 juin 2023

Présidents de séance:

- Mme Johanna ROLLAND – Maire de Nantes
- M. Bassem ASSEH – Premier Adjoint (délibérations 8 à 11, 15, 22 à 24, 27, 29, 30, 42 à 46, 57 à 58).
- Mme Hélène NAULIN – Deuxième Adjointe (délibérations 26 et 56)
- M. Tristan RIOM – Cinquième Adjoint (délibération 49)

Secrétaires de séance:

- Mme Pauline LANGLOIS
- Mme Nadège BOISRAMÉ

Quorum:

- Délibération 15 : 29
- Délibérations 6, 17, 58 : 31
- Délibération 46 : 32
- Délibération 26 : 33
- Autres délibérations : 35

Présents et absents:

Délibération n°1

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, M. QUÉRO, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, Mme BASSANI, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. AZZI, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. SALECROIX, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, Mme GARNIER, M. BAINVEL, Mme WEISS, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. BELHAMITI, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme FERREIRA, M. GRENIER, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD.

Absents et excusés : Mme BIR (pouvoir à Mme Bassal), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GOUEZ (pouvoir à M. Fournier), M. GUISSÉ (pouvoir à M. Citeau), M. MARTIN (pouvoir à Mme Rodriguez), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. PROCHASSON (pouvoir à Mme Bassani), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. RICHARD (pouvoir à M. Chombart de Lauwe), M. THIRIET (pouvoir à Mme Garnier).

Absents : M. BOLO, Mme COPPEY, M. JOUIN.

Délibération n°2

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, M. QUÉRO, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, Mme BASSANI, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. AZZI, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. SALECROIX, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, Mme GARNIER, M. BAINVEL, Mme WEISS, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. BELHAMITI, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme FERREIRA, M. GRENIER, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD.

Absents et excusés : Mme BIR (pouvoir à Mme Bassal), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GOUEZ (pouvoir à M. Fournier), M. GUISSÉ (pouvoir à M. Citeau), M. MARTIN (pouvoir à Mme Rodriguez), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. PROCHASSON (pouvoir à Mme Bassani), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. RICHARD (pouvoir à M. Chombart de Lauwe), M. THIRIET (pouvoir à Mme Garnier).

Absents : M. BOLO, Mme COPPEY, M. JOUIN.

Délibération n°2A (vœu)

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, M. QUÉRO, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, Mme BASSANI, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. AZZI, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. SALECROIX, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, Mme GARNIER, Mme WEISS, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. BELHAMITI, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme FERREIRA, M. GRENIER, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD.

Absents et excusés : Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GOUEZ (pouvoir à M. Fournier), M. GUISSÉ (pouvoir à M. Citeau), M. MARTIN (pouvoir à Mme Rodriguez), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. PROCHASSON (pouvoir à Mme Bassani), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. RICHARD (pouvoir à M. Chombart de Lauwe), M. THIRIET (pouvoir à Mme Garnier).

Absents : M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BIR, M. JOUIN.

Délibération n°3

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, M. QUÉRO, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, Mme BASSANI, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. AZZI, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. SALECROIX, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, Mme GARNIER, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme FERREIRA, M. GRENIER, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BIR.

Absents et excusés : Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GOUEZ (pouvoir à M. Fournier), M. GUISSÉ (pouvoir à M. Citeau), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. PROCHASSON (pouvoir à Mme Bassani), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. THIRIET (pouvoir à Mme Garnier).

Absents : M. BELHAMITI, M. BOLO, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. JOUIN.

Délibération n°4

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme LANGLOIS (pouvoir à M. Guiné), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), M. THIRIET (pouvoir à Mme Guerra), Mme VITOUX (pouvoir à Mme Coppey), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir).

Absents : M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BERTU, Mme BROSSEAU, Mme PIAU, M. QUÉRO, M. SALAÛN, M. JOUIN.

Délibération n°5

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, M. LE TEUFF, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, Mme LEFRANC, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, M. AZZI

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme LANGLOIS (pouvoir à M. Guiné), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), M. THIRIET (pouvoir à Mme Guerra), Mme VITOUX (pouvoir à Mme Coppey), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün) Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu).

Absents : Mme BASSAL, M. JOUIN, M. QUÉRO.

Délibération n°6

Sont présents : Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, M. THIRIET.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme LANGLOIS (pouvoir à M. Guiné), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), Mme VITOUX (pouvoir à Mme Coppey), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün) Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu).

Absents : M. ASSEH, Mme BASSAL, Mme BENÂTRE, M. DANTEC, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. SALECROIX.

Délibération n°7

Sont présents : Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme LANGLOIS (pouvoir à M. Guiné), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), M. THIRIET (pouvoir à Mme Guerra), Mme VITOUX (pouvoir à Mme Coppey).

Absents : M. ASSEH, M. DANTEC, Mme BASSAL, M. JOUIN, M. LE TEUFF.

Délibération n°8

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme LANGLOIS (pouvoir à M. Guiné), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), M. THIRIET (pouvoir à Mme Guerra), Mme VITOUX (pouvoir à Mme Coppey).

Absents : Mme BASSAL, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme ROLLAND.

Délibération n°9

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. TALLEDEC, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, Mme VIALARD, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. LE TEUFF.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme Oppelt), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), M. THIRIET (pouvoir à Mme Guerra).

Absents : M. JOUIN, Mme ROLLAND, Mme VITOUX.

Délibération n°10

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, Mme BASSAL, M. RIOM, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON,

Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. THIRIET.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), Mme BROSSEAU (pouvoir à M. Salaün), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), Mme VIALARD (pouvoir à Mme Coppey).

Absents : Mme BERTU, Mme EL HAÏRY, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme OPPELT, Mme PIAU, Mme ROLLAND, M. TALLEDEC, Mme VITOUX.

Délibération n°11

Sont présents : Mme ROLLAND, M. ASSEH, Mme NAULIN, Mme BASSAL, M. RIOM, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme HAKEM, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. THIRIET, Mme BROSSEAU

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), M. REBOUH (pouvoir à Mme Hakem), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre), Mme VIALARD (pouvoir à Mme Coppey).

Absents : Mme BERTU, Mme EL HAÏRY, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme OPPELT, Mme PIAU, M. TALLEDEC, Mme VITOUX.

Délibération n°12

Sont présents : M. ASSEH, Mme NAULIN, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COUSSINET, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. THIRIET, Mme BROSSEAU, Mme OPPELT, M. TALLEDEC

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à M. Oppet), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme HAKEM (pouvoir à M. Quéro), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à M. Grenier), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre).

Absents : Mme BASSAL, Mme COPPEY, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme VIALARD.

Délibération n°13

Sont présents : M. ASSEH, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. MARAIS, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme COUSSINET, Mme GOUEZ, M. TRICHET, Mme BOISRAMÉ, M. PASCOUUAU, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme VAN GOETHEM, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. THIRIET, Mme BROSSEAU, Mme OPPELT, M. TALLEDEC

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à M. Oppet), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme HAKEM (pouvoir à M. Quéro), Mme NAULIN (pouvoir à M. Citeau), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à M. Grenier), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre)

Absents : Mme COPPEY, M. FOURNIER, M. JOUIN, M. LE TEUFF, M. MARTIN, Mme VIALARD.

Délibération n°14

Sont présents : M. ASSEH, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, Mme COLLINEAU, M. SALAÛN, M. CHATEAU, Mme BONAMY, M. CITEAU, Mme BENÂTRE, M. GUISSÉ, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme GOUEZ, Mme BOISRAMÉ, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme AMROUCHE, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, Mme BIR, M. PROCHASSON, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, Mme BROSSEAU, Mme OPPELT, M. TALLEDEC

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme Figuls), Mme BASSANI (pouvoir à Mme Bonamy), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme EL HAÏRY (pouvoir à M. Oppet), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir à M. Bainvel), Mme HAKEM (pouvoir à M. Quéro), Mme NAULIN (pouvoir à M. Citeau), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à M. Grenier), M. SALECROIX (pouvoir à Mme Benâtre).

Absents : Mme COPPEY, Mme COUSSINET, M. FOURNIER, M. JOUIN, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, M. PASCOUAI, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, M. MARAIS, M. MARTIN, Mme WEISS.

Délibération n°15

Sont présents : M. ASSEH, Mme BASSAL, M. RIOM, Mme BERTU, M. BOLO, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme VITOUX, M. MARAIS, Mme BIR, M. CITEAU, M. GUISSÉ, Mme LANGLOIS, M. COCOTIER, Mme ROBERT, Mme SOTTER, M. OUGGOURNI, Mme GOUEZ, Mme FIGULS, M. BOULÉ, M. GUINÉ, Mme BOURDON, Mme GUERRA, M. HUCHET, M. CHOMBART DE LAUWE, M. GRENIER, M. BROCHARD, M. BAINVEL, M. PROCHASSON, M. MARTIN, M. RICHARD, Mme WEISS, Mme LEFRANC, Mme BROSSEAU, M. TALLEDEC, M. FOURNIER,

Absents et excusés : Mme AMROUCHE (pouvoir à Mme Weiss), M. BELHAMITI (pouvoir à M. Huchet), Mme BLIN (pouvoir à Mme Robert), M. BOUTIN (pouvoir à M. Ouggourni), M. CHATEAU (pouvoir à M. Fournier), M. DANTEC (pouvoir à M. Asseh), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme Bir), Mme GARNIER (pouvoir M. Bainvel), M. LE TEUFF (pouvoir à M. Martin), Mme NAULIN (pouvoir à M. Citeau), Mme PIAU (pouvoir à Mme Bertu), M. REBOUH (pouvoir à M. Grenier), M. SALAÛN (pouvoir à Mme Brosseau).

Absents : M. AZZI, Mme BASSANI, Mme BENÂTRE, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme EL HAÏRY, Mme HAKEM, M. JOUIN, Mme OPPELT, M. PASCOUAI, M. QUÉRO, Mme ROLLAND, M. SALECROIX, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD.

Délibération n°16

Sont présents : M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BERTU, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, Mme COPPEY, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme AMROUCHE (pouvoir à Mme WEISS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BENATRE, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, Mme FERREIRA, M. JOUIN, Mme LANGLOIS, M. SALECROIX, M. TRICHET, Mme WEISS.

Délibération n°17

Sont présents : M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÛN, M. SEASSAU, M. TALLEDEC, Mme VITOUX, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme AMROUCHE (pouvoir à Mme WEISS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. ASSEH, M. AZZI, Mme BOISRAMÉ, Mme COLLINEAU, M. DANTEC, Mme GUERRA, M. JOUIN, M. RICHARD, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS.

Délibération n°18

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, M. TALLEDEC, M. THIRIET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAI), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BOISRAMÉ, Mme COLLINEAU, M. JOUIN, M. RICHARD, M. RIOM, Mme SOTTER, M. TRICHET.

Délibération n°19

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COPPEY, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LEFRANC, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, Mme VITOUX.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROUSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE).

Absents : Mme BOISRAMÉ, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, M. JOUIN, Mme LANGLOIS, M. MARTIN, M. PASCOUUAU, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Délibération n°20

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROUSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROUSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. JOUIN.

Délibération n°21

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROUSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROUSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. JOUIN, M. RIOM.

Délibération n°22

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROUSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROUSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BLIN, M. JOUIN, M. RIOM, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme VITOUX.

Délibération n°23

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROUSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROUSSEAU), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BENATRE, Mme BLIN, M. BOUTIN, M. JOUIN, M. OUGGOURNI, M. RIOM, Mme ROLLAND, M. SALECROIX, M. SEASSAU, Mme VITOUX.

Délibération n°24

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BLIN, M. JOUIN, M. RIOM, M. SEASSAU, Mme VITOUX.

Délibération n°25

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Absents : Mme BASSAL, M. BOUTIN, M. JOUIN, M. OUGGOURNI, M. RIOM, M. SEASSAU, Mme VITOUX.

Délibération n°26

Sont présents : M. BAINVEL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RIOM, Mme ROBERT, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme FIGULS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE).

Absents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, Mme BASSAL, M. BOUTIN, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, M. DANTEC, Mme GUERRA, M. JOUIN, M. LE TEUFF, M. OUGGOURNI, M. RICHARD, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, Mme VIALARD.

Délibération n°27

Sont présents : M. ASSEH, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, Mme GOUEZ, M. GRENIER, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme FIGULS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE).

Absents : Mme AMROUCHE, Mme COPPEY, M. FOURNIER, Mme GUERRA, M. JOUIN, M. LE TEUFF, M. RICHARD, Mme VIALARD.

Délibération n°28

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M.

CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. CHATEAU (pouvoir à M. FOURNIER), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BLIN, M. COCOTIER, M. JOUIN, M. RIOM, M. SEASSAU, Mme VITOUX.

Délibération n°29

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. BROCHARD, M. COCOTIER, M. GUINÉ, M. JOUIN, Mme LEFRANC, M. QUÉRO, M. RIOM, Mme ROLLAND.

Délibération n°30

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. CHATEAU, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme BASSAL, M. BROCHARD, M. CHOMBART DE LAUWE, M. JOUIN, M. RIOM, Mme ROLLAND.

Délibération n°31

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. BAINVEL, Mme BASSAL, M. CHOMBART DE LAUWE, Mme GARNIER, M. JOUIN, M. RIOM, Mme RODRIGUEZ.

Délibération n°32

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. BAINVEL, Mme GARNIER, M. JOUIN, M. RIOM.

Délibération n°33

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à M. OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. BAINVEL, M. BROCHARD, Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°34

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LEFRANC, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, Mme VITOUX.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. BOLO, Mme COUSSINET, M. JOUIN, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, M. MARTIN, M. PASCOUUAU, M. RIOM, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Délibération n°35

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Mme GOUEZ, M. JOUIN.

Délibération n°36

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme

BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme GARNIER , Mme GOUEZ, M. JOUIN, M. RIOM.

Délibération n°37

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DA LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme GARNIER , Mme GOUEZ, M. JOUIN.

Délibération n°38

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BIR, Mme GARNIER , Mme GOUEZ, M. JOUIN.

Délibération n°39

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BIR, Mme GARNIER , Mme GOUEZ, M. JOUIN.

Délibération n°40

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BIR, Mme GARNIER , Mme GOUEZ, M. JOUIN.

Délibération n°41

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme HAKEM (pouvoir à M. QUÉRO), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°42

Sont présents : M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme AMROUCHE (pouvoir à Mme WEISS), M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BASSANI, M. BOLO, Mme BONAMY, M. COCOTIER, Mme GARNIER , M. GUISSÉ, M. JOUIN, Mme LEFRANC, M. PASCOUAU, Mme ROBERT, M. TALLEDEC, M. TRICHET.

Délibération n°43

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme GARNIER , M. JOUIN, Mme LEFRANC, M. RIOM, M. TALLEDEC.

Délibération n°44

Sont présents : M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, Mme VIALARD

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme AMROUCHE, Mme BASSANI, Mme BLIN, M. BOLO, Mme BONAMY, Mme COUSSINET, Mme GARNIER , M. JOUIN, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, M. PASCOUAU, Mme ROBERT, M. TALLEDEC, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Délibération n°45

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. CÔCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUJAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUJAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), M. LE TEUFF (pouvoir à M. MARTIN), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BLIN, Mme GARNIER, M. JOUIN, Mme LEFRANC, M. SEASSAU, M. TALLEDEC.

Délibération n°46

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. CÔCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUJAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUJAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme COPPEY, Mme GARNIER, Mme HAKEM, M. JOUIN, Mme LEFRANC, Mme ROLLAND, M. TALLEDEC.

Délibération n°47

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. CÔCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUJAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUJAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Absents : Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°48

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. CÔCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUJAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUJAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°49

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUJAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M.

RICHARD, M. RIOM, Mme RODRIGUEZ, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : M. ASSEH, Mme BASSAL, Mme BIR, Mme BLIN, Mme BROSSEAU, M. COCOTIER, M. DANTEC, Mme GARNIER, M. GUISSÉ, M. JOUIN, Mme LANGLOIS, Mme ROBERT, M. SALAÛN, M. SEASSAU.

Délibération n°50

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BASSAL, Mme COPPEY, Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°51

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BASSAL, Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°52

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. BAINVEL (pouvoir à M. CHOMBART DE LAUWE), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. THIRIET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : Mme BASSAL, M. COCOTIER, Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°53

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CITEAU, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, M. LE TEUFF, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, Mme VAN GOETHEM, Mme VIALARD, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOLO (pouvoir à M. PASCOUAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme

EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme NAULIN (pouvoir à M. CITEAU), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à M. GRENIER), Mme ROLLAND (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALAÛN (pouvoir à Mme BROSSEAU), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), M. TALLEDEC (pouvoir à Mme LEFRANC), M. TRICHET (pouvoir à Mme GUERRA), Mme VITOUX (pouvoir à Mme RODRIGUEZ).

Absents : M. BAINVEL, Mme BASSAL, M. CHOMBART DE LAUWE, M. COCOTIER, Mme GARNIER, M. JOUIN.

Délibération n°54

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme FIGULS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY),

Absents : M. ASSEH, Mme BERTU, M. DANTEC, Mme EL HAÏRY, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme OPPELT, Mme PIAU, M. TALLEDEC, Mme VITOUX

Délibération n°55

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. QUÉRO, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme FIGULS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VIALARD (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. ASSEH, Mme BERTU, M. DANTEC, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme PIAU, M. TALLEDEC, Mme VITOUX.

Délibération n°56

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS

Absents et excusés : M. AZZI (pouvoir à Mme FIGULS), Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM),

Absents : M. ASSEH, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BROSSEAU, Mme COPPEY, Mme EL HAÏRY, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme PIAU, M. QUÉRO, Mme ROLLAND, M. SALECROIX, M. TALLEDEC, Mme VIALARD, Mme VITOUX

Délibération n°57

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, Mme BROSSEAU, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, Mme GUERRA, M. GUINÉ, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUUAU, M. PROCHASSON, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SALAÛN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. THIRIET, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme EL HAÏRY (pouvoir à Mme OPPELT), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VITOUX (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : M. AZZI, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme COLLINEAU, M. JOUIN, M. LE TEUFF, Mme PIAU, M. QUÉRO, Mme ROLLAND, M. TALLEDEC, Mme VIALARD.

Délibération n°58

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. ASSEH, M. AZZI, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, M. GUINÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS,

Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PROCHASSON, M. RICHARD, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, M. SALAÜN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE), Mme VITOUX (pouvoir à Mme COPPEY).

Absents : Absents : M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BENATRE, Mme BERTU, Mme BROSSEAU, Mme EL HAÏRY, Mme GUERRA, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. JOUIN, M. LE TEUFF, M. PASCOUAU, M. QUÉRO, M. RIOM, Mme ROLLAND, M. THIRIET, Mme VIALARD, Mme WEISS.

Délibération n°59

Sont présents : Mme AMROUCHE, M. AZZI, M. BAINVEL, Mme BASSAL, Mme BERTU, Mme BIR, Mme BOISRAMÉ, M. BOLO, Mme BONAMY, M. BOULÉ, Mme BOURDON, M. BROCHARD, M. CHATEAU, M. CHOMBART DE LAUWE, M. CITEAU, M. COCOTIER, Mme COLLINEAU, Mme COPPEY, Mme COUSSINET, Mme FIGULS, M. FOURNIER, Mme GOUEZ, M. GRENIER, M. GUINÉ, M. HUCHET, Mme LANGLOIS, Mme LEFRANC, M. MARTIN, Mme NAULIN, Mme OPPELT, M. OUGGOURNI, M. PASCOUAU, M. PROCHASSON, M. RICHARD, M. RIOM, Mme ROBERT, Mme RODRIGUEZ, Mme ROLLAND, M. SALAÜN, M. SEASSAU, Mme SOTTER, M. TALLEDEC, M. TRICHET, Mme VAN GOETHEM, Mme VITOUX, Mme WEISS, M. MARAIS.

Absents et excusés : Mme BASSANI (pouvoir à Mme BONAMY), M. BELHAMITI (pouvoir à M. HUCHET), Mme BLIN (pouvoir à M. SEASSAU), M. BOUTIN (pouvoir à M. OUGGOURNI), M. DANTEC (pouvoir à M. ASSEH), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme BIR), Mme GARNIER (pouvoir à M. BAINVEL), Mme PIAU (pouvoir à Mme BERTU), M. REBOUH (pouvoir à Mme HAKEM), M. SALECROIX (pouvoir à Mme BENÂTRE).

Absents : M. ASSEH, Mme BENATRE, Mme BROSSEAU, Mme EL HAÏRY, Mme GUERRA, M. GUISSÉ, Mme HAKEM, M. JOUIN, M. LE TEUFF, M. QUÉRO, M. THIRIET, Mme VIALARD.

2. Ordre du jour

N°	Objet	Délibérations (page)	Débats (page)	Rapporteur
	Communication thématique : les solidarités		255	
1	Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 31 mars 2023 – Approbation.	23	251	Mme la Maire
2	Compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal.	24	251	Mme la Maire
2A	Vœu : « Pas d'enfant sans solution adaptée ».	25	251	M. ASSEH
3	Stratégie nantaise des nouvelles solidarités 2023-2026 – Approbation.	27	274	Mme HAKEM
4	Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté – Convention annuelle 2023 entre Nantes Métropole et l'État / Conventions 2023 entre Nantes Métropole et les porteurs de projet de la métropole – Approbation.	42	283	Mme HAKEM
5	Rapport d'activité 2022 du Centre Communal d'Action Sociale – Présentation.	45	283	Mme HAKEM
6	Projet d'un centre de santé dans le quartier du Breil - Subvention à l'association Accompagnement Soins et santé - Subvention à Nantes Métropole Habitat – Approbation.	49	285	Mme COLLINEAU
7	Avenant à la convention partenariale avec le comité de Loire-Atlantique de la ligue nationale contre le cancer - Approbation.	52	288	Mme COLLINEAU
8	Compte de Gestion de la receveuse des Finances de la Ville de Nantes pour l'exercice 2022 – Budget principal – Approbation.	54	289	M. BOLO
9	Compte Administratif 2022 – Budget principal – Approbation.	57	289	M. BOLO
10	Affectation du résultat 2022 - Décision Modificative 2023 n°1 (budget supplémentaire) – Approbation.	62	298	M. BOLO
11	Pacte financier de solidarité avec Nantes Métropole – Approbation.	68	298	M. BOLO
12	Mesures de soutien à l'activité commerciale du centre-ville – Subventions - Approbation.	73	302	M. SALAÜN
13	Culture – Équipements en régie, établissements publics – Dispositions diverses – Convention – Approbation.	75	311	M. SEASSAU
14	Accompagnement des projets et réseaux artistiques – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation.	78	311	M. SEASSAU
15	Attribution de subvention d'équipement – Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique – Convention – Approbation.	82	312	M. SEASSAU

16	Convention pluriannuelle d'objectifs entre l'État, le Département de Loire Atlantique, la Ville de Nantes et le Centre Chorégraphique National de Nantes – Approbation.	83	312	M. SEASSAU
17	Saison Baroque – Attribution de subvention - La Cité des Congrès – Convention – Subvention - Approbation.	85	312	M. SEASSAU
18	Solidarité et proximité – pratiques artistiques amateurs – pratiques culturelles émergentes – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation.	87	313	Mme BOURDON
19	Politique de la Lecture publique et du livre – Dispositions diverses – Conventions et avenants – Approbation.	91	314	M. COCOTIER
20	Politique publique du patrimoine – Subventions – Conventions et avenants – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Approbation.	95	315	M. CHATEAU
21	Equipements publics – Voirie – Dénominations – Approbation.	100	316	M. CHATEAU
22	Quartier Nantes Nord – Restructuration et extension du groupe scolaire Chauvinière – Ajustement de l'enveloppe financière prévisionnelle – Validation du projet – Lancement des consultations – approbation.	109	318	Mme RODRIGUEZ
23	Conditions d'accueil d'élèves de l'Institut d'éducation motrice La Marrière, au sein de l'école primaire Julien Gracq – Renouvellement de la convention – Approbation.	112	319	Mme RODRIGUEZ
24	Conditions d'accueil d'élèves de l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique Les Perrines, association ARRIA, au sein de l'école élémentaire Champenois – Renouvellement de la convention – Approbation	113	319	Mme RODRIGUEZ
25	Subventions au titre des actions éducatives et des actions temps libre – Conventions -Avenant – Approbation.	115	319	Mme RODRIGUEZ
26	Familles et parentalité – Deuxième répartition de subvention – Convention – Avenant – Approbation.	118	309	Mme NAULIN
27	Petite Enfance – Association les CEMEA – Lieux d'Accueil Parents-Enfants – Subventions – Approbation.	120	309	Mme NAULIN
28	Prévention de la délinquance – Actions financées par la Ville – Accès aux droits – Subventions – Convention - Approbation.	122	320	M. TALLEDEC
29	Sports – Troisième répartition de subventions – Conventions et avenants – Dispositions diverses – Approbation	126	321	M. REBOUH
30	Vie associative – Troisième répartition de subventions – Conventions – Avenants – Fondation territoriale de Loire Atlantique, statut de membre fondateur de la Ville de Nantes – Réhabilitation de l'espace Winnipeg – Approbation.	130	323	Mme BERTU
31	Partenariat Ville de Nantes – Caisse d'Allocations Familiales (CAF) - Associations Nantaises agréées Espace de Vie Sociale (EVS) - Conventions – Approbation.	136	323	Mme BERTU
32	Politique Jeunesses – Troisième répartition de subventions aux associations et bourses individuelles – Conventions – Avenants – Approbation.	139	324	Mme LANGLOIS

33	Associations Vie Étudiante et Logement des Jeunes – Troisième répartition de subventions – Approbation	143	325	Mme COUSSINET
34	Vie Étudiante – Attribution de subventions à Nantes Université – Approbation	146	325	M. ASSEH
35	Appel à créativité « Lieux à réinventer » – Subventions de fonctionnement – Approbation.	148	325	M. ASSEH
36	Budgets participatifs - Subventions - Bourses citoyennes - Avenants - Convention - Approbation.	151	327	Mme BASSANI
37	Jardins et nature en ville – Subventions – Approbation.	162	328	Mme BONAMY
38	Passage et square Felloneau – Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec Nantes métropole – Approbation.	164	328	Mme BIR
39	Jardins du Musée Dobrée – Conventions de financement et de coopération – Approbation.	166	329	M. ASSEH
40	Jumelages européens – Subventions – Approbation.	168	329	M. PASCOUAT
41	Echanges internationaux – Cosmopolis – Subvention – Approbation.	170	329	M. MARAIS
42	Adhésions diverses de la Ville de Nantes au sein d'organismes extérieurs – Approbation.	175	332	M. MARAIS
43	Actions de coopération et de solidarité internationales – Subventions – Approbation.	177	334	M. GUISSÉ
44	Politique publique - Migration - intégration – Contrat territorial d'accueil et d'intégration 2023-2025 – Programme 2023 – Reversement des crédits aux opérateurs – Approbation	179	333	Mme BOISRAMÉ
45	Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation.	183	334	Mme BASSAL
46	Désignations diverses - Approbation	187	334	M. ASSEH
47	Indemnités de fonctions des élus municipaux – Approbation	189	330	M. ASSEH
48	Indemnités de fonction des élus municipaux - Majoration chef lieu département – Approbation.	192	330	M. ASSEH
49	ACCOORD – Accueils de loisirs et séjours de vacances – Rapport du délégataire de service public 2022 – Information – Protocole de fin de contrat de délégation de service public 2018-2022 – Avenant n°1 au contrat de délégation de service public 2023-2024 – Subvention – Approbation.	194	335	Mme RODRIGUEZ
50	Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés et concessions - fonctionnement – Avenant au groupement de commande – Approbation.	198	336	M. FOURNIER
51	Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés publics et concessions - Investissement – Travaux - Approbation.	202	337	M. QUÉRO
52	Opérations concédées à Nantes Métropole Aménagement – Comptes-rendus 2022 d'activités au concédant – Approbation.	212	338	M. QUÉRO

53	Mise en concordance du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière avec les règles du PLUm – Avis du conseil municipal.	214	339	M. QUÉRO
54	Transactions immobilières diverses – Approbation.	216	299	M. BOLO
55	Transactions foncières - Approbation.	218	299	M. BOLO
56	11 Boulevard de Stalingrad – Manufacture des Tabacs – Bail constitutif de droits réels au profit de Nantes Métropole Habitat – Approbation.	220	300	M. BOLO
57	Tranquillité Publique – Action financée par la Ville – Convention de financement « <i>École des Parents et des Éducateurs</i> » – Approbation.	222	300	M. BOLO
58	Disposition diverses à caractère financier – Approbation.	224	300	M. BOLO
59	Rapports 2022 des partenaires externes – Approbation.	239	302	M. BOLO

3. Délibérations

■ Direction du Secrétariat Général

Délibération n°1

Conseil municipal du 30 juin 2023

Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 31 mars 2023 – Approbation.

Mme la Maire,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Je soumetts à votre approbation le procès-verbal du Conseil municipal du 31 mars 2023.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le procès-verbal du 31 mars 2023.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



■ Direction du Secrétariat Général

Délibération n°2

Conseil municipal du 30 juin 2023

Compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal.

*Mme la Maire,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la Maire doit rendre compte des décisions prises dans le cadre des délégations accordées par le Conseil municipal.

En application de ces dispositions, les décisions prises par la Maire ou son représentant sont listées en annexe.

Il est également rendu compte des marchés conclus sur le fondement des délégations accordées.

Il est donc rendu compte ci-après :

- des décisions,
- des marchés passés après procédure adaptée,
- des avenants aux marchés.

Le Conseil,

1. prend acte des décisions prises par Mme la Maire ou son représentant et listées en annexe.

La secrétaire de séance

Pauline LANGLOIS

Nantes, le 30 juin 2023,

La Maire

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.



■ Direction du Secrétariat Général

Vœu

Conseil municipal du 30 juin 2023

Pas d'enfant sans solution adaptée

Depuis quelques mois, le Collectif de parents « Handicap 44 en danger » se fait le relais des 2 100 familles du département qui sont sans solution adaptée, dont 900 enfants en attente de places.

Cette interpellation alerte sur le manque de places d'hébergement ou d'accompagnement pour les enfants ou adultes en situation de handicaps sévères ou complexes sur notre territoire.

Les familles témoignent d'un sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics, au travers des nombreux freins, difficultés voire absence de prise en charge ou encore de rupture de parcours éducatif, de soins. Difficultés qui ont des impacts importants sur le bien être des personnes en situation de handicap et des proches aidants.

Au quotidien, ce sont de nombreuses familles et professionnels de la petite enfance, de l'éducation, du médico-social qui nous alertent en tant qu'élus locaux sur les réalités d'une société inclusive, sur le papier, mais qui n'a pas les moyens de ses ambitions. Ce sont de trop nombreux enfants dont la prise en charge dans le milieu scolaire ordinaire n'est pas adaptée aux besoins, des jeunes ou adultes qui font face au manque de places en structures d'accueil spécialisées et aux manques de professionnels. Quel que soit l'âge ou le handicap, les parcours sont aujourd'hui trop difficiles et épuisent les familles et les proches aidants.

La Ville de Nantes, comme de nombreuses collectivités, est engagée aux côtés des pouvoirs publics, en complémentarité, pour renforcer le dialogue entre institutions (Agence Régionale de Santé, Éducation Nationale, Maison départementale des personnes handicapées, département) afin de garantir des prises en charge adaptées : à l'école, mais aussi en instituts médico-éducatifs (IME), en services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), en instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (ITEP). Nous insistons aussi sur la nécessaire revalorisation des accompagnantes et accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) en termes de qualification, de salaire et de formation.

Au lendemain de la Conférence Nationale sur le handicap et de la signature d'une Charte d'engagement pour une société pleinement accessible, les objectifs pour créer collectivement les conditions d'une société plus inclusive sont réaffirmés.

En tant qu'élus du conseil municipal de Nantes, nous réclamons au gouvernement un plan d'urgence pour apporter des réponses concrètes et adaptées aux enjeux de notre territoire au regard de la croissance démographique du département et des besoins identifiés par les collectivités, l'Agence Régionale de Santé et les acteurs du champ médico-social. Après l'annonce de la création, à l'échelle nationale, de 50 000 solutions supplémentaires sur 5 ans, il est nécessaire de clarifier rapidement cet engagement et de cibler en priorité, dans sa déclinaison au local, les territoires sous-dotés, comme le nôtre. Nous demandons au gouvernement :

- de créer des places supplémentaires dans les établissements médico-sociaux en prenant en compte les besoins démographiques de la Loire-Atlantique,

- d'offrir un mode d'accueil adapté à chaque situation pour respecter le droit au répit des familles et proches aidants,
- de créer les conditions d'une véritable coopération État / collectivités pour offrir une réelle continuité éducative aux élèves porteurs de handicap avec des AESH en nombre et formés.

Nous réclamons des moyens en conséquence : "Pas d'enfant sans solution adaptée".

Pauline LANGLOIS

Nantes, le 30 juin 2023,
Johanna ROLLAND

Secrétaire de séance

Maire

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Département prévention & solidarité
Direction Démocratie et Stratégie

Délibération n°3

Conseil municipal du 30 Juin 2023

Stratégie nantaise des nouvelles solidarités 2023-2026 -Approbation

*Mme HAKEM, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Assises des nouvelles solidarités : agir toujours plus ensemble pour mieux lutter contre la précarité et l'isolement !

Cette délibération présente la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités 2023-2026. Cette Stratégie traduit la mobilisation de la Ville de Nantes autour de 7 engagements majeurs, à l'adresse des habitants et des acteurs, en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social. Au delà de mesures concrètes pour améliorer les conditions de vie des habitants et leur participation à la vie sociale, la Stratégie incarne aussi la volonté de la Collectivité de soutenir encore davantage un modèle de solidarités basé sur des coopérations / partenariats renforcés entre les acteurs du territoire (puissance publique, associations, habitants dont les habitants directement concernés par la précarité et l'isolement, entreprises). Il s'agit là d'une condition fondamentale pour construire une Ville toujours plus solidaire, qui se réinvente continuellement, autour de nouvelles solidarités, face aux défis sociaux et environnementaux d'aujourd'hui et de demain.

La présente délibération porte sur l'adoption de cette Stratégie nantaise des nouvelles solidarités autour de :

- 7 engagements majeurs municipaux en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement
- une synthèse des stratégies d'actions pour mettre en œuvre de manière concrète ces 7 engagements
- 15 actions phare en direction notamment des habitants et aussi des acteurs.

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités contient près d'une centaine de mesures à l'adresse des habitants et des acteurs. L'intégralité des mesures de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités sera présentée aux habitants et aux acteurs dans le cadre d'un événement public organisé à l'automne.

1- La démarche des Assises des nouvelles solidarités

Pourquoi les Assises des nouvelles solidarités ?

Afin d'améliorer les conditions de vie et de lutter contre l'isolement social, à Nantes, la Ville a invité, entre janvier 2022 et juin 2022, l'ensemble des habitants et parties prenantes à une grande démarche de dialogue citoyen : les Assises des nouvelles solidarités. Engagement de mandat et réponse à la convention citoyenne « vécus de crise et aspiration pour demain », cette démarche a été votée à l'unanimité par un vote du Conseil municipal du 15 octobre 2021.

Le contexte dans lequel ont été organisées ces Assises mettait un coup de projecteur sur deux enjeux majeurs pour l'évolution du modèle nantais des solidarités :

- enjeu à accompagner toujours mieux les habitants les plus touchés par le creusement des fragilités économiques, sociales, psychiques et l'isolement social,
- enjeu à accompagner les élans de solidarité qui se sont exprimés pendant le contexte de crise covid. La crise sanitaire a en effet vu la mobilisation très forte du secteur associatif nantais mais aussi d'initiatives citoyennes d'entraide. Ces initiatives se sont déployées à la fois dans et hors du cadre traditionnel associatif ou institutionnel (solidarités de voisinage, familiales et d'hyper-proximité). Les acteurs du secteur privé (commerçants de proximité, entreprises, etc) se sont aussi engagés sur des actions spontanées de solidarité.

A travers les Assises, il s'est donc agi d'une part de compléter le diagnostic sur les besoins sociaux avec la remontée d'observations citoyennes sur la situation nantaise en termes de précarité et d'isolement social, d'affiner la mesure des impacts de moyen et long terme de la crise sanitaire et d'autre part de renforcer et réinventer les coopérations, les formes d'engagements et les solutions de nouvelles solidarités sur le territoire nantais. L'adoption de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités acte des perspectives et actions à l'issue de cette démarche de dialogue citoyen.

Rappel des grandes phases et temps forts de la démarche

Les Assises des nouvelles solidarités sont animées autour de 5 phases principales dont 4 temps forts :

PHASE 1- Fin janvier au 20 Juin 2022 : déroulement de la phase participative avec différents formats de participation proposés aux habitants et aux acteurs. Dont deux temps forts : le lancement des Assises des nouvelles solidarités lors des rencontres de la médiation du 26 Janvier 2022 et le temps fort du 10 et 11 Juin autour de l'événement Nantes Solidaires.

PHASE 2 - Fin juin à décembre 2022 : écriture et publication du rapport des Assises des nouvelles solidarités. Dont un temps fort : soirée du 7 décembre 2022 avec la restitution publique du Rapport

PHASE 3 - Décembre à mai 2023: phase d'instruction du Rapport

PHASE 4 – Fin Juin 2023 : validation par le Conseil municipal de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités

PHASE 5 : 3ème trimestre 2023 : diffusion de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités. Dont un temps fort : soirée de présentation publique proposée aux acteurs et aux habitants

Une bonne dynamique participative incluant la contribution des personnes directement concernées

Forte de son expérience dans la mise en œuvre des démarches de dialogue citoyen, la Ville de Nantes a pensé et construit les Assises des nouvelles solidarités de manière à favoriser la participation de toutes et tous. Historiques ou émergents, publics, privés ou associatifs, toutes les actrices et acteurs étaient invités à contribuer. Les modes de médiation et lieux de participation, en lien avec le secteur associatif, ont été pensés afin que les personnes directement concernées par l'isolement et la précarité puissent faire remonter leur analyse et leurs propositions lorsqu'elles le souhaitent.

En 120 jours de débats et 50 événements, ce sont 4300 citoyens, associations, entreprises ou institutions qui ont participé d'une manière ou d'une autre à la démarche. 190 citoyen(ne)s ont eu une implication active, sur plusieurs semaines, dans différents ateliers ou événements. Plus de 700 personnes ont participé à l'évènement Nantes Solidaires. Le secteur associatif s'est largement mobilisé. Ce sont ainsi 300 personnes issues majoritairement du monde associatif mais aussi d'autres organisations (partenaires institutionnels, bailleurs sociaux...) qui ont assisté au lancement de la démarche dans le cadre des rencontres de la médiation. A noter aussi la participation active de plusieurs conseils (conseil nantais de la nuit, conseil nantais pour l'accessibilité universelle, conseils citoyens...), de certains partenaires institutionnels et des partenaires satellites de la Collectivité.

Cette large mobilisation s'est traduite par un volume important de contributions individuelles et collectives. Au 20 Juin 2022, date de clôture officielle de la phase participative de la démarche, étaient recensés :

- plus de 90 cahiers d'acteurs (contributions collectives) ;
- plus de 360 contributions individuelles ;
- une trentaine de productions visuelles, des productions audios citoyennes ;
- un avis citoyen de l'atelier « engagement » ;
- un rapport sur les budgets de référence nantais ;
- une restitution écrite de l'atelier explorateur « tiers-lieux » ;
- une dizaine de captations des tables rondes enregistrées dans le cadre de Nantes Solidaires.

Le rapport final restitue l'analyse de la totalité des contributions. Il a été publié et présenté publiquement, en décembre 2022.

Le Rapport des Assises des nouvelles solidarités : synthèse des enjeux et inflexions

Le Rapport fait état d'enjeux et propositions concrètes pour améliorer les conditions de vie et de participation à la vie sociale des habitants. Il contient aussi des propositions d'inflexion visant à faire évoluer le modèle et la gouvernance des solidarités sur le territoire nantais.

- Les enjeux thématiques et les publics

Le Rapport cible trois grands champs prioritaires d'intervention :

- Soutenir, mieux articuler et organiser les actions de solidarités
- Vivre dignement et participer à la vie sociale pour ne pas être isolé
- Renforcer les solidarités de proximité et le vivre ensemble

En ce qui concerne le diagnostic des besoins des habitants, les contributions citoyennes ont fait remonter les difficultés vécues notamment par les seniors, les jeunes, les familles monoparentales, les personnes en situation de handicap, les personnes sans abri, les personnes migrantes, les travailleurs pauvres, les sortants de prison, les enfants. Si les difficultés propres à certains publics appellent des réponses spécifiques, un certain nombre de préconisations citoyennes renvoient au renforcement général d'une palette de solutions, transverses à tous les publics et ciblant tous les aspects de la vie quotidienne : la lutte contre la précarité financière, la lutte contre le non recours aux droits, la lutte contre la très grande pauvreté, la participation à la vie sociale, l'amélioration des réponses en matière de santé mentale, l'accès à l'alimentation, au logement, la lutte contre les inégalités sociales de santé, l'accès à l'emploi, les mobilités...

- Les inflexions sur l'organisation du modèle nantais des solidarités

Le rapport appuie la nécessité de conduire les actions en matière de solidarités selon :

- une approche multi-dimensionnelle de la lutte contre la précarité et l'isolement social
- une approche guidée par l'accessibilité universelle et l'adaptation des mesures aux besoins
- un impératif de proximité et de « médiation » humaine dans la mise en œuvre des politiques de solidarités
- le nécessaire renforcement des coopérations inter-institutionnelles dans un souci de simplification d'accès aux droits et de meilleure lisibilité de l'offre

Nantes est une ville forte de la richesse de son tissu associatif, avec une activité dense et en constant mouvement /renouvellement/ innovation. Les remontées des Assises invitent la ville à aller encore plus loin son rôle de « catalyse » des solidarités, c'est à dire d'appui à l'animation/la coordination de cet écosystème foisonnant.

Les 7 engagements présentés ci-dessous sont tirés de l'instruction par la Collectivité du rapport des Assises des nouvelles solidarités.

2- La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités: 7 engagements majeurs de la Ville de Nantes en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités s'inscrit dans une ambition et détermination continues de la collectivité de renforcement de l'ensemble de ses politiques publiques en faveur de la justice sociale.

Ainsi, en 2022, ce sont plus de 2,6 millions d'euros d'aides individuelles qui ont été attribuées aux habitants les plus fragiles via le CCAS de Nantes. Au total, la ville gère, finance ou contribue au financement de plus de 1600 places d'hébergement (urgence et insertion). La reconstruction de l'espace Agnès Varda (espace douches, restaurant social, accueil de jour) ou encore la poursuite de l'expérimentation de l'accueil de jour Familles dans des locaux plus grands et mieux positionnés géographiquement sont aussi des réponses majeures à l'urgence sociale. Dans le cadre de son plan d'action « Ville Amie des Aînés », la ville s'est dotée, depuis Juin 2022, d'un nouveau service expérimental : l'Équipe de veille et d'accès aux droits (EVAD). Le but est de proposer aux seniors de plus de 60 ans une veille régulière par téléphone et/ou lors de visites à domicile pour lutter contre l'isolement, prévenir la perte d'autonomie et favoriser le lien social comme l'accès aux droits. Citons par ailleurs la gratuité des bibliothèques et médiathèques pour toutes et tous. A l'échelle de la métropole, au-delà de la gratuité des transports le week-end, l'élargissement des ménages éligibles à la tarification solidaire des transports a été adopté en mai 2023.

La Collectivité vient de réaffirmer et consolider son investissement en faveur des quartiers populaires nantais avec l'adoption d'un nouveau plan : Ensemble pour les quartiers populaires nantais / Cap commun pour 2022-2026. La Collectivité s'est par ailleurs engagée dans une stratégie de renforcement de son action publique autour des enjeux de santé mentale ou encore de lutte contre les violences faites aux femmes. Prochainement, la Ville présentera sa stratégie d'action renouvelée en faveur de la jeunesse.

Le contexte social actuel, encore plus dégradé qu'au moment du lancement de la démarche des Assises des nouvelles solidarités, avec notamment une crise majeure du pouvoir d'achat (effet de l'inflation touchant les postes de dépenses de la vie quotidienne), rend encore plus nécessaire une mobilisation accrue et des engagements amplifiés de la Collectivité en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social. C'est l'ambition de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités.

L'ambition de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités

Cette Stratégie nantaise des nouvelles solidarités incarne l'impératif de justice sociale, pilier du mandat. Elle aura ainsi vocation à la fois à :

- Agir sur l'accélération actuelle de la dégradation de la situation sociale et budgétaire des nantais.
- Porter une stratégie globale à 360 degrés qui consolide/renforce des actions déjà engagées par la collectivité et ouvre de nouveaux champs d'action.
- Soutenir les volontés d'engagements solidaires individuelles et collectives.
- Impulser des évolutions structurelles vers un modèle encore plus coopératif d'émergence, d'organisation et d'animation des nouvelles solidarités sur Nantes.

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités comprend **7 engagements majeurs** autour de :

- la lutte contre la précarité financière
- la lutte contre le non recours aux droits
- l'amélioration des conditions de vie des nantais en situation de fragilité ou en risque de bascule
- le développement d'actions en matière de santé mentale
- la lutte contre les solitudes non choisies et l'isolement social
- la lutte contre les inégalités sociales environnementales
- le soutien aux nouvelles solidarités

Chacun des 7 engagements se décline par une stratégie autour de plusieurs actions concrètes (nouvelles, consolidées ou renforcées), parmi lesquelles 15 actions phare. Elles ont vocation à concourir directement à l'amélioration des conditions de vie et de lien social des nantais. Et elles s'adressent aussi aux « porteurs de solidarités » citoyens, associatifs, institutionnels afin de promouvoir l'émergence de nouvelles solidarités nantaises.

Les 7 engagements et les stratégies d'actions afférentes en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social

Engagement 1 : lutter contre la précarité financière en agissant auprès des habitants confrontés à des difficultés budgétaires et améliorer le reste pour vivre

Défi(s) :

Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, de nombreux ménages voient leur situation financière se dégrader. Cela pose, avec encore plus d'acuité, la nécessité de mieux appréhender la situation des ménages qui étaient jusqu'alors dans une situation de restriction budgétaire mais non « considérés », par les normes actuelles de mesure de la pauvreté, comme « en situation de pauvreté ». Or¹, 19 040 nantais vivent en situation de "quasi pauvreté" (revenus supérieurs mensuels de 200€ au-dessus du seuil de pauvreté). Ce sont par ailleurs 17% des nantais qui vivent sous le seuil de pauvreté en 2018 (46 260 personnes), dont :

- 32% de familles monoparentales,
- 20% de personnes seules,
- 12% de personnes âgées de 60 à 74 ans et 7% des personnes de plus de 75 ans.

Se pose également la situation préoccupante de la précarité des jeunes. La Ville de Nantes dénombre plus de 48 000 jeunes de 18-24 ans dont 10 % ne sont ni en emploi ni en formation.

Stratégie d'actions :

L'état, les départements, les organismes de sécurité sociale ont principalement la main sur les leviers fondamentaux pour lutter contre la précarité financière des ménages, tels que la fixation des montants et la distribution des prestations sociales comme le revenu de solidarité active (RSA), les aides au logement, les allocations familiales, l'allocation aux adultes handicapés (AAH), l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Toutefois, la Ville de Nantes agit très concrètement aussi, notamment via la délivrance d'aides financières et l'offre d'accompagnement (budgétaire) proposés par son CCAS ou encore via la mise en place de tarifications solidaires sur différents services publics. Dans la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités, la collectivité propose différentes mesures parmi lesquelles la revisite des modalités de calcul des aides facultatives délivrées par le CCAS pour prendre en compte encore davantage les difficultés budgétaires des familles mono-parentales et des ménages subissant les « effets de seuil », c'est-à-dire ceux qui ne sont pas éligibles aux aides car « juste » au dessus des plafonds d'éligibilité. La collectivité s'attaquera notamment aussi à la précarité financière des jeunes à travers l'ouverture des aide facultatives du CCAS aux jeunes de 18-25 ans.

Action phare 1 : aider les jeunes en situation de précarité en ouvrant les aides facultatives du CCAS aux 18-25 ans

Objectif : donner un coup de pouce financier aux jeunes en situation de précarité financière afin d'améliorer leur « reste pour vivre »

Coût prévisionnel: 755 000 euros / an

Délai mise en œuvre : Juillet 2024

1 Les chiffres présentés dans cette partie sont issus du Nantoscope 2021, portait social de la ville de Nantes, réalisé par le COMPAS

Engagement 2 : lutter contre le non recours aux droits en permettant aux habitants d'activer leurs droits, au plus près de chez eux et en misant avant tout sur la relation humaine

Défi(s) :

Selon l'ODENORE², la question du non-recours renvoie à toute personne qui ne reçoit pas, quel qu'en soit la raison, une prestation à laquelle elle pourrait prétendre. Comme l'indique la DREES³ dans une étude récente d'opinion sur le non recours, la quantification et l'identification des causes du non recours sont des enjeux majeurs pour la lutte contre la pauvreté. Plusieurs études récentes, portant sur différentes prestations sociales, montrent que le non-recours atteint fréquemment des niveaux supérieurs à 30 % en France. C'est le cas du RSA (34 % de non-recours) ou encore du minimum vieillesse (50 % de non-recours pour les personnes seules). L'ODENORE pointe des causes multiples et responsables du non recours : non connaissance, non demande, crainte de la stigmatisation, complexité des démarches.... Cela incite à déployer des stratégies d'action à canaux multiples.

Stratégie d'actions :

Dans la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités, la collectivité intervient à différents niveaux pour améliorer son action en faveur de la lutte contre le non recours : consolider et renforcer l'offre de diagnostic des droits à l'accueil du CCAS, multiplier les possibilités d'accéder aux aides et aux services municipaux par téléphone, en guichet, par la voie numérique (déploiement d'un e-service solidarités), développer des outils pour améliorer la lisibilité et communication de l'offre de solidarités, lutter contre la fracture numérique. Une réponse majeure vise par ailleurs à renforcer les partenariats avec les lieux / espaces de proximité (centres sociaux, espaces de vie sociale, bibliothèques....) et à les accompagner à être relais dans l'accès aux droits. Le renforcement des coopérations inter-institutionnelles (avec notamment le département et la CAF) est une autre priorité d'action forte que se donne la Ville au travers de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités. Dans le cadre des Assises des nouvelles solidarités, la relation humaine et la proximité des services publics ont été assez largement érigés comme des leviers fondamentaux pour mieux rapprocher les habitants de leurs droits et de leur activation effective. Il existe aujourd'hui 1 accueil central au CCAS et 2 guichets délocalisés sur Bellevue et Nantes Sud. Dans la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités, la Ville s'engage à déployer de nouveaux guichets délocalisés ainsi qu'à augmenter les actions ayant vocation à « aller à la rencontre » des habitants au plus près de leur lieu de vie pour les informer et les accompagner dans leur accès aux droits. De même, la Ville s'attaquera au non recours aux aides et prestations chez les seniors.

Action phare 2 : ouvrir, en proximité, trois nouveaux lieux/guichets d'accueil et d'accès aux droits du CCAS , dans les quartiers Dervallières, Bottière, Nantes Nord

Objectif : Permettre aux habitants d'être informés systématiquement de leurs droits et de les activer au plus près de chez eux en ouvrant trois nouveaux guichets physiques du CCAS dans dans les quartiers Dervallières, Bottière, Nantes Nord

Coût prévisionnel: 195 000 euros / an

Délai : à partir de l'été 2023

2 Observatoire du non recours aux droits et services

3 Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

Action phare 3 : augmenter le nombre de permanences d'accès aux droits sur l'espace public et dans les lieux de vie collectifs dans les 11 quartiers nantais

Objectif : démarche d'aller vers les habitants (notamment ceux en situation de non recours) pour les informer systématiquement de leurs droits et les accompagner dans l'activation de leurs droits et leurs aides en hyper-proximité. La Ville renforcera son équipe de professionnels dédiés à ces missions pour couvrir les 11 quartiers nantais.

Coût prévisionnel : 225 000 euros / an

Délai : à partir de 2023

Action phare 4 : ouvrir la Maison de la Longévité et des Générations et 5 lieux de proximité pour faciliter l'accès aux droits des seniors

Objectif : soutenir le déploiement de lieux de proximité visant à accueillir, informer et orienter les seniors sur les aides et services auxquels ils ont droit

Coût prévisionnel : 150 000 euros / an

Délai : progressivement à partir de 2024

Engagement 3 : améliorer les conditions de vie des nantais en situation de fragilité ou en risque de bascule en agissant sur les différents aspects de la vie quotidienne

Défi(s) :

La précarité et l'isolement social ont des causes multi-factorielles (absence de ressources suffisantes, problèmes de santé, absence d'emploi, isolement résidentiel, reproduction « générationnelle » de la pauvreté, difficultés d'accès au logement,...) qui sont interdépendantes et s'alimentent entre elles. Il ne suffit donc pas d'agir sur une cause de manière cloisonnée mais bien de considérer les leviers d'amélioration des conditions de vie dans une approche systémique et globale.

Stratégie d'actions :

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités a pour ambition de mobiliser l'ensemble des politiques publiques (de compétence municipale et parfois de compétences métropolitaines) concourant à soutenir l'accès à une vie digne et une participation active à la vie sociale des nantaises et nantais. La Stratégie propose ainsi un ensemble de mesures qui vont agir sur différents champs de la vie quotidienne : l'alimentation, la santé, le logement, la mobilité, l'emploi, la vie sociale (le droit aux vacances, loisirs, culture,...), l'accès aux modes de garde... Un certain nombre de mesures porte sur la lutte contre les inégalités sociales des enfants : renforcer l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les écoles nantaises, mieux soutenir l'accès effectif aux soins des enfants en situation de précarité repérés par le service municipal de santé scolaire et développer une offre d'appui à la parentalité pour les parents d'enfants de 6-11 ans. Améliorer les réponses en faveur des personnes en situation d'urgence sociale (errance, bidonvilles...) est un autre enjeu majeur de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités.

Action phare 5 : Pérenniser l'épicerie sociale Les Mille Fleurs du Colibri

Objectif : lutte contre la précarité alimentaire des nantais, en pérennisant l'expérimentation d'une épicerie sociale municipale, dans le quartier Bottière Pin Sec, ouverte en février 2023

Coût prévisionnel : 142 000 euros / an
Délai : 2024

Action phare 6 : Accompagner les relations enfants/ pré-adolescents et leurs parents avec une mise à l'étude de l'ouverture d'un Lieu Accueil Enfants Parents (LAEP) pour les 6-11 ans

Objectif : renforcer les propositions de soutien à la parentalité proposées aux parents d'enfants de 6-11 ans
Coût prévisionnel : 25 000 euros / an
Délai : 2024-2025

Action phare 7 : Agir pour l'accès aux soins des enfants en situation de précarité en créant trois postes supplémentaires de « référents santé » faisant le pont entre le service municipal de santé scolaire et les professionnels de santé

Objectif : lutter contre les inégalités sociales de santé des enfants. Les 3 nouveaux référents santé accompagneront les familles et les enfants les plus exposés aux inégalités sociales en santé (notamment en quartiers prioritaires), à accéder effectivement aux soins (aide à la prise de rendez-vous chez les médecins, suites données aux bilans de santé...), sous orientation du service de santé scolaire municipal de la Ville de Nantes. Ces trois professionnels interviendront notamment au Breil, Nantes Nord / Doulon, Bottière / Malakoff, Ile de Nantes, Clos Toreau / Dervallières, en particulier là où seront implantées des maisons de santé ou des centres de santé.
Coût prévisionnel : 150 000 euros / an
Délai : fin 2023-2024

Action phare 8: Expérimenter une équipe de travail social de rue pluridisciplinaire pour venir en aide aux personnes en situation d'errance

Objectif : offrir un accompagnement pluridisciplinaire (santé- social), sans rupture, inscrit dans le temps, auprès des personnes en situation de grande errance sur la Ville, pour lesquelles les solutions d'accueil classiques ne sont pas adaptées et les accompagner dans l'ouverture effective de leurs droits
Coût prévisionnel : 285 000 euros / an
Délai : 2026

Action phare 9 : Développer un nouveau dispositif d'accueil de jour pour Jeunes migrants de 16-25 ans

Objectif : renforcer la coordination et l'offre d'accueil du territoire nantais, à destination des jeunes migrants, non pris en charge par les dispositifs légaux
Coût prévisionnel : à chiffrer en fonction du travail de préfiguration en cours avec les acteurs
Délai : mise en œuvre du projet à partir de 2024

Engagement 4 : Renforcer l'offre en matière de santé mentale sur le territoire nantais**Défi(s) :**

Comprendre le mal être, mieux l'accompagner et orienter toute personne en souffrance psychique vers les solutions adaptées est un véritable enjeu de santé publique et de cohésion sociale. La souffrance psychique peut intervenir à toute étape de la vie. Au niveau mondial, national et local, les constats convergent autour d'une détérioration globale des problématiques de santé mentale. La précarité et l'isolement sont des facteurs aggravants de la santé psychique. Bien que l'approche thérapeutique soit indispensable, et qu'un système de soin complet, structuré par des professionnels qualifiés, soit un impératif à porter au niveau national (et décliné avec les moyens adaptés au nouveau local), la santé mentale est aussi l'affaire des villes. C'était le sens de l'appel de Nantes lancé dans le cadre de l'organisation du Colloque Santé mentale en 2022, lequel avait pour rôle d'identifier notamment les leviers d'actions pour une meilleure prise en compte de la santé mentale dans l'action publique des collectivités.

Stratégie d'actions :

En lien avec les partenaires institutionnels et associatifs compétents, la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités traduit l'ambition de la Ville d'amplifier l'offre en matière d'accompagnement de la souffrance psychique, avec notamment l'ambition de déployer des groupes / espaces de parole et d'écoute dans l'ensemble des quartiers nantais. Une attention particulière sera notamment portée aux jeunes avec un soutien financier complémentaire apporté à la Maison des adolescents, afin de renforcer son action auprès des jeunes, notamment en quartiers prioritaires. Les problématiques de souffrance psychique et de santé mentale des personnes en situation d'errance et d'urgence sociale feront aussi l'objet d'une attention renforcée.

Action phare 10 : Déployer dans tous les quartiers nantais des actions en santé mentale (formations, groupes de parole, sensibilisations...) auprès des habitants et des associations confrontés aux problématiques de santé mentale

- Objectif : proposer des solutions renforcées aux associations et aux habitants qui sont amenés à accueillir / accompagner des personnes en souffrance psychique
- Coût prévisionnel : 40 000 euros / an
- Délai : fin 2023

Action phare 11 : Renforcer l'offre d'accompagnement psychologique proposée par la Maison des adolescents, notamment en augmentant le nombre de permanences psychologiques auprès des jeunes en quartiers prioritaires

Objectif : renforcer les possibilités d'aide aux jeunes en souffrance psychique
Coût prévisionnel : 80 000 euros / an
Délai : 2024

Engagement 5 : Lutter contre les solitudes non choisies et l'isolement social

Défi(s) :

L'étude sur les Solitudes 2022 de la Fondation de France fait état d'un recul de l'isolement relationnel en 2022 par rapport à 2021. Pour autant, ce sont 11 % des personnes de plus de 15 ans, en France, qui se trouvent en situation d'isolement relationnel, c'est-à-dire qu'elles ne rencontrent jamais ou très peu de personnes en dehors de leur foyer. L'étude, qui distingue isolement relationnel et sentiment de solitude, montre par ailleurs que le sentiment de solitude est ressenti par 20 % des plus de 15 ans et qu'il fait souffrir 80 % de ceux qui l'éprouvent, soit 9 millions de personnes en France. Le lien entre précarité économique et isolement social est aussi démontré de manière évidente : les personnes aux revenus modestes restent les plus touchées par l'isolement social. Le chômage est aussi un facteur aggravant, les chômeurs souffrant deux fois plus d'isolement relationnel que les actifs en poste.

Rapporté à Nantes en 2022, ce sont potentiellement :

- Plus de 35 000 Nantais en situation d'isolement
- Près de 65 000 Nantais, qui ressentent un sentiment de solitude

Quant au phénomène d'isolement social des séniors, il est particulièrement préoccupant. Les Petits Frères des pauvres alertent, dans leur étude de 2021, sur une nette aggravation de la solitude et de l'isolement des personnes âgées de plus de 60 ans en France. 530 000 personnes âgées seraient en état de « mort sociale », c'est-à-dire sans ou quasiment sans contacts avec les différents cercles de sociabilité (cercle familial, amical, voisinage et réseaux associatifs). Sur Nantes, ce sont près de 9600 nantais de 60 ans et +, qui seraient en situation d'isolement.

Les Assises des nouvelles solidarités ont aussi fortement remonté l'isolement social des personnes en situation de handicap et des familles mono-parentales. Et c'est un phénomène qui n'épargne pas non plus les jeunes.

Les facteurs aggravants de l'isolement sont multiples : les difficultés de mobilité, la précarité financière, les problèmes de santé, l'absence de relais, l'inadaptation de l'offre (notamment pour permettre l'accès à la vie culturelle et sociale) mais aussi la problématique de fracture numérique ou encore de méconnaissance par les habitants d'espaces /de lieux de proximité ressources (espace de vie sociale, centre social, maison de quartier.....) dans leur quartier de vie ou dans leur ville.

Stratégie d'actions :

Au regard des répercussions délétères de l'isolement social sur les personnes qui y sont confrontées : l'état de santé plus dégradé, un niveau de recours aux aides plus bas, le sentiment de déni de reconnaissance sociale et l'exercice d'une citoyenneté entravée, la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités propose un ensemble d'actions visant à développer et promouvoir la rencontre, le lien social, l'entraide de proximité et la participation active à la vie sociale des personnes isolées. La Stratégie soutient notamment le renforcement des actions en faveur de la lutte contre l'isolement social des séniors, avec la pérennisation de l'équipe municipale EVAD (équipe veille et accès aux droits), le travail en réseaux pour mieux repérer les séniors isolés ou encore le lancement d'un nouveau dispositif d'aide dédié à la lutte contre l'isolement et à l'accompagnement solidaire des séniors nantais d'ici 2026. Au delà de la problématique de la mobilité des séniors, il s'agira

d'approfondir les opportunités de développement de solutions de mobilités solidaires en faveur de l'inclusion sociale (personnes en situation de handicap, enfants éloignés du lieu de scolarisation....) sur le territoire nantais. Si la problématique de non recours est souvent reliée à un problème de méconnaissance des aides sociales et des droits auxquels les personnes peuvent prétendre, il apparaît que les lieux/espaces/démarches participant à la lutte contre l'isolement et au développement de liens sociaux sont aussi méconnus. L'enjeu est de renforcer l'information sur le rôle de ces lieux et la médiation pour en faciliter la fréquentation. Une attention particulière sera aussi portée aux familles isolées. La Bibliothèque municipale s'engage dans le renouvellement de ses collections et actions de médiation spécifiquement dédiés aux familles.

Action phare 12 : créer un dispositif d'aide dédié à la lutte contre l'isolement et à l'accompagnement solidaire des seniors nantais

Objectif : aider à la mobilité et à la lutte contre l'isolement social des seniors à travers la mise en place d'un accompagnement citoyen solidaire pour aider les seniors dans leur déplacement de proximité et quotidien (balade urbaine, courses, visite médicale...)

Coût prévisionnel : 325 000 euros / an

Délai : à partir de fin 2025

Engagement 6 : Agir en faveur de la lutte contre les inégalités sociales environnementales

Défi(s) :

Un certain nombre d'études démontre la corrélation entre la situation sociale et les risques ou le niveau d'exposition effective aux effets du dérèglement climatique. Plus on connaît la précarité, plus on est exposé aux risques environnementaux. De même, les ressources pour faire face au changement climatique ne sont pas les mêmes en fonction de la catégorie sociale à laquelle on appartient. Les inégalités sociales environnementales posent à la fois la question des inégalités sociales d'exposition aux risques mais aussi et des inégalités sociales d'accès aux mesures de protection environnementale. La prise en compte des enjeux de lutte contre la pauvreté et enjeux d'inclusion sociale dans les stratégies nationales et locales de transition écologique est fondamentale afin d'agir au mieux en faveur de la lutte contre les inégalités sociales environnementales.

Stratégie d'actions :

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités se fixe trois ambitions principales en matière de lutte contre les inégalités sociales environnementales :

- observer de manière plus précise les effets du changement climatique (et ses conséquences sur la détérioration des conditions de vie des personnes les plus modestes) ainsi que mieux mesurer et anticiper l'impact social des mesures de transition écologique ;
- renforcer et développer de nouvelles actions visant à prévenir et apporter des solutions à l'impact du changement climatique sur les personnes les plus fragiles ;
- veiller à ce que les politiques, stratégies et actions soutenant la transition écologique ne stigmatisent pas les personnes dans les situations les plus précaires et s'assurer que ces mesures de protection environnementale et mesures d'accès à des produits et services de meilleure qualité puissent bénéficier effectivement au plus grand nombre, dont les personnes les plus vulnérables. Favoriser l'accès à une alimentation de qualité et abordable

ou encore soutenir l'accès aux mobilités douces adaptées aux réalités de vie et aux réalités financières de toutes et tous sont des enjeux importants sur le territoire nantais.

Action phare 13 : Renforcer ou développer des nouvelles réponses en faveur d'une alimentation durable et accessible sur le territoire nantais

Objectif : soutenir une démarche collaborative structurante autour de l'accès à une alimentation de qualité et accessible

Coût prévisionnel : 250 000 euros / an (2024-2026)

Délai : lancement en 2024 dans le cadre du premier appel à coopérations pluri-annuel 2024-2026 (renvoi à l'action phare 15)

Engagement 7 : organiser, créer et soutenir de nouvelles solidarités

Défi(s) :

La puissance publique (Etat, collectivités) est responsable et garante de la mise en œuvre d'une politique nationale et locale de protection sociale et de solidarité envers les personnes les plus vulnérables ou les plus exposées aux risques de vulnérabilité sociale. Cet impératif de justice sociale est aussi porté au quotidien par un certain nombre d'habitants et d'acteurs (notamment associatifs). Le territoire nantais bénéficie d'un très riche éco-système d'acteurs et d'initiatives individuelles et collectives autour des solidarités. Les Assises ont largement confirmé cette richesse tout en pointant la nécessité de mieux en organiser son animation, l'inter-connaissance entre ses acteurs et l'appui au développement des coopérations.

Stratégie d'actions :

La stratégie proposée regroupe un ensemble d'actions concourant à la fois :

- au changement de regard des habitants sur les questions de précarité et d'isolement, à la lutte contre les stigmatisations et à une meilleure reconnaissance des compétences de chacun.e,
- au soutien à l'engagement solidaire citoyen et à l'action des associations, acteur majeur des solidarités nantaises,
- à l'animation de l'inter-connaissance entre les acteurs de la solidarité sur la ville et à l'accompagnement de synergies/connexions/coopérations renforcées ou nouvelles entre des communautés d'acteurs du champ social et hors champ social.

La lancement de la Coopérative nantaise des nouvelles solidarités et d'un appel à coopérations pluri-annuel autour des Nouvelles solidarités incarneront concrètement cette volonté d'avancer de manière collective et collaborative dans la mise en œuvre des nouvelles solidarités sur Nantes.

Action phare 14 : Créer la Coopérative nantaise des nouvelles solidarités

- Objectif : lieu et espace ressource visant à soutenir l'émergence de nouvelles solidarités (soit en favorisant l'engagement citoyen solidaire soit en accompagnant l'émergence de nouveaux projets basés sur la coopération entre différents acteurs) en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social
- Coût prévisionnel : 247 000 euros / an
- Délai : préfiguration, avec les acteurs, à partir du second semestre 2023

Action phare 15 : Diffuser deux appels à coopérations (un en 2024 et un en 2025) pour un financement pluri-annuel 2024-2026 autour des nouvelles solidarités

- Objectif : soutenir des projets coopératifs d'une communauté d'acteurs du champ social et hors champ social pour répondre à des besoins non ou insuffisamment couverts sur le territoire, via un Appel à coopérations. La première thématique portera sur la lutte contre les inégalités sociales environnementales et plus précisément sur l'appui à une démarche structurante et collaborative autour de l'accès à l'alimentation durable et accessible (cf action phare de l'engagement 6).

- Coût prévisionnel : 250 000 euros par an par appel à coopérations

- Délai : 2024 / lancement du premier appel à coopérations 2024-2026 sur la thématique Alimentation durable et accessible

Les moyens budgétaires supplémentaires dédiés à la mise en œuvre des mesures significatives

La Collectivité débloque une enveloppe financière supplémentaire en faveur des solidarités de plus de 2,35 millions d'euros. Cette enveloppe s'ajoute aux budgets déjà dédiés aux actions de solidarité en régie ou en soutien aux acteurs.

3- L'animation et le suivi de la mise en œuvre du de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités

Organisation d'un événement de restitution publique à l'automne

La Stratégie nantaise des nouvelles solidarités sera présentée dans le cadre d'un événement public, à l'automne, à l'adresse des acteurs et habitants.

Animation partenariale du suivi de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités

Il s'agira d'animer, dans le cadre de différents temps, l'alliance collective (institutions, acteurs, habitants, ville) autour du suivi des 7 engagements de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités et des actions qui la composent. Cette animation partenariale aura aussi vocation à définir, le cas échéant, des pistes d'amélioration collaboratives dans la mise en œuvre des actions et s'incarnera notamment dans le cadre de la Coopérative des nouvelles solidarités.

Les partenaires institutionnels

Les partenaires institutionnels et notamment l'État, l'ARS, la CAF, le Conseil départemental, la CPAM et l'ARS ont été associés, dès le démarrage, aux Assises des nouvelles solidarités. Aussi, la Ville souhaite renforcer ses coopérations inter-institutionnelles autour des 7 axes de la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités et plus particulièrement autour de la lutte contre le non recours aux droits.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la Stratégie nantaise des nouvelles solidarités Nantes Solidaire 2023-2026 autour de 7 engagements majeurs en faveur de la lutte contre la précarité et l'isolement social et notamment 15 actions phare ;
2. autorise Madame la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.

Direction générale de la cohésion sociale
Département Prévention et Solidarités

Délibération n°4

Conseil municipal du 30 juin 2023

Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté – Convention annuelle 2023 entre Nantes Métropole et l'État / Conventions 2023 entre Nantes Métropole et les porteurs de projet de la métropole – Approbation.

*Mme HAKEM, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

L'État a initié, en 2018, la première édition de la stratégie nationale pluriannuelle (2019-2022) de prévention et de lutte contre la pauvreté, pilotée par la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

Cette stratégie nationale visait à lutter contre les processus générateurs de pauvreté et le déterminisme social en développant la prévention et l'investissement social. Cinq engagements nationaux ont été pris en ce sens :

- L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté.
- Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants.
- Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes.
- Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables, et plus incitatifs à l'activité.
- Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Par délibération en date du 8 février 2019, le conseil métropolitain avait validé l'engagement de Nantes Métropole en tant que territoire démonstrateur de cette stratégie nationale, dans le cadre d'une convention pluri-annuelle 2019-2021 prorogée jusqu'à la fin de l'année 2022. Nantes Métropole était l'un des premiers territoires démonstrateurs de ce dispositif, aux côtés des métropoles de Lyon et de Toulouse.

Pour mémoire, il s'agit de soutenir des projets communaux, intercommunaux et métropolitains de lutte contre la pauvreté, sur un principe de cofinancement à hauteur de 50 % (50 % pour l'État et 50 % pour le territoire métropolitain).

Première édition (2019-2022)

Durant ces 4 ans, 12 porteurs de projet (8 communes et 4 associations métropolitaines) se sont saisis de ce dispositif pour lancer 52 actions, et l'État les a soutenus à hauteur de 2 124 495 € au total soit un montant de près de 4,3 millions d'euros engagés en faveur des solidarités sur le territoire métropolitain.

Cette première édition a notamment permis un appui :

- au portage d'une **approche multi-dimensionnelle et transversale** de la lutte contre la pauvreté (éducation, accueil petite enfance, emploi...) permettant de renforcer la structuration

des réponses concrètes aux situations de précarité identifiées au sein d'autres politiques publiques portées par la collectivité.

- à l'amplification des politiques sociales communales et métropolitaines avec un **effet accélérateur** de certains projets sociaux.
- à l'**émergence de nouveaux projets** en réponse à de nouvelles réalités sociales ou à la dégradation de certaines situations sociales, notamment dans le contexte actuel de crise économique, sanitaire et social.
- à une **dynamique inter-communale** sur des enjeux essentiels, comme le non-recours.

Ces constats confortent l'opportunité pour le territoire métropolitain de se réengager dans la prolongation de cette première édition, sur l'année 2023.

2023, une année de transition en vue de préparer la seconde édition de la Stratégie de lutte contre la pauvreté

Pour permettre la déclinaison opérationnelle de cette stratégie métropolitaine, la Ville de Nantes propose de porter quatre actions au titre de la convention annuelle 2023 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté entre l'État et Nantes Métropole, adoptée en conseil métropolitain du 22-23 juin 2023.

Déclinaison opérationnelle au titre de l'année 2023

Afin d'engager la déclinaison opérationnelle de cette stratégie métropolitaine, il convient de procéder au conventionnement entre Nantes Métropole et les partenaires opérateurs agissants concrètement en faveur du plan pauvreté, en mettant en œuvre des actions prévues par la programmation.

- Renforcement de l'accompagnement périscolaire en REP/REP+

Il s'agit de soutenir la création de 20 postes de directeurs adjoints périscolaires en REP/REP+ sur 20 sites, et de leur construire un parcours de formation spécifique pour valoriser leur métier et répondre aux nouveaux enjeux et attendus du poste. Cette action est portée par la Ville de Nantes. Le coût de l'action est de **150 000 €**.

- Médiation scolaire sur le territoire nantais

Il s'agit de financer deux postes de médiateurs qui pourront intervenir auprès des familles sur les lieux de vie afin de favoriser le lien social, assurer le lien entre les familles et l'institution scolaire, et travailler en partenariat avec les différents acteurs impliqués dans la scolarisation. Cette action est portée par la Ville de Nantes. Le coût de l'action est de **80 000 €**.

- Renforcement de l'accès aux soins à destination des enfants en situation de précarité

Il s'agit d'étendre le Programme de réussite éducative de la ville de Nantes à de nouveaux quartiers prioritaires. Trois référents de parcours santé pourront accompagner la mise en place des parcours de soins qui permettent d'identifier les besoins des enfants et leurs familles, ayant reçu, suite à un bilan de santé, une (ou des) préconisation(s) de soins datant de plus d'une année et étant restée(s) sans réponse. Cette action est portée par la Ville de Nantes. Le coût de l'action est de **36 064 €**.

- Formations et groupes de parole pour apprendre à répondre à des problématiques de santé mentale

Les acteurs du territoire ayant exprimé le sentiment d'être démunis face aux comportements, discours de certaines personnes accueillies dans leurs structures, il s'agit de proposer des formations en 1^{er} secours en santé mentale aux acteurs dans les quartiers, ainsi que la mise en place de groupes de

paroles. Cette action est portée par la Ville de Nantes. Le coût de l'action est de **11 000 €**. Chaque action est financée à 50 % au titre du plan pauvreté.

L'engagement financier de Nantes Métropole sur les crédits alloués par l'État au titre de la Stratégie Pauvreté sur l'année 2023, au profit de la Ville de Nantes, est de **138 532 €**.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention entre Nantes Métropole et la Ville de Nantes définissant les modalités de mise en œuvre de la stratégie métropolitaine de lutte contre la pauvreté (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAME

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.

Direction Générale Déléguée à la Cohésion Sociale
Département Prévention et Solidarités
Direction d'Appui et de Coordination

Délibération n°5

Conseil municipal du 30 juin 2023

Rapport d'activité 2022 du Centre Communal d'Action Sociale – Présentation

Mme HAKEM, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L123-4 et L123-5, détermine le statut et les compétences des centres communaux d'action sociale (CCAS), établissements publics rattachés aux communes.

Le CCAS est ainsi chargé d'animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées.

Le C.C.A.S., établissement public municipal

Outre la Maire, Présidente de droit, le Conseil d'Administration est composé de 16 membres. 8 ont été élus par le Conseil municipal en son sein et 8 sont choisis par la Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation et de développement social menées sur le territoire nantais. Les activités déployées par le CCAS en direction du public relèvent :

- D'une part des missions confiées par la loi, telles que l'instruction des dossiers d'aides légales, l'accompagnement social des publics les plus en difficulté, la réalisation d'une analyse des besoins sociaux de l'ensemble de la population communale ainsi que le portage juridique et financier du programme de réussite éducative.
- D'autre part les missions confiées par la municipalité, telles que l'animation et le développement de l'action municipale dans le champ social (personnes en situation de précarité, seniors et personnes âgées), l'organisation et la délivrance de prestations locales destinées au public (notamment les aides facultatives et le soutien à domicile), ou encore la gestion d'établissements sociaux et médico-sociaux que la Ville ne peut mettre directement en œuvre qu'à travers son CCAS (EHPAD, résidences autonomie, accueils de jour, centre d'hébergement et de réinsertion sociale).

L'organisation nantaise pour la mise en œuvre des politiques publiques de solidarités

Dans ce cadre, le CCAS de Nantes constitue l'outil privilégié de la Ville pour répondre aux besoins sociaux des nantais :

- lutter contre les processus de précarisation et d'isolement,
- agir sur les leviers favorisant l'inclusion et s'adapter aux besoins de la population dans un contexte en constante évolution,
- préparer la réponse du territoire aux impacts des transitions, notamment démographique, et plus particulièrement depuis début 2020 en amortissement des impacts sociaux immédiats, puis durables, de la crise sanitaire comme des effets de l'inflation sur le reste pour vivre des ménages les plus précaires.

Les politiques publiques municipales mises en œuvre par la Ville en s'appuyant sur son CCAS sont celles relatives à l'inclusion sociale ainsi qu'au développement d'actions en direction de l'accompagnement des parcours des personnes âgées. C'est pourquoi le CCAS de la Ville de Nantes est fonctionnellement intégré à la Direction générale en charge de la cohésion sociale au sein de l'organisation générale des services municipaux.

Pour lui permettre d'assurer ces missions, la Ville attribue au CCAS une subvention d'équilibre annuelle (29,90 M€ versés en 2022 et 30,57 M€ au Budget Primitif 2023) et lui apporte divers concours permettant d'optimiser l'utilisation des fonds publics et de garantir la cohérence globale de fonctionnement des services de proximité en direction des nantais au bénéfice de la cohésion sociale. Les relations entre la Ville et son CCAS sont régies en application d'une convention approuvée par les deux assemblées en novembre 2015.

Pour élargir la vision des moyens spécifiques alloués aux politiques de solidarités aux différentes échelles, le total des crédits de paiement ouverts au Budget Primitif 2023 était de 83,9 M€ (fonctionnement et part annuelle de la programmation des investissements). Ces moyens se répartissent pour 16,2 M€ sur le budget de Nantes Métropole (Territoire de Longévité, Plan Pauvreté, Fonds de Solidarité Logement, Logement d'Abord, Mise à l'abri, M.E.N.S. et Gens du voyage), 4,3 M€ pour celui de la Ville (hors subventions au CCAS), 36,6 M€ sur le budget principal de son CCAS, auxquels s'ajoutent 26,8 M€ pour les établissements sociaux ou médico-sociaux gérés en budgets annexes financés par dotations spécialisées et participations des hébergés.

Le contenu du rapport d'activité du CCAS pour 2022

L'année 2022 conjugue à la fois la continuité de l'offre de services traditionnelle de soutiens divers, l'adaptation continue aux besoins de la population et l'initiation des actions nouvelles du mandat municipal qui ont ponctué l'année, au service des Nantaises et des Nantais.

Sans chercher l'exhaustivité, le rapport d'activité du CCAS revient sur une année de travail au travers des faits marquants qui l'ont ponctuée. Il met également en lumière des chiffres clés, et des éléments d'organisation permettant de formaliser et de faire connaître l'activité quotidienne du CCAS dans la mise en œuvre des politiques publiques municipales de solidarités.

Les chiffres de 2022, loin de donner une vision exhaustive, illustrent certains pans d'activité :

- 7 002 ménages bénéficiaires d'une aide (tous dispositifs confondus) ;
- 8 421 personnes administrativement domiciliées au CCAS au 31 décembre 2022 ;
- 19 889 appels téléphoniques traités par la plate-forme téléphonique ;
- 245 familles accueillies au sein de l'accueil de jour familles ;
- 150 à 200 accueillies chaque jour à l'espace Agnès Varda ;
- 5337 personnes suivies par le CLIC ;
- 804 personnes bénéficiaires du portage de repas à domicile ;
- 598 aidants accompagnés par la maison des aidants ;
- 562 entretiens avec les psychologues, 481 résidents en EHPAD.

Ce rapport d'activité, joint en annexe à la présente délibération, permet de donner à voir du travail de proximité et transversal du CCAS, de souligner les éléments saillants pour tout ce qui a pu être développé en 2022. Sont listés ci-après les éléments les plus emblématiques présentés par thématiques d'activités.

En faveur de l'inclusion sociale :

- la facilitation de l'accès au conseil budgétaire, l'amélioration de l'accessibilité aux offres et aux ressources (aménagement facilitant l'accessibilité, permanences d'interprétariat, etc) du CCAS et la facilitation du parcours de l'utilisateur avec le déploiement d'un nouveau logiciel permettant l'accompagnement et le suivi des personnes de manière globale et transversale ;

- le déménagement de l'accueil de jour pour les familles dans des locaux plus adaptés, rue de Hercé sur l'île de Nantes, mais dans lesquels la jauge de 45 places est fréquemment atteinte, et une activité toujours très intense au sein de l'espace Agnès Varda ;
- la poursuite de la dynamique du réseau des acteurs de l'urgence sociale avec la sortie du nouveau guide de l'urgence sociale en format papier et dématérialisé ;
- la poursuite de l'accompagnement vers et dans le logement dans un contexte de forte tension du parc locatif ;
- le lancement d'une démarche « accueil de jour pour les jeunes migrants », la pérennisation de dispositifs dédiés à l'accueil de mineurs étrangers isolés, l'ouverture du site Broussais, la contribution à l'accueil et l'accompagnement des réfugiés ukrainiens.

Sur le champ « Parcours de vie des aînés » :

- la remise du label Or par le réseau francophone Ville Amie des Aînés, reconnaissant la démarche volontariste de la Ville de Nantes en faveur des seniors ;
- le déploiement d'un nouveau service expérimental EVAD (équipe de veille et d'accès aux droits) pour lutter contre l'isolement et prévenir la perte d'autonomie des seniors au travers des veilles régulières téléphoniques et à domicile ;
- l'extension du périmètre du dispositif innovant de vie à domicile « Divadom » pour accompagner les personnes en perte d'autonomie souhaitant rester chez elle aux quartiers Breil-Barberie, Dervallières-Zola et Hauts-Pavés Saint-Félix permettant à désormais 27 personnes âgées de bénéficier du « panier de services », avec notamment des accompagnements en début de nuit par des aides-soignantes ou des visites conviviales de jeunes du dispositif Plan Job ;
- le maintien ou la relance de toutes les activités collectives en établissement ou à domicile avec notamment la reprise des repas festifs de fin d'année, l'accompagnement dans les quartiers de nouveaux programmes à destination des seniors isolés et fragilisés autour d'activités physiques adaptées ou de temps conviviaux, la reprogrammation des séjours seniors en vacances ;
- le lancement d'une démarche d'expérimentation pour favoriser l'inclusion des personnes vivant avec la maladie d'Alzheimer ou apparentée (ateliers participatifs avec des acteurs associatifs et des partenaires, sensibilisation du grand public sur l'espace public avec l'intervention d'un clown à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la maladie d'Alzheimer le 21 septembre 2022), ;
- la démarche de dialogue citoyen autour de la préfiguration de la Maison de la longévité et des générations comme « guichet unique » ou « lieu ressources » en faveur des seniors et de leur entourage (familial et professionnel) ;
- une activité sous tension dans les établissements, liées aux difficultés de recrutement pour les métiers du soin et de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie.

En mobilisation des fonctions ressources sur des sujets transversaux tels que :

- le projet futurs locaux, du Département prévention et solidarités, et la Maison de la longévité et des générations, avec la restitution d'un programme détaillé permettant la définition des futurs travaux qui devront répondre aux engagements de la collectivité en matière de performance énergétique ;
- la mise en exploitation progressive du système d'informations métiers visant à la fois l'amélioration du parcours de l'utilisateur et des conditions de travail des agents ;
- le soutien logistique et l'appui opérationnel, technique et circonstanciel aux directions (événements, ouvertures de nouveaux sites, déménagements...);
- l'appui aux actions et projets des directions sur les plans financiers et juridiques ou en couverture des besoins des directions ;

- la clôture du contrôle des comptes et de la gestion du CCAS par la Chambre régionale des comptes en septembre 2022, délivrant un satisfecit global sur l'action de l'établissement public municipal en y associant quelques recommandations.

En faveur de la concertation citoyenne avec un zoom sur la démarche des Assises des nouvelles solidarités qui a ponctué cette année 2022 à l'occasion de temps forts :

- 26 janvier 2022 : les rencontres de la médiation ;
- 25 avril 2022 : journée contributive dédiée à la prévention de l'isolement des seniors ;
- 10 et 11 juin : temps fort Nantes Solidaires ;
- 7 décembre 2022 : présentation du rapport des Assises des nouvelles solidarités.

Le rapport d'activité donne aussi à voir des **perspectives pour les années à venir**, et notamment pour l'année 2023 en cours :

- la mise en œuvre de la Stratégie Nantaise des Nouvelles Solidarités ;
- le déploiement de la gouvernance ouverte Ville amie des aînés ;
- la poursuite du déploiement du nouvel applicatif métiers pour le DP&S ;
- l'ouverture de l'épicerie sociale quartier Pin Sec.

Le Conseil,

1. prend acte du compte rendu des activités déployées par le CCAS en déclinaison des politiques publiques de solidarités sur le territoire nantais (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.

Délibération n°6

Conseil municipal du 30 juin 2023

Projet d'un centre de santé dans le quartier du Breil - Subvention à l'association Accompagnement Soins et santé - Subvention à Nantes Métropole Habitat – Approbation.

*Mme COLLINEAU, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

1. Association Accompagnement Soins et santé

Dans le cadre de sa politique de santé publique, la Ville de Nantes a pour objectif de participer à la réduction des inégalités dans la répartition des professionnels de santé de premier recours sur son territoire, et ainsi favoriser l'accès aux soins des populations les plus fragilisées. Il s'agit de « *favoriser l'accès à la santé pour tous* », en accompagnant notamment « *la création de centres de santé pluri-professionnels sous statut public ou associatif* » (proposition n°12) du programme municipal.

L'étude sur la démographie médicale réalisée en octobre 2021 par l'Observatoire Régional de la Santé Pays de la Loire (ORS PDL), à la demande de la Ville de Nantes, a objectivé que la densité de médecins libéraux est très inférieure à la moyenne observée à l'échelle de l'agglomération nantaise sur les quartiers dits prioritaires (QPV). La densité médicale brute est de 49 médecins pour 100 000 habitants dans les quartiers prioritaires contre 93 en moyenne à l'échelle de l'agglomération nantaise. L'ORS PDL indique que l'effectif de praticiens exerçant dans les quartiers prioritaires de l'agglomération nantaise a fortement chuté au cours des dernières années (- 30 % entre 2016 et 2021), suite aux départs en retraite des généralistes, creusant ainsi le déséquilibre déjà observé dans la précédente étude de l'ORS PDL sur la démographie médicale de 2016.

L'absence de suivi régulier des habitants par un médecin généraliste de ville a un impact significatif sur la santé des populations déjà fragilisées (retard de vaccination des enfants, moindre recours aux dépistages, prévalence du surpoids et de l'obésité, difficultés d'orientation dans le système de soin, etc.). C'est pourquoi il est apparu comme prioritaire, pour la Ville de Nantes, de favoriser l'installation de professionnels de santé sur les territoires nantais moins bien dotés et qui regroupent des populations défavorisées socialement. Les médecins généralistes qui veulent s'installer aujourd'hui, recherchent plus souvent un exercice salarié et pluri-professionnel. C'est pourquoi, la Ville de Nantes souhaite soutenir la création de centres de Santé associatifs.

Les centres de santé, structures sanitaires de proximité, dispensent principalement des soins de premiers recours. Ouverts à tous, ils favorisent une approche globale de la santé, qui inclut le soin, la prévention, l'éducation pour la santé et l'orientation sociale.

L'association Accompagnement Soins et Santé, en qualité de gestionnaire de plusieurs centres de santé infirmiers sur l'agglomération nantaise, propose à la Ville de Nantes la création d'un centre de santé pluri-professionnel et participatif, au coeur du quartier du Breil, en accord et avec le soutien de l'Agence

Régionale de Santé (ARS) Pays de la Loire et de l'Assurance Maladie. Le centre de santé participatif sera localisé au 2 rue de la Jalotterie.

Cet immeuble, propriété de Nantes Métropole Habitat, représente d'une part une opportunité pour l'implantation du centre de santé pluri-professionnel de l'association Accompagnement soins et santé, et permet d'autre part de maintenir conjointement sur le quartier des professionnels de santé libéraux du Breil dont les locaux avaient été incendiés en 2018 (trois kinésithérapeutes, et 2 orthophonistes). Les travaux de réaménagement de l'immeuble réalisés par Nantes Métropole Habitat pour accueillir des équipes soignantes (investissement de 300 000 €) ont en effet permis de constituer un pôle de santé regroupant des professionnels de santé salariés et libéraux, pour pallier au déficit de l'offre de soins dans ce quartier en QPV.

Le centre de santé favorisera plus particulièrement le développement de l'offre de soins de 1^{er} recours à l'échelle du quartier, en permettant l'installation de nouveaux médecins généralistes (3 équivalents temps plein), d'un psychologue, d'un médiateur en santé, et d'un travailleur social. L'Association Accompagnement Soins et Santé intervenant déjà sur le quartier du Breil pour des soins infirmiers à domicile, les médecins du centre pourront s'appuyer sur les infirmières de l'association (référénte plaies et cicatrisation/ référénte soins palliatifs).

Les consultations médicales seront organisées de façon à assurer une permanence des soins (8h30 à 20h du lundi au vendredi, et de 8h30 à 12h00 le samedi). Les soins Infirmiers seront dispensés 7 jours sur 7 à domicile (de 7h à 00h), ou aux permanences assurées dans le centre.

Le pôle éducation thérapeutique et prévention du centre de santé (composé d'infirmiers) proposera également des temps collectifs d'information sur la santé, et développera des programmes éducatifs auprès des patients atteints de maladies chroniques.

Au vu des éléments énoncés ci-dessus, il est proposé de verser une subvention de fonctionnement de 30 000 euros à l'association Accompagnement soins et santé, pour le démarrage du projet, dans le cadre d'une convention pluri-annuelle conclue pour une durée de 3 ans.

Cette somme sera prélevée sur les crédits du budget 2023 chapitre 65, sous-fonction 410.10 de la Direction Santé Publique, article 65748. La convention détaillant le projet de l'association est jointe en annexe à la présente délibération.

2. Nantes Métropole Habitat

Dans le cadre de ce projet, il est également proposé de verser une subvention d'équipement de 40 000 € à Nantes Métropole Habitat - Office Public de L'Habitat de la Métropole Nantaise (NMH) En 2021, suite à une restructuration organisationnelle, NMH a en effet pris la décision de changer la destination de l'immeuble localisé au 2, rue de la Jalotterie à Nantes, dans lequel le centre de santé sera installé.

La maîtrise d'œuvre a été confiée à l'Agence K, architecte qui a réalisé la surélévation de l'immeuble en 2014. Le coût du réaménagement TTC est de 297 821 €. Il est proposé d'approuver la subvention précitée ainsi que la convention afférente (annexe 2) ;

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement d'une subvention de 30 000 € à l'association Accompagnement soins et santé pour le démarrage du projet de centre de santé au sein du quartier du Breil ;
2. autorise la signature de la convention avec l'association Accompagnement soins et santé (cf. annexe 1) ;
3. approuve le versement d'une subvention de 40 000 € à Nantes Métropole Habitat - Office Public de L'Habitat de la Métropole Nantaise (NMH) et la signature de la convention afférente (cf. annexe 2) ;

4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de Mme Bassani, Mme Brosseau, et Mme Piau.

La secrétaire de séance

Nadège BOISRAME

Nantes, le 30 juin 2023,

La Maire

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.

Direction générale santé et transition écologique
Direction Santé Publique

Délibération n°7

Conseil municipal du 30 juin 2023

Avenant à la convention partenariale avec le comité de Loire-Atlantique de la ligue nationale contre le cancer - Approbation.

*Mme COLLINEAU, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Parce que le tabac est la première cause évitable de mortalité en France, la lutte contre le tabagisme est une priorité de santé publique. La ville de Nantes présente une situation particulièrement défavorable concernant le cancer du poumon, maladie attribuable à des facteurs de risques évitables comme le tabagisme, par rapport au reste du département.

La Ligue contre le cancer, partenaire important de la ville de Nantes, contribue activement à la prévention du tabagisme. Force de proposition sur la prévention du tabagisme, elle soumet une action qui vise la dé-normalisation du tabac par la mise en place d'espaces sans tabac. Cette dé-normalisation est un concept qui vise à changer les attitudes face à ce qui est considéré généralement comme un comportement normal et acceptable.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics tels que les parcs ou les abords d'écoles, contribue à la dé-normalisation du tabagisme dans la société : plus un produit disparaît de notre environnement, moins il est consommé. Inscrire certains parcs ou abords d'écoles dans des espaces de dé-normalisation favorise l'arrêt du tabagisme et prévient l'entrée en tabagie des jeunes, cible majeure des industriels du tabac.

Au-delà d'une priorité de santé, la mise en place d'espace sans tabac est une mesure de protection de l'environnement : un seul mégot peut polluer jusqu'à 500 litres d'eau.

Au regard de l'évaluation positive des premiers espaces sans tabac, la Ville souhaite s'appuyer sur le calendrier d'ouverture en septembre 2023 de deux nouvelles écoles nantaises, l'école Germaine Tillion et l'école Claire Brétécher, pour définir deux nouveaux espaces sans tabac. Ces deux nouveaux lieux concrétisent ainsi la première étape d'une ambition forte et d'une démarche de généralisation à l'ensemble des écoles dans le dispositif en septembre 2024.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve, l'avenant à la convention à conclure avec le comité de Loire-Atlantique de la ligue nationale contre le cancer joint en annexe ;

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La secrétaire de séance

Nantes, le 30 juin 2023,

La Maire

Nadège BOISRAME

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.



Direction Générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction des Finances

Délibération n°8

Conseil municipal du 30 juin 2023

Compte de Gestion de la receveuse des Finances de la Ville de Nantes pour l'exercice 2022 – Budget principal – Approbation.

*M. BOLO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

En application des dispositions des articles L.1612-12 et L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le compte de gestion de la receveuse des Finances.

Le vote de l'arrêté du compte de gestion de la receveuse des Finances doit intervenir préalablement au vote du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Les écritures du compte de gestion du budget principal de la commune pour 2022 peuvent être récapitulées comme suit :

VILLE

Excédent de recettes de la gestion 2021 (pour mémoire) : 18 066 190,86 €
--

Gestion 2022 :

RECETTES		
Titres de recettes émission		641 121 891,12 €
Réduction de titres		-6 995 795,96 €
	Sous-total	634 126 095,16 €
Soit en		
Investissement		165 086 991,41 €
Fonctionnement		469 039 103,75 €
DEPENSES		
Mandats émis		588 458 640,10 €
Annulation de mandats		-10 816 538,80 €
	Sous-total	577 642 101,30 €
Soit en		
Investissement		144 655 583,07 €
Fonctionnement		432 986 518,23 €
		56 483 993,86 €
Excédent de recettes		56 483 993,86 €

Résultat cumulé :

Budget Principal	Résultat clôture 2021	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2022	Résultat clôture 2022
Investissement	-31 038 717,61 €		20 431 408,34 €	-10 607 309,27 €
Fonctionnement	49 104 908,47 €	-46 537 000,32 €	36 052 585,52 €	38 620 493,67 €
Total	18 066 190,86 €	-46 537 000,32 €	56 483 993,86 €	28 013 184,40 €

Le résultat de clôture 2022 est de 28 013 184,40€, conforme à celui observé au compte administratif.

Après s'être assuré que Madame la Releveuse des Finances de Nantes Municipale a repris dans ses écritures les résultats 2021, le montant de tous les titres de recettes et celui de tous les mandats de paiements ordonnancés en 2022, il vous est proposé d'arrêter le compte de gestion de la releveuse des finances.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. arrête le compte de gestion de la releveuse des Finances pour l'exercice 2022 et ne formule aucune observation ou réserve à leurs sujets tels qu'ils apparaissent ci-dessus ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.



Direction Générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction des Finances

Délibération n°9

Conseil municipal du 30 juin 2023

Compte Administratif 2022 – Budget principal – Approbation.

*M. BOLO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

La présentation des comptes de l'exercice, suivant l'instruction budgétaire et comptable M 57, s'établit à partir de tableaux successifs présents sur les documents comptables :

- la vue d'ensemble de l'exécution du budget, toutes écritures confondues ;
- la vue d'ensemble des sections, détaillée par chapitre, état intégré à la présente délibération ;
- la balance générale, mandats et titres, ventilée entre mouvements réels et mouvements d'ordre ;
- le détail des sections par article en dépenses et en recettes.

Ces tableaux mettent en évidence les différentes composantes du résultat qui sont présentées dans le bilan financier 2022 (cf. annexes).

1. Résultat de l'exercice

En Euros	Dépenses	Recettes	Résultat de l'exercice
Fonctionnement	432 986 518,23 €	469 039 103,75 €	36 052 585,52 €
Investissement	144 655 583,07 €	165 086 991,41 €	20 431 408,34 €
TOTAL	577 642 101,30 €	634 126 095,16 €	56 483 993,86 €

Il s'agit de l'ensemble des mandats et des titres émis ayant trait au seul exercice 2022, y compris le résultat de fonctionnement de l'année antérieure, affecté en investissement (compte 1068 - excédent de fonctionnement capitalisé : 46 537 000, 32€).

2. Résultat consolidé (avec solde de résultat N-1)

En Euros	Mandats émis	Titres émis	Solde résultat N-1	Résultat comptable cumulé
Fonctionnement	432 986 518,23 €	469 039 103,75 €	2 567 908,15 €	38 620 493,67 €
Investissement	144 655 583,07 €	165 086 991,41 €	-31 038 717,61 €	-10 607 309,27 €
Total du CA	577 642 101,30 €	634 126 095,16 €	-28 470 809,46 €	28 013 184,40 €

C'est ce dernier résultat qui nécessite la décision d'une affectation sur l'exercice N+1. Il correspond au résultat de l'exercice 2022, corrigé du solde des résultats antérieurs, qui ne fait l'objet d'aucune réalisation budgétaire.

En M57, en effet, seule l'affectation du résultat de fonctionnement fait l'objet d'une écriture budgétaire, après constatation au compte administratif d'un excédent de fonctionnement. Le solde éventuel du résultat de fonctionnement ainsi que le résultat reporté d'investissement sont automatiquement repris pour constituer le résultat cumulé de l'exercice. En 2022, celui-ci est de **28 013 184, 40 €**.

Mairie de Nantes - Budget principal - CA - 2022

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		6 821 477,86
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		74 487 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	1 895 758,05	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	9 322 760,19	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	8 111 332,56	6 097,79
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	96 676 379,56	81 233,20
Total des réalisations d'équipement		116 006 230,36	81 396 308,85
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	14 388 093,10
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	2 601 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	26 282 370,13	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	15 773,86	230 875,00
Total des réalisations financières		26 298 143,99	17 217 968,10
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	113 103,33	114 219,33
Total des réalisations réelles en investissement		I 142 417 477,68	II 98 728 496,28
040	Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)	613 761,70	18 197 151,12
041	Opérations patrimoniales (8)	1 624 343,69	1 624 343,69
Total des réalisations d'ordre en investissement		III 2 238 105,39	IV 19 821 494,81

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	144 655 583,07	II + IV	118 549 991,09
--------------	----------------	-----------------------	----------------	-----------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	31 038 717,61	VI	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	46 537 000,32

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	175 694 300,68	II + IV + VI + VII	165 086 991,41
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		-10 607 309,27		

Mairie de Nantes - Budget principal - CA - 2022

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	90 094 986,14	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	27 553 521,29
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	216 043 962,77	73 Impôts et taxes (sauf 731)	44 388 162,64
		731 Fiscalité locale	286 869 307,50
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	100 935 006,24	74 Dotations et participations (1)	100 612 276,78
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	250 642,62	75 Autres produits de gestion courante (1)	5 607 614,29
014 Atténuations de produits	4 658 004,34	013 Atténuations de charges (1)	1 410 710,80
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	411 982 602,11	Total recettes de gestion des services	466 641 613,30
66 Charges financières	2 464 877,96	76 Produits financiers	48 653,75
67 Charges spécifiques (1)	101 487,04	77 Produits spécifiques (1)	1 733 675,00
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	240 400,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	1 400,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 414 789 367,11	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 468 425 342,05

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	18 197 151,12	042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	613 761,70
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 18 197 151,12	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 613 761,70

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I + III	432 986 518,23	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II + IV	469 039 103,75
---	----------------	-----------------------	---	----------------	-----------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	2 567 908,15

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	432 986 518,23	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II + IV + VI	471 607 011,90
---	--------------------	-----------------------	---	---------------------	-----------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	38 620 493,67
--	----------------------

Il est proposé, conformément aux articles L. 1612-12 et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, d'arrêter le compte administratif 2022 dont la maquette et le détail par Centre de Responsabilité sont annexés à la présente délibération (cf. annexes).

Le Conseil délibère et, en l'absence de Mme la Maire,

1. procède à l'arrêté des comptes 2022 du budget principal de la Ville au vu des documents et explications présentés et après avoir pris connaissance des comptes de gestion dressés par la receveuse des finances ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(13 voix contre)

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

Le premier adjoint

Pauline LANGLOIS

Bassem ASSEH

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.



Direction Générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction des Finances

Délibération n°10

Conseil municipal du 30 juin 2023

Affectation du résultat 2022 - Décision Modificative 2023 n°1 (budget supplémentaire) – Approbation.

*M. BOLO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Il est présenté l'affectation du résultat 2022 et proposé un ensemble de modifications budgétaires qui correspondent à des ajustements d'imputations comptables ou traduisent financièrement des décisions postérieures au vote du Budget Primitif 2023.

I - Affectation du résultat 2022 du Budget Principal Ville

En M57 le résultat prévisionnel de l'exercice, inscrit aux chapitres 023 « Virement à la section d'investissement » et 021 « Virement de la section de fonctionnement » dans les budgets votés par nature, ne donne pas lieu à émission de titre ou de mandat en cours d'année. Par conséquent, il est constaté, à la clôture des comptes, un « besoin de financement » en investissement et un excédent en fonctionnement appelé « résultat d'exploitation » ou « résultat de fonctionnement ».

L'exécution du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement intervient après la clôture de l'exercice et est effectuée sur l'exercice suivant. La démarche « d'affectation du résultat de fonctionnement » consiste à déterminer l'utilisation des excédents de l'année antérieure.

Après avoir pris connaissance du Compte Administratif de l'exercice 2022, il est proposé au Conseil municipal l'affectation du résultat de clôture de fonctionnement de l'exercice 2022 comme présenté ci-dessous. Ces affectations seront reprises lors du Budget Supplémentaire à venir.

L'excédent de fonctionnement 2022 constaté à la clôture du Compte Administratif du budget principal s'élève à **38 620 493, 67 €**. Il est affecté comme suit :

1) à la section d'investissement : 37 509 634, 20 €

Il est imputé en recette d'investissement à l'article 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » de la façon suivante :

Besoin de financement reporté de la section d'investissement à la clôture de l'exercice 2022	10 607 309, 27 €
Autofinancement complémentaire affecté à la section d'investissement	24 885 163, 57 €
Équilibre du budget supplémentaire en investissement	2 017 161, 36 €

2) à la section de fonctionnement : 1 110 859, 47 €

Ce montant est imputé en recettes de fonctionnement sur la ligne budgétaire 002 « résultat de fonctionnement reporté ». L'utilisation de ce résultat de fonctionnement reporté est précisée par le budget supplémentaire de la façon suivante :

Il finance le besoin de la section de fonctionnement résultant des inscriptions budgétaires à ce budget supplémentaire 2023 soit :	1 110 859, 47€
--	----------------

II - Décision modificative n°1 – Budget supplémentaire 2023 du Budget Principal Ville**Budget supplémentaire**

BS 2023	Dépenses Fonctionnement	Recettes Fonctionnement	Dépenses d'Investissement	Recettes d'Investissement
Inscriptions nouvelles	2 782 626,11	1 671 766,64	3 954 413,34	1 937 251,98
Excédent de fonctionnement (reporté)		1 110 859,47		
Excédent de fonctionnement capitalisé				37 509 634,20
Déficit investissement 2022			10 607 309,27	
Emprunt				-24 885 163,57
vir de section à section				
Autres écriture de section à section				
Equilibre BS	2 782 626,11	2 782 626,11	14 561 722,61	14 561 722,61
Budget global après DM	Dépenses réelles de Fonctionnement	Recettes réelles de Fonctionnement	Dépenses réelles d'Investissement	Recettes réelles d'Investissement
BP 2023	445 126 650,26	487 753 288,71	154 031 619,77	111 404 981,32
BS 2023	447 909 276,37	490 535 914,82	168 593 342,38	125 966 703,93
	Dépenses d'ordre de Fonctionnement	Recettes d'ordre de Fonctionnement	Dépenses d'ordre de Fonctionnement	Recettes d'ordre de Fonctionnement
BP 2023	43 241 538,45	614 900,00	39 864 900,00	82 491 538,45
BS 2023	43 241 538,45	614 900,00	39 864 900,00	82 491 538,45
Budget total après BS (Fonc+Inv)	Dépenses	Recettes		
Budget total réel	616 502 618,75	616 502 618,75		
Budget total réel + ordre	699 609 057,20	699 609 057,20		

Les principales inscriptions budgétaires de la présente décision modificative, reprenant l'affectation du résultat 2022, sont détaillées ci-dessous.

- **Section d'investissement**

En section d'investissement, les ajustements liés à la mise en œuvre sur l'exercice 2023 du Plan Pluriannuel d'Investissement, dont notamment :

- *En dépenses*

Les demandes d'augmentation d'AP s'élèvent à + 33,2 M€ dont + 23,8 M€ au titre d'opérations déjà ouvertes et 9,4 M€ pour de nouvelles opérations.

En terme de CP, les demandes conduisent à une hausse de 4 M€ sur l'exercice 2023.

Sept nouvelles opérations budgétaires sont ouvertes : Le projet Cassin pour 0,2 M€ la création d'un centre technique au cimetière parc (6,65 M€), la minoration foncière dans le cadre des opérations de logements sociaux (1 M€), la transformation en ERP (Établissement Recevant du Public) pour les bâtiment A et B de Broussais 0,3 M€, l'acquisition des locaux du Breil (0,4 M€), le déploiement des bornes de recharge (0,6 M€) ainsi que les subventions pour les récupérateurs d'eau (0,2 M€).

Parmi les opérations déjà ouvertes, les inscriptions concernant principalement : la prise en compte du sur-coût pour renforcement de la structure et désamiantage pour l'école Fellonneau (1,6 M€), l'école Chauvinière 4,82 M€, le schéma directeur des écoles 5,2 M€, l'aménagement des cours d'écoles pour 3,2 M€, les travaux d'amélioration des multi-accueils Jules Verne et Sully (1,3 M€), les travaux sur les terrains sportifs, réhabilitation/extension du gymnase Gaston Serpette, la piscine de la Petite Amazonie (0,3 M€).

Les crédits de paiement sont réajustés à + 4 M€ pour être conformes au rythme de réalisation et de facturation sur l'ensemble des projets en investissement.

- *En recettes*

S'agissant des AP, les propositions des services conduisent à l'inscription de 7,2 M€ supplémentaires dont 1,9 M€ en 2023. Les nouvelles opérations proposées au BS sont prévues sans inscription de crédits de paiement en recettes.

S'agissant des opérations déjà ouvertes, on peut noter :

- +4 M€ pour la piscine des Dervallières (3 M€ du département et 1 M€ de FEDER) ;
- +0,9 M€ pour le développement du numérique dans les écoles (projet REEACT EU) ;
- +0,8 M€ pour l'équipement sportif Bellevue (FNADT et ANS) ;
- +0,8 M€ pour la grue noire (fonds de concours NM, Département et Contrat de Plan Etat-Région) ;
- +0,4 M€ par Héritage Groupement d'Intérêt Public Coupe du Monde de Rugby pour le terrain synthétique de rugby au stade vélodrome du Petit Breton ;
- +0,3 M€ pour l'installation de panneaux photovoltaïques (subvention Fonds Charbon).

- **Section de fonctionnement**

- *En dépenses*

En section de fonctionnement, les dépenses sont ajustées à +2,7 M€ et concernent principalement :

Pour la vie associative et la jeunesse, l'inscription de 500 000 € (y compris en recettes) de crédits sur le PIA (Programme d'insertion d'Avenir), 35 000 € pour l'association Femme en Fil, 30 000 € pour la logistique des forums associatifs afin de pouvoir accueillir un nombre croissant d'association lors de ce forum, 63 000 € pour accompagner un nombre plus important de personnes dans le cadre du contrat adultes relais, 185 000 € sont également inscrits pour le nettoyage et le gardiennage des locaux associatifs. 84 000 € sont rajoutés pour l'ACCOORD suite à une mauvaise inscription du montant de la convention au BP 2023.

Pour la tranquillité publique, 482 000 € sont inscrits pour la prolongation du marché actuel de stationnement, 40 000 € pour la mission de médiation nocturne du parc des chantiers qui a débuté dès janvier 2023.

Concernant les impôts et taxes, 200 000 € sont inscrits pour les dégrèvements de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et 200 000 € pour la prise en compte de l'impact de la réforme des indicateurs de richesse sur le Fond de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales (FPIC). 68 000 € sont inscrits sur les prévisions de taxe foncière qui seront à honorer d'ici octobre.

Dans le cadre de l'action sociale, 229 000 € sont inscrits pour le reversement des fonds CTAI (Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Insertion).

Concernant les sports, 109 300 € sont inscrits notamment pour le loyer du gymnase Pré-Gauchet, la location du sol souple pour les compétitions européennes volley ball nantais.

Concernant le commerce nantais, 57 000 € sont prévus pour l'association Plein Centre et le déploiement du plan « territoire zéro chômeurs ».

Pour Nature et Jardins, 77 000 € sont inscrits notamment pour la propreté du parc de l'Amande, la rue du Breil et la place des Lauriers, ainsi que l'évacuation des déchets verts du cimetière parc vers une déchetterie.

Les crédits pour les indemnités des élus et pour les collaborateurs d'élus sont augmentés de 227 500 € pour l'exercice 2023.

◦ *En recettes*

Les recettes sont ajustées à + 1,7 M€ dont 1,06 M€ au titre des politiques publiques et 605 400 € au titres des recettes fiscales ou dotations.

Parmi les recettes de politiques publiques, il convient de noter :

- 0,6 M€ pour les recettes ANRU pour le PIA jeunesse ;
- 0,1 M€ du CTAI (contrat territoriaux d'accueil et d'intégration) ;
- 0,15 M€ de subvention du Département au titre de la participation au fonctionnement de Citad'elles ;
- 0,07 M€ de revenus des immeubles ;
- 0,07 de recettes sports (piscine et complexe Mangin) ;

S'agissant des recettes fiscales et les dotations d'Etat

- 0,335 M€ de réajustement des recettes de dotation d'État et compensations fiscales après notification des montants ;
- par ailleurs la Dotation de Solidarité Communautaire est augmentée de 270 800 €.

III – Provisions - Ajustements 2023

1. Provisions pour risques et charges

- *Pour litiges et contentieux*

Il convient d'annuler la provision de 30 000€ relative au recours indemnitaire rejetée par le tribunal administratif.

- *Pour comptes épargne temps*

Dans son guide comptable des provisions pour risques et charges (instructions M14, M52, M61, M71 et M57), le comité de fiabilité des comptes locaux préconise de provisionner les charges afférentes aux jours épargnés sur le compte épargne temps (CET) par l'ensemble du personnel de la collectivité. Après concertation avec la Recette des Finances de Nantes Municipale, il est proposé de constituer une provision pour couvrir cette charge.

Le Conseil municipal a défini les règles d'alimentation et d'usage du CET pour la ville, notamment la non-monetisation des CET à l'exception des trois situations suivantes :

- départ en retraite pour invalidité ;
- licenciement pour inaptitude physique ;
- décès d'un agent (avec versement au bénéficiaire des ayants droits).

La charge réelle sur les trois derniers exercices budgétaires (de 2020 à 2022), s'élève à 16 500 €, soit une moyenne annuelle de 5 500 €.

La provision pour CET sera ajustée tous les ans à la hausse ou à la baisse, au vu des réalisations des 3 derniers exercices clos. Au 31 décembre 2022, 3 600 € sont provisionnés au compte de gestion.

Il est proposé d'ajuster ce montant à 5 500 € par une dotations aux provisions complémentaire pour risques et charges de + 1 900 €.

2. Provisions pour créances douteuses

Il convient d'ajuster les provisions pour créances douteuses pour le budget de la Ville de Nantes. Le montant des provisions constituées doit représenter au minimum 15 % des comptes créances douteuses et débiteurs divers-contentieux constatés au dernier compte de gestion.

Au budget primitif 2023 a été voté l'ajustement des provisions pour créances douteuses, afin d'atteindre le taux de 50 % du montant des créances douteuses et débiteurs divers-contentieux constatés au dernier compte de gestion, soit celui de 2022.

Ce montant arrondi, représente 50 % de 1 300 434,14 € soit 650 217 €. Les provisions déjà constituées représentent 346 400 €. Il convient d'ajuster cette provision de + 303 817 € pour l'exercice 2023 (montants inscrits au BP 2023 231 000 € et au BS 2023 72 817 €).

-

Le Conseil délibère et,

1. affecte le résultat 2022 du budget principal Ville, tel qu'indiqué ci-dessus ;
2. approuve l'ensemble des modifications budgétaires du Budget Ville (budget principal) telles que présentées au Budget Supplémentaire ;
3. approuve la reprise sur provisions pour litiges et contentieux de 30 000€, soit un total ajusté de 100 000€ ;
4. approuve la dotation aux provisions pour risques et charges pour « compte épargne temps », pour le montant de 1 900 € ; soit un total ajusté de 5 500€ ;
5. approuve la dotation aux provisions pour créances douteuses 2023 de 303 817 €, soit un total ajusté de 650 217 € ;

6. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(11 voix contre)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction des Finances

Délibération n°11

Conseil municipal du 30 juin 2023

Pacte financier de solidarité avec Nantes Métropole – Approbation.

*M. BOLO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

1. Adoption du montant révisé de l'attribution de compensation pour 2023 et 2024

La commission d'évaluation des transferts de charges (CLECT) de Nantes Métropole, réunie le 26 novembre 2021, a approuvé le rapport ayant pour objet d'évaluer, d'une part les charges liées au transfert de la compétence en matière de terrains familiaux locatifs et d'autre part, les dépenses d'entretien des espaces verts d'abords de voirie créés depuis 2001, assurées par les communes, dans l'objectif de prendre en compte le remboursement de ces coûts d'entretien dans les attributions de compensation (AC).

Les conseils municipaux se sont prononcés sur ce rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requise à l'article L.5211-5 du CGCT et l'ont approuvé. Conformément au rapport de la CLECT du 26 novembre 2021, une nouvelle révision de l'AC doit intervenir en 2023 pour tenir compte de la finalisation de l'inventaire, commune par commune, des espaces verts d'abords de voirie et ce avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022, suivi en 2024, d'une actualisation de 1 % des montants correspondants.

Le conseil métropolitain du 10 février 2023 a approuvé, par un vote à la majorité des 2/3, les attributions de compensation allouées en 2023 et en 2024 aux communes membres et résultant de ce rapport de la CLECT au titre de la clause de revoyure pour les montants suivants :

Communes	Montants d'AC	
	2023	2024
Basse Goulaine	242 790,91	226 185,21
Bouaye	37 112,28	9 079,90
Bouguenais	5 643 662,14	5 563 797,20
Carquefou	9 121 134,35	9 002 512,02
La Chapelle sur Erdre	1 290 139,28	1 215 414,73
Couëron	3 321 744,60	3 254 892,83
Indre	2 697 367,58	2 702 126,34
La Montagne	-359 577,16	-356 004,80
Nantes	29 024 678,88	28 697 428,46
Orvault	2 455 031,92	2 384 598,87
Le Pellerin	-162 837,43	-179 760,81
Rezé	6 128 518,45	5 988 862,71
St Aignan de Grand Lieu	1 767 583,53	1 746 925,67
St Herblain	12 629 220,76	12 280 103,18
St Jean de Boisseau	-101 880,21	-114 380,48
St Sébastien sur Loire	650 837,07	629 843,76
Ste Luce sur Loire	1 253 078,24	1 206 489,89
Sautron	425 291,14	412 845,23
Les Sorinières	661 534,27	612 772,13
Thouaré	438 925,24	439 079,84
Vertou	1 757 812,24	1 758 028,22
Brains	-77 658,39	-82 270,56
Mauves sur Loire	13 778,38	10 921,13
St Léger les vignes	12 546,64	15 577,08
Total	78 870 834,71	77 425 067,75

Conformément à l'article 1609 nonies C V 1°bis du Code général des impôts, une fois les montants de révision d'AC ci-dessus adoptés par le conseil métropolitain, chaque commune délibère à la majorité simple sur les montants révisés d'AC 2023 et 2024 la concernant et résultant du rapport de la CLECT du 26 novembre 2021.

2. Convention de gestion

Pour faciliter la mise en place de la communauté urbaine lors de sa création en 2001, des conventions de gestion avaient été conclues entre les communes membres et la communauté urbaine pour permettre la réalisation de prestations par Nantes Métropole au profit ces communes et inversement.

Sur cette base, l'entretien des espaces verts des abords des voiries métropolitaines est réalisé par les communes pour le compte de Nantes Métropole et Nantes Métropole effectue des prestations de nature diverse pour les communes.

Conclues pour une durée initiale de six ans, ces conventions de gestion ont été renouvelées par tacite reconduction pour des durées équivalentes. Elles étaient toujours en vigueur en 2022.

Nantes Métropole et les communes membres avaient fait le choix de cette organisation pour respecter la logique des métiers lors du transfert des agents, éviter la création de doublon d'équipes à Nantes Métropole et dans les communes sur des périmètres similaires d'intervention.

Lors des discussions qui ont présidé à l'adoption par Nantes Métropole le 9 décembre 2021 du nouveau pacte financier métropolitain de solidarité, Nantes Métropole et les communes membres ont décidé de reconduire le principe de cette organisation pour des raisons techniques et organisationnelles.

Elles ont toutefois décidé de revoir partiellement les conditions d'exécution notamment financières des prestations d'entretien des espaces verts des abords de voiries métropolitaines qui reposaient depuis 2001 sur un principe de gratuité.

La création de nouveaux aménagements de voirie depuis cette date a, en effet, entraîné une augmentation de la charge de l'entretien des espaces verts confiée aux communes.

Pour tenir compte de l'augmentation de cette charge, le nouveau pacte financier métropolitain de solidarité conclu entre Nantes Métropole et les communes prévoit que Nantes Métropole finance l'entretien des espaces verts des abords des voiries créées entre 2001 et 2021 et celui des espaces verts sur les voiries qui seront créées à partir de 2022 au travers de la révision de l'attribution de compensation versée aux communes. Les nouvelles conventions de gestion intègre ces éléments.

A cette occasion, il a également été jugé opportun de mettre un terme aux conventions de gestion conclues en 2001 pour en adopter de nouvelles qui précisent davantage les périmètres et les modalités d'intervention respectifs de Nantes Métropole et des communes.

Les prestations réalisées par Nantes Métropole pour le compte des communes continuent de l'être à titre gratuit mais elles seront désormais limitées à celles qui ont été recensées lors de l'inventaire fait en 2022.

Il vous est proposé d'approuver cette convention qui précise en annexe les données relatives aux espaces verts entretenus par la commune pour le compte de Nantes Métropole et la nature et le volume des prestations réalisées par Nantes Métropole pour la commune.

3. Fonds de concours de Nantes Métropole pour couvrir une partie des dépenses de fonctionnement des communes disposant de piscines

Dans le cadre du pacte financier renouvelé, un « plan piscine » a été voté le 9 décembre 2021 par la Métropole ; il se traduit par un fonds de concours spécifique de Nantes Métropole pour couvrir une partie des dépenses de fonctionnement des communes disposant de piscines.

Par ce soutien spécifique, Nantes Métropole entend promouvoir le développement d'une offre de piscine suffisante et contribuer à garantir l'apprentissage de la natation au plus grand nombre d'enfants scolarisés.

Les dispositions relatives à ce fonds de concours en fonctionnement sont les suivantes :

Nature des équipements éligibles

Le bénéfice du fonds de concours est ouvert aux communes de la Métropole de Nantes qui disposent actuellement d'un équipement aquatique accueillant un public scolaire. Les futures piscines ou les extensions en ligne d'eau d'équipements existants, seront également éligibles à ce fonds à leur date d'ouverture effective.

Détermination des montant des fonds de concours et des critères de solidarité

Le coût moyen de fonctionnement relatif à l'entretien des piscines retenu par la Métropole de Nantes pour la mise en œuvre de ce fonds est de 2 200 € au m² d'eau et par an. Ce coût moyen de référence s'entend hors frais de structure affectés à l'équipement et hors dépenses de gros entretien.

Le ratio moyen de temps d'utilisation d'une piscine par les scolaires du primaire qui est retenu est de 18%. Ce taux s'apprécie au regard des surfaces totales d'eau de l'équipement, en bassin sportif et en bassin aqua-ludique.

Sur ces bases, le montant du fonds de concours de Nantes Métropole, avant modulation sur critère de richesse des communes, est déterminé de la façon suivante : nombre de m² d'eau x 2 200 € x 18 %.

De plus, la Métropole de Nantes souhaite tenir compte des contraintes financières différenciées des communes éligibles afin d'avoir une solidarité renforcée. En ce sens, la Métropole a décidé de moduler les fonds de concours attribués aux communes éligibles de la façon suivante :

- Si le potentiel financier moyen par habitant de la commune éligible est supérieure de 15 % par rapport au potentiel financier moyen de la Métropole de Nantes (dernière année de référence connue), alors le montant de fonds de concours calculé est minoré de 25 %.
- Si le potentiel financier moyen par habitant de la commune éligible est inférieur de 15 % par rapport au potentiel financier moyen de la Métropole de Nantes (dernière année de référence connue), alors le montant de fonds de concours calculé est majoré de 25 %.

Fonds de concours pour la ville de Nantes

Compte tenu de ces critères, le montant du fonds de concours accordé à la Ville de Nantes est de 1 519 848 €. A surface d'eau équivalente, le montant est fixe jusqu'au 31 décembre 2026. Il convient de délibérer annuellement pour accepter ce fonds de concours.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les modalités de révision des attributions de compensation telles que mentionnées ci-dessus et résultant de la délibération du conseil métropolitain en date du 10 février 2023 ;
2. approuve les montants de l'attribution de compensation résultant de la mise en œuvre de ces modalités pour la Ville de Nantes soit 29 024 678, 88 € pour 2023 et 28 697 428, 46 € pour 2024 ;
3. approuve la convention de gestion entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole relative à l'entretien par la commune d'une partie des espaces verts aux abords des voiries métropolitaines (cf. annexe 1) ;
4. accepte le fonds de concours en fonctionnement relatif au « plan piscine » qui lui est attribué, soit 1 519 848 € par an ;

5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale du Développement économique
responsable, emploi, innovation, Europe et international
Direction Économie et Emploi Responsables

Délibération n°12

Conseil municipal du 30 juin 2023

Mesures de soutien à l'activité commerciale du centre-ville – Subventions - Approbation.

*M. SALAÛN, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

La Ville de Nantes conduit un plan d'actions partenarial sur le centre-ville pour renforcer l'activité commerciale et le rayonnement du centre-ville. La Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI), la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA), Plein Centre, l'Union Nantaise du Commerce de Détails (UNACOD), l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH), le Groupement des indépendants de l'Hôtellerie et de la Restauration (GHR), le Club Immobilier Nantes Atlantique (CINA), les Ecosolies, et le Voyage à Nantes œuvrent au quotidien aux côtés de la Ville pour renforcer et différencier l'offre commerciale de centre-ville, renforcer la destination Nantes Centre-Ville, accompagner les transitions sociales et environnementales et renforcer la commercialité du centre-ville (accessibilité, propreté, sécurité, logistique, animation, etc.). Dans ce contexte, il est proposé de renforcer le soutien de la Ville pour :

Continuer à soutenir une fréquentation du centre-ville. La Ville s'engage sur un programme ambitieux de manifestations festives et commerciales en centre-ville pour générer du flux autour d'événements conviviaux, populaires et familiaux permettant aux nantaises et aux nantais de retrouver du plaisir en centre-ville. Plusieurs grandes manifestations ont marqué le printemps : le Carnaval, l'inauguration de Feydeau-Commerce couplée à la journée Nantes à Cœur, Débords de Loire, le Festival de la Céramique, ou encore la Grande Braderie. Cet été, avec le Voyage à Nantes, Aux Heures d'Été ou encore les Rendez-vous de l'Erdre, la programmation estivale sera riche en œuvres et événements. Le dernier semestre sera marqué par la coupe du Monde de rugby, Royal de luxe et la 2^e édition du Voyage en Hiver.

Renforcer la communication positive sur le centre-ville avec une nouvelle campagne d'affichage, un renouvellement de la communication autour de la marque Nantes Centre-Ville (réseaux sociaux, guide du commerce nantais) et une valorisation des expérimentations, des piétonisations estivales, et du chèque cadeau numérique. Le budget annuel de communication est de 220 000€, avec un renforcement de la communication au printemps, ainsi que des communications croisées (par exemple Feydeau Commerce et Nantes à Cœur). Un budget supplémentaire de 10 000 € est néanmoins nécessaire pour finaliser l'année 2023. Les crédits sont inscrits au Chapitre 011, article 6231, du CR81C2.

Embellir les rues de Nantes. Plein Centre travaillera à l'embellissement d'une quinzaine de rues. L'objectif d'offrir des rues animées pour soutenir et valoriser le commerce local et orienter le flux vers les rues secondaires du circuit marchand à savoir les rues Voltaire, Santeuil, Contrescarpe, Verdun,

Trois Croissants ou encore les rues de la Paix ou de la Juiverie. Il est proposé d'accorder une subvention supplémentaire de 40 000€ à l'association Plein Centre pour conduire cette action.

En 2023, une subvention totale de 121 500 € a été votée au conseil municipal du 3 mars 2023 pour que l'association puisse animer le centre-ville de Nantes (subvention de 104 000 € dans le cadre d'une convention 2023-2024) et finaliser l'action sur le commerce du futur (digitalisation des chèques cadeaux, expertise d'un projet de conciergerie et d'un bouquet de services à destination des commerçants et des clients soit une subvention de 17 500 € dans le cadre de la convention 2021-2023). Les crédits sont inscrits au Chapitre 65, article 65748, du CR81C2.

Renforcer la prospection commerciale. Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de profonde mutation du commerce et des comportements d'achats au niveau national comme en témoignent les difficultés que rencontrent les grandes enseignes du textile et de la chaussure. Il est donc essentiel de renforcer davantage la prospection commerciale (participation aux salons, journée de promotion du centre-ville – visio commerce – co-organisée avec la CCI), d'améliorer l'accompagnement des porteurs de projets locaux et d'élargir le champ de la prospection aux activités émergentes respectueuses du développement durable, responsables sur les plans écologique et social. Les équipes de la Ville, la CCI, la CMA et du CINA vont renforcer leurs actions communes afin de continuer à identifier les projets et enseignes en développement afin de faciliter les reprises de baux locatifs et limiter l'émergence de la vacance commerciale.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les mesures de soutien à l'activité commerciale du centre-ville ;
2. approuve le versement d'une subvention de 40 000 € à l'association Plein Centre et la signature de l'avenant afférent à la convention 2023-2024 ;
3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Cultures et Arts dans la Ville
Pôle Ressources

Délibération n°13

Conseil municipal du 30 Juin 2023

Culture – Équipements en régie, établissements publics – Dispositions diverses – Convention – Approbation.

M. SEASSAU, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Les orientations de la politique culturelle visent à positionner Nantes comme la Ville des énergies culturelles et créatives, une Ville pour toutes les complicités artistiques et culturelles.

Le plan d'actions culture, qui accompagne le projet politique, s'articule autour de grandes orientations consistant à :

- défendre une approche de la culture ouverte, décloisonnée et imaginative ;
- stimuler une relation vivante entre l'art, les lieux culturels et la population ;
- conforter une création foisonnante et plurielle ;
- entretenir et animer un réseau dynamique de lieux, de manifestations et d'initiatives culturelles ;
- cultiver l'ouverture au monde et les coopérations culturelles à l'échelle métropolitaine, régionale, nationale et internationale.

La délibération présentée vient s'inscrire dans ce cadre.

1. Muséum : Convention d'acquisition d'objets de collections en Histoire naturelle

Dans le cadre de l'enrichissement des collections et afin de proposer au public des pièces exceptionnelles, la Ville a l'opportunité d'acquérir un fossile de requin primitif daté du Permien inférieur (environ 260 millions d'années). Ce *Lebachacanthus colosseus* est un spécimen extrêmement rare en provenance d'Allemagne.

Une subvention auprès du Fonds régional d'acquisition des musées (FRAM) sera sollicitée. Il est proposé d'approuver la convention afférente (cf. annexe 1) à cet achat d'un montant de 43 920 €.

2. Location des salles de spectacles gérées par la Direction de l'Accompagnement des Projets et des Réseaux Artistiques

Il est proposé de procéder, pour la saison culturelle 2023/2024, à la revalorisation des tarifs de location des salles de spectacles de la Ville de Nantes gérées par la Direction de l'Accompagnement des Projets et des Réseaux Artistiques, à savoir les salles Paul Fort, Pannonica et Francine Vasse, selon le barème joint en annexe 2.

3. Conservatoire à Rayonnement Régional

- **Révision des grilles tarifaires du Conservatoire pour la saison 2023-2024**

Le Conservatoire de Nantes, outre ses activités d'enseignement artistique et d'éducation artistique et culturelle (EAC), propose deux autres services aux Nantais : d'une part la programmation d'une saison musicale riche et originale – L'Heure Musicale du Jeudi (HMJ) –, d'autre part la possibilité offerte aux acteurs culturels locaux de bénéficier d'un auditorium de grande qualité pour présenter des concerts ou autres spectacles.

Il est proposé cette année, dans un contexte d'inflation et de budget contraint, de faire évoluer les tarifs de location de l'auditorium en appliquant 6 % d'augmentation.

Il est également proposé de refondre la grille tarifaire de la billetterie. Les modifications proposées ont plusieurs objectifs :

- augmentation des recettes : ainsi le tarif plein à l'unité passe de 10 à 12€. Le tarif réduit à l'unité passe de 7 à 9€.
- simplification, lisibilité et efficacité : passage de 11 à 5 tarifs
- fidélisation : abonnement possible dès 3 spectacles au lieu de 5
- pédagogie : gratuité pour les élèves jusqu'à 30 ans
- accessibilité, ouverture : gratuité pour les professionnels-accompagnants de groupes, création d'un tarif à partir de 3 ans (mise en place de représentations jeune public), passage de l'âge plafond du tarif réduit de 26 à 30 ans

Ces nouveaux tarifs sont présentés en annexes 3 et 4.

- **Conventions de partenariat CHAM et CHAD avec l'Éducation Nationale pour les écoles Louise Michel, Jacques Tati et Urbain Le Verrier**

Les classes à horaires aménagés musique « CHAM » et les classes à horaires aménagés danse « CHAD » ont pour objet de favoriser la réussite scolaire et artistique des élèves musiciens ou danseurs. Ces classes doivent aussi souvent que possible être implantées dans des écoles pour lesquelles le constat politique a prioritairement posé la nécessité d'actions publiques fortes afin d'en accroître l'attractivité et le rayonnement, tout en favorisant la mixité des publics.

La pratique artistique est ainsi posée comme vecteur de coopération au sein du groupe scolaire; elle contribue à faciliter l'ouverture culturelle des élèves et participe de leur éducation à la citoyenneté.

Ces classes « CHAM » et « CHAD » permettent d'articuler harmonieusement scolarité générale et formation artistique dans une finalité double : contribuer à la réussite scolaire en développant des capacités artistiques.

Dans le cadre de sa collaboration avec l'Éducation Nationale, le Conservatoire de Nantes propose des enseignements dans les établissements suivants :

- école Louise Michel ;
- école Jacques Tati ;

- école Urbain Le Verrier ;
- collège Sophie Germain ;
- collège Victor Hugo ;

Afin de permettre la poursuite de ces partenariats, certaines conventions étant arrivées à échéance, il est proposé d'approuver les conventions liant le Conservatoire de Nantes à ces 5 établissements (cf. annexes 5 à 9).

Le Conseil délibère et,

1. approuve l'acquisition d'un fossile de requin par la Ville de Nantes pour son Muséum pour un montant de 43 920 €, approuve la signature de la convention afférente (annexe 1) et sollicite une subvention du Fonds régional d'acquisition des musées de France (FRAM) ;
2. approuve la revalorisation de location des salles de spectacle Paul Fort / Pannonica / Francine Vasse (cf. annexe 2) applicable à compter du 1^{er} septembre 2023 ;
3. approuve la revalorisation de la grille tarifaire pour l'année scolaire 2023/2024 des salles du Conservatoire et des Heures Musicales du Jeudi, (cf. annexes 3 et 4) ;
4. approuve les conventions de partenariats CHAM et CHAD, pour les écoles Louise Michel, Jacques Tati et Urbain Le Verrier et les collèges Sophie Germain et Victor Hugo, entre l'Éducation Nationale et le Conservatoire (cf. annexes 5 à 9)
5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(9 abstentions)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Cellule de Gestion des missions artistiques et culturelles

Délibération n°14

Conseil municipal du 30 juin 2023

Accompagnement des projets et réseaux artistiques – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation.

M. SEASSAU, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Au titre de sa politique de développement artistique, Nantes se distingue par une atmosphère créative assez unique en France, portée par un tissu institutionnel aux projets souvent d'une grande originalité et par une grande présence de compagnies, collectifs associatifs, associations, structures d'accompagnement dont l'activité se diffuse dans une multitude de lieux et est ponctuée tout au long de l'année par des événements culturels. Dans ce cadre de soutien à la vie culturelle, la Ville de Nantes attribue chaque année des subventions aux associations et établissements organisant des manifestations diverses.

Il est proposé de conclure des conventions et avenants avec les associations et organismes suivants :

Politique de soutien à la diffusion

«**SKENE PRODUCTIONS**» est un ensemble spécialisé dans la création musicale des 20^e et 21^e siècles. Sa spécificité repose sur la création artistique pluridisciplinaire entre musique, théâtre, arts visuels, installations et œuvres radiophoniques. Il est proposé, par avenant à la convention en date du 6 janvier 2023, l'attribution d'une subvention complémentaire au fonctionnement d'un montant de 3 700 €, au titre de l'année 2023 (cf. annexe 1).

L'association de gestion de la salle de spectacles de l'Université de Nantes « **THEATRE UNIVERSITAIRE DE NANTES** » met en œuvre le projet de restructuration du dispositif intitulé « Année d'Envol » piloté conjointement par l'Association et le Conservatoire de Nantes. Le nouveau projet permettra dans un cadre et un budget pérennes d'atteindre des objectifs plus ambitieux en terme d'insertion professionnelle des jeunes artistes de théâtre issus du Conservatoire de Nantes. « L'Année d'Envol » deviendra un outil essentiel pour amplifier le développement de l'émergence de jeunes talents. Elle participera ainsi activement au renouvellement des équipes artistiques locales, à l'attractivité et rayonnement du territoire, priorités de la politique culturelle de la Ville. Afin de soutenir ce projet il est proposé l'attribution, par avenant à la convention en date du 25 octobre 2021, d'une subvention complémentaire de 5 000 € au titre de l'année 2023 (cf annexe 2).

Politique de soutien aux événements et festivals

L'association « **THEATRE ROYAL DE LUXE** » met en oeuvre en 2023 un projet qui vient conclure quatre années d'une résidence inédite dans le quartier du Grand Bellevue, articulée autour de "Situations imaginaires". En effet, depuis 2019, avec le soutien de la Métropole, des Villes de Nantes et de Saint-Herblain, Royal de Luxe déploie un projet artistique pluriannuel ambitieux, pensé en interaction avec le plan de renouvellement urbain du Grand Bellevue. Ce projet visait à installer une présence artistique durable, inspirée du théâtre populaire, véritable ADN de la compagnie, pour accompagner les habitants dans l'appropriation d'un territoire en mouvement de manière poétique.

Pour clôturer sa résidence, la compagnie a proposé de présenter une nouvelle création du 22 au 24 septembre 2023 - un spectacle de Géants - sur le territoire du Grand Bellevue (Nantes et Saint-Herblain) et le centre-ville de Nantes. Ce conte urbain, hors normes, poétique et gorgé d'humour, s'appuiera sur les deux protagonistes que sont : le Xolo, un chien mexicain et le Bull Machin, un bouledogue anglais. Transformant ainsi les cités de Nantes et Saint-Herblain, en un lieu de vie fédérateur et en une immense scène de théâtre, où ces fabricants de vie et de rêve sauront enchanter l'espace public.

Afin de soutenir cet événement, il est proposé l'attribution, par convention avec l'association et la Ville de Saint Herblain, d'une subvention de 21 000 € au titre de l'année 2023 (cf annexe 3).

L'association « **ORO** » propose le projet « Grand huit » qui consiste en la mise en oeuvre d'un parcours chorégraphique porté par Honolulu en collaboration avec des structures culturelles nantaises en novembre / décembre 2023. Par ailleurs, l'association s'engage, aux côtés de trois autres associations, dans la réalisation du projet Friche Mellinet. Elle s'investit ainsi sur l'ensemble du projet, de la co-construction et co-écriture du programme architectural et technique, au suivi des étapes architecturales, à l'invention et la préfiguration du projet de fonctionnement et de gouvernance. Afin de soutenir ces projets, il est proposé l'attribution, par avenant à la convention en date du 27 février 2023, de subventions de 5 000 € en soutien au projet « Grand Huit » et 1 000 € au titre de l'année 2023 en soutien à l'implication dans le projet Friche Mellinet (cf annexe 4).

L'association « **SOFILM SUMMERCAMP** » a conçu et initié le festival « *Sofilm Summercamp* », proposition estivale qui permet aux Nantais de découvrir le cinéma autrement, dans une ambiance festive et populaire à travers la mise en oeuvre de différentes actions : cartes blanches confiées à des personnalités médiatiques connues par le grand public, proposition d'une sélection d'une douzaine de films en avant-première ; organisation de séances en plein air de films cultes en version restaurée ou grand public sous les nefs ; sélection et projections de films rares ou décalés ; organisation de ciné-karaoké sous les nefs ; organisation de rencontres professionnelles en partenariat avec l'Association pour le Développement de la Fiction en Pays de la Loire ; émergence de jeunes talents, sensibilisation et familiarisation des publics aux techniques du cinéma en partenariat avec l'association. Le festival sera par ailleurs ponctué de temps de convivialité, partagé avec les Nantais (organisation notamment du « Barbecue du festival » ouvert à tous, soirées autour de la danse et du cinéma, DJ Set, etc). La Ville souhaite soutenir ce festival et propose par voie de convention l'attribution d'une subvention de 40 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 5). Ce financement est prévu dans le cadre du Budget Primitif 2023.

L'Association « **1.5** » conçoit, développe et démocratise la danse tout en s'inscrivant à travers un concept qu'elle nomme le MAD : Mouvement Artistique Durable. Les objectifs portent sur la valorisation de l'émergence, la mise en place de nouvelles collaborations, la complémentarité des actions et l'ancrage territorial en Pays-de-la-Loire. Il est proposé d'approuver une convention prévoyant une subvention globale de 29 500 € au titre de l'année 2023, dont une partie a déjà été approuvée par délibération : 14000 € en soutien à la création partagée sur le quartier Doulon-Bottière « Exodanse – Parcours bleu / la balade habitante », 2 500 € en soutien à la maquette de la pièce chorégraphique « Man KmT », 5 000 € en soutien à la formation 9.0, fabrique urbaine nantaise au profit d'une très jeune génération d'artistes, notamment issue des cultures urbaines et 8 000 € en soutien à la mise en oeuvre du projet La Fabrique en scène.

Au titre de la présente délibération, une seule subvention de 8 000 € est attribuée (cf annexe 6).

Politique de soutien aux lieux culturels

L'association « APO 33 » s'engage, aux côtés de trois autres associations, dans la réalisation du projet Friche Mellinet. Elle s'investit ainsi sur l'ensemble du projet, de la co-construction et co-écriture du programme architectural et technique, au suivi des étapes architecturales, à l'invention et la préfiguration du projet de fonctionnement et de gouvernance. Pour la soutenir dans ce projet, il est proposé l'attribution, par avenant à la convention en date du 6 janvier 2023 d'une subvention de 1 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 7).

Politique de soutien à l'investissement

L'association « **CREATION ET REPERTOIRE CHOREGRAPHIQUE** » (CRC) a conçu et initié un projet pour le Théâtre Francine Vasse intitulé « Les Laboratoires Vivants », Maison pour la création et les pratiques artistiques professionnelles et amateurs, qu'il développe depuis le 1^{er} septembre 2019. Pensés dans une logique de transmission et de large partage, « Les laboratoires vivants » incarnent un outil complémentaire de soutien au spectacle vivant, et plus particulièrement au théâtre, à la danse et aux écritures - signatures contemporaines. Afin de faciliter les conditions de mise en œuvre du projet de l'association, la Ville apporte son soutien afin de permettre l'acquisition de matériel informatique, notamment pour le poste de billetterie et communication. A ce titre, il est proposé l'attribution, par convention, d'une subvention d'investissement de 2 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 8).

L'association « **NOUVEAU STUDIO THÉÂTRE** » se fixe pour objet d'œuvrer au bon fonctionnement du Nouveau Studio Théâtre, mis à disposition par la Ville de Nantes pour accueillir les compagnies professionnelles du spectacle vivant. Les « résidents » du Nouveau Studio Théâtre sont trois compagnies du spectacle vivant choisies par la ville de Nantes accueillies et hébergées dans le lieu afin de développer leur recherche et leurs projets. Afin de permettre l'acquisition d'un gradin, de coussins de sols et de mobiliers extérieurs, pour l'accueil de formes artistiques et de configurations du rapport au public diversifiées, il est proposé l'attribution, par convention, d'une subvention d'investissement de 5 204 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 9).

Programme d'actions en faveur des associations culturelles

En outre, dans le cadre du programme d'actions en faveur des associations culturelles, il est proposé de procéder à la répartition d'un crédit destiné à l'aide aux activités et aux projets. Le montant global de ces subventions s'élève à 202 229 €, dont 29 779 € de subventions d'équipement (cf. annexe 10).

Les éléments d'informations relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil sont communiqués en annexe conformément à la charte de déontologie adoptée lors du conseil municipal du 9 octobre 2020.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. approuve les conventions et avenants avec les organismes suivants :

• SKENE.....	3 700 €
• THEATRE UNIVERSITAIRE.....	5 000 €
• ROYAL DE LUXE.....	21 000 €

• ORO.....	6 000 €
• SOFILM SUMMERCAMP.....	40 000 €
• 1.5.....	8 000 €
• APO 33.....	1 000 €
• CREATION ET REPERTOIRE CHOREGRAPHIQUE (investissement)	2 000 €
• NOUVEAU STUDIO THEATRE (investissement).....	5 204 €

et autorise les versements proposés au titre de l'année 2023;

2. autorise le versement de subventions, au titre de l'année 2023, pour un montant global de 202 229 €, telles qu'elles figurent dans le tableau figurant en annexe 10;
3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Cellule de Gestion des missions artistiques et culturelles

Délibération n°15

Conseil municipal du 30 juin 2023

Attribution de subvention d'équipement – Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique – Convention – Approbation.

M. SEASSAU, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Dans le cadre de l'opération d'urbanisme transitoire de l'ancien site du MIN, intitulée « MIN DE RIEN », la **SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE LA MÉTROPOLE OUEST ATLANTIQUE (SAMOA)** prévoit le réaménagement de la cellule 107 pour accueillir l'association Millefeuilles, actuellement installée dans le Hangar 30, qui fera l'objet d'une démolition en 2024 dans le cadre du projet urbain.

MilleFeuilles est un espace associatif au service de la création artistique, qui offre des ateliers de travail à des artistes du secteur des arts plastiques, et dont le modèle économique repose en bonne partie sur un atelier de production bois et des formations notamment autour de la céramique.

Compte tenu de l'enjeu lié à la préservation d'un écosystème culturel diversifié sur l'île de Nantes, associant artistes et créatifs, et pour permettre la mise en œuvre de ce projet de relocalisation et d'extension du projet de Millefeuilles dans le contexte du site MIN de Rien, la Ville de Nantes entend apporter son soutien financier à hauteur de 130 000 € au titre de l'année 2023 à ce projet et autorise le versement de cette subvention à la SAMOA, par convention (cf. annexe).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention et autorise le versement d'une subvention de 130 000 € au titre de l'année 2023 au bénéfice de la Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Chateau et Mme Garnier

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

Le premier adjoint

Pauline LANGLOIS

Bassem ASSEH

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Cellule de Gestion des Missions artistiques et culturelles

Délibération n°16

Conseil municipal du 30 juin 2023

Convention pluriannuelle d'objectifs entre l'État, le Département de Loire Atlantique, la Ville de Nantes et le Centre Chorégraphique National de Nantes – Approbation.

M. SEASSAU, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Outil structurant et fédérateur à l'échelle de la Ville de Nantes, inscrit sur le territoire de Nantes Métropole, le Centre Chorégraphique National de Nantes (CCNN), dirigé par Ambra SENATORE, contribue au développement de la création et à la diffusion de la culture chorégraphique aux échelles locale, départementale et régionale. C'est une structure majeure de la consolidation de la vie chorégraphique, par la dynamique de création impulsée par sa directrice et le croisement des propositions qui se développent à partir du travail des artistes invités. Inscrit dans la vie artistique nationale, le CCNN s'engage également pleinement et durablement dans la réalisation d'actions culturelles en direction des Nantaises et des Nantais.

Dans le cadre de la nouvelle convention d'objectifs établie pour la période 2023-2025, l'État, le Conseil départemental de Loire-Atlantique et la Ville de Nantes se sont entendus sur la mise en œuvre d'un certain nombre d'objectifs partagés : l'élargissement de la participation des habitants à la vie culturelle, le développement de l'accessibilité économique, physique et symbolique de l'offre artistique et culturelle, le développement de l'égalité entre les femmes et les hommes tant dans l'accès aux moyens de travail, de production et à la programmation qu'aux postes à responsabilité de la structure et à l'égalité de rémunération, la mise en œuvre d'actions concrètes de lutte contre les violences et les harcèlements sexistes et sexuels, et la prise en compte des enjeux de transition écologique.

Plus précisément concernant la Ville de Nantes, une attention particulière sera accordée à la mise en œuvre des objectifs suivants : le rayonnement national et international des productions et créations du CCNN, l'engagement en faveur de la création chorégraphique, dans sa diversité d'écritures et d'esthétiques avec notamment le soutien apporté aux compagnies locales, la mise en œuvre de modalités inventives d'actions ("dans" et "hors les murs") et de participation, la poursuite de coopérations privilégiées avec le quartier Port Boyer - Nantes Erdre dans le cadre du programme de coopération culturelle « Connivences », le développement d'une politique d'éducation artistique et culturelle ainsi que la consolidation des collaborations engagées sur le territoire visant à renforcer la place de la danse à Nantes, en particulier à l'occasion du festival TRAJECTOIRES.

Considérant que la réalisation du projet artistique et culturel porté par le Centre chorégraphique national de Nantes nécessite un appui conjoint sur la durée, l'État, le Conseil départemental de Loire-Atlantique et la Ville de Nantes ont convenu de conclure avec l'association, une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023 – 2025 (cf. annexe).

Pour l'année 2023, la Ville a attribué au CCNN une subvention de 330 000 €, dont 40 000 € au titre du festival TRAJECTOIRES.

L'association a bénéficié d'une subvention de 330 000 € au titre de l'année 2022, et 320 000 € au titre de l'année 2021.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention pluriannuelle d'objectifs définissant les modalités de partenariat entre l'État, le Conseil Départemental de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et le Centre chorégraphique national de Nantes (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Rebouh

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Cellule de Gestion des Missions artistiques et culturelles

Délibération n°17

Conseil municipal du 30 juin 2023

Saison Baroque – Attribution de subvention - La Cité des Congrès – Convention – Subvention - Approbation.

*M. SEASSAU, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Au titre de sa politique de développement artistique, Nantes se distingue par une atmosphère créative assez unique en France, portée par un tissu institutionnel aux projets souvent d'une grande originalité et par un nombre important de compagnies, collectifs associatifs, associations, structures d'accompagnement dont l'activité se diffuse dans une multitude de lieux et est ponctuée tout au long de l'année par des événements culturels. Dans ce cadre de soutien à la vie culturelle, la Ville de Nantes attribue chaque année des subventions aux associations et établissements organisant des manifestations diverses.

Il est proposé de conclure une convention avec l'organisme suivant, au titre de la politique de soutien aux événements et festivals :

En effet, la **La Cité, le Centre des Congrès de Nantes** organise « Baroque en Scène » en partenariat avec La Soufflerie, scène conventionnée sur l'axe voix de Rezé, Angers Nantes Opéra et Musique Sacrée Cathédrale de Nantes. La saison 2022/2023 est construite autour d'une douzaine de représentations alliant propositions locales et internationales d'artistes. La ligne artistique se veut pluridisciplinaire afin de témoigner de la vitalité et de la modernité du champ baroque.

Il est proposé d'approuver le versement d'une subvention au titre de l'année 2023, d'un montant de 41 000 € (cf. annexe) et d'approuver la convention correspondante.

Le montant des subventions attribuées pour 2022 et 2021 était de 48 000 € chaque année. La SPL a sollicité une subvention de 48 000 € pour l'année 2023.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention et autorise le versement d'une subvention de 41 000 € au titre de l'année 2023 pour la SPL « La Cité le Centre des Congrès de Nantes » (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de Mme Vialard et M. Chateau

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Mme LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Cellule de Gestion des missions artistiques et culturelles

Délibération n°18

Conseil municipal du 30 juin 2023

Solidarité et proximité – Pratiques artistiques amateurs – Pratiques culturelles émergentes – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation.

Mme BOURDON, Adjointe
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Au titre de sa politique de développement artistique, Nantes se distingue par une atmosphère créative assez unique en France, portée par un tissu institutionnel aux projets souvent d'une grande originalité et par une grande présence de compagnies, collectifs associatifs, associations, structures d'accompagnement dont l'activité se diffuse dans une multitude de lieux et est ponctuée tout au long de l'année par des événements culturels. Dans ce cadre de soutien à la vie culturelle, la Ville de Nantes attribue chaque année des subventions aux associations et établissements organisant des manifestations diverses.

Il est proposé de conclure des conventions et avenants avec les associations et organismes suivants :

Politique de soutien aux événements et festivals

L'Association « **NANTES EVENEMENTS MUSIQUES ORGANISATIONS** » porte l'organisation du Carnaval de Nantes, événement traditionnel dans la vie culturelle nantaise. Il est proposé l'attribution, par avenant à la convention en date du 28 décembre 2021, d'une subvention de fonctionnement complémentaire de 17 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 1).

Programme « la culture à deux pas de chez vous »

L'Association **OUVRIER L'HORIZON** a conçu et initié un projet de culture participative et solidaire « Ouvrir l'horizon Acte III », consistant en la mise en place de paniers artistiques entre mai et octobre 2022 dans la métropole nantaise. Un panier artistique est un bien culturel physique destiné à être présenté au public dans tout espace public et privé. Il est composé de plusieurs formes, chacune étant une création originale éphémère construite en 5 jours de résidence, présentée sur une durée d'une demi-heure, et issue de collaborations croisées entre des artistes locaux. Afin de permettre la coordination et la mise en œuvre de représentations créées et construites par des artistes et techniciens nantais sur l'ensemble du territoire nantais, avec une attention particulière vers les quartiers prioritaires, la Ville souhaite attribuer, par convention, une subvention de 42 000 € au titre de l'année 2023 (cf annexe 2).

Politique de soutien à la médiation, à l'inclusion et à l'accessibilité culturelle

L'Association « **CONFLUENCE PHOTOGRAPHIQUE** » met en œuvre le projet d'action culturelle "Images en action" auprès de jeunes suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse et le projet artistique et de participatif "Regardons voir" avec des personnes âgées en EHPAD à Nantes. Afin de soutenir ces projets, il est proposé l'attribution, par avenant à la convention en date du 21 décembre 2020, de subventions respectivement de 3 000 € et 4 000 € au titre de l'année 2023 (cf annexe 3).

L'association « **P'TIT SPECTATEUR & CIE** » propose des ateliers de découverte et d'éveils culturels autour d'une diversité de pratiques artistiques pour les enfants, en relation avec leurs familles, principalement au sein des quartiers prioritaires nantais. Il est proposé l'attribution, par convention, d'une subvention globale de 28 440 € au titre de l'année 2023 : 16 000 € au titre du projet global, 12 440 € en soutien aux projets périscolaires de l'année 2022-2023 (cf annexe 4).

L'association « **TISSE METISSE** » met en œuvre des actions de luttes contre les discriminations, des actions pour la jeunesse et la citoyenneté, et organise un temps fort annuel, la Fête, grand rendez-vous interculturel, en décembre 2023. La Ville de Nantes entend soutenir l'association sur le développement de ses activités, en lui attribuant, par avenant à la convention en date du 7 février 2022, une subvention complémentaire en soutien à l'édition 2022, à hauteur de 27 000 € (cf annexe 5).

Politique de soutien aux pratiques artistiques amateurs

L'association **CITE MONDE** conduit en 2023 le projet « Urban Voices Nantes », qui se donne pour objectif de renouveler son public dans un souci de plus grande mixité sociale et culturelle. Elle portera pour la deuxième année consécutive l'œuvre « D'où que tu viennes ». La direction artistique est confiée à Medhi Nassouli pour l'écriture de nouveaux arrangements. Après une série de répétitions dans toute la ville de mai à juin 2023, une restitution se tiendra le week-end du 1^{er} et 2 juillet 2023 à la Cité des Congrès de Nantes. Il est proposé, par avenant à la convention en date du 28 décembre 2021, l'attribution d'une subvention complémentaire de 80 000 € au titre de l'année 2023, afin de porter le soutien de la Ville au niveau des années passées (cf. annexe 6).

L'Association « **CREATIVE MAKER** » a conçu et initié un projet dont l'objectif est d'encourager la familiarisation et la formation aux métiers du cinéma, de l'audiovisuel et du numérique afin de permettre l'émergence de jeunes talents et de créations innovantes. Il est proposé d'accorder à l'association, par convention, une subvention de fonctionnement, d'un montant de 25 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 7).

La Ville de Nantes et l'association « **PLUS DE COULEURS** », engagée dans la démocratisation de l'art urbain depuis de nombreuses années, souhaitent collaborer dans le cadre du dispositif Murs libres.

Mis en place en 2006, le Plan Graff était un dispositif permettant la pratique libre du graffiti sur un ensemble de murs dédiés. Une dizaine de murs sont ouverts aux graffeurs, en toute légalité. Aujourd'hui, le dispositif évolue, s'ouvrant sur davantage d'espaces, et reconnaissant une variété de pratiques artistiques au-delà du graffiti. Cet ensemble devient les Murs libres, dispositif de valorisation de l'art urbain, où chacun est invité à venir peindre librement.

Il est proposé que par cette convention, la Ville confie à l'association Plus de Couleurs la gestion de ce dispositif de valorisation de l'art urbain et l'animation des murs libres. Par ce partenariat, les deux parties s'engagent à travailler ensemble au développement d'un environnement sain et propice à la création artistique (cf. annexe 8).

Politique de soutien aux projets d'été

L'Association « **TERRITOIRES INTERSTICES** » a conçu et initié le projet « Festival Rebonds » qui se tiendra à Nantes dans le quartier Dalby-Moutonnerie du 12 au 15 juillet 2023. Ce festival est une programmation de spectacles dits de catalogue (appelés « *promptus* ») et de propositions artistiques nées d'un travail de résidence (appelées « *impromptus* ») sur un champ pluridisciplinaire avec une dominante arts de la rue. La Ville entend soutenir ce projet et propose l'octroi, par convention, d'une subvention de 30 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 9).

Politique de soutien à l'investissement

Dans le cadre du développement de son projet d'encourager la familiarisation et la formation aux métiers du cinéma, de l'audiovisuel et du numérique et ainsi de permettre l'émergence de jeunes talents et de créations innovantes, l'association « **CREATIVE MAKER** » souhaite acquérir un utilitaire et procéder au renouvellement de matériel technique. La Ville apporte son soutien en attribuant, par convention, une subvention d'investissement de 5 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 10).

Dans le cadre de l'ensemble de ses activités d'éducation populaire mises en œuvre à l'année sur Nantes Nord et Nantes Erdre, ainsi que sur le temps fort estival « Rendez-vous aux Pataugeoires », l'association « **PAQ' LA LUNE** » souhaite faire l'acquisition de matériel informatique et technique. Par convention, il est proposé l'attribution d'une subvention d'investissement de 10 016 € au titre de l'année 2023 (cf.annexe 11).

Dans le cadre du développement de son projet de médiation culturelle à destination des enfants en situation de handicap, l'association « **P'TIT SPECTATEUR & CIE** » envisage la création de quatre cabanes artistiques sensorielles. Il s'agit d'un outil d'appropriation de contenus artistiques imaginés avec et pour des personnes en situation de handicap qui offre une expérience innovante et immersive. L'objectif est de permettre aux enfants en situation de handicap d'être acteurs de cet outil d'accessibilité en élaborant eux-mêmes des transcriptions sensorielles d'œuvres en lien avec des expositions. Il est proposé, par convention, l'attribution d'une subvention d'investissement de 5 000 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 12).

Programme d'actions en faveur des associations culturelles

En outre, dans le cadre du programme d'actions en faveur des associations culturelles, il est proposé de procéder à la répartition d'un crédit destiné à l'aide aux activités et aux projets. Le montant global de ces subventions s'élève à 384 219 €, dont 28 085 € de subventions d'investissement (cf. annexe 13).

Les éléments d'informations relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil sont communiqués en annexe conformément à la charte de déontologie adoptée lors du conseil municipal du 9 octobre 2020.

Le Conseil délibère et,

1. approuve les conventions avec les organismes suivants :

• NEMO.....	17 000 €
• OUVRIR L'HORIZON.....	42 000 €
• CONFLUENCE PHOTOGRAPHIQUE.....	7 000 €
• P'TIT SPECTATEUR & CIE.....	12 440 €
• TISSE METISSE.....	27 000 €
• CITE MONDE.....	80 000 €

• CREATIVE MAKER.....	25 000 €
• PLUS DE COULEURS (convention de partenariat)	
• TERRITOIRES INTERSTICES.....	30 000 €
• CREATIVE MAKER (investissement).....	5 000 €
• PAQ'LA LUNE (investissement).....	10 016 €
• P'TIT SPECTATEUR & CIE (investissement).....	5 000 €

et autorise les versements proposés ;

2. autorise le versement de subventions, au titre de l'année 2023, pour un montant global de 384 219 €, telles qu'elles figurent dans le tableau figurant en annexe 13 ;
3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Salaün

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
Pôle Ressources

Délibération n°19

Conseil municipal du 30 juin 2023

Politique de la Lecture publique et du livre – Dispositions diverses – Conventions et avenants – Approbation.

*M. COCOTIER, Conseiller municipal
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

La politique d'accès à la lecture publique s'appuie sur le réseau de la Bibliothèque municipale et des bibliothèques associatives, mais aussi sur la mise en place d'événements ponctuels auxquels participent de nombreux acteurs, afin de permettre des accès innovants dans le domaine du livre et de la lecture. Le renforcement et l'adaptation du réseau de lecture publique aux nouveaux usages et attentes de la population, ainsi que le soutien à la création littéraire, sont des priorités.

Dans le cadre de cette politique de lecture publique, il est proposé d'approuver des conventions et dispositions suivantes.

1. Projet d'établissement de la Bibliothèque

Le projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES) de la Bibliothèque est le document par lequel une collectivité fixe les objectifs de son établissement de lecture publique. Pour dessiner la Bibliothèque de demain, une « Bibliothèque accueillante, ouverte, émancipatrice et rayonnante », conformément aux ambitions politiques nantaises, la proposition de PCSES (2022-2026) de la Bibliothèque municipale classée de la Ville de Nantes (BM) a été élaborée grâce à un travail de co-construction mené au sein des équipes et en lien avec les partenaires. Par la présente délibération il est proposé d'approuver ce document.

Les missions de la Bibliothèque étant au croisement de nombreuses politiques publiques, cette proposition de PCSES de la bibliothèque a été pensée pour mettre en exergue son articulation avec les marqueurs du mandat, les politiques publiques de la Ville et de la Métropole et les objectifs de développement durable de l'ONU.

Il est proposé de décliner les enjeux de la bibliothèque municipale, pour aujourd'hui et pour demain, en 6 axes stratégiques :

- **être une bibliothèque fédératrice** : renouveler la relation avec les publics ;
- **être une bibliothèque de proximité** : positionner la BM au cœur des territoires ;
- **partager son patrimoine** : contribuer au progrès de la connaissance et de la recherche et à leur diffusion ;

- **être une bibliothèque ressource** : permettre l'accès à la culture, la pensée et l'information ;
- **ouvrir les arts et la science au plus grand nombre** : donner une dynamique nouvelle à la programmation culturelle et scientifique de la Bibliothèque ;
- **être au prise avec le réel et les transitions** : renforcer le rôle de la bibliothèque dans la cité.

2. Actualisation de la Charte documentaire de la Bibliothèque

La charte documentaire de la Bibliothèque municipale (2017-2020) a été adoptée par délibération du 15 décembre 2017. Conformément à l'article 7 de la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique, une nouvelle version actualisée, tenant compte de l'évolution des services de la Bibliothèque et des besoins des publics, est présentée au présent conseil.

La charte documentaire de la Ville de Nantes énonce les principes de la politique documentaire s'appliquant à l'ensemble du réseau documentaire (Bibliothèque municipale, médiathèques associées du Conservatoire et Muséum, bibliothèque du Musée d'arts, bibliothèques associatives conventionnées, bibliothèques des écoles municipales, bibliothèques et centre de documentation spécialisés conventionnés) ainsi que les modalités de développement des collections de la Bibliothèque municipale

Ce document constitue un outil professionnel visant à affirmer et formaliser les principes d'enrichissement et d'actualisation des collections et à accompagner les agents de la Bibliothèque municipale dans l'accomplissement de leurs missions, en accord avec les orientations politiques définies. Elle permet d'autre part d'informer le public en favorisant le dialogue et la participation.

Ce document a vocation à être révisé et actualisé en fonction des évolutions de la Bibliothèque municipale, des besoins des publics et de l'évaluation régulière des collections et des usages.

3. Contrat de Territoire Lecture

Mis en place en 2010, le dispositif Contrat territoire-lecture (CTL) permet à l'État d'accompagner les collectivités territoriales dans le développement de la lecture, notamment dans les territoires les plus fragilisés et les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Le Contrat Territoire-Lecture (CTL) 2020-2022 a permis de positionner la lecture publique dans le quartier du Grand-Belleuve (Nantes / Saint-Herblain) comme un outil d'épanouissement personnel, d'intégration sociale et de construction citoyenne pour le plus grand nombre. Il a notamment permis la mise en place d'une bibliothèque mobile et le développement d'actions hors-les-murs sur tout le territoire du Grand-Belleuve (offre de collections à emprunter, actions culturelles, médiations à destination de tous les publics) pour aller au-devant des publics les plus éloignés ; le développement des fonds de collections Facile à lire pour les populations moins à l'aise avec l'écrit ; l'organisation de formations partagées pour les professionnels de la lecture publique du Grand-Belleuve sur l'éducation au média et à l'information ; des résidences d'auteurs avec l'organisation d'ateliers dans les différentes bibliothèques du Grand-Belleuve (Chloé Wary et Liuna Virardi) ; des ateliers sur l'accès à l'emploi.

Le renouvellement du CTL pour 2023-2025 permet d'étendre cette dynamique aux autres QPV du territoire métropolitain, à Nantes, Saint-Herblain, Orvault et Rezé.

Outil d'ancrage de la lecture publique dans la politique de la ville, le CTL des QPV métropolitains de Nantes 2023-2025 est un vecteur d'innovation territoriale pour les QPV. 4 axes sont retenus :

- mutualiser et développer des méthodes de travail communes autour de projets spécifiques ;
- rendre la lecture publique accessible dans tous les quartiers en développant des actions hors les murs ;
- valoriser la diversité culturelle du territoire ;
- positionner les établissements de lecture publique comme des portes d'accès de proximité à la connaissance, à la culture et à l'information.

Le CTL 2023-2025 sera également présenté aux conseils municipaux des villes de Rezé, Orvault, Saint-Herblain et Nantes ainsi qu'au conseil métropolitain.

4. Evolution de la tarification des documents et objets non rendus par les usagers de la bibliothèque

Le 21 juin 2019, des tarifs permettant la facturation des documents non rendus par les usagers avaient été votés. Dans le cadre de l'hybridation de son offre de service, la bibliothèque développe un prêt d'objet pour jouer pleinement son rôle de porte d'accès de proximité à la culture et à la connaissance : machines à coudre, des patrons de couture, des mannequins de couture, boîtes à histoire, et bientôt instruments de musique. En cas de perte ou de destruction de ces objets, il est proposé de les facturer au prix d'achat. La tarification des documents non rendus par les usagers restera la même.

5. Convention de coopération avec la Bibliothèque publique d'information

La Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou entend développer un partenariat actif avec les bibliothèques territoriales pour accroître l'accès de tous à l'information, à la documentation, aux biens culturels ; elle anime à cet effet un réseau de « bibliothèques partenaires ». La Bibliothèque municipale de Nantes est pour sa part reconnue pour l'excellence des services rendus en matière d'offre de lecture publique.

Les deux établissements ont ainsi vocation à établir une coopération bibliothéconomique, professionnelle et culturelle au bénéfice des publics qu'ils desservent, avec pour objectif de :

- favoriser l'élargissement de l'offre documentaire sur tout support et particulièrement sur support numérique ;
- améliorer l'accès de tous à l'offre documentaire et l'usage des bibliothèques par le plus grand nombre ;
- diffuser et partager les savoirs et savoir-faire ;
- favoriser les échanges et la mutualisation des bonnes pratiques au sein des professionnels de bibliothèque et participer au développement de la recherche sur les bibliothèques, le livre et la lecture ;
- contribuer à la connaissance des publics et à l'action culturelle des bibliothèques.

La Bibliothèque municipale de Nantes participe à des actions communes, bilatérales ou multilatérales. Elle est membre du conseil de coopération de la BPI et participe dans la mesure de ses moyens aux groupes de réflexion qui concernent des actions de coopération. Il est proposé d'approuver la convention qui définit les actions de coopération envisagées entre les deux établissements.

6. Convention Digital Week

Dans le cadre de la Digital Week, qui se déroulera à Nantes, la bibliothèque Universitaire de Nantes et la Ville de Nantes organisent conjointement une programmation d'animation sur la thématique de la découverte de l'astronomie avec le numérique. Cette programmation se déroulera sous forme de conférences et d'ateliers animés par des intervenants extérieurs ou du personnel des bibliothèques afin d'être présentée au grand public.

L'inscription à l'évènement est gratuite et ouverte à tous. Les frais d'organisation, à hauteur de 3 000 € maximum) seront partagés entre la Ville et la Bibliothèque Universitaire.

Il est proposé d'approuver la convention qui définissent les modalités de ce partenariat avec l'Université de Nantes.

7. Politique de soutien aux lieux culturels

L'Association « ESPACE LECTURE » a pour objet le développement d'un projet de promotion de la lecture sur le territoire de Malakoff. Il se traduit par la gestion et l'animation d'une bibliothèque nommée Espace Lecture, ainsi que d'actions culturelles associées sur site et hors les murs. L'association fait partie du réseau des bibliothèques associatives conventionnées.

Dans le cadre de son déménagement à la maison des Haubans, il est proposé l'attribution, par convention, d'une subvention d'équipement de 49 813 € afin de permettre l'acquisition de mobiliers (cf. annexe 6).

8. Programme d'actions en faveur des associations culturelles

En outre, dans le cadre du programme d'actions en faveur des associations culturelles, il est proposé de procéder à la répartition d'un crédit destiné à l'aide aux activités et aux projets. Le montant global de ces subventions s'élève à 59 813 €, dont 49 813 € de subventions d'équipement (cf. annexe 7).

Les éléments d'informations relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil sont communiqués en annexe conformément à la charte de déontologie adoptée lors du conseil municipal du 9 octobre 2020.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le projet culturel, scientifique, éducatif et social de la Bibliothèque municipale (cf annexe 1);
2. approuve la Charte documentaire de la Bibliothèque municipale actualisée qui définit la politique documentaire et les principes d'acquisition de ses collections. (cf annexe 2) ;
3. d'approuver le contrat territoire lecture liant l'État, les communes de Nantes, Rezé, Orvault et Saint-Herblain et la métropole (cf annexe 3) ;
4. approuve les tarifs de remplacement d'objets non rendus ou endommagés par les usagers ;
5. approuve la convention de coopération avec la Bibliothèque publique d'information (cf annexe 4) ;
6. approuve la convention à passer avec l'Université de Nantes dans le cadre d'un partenariat sur l'organisation d'une animation lors de la Digital Week (cf annexe 5) ;
7. approuve la convention au titre de l'année 2023 avec l'association ESPACE LECTURE et autorise le versement proposé à hauteur de 49 813 € (cf annexe 6) ;
8. autorise le versement de subventions, au titre de l'année 2023, pour un montant global de 59 813 €, telles qu'elles figurent dans le tableau figurant en annexe 7 ;
9. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction Générale Cultures et Arts dans la Ville
Direction du Patrimoine et de l'Archéologie

Délibération n°20

Conseil municipal du 30 juin 2023

Politique publique du patrimoine – Subventions – Conventions et avenants – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Approbation.

M. CHATEAU, adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

AIDE AUX ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE DOMAINE DES PATRIMOINES

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie culturelle et patrimoniale, la Ville de Nantes apporte une aide financière aux associations agissant dans les domaines liés aux patrimoines nantais, au moyen de subventions. Ces aides peuvent être de nature à accompagner le fonctionnement de projets associatifs, de projets d'investissements ou encore de projets exceptionnels.

À ce titre, il est proposé l'attribution de subventions d'aide au projet selon la répartition proposé en annexe 1 :

Patrimoine immatériel : aide aux projets

L'association **Bretagne Acadie Louisiane** en partenariat avec l'Université de Nantes souhaite organiser pendant les Journées du patrimoine et du patrimoine une conférence théâtrale sur l'histoire de l'exil des Acadiens de Saint-Pierre-et-Miquelon à Nantes. En 1755, les autorités britanniques, percevant l'essor du peuple acadien installé à l'Est du Canada comme une menace à leur plan de colonisation, procèdent à leur expulsion systématique. C'est le début du grand dérangement qui verra le peuple acadien condamné à errer plus d'un demi-siècle. De 1765 à 1816, Nantes fut une ville refuge de déportés Acadiens, exilés dans un premier temps sur l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. La fresque des Acadiens située sur la Butte-Sainte-Anne raconte cet événement. L'association avec la participation d'étudiants du master Histoire public et de la musicienne Alexandra Hernandez proposera des lectures du texte d'Isabelle Astier *Au gré des Vents*.

Afin de permettre à l'association d'être accompagnée par une metteuse en scène pour la mise en lecture théâtralisée, il est proposé l'attribution de subvention d'un montant de 2 000 €.

L'association du **Grand Bain Nantais**, installée dans les anciens bains-lavoirs de l'allée de la Maison Rouge, souhaite valoriser l'histoire de ce lieu patrimonial à travers deux actions : une collecte de témoignages et une exposition historique permanente. Le Grand Bain, lauréat de l'appel à créativité « 15 lieux à réinventer » en 2018, est un tiers-lieu multi-usage réinventant le monde du travail et le développement de l'économie locale où s'expriment la solidarité, l'entraide, l'échange et le lien social. Afin de favoriser les liens sociaux par la transmission d'histoires vécues entre les générations et les cultures, l'association a noué un partenariat avec l'association nantaise Globe Conteur. L'objectif sera pour 2023 de former des volontaires afin de collecter des témoignages d'anciens usagers des bains et habitants du quartier. Parallèlement, en collaboration avec la ville de Nantes, l'association souhaite

mettre en place des panneaux d'exposition au sein de l'équipement sur l'histoire et le fonctionnement du lieu à travers les époques.

Afin de soutenir l'association dans ces actions, il est proposé l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 €.

L'association **Pop'média** a pour projet la réalisation de podcasts sur l'histoire du rugby à Nantes à l'occasion de la coupe du monde de rugby en septembre 2023. Trois thèmes seront proposés : l'arrivée du rugby à Nantes, l'histoire du Stade Nantais Université Club (SNUC) qui remonte au début du 20^e siècle et l'accueil de la dernière coupe du monde en 2007 à Nantes. Ce projet pourra s'inscrire dans la programmation d'événements proposés pendant les futures Journées du patrimoine et du patrimoine dont la thématique nationale est le patrimoine du sport.

Afin de soutenir l'association dans la réalisation de ces podcasts, il est proposé l'attribution d'une subvention d'un montant de 3 960 €.

Les crédits correspondants sont prévus en fonctionnement au budget 2023 chapitre 65, programme n°43D libellé : Coordination de la médiation des patrimoines.

AIDE À LA RESTAURATION DU PATRIMOINE : RESTAURATION DU PATRIMOINE BATI ANCIEN

La Ville soutient au titre de la préservation et de l'amélioration du patrimoine urbain, les projets de restauration du patrimoine bâti ancien, notamment dans le site patrimonial remarquable de Nantes. Il est proposé d'attribuer une nouvelle série d'aides à hauteur de 190 521 €, dont bénéficieront les propriétaires et copropriétés, selon la répartition jointe en annexe 2. Les aides proposées concernent trois axes du programme : diagnostics patrimoniaux, travaux et aides aux propriétaires occupants. Ces attributions de subventions font l'objet de conventions jointes en annexe 3.

Parmi les travaux proposés, se distinguent par leur ampleur, les travaux envisagés sur les façades sur rue de l'immeuble 26, rue de Strasbourg ainsi que les façades sur cour de l'immeuble 80, rue du Maréchal Joffre, tous deux protégés au titre du plan de sauvegarde et de mise en valeur du Site patrimonial remarquable et dont les états sanitaires et l'intérêt patrimonial justifient aujourd'hui des travaux importants de restauration du bâti.

Les crédits correspondants sont prévus en investissement sur l'AP004 libellée Culture, Patrimoine et coopération internationale, opération 2021 n°928 libellée Patrimoine – Subventions d'équipement

ENRICHISSEMENT DES COLLECTIONS MUNICIPALES

Archives de Nantes : conventions d'acquisition de documents

Les Archives de Nantes ont l'opportunité d'acquérir auprès de la librairie Guimard à Nantes un ensemble de photographies illustrant les commémorations des 11 novembre 1923 et 1945, des brochures publicitaires d'entreprises nantaises (Compagnie européenne du gaz, Anciens établissements de construction métallique Joseph Paris) et de compléter une collection déjà riche sur les spectacles à Nantes (programmes du théâtre Graslin, revue « Nantes le soir »...) (cf. annexe 4).

Le montant de ces acquisitions s'élève à 1 901 €.

Les Archives de Nantes ont l'opportunité d'acquérir auprès de la librairie Raphaël Thomas à Rennes un document iconographique aquarellé représentant la Tannerie & Corroierie – Les fils de J. Vincent sise quai de Versailles et rue de Bouillé. (cf. annexe 5).

Le montant de cette acquisition s'élève à 2 200 €.

Le montant total de ces acquisitions s'élève à 4 101 €.

Les crédits correspondants sont prévus en investissement sur l'AP004 libellée Culture, Patrimoine et coopération internationale, opération 2021 n°4100 libellée Équipements et patrimoine culturels – acquisition, restauration.

Musée d'Histoire de Nantes : bilan 2022 des acquisitions et restaurations des collections municipales

Le conseil municipal du 24 juin 2022 a approuvé une convention de gestion des collections muséales du musée d'histoire de Nantes, entre la Ville de Nantes et le Voyage à Nantes. Cette convention stipule qu'une présentation des principales acquisitions et restaurations des collections municipales s'exerce annuellement. Le rapport d'activités 2022 de la délégation de service public étant présenté en conseil métropolitain du 23 juin, il est proposé de présenter l'actualité des collections pour l'année 2022.

Acquisitions

14 objets ou œuvres ont été acquis afin d'enrichir la collection pour un montant de 36 006,80 €. Les objets sont destinés à enrichir le parcours permanent du musée, principalement la section consacrée à la traite atlantique et l'esclavage colonial. En effet, lors du démontage de l'exposition temporaire *L'Abîme. Nantes dans la traite atlantique et l'esclavage colonial. 1707-1830*, l'exposition permanente sera enrichie avec de nouveaux dispositifs et de nouvelles collections, comme par exemple un tromblon de traite de la manufacture nantaise Doveraux, d'une cafetière lighthouse en porcelaine ou un pot à tabac représentant une scène de plantation de tabac.

ACQUISITIONS 2022		
Désignation	Coût	Valorisation aux publics
Canne en fanon de baleine	3 600,00 €	Intégration au parcours permanent du musée prévue fin 2023 - début 2024
Assiette de la Compagnie des Indes, aux armes de Roger de la Mouchetière et Montaudoïn de Launay	850,00 €	Intégration au parcours permanent du musée prévue fin 2023 - début 2024
Pot à tabac, manufacture Les trois cloches	769,20 €	Intégrée au parcours permanent en février 2023
Affiche du film "20 000 lieues sous les mers" de Richard Fleischer, d'après le roman de Jules Verne	195,00 €	Intégration au parcours permanent du musée prévue fin 2023 - début 2024
Tromblon de traite (origine Doveraux à Nantes)	2 957,00 €	Intégrée au parcours permanent en février 2023
Cabaret en laque / Cafetière lighthouse en porcelaine	9 500,00 €	Cabaret en restauration, intégration au parcours permanent prévue fin 2023 - début 2024 Cafetière intégrée au parcours permanent en février 2023
Couple d'esclaves buvant du rhum et du chocolat / Couple de Chinois / Plat Arita	12 900,00 €	En restauration. Intégration au parcours permanent du musée prévue fin 2023 - début 2024
Deux cuillères à punch en argent et vermeil	320,00 €	L'une d'entre elles intégrée au parcours permanent en février 2023
Sucrier et son plateau en porcelaine de Meissen	393,60 €	Intégrés au parcours permanent en février 2023
Jules Noël, Bateaux au port, Nantes (huile sur toile)	4 522,00 €	Intégration dans les collections permanentes
	36 006,80 €	

Programme de restaurations

Au titre de l'année 2022, 4 œuvres et 1 cadre ancien ont été restaurés pour un montant de 9 810,40 €. Il s'est agi principalement de stabiliser et protéger des œuvres destinées à être exposées dans le parcours permanent du musée. Une œuvre a également été stabilisée en vue d'un prêt de longue durée.

VALORISATION DU PATRIMOINE NANTAIS

Patrimoine culturel : lancement d'une procédure de classement au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-Bon-Port de la Ville de Nantes

L'église Notre-Dame-de-Bon-Port est inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 29 octobre 1975. Elle est construite à partir de 1843 par les architectes nantais Seheult et Chenantais. Se développant sur un rare plan en croix grecque, elle est coiffée d'un dôme qui est devenu un marqueur du paysage urbain de la ville et abrite une intéressante charpente métallique. A l'intérieur de l'édifice se développe un programme ornemental très complet et de grande qualité, qui mêle grand décor, sculptures et peintures de chevalet. Le peintre Alphonse Le Henaff, artiste qui œuvre alors dans de nombreuses églises et cathédrales en France, est ainsi chargé d'une partie du décor dont le cycle qui se déploie sur la coupole, le tambour et les pendentifs. L'église abrite par ailleurs un grand nombre d'objets et œuvres d'art, pour l'essentiel classés au titre des monuments historiques, parmi lesquels on peut citer l'orgue de tribune.

L'église Notre-Dame-de-Bon-Port qui a fait l'objet d'un récent chantier de restauration sur ses parties hautes est d'une valeur patrimoniale remarquable par la qualité de son architecture néoclassique mais aussi de ses décors peints et sculptés. Conformément à l'article L 621-5 du Code du patrimoine, il est donc proposé de solliciter le classement de l'édifice auprès de la Direction régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire.

Patrimoine culturel : demande de protection de l'orgue de chœur de la basilique Saint-Nicolas de la Ville de Nantes

La construction de l'orgue de chœur de la basilique Saint-Nicolas est confiée en 1879 au fameux facteur d'orgue nantais Louis Debierre. Son buffet, en chêne, est dessiné par l'architecte Bourgerel. Sa partie instrumentale est composée de trois plans sonores (grand orgue, récit expressif et pédale).

En 1880, la manufacture Debierre commence son ascension industrielle qui va la conduire à construire de nombreux orgues en France. L'orgue de chœur de Saint-Nicolas est donc un jalon intéressant dans l'œuvre de ce facteur nantais de réputation nationale. Parmi les orgues de sa production protégés au titre des monuments historiques, il est postérieur à l'orgue de Notre-Dame-de-Toutes-Joies (classé en 2013) mais antérieur à d'autres instruments également classés comme celui de la cathédrale de Luçon. Il a par ailleurs été peu transformé et semble donc présenté un état d'authenticité intéressant.

La valeur musicale, historique et patrimoniale de cet orgue de chœur étant manifeste, une protection au titre des monuments historiques peut être sollicitée. Conformément aux articles L622-3 et L622-20 du Code du patrimoine, il est proposé de solliciter une inscription au titre des monuments historiques et, si un vœu est émis par la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture, un classement au titre des monuments historiques.

FONDS DE CONCOURS DES PATRIMOINES DE LOIRE – Restauration de la grue noire des anciens chantiers navals Dubigeon

En date du 7 avril 2023, le conseil métropolitain a approuvé le lancement d'un dispositif d'aides à la restauration des patrimoines de Loire. Quatorze communes de bord de Loire du territoire métropolitain sont concernées par ce dispositif qui inclut deux volets : un fonds de concours à destination des communes de la métropole et des aides attribuées aux propriétaires privés et associations développant des projets répondant aux objectifs du dispositif. Les opérations proposées doivent répondre à différents critères : lien avéré et argumenté avec la Loire, ouverture des sites, édifices ou objets concernés aux publics, protection patrimoniale au sens large, démarche écoresponsable des projets de travaux en particulier.

L'opération de restauration générale de la grue noire des anciens chantiers navals Dubigeon répond aux critères posés par le dispositif. À cet effet, la Ville a déposé une demande auprès de Nantes Métropole afin de bénéficier d'une participation sur cette opération de restauration d'envergure au titre du fonds de concours. Cette aide, au regard des modalités de calcul et des plafonds définis dans le règlement du dispositif, s'élèverait à 400 000 €.

Il est donc proposé d'autoriser la Ville à signer la convention (annexe 6) permettant l'attribution par la Métropole d'un fonds de concours d'aide à la restauration du patrimoine de Loire que constitue la grue noire.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution des subventions conformément à l'annexe 1 pour un montant de 10 960 € ;
2. approuve l'attribution des subventions de ravalement aux copropriétaires et propriétaires, dans le cadre de l'action générale de la Ville en faveur de la préservation et de l'amélioration du patrimoine architectural pour un montant total de 190 521 € selon la répartition proposée en annexe 2 et autorise la signature des conventions correspondantes (annexes 3) ;
3. approuve les acquisitions proposées pour les Archives de Nantes pour un montant de 4101 € et autorise la signature des conventions correspondantes (annexes 4 et 5) ;

4. prend acte du bilan des acquisitions et restaurations 2022 des collections municipales du musée d'Histoire de Nantes, conformément à la convention de gestion conclue avec le Voyage à Nantes approuvée lors du conseil municipal du 22 juin 2022 ;
5. autorise le lancement d'une procédure de classement au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-Bon-Port ;
6. autorise la formalisation d'une demande de protection de l'orgue de chœur de l'église Saint-Nicolas ;
7. approuve la convention (annexe 6) proposée au titre du Fonds de concours des patrimoines de Loire pour la restauration de la grue noire des anciens chantiers navals Dubigeon ;
8. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Cultures et Arts dans la Ville
Direction du Patrimoine et de l'Archéologie

Délibération n°21

Conseil municipal du 30 juin 2023

Équipements publics - Voirie – Dénominations – Approbation.

M. CHATEAU, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La dénomination des voies et des équipements publics est une mission essentielle qui permet d'inscrire sur le territoire dans le temps long, l'histoire et les mémoires qui font les identités de la ville d'aujourd'hui et de demain. Depuis 2016, la démarche de féminisation des noms de rues et d'équipements publics, alimentée par la contribution citoyenne, a permis de mener une action volontariste avec le besoin impératif de visibilité du rôle des femmes dans l'histoire locale ou nationale mais aussi une volonté de résonance avec l'histoire passée, présente et à venir des lieux.

Dans ce cadre, il est ainsi proposé de dénommer un équipement et 15 voies dont 10 publiques et désormais 5 privées. En effet, en application de l'article L 2121-30 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal procède désormais à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation.

Dans le quartier Doulon-Bottière, en référence au plan joint en annexe 1, il est proposé de rendre hommage à **Samuel Paty** en dénommant la voie de desserte et longeant la nouvelle école Claire Bretécher, entre la rue de la Papotière et la rue des Vesprées :

- « **Allée Samuel Paty** »

Samuel Paty (1973-2020)

Professeur d'histoire-géographie assassiné le 16 octobre 2020 dans le cadre de ses fonctions d'enseignant par un terroriste islamiste à la sortie de son collège de Conflans-Sainte-Honorine.

Cet assassinat intervient dans un contexte national où le procès (septembre – décembre 2020) des auteurs de l'attentat ayant visé la rédaction du journal Charlie Hebdo en 2015 est en cours et dont le prétexte était notamment la publication de caricatures de Mahomet. Le motif est similaire puisque c'est à la suite d'un cours consacré à la liberté d'expression de sa classe de quatrième que Samuel Paty fut assassiné.

L'assassinat provoque de vives réactions en France et à l'étranger. De nombreuses manifestations populaires sont organisées dans les jours qui suivirent. Un hommage national lui est rendu à la Sorbonne le 21 octobre 2020 et une minute de silence est observée, notamment dans les établissements scolaires, le 2 novembre 2020 et le 15 octobre 2021.

Quartier Île de Nantes

- En référence au plan joint en annexe 2, il est proposé d'attribuer un nom officiel à l'école Anatole de Monzie, nom d'usage donné à l'école correspondant à sa voie de desserte depuis 1983.

Le 15 décembre 1969, pour la partie ouest de la ZUP Beaulieu, la municipalité d'André Morice votait la dénomination de 10 voies publiques nouvellement créées. Le choix était fait d'honorer la mémoire d'hommes politiques de la IIIe République. Ainsi les nouvelles voies prirent les noms de : Gaston Doumergue, Louis Barthou, André Tardieu, René Viviani, François Albert, Anatole de Monzie, Pierre Etienne Flandrin, Georges Mandel, Georges Leygues et Louis Marin.

Dans les notes préparatoires du conseil municipal retrouvées aux archives, la fiche biographique d'Anatole de Monzie (1876-1946) ne reprend que son parcours d'homme politique jusqu'en 1940, en occultant ou ignorant ses partis pris collaborationnistes pendant le régime de Vichy.

Fort de ce pan d'histoire mis au jour, la demande de la communauté éducative de l'école, et dans la mesure où aucun nom officiel n'a fait l'objet de délibération, a été de mener un projet pédagogique et citoyen avec les élèves pour choisir le nom officiel.

Suite au choix des élèves et aux votes de la communauté éducative, il est donc proposé de poursuivre la féminisation des noms d'équipements et la thématique des droits humains dans le quartier avec la dénomination suivante : « **École Jane Vialle** »

Jane Vialle (1906-1953)

Journaliste, résistante et une des premières sénatrices noires françaises. Au cours de sa carrière politique, elle œuvre contre le racisme et les discriminations, pour l'égalité et le développement de l'Afrique.

Métisse franco-congolaise, née dans l'ancien Congo français, Jane Vialle étudie à Paris puis devient journaliste à l'agence Opéra Mundi. En 1940, elle entre dans la Résistance à Marseille, où elle est arrêtée, en 1943. Elle est transférée dans un camp de concentration puis dans une prison d'où elle parvient à s'évader. Son action en faveur de la lutte contre l'occupant lui vaut d'être décorée de la médaille de la Résistance.

Après la Libération, elle fait partie du comité de rédaction du quotidien *Combat* s'intéressant tout spécialement à la réorganisation des colonies françaises en une Union française « basée sur l'égalité des droits et privilèges sans distinction de race ». Candidate aux élections du Conseil de la République en Oubangui-Chari (actuelle République Centrafricaine), elle est élue sénatrice en 1947. Partisane d'une application intégrale de la Constitution de 1946 dans les territoires d'outre-mer, Jane Vialle est également convaincue du rôle important que doivent jouer les femmes dans les pays en voie de développement. Réélue en 1948, elle rejoint le groupe socialiste et préconise le développement de l'enseignement professionnel afin de doter les territoires africains d'une main-d'œuvre qualifiée.

Membre de la commission des Nations-Unies chargée de l'étude de l'esclavage sous toutes ses formes, elle donne de nombreux interviews et conférences sur les problèmes africains et les efforts français pour les résoudre. Elle partage son temps entre son travail de sénatrice à Paris et l'Afrique équatoriale. Elle décède en 1953 des suites d'un accident d'avion.

- En référence aux plans joints en annexes 3 et 4, afin d'attribuer un nom à 12 voies (7 publiques et 5 privées) de la ZAC République, en proximité du futur CHU, il est proposé, dans la thématique générale des Droits humains, de poursuivre la déclinaison santé - médecine / solidarité - action sociale.

Il s'agit donc d'honorer la mémoire de personnalités féminines s'étant illustrées dans ces différents domaines, en accord avec une des recommandations de la consultation citoyenne de 2016, le caractère pionnier de leur parcours. Plusieurs noms sont issus de la liste des 351 noms proposés par les Nantaises et les Nantais.

Il est proposé les dénominations suivantes :

- « **Rue Suzanne Képès** » à la nouvelle voie située entre le boulevard Gisèle Halimi et l'actuelle rue de l'ancien MIN

Suzanne Képès (1918 - 2005)

Gynécologue et féministe française

Née à Paris en 1918, de parents immigrés juifs lituaniens, Suzanne commence ses études de médecine en 1938 et les poursuit en zone libre à Montpellier. Elle est ensuite dans l'après-guerre, l'une des premières femmes médecin du travail, devient gynécologue, psychosomaticienne, puis fonde le Diplôme Universitaire de Sexologie de Bobigny.

Dès 1947, à Londres, elle s'initie à la contraception, importe clandestinement des capes et des diaphragmes, puis pratique des avortements. C'est ainsi qu'elle devient médecin de la "Maternité heureuse", mouvement qui prit le nom, en 1960, de Planning Familial. Elle décède en 2005.

- « **Rue Monique Antoine-Timsit** » à la nouvelle voie située entre la rue Rosine Crémieux et le boulevard Gisèle Halimi

Monique Antoine-Timsit (1933-2015)

Avocate et militante féministe française. Fondatrice du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC).

Originaire de l'Ariège, Monique Antoine-Timsit obtient une licence en droit à Toulouse avant de venir à Paris à la fin des années 1950 où elle devient conseillère juridique dans une banque. En 1960, elle entre à « Jeune résistance », héberge des militants algériens du FLN. Elle est emprisonnée à la Petite Roquette en 1961 et libérée en mars 1962, grâce aux accords d'Evian. À sa sortie, elle devient avocate. Monique Antoine fait partie du collectif d'avocats au procès de Bobigny en 1972 avec Gisèle Halimi.

Féministe, elle fut présidente du planning familial, du MLAC et co-fondatrice du Groupe information prisons GIP avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet. Elle participe aux combats des prostituées et aux mobilisations contre le viol. Son appartement de la rue Vieille du Temple fut un des hauts lieux du MLF. À la retraite, Monique Antoine-Timsit retourne en Ariège, élue conseillère municipale de Montbel.

- « **Rue Rosine Crémieux** » à la nouvelle voie située entre la rue Monique Antoine-Timsit et le boulevard Simone Veil prolongé.

Rosine Crémieux (1924-2012)

Psychanalyste, résistante et déportée française

Née dans une famille juive originaire d'Alsace, elle se réfugie avec ses parents au début de l'Occupation dans la région lyonnaise, où elle suit des cours de secourisme.

En juillet 1944, elle fait partie du groupe des sept infirmières de la grotte de la Luire, dans le massif du Vercors, qui soignent des résistants blessés dont la plupart sont tués par la Wehrmacht. Les sept infirmières, faites prisonnières, sont déportées à Ravensbrück le 22 août 1944.

Évacuée au printemps 1945 de Ravensbrück lors d'une «marche de la mort», elle s'échappe durant le trajet et rejoint les armées alliées avec deux autres infirmières de la grotte de la Luire après une marche de cent kilomètres.

Après la guerre et des études de psychologie pédagogique aux États-Unis, elle rentre à Paris et travaille dans différents dispensaires. En 1958, elle crée aux côtés de grands psychanalystes, comme Serge Lebovici, la revue *La psychiatrie de l'enfant*, dont elle devient directrice de publication. Rosine Crémieux a raconté son expérience concentrationnaire dans «La Traîne-Sauvage», paru en 1999 chez Flammarion.

- « **Rue Thérèse Clerc** » à la nouvelle voie située entre l'allée Marthe Gauthier et la rue Monique Antoine-Timsit

Thérèse Clerc (1927 – 2016)

Militante féminisme, fondatrice de la maison des Babayagas

Mariée et mère de 4 enfants, la vie de Thérèse Clerc change au contact des prêtres ouvriers, rentrés de leur service militaire en Algérie : « *J'ai rencontré Marx à l'église de la rue de Charonne* ».

Ses premiers combats sont pacifistes, contre les guerres d'Indochine et d'Algérie. Elle commence à participer à des manifestations et à des réunions, pendant les heures d'école, en cachette de son mari. Elle fréquente de plus en plus les milieux féministes, le Mouvement de libération des femmes (MLF) et ses réunions passionnées à la faculté de Jussieu, où l'on parle violence, injustice, patriarcat mais aussi plaisir.

Sa vie s'écarte de celle de son mari, dont elle se sépare en 1969. Grâce à des amis, elle devient vendeuse dans un grand magasin. A 40 ans, elle adhère au Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC). Dans son petit appartement à Montreuil, elle pratique jusqu'à la promulgation de la loi Veil, le 17 janvier 1975, des avortements clandestins pour aider des femmes en détresse.

Les derniers combats de la vie de Thérèse Clerc sont ancrés à Montreuil où elle crée, en 2000, la Maison des femmes. S'occuper durant cinq ans de sa mère grabataire lui inspire sa dernière œuvre, la Maison des Babayagas, lieu autogéré pour « *vieillir ensemble en citoyens indépendants, libres et utiles* » et hébergeant une vingtaine de colocataires femmes, âgées de 60 à 80 ans.

- « **Allée Marthe Condat** » à la nouvelle voie située entre la rue Suzanne Képès et le futur boulevard Bénoni Goullin prolongé

Marthe Condat (1886-1936)

Première femme médecin reçue à l'agrégation des facultés de médecine en France en 1923.

Née à Graulhet dans le Tarn, en 1886, de parents commerçants, rien ne destinait Marthe Condat à faire ses études de médecine. Pourtant dès ses trois premières années d'études à Toulouse, elle remporte les premiers prix. Elle passe l'externat à Paris en 1907, puis l'internat en 1909 à l'hôpital des Enfants malades.

En 1914, elle supplée aux internes et chefs de clinique mobilisés. Grâce à son dévouement et son assiduité sans faille, elle maintient le fonctionnement du service jusqu'à l'armistice, ce qui lui vaudra une médaille de l'Assistance Publique. En 1916, elle passe une thèse d'hématologie. Puis elle devient cheffe d'un laboratoire d'anatomie pathologique à la faculté de médecine de Paris. En 1918, elle retourne à Toulouse et est nommée professeure agrégée de médecine après un brillant concours en 1923, puis professeure titulaire en 1932. Elle accède enfin à la chaire de clinique médicale infantile et de puériculture.

Elle publie ensuite de nombreux travaux et fait partie de plusieurs sociétés savantes. Mais à partir de 1933, elle est touchée par une maladie grave. Elle meurt en 1936 à l'âge de 50 ans. Sans descendance et très discrète, elle est restée longtemps méconnue.

- « **Allée Marthe Gauthier** » à la nouvelle voie située entre le boulevard de l'Estuaire et le futur boulevard Bénoni Goullin prolongé

Marthe Gauthier (1925-2022)

Médecin spécialisée en cardiopédiatrie, co-découvreuse du chromosome responsable de la trisomie 21 en 1959

Issue d'une famille de paysans de la Brie, Marthe Gauthier entreprend ses études de médecine à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1950, elle est une des deux femmes sur 80 candidats reçues à

l'internat des hôpitaux de Paris. En 1955-1956 elle complète sa formation à Harvard (États-Unis) et y est initiée aux techniques de culture cellulaire de tissus humains.

À son retour en France en 1956, elle est nommée à l'hôpital Trousseau, dans le service du professeur Raymond Turpin, qui s'intéressait au syndrome de Down ou « mongolisme ». Cette même année, il devient possible d'étudier les chromosomes humains, dont on trouve alors qu'ils sont au nombre de 46 et non pas de 48 comme on le croyait jusqu'alors.

Marthe Gauthier découvre en 1958 que les enfants trisomiques ont 47 chromosomes, avec la présence d'un petit chromosome surnuméraire, ultérieurement classé comme chromosome 21.

Par la suite, elle retourne à la cardiopédiatrie, sa spécialité initiale, et devient responsable du service de l'Hôpital de Bicêtre, près de Paris, où elle travaille sur les malformations cardiaques des nourrissons. Elle y vit « dix années exceptionnelles », car grâce aux connaissances acquises aux États-Unis, elle a pu être une des premières cardiopédiatres françaises qui ont ouvert la voie à la chirurgie cardiaque infantile.

Il lui a fallu attendre 2014 pour que son rôle majeur dans la découverte du chromosome responsable de la trisomie 21 soit enfin reconnu.

- « **Allée Lucie Randoïn** » à la nouvelle voie située entre la rue Suzanne Képès et l'allée Marthe Gauthier

Lucie Randoïn (1885-1960)

Première femme à enseigner à la Faculté de médecine de Paris, Lucie Randoïn est l'une des plus grandes spécialistes françaises des questions de nutrition.

Licenciée en sciences (1908), elle obtient son diplôme d'études supérieures (1909) puis est agrégée de sciences naturelles en 1911, à une époque où l'agrégation était en pratique "réservée" aux hommes. Entre 1918 et 1922, elle est préparatrice au Laboratoire de Physiologie de la Sorbonne puis devient directrice du Laboratoire de physiologie à l'Institut national des recherches agronomiques.

Elle a été la première femme à enseigner à la Faculté de médecine de Paris. Elle est la fondatrice de l'École Supérieure Technique de Diététique. Appartenant aux Services du ministère de l'Éducation nationale, elle est directrice du Laboratoire de physiologie de la Nutrition à l'École pratique des hautes études (EPHE) du 1er avril 1931 au 1er octobre 1953, soit durant une période de 22 ans. Elle devient directrice du Laboratoire de Physiologie de la Nutrition au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dès le 1er octobre 1953. Elle termine sa carrière avec la fonction de directrice générale honoraire du CNRS.

Lucie Randoïn a contribué fortement à établir définitivement l'influence primordiale d'une alimentation complète et correctement équilibrée sur la santé physique et morale des individus. Elle a formulé des règles d'équilibre alimentaire. Ses travaux ont porté essentiellement sur les vitamines, en montrant le rôle tenu par ces substances dans l'alimentation quotidienne. Elle s'est non seulement intéressée à la recherche, mais aussi à l'application de ses découvertes à la vie pratique, en particulier lors des périodes de restriction pendant la Seconde Guerre mondiale.

- « **Allée Adélaïde Hautval** » à la nouvelle voie entre le boulevard de l'Estuaire et la rue Thérèse Clerc

Adélaïde Hautval (1906-1988)

Médecin, résistante et déportée, Juste parmi les nations

Originaire d'Alsace, elle suit des études de médecine à Strasbourg. Après avoir créé et dirigé, entre 1933 et 1936, au Hohwald, avec son frère Emmanuel, un « institut médical privé pour enfants nerveux », elle est partie se perfectionner en psychiatrie infantile en Suisse. Elle évite ensuite de rentrer en Alsace occupée et devient interne dans le Sud-Ouest.

Elle est arrêtée en 1942 pour avoir franchi la ligne de démarcation sans laissez-passer afin d'assister à l'enterrement de sa mère. Elle arrive dans le camp de Pithiviers le 15 juillet 1942. Le lendemain sont amenés les « rafles » du Vel'd'Hiv. Déjà, elle agit en médecin face à l'horreur : elle examine, soigne, isole les contagieux. Déportée à Auschwitz pour s'être montrée solidaire des Juifs, elle arrive dans le camp le 27 janvier 1943 et est affectée comme médecin dans des blocks infirmiers à Auschwitz I,

Birkenau puis Ravensbrück. Elle aide tant qu'elle peut les femmes qu'on lui amène, par le biais de faux certificats, de faux traitements, de changements d'identité et de matricules... Elle refuse plusieurs fois de participer à des expériences médicales.

Après-guerre, elle devient médecin scolaire et s'installe dans la région parisienne à Groslay. En 1965, elle est l'une des premières Françaises reconnues Juste parmi les Nations.

- « **Allée Rosalind Franklin** » à la nouvelle voie entre la rue Thérèse Clerc et le boulevard Gisèle Halimi

Rosalind Franklin (1920-1958)

Pionnière britannique de la biologie moléculaire, Rosalind Franklin a découvert la structure de l'ADN

Élève brillante, Rosalind Franklin intègre à 11 ans un des seuls établissements de Londres où la physique et la chimie sont enseignées aux jeunes filles. En 1945, elle est doctorante en chimie à l'université de Cambridge. Après la guerre, elle se rend à Paris et est affectée au laboratoire central des services chimiques, où elle met à profit son expertise en cristallographie aux rayons X pour étudier l'ADN aux côtés de Jacques Mering spécialiste dans ce domaine.

Elle décède en 1958, à 38 ans, des suites d'un cancer probablement dû à sa surexposition aux radiations. En 1962, ce sont ses collègues James Watson, Francis Crick et Maurice Wilkins qui obtiennent le prix Nobel pour la découverte de la structure à double hélice de l'ADN sans citer Rosalind Franklin alors qu'elle fut pionnière dans cette découverte.

- « **Allée Madeleine Barot** » à la nouvelle voie entre le boulevard de l'Estuaire et la rue Rosine Crémieux

Madeleine Barot (1909-1995)

Figure marquante de la Résistance humanitaire, Madeleine Barot a participé activement, pendant la Seconde Guerre mondiale, à l'amélioration des conditions de vie dans les camps d'internement du Sud de la France – Juste parmi les nations.

Étudiante en histoire à la Sorbonne puis archiviste à l'École française de Rome, elle est amenée à connaître très tôt la nature du régime fasciste. En 1940, elle devient Secrétaire générale de la CIMADE (Comité Inter-Mouvements Auprès des Evacués). Cet organisme a été créé en septembre 1939 par un ensemble de mouvements de jeunesse protestants pour venir en aide aux Alsaciens et aux Mosellans évacués dans les départements de la Haute-Vienne et de la Dordogne. Cette aide apportée par la CIMADE s'est rapidement étendue aux étrangers réfugiés en France.

Après la défaite, c'est donc au camp d'internement de Gurs (Pyrénées-Atlantiques), qui doit faire face en octobre 1941 à une augmentation considérable de sa population par l'arrivée de 6 500 personnes juives (hommes, femmes et enfants) expulsées des régions allemandes du Palatinat et de Bade, que Madeleine Barot organise les activités humanitaires de la CIMADE. Les actions de la CIMADE deviennent peu à peu semi-clandestines, puis complètement clandestines à partir de l'été 1942, dès lors qu'il a fallu faire face aux grandes rafles antisémites et aux déportations des camps du Sud vers Drancy. En 1988 le Mémorial de Yad Vashem lui décerne le statut de " Juste ".

- « **Allée Angélique Le Boursier du Coudray** » à la nouvelle voie entre la rue Rosine Crémieux et le boulevard Gisèle Halimi

Angélique Le Boursier du Coudray (1712-1794)

Angélique Le Boursier du Coudray, première maîtresse sage-femme, a révolutionné l'art de l'accouchement. Elle a formé les femmes à la pratique des accouchements dans les campagnes et a utilisé son invention : le premier mannequin obstétrique. Au cours de deux mois, les élèves assimilaient le geste obstétrical en s'exerçant sur le mannequin : leçons « palpables » ou « travaux

pratiques » pour des femmes de la campagne. Elle a été une actrice importante du recul de la mortalité infantile à l'époque.

Munie d'un brevet royal décerné par Louis XV l'autorisant à donner des cours dans tout le royaume, elle s'engage, en 1759, dans un tour de France obstétrical qui va durer 25 ans et se poursuivra jusqu'en 1783, sous le règne de Louis XVI.

Elle a ainsi formé plus de 5000 femmes et également des chirurgiens qui perpétueront son enseignement. Elle n'a eu de cesse d'améliorer ses outils pédagogiques créant de nouvelles planches illustrées dans son manuel et ajoutant des détails réalistes à son mannequin (sang et eaux mêlés), fait en tissus et en grandeur nature.

- « **Allée Jeanne Sivadon** » à la nouvelle voie entre le boulevard de l'Estuaire et la rue Rosine Crémieux

Jeanne Sivadon (1901-1995)

Assistante sociale, directrice de l'école des surintendantes d'usine et résistante

Jeanne Sivadon intègre l'école protestante d'Assistants sociaux à Montparnasse en 1926. Après deux années, elle est affectée à Grenoble. Elle revient ensuite à Paris pour prendre la direction de l'École des surintendantes d'usine où elle rencontre la résistante Berthy Albrecht. Cette école, inspirée du modèle anglais, formait des femmes pour intervenir dans les usines pour veiller à la santé physique et morale des ouvrières et jouer un rôle de médiation entre les ouvrières et la direction.

En février 1941, Jeanne Sivadon reçoit la visite de Robert Guédon qui vient de la part de Berthy Albrecht dans le but de constituer une filiale du mouvement Combat en zone occupée. Elle accepte et dès lors participe très activement à la formation du groupe Combat zone Nord, dont elle devient la secrétaire générale sous le pseudonyme de Jacqueline Simon. L'école des surintendantes devient alors un « nid » de la Résistance. C'est en partie grâce à son activité de recrutement que Combat zone Nord prend son plein essor.

Arrêtée le 2 février 1942, elle est condamnée à mort en octobre 1943. Sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité. Transférée comme déportée à Mauthausen, elle est libérée de ce camp en avril 1945 et rapatriée en France. Le 4 novembre 1945, lors de l'assemblée constitutive de l'Association des Déportées et Internées de la Résistance, elle est élue présidente. Elle gardera ce poste jusqu'en janvier 1949 où elle est appelée au poste d'Inspectrice générale du service social des Armées.

Quartier Doulon-Bottière

En référence au plan joint en annexe 5, il est proposé la dénomination suivante

- « **Rue Camille Muffat** » à la nouvelle voie entre le chemin du Pré Hervé et la rue Jules Grandjouan

à proximité de la piscine Jules Verne.

Camille Muffat (1989-2015)

Nageuse, médaillée olympique

Licenciée à l'Olympic Nice Natation, Camille Muffat fut entre 2005 et 2014 une spécialiste du quatre nages puis de la nage libre. Révélée à 15 ans, lors des Championnats de France 2005, elle devient championne d'Europe en 2007. À partir de 2010, elle se consacre exclusivement à la nage libre, et lors des Jeux olympiques de Londres, elle remporte trois médailles : l'or sur 400 mètres, puis l'argent sur 200 mètres et enfin le bronze sur le relais 4 x 200 mètres. Elle devient ainsi la quatrième Française à remporter un titre olympique individuel en natation après Jean Boiteux en 1952, Laure Manaudou en 2004 et Alain Bernard en 2008. Elle est également la troisième Française, après l'athlète Micheline Ostermeyer en 1948 et la nageuse Laure Manaudou en 2004, à avoir remporté trois médailles

olympiques lors d'une même édition. Elle décède accidentellement, en Argentine, le 9 mars 2015, dans un accident d'hélicoptère.

Quartier Bellevue-Chantenay-Sainte-Anne

En référence au plan joint en annexe 6, afin d'attribuer un nom à une voie du quartier Bellevue-Chantenay-Sainte-Anne, il est proposé la dénomination suivante :

- « **Allée Isabelle Eberhardt** » à la nouvelle voie qui longe le groupe scolaire Alain Fournier entre le boulevard Jean Moulin et la rue du Bois Hardy

Ce choix est l'aboutissement d'un travail pédagogique des enseignants de l'école Alain Fournier avec leurs élèves suite à une proposition de plusieurs noms.

Isabelle Eberhardt (1877-1904)

Journaliste, aventurière

Isabelle Eberhardt est née en Suisse le 17 février 1877 de parents russes. Son père concourt à son éducation et fera de sa fille une polyglotte accomplie : outre le grec et le latin, elle maîtrise l'allemand, le russe, le français, l'italien, mais aussi le turc et l'arabe.

En 1897, elle quitte Genève pour Bône (aujourd'hui Annaba), alors située dans l'un des trois départements français d'Algérie. La découverte du Maghreb constitue le tournant majeur de son existence et la source de son œuvre littéraire. Fascinée par la culture arabe, convertie à l'islam, elle se travestit et endosse l'identité masculine de Mahmoud Saadi, ce qui lui permet de fréquenter les lieux réservés aux hommes. Elle en rapporte des textes journalistiques empreints d'un réalisme qui rompt avec la littérature orientalisante en vogue à l'époque.

Critique à l'égard de la colonisation française, elle se fait expulser par les autorités en 1900. L'année suivante, son mariage avec un spahi indigène (Cavalier de l'armée française appartenant à un corps d'Afrique du Nord) fait scandale à Marseille, mais lui permet d'acquérir la nationalité française et de revenir en Algérie. Elle y mène alors une vie de nomade, qui fait d'elle un témoin privilégié du mode de vie arabe et de la civilisation musulmane.

Le 21 octobre 1904, elle trouve la mort à Aïn Sefra lors de la crue soudaine d'un oued. Isabelle Eberhardt laisse des nouvelles, un journal intime (*Mes journaliers*, 1923) et un roman inachevé qui ne seront publiés qu'après son décès, ses œuvres complètes n'étant que tardivement rassemblées, à la fin des années 1980.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les dénominations suivantes :

- « Allée Samuel Paty » pour la nouvelle voie de la ZAC Doulon-Gohards sur le quartier Doulon-Bottière partant de la rue de la Papotière et aboutissant rue des Vesprées ;
- « École Jane Vialle », pour l'école élémentaire sise 2 rue Léon Buerne ;
- « Rue Suzanne Képès », pour la nouvelle rue de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant du boulevard Gisèle Halimi et aboutissant actuellement rue de l'ancien MIN et à terme rue Alain Barbe Torte ;
- « Rue Monique Antoine-Timsit », pour la nouvelle rue de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Rosine Crémieux et aboutissant au boulevard Gisèle Halimi ;
- « Rue Rosine Crémieux », pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Monique Antoine-Timsit et aboutissant au futur prolongement du boulevard Simone Veil ;

- « Rue Thérèse Clerc », pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de l'allée Marthe Gauthier et aboutissant rue Monique Antoine-Timsit ;
 - « Allée Marthe Condat » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Suzanne Képès et aboutissant au futur prolongement du boulevard Bénoni Goullin ;
 - « Allée Marthe Gauthier » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant du boulevard de l'Estuaire et aboutissant au futur prolongement du boulevard Bénoni Goullin ;
 - « Allée Lucie Randoïn » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Suzanne Képès et aboutissant allée Marthe Gauthier ;
 - « Allée Adélaïde Hautval » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant du boulevard de l'Estuaire et aboutissant rue Thérèse Clerc ;
 - « Allée Rosalind Franklin » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Thérèse Clerc et aboutissant boulevard Gisèle Halimi ;
 - « Allée Madeleine Barot » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant du boulevard de l'Estuaire et aboutissant rue Rosine Crémieux ;
 - « Allée Angélique Le Boursier du Coudray » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant de la rue Rosine Crémieux et aboutissant boulevard Gisèle Halimi ;
 - « Allée Jeanne Sivadon » pour la nouvelle voie de la ZAC République sur l'Île de Nantes partant du boulevard de l'Estuaire et aboutissant rue Rosine Crémieux ;
 - « Rue Camille Muffat » pour la nouvelle voie du quartier Doulon-Bottière partant du chemin du Pré Hervé et aboutissant rue Jules Grandjouan ;
 - « Allée Isabelle Eberhardt » pour la nouvelle voie du quartier Bellevue-Chantenay-Sainte-Anne partant du boulevard Jean Moulin et aboutissant rue du Bois Hardy ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction de l'éducation

Délibération n°22

Conseil municipal du 30 juin 2023

Quartier Nantes Nord – Restructuration et extension du groupe scolaire Chauvinière - Ajustement de l'enveloppe financière prévisionnelle - Validation du projet – Lancement des consultations – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La présente opération approuvée par le Conseil municipal du 15 juillet 2020, consiste à porter la capacité d'accueil à 7 classes maternelles et 14 classes élémentaires (dont 1 classe ULIS). L'école accueillera également un accueil collectif de mineurs sans hébergement mutualisé d'une capacité de 55 places pour les petits et 100 pour les grands.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre, le Conseil municipal du 17 décembre 2021 a approuvé le choix de confier la maîtrise d'œuvre des travaux de restructuration et extension de l'école et de son accueil collectif de mineurs sans hébergement à l'équipe dont le mandataire est le cabinet "Tank Architectes".

Les besoins totaux en surface s'élèvent à environ 4 100 m² de plancher. En plus des salles de classe, l'ensemble des fonctions sera remis à niveau de manière à assurer un bon fonctionnement du groupe scolaire. Chaque entité sera donc redimensionnée dans son ensemble au regard de la nouvelle capacité et comprendra :

- pour le pôle accueil : les bureaux des différentes entités utilisatrices, les locaux dédiés aux services de la santé scolaire ainsi que les autres locaux adultes (salle des maîtres et reprographie, salle de pause du personnel, sanitaires...),
- en maternelle : des locaux dédiés (salles de classe, salles de repos, salle de motricité, BCD, sanitaires, cour...),
- en élémentaire : des locaux dédiés (salles de classe, salle polyvalente, BCD, sanitaires, cour...),
- pour la restauration : une salle à manger pour les enfants de maternelle, une salle à manger équipée d'un self pour les enfants d'élémentaire, une cuisine ainsi que les locaux logistiques (sanitaires de proximité, vestiaires adultes, local ménage...). Les espaces de restauration seront utilisables par le centre de loisirs sans hébergement, le cas échéant,
- pour les activités péri et extrascolaire : des salles d'activités sont regroupées dans un ensemble cohérent et distinct des espaces dédiés au temps scolaire, qui fera l'objet d'un traitement spécifique permettant notamment son appropriation par les enfants. Par ailleurs, dans un objectif d'optimisation et de sobriété, le péri et l'extrascolaire auront vocation à utiliser les autres espaces mutualisables (salle polyvalente, sanitaires, cour de récréation,...). Les salles d'activités péri et extrascolaires seront utilisées sur le temps

scolaire. L'accueil collectif de mineurs sans hébergement bénéficiera de quelques locaux dédiés (salle des animateurs...).

- les espaces extérieurs seront traités de manière à prendre en compte les nouveaux enjeux liés à la renaturation des cours d'école : verdissement et porosité, mixité des usages, égalité filles-garçons et inclusion, ombrage et eau...

L'école pourra également s'ouvrir sur le quartier au travers de deux espaces qui permettront de répondre à une grande partie des besoins d'enseignement de l'EPS sur le temps scolaire, tout en étant accessibles aux associations sur réservation et sur les temps où l'école sera inoccupée par des enfants (soirée et week-end toute l'année):

- la salle polyvalente élémentaire bénéficiera d'un accès indépendant du reste de l'école et sera dimensionnée et équipée de manière à permettre un usage associatif et/ou sportif non compétitif, et l'accès à des sanitaires,
- une partie distincte de la cour élémentaire sera également dimensionnée et équipée de façon à permettre un usage sportif non compétitif extérieur.

Une démarche spécifique de concertation avec les utilisateurs (enseignants, animateurs, agents de la Ville) et les parents d'élèves élus a été mise en œuvre, comme sur toutes les opérations schéma directeur.

Cette démarche prévoit notamment plusieurs réunions de travail avec les utilisateurs lors de la phase programme, du concours puis pendant les études, ainsi que des réunions thématiques avec les parents d'élèves, en plus d'une information en tant que de besoin lors des conseils d'écoles.

Par ailleurs, les utilisateurs et les usagers ont fait partie du jury de concours : représentant.e de parents d'élèves, Éducation nationale, association Léo Lagrange Ouest, association ACCORD.

Ces réunions ont systématiquement permis d'améliorer le projet sur les aspects fonctionnels, tout en permettant une meilleure appropriation du projet par ses futurs occupants.

En particulier concernant les cours maternelle et élémentaire, des réunions spécifiques ont été organisées avec les utilisateurs (y compris les enfants) et les parents d'élèves élus de manière à décliner concrètement les objectifs de lutte contre les fortes chaleurs, d'égalité fille / garçon, d'accessibilité universelle et de rapport à la nature.

Concernant en particulier la performance énergétique des bâtiments, l'attente pour le raccordement de l'école au chauffage urbain est d'ores et déjà créée. La possibilité d'intégrer d'autres types d'énergies renouvelables a été étudiée et il est ainsi prévu des toitures neuves "100% utiles" avec outre de la végétalisation, 190m² de panneaux solaires photovoltaïques pour intégrer un projet d'autoconsommation collective à l'échelle du quartier.

Comme pour d'autres opérations du schéma directeur des écoles, les bâtiments scolaires neufs atteindront l'objectif RE2025 avec dérogation RCU, l'espace de restauration atteindra le niveau E3C1 et il est prévu pour l'existant une performance énergétique de classe A.

Le projet doit également respecter les 3 critères suivants : 1. atteinte minimum du niveau 2 du label matériaux biosourcés, 2. valorisation de plus de la moitié de la masse de déchets de chantier, et 3. produits et matériaux de construction avec une étiquette qualité de l'air A+.

En outre, une simulation thermique dynamique (STD) a été réalisée pendant les études afin de valider les hypothèses de confort et de performance.

Le calendrier prévisionnel est le suivant : démarrage du chantier au printemps 2024, pour une livraison des derniers travaux à la fin 2026.

Le conseil municipal du 7 février 2020 avait approuvé une enveloppe financière de 14,30 M€ TTC.

Lors des études de conception, un certain nombre d'éléments ont du être intégrés alors qu'ils n'étaient pas prévus dans le budget initialement voté. Ces éléments relèvent soit de la précision du projet au cours des études, surtout dans l'existant (sécurité incendie, renforcement structurel, prise en compte de présence d'amiante complémentaire, adaptation des niveaux de sol, réfection des réseaux d'assainissement et du réseau électrique, etc), soit d'adaptations pour répondre aux demandes de la

maîtrise d'œuvre urbaine (intégration esthétique des garde-corps en toiture), soit d'évolution du programme (ajout de surfaces et d'équipements pour le self).

Au vu de ces évolutions, le montant total de l'opération doit être réévalué à 19,12 M€ TTC compris provision pour fondations spéciales et dépollution et y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions des prix, dont 11,83 M€ TTC affectés aux travaux. L'incidence de l'évolution des indices du coût de la construction (indices BT) a été prise en compte, avec une revalorisation de 3,1 M€ TTC.

Les travaux seront décomposés en 18 lots tels que définis en annexe jointe. Ceux-ci seront traités en marchés séparés et intégreront le dispositif d'insertion professionnelle.

Conformément à l'article R. 2161-2 et suivants du code de la commande publique, il est proposé, pour la réalisation de ces travaux, le lancement d'un appel d'offres ouvert pour 18 lots. Il est également proposé, conformément à l'article R. 2122-8 dudit code de lancer une procédure adaptée pour 1 lot, en raison de la valeur estimée du montant des travaux en dessous du seuil européen

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la nouvelle enveloppe financière de 19,12 M€ TTC dont 11,83 M€ TTC réservés aux travaux pour le groupe scolaire Chauvinière ;
2. autorise le lancement d'une procédure formalisée d'appel d'offres pour 18 lots et d'une procédure adaptée de faible montant pour 1 lot pour la restructuration et extension du groupe scolaire de la Chauvinière, et autorise Mme la Maire à traiter, le cas échéant, soit par procédure formalisée, soit par marché négocié en cas d'offre(s) jugée(s) inappropriée(s) ou inacceptable(s) ;
3. autorise Mme la Maire à signer, au nom de la Ville, les marchés à conclure avec les prestataires dont les propositions seront ou ont été jugées économiquement les plus avantageuses par la Commission d'Appel d'Offres ou après avis de celle-ci ;
4. autorise Mme la Maire, à solliciter des participations financières auprès de l'Etat, de la région, du département, de la CAF, de l'ADEME et d'éventuels autres partenaires potentiels de la Ville ;
5. autorise Mme la Maire, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, y compris permis de construire et autres autorisations d'urbanisme.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Délibération n°23

Conseil municipal du 30 juin 2023

Conditions d'accueil d'élèves de l'Institut d'éducation motrice La Marrière, au sein de l'école primaire Julien Gracq – Renouvellement de la convention – Approbation.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées réaffirme le droit à la scolarisation de tous les élèves handicapés. Le décret n° 2009-378 du 2 avril 2009, complété par un arrêté de la même date et de l'instruction DGCS/3B/2016/207 du 23 juin 2016, définit officiellement la notion d'unité d'enseignement externalisée (UEE) qui permet à un groupe d'enfants scolarisés dans un institut médico-social de bénéficier d'un environnement scolaire ordinaire et précise les conditions d'accueil de ces enfants en milieu ordinaire.

Dans ce cadre, une douzaine d'élèves de l'Institut d'éducation motrice (IEM) La Marrière – APF est scolarisée au sein du groupe scolaire Julien Gracq. La Ville de Nantes a en effet souhaité favoriser ce type d'accueil, en mettant à disposition de l'Institut La Marrière des locaux scolaires dans cette école, à titre gratuit, et en facilitant l'accueil d'enfants en temps partagé dans les classes ordinaires.

La convention arrivant à son terme et ayant fait l'objet d'une évaluation très favorable des partenaires (IEM La Marrière, Direction académique, et Ville de Nantes), il vous est proposé de poursuivre le partenariat engagé avec l'IEM La Marrière sous forme d'une nouvelle convention d'accueil de ces enfants au sein de l'école primaire Julien Gracq, établies pour cinq ans. Cette convention prévoit l'accueil au maximum de 12 élèves.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le projet de convention déterminant les conditions d'accueil d'élèves de l'IEM La Marrière au sein de l'école primaire Julien Gracq (cf. annexe) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction de l'éducation

Délibération n°24

Conseil municipal du 30 juin 2023

Conditions d'accueil d'élèves de l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique Les Perrines, association ARRIA, au sein de l'école élémentaire Champenois – Renouvellement de la convention – Approbation

*Mme RODRIGUEZ, Adjointe
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées réaffirme le droit à la scolarisation de tous les élèves handicapés. Le décret n° 2009-378 du 2 avril 2009, complété par un arrêté de la même date et de l'instruction DGCS/3B/2016/207 du 23 juin 2016 relative au cahier des charges des unités d'enseignement externalisées des établissements et services sociaux et médico-sociaux, définit officiellement la notion d'unité d'enseignement qui permet à un groupe d'enfants scolarisés dans un institut médico-social de bénéficier d'un environnement scolaire ordinaire et précise les conditions d'accueil de ces enfants en milieu ordinaire.

Dans ce cadre, depuis déjà 11 ans, une douzaine d'enfants de l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) Les Perrines est scolarisée au sein de l'école élémentaire publique Champenois. La Ville de Nantes a en effet souhaité favoriser ce type d'accueil, en mettant à disposition de cet institut des locaux scolaires à titre gratuit et en facilitant l'accueil d'enfants en temps partagé dans les classes ordinaires.

La convention arrivant à son terme et ayant fait l'objet d'une évaluation très favorable des partenaires (ITEP Les Perrines, Direction académique, direction de l'école Champenois et Ville de Nantes), il vous est proposé de poursuivre le partenariat engagé avec l'ITEP Les Perrines sous forme d'une nouvelle convention d'accueil de ces enfants au sein de l'école Champenois, établie pour cinq ans à compter de la rentrée de septembre 2023, soit de septembre 2023 à fin août 2028. Cette convention prévoit l'accueil au maximum de 10 élèves en simultané dans le groupe scolaire.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention jointe en annexe, déterminant les conditions d'accueil d'enfants de l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique Les Perrines au sein de l'école élémentaire Champenois,

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction de l'éducation

Délibération n°25

Conseil municipal du 30 Juin 2023

Subventions au titre des actions éducatives et des actions temps libre – Conventions - Avenant – Approbation.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Le projet éducatif de la Ville de Nantes, dans son affirmation de co-éducation et de ville éducatrice, a inscrit en son cœur la préoccupation de lutte contre les inégalités en mettant en œuvre des actions qui prennent en compte les enfants et les jeunes dans leur globalité, sur l'ensemble de leurs temps et tout au long de leur parcours.

Le Projet Éducatif de Territoire (PEdT) comprend l'ensemble des actions qui contribuent à assurer la réussite éducative de tous les enfants et de tous les jeunes, à organiser la cohérence éducative entre les différents moments de leur vie (temps scolaire, péri et extra scolaire), à associer les parents et plus largement la communauté éducative à l'atteinte de ces objectifs. Le monde associatif porte de très nombreuses initiatives dans le champ éducatif qui concourent pleinement à la politique éducative.

Renouvelé en 2021, le projet éducatif se donne trois grands objectifs, visant la réduction des inégalités la protection et l'éducation aux transitions écologiques et numériques notamment :

- **réduire les inégalités sociales**

Cet objectif sous-tend l'ensemble de la politique éducative, il intègre la nécessité de lutter contre le non-recours aux dispositifs et de renforcer les actions pour les familles qui en ont le plus besoin. Cette ambition inclut l'ensemble des actions menées pour permettre une ouverture au monde, comme l'accès au numérique, dont l'importance s'est accrue avec la crise sanitaire, mais également l'éducation artistique et culturelle, le sport, l'accès aux loisirs, etc.

Dans ce cadre, il est important de citer la labellisation de la Cité éducative du Grand Bellevue entre 2020 et 2022, qui conduit à une dynamique et des expérimentations novatrices.

- **agir sur la santé et les conditions de vie des enfants**

Cet objectif est fortement renforcé dans ce projet éducatif renouvelé, au regard des inégalités de santé qui persistent, des situations de difficultés familiales amplifiées par la crise, mais également pour toujours davantage tenir compte des besoins des enfants et des jeunes dans la façon de construire les actions et animer les collectifs de professionnels, dans la façon de construire la ville, les lieux de vie, comme les cours d'écoles et de crèches, et dans la façon de favoriser le rapport à la nature. L'accès et l'éducation à l'alimentation y apparaissent également comme un enjeu essentiel.

- **développer les compétences clé pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain**

Former les générations futures à la ville et à la vie de demain, dans un monde en transitions est un enjeu devenu incontournable, qu'il s'agisse du numérique responsable, de l'éducation à l'environnement, du développement des coopérations et des solidarités... La citoyenneté des

jeunes constitue également un axe fort de notre projet éducatif, qui s'incarne dans les dispositifs de participation, dans les actions en faveur de l'égalité filles – garçons et du droit à la différence, dans le fait de développer l'autonomie des jeunes dans leurs déplacements notamment. Il s'agit de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à participer, de construire leur esprit critique mais également de développer leur pouvoir d'agir.

La Ville de Nantes, au titre de sa politique éducative, soutient par l'attribution de subventions, un certain nombre d'acteurs qui développent des actions sur le temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Ces aides peuvent être de nature à accompagner le fonctionnement des structures concernées ou des projets spécifiques.

Ainsi, il vous est proposé de financer :

- le soutien des actions éducatives sur le temps scolaire pour un montant de 61 952€ ;
- le soutien aux acteurs et associations sur le temps libre pour un montant de 2 500€ ;
- le soutien aux actions d'accompagnement à la scolarité pour un montant de 6 270€ ;
- le soutien aux acteurs dans le cadre de la cité éducative du grand Bellevue pour un montant de 5 500€ ;
- le soutien aux projets relatifs à la citoyenneté et aux droits de l'enfant pour un montant de 16 500 €.

Dans le cadre de la Cité éducative du Grand Bellevue, une attention particulière est portée aux actions se déroulant sur le quartier politique de la ville du Grand Bellevue se traduisant par un accompagnement des acteurs et associations qui représente un montant de 5 500 €.

L'un des objectifs du PEDT consiste à renforcer les actions d'accompagnement à la scolarité sur les territoires en donnant aux intervenants des outils et des contenus leur permettant d'accompagner les enfants et leur famille. Il s'agit de permettre, aux différents acteurs de l'accompagnement à la scolarité, au travers de formations, d'intégrer les enjeux du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité et les pratiques à mettre en œuvre afin d'être au plus proche de la charte à l'accompagnement à la scolarité et du référentiel national CLAS (Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité).

Les FRANCAS 44, en partenariat avec les CEMEA, La Ligue de l'enseignement FAL dispenseront pour la deuxième année des modules de formation en direction des bénévoles et des coordonnateurs des associations d'accompagnement à la scolarité. La CAF, pilote du comité départemental d'accompagnement à la scolarité, centralise, dans le cadre d'une convention d'objectifs et de financement, la participation des collectivités locales partenaires au financement de cette action. Ainsi, la ville de Nantes participe à cette action au travers d'une subvention de 5 270 € à destination de la caisse d'allocations familiales de Loire Atlantique.

Par ailleurs, chaque année, des **classes de découvertes** mer et nature sont organisées au bénéfice des enfants des écoles publiques nantaises. La Ville de Nantes, qui souhaite favoriser la participation des enfants à ces classes de découvertes, apporte une aide financière aux familles en fonction de leurs revenus. La ligue de l'enseignement FAL 44 et les PEP Atlantique Anjou assurent la médiation entre l'école et le centre d'hébergement de la classe de découvertes.

Les écoles sont libres de réserver un séjour avec l'un des 2 partenaires.

Pour ce printemps 2023, 580 élèves (soit 24 classes de 8 écoles) partiront dans un centre de la FAL et 420 dans un centre PEP (soit 25 classes de 7 écoles) . Au BP 2023, il a été voté un montant de 260 000€ réparti pour 220 000€ aux PEP et 40 000€ à la FAL. Il convient de modifier les montants déjà attribués entre les 2 partenaires au regard du choix des écoles.

Il est proposé de voter la répartition suivante : 140 000€ pour les PEP Atlantique-Anjou et 120 000€ pour la FAL 44 .

Il est également proposé une répartition des aides attribuées par la ville en fonction des quotient familial des familles pour toute la durée de la convention partenariale établie avec les PEP atlantique-anjou et la FAL 44. (cf. annexe 2).

Le montant total des subventions proposées au titre de la présente délibération s'élève ainsi à 92 722€.

Le second plan d'actions pour les quartiers populaires a été voté au conseil municipal du 3 février 2023. Intitulé « ensemble pour les quartiers populaires nantais : un cap commun pour 2022-2026 », il prévoit notamment d'étendre le dispositif des référents de parcours santé du programme de réussite éducative dans différents quartiers populaires en particulier ceux dotés d'une maison de santé ou d'un centre de santé.

Expérimenté depuis novembre 2020 dans le cadre de la cité éducative du Grand Bellevue, il permet de lever les freins à l'accès effectif aux soins de santé d'enfants défavorisés grâce à l'intervention d'un référent de parcours du programme de réussite éducative au plus près de la famille. De son côté, EHESP CONSEIL est une association animée par des élèves de l'école des hautes études en santé publique (EHESP) ayant pour objectif d'assurer des missions de conseil et d'audit auprès d'établissements médicaux sociaux et de collectivités. Dans le cadre d'une convention de partenariat avec la ville de Nantes, EHESP CONSEIL propose d'accompagner le programme de réussite éducative (PRE) dans l'extension des référents de parcours santé par un travail de modélisation du processus d'intervention. Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'approuver une convention de partenariat avec l'association EHESP CONSEIL (cf annexe 6).

Enfin, la ville affirme son soutien par la mise en œuvre de la charte d'engagements mutuels qui précise et organise le cadre des relations entre la ville et les associations, approuvée par le conseil municipal du 15 décembre 2017.

Pour chaque thématique, la répartition par bénéficiaire ainsi que les éléments d'informations relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil sont communiqués en annexe 1 conformément à la charte de déontologie adoptée lors du Conseil municipal du 9 octobre 2020.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement des subventions proposées pour un montant total de 92 722€ (annexe 1) ;
2. approuve les conventions avec :
 - la CAF de Loire Atlantique (annexe 4)
 - EHESP CONSEIL (annexe 6)
3. approuve l'avenant avec l'association Ville Simplement (annexe 5)
4. approuve la répartition des aides aux classes découvertes en fonction des QF (annexe 2)
5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Salaün

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction de l'éducation

Délibération n°26

Conseil municipal du 30 juin 2023

Familles et parentalité – Deuxième répartition de subvention – Convention – Avenant-Approbation

Mme NAULIN, Adjointe

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La politique publique « Familles et parentalité », qui œuvre au bénéfice des familles nantaises, se décline à travers des objectifs partagés tant avec le tissu associatif qu'avec les partenaires institutionnels que sont la Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique et le Département, dans le cadre notamment du schéma départemental des services aux familles.

Le Projet Éducatif de Territoire (PEdT) comprend l'ensemble des actions qui contribuent à assurer la réussite éducative de tous les enfants de 0 à 16 ans, à organiser la cohérence éducative entre les différents moments de leur vie (temps scolaire, péri et extra scolaire), à associer pleinement les familles à l'atteinte de ces objectifs.

Voté au Conseil municipal du 25 juin 2021, le PEDT 2021-2023 s'articule autour de trois priorités politiques : la réduction des inégalités sociales, les conditions de vie et la santé globale de l'enfant et les compétences clefs pour les citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Dans ce cadre, l'enjeu stratégique majeur identifié pour le mandat en matière de familles et parentalité consiste dans l'accompagnement à « devenir parents », de la préparation de la naissance au passage à l'âge adulte. La Ville de Nantes s'appuie sur ce socle pour conforter sa politique « familles et parentalité » en l'adaptant aux enjeux d'une ville solidaire et facile à vivre pour les familles.

Ainsi, il est proposé de procéder au versement de subventions destinées à aider à la mise en œuvre du projet associatif des associations contribuant à la politique publique « familles et parentalité », pour un montant total 74 604€. Cela concerne notamment l'École des parents et des éducateurs de Loire Atlantique, les associations AERF et l'UDAF 44 soutenues respectivement pour leurs actions de médiation familiale et « d'espace de rencontre » ou encore l'association Les pâtes au beurre pour ses projets d'accompagnement à distance des familles et d'ateliers parents enfants autour du livre.

Par ailleurs, la Ville accompagne les projets des associations intervenant dans le domaine de la parentalité au travers du dispositif du Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP), en partenariat avec les acteurs de territoire, l'État, la CAF et le Conseil Départemental. Le point commun à tous ces projets hétéroclites est le soutien des parents dans l'exercice de la fonction parentale. Cela concerne notamment les associations de parrainage à l'image des associations Parrains par mille ou Marraine et vous ou des associations thématiques qui interviennent spécifiquement auprès de certaines catégories de familles confrontées à telle ou telle problématique. C'est le cas par exemple de Jumeaux et plus, de Constellation, d'Enfance et famille d'adoption, de REPI ou encore de Jonathan pierres vivantes. Il est proposé de soutenir 13 projets pour un montant de 23 428€.

Le montant total des subventions proposées au titre de la présente délibération s'élève ainsi à 98 032€ au bénéfice de 19 associations, dans les termes de l'annexe jointe.

La Ville affirme son soutien par la mise en œuvre de la Charte d'engagements mutuels qui précise et organise le cadre des relations entre la Ville et les associations, approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 15 décembre 2017.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement des subventions proposées au titre de la politique publique « familles et parentalité », pour un montant total de 98 032 € (cf. annexe 1) ;
2. approuve la convention avec l'association École des Parents et des éducateurs 44 (cf. annexe 2) ;
3. approuve l'avenant à la convention avec l'association A l'Abord'age (cf. annexe 3) ;
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La secrétaire de séance

Pauline LANGLOIS

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Nantes, le 30 juin 2023

Le premier adjoint

Bassem ASSEH



Direction générale déléguée à la Cohésion sociale
Direction Petite enfance

Délibération n°27

Conseil municipal du 30 Juin 2023

Petite Enfance – Association les CEMEA – Lieux d’Accueil Parents-Enfants – Subventions – Approbation.

Mme NAULIN, Adjointe
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

1. Les CEMEA – Attribution d’une subvention de fonctionnement

Par courrier en date du 20 mars 2023, l'association Les CEMEA, porteur du projet « La crèche du Dehors », sollicite un soutien de la Ville de Nantes.

Initié depuis près de deux ans, les CEMEA ont pour projet la création d'une structure collective petite enfance type multi-accueil axé sur l'accueil et les activités du « dehors ».

En ce sens, cette crèche est une innovation importante sur Nantes, même si c'est une pratique courante en Europe du nord, croisant des enjeux autour de l'écologie, de l'environnement et de la santé.

Soutenus et accompagnés depuis le démarrage du projet par la Ville de Nantes, la Caisse des Allocations Familiales et le Conseil Départemental de Loire Atlantique sur la viabilité du projet, les CEMEA ont acquis un bien situé au 95 rue Hector Berlioz (quartier Breil - Barberie) en août 2022.

Le service de la Protection Maternelle et Infantile a donné son accord de principe pour l'ouverture de la structure, la CAF a validé la demande d'aide financière à l'investissement pour l'accueil du jeune enfant concernant la « crèche du dehors », en commission le 6 décembre 2022.

La création du Multi-Accueil, nécessite des travaux de mise en conformité de la maison, pour l'accueil d'enfants de moins de 4 ans et un agrandissement des locaux afin d'accueillir 40 enfants, pour lequel un permis de construire est actuellement en cours d'instruction.

Les CEMEA prévoient une ouverture pour septembre 2024.

Après instruction de la demande formulée par les CEMEA, et en lien avec la CAF, il est proposé d'approuver le versement d'une subvention d'investissement avec droit de reprise d'un montant de 200 000 € dans les termes de la convention jointe en annexe de la présente délibération.

2. Lieu Accueil Enfants – Parents Le Phare de l'îlot – Association L'îlot familles

Le lieu d'accueil enfants parents (LAEP), Le Phare de l'îlot, est un lieu qui permet aux enfants de 0 à 6 ans et à leurs parents de prendre le temps d'être ensemble. Le phare de l'îlot est géré par l'association L'îlot famille (loi de 1901), fondée en 2010 et ayant pour objectif « le soutien à la parentalité ». Elle est soutenue depuis plusieurs années par la Ville, dans le cadre de ses politiques publiques petite enfance et famille, au moyen d'une subvention de fonctionnement.

Conformément à la convention triennale qui couvre la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, entre l'association et la Ville de Nantes, il est proposé de verser une subvention de

fonctionnement de 12 497 €, au titre de l'année 2023, calculée sur la base du nombre d'heures d'ouverture et de préparation du LAEP Le Phare de l'îlot.

Le montant de cette subvention est inscrit au budget, chapitre 65, fonction 4228.10 opération 65748.

3. Lieu Accueil Enfants – Parents le Nid de Jordan

Le lieu d'accueil enfants parents (LAEP), « Le Nid de Jordan », est un lieu ouvert depuis le 23 août 2022, qui permet l'accueil des enfants jusqu'à 3 ans accompagnés de leurs parents. Le LAEP « Le Nid de Jordan » est géré par l'association Les amis de Jordan (loi de 1901), fondée en 1991, également gestionnaire de la crèche La maison de Jordan. Le LAEP est soutenue par la Ville au titre d'une convention triennale de fonctionnement.

Conformément à cette convention triennale signée en janvier 2022, entre l'association et la Ville de Nantes, il est proposé de verser une subvention de fonctionnement de 3 900 € au titre de l'année 2023, calculée sur la base du nombre d'heures d'ouverture et de préparation du LAEP Le Nid de Jordan, soit 156 heures.

Le montant de cette subvention est inscrit au budget, chapitre 65, fonction 4228.10 opération 65748.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement d'une subvention d'investissement avec droit de reprise de 200 000 € pour soutenir le projet immobilier de l'association Les CEMEA, porteur du projet « La Crèche du Dehors » ainsi que la convention de financement s'y rapportant et jointe en annexe 1 ;
2. approuve le versement d'une subvention de fonctionnement au LAEP Le phare de l'îlot d'un montant de 12 497 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 2) ;
3. approuve la le versement d'une subvention de fonctionnement au LAEP Le Nid de Jordan d'un montant de 3 900 € au titre de l'année 2023 (cf. annexe 2) ;
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Territoires Proximité Déchets Sécurité
Direction de la Tranquillité Publique

Délibération n°28

Conseil municipal du 30 juin 2023

Prévention de la délinquance – Actions financées par la Ville – Accès aux droits – Subventions – Convention - Approbation.

M. TALLEDEC, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Dans le cadre de son plan d'action « prévention sociale de la délinquance », la Ville de Nantes initie et soutient des actions au profit des jeunes publics les plus exposés à la délinquance.

Les actions cofinancées à ce titre visent à renforcer les activités à visées éducatives en dehors ou pendant le temps scolaire, à faciliter l'acquisition d'habiletés socio-professionnelles en confrontant les jeunes au monde du travail ou à lutter contre le non recours (facteur de basculement dans la délinquance) par l'accompagnement des habitants dans leur démarches auprès des administrations pour la jouissance de leurs droits.

1. Médiation en milieu scolaire

Le dispositif « médiateur à l'école » est déployé sur sept collèges (Sophie Germain, Durantière, Rosa Parks, Debussy, Stendhal, La Noë-Lambert et Rutigliano) et, pour chacun d'eux, sur deux écoles de rattachement. La Ville de Nantes participe au dispositif en contribuant financièrement, via les contrats Adultes Relais. Les médiateurs à l'école préviennent durablement les comportements inciviques ou violents, à l'intérieur comme à proximité des établissements scolaires, renouent le lien avec les familles les plus éloignées de l'institution afin de les mobiliser dans la prévention de la rupture scolaire. Les Médiateurs à l'École inscrivent l'éducation à la citoyenneté dans l'ensemble des espaces de vie des enfants et des jeunes.

Suite à l'extension du dispositif passant le nombre de médiateurs de 5 à 7 en 2022, conformément à l'avenant à la convention-cadre du dispositif médiateurs à l'école approuvé lors du conseil municipal du 28 janvier 2022, il est proposé de financer les sept postes portés par l'Association OPTIMA, à hauteur de 4 967 € par poste, soit un total de 34 769 €

Les crédits correspondants à ces actions ont d'ores et déjà été individualisés sur la ligne 18,10, 65748, 24F du budget primitif 2023.

2. Accueil de loisirs

- *Centre de Loisirs Jeunes (CLJ) - Accueil de loisirs du mercredi*

Le Centre de Loisirs Jeunes (CLJ) de la Police Nationale accueille une centaine de jeunes de 12 à 16 ans durant l'année, dans le cadre d'un accueil de loisirs du mercredi. L'encadrement par des fonctionnaires de police permet le rapprochement jeunes-police à travers notamment un travail sur les représentations. Les animations proposées priorisent l'acquisition ludique du savoir, le développement des qualités humaines et de la citoyenneté.

Il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 1000€.

- *Centre de Loisirs Jeunes (CLJ) – Action de sensibilisation*

Dans une volonté d'adapter la prévention routière aux adolescents, le CLJ propose une nouvelle action sur les quartiers de Nantes Nord et Bellevue, à destination des collégiens de Stendhal et Debussy. Il s'agit principalement de sensibiliser les élèves au port des équipements de sécurité, de rappeler les lois concernant la conduite des deux roues et de lutter contre la pratique du rodéo par les jeunes.

Il est proposé de soutenir l'action à hauteur de 1 000 €. Les crédits correspondants sont inscrits sur la ligne budgétaire 18.10 65748 du programme 24F.

- *Centre de Loisirs Jeunes (CLJ) – « Terrain d'Aventure »*

Les CEMÉA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) proposent de reconduire au sein du quartier des Dervallières l'action intitulée « Terrain d'Aventure » menée l'été dernier, qui a permis d'offrir une animation estivale à de nombreux enfants en associant le plus souvent les parents, dans un espace public adapté: la Plaine Lorrain habituellement peu fréquentée. Une attention particulière sera portée cette année par la mission prévention à l'accueil et l'orientation d'adolescents et préadolescents.

Il est proposé d'attribuer 1000 € au projet de Terrain d'Aventure / CEMEA



3. Prévention et insertion

- *Association Permis de construire – Parcours « Se bâtir, Ensemble »*

L'Association « Permis de Construire » (PDC) présente sur la Ville de Nantes depuis 2010 et œuvrant en faveur de la prévention de la récidive, accompagne des personnes placées ou passées sous main de justice, et dont de nombreux freins (judiciaires, médicaux, professionnels) bloquent l'intégration. L'association met en œuvre un parcours, « Se bâtir, Ensemble » dont l'objectif est d'amener chaque personne accompagnée à réaliser son projet de vie, en prenant appui sur ses aspirations, capacités et talents. PDC accompagne ces publics dans le but d'atteindre une autonomie et une responsabilité sociale à travers différents domaines : social, psychologique, professionnel. Permis de Construire organise son parcours sur 4 piliers fondamentaux : Bien Faire, Bien Vivre, Bien-être psychologique, Bien-être Corporel.

Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de 5 000 €. Les crédits correspondants sont inscrits sur la ligne budgétaire 18.10 65748 du programme 24F.

- *Casse ta Routine - « Groupe Ressource Insertion / En route vers l'emploi 2023 »*

L'Association « Casse ta Routine » a déposé, dans le cadre de l'appel à projet du contrat de ville, une demande de subvention pour le soutien de son projet « Groupe Ressource Insertion / En route vers l'emploi 2023 ». L'objectif principal consiste à aider les jeunes âgés de 16 à 21 ans à trouver un emploi ou une formation en les mobilisant dès la rentrée prochaine. L'association s'appuiera sur un maillage d'acteurs locaux pour accompagner ce public sous différents angles et permettre de lever les freins à l'insertion. L'accompagnement sera donc ajusté aux besoins de chacun des jeunes en prenant en compte quatre thématiques et en mobilisant les partenaires compétents :

- la prévention de la délinquance (Mission prévention, protection judiciaire de la jeunesse, etc) ;
- l'orientation (Mission locale, Centre d'Information et d'Orientation, Centre Régional d'Information Jeunesse, etc) ;

- la prévention des addictions (Oppelia / le Triangle) ;
- l'aide aux démarches administratives (permis de conduire, logement, etc).

Il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 2000 €.

- *Nitramenco – action de remobilisation des élèves en décrochage scolaire*

L'association Nitramenco, en lien avec le collège Rosa Parks, propose de rééditer son action de remobilisation des élèves repérés comme étant en décrochage scolaire, en les impliquant dans un tournage de film. La démarche s'appuiera sur ce support cinématographique pour travailler les questions d'expression orale et écrite (rédaction de scénario, expression/diction, etc) permettant de réassurer les jeunes sur leurs compétences et confortant la confiance en soi. La Ville de Nantes, en collaboration avec l'association Nitramenco, soutiendra certains de ces élèves « décrocheurs » afin qu'il ne basculent pas dans une trajectoire délinquante.

Il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 1000 €

5. Financement de l' accès au droit

Par la délibération du 5 octobre 2018, le Conseil métropolitain a validé le principe d'une contribution des 24 communes et de la Métropole au financement de l'accès au droit, lequel consiste à permettre l'accès à tous à une information sur les droits et devoirs par une offre de consultations juridiques gratuites, à aider les habitants dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation de nature juridique, à assister les usagers pour la rédaction et la conclusion d'actes juridiques et est structuré autour de 2 maisons de la justice et du droit (MJD) de Nantes et Rezé, de points d'accès au droit (PAD) et de permanences juridiques organisées par plusieurs communes de l'agglomération.

Conformément à la convention entre Nantes Métropole et la Ville approuvée par le conseil municipal du 24 juin 2022 pour une durée de 3 ans, il est proposé d'autoriser le versement de la participation de la Ville de Nantes à hauteur de 17 296 € au profit de Nantes Métropole pour l'exercice 2023.

Les crédits correspondants à ces actions ont été inscrits sur la ligne 18.10 657351 du programme 24F au budget primitif 2023.

6. Accompagnement administratif et accès aux droits

La Ville de Nantes soutient financièrement, depuis plusieurs années, l'association AAD-NVPDL (Accompagnement Administratif Accès Aux Droits) qui concourt à l'accompagnement administratif des usagers les moins autonomes au sein des quartiers prioritaires. Au moyen de rendez-vous individuels, de permanences et d'informations collectives, l'association accompagne les usagers dans leurs démarches auprès des différentes institutions (CAF, sécurité sociale, retraite, etc...) en palliant leurs difficultés de maîtrise des démarches administratives complexes, du numérique ou de la langue écrite. L'association a développé par ailleurs dès 2020, un « bureau mobile » permettant de démultiplier l'offre d'accompagnement en hyper proximité et d'étendre cette offre d'accompagnement administratif à d'autres territoires comme les quartiers de Nantes Nord, Dervallières ou Clos Toreau. En 2022, ce dispositif a reçu la labellisation « France Services » pour une durée de 3 ans et est aujourd'hui repéré comme une réelle ressource pour les habitants. Il fait l'objet d'un grand nombre d'orientation par les acteurs des territoires.

Il est proposé de soutenir l'association AAD-NVPDL, pour les permanences fixes et mobiles, à hauteur de 8000 €.

Il est par ailleurs proposée d'établir une convention entre la Ville de Nantes, son CCAS, Nantes Métropole et l'association AAD-NVPDL, afin de conforter l'association et l'assurer du soutien de ces institutions sur une durée de 3 ans.

Les crédits correspondants à ces actions ont d'ores et déjà été individualisés sur la ligne 18,10, 65748, 24F du budget primitif 2023.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions, telles que proposées ci-dessus :
 - Optima : 34 769 €
 - Centre de Loisirs Jeunesse : 2 000 €
 - CEMEA : 1 000 €
 - Permis de Construire : 5 000 €
 - Casse ta routine : 2 000 €
 - Nitramenco : 1 000 €
 - AAD-NVPDL : 8 000 €
2. approuve le versement à Nantes Métropole de la participation de la Ville de Nantes au dispositif d'accès au droit, à hauteur de 17 296 € ;
3. approuver la convention entre la Ville de Nantes, son CCAS, Nantes Métropole et l'association AAD-NVPDL ;
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction des sports

Délibération n°29

Conseil municipal du 30 juin 2023

Sports – Troisième répartition de subventions – Conventions et avenants – Dispositions diverses – Approbation

Mme BOURDON, Conseillère municipale

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La Ville de Nantes, dans son programme en faveur des associations sportives, envisage de procéder à une troisième répartition de subventions au titre de l'année 2023, pour un montant total de 812 412 €.

La Ville affirme son soutien par la mise en œuvre de la Charte d'engagements mutuels qui précise et organise le cadre des relations entre la Ville et les associations, approuvée par le Conseil municipal du 15 décembre 2017.

A) Détail de la répartition des aides

La répartition de ces aides financières par dispositif sera effectuée de la manière suivante :

Dispositif	Somme totale
Investissement – Plan Nantes Parasport	7 709 €
Manifestations sportives – Plan Nantes Parasport	7 200 €
Manifestations sportives	7 600 €
Fonctionnement – Plan Nantes Parasport	16 303 €
Fonctionnement – Plan Nantes Nautisme	125 208 €
Fonctionnement exceptionnel	2 930 €
Fonctionnement entretien courant équipements sportifs	53 386 €
Fonction sociale et de solidarité du sport	29 820 €
Sport de haut niveau amateur	439 210 €
Emplois aidés	461 €
Subvention Sportive Commune 2023 (régularisation)	350 €
Subvention Sportive Commune – associations scolaires et universitaires	122 235 €

La répartition détaillée et motivée de ces subventions figure dans les tableaux joints en annexe n° 1. Elles seront imputées en investissement au chapitre 204 pour un montant total de 7 709 € et en fonctionnement au chapitre 65, sous-fonctions 326.13 et 30.10, pour un montant total de 804 703 €.

Les éléments d'informations relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent Conseil municipal sont communiqués conformément à la charte de déontologie adoptée lors du Conseil municipal du 9 octobre 2020.

Cette 3^{ème} répartition des subventions concernent plusieurs dispositifs dont principalement :

Nantes parasport :

Chaque année les clubs signataires du Plan handisport et sport adapté peuvent solliciter le soutien financier pour la mise en œuvre de leur projet. Il vous est proposé de soutenir 14 clubs structurés pour proposer dans un cadre adapté les disciplines suivantes : voile, athlétisme, boxe anglaise, foot fauteuil électrique, natation, cécifoot, basket, boccia, volley assis. Les subventions portent sur les volets acquisition de matériel (7 709 €), organisation de manifestations sportives (7 200 €) et pérennisation de projets (16 303 €) ; le détail de la répartition par volet et par club est précisé en annexe 1 pages 2 et 4.

Nantes Nautisme :

Il est proposé d'attribuer les soldes des subventions 2023 pour le fonctionnement de 7 clubs signataires de la convention pluriannuelle d'objectifs Nantes Nautisme (Voile, Aviron et Canoë-Kayak). La répartition par club de l'enveloppe d'un montant global de 125 208 € est précisée en annexe 1 (page 5).

Sport de haut niveau :

Il est proposé d'attribuer les 1^{ères} parties de subventions pour le début de la saison 2023-2024 en faveur de 21 clubs nantais dont les équipes féminines et masculines évoluent en division nationale dans des disciplines reconnues de haut niveau. La répartition par club de l'enveloppe globale qui s'élève à 439 210 € est détaillée dans le tableau en annexe 1 (pages 7 et 8).

En outre, les 2^{èmes} parties de subventions pour la fin de la saison 2023-2024 seront proposées en début d'année 2024 lors du vote du Budget Primitif.

Subvention Sportive Commune – associations scolaires et universitaires :

Comme chaque année, il est proposé d'attribuer la subvention de fonctionnement « Subvention Sportive Commune » (SSC) pour les associations sportives scolaires et universitaires nantaises affiliées à l'Office Municipal du Sport de Nantes (OMS). L'enveloppe globale de 122 235 € concerne 85 associations qui pratiquent dans le cadre de l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré (USEP), de l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (UGSEL), de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) et de la Fédération Française du Sport Universitaire (FFSU). La répartition des subventions par association est présentée en annexe 1 (pages 9 à 13).

B) Conventions et avenants

Pour le vote des subventions dont le montant est supérieur à 23 000 € par année civile, les collectivités locales sont tenues de contractualiser les aides apportées aux associations. Cette obligation résulte de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ainsi, des avenants aux conventions existantes relatives à l'année 2023 et à la saison sportive 2022-2023, sont proposés avec les associations suivantes :

ASSOCIATION PROMOTION COURSE CROISIÈRE	annexe 2
SPORT NAUTIQUE DE L'OUEST	annexe 3
CLUB VOILE AMITIÉ NATURE	annexe 4
CERCLE DE L'AVIRON DE NANTES	annexe 5
CENTRE LÉO LAGRANGE NANTES AVIRON	annexe 6
UNIVERSITÉ NANTES AVIRON	annexe 7
NANTES ATLANTIQUE CANOË KAYAK	annexe 8
BELLEVUE ATHLÉTIQUE FORME	annexe 9
RACING ATHLETIC CLUB DES CHEMINOTS	annexe 10
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE BONNE GARDE	annexe 11
ASPTT	annexe 12
DON BOSCO SPORTS NANTES	annexe 13
LES NEPTUNES NANTES VOLLEY ASSOCIATION	annexe 14

Et des conventions à conclure pour la saison 2023-2024 sont proposées avec les associations suivantes :

STADE NANTAIS SAS	annexe 15
NANTES ATLANTIQUE HOCKEY GLACE	annexe 16
NANTES TENNIS DE TABLE	annexe 17
NANTES BASKET HERMINE	annexe 18
STADE NANTAIS ASSOCIATION	annexe 19
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE SAINT MÉDARD DE DOULON	annexe 20
NEC ESCRIME	annexe 21
HOCKEY CLUB DE NANTES	annexe 22
LA NANTAISE	annexe 23
NANTES GYM	annexe 24
RACING CLUB NANTAIS	annexe 25
DOJO NANTAIS	annexe 26
ASSOCIATION LAÏQUE PORT COMMUNEAU MOULIN	annexe 27
ASSOCIATION SPORTIVE SAINT ROGATIEN NANTES	annexe 28
NANTES NATATION	annexe 29
LEO LAGRANGE NATATION NANTES	annexe 30
SNUC TENNIS	annexe 31
DOULON FUTSAL CLUB	annexe 32
JEUNESSE SPORTIVE ET CULTURELLE BELLEVUE FOOTBALL	annexe 33

C) Dispositions diversesRetrait de subvention :

Le 3 février 2023, une subvention de 1 470 € a été votée puis versée à l'association Sociétés Cyclistes Nantaises pour « l'omnium cycliste » qui était prévu au vélodrome petit-breton les 11 et 25 mars 2023. Le club ayant annulé cette manifestation sportive, il est proposé de retirer cette subvention et de demander à l'association la restitution de la totalité de celle-ci, soit 1 470 €.

Convention d'occupation temporaire du domaine public communal :

L'Association « sport dans la ville » créée en 1998 à Lyon (69) a présenté à la Ville de Nantes son projet associatif qui vise à développer des centres sportifs de proximité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville selon un fonctionnement partenarial qui intègre entreprises, collectivités locales, État et structures associatives de proximité.

Fort de ses expériences et de ses 59 terrains créés dans différentes régions (Ile de France en 2012, Hauts de France en 2017, Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2019, ...) « sport dans la ville » propose la construction et l'animation d'un centre sportif dans le quartier Dervallières à Nantes. L'objectif est de développer des activités socio-sportives continues de proximité (via les pratiques du football, du basket-ball et du rugby) pour favoriser l'insertion sociale des enfants à partir de 6 ans et professionnelle des jeunes jusqu'à 25 ans.

Considérant l'intérêt général de ce projet qui rentre dans le cadre des politiques publiques municipales notamment sports, jeunesse et politique de la ville, il est proposé de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public communal avec l'Association « sport dans la ville », pour une durée de 10 ans, autorisant la mise à disposition d'un terrain sur l'esplanade située devant le gymnase Jean Ogé (rue Auguste Pernelle et allée Sonia Delaunay) dans le quartier Dervallières à Nantes (cf. convention en annexe 34).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions d'investissement et de fonctionnement en faveur d'associations sportives selon la répartition proposée en annexe 1, pour un montant total de 812 412 €, et le cas échéant la signature des avenants et conventions correspondants (annexes 2 à 33) ;
2. approuve le retrait d'une subvention de 1 470 € qui avait été attribuée à l'association sociétés cyclistes nantaises ;
3. approuve la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public communal avec l'association sport dans la ville (annexe 34) ;
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale Citoyennetés et Territoires Solidaires
Direction Vie Associative

Délibération n°30

Conseil municipal du 30 juin 2023

Vie associative – Troisième répartition de subventions – Conventions – Avenants – Fondation territoriale de Loire Atlantique, statut de membre fondateur de la Ville de Nantes – Réhabilitation de l’espace Winnipeg – Approbation.

Mme BERTU, Adjointe
donne lecture de l’exposé suivant :

Exposé

A Nantes, la diversité des associations et des dynamiques associatives constituent une richesse remarquable qui contribue à faire vivre la Ville et ses quartiers et participent à son développement tout en permettant l’épanouissement individuel et le renforcement du vivre-ensemble.

La Ville de Nantes entend ainsi poursuivre un soutien au plus proche des besoins et des initiatives associatives sur son territoire, et apporter des réponses adaptées aux nouveaux enjeux en reconnaissant pleinement les associations comme des acteurs de lien social, de la démocratie locale et de la citoyenneté.

1. Troisième répartition de subventions

En complément des subventions inscrites lors du vote du budget, ainsi qu’en première et deuxième répartitions, la présente délibération porte sur l’attribution de subventions de fonctionnement et d’investissement à diverses associations au titre de la politique publique vie associative : soutien au fonctionnement général des activités des associations, aux actions exceptionnelles, ainsi que divers dispositifs : animations estivales, projets émergents, emplois aidés, appel à projets du contrat de ville.

Les subventions sont proposées selon la répartition suivante (annexe cf. 1) :

Catégories	Montants	Nbre dossiers
Fonctionnement général des activités	46 800 €	9
Exceptionnelles (projets/ actions ponctuelles)	45 028 €	15
Animations estivales	30 100 €	4
Emplois aidés	2 838 €	2
Conseillers numériques	60 000 €	5
Contrats de Ville	8 514 €	3
Projets Emergents FAE	7 500 €	2
Total	193 280,00	40
Investissement	4 131 €	1
Total	4 131,00	1
Total général	197 411,00	41

Soutien au fonctionnement général des activités

Nombre de dossiers : 9 – Imputation 338.10/65748 sur le programme 52B2.

Des subventions de fonctionnement sont proposées pour un montant total de 46 800 € au titre du soutien au fonctionnement général des activités des associations.

Soutien à des actions ponctuelles / subventions exceptionnelles

Nombre de dossiers : 15- Imputation 338.10/65748.EXCP sur le programme 52B2.

Des subventions exceptionnelles portant sur 14 projets ponctuels sont proposées pour un montant total de 45 028 €.

Animations estivales

Nombre de dossiers : 4 – Imputation 338.10/65748.AE sur le programme 52B3

Depuis 2020, la Ville Nantes a décidé de qualifier et renforcer son dispositif « Animations Estivales » au regard du contexte social qui impacte significativement les Nantaises et Nantais, notamment les plus fragiles.

La mobilisation de la Ville, des associations, des acteurs culturels, des conseils citoyens et des habitantes et habitants a été décisive dans la réussite de ce projet.

Au cours de ces deux dernières années, de nombreux Nantais et de nombreuses Nantaises, de tous âges, ont bénéficié d'une programmation d'animations de qualité axée sur la convivialité, les festivités et la solidarité.

Une attention particulière a été portée aux habitants des quartiers de la politique de la Ville et les « zones grises » (de Joncours, Zola, Contrie, Agenêts, Beaulieu...).

Ainsi, l'intervention renforcée et structurée de la Ville par ce dispositif a démontré :

- Une utilité sociale et culturelle pour tous les Nantais.
- Un soutien nécessaire du projet associatif et des professionnels de la culture aussi impactés par la crise économique.
- Un vrai levier pour mieux agir contre les inégalités liées à l'accès aux loisirs, aux vacances et à la culture. Ainsi permettre à ceux qui n'ont pas les moyens de s'évader ou de s'offrir un spectacle d'en bénéficier.

A ce jour, la proposition estivale 2023 se construit dans chaque quartier avec la mobilisation des associations de proximité. Elle s'annonce riche et variée en matière de culture, d'évasion, de sport et de loisirs.

En complément, la Ville de Nantes s'appuie sur des associations transverses qui proposent une offre structurante sur plusieurs quartiers. Ces professionnels de l'animation sociale et culturelle prennent en charge le volet technique et la communication, et s'appuient sur de nombreuses associations locales ainsi que sur des intermittents du spectacle.

Des subventions exceptionnelles sont ainsi proposées pour un montant total de 30 100€ en soutien des animations estivales pour l'année 2023.

Emplois aidés

Nombre de dossiers : 2 – Imputation 338.10/65748.EMPA sur le programme 52B2.

Dans ce cadre, il est proposé de soutenir 2 emplois aidés pour l'épicerie communautaire de Bellevue (deux postes : vendeur magasinier et chauffeur manutentionnaire) pour un montant de 2838 €.

Soutien au déploiement de Conseillers numériques France Services

Nombre de dossiers : 5 – Imputation 38.10/65748.EXCP sur le programmes 52B2

La fracture numérique que connaît un nombre non négligeable d'habitants nécessite de les accompagner en proximité, de leur proposer une solution d'aide et d'accompagnement dans leurs différentes démarches numériques.

Parmi les modalités de mise en œuvre d'une stratégie coordonnée de médiation numérique à l'échelle du territoire nantais, la Ville de Nantes, en coordonnant les propositions d'acteurs associatifs, a saisi l'opportunité de répondre à l'appel à projet de l'État afin de déployer à titre expérimental des postes de conseillers numériques France Services.

6 postes de conseillers numériques au sein d'associations nantaises sont financés par l'État à hauteur de 60 000 € par poste. En complément du financement de l'État, la Ville de Nantes apporte un soutien financier à hauteur de 10 000 € par poste en 2023.

Dans le cadre de la présente délibération, il est proposé d'attribuer une subvention aux 5 associations bénéficiaires correspondant à 6 postes, pour un montant total de subventions de 60 000 € en 2023 :

- CEMEA (2 postes – subvention de 20 000 €) ;
- Le Coup de main numérique (1 poste - subvention de 10 000 €) ;
- ALIS 44 (1 poste - subvention de 10 000 €) ;
- Marie et Alphonse (1 poste - subvention de 10 000 €) ;
- ID Numéric (1 poste - subvention de 10 000 €).

Contrats de ville

Nombre de dossiers : 3– Imputation 338.10/65748.VIL sur le programme 52B2

Le contrat de ville est un appel à projet multi-partenarial permettant de soutenir des projets concourant à la réduction des inégalités et à la cohésion territoriale. Il offre un cadre commun à l'ensemble des partenaires investis sur les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) : les collectivités, l'État, les bailleurs, les conseils citoyens et les associations. Ce dispositif permet de soutenir les associations qui développent des projets de cohésion sociale et de proximité dans les 12 quartiers prioritaires nantais.

Le soutien accordé par la Ville de Nantes s'inscrit particulièrement dans le cadre des priorités du plan d'actions 2022-2026 en faveur des quartiers populaires : « cap sur l'émancipation », « un autre regard sur les quartiers », « égalité réelle et lutte contre les discriminations », « la santé pour tous », « la transition écologique et solidaire en actions », « mes droits j'y ai droit », « connectés et solidaires à la fois », « l'économie et l'emploi », « plus que jamais une priorité », « pas de quartier pour l'insécurité », « à nous les espaces publics », « vive les forces vives ».

Pour cette troisième répartition de subventions, il est proposé de soutenir 3 projets au titre des contrats de ville pour un montant total de 8 514 €.

Projets Émergents

Nombre de dossiers : 2– Imputation 338.10/65748.PE sur le programme 52B2

Le dispositif Fonds d'accompagnement aux projets émergents (FAE) a pour objectif de renouveler la vie associative en soutenant des projets innovants ou expérimentaux. Ces projets peuvent concerner tous les aspects de la vie associative : vie sociale, culturelle, développement durable, participation des habitants, etc. L'innovation et l'expérimentation peuvent concerner le projet, l'action, la méthode, les bénéficiaires, les modes d'intervention.

Il est proposé de soutenir 2 projets qui répondent aux critères du fonds à l'émergence pour un montant total de 7500 €.

Soutien exceptionnel à l'investissement

Nombre de dossiers : 1 –Opération 905 - Associations - Subvention d'équipement 204 // 338.10 // 204182 // 905 // 52 // 2021-AP003

Il est également proposé l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'investissement à l'association PAQ LA LUNE pour un montant de 4 131 €.

2. Conventions et avenants

Sont également proposés à l'approbation du conseil municipal 6 avenants aux conventions en cours, ainsi qu'une nouvelle convention 2023 (cf. annexes 2 à 8), afin d'attribuer les subventions prévues en annexe 1.

3. Fondation de Lille – Statut de membre fondateur de la Ville de Nantes – Avenant avec la fondation territoriale de Loire-Atlantique et la fondation de Lille

Ce projet, lancé et animé en 2021 est le fruit d'un travail mené auprès de nombreux réseaux et acteurs économiques et associations du territoire (CJD - Centre des Jeunes Dirigeants -, DRO – Dirigeants Responsables de l'Ouest - , MEDEF, CPME, CAPEB, Plateforme RSE, Nantes Métropole, Ville de Nantes, Les Ecosolies, etc) qui se sont mobilisés pendant 18 mois et ont créé « la fondation territoriale de Loire-Atlantique ».

Lancée en juillet 2022 sur un modèle unique en France, cette fondation territoriale de Loire-Atlantique agit pour relocaliser la philanthropie en « circuits courts » et faire du mécénat une solution simple. Son ambition : réduire, à grande échelle, les inégalités sociales, sociétales et environnementales, en Loire-Atlantique avec comme marqueur : la transition écologique.

Les principales actions engagées par la Fondation territoriale sont :

- La création de formations collectives, webinaires et temps d'acculturation à toutes les formes de mécénat, développement d'outils de communication, à destination des entreprises et des associations.
- Le lancement de deux appels à projets pour soutenir des projets en phase avec les ambitions de la fondation territoriale de Loire-Atlantique.
- La facilitation de la mise en lien entre les offres de mécénat de compétences et les demandes.
- La création d'un observatoire des inégalités sociales, sociétales et environnementales en tenant compte des singularités de notre territoire

Les membres fondateurs sont à ce jour : CAPEB 44, Les Ecosolies, Malakoff Humanis / AGIR ARRCO, Passerelles et Compétences, Le Rameau, RésO Villes.

Le Conseil Départemental de Loire Atlantique a validé sa volonté d'être membre fondateur en 2023.

La fondation territoriale de Loire-Atlantique a choisi d'être abritée par la Fondation de Lille, première fondation territoriale de France qui a vu le jour il y a une trentaine d'années.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal un avenant à la convention avec la fondation territoriale de Loire-Atlantique et la fondation de Lille afin d'approuver le statut de membre fondateur de la Ville de Nantes.

Ce projet est soutenu par la Ville de Nantes au titre du soutien à l'engagement citoyen et à la vie associative et répond aux engagements inscrits dans la Charte d'engagements mutuels qui invite les associations à diversifier leur source de financement, notamment en faisant appel au mécénat.

Pour mémoire, une subvention de 8 000 € a été votée au conseil municipal du 24 juin 2022 au profit de la Fondation de Lille, afin de soutenir les actions portées par la Fondation territoriale de Loire-Atlantique.

Il est proposé de reconduire cette subvention pour l'année 2023 (cf. annexe 1).

Pour information, cette aide intervient également en complément de l'aide de 16 000 € proposée par Nantes Métropole titre de :

- L'économie et de l'emploi responsables : la fondation apporte solution « clé en main » destinée aux TPE/PME pour les aider à s'y engager dans des actions de mécénat, pour monter en compétence.
- Les Cultures et Arts dans la ville : la lutte contre les inégalités, la synergie entre les différents acteurs sont au cœur des enjeux de la Mission Mécénat, culture et entreprises de la direction générale Cultures et Arts dans la ville.

4. Réhabilitation de l'espace Winnipeg - Information

Le pôle associatif Winnipeg, équipement public, va faire l'objet d'une réhabilitation visant à accompagner les mutations urbaines et sociales portées par le Projet Global Nantes Nord. Avec le nouvel aménagement d'espaces publics, sa position sera centrale sur le secteur Bout des Pavés. Il sera ainsi plus visible depuis l'avenue du Bout des Landes, et marquera, avec le nouveau bassin, l'entrée du secteur.

Il est nécessaire d'accompagner un projet d'usage évolutif, qui va se structurer et s'orienter vers un lieu de vie sociale fédérant les projets solidaires, le lien social et les actions de proximité pour le secteur Bout des Pavés. L'objectif est de faire de cet équipement un lieu plus attractif et en adéquation avec les besoins du territoire (associations, habitantes et habitants, usagères et usagers).

Ces nouveaux espaces, gérés par la Ville de Nantes, permettront des usages polyvalents : réunions, conférences, formations, diverses activités associatives (activités physiques douces, arts plastiques, théâtre, accompagnement à la scolarité, projets autour du bénévolat et de la jeunesse, activités artistiques avec temps d'échanges entre artistes et habitants du quartier, ateliers culinaires pour des personnes en situation de précarité et autres activités socio-culturelles, etc).

Le nouvel équipement pourra être mis en service début 2025 dans le cadre du Projet Global Nantes Nord.

L'approbation du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle et le lancement des marchés de travaux figurent dans la délibération relative relative aux marchés de travaux, présente à l'ordre du jour du présent conseil.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions, telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 197 411€, en fonctionnement, dont la subvention de 8000€ à la Fondation territoriale de Loire Atlantique, et 4131 € en investissement (annexe 01) ;
2. approuve les conventions ou avenants avec les associations suivantes :
 - ALPAC – Avenant01 – Annexe02 ;
 - Casse Ta Routine – Avenant 02 – Annexe03 ;
 - Ping – Avenant01 – Annexe04 ;
 - Céméa – Avenant01 – Annexe05 ;

- Alis – Convention – Annexe06 ;
 - Marie et Alphonse – Avenant05 – Annexe07 ;
 - La Sauce Ludique – Avenant06 – Annexe08 ;
3. approuve l'avenant n°2 à la convention avec la fondation territoriale de Loire-Atlantique et la fondation de Lille afin d'approuver le statut de membre fondateur de la Ville de Nantes (annexes 9 et 10) ;
 4. prend acte du projet de réhabilitation de l'espace Winnipeg ;
 5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale Citoyennetés et Territoires Solidaires
Direction Vie Associative

Délibération n°31

Conseil municipal du 30 juin 2023

Partenariat Ville de Nantes – Caisse d’Allocations Familiales (CAF) - Associations Nantaises agréées Espace de Vie Sociale (EVS) - Conventions – Approbation.

Mme BERTU, Adjointe
donne lecture de l’exposé suivant :

Exposé

Afin de participer et renouveler la dynamique de l’animation sociale et culturelle (ASC), la Ville de Nantes a fortement favorisé le développement et la diversification des acteurs de l’ASC en s’appuyant sur un partenariat resserré avec la CAF.

L’espace de vie sociale est un agrément délivré par la CAF et soutenu conjointement par la Ville de Nantes. A ce jour, 23 lieux associatifs de proximité nantais disposent de cet agrément. Cet espace permet la mise en œuvre d’activités collectives renforçant les liens sociaux et les solidarités de voisinage.

Ces actions enrichissent la vie locale des territoires et s’appuient sur la participation des usagères et usagers, des habitantes et habitants (enfants, familles, jeunes et seniors).

La prise de responsabilité des usagères et usagers et le développement de la citoyenneté de proximité pour impliquer les habitantes et habitants dans la vie sociale est le fil rouge de ces associations. Ainsi les habitants participent aux projets collectifs, leur permettant d’être acteurs et d’assumer un rôle social au sein d’un collectif ou sur le quartier.

Un acteur de la solidarité de proximité qui se confirme au regard des deux années extraordinairement difficiles que viennent de traverser les citoyens. Ce contexte a renforcé des inégalités sociales et économiques qui marquent plus fortement les territoires prioritaires. Ainsi la Ville et la CAF ont soutenu plus significativement ces acteurs de proximité qui prennent particulièrement en compte les publics éloignés à revenus modestes. Ainsi, ces 5 dernières années leur nombre a doublé. Il y a, à ce jour, 11 acteurs de proximité.

Toutes les initiatives portées par les associations agréées EVS proposent des offres quasi gratuites qui s’inscrivent dans les priorités des politiques publiques municipales : la lutte contre l’isolement et le non-recours aux droits, l’accès aux droits et aux services (numérique, etc), l’implication citoyenne, les animations de proximité.

La reconnaissance des associations EVS par des conventions de partenariats avec la Ville et la CAF

Ces conventions s’inscrivent dans la lignée des orientations encouragées par la circulaire Caisse Nationale des Allocations Familiales de 2012 sur l’animation de la vie sociale et les orientations de la politique municipale Vie Associative pour l’animation sociale et culturelle.

23 associations bénéficient de la prestation de service au titre de l'EVS via des conventions EVS tripartites Ville de Nantes / CAF / associations. Celles-ci formalisent la reconnaissance de ces acteurs associatifs pour leurs activités sur une durée de 4 ans sur leur fonction :

- d'accueil ;
- de médiation ;
- de participation et d'accompagnement des habitants.

A titre indicatif, la prestation annuelle, versée par la CAF, plafonnée à 23 682 €, permet notamment de financer un poste d'animation de vie sociale.

De son côté, la Ville accompagne les projets de ces associations et les consolide par le biais de subventions et/ou de mise à disposition de locaux. Certaines associations bénéficient également d'un complément financier Ville/ Etat pour des postes d'adultes relais.

Il est ainsi proposé d'approuver les conventions tripartites avec la CAF et les associations EVS suivantes qui contribuent au maillage territorial et interviennent dans différents quartiers :

- **Direction de quartier coeur de ville**
 - A l'Abordage le Café des Enfants (annexe 1) ;
 - Maison Intergénérationnelle -Habitat et Humanisme (annexe 2) ;
 - La Cocotte Solidaire (annexe 3) ;
 - L'Accorderie de Nantes (annexe 4) ;
 - Nantes lit dans la rue (annexe 5).
- **Direction de quartier ouest**
 - Regart's (annexe 6) ;
 - Rapi (annexe 7) ;
 - Le Collectif du Dix (annexe 8) ;
 - Maison des Familles (annexe 9) ;
 - Association de Bricolage des Dervallières (annexe 10) ;
 - La Presqu'île (annexe 11) ;
 - La Fraternité (annexe 12) ;
 - Le Bouillon du Coin (annexe 13) ;
 - Environnements solidaire (Grand Bellevue) (annexe 14).
- **Direction de quartier est**
 - Association Les Forges (annexe 15) ;
 - Manou Partage (annexe 16).
- **Direction de quartier sud**
 - L'Acavale (annexe 17) ;
 - Vivre à Beaulieu (annexe 18).
- **Direction de quartier nord**
 - Vivre Libre 44 (annexe 19) ;
 - Benenova (annexe 20) ;
 - Casse ta Routine (annexe 21) ;
 - La Laetitia (annexe 22).
- **Inter-quartiers**
 - Afev Kaps (annexe 23).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les conventions entre la Ville de Nantes, la CAF et les 23 associations agréés EVS suivantes :

- A l'Abordage le Café des Enfants (annexe 1) ;
- Maison Intergénérationnelle -Habitat et Humanisme (annexe 2) ;
- La Cocotte Solidaire (annexe 3) ;
- L'Accorderie de Nantes (annexe 4) ;
- Nantes lit dans la rue (annexe 5) ;
- Regart's (annexe 6) ;
- Rapi (annexe 7) ;
- Le Collectif du Dix (annexe 8) ;
- Maison des Familles (annexe 9) ;
- Association de Bricolage des Dervallières (annexe 10) ;
- La Presqu'île (annexe 11) ;
- La Fraternité (annexe 12) ;
- Le Bouillon du Coin (annexe 13) ;
- Environnements solidaire (Grand Bellevue) (annexe 14) ;
- Association Les Forges (annexe 15) ;
- Manou Partage (annexe 16) ;
- L'Acavale (annexe 17) ;
- Vivre à Beaulieu (annexe 18) ;
- Vivre Libre 44 (annexe 19) ;
- Benenova (annexe 20) ;
- Casse ta Routine (annexe 21) ;
- La Laetitia (annexe 22) ;
- Afev Kaps (annexe 23).

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale Citoyennetés et Territoires Solidaires
Mission Jeunesses

Délibération n°32

Conseil municipal du 30 juin 2023

Politique Jeunesses – Troisième répartition de subventions aux associations et bourses individuelles – Conventions – Avenants – Approbation.

*Mme LANGLOIS, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Dans un contexte sociétal en forte mutation, les nouvelles générations développent de nouveaux rapports au monde, au temps et aux autres, façonnés par les crises qui s'accumulent.

La Ville de Nantes s'attache à soutenir ce "temps long de la jeunesse" qui doit permettre à chacune et chacun de trouver sa place dans la société et de contribuer à dessiner un nouveau chemin pour nos sociétés en transition. Les jeunes nantais sont à la fois des éclaireurs des enjeux contemporains et des transitions à venir mais également une ressource pour les transformations à initier.

Elle soutient leur autonomie et leur émancipation, tout au long de leurs parcours, chaque parcours étant singulier dans ses étapes et le rythme de leur franchissement, en prenant pleinement en compte les fragilités et vulnérabilités propres à cette période de la vie.

Pour répondre à leurs besoins primaires, tout en les aidant à avoir plus confiance en eux, la Ville reconnaît leurs sensibilités et soutient des espaces de rencontre, de discussion, d'expérimentation et d'apprentissage dans lesquels ils peuvent partager des vécus, débattre, vivre des premières fois, essayer, se tromper, se connaître mieux soi et les autres.

Au regard des axes structurants de la politique jeunes, il est proposé de conforter le soutien de la Ville aux associations et aux jeunes, sous forme de subventions et de bourses individuelles, dans le cadre d'une diversité de dispositifs et d'appels à projets.

1. Troisième répartition de subventions

La Ville réaffirme son soutien par la mise en œuvre de la Charte d'engagements mutuels, approuvée par le Conseil municipal du 15 décembre 2017, qui précise et organise le cadre des relations entre la Ville et les associations.

En complément des subventions inscrites lors du vote du budget, ainsi qu'en première et deuxième répartitions, la présente délibération porte sur l'attribution de subventions à diverses associations et de bourses individuelles à des porteurs de projets au titre de la politique publique Jeunesses, qui sont imputées en fonctionnement au chapitre 65, sous-fonction 338.11, pour un montant total de 129 735,77€ selon la répartition suivante :

Catégories	Montants	Nbre dossiers
Fonctionnement général des activités	51 667,00	4
Exceptionnelles (projets/actions ponctuelles)	26 500,00	6
Clap Subventions	13 624,77	13
Clap Bourses	12 550,00	10
Spot Subventions	11 460,00	2
Emplois aidés	9 934,00	2
Animation estivale	4 000,00	1
Total	129 735,77	38

Toutes les subventions et bourses individuelles proposées sont détaillées dans l'annexe 1 de la présente délibération.

38 subventions sont attribuées pour un montant global de 129 735, 77€. Les crédits correspondants sont prévus au budget 2023 chapitres 65 - libellé Subventions.

Soutien au fonctionnement général des associations

Nombre de dossiers : 4– Imputation 338.11/65748.IP sur le programme 52C3

La Ville s'appuie sur la force de la proximité en développant un maillage de propositions, pour multiplier les "points de contact" avec les jeunes. Elle peut compter pour cela sur des relations de qualité avec les acteurs jeunesse qui s'engagent au quotidien auprès d'eux.

Plus éloignés, des offres, des aides, des institutions, les jeunes des quartiers populaires sont particulièrement touchés par les inégalités, ce qui constitue un véritable obstacle à leur émancipation et à leur insertion. Pour aller au plus proche d'eux, la Ville soutient une diversité d'acteurs agissant auprès de ceux-ci.

Des subventions de fonctionnement sont proposées à 4 associations pour un montant total de

51 667€, parmi lesquelles :

- Edit de Nantes Habitat jeunes, qui au sein de ses résidences développe des activités socio-éducatives en faveur de l'insertion sociale des jeunes.
- L'association HB2 qui développe un projet artistique et culturelle permettant aux jeunes de s'ouvrir sur leur environnement.

Soutien à des actions ponctuelles / subventions exceptionnelles

Nombre de dossiers : 6 – Imputation 338.11/65748.IP sur le programme 52C3

Des subventions exceptionnelles portant sur 6 projets sont proposées pour un montant total de 26 500 € parmi lesquels :

- Place aux Jeunes qui met en place un concours d'éloquence à destination des jeunes.
- Bellevue Atlantique Forme qui accompagne les adolescents et les jeunes dans leur parcours éducatif et d'insertion et leur ouverture au monde.

Aides aux projets au titre du dispositif CLAP

Nombre de projets : donnant lieu à 13 subventions et 10 bourses individuelles – Imputation 338.11 / chapitre 65 sur le programme 52C3

La politique jeunesse dédiée aux plus de 16 ans vise notamment à encourager l'engagement et la participation des jeunes par l'expérience, l'expression et la coopération. L'accompagnement des projets et des initiatives tout comme la promotion de la citoyenneté suppose reconnaissance et mise en valeur. Cette volonté a présidé à la création du Comité Local d'Aide aux Projets des Jeunes. Ainsi,

le CLAP est un dispositif partenarial, associatif et institutionnel dans lequel la Ville se positionne comme un véritable interlocuteur pour accompagner et stimuler les initiatives des jeunes.

Ouvert aux jeunes nantais de 16 à 25 ans, ce dispositif permet de financer des projets émergents, ayant un caractère d'intérêt général. L'attribution de cette aide financière aux jeunes, en association ou non, est évaluée dans le cadre d'un jury.

Les jurys des CLAP qui se sont tenus les 9 mars, 6 avril, 27 avril et 4 mai 2023 ont donné un avis favorable à 23 projets présentés en annexe 1, dont il est proposé au conseil municipal d'attribuer des aides sous forme de subventions pour 13 624,77 € et de bourses individuelles pour 12 550 € crédits inscrits au budget 2023.

Festival Jeunesse SPOT : soutien aux projets de la 12^e édition

Nombre de projets : 2 donnant lieu à 2 subventions – Imputation 338.11/65748.EVE sur le programme 52C3

En complément des projets adoptés au dernier conseil municipal, il est proposé 2 soutiens aux porteurs de projets dans le cadre de SPOT pour un montant total de 11 460 €.

Emplois aidés

Nombre de dossiers :2 – Imputation 338.11/65748.EMPA sur le programme 52B2.

Il est proposé de soutenir 2 emplois aidés pour des postes d'adultes relais de médiateur social et médiateur jeunesse au profit des associations CEMEA et Style Alpaga pour un montant de 9934 €.

Animations estivales

Nombre de dossiers : 1– Imputation 338.10/65748.AE sur le programme 52B3

Une subvention exceptionnelle est proposée pour un montant total de 4000 € à l'association Bellevue Athlétique Forme au titre des animations estivales pour l'été 2023.

2. Conventions et avenants

Sont également proposés à l'approbation du conseil municipal 4 avenants aux conventions en cours, ainsi qu'une nouvelle convention 2023/2025 avec les partenaires associatifs (annexes 2 à 6), afin d'attribuer les subventions prévues à l'annexe 1.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions et de bourses individuelles, telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 129 735,77€ (annexe 1),
2. approuve les conventions et avenants avec les associations suivantes :
 - Léo Lagrange Ouest – avenant 02 - annexe 2 ;
 - L'Acavale – avenant 02- annexe 3 ;
 - Café Prod – convention – annexe4 ;
 - Style ALPAGA – avenant 4 - annexe 5 ;
 - Le dernier spectateur – avenant 3 - annexe 6.

3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

La secrétaire de séance

Nantes, le 30 juin 2023

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Délibération n°33

Conseil municipal du 30 juin 2023

Associations Vie Étudiante et Logement des Jeunes – Troisième répartition de subventions –Approbation

Mme COUSSINET, Conseillère municipale
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Nantes accueille plus de 65 000 étudiants dans l'agglomération dont 58 000 au sein des établissements situés sur le territoire. Elle se place dans le trio de tête national pour la croissance de ses effectifs étudiants avec près de 14 000 étudiants de plus en 10 ans. 57 % des étudiants relèvent de l'Université de Nantes, tandis que 43 % se répartissent entre les sections BTS, classes préparatoires, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles de commerce et de gestion, écoles d'ingénieurs, formations paramédicales et sociales et d'autres formations supérieures spécialisées.

Soucieuse de proposer aux étudiants un environnement propice à la réussite de leurs études ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle, la ville de Nantes via sa politique publique Jeunesses, s'appuie sur les compétences thématiques et / ou territoriales de partenaires associatifs pour y répondre.

Au regard de multiples actions et partenariats en faveur de la vie étudiante, il est proposé de conforter le soutien de la Ville aux associations et aux projets de jeunes, sous forme de subventions et de bourses individuelles.

1. Troisième répartition des subventions et bourses individuelles

Les subventions et bourses proposées au titre de la présente délibération se répartissent ainsi :

Catégories	Montants	Nbre dossiers
Subventions de fonctionnement Vie Étudiante	15 000,00	1
Subvention Exceptionnelle Vie Étudiante	1 500,00	1
Bourses Vie Étudiante	925,00	4
Bourses AMIJA	2 400,00	6
Total	19 825,00	12

Les dossiers inscrits sont détaillés dans l'**annexe 1** de la présente délibération. Par catégories de subventions, les propositions se déclinent comme suit :

- **L'AFEV** (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville), à hauteur de 15 000€ pour son action au sein de dispositifs initiés par la Ville (démarches territoriales, forums quartiers, événements jeunesse, rentrée étudiante, dialogue citoyen...) mais également pour la mobilisation des étudiants et jeunes nantais à travers l'engagement bénévole dans des actions citoyennes et le développement des colocations solidaires (KAPS).

- **Subvention exceptionnelle**

Nombre de dossiers : 1 - Imputation 338.11/65748.VE sur le programme 52C3.

- Animafac qui a sollicité la Ville pour une subvention exceptionnelle à hauteur de 1 500 € pour son action sur le territoire nantais visant à favoriser la dynamique inter-associative étudiante en proposant des formations gratuites de gestion associative par des pairs aux étudiants ou associations étudiantes, en organisant des temps de travail thématiques ou rencontres afin de favoriser l'émergence de projets inter-associatifs sur le territoire mais également en mettant à disposition des volontaires en service civiques auprès d'associations étudiantes nantaises pour faciliter la mise en œuvre de leurs projets.

- **Bourses individuelles**

Nombre de projets soutenus sous forme de bourse individuelle : 10 – Imputation 338.11/65131.VE sur le programme 52C3

- *Bourses vie étudiante*

Il s'agit d'une aide à la mobilité internationale des étudiants en vue de réaliser un stage. La Ville de Nantes souhaite soutenir 4 projets de stage étudiant à l'international présentés en annexe 1 et attribuer ainsi un montant total de 925 € d'aides sous forme de bourses individuelles.

- *Bourses d'aide à la 1ère mobilité internationale des jeunes en autonomie*

Initiée dans le cadre d'une expérimentation du Programme d'Investissements d'Avenir, la Ville de Nantes a maintenu pour 2023, cette aide à la mobilité internationale des jeunes qui vise à soutenir des projets (individuels ou collectifs) de mobilité internationale, en première autonomie et non organisés. Elle s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans et résidant à Nantes et vient compléter les dispositifs municipaux d'aides aux projets de jeunes déjà développés (notamment le CLAP et l'aide à la mobilité étudiante).

Les dossiers de demande d'aide à la mobilité internationale en autonomie sont examinés en jury. Le jury du 17 avril 2023 a proposé de soutenir 6 projets présentés en annexe 1 sous forme de bourses individuelles pour un montant total de 2400 €.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions et de bourses individuelles, telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 19 825 € en fonctionnement (annexe 1) ;

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

La secrétaire de séance

Nantes, le 30 juin 2023

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale Citoyennetés et Territoires Solidaires
Mission Jeunesses / Vie étudiante

Délibération n°34

Conseil municipal du 30 juin 2023

Vie Étudiante – Attribution de subventions à Nantes Université – Approbation.

M. ASSEH, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Nantes accueille plus de 65 000 étudiants dans l'agglomération dont 58 000 au sein des établissements situés sur le territoire. Elle se place dans le trio de tête national pour la croissance de ses effectifs étudiants avec près de 14 000 étudiants de plus en 10 ans. 57 % des étudiants relèvent de l'Université de Nantes, tandis que 43 % se répartissent entre les sections BTS, classes préparatoires, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles de commerce et de gestion, écoles d'ingénieurs, formations paramédicales et sociales et d'autres formations supérieures spécialisées.

Soucieuse de proposer aux étudiants un environnement propice à la réussite de leurs études ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle, la ville de Nantes via sa politique publique Jeunesses, s'appuie sur les compétences thématiques et / ou territoriales de partenaires associatifs pour y répondre.

Au regard des actions et partenariats en faveur de la vie étudiante, il est proposé de conforter le soutien de la Ville à Nantes Université sous forme de subventions.

Il est proposé au conseil municipal l'attribution de deux subventions à Nantes Université :

- Une subvention de 880 € pour l'attribution de 7 bourses de mobilité à l'étranger au titre des aides de la Ville à la mobilité des étudiants, lycéens et apprentis. Ce soutien est inscrit dans la convention Campus Nantes 2021-2023, établie entre la Ville de Nantes, Nantes Métropole et Nantes Université. Les montants demandés s'élevaient au total à 880 €, et les montants versés au titre de cette action étaient de 900 € en 2022 et 300 € en 2021.
- Une subvention de 5 000 € au titre de la participation au festival de rentrée étudiante pilotée par l'Université en septembre 2023, temps de rentrée pour accueillir les primo-entrants, créer des liens entre les étudiantes et étudiants et donner à voir l'offre de services disponible sur le territoire. Cette action est également inscrite dans la convention Campus Nantes 2021-2023. Le montant demandé était de 10 000€ et le montant versé au titre de cette action en 2022 de 5000 € (0 € en 2021).

Nombre de dossiers : 2 – Imputation 338.11/65782 sur le programme 52C3

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de deux subventions à Nantes Université, telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 5 880 € en fonctionnement ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



■ Direction Générale Citoyenneté et Territoires Solidaires

Délibération n°35

Conseil municipal du 30 juin 2023

Appel à créativité « Lieux à réinventer » – Subventions de fonctionnement – Approbation.

M. ASSEH, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La seconde édition de l'appel à créativité « Les lieux à réinventer », lancée lors du Conseil municipal du 25 juin 2021, s'inscrit dans la politique de dialogue citoyen à Nantes et répond à l'engagement 315 du programme municipal : « 20 nouveaux espaces publics et bâtiments peu utilisés reprendront vie grâce à des projets portés et choisis par la votation des Nantaises et des Nantais. Parmi ces lieux, 3 espaces feront l'objet d'un appel spécifique dédié à des projets portés par des collectifs ou associations de jeunesse ».

Le Conseil municipal du 9 décembre dernier a approuvé le résultat de la votation citoyenne et ainsi officialiser les 9 projets lauréats. Depuis, les porteurs de projets se mobilisent pour transformer leur idée en action. Ils peuvent compter sur le soutien de la collectivité qui se veut être dans une posture facilitatrice. Un accompagnement sur-mesure et régulier est proposé pour chacun des projets, l'objectif étant de concourir à l'émergence des projets citoyens.

Les premières réalisations concrètes sont dès à présent visibles sur la plupart des lieux à réinventer : le pont de la Tortière, test de premières formes artistiques avec un temps fort prévu à la rentrée ; les premières plantations et diffusions de spectacles sont proposées au Pigeonnier des Dervallières ; des réalisations participatives investissent le square Vertais ; la prairie fleurie sera en préparation sur la Vallée du Cens ; de premières formes d'observations et d'explorations nocturnes sont proposées à la Chapelle de la Chantrerie avec un temps fort prévu en septembre avec la Société d'astronomie de Nantes ; les premières esquisses du projet artistique sous les arches de la Motte Rouge verront le jour. Des travaux de rénovation seront engagés à la fin de l'année 2023 sur l'escalator de l'îlot Boucherie puis en 2024 sur la Cure du Vieux Doulon. Des actions de préfiguration permettent dès à présent aux Nantais de découvrir ces futurs lieux.

1. Aide au démarrage des projets lauréats – attribution d'une subvention de fonctionnement

Comme indiqué lors de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2021, une subvention de fonctionnement, comme aide au démarrage du projet, sera octroyée à chaque lauréat pour un montant de 5 000 €. Nombre de dossiers : 1 – Imputation 420.20/65748 sur le programme 50D6.

Une subvention de fonctionnement est donc proposée pour un montant total de 5 000 € au titre du soutien au projet lauréat.

Il est proposé au Conseil de soutenir le dernier projet lauréat : «Le Collectif de la Chaufferie » proposé par l'association Projet Solidaire dans la Cité sur le lieu de la Chaufferie du Port Boyer.

Le projet initial visait à créer un tiers-lieu ouvert sur le quartier avec une diversité de propositions, telles que la création d'une épicerie sociale et solidaire, l'aide à la parentalité, l'apprentissage des outils numériques, l'organisation d'événementiels culturels, etc. Il était porté par quatre associations, dont l'association Projet Solidaire dans la Cité, principal protagoniste du projet.

Les trois autres structures impliquées ont fait le choix de se retirer du projet afin de se concentrer sur leurs actions propres. L'association Projet Solidaire dans la Cité souhaite tout de même poursuivre la dynamique engagée et cherche à reformer un collectif pour que les habitants bénéficient d'une proposition variée.

Dans l'attente de rechercher de nouveaux partenariats, l'association fait le choix d'axer le projet sur la création d'une épicerie sociale et solidaire. L'objectif est d'investir dès l'été 2023, le lieu pour leurs distributions de paniers alimentaires et organiser quelques animations.

2. Soutien à l'aménagement d'un espace scénique sur le lieu « Square Vertais » dans le cadre du projet lauréat « Réinventer Vertais » proposé par l'association Des Ponts entre Nous

Nombre de dossiers : 1 – Imputation 420.20/65748 sur le programme 50D6.

L'association « Des Ponts entre Nous » se mobilise activement pour mettre en œuvre son projet « Réinventer Vertais ». Souhaitant impliquer un maximum d'habitants et d'acteurs autour du projet, elle poursuit sa dynamique collective en organisant des événements festifs à l'image de la « Fête de Vertais » le 13 mai dernier. Des animations régulières sont programmées tout au long de l'été avec notamment des ateliers créatifs pour imaginer la future décoration des piles du pont.

Le lieu commence à se transformer. Dans un premier temps, l'accent est mis sur le développement d'espaces de convivialité et de rencontre. La Ville va aménager d'ici à l'été un parc canin et installer du mobilier de convivialité. De premiers chantiers participatifs ont été menés par l'association pour créer des bancs avec des gravats. Le reste des gravats sera retiré par la Ville d'ici à l'été, permettant de pouvoir plus aisément profiter du site. La Ville de Nantes prévoit également, dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement, la rénovation du square Vertais et l'amélioration de l'espace jeux. Pensé en complémentarité du lieu à réinventer, la concertation sera lancée en 2024 pour une réalisation d'ici à la fin du mandat. L'association « Des Ponts entre Nous » participera activement à cette démarche.

Dans la poursuite de son projet, l'association souhaite aménager un espace scénique multifonction. Il sera configuré dans une des arches du dessous du pont et accueillera des conférences, du cinéma en plein air, des concerts et des spectacles, etc. Pour sa réalisation, l'association s'est tournée vers l'École d'architecture de Nantes Université et a développé un partenariat pour la création de l'espace. Afin de soutenir la construction de cette scène multifonction, l'association « Des Ponts entre Nous » a besoin d'un soutien financier pour la réalisation du prototype et des maquettes préparatoires.

Il est proposé au Conseil de soutenir ce projet à hauteur de 5 000 €.

Le Conseil délibère et,

1. approuve l'attribution de subventions de fonctionnement, telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 10 000 €

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(9 abstentions)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.



Direction Générale Citoyennetés, Territoires Solidaires
Pôle développement des territoires et Participation(s)

Délibération n°36

Conseil municipal du 30 juin 2023

Budgets participatifs - Subventions - Bourses citoyennes - Avenants - Convention - Approbation.

M. CITEAU, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Les budgets participatifs s'inscrivent dans le nouveau cycle de notre politique de proximité :

- une ville qui s'appuie sur la force de proposition et d'initiative des habitants pour soutenir des projets d'amélioration du cadre de vie vers une transition écologique et solidaire,
- une ville qui promeut et accompagne l'engagement des habitants et leur capacité à agir ensemble pour mener des actions citoyennes dans les quartiers.

Ils constituent un dispositif de soutien aux initiatives citoyennes dans les 11 quartiers de notre ville qui vient progressivement amplifier l'action des bureaux des projets par la capacité nouvelle à financer des projets collectifs par de l'investissement.

Les budgets participatifs sont dotés de 1 000 000 € par an en investissement et de 300 000 € en fonctionnement.

La particularité principale :

- les citoyens sont impliqués à toutes les étapes du projet, et s'engagent à mener à bien ce projet dans une logique d'engagement réciproque avec la ville et de coopération dans sa mise en œuvre.
- tous les porteurs de projet présentent leur initiative au comité d'animation de leur quartier. Composé d'habitants, de représentants d'associations et d'un élu du quartier, il les accompagne et délibère collectivement de l'aide à leur apporter : humaine, matérielle et financière.
- la réception des projets se fait au fil de l'eau, les idées sont écoutées, accompagnées et soutenues tout au long de l'année, sans appel à projet avec une date butoir.

Le dispositif budgets participatifs permet d'engager :

- un soutien aux projets portés par des habitants hors cadre associatif dans une limite de 1 000 € sous la forme d'une bourse citoyenne,
- un soutien à la réalisation des projets dans une limite de 5 000 € sous la forme d'une subvention d'aide aux projets versée aux associations,

- les dépenses d'investissement pour des projets ayant un impact durable pour la collectivité comme la mise en valeur de l'espace public, ou la diversification de ses usages pour soutenir de nouvelles pratiques sociales, avec un seuil de l'ordre de 20 000 €, et une possibilité de majoration de 10 000 € pour les projets porteurs de coopérations et dynamiques inter-quartiers. La somme attribuée peut être dépensée directement par la ville au bénéfice du projet ou être versée à une association sous la forme d'une subvention spécifique.

Les subventions et bourses citoyennes proposées soutiennent des projets participatifs présentés, discutés et accompagnés au sein des comités d'animation des budgets participatifs, qui se sont renforcés avec de nouveaux habitants volontaires pour former un collectif et s'approprier progressivement les modalités nouvelles de soutien aux différentes initiatives.

Les comités d'animation des budgets participatifs qui se sont tenus de mars à mai 2023, ont donné un avis favorable à 35 projets. Il est proposé au conseil municipal d'attribuer des aides sous forme de subventions aux associations et de bourses citoyennes à des porteurs de projets pour 113 964 €, crédits inscrits au budget 2023 au chapitre 65 fonction 420.20 article 65748 libellé subventions de fonctionnement, et au chapitre 204 opération 512 libellé Budgets participatifs - Amélioration cadre de vie par les habitants - Subventions d'investissement.

Les éléments d'information relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil, sont communiqués conformément à la Charte de déontologie adoptée lors du conseil municipal du 9 octobre 2020.

● **Les subventions de soutien aux projets proposées au titre des budgets participatifs portent sur un montant total de 110 997 € selon les thématiques suivantes :**

Initiatives culturelles, festives, parentales et sportives

- « L'atelier du mouton à 5 pattes », proposé par l'association Le mouton à 5 pattes, à Malakoff - Saint-Donatien.

Montant demandé : 13 000 €

Proposé au vote : 1 100 € - subvention de fonctionnement
11 900 € - subvention d'investissement

Le vivre ensemble, au sein du quartier de la Moutonnerie et de son épicerie le parc, est au cœur du projet de l'association des habitants « le mouton à 5 pattes ». Née à l'été 2022 après un premier temps festif mobilisateur soutenu alors par les bureaux des projets, l'ambition est aujourd'hui d'aller plus loin dans l'animation du parc avec un atelier expérimental. Il sera équipé et ouvert à tous, mettant à disposition du matériel sportif, de loisirs, un petit mobilier de convivialité permettant de tester les usages futurs de ce parc dont la rénovation fera l'objet d'une concertation publique à horizon 2024. Cette première étape consiste en l'acquisition des containers de stockage, de matériel, de différents mobiliers. A l'automne un temps festif sera organisé afin de fédérer tous les acteurs et partenaires du projet et dresser un premier bilan de cette expérimentation. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné l'opportunité de cette initiative en lien avec les enjeux de solidarité de proximité et d'animation sociale et conviviale dans le quartier, tout en favorisant des usages diversifiés et inclusifs du parc.

- « Beaulieu : une fresque pour le quartier », proposé par l'Association A l'asso des Haubans !, sur l'île de Nantes.

Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

L'idée de ce projet est née de l'envie de valoriser le quartier et de tisser des liens entre les habitants et usagers par la réalisation collective d'une fresque au sol avec l'appui d'un artiste peintre. Elle sera réalisée rue Pitre de Lisle Du Dreneuc, sous la forme d'un chantier participatif intergénérationnel. Située près de la place de la Galarne, cette rue réunit toutes les conditions : à la fois zone de

rencontre et lieu de passage vers le square, les commerces, le lycée et les habitations. Un projet salué par le comité d'animation par sa dimension fédératrice pour le rapprochement des habitants du quartier dans sa diversité.

Cette association a bénéficié d'une subvention de 1 860 € en 2021 pour le projet «Boite à livres» (conseil municipal du 25 juin 2021).

- « Playtime », proposé par l'association LOLAB, à Breil-Barberie.
Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

Ce projet mené avec plusieurs partenaires associatifs et institutionnels, allie approche patrimoniale, création artistique et numérique, en accompagnement du futur projet pour l'église Saint-Luc. Il consiste en la création de livres augmentés participatifs, à partir de plusieurs temps forts organisés avec les habitants du quartier autour de cet édifice à découvrir : recherche aux archives municipales, visites avec le collectif d'architectes pour appréhender le lieu, tenue d'un stand d'information sur l'église lors du festival M.I.A.M ! et durant les journées européennes du patrimoine. Ce projet initié au démarrage par une habitante a su mobiliser les ressources du quartier en s'associant à Lolab proposant des outils qui viendront soutenir la dynamique avec les habitants autour du projet à venir.

- « Nantes Sud est un quartier sympa : le site », proposé par l'Association Sud Loire Animation (ASLA), à Nantes Sud.
Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

Des habitants avec les associations et acteurs du quartier se donnent avec ce projet de création d'un site internet participatif l'objectif d'améliorer l'accès au plus grand nombre à toutes les informations sur la vie du quartier Nantes Sud. La création de ce site éco-conçu permettra aux utilisateurs de mettre en commun facilement une production riche et variée sur la vie de quartier : événements, animations, informations pratiques, initiatives et projets. Les habitants et acteurs du quartier participeront collectivement à la gestion du site et aux supports en lien (réseaux sociaux, collecte d'informations, news letters, assistance technique, etc.). Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné la pertinence de cette initiative pour une meilleure communication dans le quartier, avec une démarche d'accessibilité renforcée. Le collectif s'est engagé à élaborer une Charte de fonctionnement s'inspirant de la Charte des associations nantaises pour définir les valeurs fondamentales qui guideront le collectif dans la construction du site.

(L'ASLA a été accompagnée par les budgets participatifs pour un montant total de 4 540 € en 2023 pour deux projets : « Concours photographique » Conseil municipal du 3 février 2023 et « Soirée théâtre - conférence - débat sur le changement climatique » Conseil municipal du 31 mars 2023).

- « Ton cœur fait Blum », proposé par l'Association des commerçants de la rue Léon Blum (Asso Blum), au centre-ville.
Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

Afin de dynamiser la rue Léon Blum, « L'asso Blum » a proposé un projet d'animations saisonnières ponctuelles et récurrentes, mené en partenariat avec les associations et des habitants du quartier, d'avril à octobre 2023. La convivialité de la rue est au cœur de ce projet, avec son embellissement et fleurissement par les riverains, une fête solidaire, une fête de la musique et un vide-grenier/concert. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué l'énergie et l'impulsion nouvelle apportées par l'association et les habitants impliqués, en favorisant l'accès des animations à tous (notamment grâce à l'idée du buffet solidaire), et l'inclusion des enfants dans ce projet.

- « City land », proposé par l'association Le Devoir d'Agir, à Doulon-Bottière.
Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

Un collectif d'associations du quartier a proposé d'organiser un temps fort et rassembleur sous la forme d'une fête solidaire et populaire au stade du Pin sec. Cette action menée en partenariat avec de nombreux acteurs et commerçants du quartier comportait de nombreuses animations socioculturelles et sportives, ainsi qu'une offre de restauration, l'ensemble proposé gratuitement aux participants. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné le fort investissement des personnes mobilisées pour ce projet festif, présentant un vif intérêt pour l'animation du quartier.

- « Le réveil du château », proposé par Dervallières Association Jeunesse (DAJ), à Dervallières-Zola.
Montant demandé et proposé au vote : 4 065 € - subvention de fonctionnement

Un collectif de jeunes habitants du quartier a proposé d'organiser en juin, deux jours d'animations sportives, culturelles et de loisirs, en direction des enfants, adolescents et familles des Dervallières. Ce projet visait à "réveiller" cette partie du quartier – le square Meissonnier, et à le valoriser en créant plus de lien social. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué cette initiative menée par des jeunes du quartier, qui ont su mobiliser et fédérer différents partenaires (TAN, ACCORD, ADPS, ACSD) pour organiser cet événement qui se veut être une première étape vers de nouveaux projets. Le secteur investi répond par ailleurs à un réel besoin d'animation et d'occupation positive.

- « Les ponts fêtent septembre », proposé par l'association Des ponts entre nous (DPEN), sur l'île de Nantes.
Montant demandé et proposé au vote : 3 704 € - subvention de fonctionnement

Cette initiative a pour objectif de dynamiser les liens entre habitants, associations et acteurs du territoire sur le quartier des ponts et de ses alentours. Ce temps fort convivial, le « bouquet final » se déroulera fin septembre, au square Vertais, un lieu à réinventer, sur trois moments : la clôture des ateliers culturels « mardis artistiques », le spectacle du Group Berthe (spectacle Superbe(s)) et la braderie de l'île place Wattignies. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné que dans la continuité de son implication dans le cadre des Lieux à réinventer, l'association poursuit ses interventions pour dynamiser le quartier et créer du lien social entre les habitants et agir sur le cadre de vie avec les partenaires locaux.

- « Les couleurs des Biesses », proposé par l'association des commerçants et artisans des Biesses, sur l'île de Nantes.
Montant demandé et proposé au vote : 3 700 € - subvention de fonctionnement

L'association des commerçants et artisans des Biesses, au cœur du quartier de République, propose de poursuivre la dynamique d'animation estivale de la rue à nouveau piétonnée. Initiée à la sortie de crise sanitaire, il y a maintenant 3 ans, cette initiative s'appuie sur un collectif d'habitants renforcé et des partenariats associatifs élargis. La programmation et la scénographie de la rue font l'objet d'une démarche participative. Cette année de nouvelles animations participatives viendront enrichir le programme habituel, notamment la fabrication collective de décorations en bois pour l'embellissement du site et un vide grenier « La braderie de l'île ». Le comité d'animation des budgets participatifs a salué l'attachement de l'association à s'entourer toujours plus largement, à développer un esprit « petit village », en concertation avec les habitants et avec le souci de renouveler encore cette année la proposition.

Cette association a bénéficié de deux subventions pour les projets « Un été rue Grande Biesse » (conseil municipal du 25 juin 2021 à hauteur de 5 000 € et conseil municipal du 26 juin 2022 à hauteur de 4 000 €).

- « Jazz au Fort », proposé par l'association Tinker Label, à Nantes Erdre.
Montant demandé et proposé au vote : 3 000 € - subvention de fonctionnement

Cet événement musical et convivial réunira des habitants de tous âges, invités à rencontrer des artistes partageant la passion du piano et du jazz. A cette occasion, les habitants seront invités à découvrir de nombreux stands autour de pratiques en lien avec le bien-être et la gastronomie locale, des ateliers de jeux, etc. Ce moment de rencontres autour d'une offre plurielle et gratuite, donnera à voir aux habitants la richesse culturelle du quartier ainsi que la diversité des partenaires et associations.

- « Embellissement et animation du quartier L'U », proposé par l'association du quartier L'U (ASSO L'U), au centre-ville.

Montant demandé et proposé au vote : 2 738 € - subvention de fonctionnement

L'ambition de ce projet porté par la toute nouvelle association de quartier L'U est d'embellir la rue Armand Brossard, piétonnisée et de clôturer l'été par une fête de rue et plus largement du quartier, le 17 septembre, sur le thème du partage, de l'échange et de l'écoresponsabilité. Pour ce faire, elle a à la fois mobilisé les habitants, les commerçants et le centre soio-culturel de la rue, de la place des petits murs, des rues Cheval Blanc, Saint Léonard et adjacentes.

- « Afrik@Bellevue », proposé par l'association Diafrik, à Chantenay - Bellevue - Sainte-Anne.

Montant demandé et proposé au vote : 2 500 € - subvention de fonctionnement

Depuis 2016 la semaine Panafricaine se déroule chaque année dans un quartier, avec un programme construit en lien avec les différents acteurs du territoire. Cette année l'association Diafrik a proposé des temps d'animation et de médiation culturelle conçus avec les habitants du Grand Bellevue : expositions, visites de lieux commémoratifs et de nombreux temps de convivialité. Ces propositions ont participé au travail de mémoire et de patrimoine en lien avec les présences africaines dans la ville.

- « Musique à Beaulieu 2023 », proposé par l'association A l'asso des Haubans !, sur l'île de Nantes.

Montant demandé et proposé au vote : 2 200 € - subvention de fonctionnement

Après le succès de la première édition en 2022, l'association A l'asso des Haubans ! a souhaité reconduire un temps festif musical, visant à développer les liens sociaux entre habitants de la pointe est de Beaulieu et du quartier. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné l'impact de cet événement qui renforce les partenariats locaux et fédère de nombreux habitants bénévoles autour d'un temps fort d'animation..

- « A tout âge, Joffre un lien ! », proposé par l'association Joffre ma rue, à Malakoff Saint-Donatien.

Montant demandé et proposé au vote : 2 000 € - subvention de fonctionnement

De nombreux habitants et acteurs du quartier ont proposé de reconduire une journée d'animation conviviale de la rue Joffre, le 23 septembre. Les habitants de passage et ceux du quartier seront invités à se rencontrer autour d'un programme culturel et festif ouvert à tous : des ateliers de pâtisserie inter-générationnels, des conférences sur le thème du lien, des rencontres entre parents sur l'alimentation familiale, de la transmission de savoir-faire manuel aux enfants et adolescents par des personnes retraitées, le récit d'histoires populaires entre les générations et les cultures, des animations de rue seront proposés.

- « Animation dans le square Daviais pour les journées du patrimoine », proposé par l'association Collectif Île Feydeau, au centre-ville.

Montant demandé et proposé au vote : 1 367 € - subvention de fonctionnement

En 2022, le square Daviais avait accueilli le temps d'une demi-journée des animations autour de jeux en bois, pour un public familial. Fort du succès rencontré, le Collectif Île Feydeau propose de reconduire cette action et de l'étendre à deux demi-journées, avec une perspective de programmation pérenne. Cette année, l'événement sera adossé aux journées européennes du patrimoine, et amplifié pour faire découvrir le patrimoine bâti et historique du quartier, des œuvres artistiques, et offrir un panel d'animations culturelles et ludiques. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué l'évolution de ce temps fort, et notamment l'effort accessibilité à toutes les tranches d'âge.

- « Ateliers culinaires », proposé par l'association 123 BO Soleil, à Doulon-Bottière.
Montant demandé et proposé au vote : 1 300 € - subvention de fonctionnement

L'association 123 BO Soleil propose d'organiser dix-huit ateliers culinaires gratuits afin de lutter contre l'isolement, et de dynamiser le quartier. Ils seront organisés entre septembre et juin, le dimanche, à la salle du Perray et à la maison du projet. L'objectif est de rassembler des habitants autour d'une activité fédératrice et conviviale qui s'achève avec la consommation des plats cuisinés ensemble. Le comité d'animation a souligné l'intérêt de cette initiative accessible à tous, dans des lieux pertinents permettant de toucher et d'associer différents habitants du grand quartier.

- « Journée d'autodéfense physique et verbale », proposé par l'association Style Alpaga, à Chantenay - Bellevue - Sainte-Anne.
Montant alloué par le comité d'animation : 1 000 € - subvention de fonctionnement

Un collectif d'une vingtaine de femmes du quartier a exprimé le souhait de (re)prendre confiance en elles sur l'espace public en soutenant leur pouvoir de dire et d'agir face au harcèlement de rue. L'association Style Alpaga a proposé d'accompagner une première expérimentation menée avec le collectif rEGALons Nous qui promeut éducation populaire féministe par l'animation d'ateliers participatifs au service de la lutte contre le sexisme.

Par ailleurs, le Conseil municipal du 4 décembre 2022 a approuvé une convention pluriannuelle entre l'association Style Alpaga et la Ville de Nantes. Dans ce cadre, le versement de la subvention pour la réalisation de l'action « Journée d'autodéfense physique et verbale » proposée par l'association Style Alpaga nécessite la conclusion d'un avenant. Toutefois, cette association percevra une subvention de fonctionnement complémentaire et exceptionnelle d'un montant de 4 967 € (poste adulte relais) au titre de la même année. Par conséquent, la Mission Jeunesses présentera un avenant 4 à la convention pluriannuelle entre l'association Style Alpaga et la Ville de Nantes, au conseil municipal du 30 juin 2023 intégrant ces deux subventions.

- « Goûter autour du monde, troisième édition », proposé par l'association des Parents d'Élèves Les parents de Louise (APE), sur l'île de Nantes.
Montant alloué par le comité d'animation : 1 000 € - subvention de fonctionnement

L'Association des Parents d'Élèves Les parents de Louise (APE) a proposé de renouveler l'organisation d'une rencontre intergénérationnelle et ouverte à tous les habitants en septembre, autour des cuisines du monde et de répertoires musicaux. Par cette initiative, l'APE souhaite participer à l'émergence d'une identité de quartier basée sur la richesse de la mixité sociale et culturelle. En ouvrant l'école un vendredi soir à tous les habitants et en s'appuyant sur des acteurs de proximité, l'association témoigne de sa volonté de rassembler le quartier Beaulieu autour d'une rencontre intergénérationnelle, placée sous le signe de la convivialité et de la découverte, intention saluée par le comité d'animation du quartier.

- « Parcours des deux Ponts P2P », proposé par l'Association Sud Loire Animation (ASLA), à Nantes Sud.
Montant demandé et proposé au vote : 250 € - subvention de fonctionnement

L'ASLA a proposé d'organiser une marche et/ou course conviviale de découverte du patrimoine naturel le long des berges de la Sèvre, chacun à son rythme. Ce projet a fédéré de nombreux partenaires institutionnels et privés, ainsi que des habitants bénévoles du quartier.

Initiatives pour la transition écologique

- « Animation et aménagement de l'allée de la maison rouge », proposé par l'association Le Grand Bain Nantais, au centre-ville.

Montant demandé : 12 701 €

Proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement
7 701 € - subvention d'investissement

Le Grand Bain Nantais a proposé l'organisation d'animations intergénérationnelles et conviviales hors les murs, de mai à septembre. Ces animations de rue participent de la dynamique de quartier lancée par le Grand Bain, projet lauréat des 15 lieux à réinventer et vont accompagner l'expérimentation de la piétonisation de l'allée de la maison rouge ainsi que la préfiguration de la place côté rue des Olivettes. L'enjeu est aussi d'associer les riverains à cette préfiguration et à l'appropriation de ces futurs espaces publics. Le comité d'animation des budgets participatifs a par ailleurs souligné l'importance du volet patrimonial, au cœur de ce projet, dans un lieu emblématique de la ville.

- « Aménagement zone de rencontre », proposé par l'association OGEC SAINT-FELIX (Organisme de Gestion de l'École Catholique de Saint-Félix), à Hauts-pavés - Saint-Félix.

Montant demandé et proposé au vote : 4 887 € - subvention d'investissement

Pour sécuriser et apaiser la circulation sur la rue de Provence, très empruntée par les piétons, familles et scolaires en particulier, et prolonger l'action de réaménagement du stationnement, les riverains et parents ont proposé d'acquérir des bacs de culture arborés qui seront entretenus par leurs soins. L'OGEC de Saint-Félix a accepté de porter cette initiative. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué la dimension collective du projet et l'implication des riverains dans la volonté de s'investir dans le cadre de vie de leur rue et du quartier. Ce projet constitue un fort potentiel pour l'amélioration des conditions du bien vivre ensemble dans la rue et dans le quartier.

- « Quartier des Hauts-Pavés - Saint-Félix en transition. Ciné-débats », proposé par l'association Facilit&CO, à Hauts-Pavés - Saint-Félix.

Montant demandé : 4 113 €

Proposé au vote : 2 713 € - subvention d'investissement
1 400 € - subvention de fonctionnement

L'association Facilit&CO vise à stimuler les dynamiques collectives autour de projets en faveur de la transition sociale et écologique, au sein du quartier. Elle propose d'organiser des ciné-débats dans le quartier et dans ce cadre d'acquérir un matériel de projection adapté à différents lieux de diffusion. La programmation proposée couvre la période de septembre à décembre 2023, avec une projection mensuelle sur la thématique de l'écologie et du pouvoir d'agir citoyen. Ces projections viendront soutenir les échanges et des dynamiques citoyennes autour de nouvelles initiatives pour le quartier et se prolongeront en 2024. Le comité d'animation a souligné l'ambition de ce projet de faire émerger et d'accompagner des dynamiques citoyennes dans le quartier et soutient l'idée de permettre à des associations du quartier de disposer du matériel financé par les budgets participatifs pour leur action.

- « Ramène ta fraise #2 », proposé par l'association Carrés de culture(s), à Malakoff Saint-Donatien.

Montant demandé et proposé au vote : 3 000 € - subvention de fonctionnement

Depuis plusieurs années l'association Carrés de culture(s) participe à embellir et animer le square Jules Bréchoir dans le quartier Toutes Aides. Dans la continuité des activités organisées régulièrement avec les habitants, les habitants seront invités à se (re)approprier le jardin autour de moments ludiques et conviviaux sur le thème du jardinage. Cette action sera mise en œuvre étroitement avec le tissu local d'associations et de nombreux partenaires du quartier.

- « La fête du jardin de cultive ton bio », proposé par l'association Cultive ton bio, à Nantes Nord.

Montant demandé et proposé au vote : 2 500 € - subvention de fonctionnement

L'association Cultive ton bio a eu l'idée de proposer un temps fort festif début septembre, autour de la pataugeoire située au parc urbain de la Boissière, à proximité du jardin partagé. Avec ce projet, les organisateurs souhaitent sensibiliser les habitants à une meilleure alimentation, les initier à une

première découverte du jardinage et les sensibiliser au respect de la nature et de la biodiversité en ville et dans le quartier. Des animations ludiques et pédagogiques autour de différents ateliers permettront de tisser des liens entre habitants et avec les partenaires du quartier.

- « Fête des 40 ans des jardins familiaux des églantiers », proposé par l'association Les jardins des églantiers, à Nantes Nord.

Montant demandé et proposé au vote : 2 300 € - subvention de fonctionnement

A l'occasion du quarantième anniversaire des jardins familiaux des églantiers, l'association des jardiniers propose un grand temps fort festif ouvert à tout le quartier : ateliers de jardinage, de rempotage, histoires de jardins mais aussi balade en poney, chorale, concerts et danse, alimenteront la journée. De nombreux bénévoles, partenaires et acteurs impliqués dans la vie du quartier sont mobilisés pour la réalisation de ce temps fort anniversaire, qui contribuera à l'appropriation des jardins par tous.

- « S'adapter aux impacts du changement climatique : économiser l'eau potable », proposé par l'association Les jardiniers de la rue, à Dervallières-Zola.

Montant demandé et proposé au vote : 1 600 € - subvention d'investissement

L'association Les jardiniers de la rue cultive diverses productions légumières et florales dans un jardin partagé - le jardin d'Edgar - sur un terrain communal attenant à la place Zola. L'ensemble des utilisateurs a proposé d'installer un récupérateur d'eau afin de s'adapter aux périodes de sécheresse et un auvent pour les usagers et les visiteurs. Le projet sera expliqué au public scolaire, pour les sensibiliser aux enjeux de la gestion économe de l'eau. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné l'opportunité de cette initiative qui contribuera à son échelle à soutenir la transition écologique. Par son engagement citoyen, sa capacité à aider, orienter d'autres structures, son envie de créer du lien social à travers le jardinage, cet acteur du grand quartier est un élément moteur à soutenir.

- « Cabanalivres des Marsauderies », proposé par l'association du Grand Clos, à Nantes Erdre.

Montant demandé et proposé au vote : 1 133 € - subvention de fonctionnement

L'association du Grand Clos en partenariat avec les équipes enseignantes des Marsauderies et des associations de parents d'élèves, a proposé d'installer une boîte à livres rue de la Bertinière, à proximité de l'école élémentaire. Sa gestion sera assurée par les habitants. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné l'intérêt de ce projet très abouti et en partenariat élargi à différents acteurs associatifs du quartier. Son implantation devant l'école élémentaire sera idéale pour faciliter l'accès des enfants, des familles, des riverains et des passants. Les services techniques de Nantes Métropole prendront à leur charge la réalisation de la semelle en béton pour la fixation de la boîte à livres (à hauteur de 400 euros).

- « Poubelles rigolotes Jacques Tati », proposé par l'Association Léo Lagrange Ouest, à Nantes Sud.

Montant demandé et proposé au vote : 1 039 € - subvention de fonctionnement

Proposer des solutions pour l'environnement, développer l'éveil citoyen et écologique des enfants : tel est le fil rouge de ce projet consacré à la réduction des déchets et à la lutte contre les dépôts sauvages. Les enfants ont ainsi habillé des poubelles et réalisé des fresques pour inciter les habitants à trier davantage leurs déchets. Le comité d'animation a souligné la dimension pédagogique et ludique de ce projet construit par les enfants pour sensibiliser leurs aînés au tri.

- « Guides sur la biodiversité dans la vallée du Cens », proposé par l'association Autour du Cens, à Breil-Barberie.

Montant alloué par le comité d'animation : 1 000 € - subvention de fonctionnement

L'association Autour du Cens souhaite élargir sa mobilisation pour la protection de la vallée du Cens et de sa biodiversité. Aussi elle proposera à des bénévoles une formation de guides pour soutenir des

actions de sensibilisation en direction de différents publics, scolaires, familiaux... Cette initiative sera proposée aux habitants du quartier et à des bénévoles de l'association, avec la perspective d'étendre la formation aux riverains et acteurs de Nantes Nord. Le comité d'animation des budgets participatifs a été sensible à l'engagement des habitants qui souhaitent monter en compétences, pour partager leur savoir et sensibiliser le plus grand nombre à la protection des écosystèmes. Cette formation pourrait être une première étape, complétée par d'autres temps plus spécifiques (connaissance de la canopée, des arachnides...) dispensée avec la Direction Nature et Jardin.

- « Une boîte à livres dans la coulée des renards », proposé par l'association des habitants du quartier de la rivière, à Nantes Nord.

Montant demandé et proposé au vote : 600 € - subvention de fonctionnement

Ce projet, né d'une rencontre avec le collectif d'habitants à l'initiative de la boîte à livres sur l'île de Versailles, vient renforcer les échanges déjà existants autour du composteur rue Leduc et avec les promeneurs empruntant la coulée des renards. Il met en synergie de nombreux partenaires parmi lesquels le lycée agricole Rieffel de Saint-Herblain (préparation du tronc d'arbre), l'association contes de Traverse (inauguration), la médiathèque Luce-Courville (renouvellement des livres), la CSC petite Sensive (communication) et la Direction Nature et Jardin de la Ville (transport, fabrication d'éléments, dalle béton, à hauteur de 1 000 euros). L'entretien et la gestion seront assurés par les habitants en lien avec les différents partenaires. Le comité d'animation des budgets participatifs a apprécié le portage collectif de ce projet et son inscription dans les réseaux déjà existants.

Solidarité

- « Cuisine ta prog' », proposé par La Cocotte Solidaire, à Hauts-pavés - Saint-Félix.

Montant demandé et proposé au vote : 5 000 € - subvention de fonctionnement

La Cocotte Solidaire s'est associée au Pannonica, à des habitants et partenaires du quartier pour proposer la programmation de soirées culturelles originales et accessibles à tous. Au menu, des musiques et cuisines du monde, une programmation accessible à tous les habitants, avec une attention particulière aux personnes en situation de précarité. Ainsi, trois rencontres musicales et culinaires, avec des ateliers ont été proposées en juin à La Cocotte Solidaire. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué ce projet, avec sa dynamique forte d'implication des habitants, aux côtés des associations partenaires.

(La Cocotte Solidaire a été accompagnée par les budgets participatifs pour le projet « Cultures en Cocotte » à hauteur de 3 940 € en 2022 - Conseil municipal du 24 juin 2022).

- « Les cultures en cocotte : au cœur de la médiation socioculturelle », proposé par l'association Cultures du Cœur Pays de la Loire (CDC PDLL), à Hauts-Pavés - Saint-Félix.

Montant demandé et proposé au vote : 4 300 € - subvention de fonctionnement

Ce projet est destiné aux personnes qui se sentent éloignées voire exclues des lieux de diffusion et de pratiques culturelles. Il repose sur une démarche de médiation culturelle pour accompagner les participants vers la découverte d'une expérience culturelle. Au final ce travail permettra l'organisation de trois rencontres autour d'un pays à l'honneur, d'une recette, d'un concert avec des artistes locaux invités. En amont de celles-ci, trois temps auront été organisés avec les habitants pour les préparer. Le comité d'animation des budgets participatifs a salué la volonté de construction avec les habitants de ce projet participatif, solidaire et inclusif.

Les bourses citoyennes proposées au titre des budgets participatifs, portent sur trois projets (annexe 1) pour un montant total de 2 967 €.

Initiatives culturelles, festives, parentales et sportives :

- « Fête des écoles du groupe scolaire Alain Fournier », à Chantenay - Bellevue - Sainte-Anne.

Montant proposé par le comité d'animation : 991€

Un collectif de parents d'élèves s'est mobilisé autour d'un projet de fête d'école à l'occasion de la fin de l'année scolaire. Le comité d'animation des budgets participatifs a souligné l'intérêt de cette initiative pour créer un temps fort après les travaux qui ont affecté, en plus de la crise sanitaire, les temps de convivialité autour de la vie de l'école. Le comité d'animation a souligné l'importance de rassembler les familles et les riverains à l'occasion de la fin d'année scolaire dans le moment de la fin de chantier. Il est noté l'attention portée aux associations sportives du quartier invitées à participer pour se faire connaître et faire découvrir aux enfants et aux familles leurs différentes activités.

- « Peinture artistique dans la première cours de l'école le Linot - Mon rêve d'enfant », à Nantes Erdre.
Montant proposé par le comité d'animation : 976 €

Dans la continuité de l'opération d'embellissement et de sécurisation réalisée en 2022 sur le parvis de l'école Le Linot, le collectif de parents et habitants à l'origine du projet propose de réaliser une nouvelle peinture artistique dans la première cours. Cet espace d'accueil et de circulation vers les différents lieux de l'école est très fréquenté par les élèves et les familles. Cette action place à nouveau les enfants au cœur du projet au travers de la conception et réalisation de la fresque, inspirée par une chanson écrite par les élèves « Mon rêve à moi ». Le comité d'animation des budgets participatifs a mentionné l'intérêt de cette initiative qui fédère les enfants, les parents d'élèves et l'équipe périscolaire. Elle profitera à l'ensemble des usagers de l'école actuels et futurs et permettra de mieux repérer les différents espaces en créant un espace de convivialité pour les familles.

Initiatives pour la transition écologique :

- « Boite à livres : la ninicherie », à Chantenay - Bellevue - Sainte-Anne.
Montant proposé par le comité d'animation : 1 000 €

Une habitante a eu l'idée d'installer une boîte à livres à l'angle des rues Amiral Du Chaffault et Jean-Baptiste Vigier, dans un passage particulièrement emprunté à pied, proche du collège et du tramway. L'entretien et l'approvisionnement de la boîte à livres sera assuré par un collectif d'habitants. Le comité d'animation des budgets participatifs a relevé l'intérêt de cette initiative qui met en synergie les forces vives en proximité puisque en plus d'être soutenu par les Œuvres sociales de la Fraternité, la porteuse du projet a eu à cœur de faire participer les jeunes du collège Chantenay à un chantier de construction participatif encadré par une association du quartier.

En lien avec ces différentes subventions, sont également proposés les avenants et une convention avec les associations suivantes :

- L'Association Léo Lagrange Ouest - Avenant n°1 à la convention 2023/2025 - annexe 2
Le présent avenant porte sur le projet « Poubelles rigolotes Jacques Tati » d'un montant total de 1 039 €.
- L'Association Lolab - Avenant n°1 à la convention 2023 - annexe 3
Le présent avenant porte sur le projet «Playtime» d'un montant total de 5 000 €.
- L'Association OGEC SAINT-FELIX - convention 2023 - annexe 4
La convention porte sur le projet «Aménagement zone de rencontre» d'un montant total de 4 887 €.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de subventions telles que proposées ci-dessus, pour un montant total de 110 997 € ;
2. approuve l'attribution de bourses citoyennes en faveur de projets divers, selon la répartition proposée, pour un montant total de 2 967 € (Annexe 1) ;

3. approuve et autorise la signature des avenants et de la convention :
 - l'Association Léo Lagrange Ouest – Avenant 1 à la Convention 2023/2025 (Annexe 2) ;
 - l'Association Lolab – Avenant 1 à la Convention 2023 (Annexe 3) ;
 - l'Association OGEC Saint-Félix – Convention 2023 (Annexe 4) ;
 -
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction Nature et Jardins

Délibération n°37

Conseil municipal du 30 juin 2023

Jardins et nature en ville – Subventions – Approbation

Mme BONAMY, Adjointe

Donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Dans le cadre de sa politique publique Nature en ville, la Ville de Nantes apporte son soutien au fonctionnement des associations environnementales et horticoles qui œuvrent dans les domaines de la protection de l'environnement, de la faune et de la flore, et de la promotion des espaces naturels et horticoles sur le territoire nantais.

Il est proposé, au titre de l'exercice 2023, le versement de 29 350 € de subventions de fonctionnement à 8 associations. La répartition figure dans la liste jointe en annexe.

Depuis 2017, la Fédération des Amis de l'Erdre a mis en place un Club nature affilié à la Fédération « Connaître et Protéger la Nature » pour les enfants du quartier Port Boyer. Ce Club Nature des Loutrons permet de proposer aux jeunes de 6 à 10 ans du quartier prioritaire Port Boyer de participer gratuitement tous les mercredi après-midi à un club nature sur une année scolaire.

Le club nature est un espace d'apprentissage, de discussions et d'activités privilégié pour :

- découvrir, développer des connaissances, des savoirs et des envies autour de la nature ;
- s'engager dans une démarche à son échelle, de protection de l'environnement, sur son quartier ;
- apprendre à vivre ensemble, à coopérer, s'entraider dans des projets communs.

Cette action est soutenue depuis le début par les collectivités, notamment dans le cadre du contrat de ville, et nous proposons d'attribuer 2 000 € au titre de l'exercice 2023 à la Fédération des Amis de l'Erdre pour cette action.

Les crédits correspondants sont prévus en fonctionnement au budget 2023 au chapitre 65.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement de subventions aux associations œuvrant dans les domaines de la protection de l'environnement et de la promotion des espaces naturels et horticoles sur le territoire nantais pour un montant de 31 350 €, tel que proposé ci-dessus et selon la répartition jointe en annexe ;

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction Nature et Jardins

Délibération n°38

Conseil municipal du 30 juin 2023

Passage et square Felloneau – Convention de co-maîtrise d’ouvrage avec Nantes métropole – Approbation.

Mme BIR, Adjointe
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Lors du Conseil Municipal du 29 juin 2018, la Ville a approuvé le programme de réhabilitation de l'école Felloneau, s'inscrivant dans le schéma directeur des écoles.

Celui-ci prévoyait le regroupement des écoles maternelle et élémentaire sur le même site et la libération du foncier occupé initialement par l'école maternelle suite à sa démolition. Cette évolution ne constitue pas un objectif du projet de restructuration du groupe scolaire, mais plutôt l'un de ses effets. Elle a été l'occasion d'engager une réflexion sur le devenir, et notamment les futurs usages, de ce secteur, situé au cœur du quartier, au bénéfice des habitants et des enfants.

La Ville de Nantes avait pris plusieurs engagements lors de la concertation avec les habitants quant au devenir de ce site :

- la démolition du bâtiment de l'école maternelle et des anciens logements de fonction compte tenu de leur état, du coût important que nécessiterait leur rénovation, de leur inadaptation fonctionnelle et de leur pauvreté architecturale ;
- le maintien du site dans le domaine public pour des usages publics ouverts sur le quartier, complémentaires de ceux du square Félix Thomas qui sera conservé ;
- la création de deux nouvelles liaisons douces pour désenclaver ce vaste îlot en reliant la place St-Félix, le pôle Félix Thomas et la rue de la Haute Forêt ; les cheminements créés auront un statut public et seront réservés aux modes de déplacement actifs (vélos, piétons...).

Ces engagements font écho aux orientations du Plan Paysage et Patrimoine, démarche citoyenne conduite en 2017 avec un groupe d'habitants, véritable guide pour les évolutions urbaines à venir sur le quartier.

Le site Felloneau, avec ses qualités paysagères et patrimoniales héritées de l'ancien domaine de la Haute Forêt, sa situation de pivot entre plusieurs lieux de vie du quartier et la générosité de l'espace libéré, est une opportunité rare pour offrir un nouveau poumon vert et de vie pour le quartier et, particulièrement pour les enfants et parents en sortie d'école.

Le projet prévoit ainsi :

- la création de deux liaisons douces ;
- l'aménagement du nouveau parvis de l'école ;
- la création d'une aire de jeux pour enfants pour les petits ;
- la végétalisation de l'espace et la création d'un espace de convivialité (avec tables de pique-nique, méridiennes, etc).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 833 333 € HT, soit 1 000 000 € TTC. Elle se répartit de la manière suivante :

- espaces publics : 800 000 € TTC à la charge de Nantes Métropole ;
- Mobilier, aménagements paysagers et aire de jeux : 200 000 € TTC à la charge de la Ville de Nantes.

La maîtrise d'ouvrage unique est assurée par les services de Nantes Métropole sur la base de la convention de co-maîtrise d'ouvrage dont les principales dispositions sont les suivantes :

Nantes Métropole, maître d'ouvrage unique, réglera l'ensemble des dépenses auprès des différents prestataires. La Ville de Nantes s'engage à rembourser le maître d'ouvrage unique des dépenses relatives à la réalisation des aires de jeux, des aménagements paysagers et du mobilier, à hauteur de 200 000 € TTC. La répartition des dépenses pourra être modifiée par avenant en fonction du résultat des marchés de travaux.

La maîtrise d'œuvre sera assurée par les services de Nantes Métropole pour l'ensemble des missions concernant les lots Voirie et Eclairage, et par la ville de Nantes, représentée par la Direction Nature et Jardins pour les missions concernant les lots aménagements paysagers, mobiliers et aires de jeux.

La réalisation des travaux est prévue de janvier 2024 à l'été 2024. Il vous est proposé d'approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec Nantes Métropole (cf. annexe).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole relative aux travaux de création de deux liaisons douces, l'aménagement du nouveau parvis de l'école, la création d'une aire de jeux et la végétalisation de l'espace sur le site Felloneau ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction Nature et Jardins

Délibération n°39

Conseil municipal du 30 juin 2023

Jardins du Musée Dobrée – Conventions de financement et de coopération – Approbation.

*M. ASSEH, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Le Département est propriétaire du Musée Thomas Dobrée, sis 18 rue Voltaire à Nantes. Les 3 bâtiments qui le composent sont entourés de jardins ceint de grilles.

Le projet de réhabilitation du Musée a envisagé l'ensemble des espaces extérieurs comme des espaces publics ouverts sur le quartier, espaces composés d'un jardin de collection horticole et d'un vaste jardin dédié aux activités ludiques et jeux d'enfants.

Le Département a souhaité entériner la « fonction de square public » de ces espaces souhaitée par les citoyens

C'est ainsi que le Département et la ville ont convenu de collaborer à partir de leur expertise et savoir faire pour la gestion de ce jardin attenant à un musée. Ainsi il est proposé une convention ayant pour objet de définir les modalités de coopération entre la Ville de Nantes et le Département de Loire-Atlantique en vue d'une mission commune d'intérêt général : l'entretien et la gestion des jardins du Musée Dobrée.

Par ailleurs, afin de participer à l'aménagement de ces jardins qui seront appréciés des nantais de ce quartier, la Ville de Nantes a proposé de financer une partie des nouveaux jeux qui seront installés. Le budget de l'opération conduite par le Conseil départemental s'élève à 600 000 € HT. La Ville propose une subvention d'équipement de 120 000 € selon les termes de la convention de financement jointe. Les crédits correspondants sont ouverts en 2024 au chapitre 204, AP 002 Opération 6573 « Parcs et Squares – requalifications.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement d'une subvention d'investissement de 120 000 € au Conseil Départemental de Loire-Atlantique ;
2. approuve les conventions de financement et de coopération à conclure avec le Conseil Départemental de Loire-Atlantique pour le jardin du Musée Dobrée (cf. annexes) ;

3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Bolo, M. Rebouh et M. Salaün

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Développement Économique Responsable,
Emploi, Innovation, Europe et International
Direction de Europe et International

Délibération n°40

Conseil municipal du 30 juin 2023

Jumelages Européens – Subventions – Approbation.

*M. PASCOUUAU, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Dans le cadre de la Politique publique « Soutien à l'engagement », la Ville de Nantes souhaite proposer aux Nantais un véritable parcours de citoyenneté européenne et internationale. Ce parcours se traduit par des dispositifs favorisant l'ouverture européenne des Nantais, notamment à travers le soutien financier aux actions envers les villes jumelles de Nantes, par le soutien financier aux projets portés par les associations du territoire contribuant au développement d'une citoyenneté européenne et le soutien aux dispositifs de mobilité européenne.

Il est ainsi proposé d'accorder les subventions suivantes au titre des jumelages européens.

1. Subvention à l'association Schola Cantorum

Nantes accueille la Coupe du monde de rugby à l'automne 2023, et notamment le match Géorgie / Pays de Galles le 7 octobre. Dans ce cadre, la chorale Schola Cantorum organise un concert avec invitation de la chorale de Cardiff, ville jumelle de Nantes.

Le concert se déroulera à Notre Dame de Bon Port la veille du match de rugby, soit le 6 octobre, et sera gratuit pour tous. Il est proposé d'accorder une subvention de 2 500€ à Schola Cantorum pour l'organisation de ce concert nanto gallois.

Montant de la subvention demandé : 2500 €. Subvention attribuée en 2021 et 2022 : 0 €. Cette subvention de 2 500€ sera versée au titre des jumelages européens (programme 35E, chapitre 65).

2. Subventions à l'association ELANC

L'association ELANC (Echanges linguistiques Adultes Nantes Cardiff) organise chaque année un voyage linguistique et culturel à Cardiff, ville jumelle de Nantes. Cette année, le voyage s'est déroulé début avril. 21 personnes dont 15 nantaises participent à ce voyage. Dans le cadre du soutien à la mobilité dans les villes jumelles européennes, une subvention de 50€ par Nantais est versée. Ainsi, il est proposé d'accorder une subvention de 750€ est accordée à ELANC pour le déplacement à Cardiff.

Montant de la subvention demandé : 750 €. Subvention attribuée en 2021 et 2022 : 0 €. La somme de 750 € est imputée au chapitre 65 (articles 65748), fonction 048.10, programme 35E.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement des subventions en faveur des associations se proposant de développer des actions à caractère européen—en faveur de ELANC (750€) et Schola Cantorum (2 500€) ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Développement économique responsable,
emploi, innovation, Europe et international
Direction Europe et International

Délibération n°41

Conseil municipal du 30 juin 2023

Échanges Internationaux – Cosmopolis - Subvention - Approbation.

M. MARAIS, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Dans le cadre de la Politique publique « Soutien à l'engagement », la Ville de Nantes souhaite proposer aux Nantais, un véritable parcours de citoyenneté européenne et internationale. Ce parcours se traduit par des dispositifs favorisant l'ouverture européenne et internationale des Nantais, notamment à travers le soutien financier aux déplacements des scolaires dans les Villes jumelles de Nantes et par le soutien financier aux projets portés par les associations du territoire contribuant au développement d'une citoyenneté européenne et internationale. Dans ce même cadre, l'Espace Cosmopolis favorise l'ouverture des Nantais sur le monde en accompagnant les associations dans la réalisation de projets culturels à vocation européenne et internationale.

Échanges Internationaux

1. Printemps Coréen

L'association Printemps Coréen organise la 10ème édition de son festival éponyme. Cet événement dédié à la culture coréenne contribue à l'ouverture au monde des Nantais et Nantaises, et aux bonnes relations avec les autorités diplomatiques coréennes.

Pour soutenir le festival dans l'organisation de cette édition anniversaire, il est proposé une subvention exceptionnelle, en complément des subventions versées au titre du jumelage de la Ville avec Suncheon (Corée du Sud).

Le montant demandé est de 15 000 €. Il s'agit d'une première demande, il n'y a eu aucune subvention pour 2021 et 2022. En 2023, une subvention de 3 200 € a été votée au conseil municipal du 31/03/2023 dans le cadre de Cosmopolis.

Le montant proposé est de 1 800 €. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10).

2. Maison des États-Unis

En tant qu'association de jumelage, la Maison des États-Unis assure la pérennité des relations citoyennes avec Seattle et Jacksonville. Plus largement, elle développe les liens entre Nantes et les États-Unis.

Elle diffuse les cultures américaines et françaises, accompagne les délégations américaines accueillies (scolaires, universitaires, institutionnelles et économiques) et promeut et organise des

échanges de tous ordres : éducatifs, sportifs, culturels, professionnels. Il est proposé de verser une subvention à l'association au titre du jumelage de la Ville de Nantes avec Jacksonville et Seattle (États-Unis), dans le cadre de la convention triennale à renouveler.

Le montant demandé est de 20 000 €. En 2022, le montant versé était de 15 000 € et 14 000 € en 2021.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le renouvellement d'une convention triennale avec la Maison des États-Unis et de verser une subvention à hauteur de 14 000 € au titre de l'année 2023. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10) (annexe 1).

3. Association Jeunesse France-Japon (AJFJ)

L'Association Jeunesse France Japon (AJFJ) fait découvrir aux Nantais et Nantaises la culture japonaise en organisant des événements et activités, en participant à des temps forts (convention Art to Play, intervention dans des écoles et bibliothèques) et en favorisant l'accueil de délégations japonaises.

En 2023, en plus de ses activités habituelles, l'AJFJ mènera des travaux d'embellissement de ses locaux et portera plusieurs actions pour créer du lien avec les Japonaises et Japonais installés à Nantes, les habitants du quartier Malakoff-Saint Donatien, les Nantais et Nantaises souhaitant partir au Japon (cours de langue, activités marqueurs du style de vie japonais, mini festival...). L'association s'investira dans l'animation d'un stand au sein du Village du rugby lors de la Coupe du monde en octobre 2023. Il est proposé de verser une subvention à l'association au titre du jumelage de la Ville avec Niigata (Japon).

Le montant demandé est de 9 000 €. Les montants versés en 2022 et 2021 : 6 500 €.

Le montant proposé est de 6 500 €. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10).

4. Nantonaku Nantes

Nantonaku Nantes propose des activités et de l'aide au quotidien pour les étudiants japonais à Nantes. Elle contribue à la promotion de la mobilité universitaire à Nantes auprès des Japonais. Elle appuie la Ville de Nantes dans le cadre des accueils de groupes de sa ville jumelle japonaise, Niigata.

En 2023, Nantonaku Nantes fête ses 10 ans. Pour célébrer cet anniversaire, elle organise l'exposition « Le monde de KOSHINO Ryo » et invite le mangaka pour des ateliers ouverts au public. Une subvention plus importante à titre exceptionnel est proposée à l'association au titre du jumelage de la Ville avec Niigata (Japon).

Le montant demandé est de 5 000 € (2 000 € au titre du fonctionnement, 3 000 € pour les projets liés au 10ème anniversaire). Les montants versés en 2021 et 2022 s'élevaient à 2 000 €.

Le montant proposé est de 5 000 €. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10).

5. IFOM International

L'Institut de formation aux métiers de la beauté-santé-forme (IFOM) organise un voyage scolaire au Japon pour les classes de diététique et d'esthétique, à Osaka, Tokyo et Kyoto. Ce voyage permettra aux élèves de découvrir la réalité professionnelle d'un autre pays, le Japon, et d'échanger leur savoir-faire techniques avec les élèves des écoles partenaires. Il est proposé de soutenir ce voyage, au titre du dispositif de mobilité scolaire dans les villes jumelles de Nantes.

Le montant demandé est de 2 000 €. Le montant pour 2021 était de 1 500 € et aucune subvention en 2022.

Le montant proposé est 2 000 €. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10).

6. OGEC Saint-Stanislas

L'OGEC Saint Stanislas organise une mobilité scolaire croisée entre les élèves du lycée Saint Stanislas de Nantes et de l'International School de Seattle. Cet échange linguistique et interculturel permettra aux 33 jeunes nantais de s'ouvrir au monde, de mieux maîtriser l'anglais et d'approfondir leurs connaissances sur la culture et le mode de vie de leurs correspondants.

Il amorce la reprise des mobilités scolaires internationales post-covid. Il est proposé de financer ce voyage dans le cadre du dispositif de mobilité scolaire dans les villes jumelles de Nantes, dont Seattle fait partie.

Le montant demandé est de 2 500 €. Aucune subvention n'a été accordée pour 2021 et 2022.

Le montant proposé est 2 500 €. Les crédits sont inscrits au programme 35E Chapitre 65 (article 65748, fonction 048.10).

Cosmopolis

Deux demandes de subventions sont soumises au Conseil Municipal du 30 juin 2023 au titre des actions développées à l'Espace Cosmopolis par des associations (programme 35B) :

1 – Association Intervention Expérimentation

Les Ateliers de Bitche, appelés également l'association Intervention Expérimentation, est un lieu artistique autogéré situé 3 rue de Bitche à Nantes.

L'association est également un regroupement d'associations : APO 33, Les Dandys, Animal social, le Filtre à son, le jardin de Bitche, Gabriel Vogel, Marjorie André ainsi que des artistes et autres associations connexes.

Les activités sont diverses dans le champ artistique et du débat d'idées : théâtre, performances, créations et interventions sonores, photographie, vidéo, cinéma, sérigraphie, arts graphiques, dessin, éditions....

La demande de subvention concerne l'organisation de la deuxième édition de **Cosmo BiB, au cœur de l'édition Underground** : exposition (peintures, dessins, sérigraphie, éditions ...) et programme culturel consacrés à l'édition artisanale.

Pour cette deuxième édition de Cosmo BiB, l'association a invité Sterput, lieu de culture alternative bruxellois, et le présente à travers des photos, des vidéos, et une exposition d'artistes belges et internationaux sélectionnés par Sterput. Le collectif nantais BiB présentera également une sélection d'artistes locaux et internationaux.

Dans le cadre de cette exposition, l'association organisera des rencontres, projections et concerts ainsi que des ateliers liés à l'édition artisanale.

Cette manifestation se déroulera à Cosmopolis du 12 au 30 octobre 2023.

Parallèlement, les ateliers de Bitche accueilleront le festival de l'édition artisanale BiB, Bonne Impression à Bitche, les 14 et 15 octobre 2023.

Le montant demandé est de 3 900 €. Une subvention de 3 000 € a été versée en 2021 et aucune en 2022. Il est proposé d'attribuer une subvention de 3 200 € à cette association au titre de 2023. La subvention sera imputée sur le budget 2023 au chapitre 65 (article 65748), fonction 048,10, Programme 35B.

2 – Association franco-ukrainienne Tryzub

Lors de sa création le 23 mars 2021, l'association franco-ukrainienne Tryzub, avait pour but principal de promouvoir l'Ukraine en France et la France en Ukraine. Depuis le 24 février 2022, date du début de l'invasion par la Russie, le pôle humanitaire de l'association a pris une place prépondérante.

L'association s'est fortement mobilisée pour collecter, trier et acheminer les dons de nourriture, de matériel médical, médicaments, et tout matériel de première nécessité.

Tryzub s'engage également en organisant des événements culturels afin d'informer sur la situation en Ukraine, exprimer son soutien au peuple ukrainien, mais aussi faire connaître l'histoire et la culture de l'Ukraine.

La subvention concerne l'organisation de deux expositions : « Cartes postales d'Ukraine » et « Mon Ukraine / La vie continue » constituée de photos, vidéos, objets, vêtements sur l'Ukraine avant la guerre et aujourd'hui et d'un programme culturel avec des conférences, projections de films et des concerts. Ces expositions et ce programme culturel ont été présentés à Cosmopolis du 6 avril au 7 mai 2023.

Le montant demandé est de 1 200 €. Aucune subvention versée en 2021 et 2022. Il est proposé d'attribuer une subvention de 1 200 € à cette association au titre de 2023.

La subvention sera imputée sur le budget 2023 au chapitre 65 (article 65748), fonction 048,10, Programme 35B.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement d'une subvention de 1 800 € à l'association PRINTEMPS COREEN ;
2. approuve le versement d'une subvention de 14 000 € et la signature de la convention 2023-2025 à l'association MAISON DES ETATS-UNIS (annexe 1) ;
3. approuve le versement d'une subvention de 6 500 € à l'association JEUNESSE FRANCE JAPON (AJFJ) ;
4. approuve le versement d'une subvention de 5 000 € à l'association NANTONAKU NANTES ;
5. approuve le versement d'une subvention de 2 000 € à l'association IFOM International ;
6. approuve le versement d'une subvention de 2 500 € à l'association OGEC SAINT STANISLAS ;
7. approuve le versement d'une subvention de 3 200 € à l'association Intervention-expérimentation ;
8. approuve le versement d'une subvention de 1 200 € à l'association franco-ukrainienne Tryzub ;

9. autorise Mme la Maire à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale développement économique durable,
emploi, innovation, Europe et international
Direction Europe et International

Délibération n°42

Conseil municipal du 30 juin 2023

Adhésions diverses de la Ville de Nantes au sein d'organismes extérieurs – Approbation.

M. MARAIS, Adjoint

donne lecture de l'exposés suivant :

Exposé

Au titre de la politique Europe et International, et afin de sécuriser le paiement des cotisations des associations pour lesquelles la Ville de Nantes est adhérente, il convient de formaliser à nouveau l'adhésion de la Ville de Nantes aux organismes extérieurs suivants :

1. Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)

L'AIMF est une association de droit français regroupant les Villes engagées en faveur de la francophonie et de ses valeurs. Elle vise à permettre une réflexion commune des Villes francophones à l'échelle internationale, sur le développement urbain, à soutenir la coopération internationale, à faciliter l'accès à des financements et à favoriser l'influence des Villes au bénéfice des projets de développement dans la gouvernance mondiale.

Il est proposé d'approuver l'adhésion de la Ville de Nantes à l'Association Internationale des Maires Francophones.

2. Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE)

L'AFCCRE est la section française du CCRE (Conseil des Communes et Région d'Europe, composé de collectivités locales européennes de tout niveau, de la commune à la région). Elle mobilise les collectivités françaises autour des sujets d'importance européenne, qui ont un impact sur elles, par des actions de lobbying auprès des instances européennes, de formations d'élus et/ou de techniciens sur les politiques européennes), association de défense des intérêts des collectivités françaises au niveau européen, au travers du CCRE notamment (qui regroupe les sections nationales de collectivités européennes). Être membre de l'AFCCRE permet à la Ville de Nantes de faire entendre la voix des communes et de leur champ de compétences spécifiques communales à l'échelle européenne.

Il est proposé d'approuver l'adhésion de la Ville de Nantes à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE).

3. Association Essentiel

Essentiel est une association de droit français qui s'engage aux côtés d'autres acteurs, en faveur de la santé pour tous pour favoriser le développement social et humain, dans le respect de la diversité des personnes et des communautés. La mission d'Essentiel est de favoriser l'accès à la santé des populations dans le respect d'une vision globale de la santé telle que définie par l'OMS et la charte d'Ottawa. L'association intervient en particulier en Afrique subsaharienne, notamment au Sénégal, à Rufisque, ville partenaire de Nantes.

Il est proposé d'approuver l'adhésion de la Ville de Nantes à l'Association Essentiel.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'adhésion de la Ville de Nantes aux associations suivantes :

- Association Internationale des maires francophones (AIMF) ;
- Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe ;
- Essentiel ;

et le versement, pour chaque association, d'une cotisation annuelle dont le montant sera précisé dans chaque bulletin d'adhésion ;

2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de Mme Rolland

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

Le premier adjoint

Pauline LANGLOIS

Bassem ASSEH

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale du Développement économique
responsable, emploi, innovation, Europe et international
Direction Europe et International

Délibération n°43

Conseil municipal du 30 juin 2023

Actions de coopération et de solidarité internationales – Subventions - Approbation.

*M. GUISSSE, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

1. Association Pays de la Loire Coopération Internationale (PDLCI)

Le projet Clés en main Palestine (2022-2024) piloté par PDLCI et cofinancé à hauteur de 50 % par la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'articule autour de 4 axes :

- créer des synergies entre les collectivités ligériennes qui interviennent en Palestine ;
- accompagner les collectivités ligériennes dans le déploiement de leur coopération avec leurs partenaires palestiniens ;
- favoriser l'ouverture au monde et l'émancipation des jeunes français et palestiniens (18-25 ans) à travers un programme d'échange ;
- sensibiliser les élèves ligériens aux enjeux palestiniens à travers la création de productions journalistiques.

En cohérence avec son souhait de renforcer sa coopération avec la Ville d'Abu Dis et, plus largement, son soutien à destination des Territoires palestiniens, la Ville de Nantes souhaite apporter sa contribution financière à ce projet Clés en main Palestine, aux côtés du département de Loire-Atlantique et des villes de Saint-Herblain et d'Ancenis-Saint-Géréon.

Le montant demandé est de 6 500 €. Aucune subvention n'a été versée pour 2021 et 2022. Le montant proposé est 6 500€. Les crédits sont inscrits au programme 35C Chapitre 65 (article 65748), fonction 048.10)

2. CLAP : Echanges Solidaires Internationaux – Répartition des Bourses

Afin d'encourager et de promouvoir l'engagement des jeunes dans le domaine de la solidarité internationale, la Ville de Nantes attribue chaque année des bourses destinées à soutenir leurs initiatives. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du Comité Local d'Aide aux Projets des Jeunes (CLAP).

La Commission chargée d'examiner les projets et de recevoir les candidats a retenu 15 dossiers pour l'année 2023. Une somme de 19 000 € a été répartie comme détaillée dans le tableau en annexe 1 chapitre 65131, fonction 048.10, programme 35C).

3. Subventions aux associations dans le cadre de l'Appel à Projets de Développement International Solidaire – APDIS

Dans le cadre de son dispositif d'appel à projets, la Ville de Nantes apporte son soutien aux associations qui développent des programmes solidaires partenariaux en Afrique du Nord et Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, Amérique latine / Caraïbes et en Asie.

Les projets des associations s'inscrivent dans les thématiques suivantes : les secteurs santé/social (aide médicale, hygiène, nutrition, prévention), le développement local (actions culturelles, économiques, agricoles et sociales, urbaines et rurales, financements solidaires, mutuelles de santé), l'éducation et la formation ainsi que l'environnement (énergies renouvelables, eau, collecte des déchets, recyclage).

Au titre de la présente délibération, 8 projets sont subventionnés pour un montant global de 37 950 € (chapitre 65748.APDIS, fonction 048.10, programme 35C) (cf. annexes).

19 projets avaient été présentés lors de cette session, dont 3 sont inéligibles, pour un montant total de subventions demandées de 129 000 €.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le versement d'une subvention de 6 500€ à l'association PDLCI- (Pays de la Loire Coopération Internationale) ;
2. approuve le versement de subventions pour un montant total de 19 000 € répartis entre les 15 organismes retenus dans le tableau CLAP (cf. annexe 1) ;
3. approuve le versement de subventions au titre de l'appel à projets de développement international solidaire pour un montant total de 37 950 € (cf. annexe 2) ;
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Département Prévention et solidarités

Délibération n°44

Conseil municipal du 30 juin 2023

Politique publique - Migration - intégration – Contrat territorial d'accueil et d'intégration 2023-2025 – Programme 2023 – Reversement des crédits aux opérateurs – Approbation.

*Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

La Ville de Nantes mène, depuis longtemps, une politique volontariste qui prend en compte les questions d'accueil et de facilitation du processus d'intégration des nouvelles habitantes et nouveaux habitants étrangers amenés à s'installer durablement à Nantes.

Dans le cadre de sa politique migration-intégration, et en complémentarité des compétences de l'État, elle agit depuis de nombreuses années, en concertation avec les acteurs locaux, pour faciliter l'accès aux droits et à l'autonomie, ainsi que dans les domaines de la formation linguistique, l'emploi, l'hébergement, l'éducation, la santé, ou la culture.

// Le contrat territorial d'accueil et d'intégration

Depuis ces dernières années, la Ville de Nantes a connu une forte croissance des populations étrangères sur son territoire. Ainsi, pour conforter son action publique, elle s'est engagée dès 2019 dans la contractualisation avec la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR) et la préfecture en signant un premier contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAIR).

Conclue pour 3 ans (2019-2021), la convention a été prorogée 1 fois jusqu'au 31 décembre 2022. Destiné initialement aux bénéficiaires de la protection internationale, le CTAIR a évolué en 2021 en CTAI, afin d'élargir le public ciblé aux primo-arrivants du territoire. Pour rappel, les primo-arrivants sont les ressortissants étrangers hors Union Européenne en situation régulière, et signataires d'un contrat d'intégration républicaine depuis moins de 5 ans, ayant pour projet de s'installer durablement en France.

Plus de 2 000 étrangers primo-arrivants signent le contrat d'intégration républicaine (CIR) tous les ans en Loire-Atlantique (dont 30 % sont bénéficiaires de la protection internationale).

En articulation avec sa politique publique migration-intégration, le CTAIR a permis de mettre en œuvre une gouvernance partagée au niveau local, et des actions concrètes : 32 projets ont ainsi été menés entre 2019 et 2022 en faveur des résidentes et résidents étrangers primo-arrivants et au bénéfice des acteurs du territoire.

Dans les projets phares réalisés dans le cadre du CTAI, nous retrouvons :

- le diagnostic-action sur les besoins des professionnels intermédiaires de l'emploi ;
- la sensibilisation sur la question migratoire à destination des agents ;
- la réédition et diffusion du guide bienvenue ;
- la bibliothèque vivante sur les parcours des réfugiés.

Dans la continuité de cet engagement municipal, et dans l'actualité récente marquée par la hausse des flux de personnes déplacées sur son territoire, la Ville de Nantes souhaite poursuivre ses ambitions et renouveler la contractualisation avec l'État dans le cadre du déploiement des « territoires d'intégration ».

La collectivité souhaite ainsi réaffirmer son rôle en tant qu'acteur local majeur de l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants étrangers. Elle porte une attention particulière à la mise en place d'une relation de qualité avec les usagères et les usagers et ainsi faciliter leur accès aux services publics municipaux.

La nouvelle contractualisation est aussi une opportunité pour proposer de nouvelles pistes d'actions répondant à ces enjeux, notamment dans le champ de l'insertion professionnelle.

En cohérence avec les priorités de son action publique municipale, le nouveau CTAI de la Ville de Nantes reste engagé sur les 7 axes de la Stratégie nationale pour l'accueil et l'intégration des réfugiés adoptée en 2018 par la DIAIR :

- Axe 1 : Renforcer le pilotage et la gouvernance de la politique d'intégration à l'échelon local ;
- Axe 2 : Engager les étrangers primo-arrivants dans un parcours d'intégration, à travers des démarches d'accueil portées par la ville ;
- Axe 3 : Améliorer l'accès à la formation, linguistique et professionnelle, et l'emploi ;
- Axe 4 : Garantir l'accès au logement et faciliter les parcours résidentiels ;
- Axe 5 : Améliorer l'accès aux soins et aux droits en santé ;
- Axe 6 : Faciliter l'accès aux droits par des actions innovantes ;
- Axe 7 : Favoriser l'intégration au sein de la société d'accueil par la rencontre, la valorisation des parcours et le changement de regard sur les Nantais étrangers primo-arrivants.

La démarche de coordination territoriale de parcours linguistiques, intégrée dans l'axe 3, est une action phare du plan d'action municipale « Migrations – accueillir et accompagner à Nantes » . Elle marque un engagement fort de la collectivité, partagé avec Nantes Métropole, pour soutenir les parcours d'insertion sociale et professionnelle en facilitant l'apprentissage du français sur le territoire. Cette démarche, initiée dans un dialogue étroit avec l'État depuis 2017, s'est concrétisée dès 2018 par un soutien financier annuel dans le cadre de la politique d'accueil et d'intégration des étrangers en France. L'État a demandé à la Ville d'intégrer la démarche dans le nouveau contrat territorial d'accueil et d'intégration à partir de 2023.

L'intégration de la démarche parcours linguistiques repose sur les mêmes termes de partenariat que précédemment, à savoir :

- la mise en œuvre de la plateforme Évaluation Linguistique et Orientation (ELO) pour l'accueil et l'orientation des publics en besoin d'apprentissage du français
- la montée en compétences et mise en réseau des associations de la formation linguistique agissant dans la proximité et ingénierie dédiée au pilotage de la démarche pour la Ville.

Dans ce nouveau cadre partenarial, l'État garantit un soutien pluriannuel de la démarche parcours linguistiques et renforce la lisibilité de ce partenariat, l'action devenant une action phare de l'axe 3 et du CTAI.

Un soutien financier de l'État sur le CTAI renouvelé est attendu à hauteur de 400 000 € annuels, dont 104 000 € par an, fléchés sur la démarche parcours linguistiques.

Le financement de l'État sera versé annuellement à la Ville de Nantes qui assurera le pilotage de la contractualisation au global, et effectuera des reversements de crédits aux opérateurs identifiés. Les actions retenues et le montant des financements sont réévalués annuellement.

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans.

II/ Programme 2023 – Soutien aux opérateurs

Pour construire le plan d'action de la 1ère année, la Ville s'est appuyée sur l'expertise des directions mobilisées dans la mise en œuvre du CTAI (inclusion sociale, égalité, santé, emploi, éducation, culture, dgcités), et sur les besoins partagés par les acteurs du territoire.

Pour 2023, ce sont 9 nouvelles actions qui ont été retenues, en complément de celles qui se poursuivent.

L'État soutient la Ville à hauteur de 400 000 € au titre du CTAI 2023.

Sur ce montant, 149 000 € sont dédiés à des actions menées par la Ville, et le reste des crédits - soit 251 000 € - est reversé par la Ville aux porteurs de projets suivants (cf. tableau joint) :

- le CCAS de Nantes : 134 000 € pour le dispositif « logement ville réfugiés » ;
- l'association Asamla : 43 000 € pour les actions d'interprétariat au bénéfice des étrangers primo-arrivants dans les services municipaux et du CCAS ;
- l'association Berekty : 13 000 € pour l'action de médiation visant à faciliter les parcours résidentiels des ménages primo-arrivants ;
- l'association Médecins du Monde : 10 000 € pour le soutien à la démarche en santé communautaire auprès des étrangers primo-arrivants sur des lieux de vie précaires ;
- l'association Paloma : 15 000 € pour le soutien à la démarche d'aller-vers numérique pour favoriser l'accès aux droits et aux soins des femmes en situation de migration ;
- l'association Aides : 8 000 € pour le soutien aux démarches d'aller-vers pour favoriser l'accès aux droits en santé et prévention des risques en santé sexuelle à destination des étrangers primo-arrivants ;
- Nantes Université : 19 000 € pour le soutien au déploiement des sensibilisations à la question migratoire et à l'accueil des primo-arrivants auprès des agents de la collectivité ;
- association Food Sweet Food : 9 000 € pour le soutien à l'organisation du Refugee food festival en 2023.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le soutien à ces acteurs partenaires du CTAI.

le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le Contrat territorial d'accueil et d'intégration des étrangers primo-arrivants (CTAI) (cf Annexe 1).
2. approuve le soutien aux projets inscrits dans le programme d'actions 2023 du contrat territorial d'accueil et d'intégration des primo-arrivants, avec le reversement des subventions suivantes (cf Annexe 2) :
 - CCAS de Nantes : 134 000 €
 - association Asamla : 43 000 €
 - association Berekty : 13 000 €
 - association Médecins du Monde : 10 000 €

- association Paloma : 15 000 €
 - association Aides : 8 000 €
 - Nantes Université : 19 000 €
 - association Food Sweet Food : 9 000 €
3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale Ressources
Département des ressources humaines

Délibération n°45

Conseil municipal du 30 juin 2023

Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation.

Mme BASSAL, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

I – ADAPTATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Au vu des décisions relatives au développement de carrière, il est proposé de modifier le tableau des emplois permanents (annexe n°1).

Ces modifications ont fait l'objet d'une présentation en comité social territorial et se déclinent comme suit :

- - 2 créations de postes pour répondre aux besoins du service public :
 - 2 postes sont créés en surnombre pour permettre de répondre à des situations individuelles.
 - 3 suppressions de poste :
 - 2 postes créés pour une durée déterminée et arrivés à échéance sont supprimés
 - 1 poste en surnombre, devenu vacant, est supprimé
 - 71 transformations de poste donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés sont supprimés suite à l'avis du comité social territorial. Au total, le nombre de postes est inchangé.

II – AJUSTEMENT DU RIFSEEP – EVOLUTION DES MODALITÉS DE VERSEMENT DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) VALORISANT L'ACCUEIL DE PERSONNES CONDAMNÉES (ANCIENNE INDEMNITÉ ACCUEIL TIG)

La Ville de Nantes, son Centre Communal d'Action Sociale et Nantes Métropole, dans le cadre de leur politique publique, contribuent depuis plusieurs années et en collaboration avec les services du Ministère de la Justice, à la mise en œuvre des alternatives aux peines classiques, par l'accueil de personnes condamnées à des Travaux d'Intérêt Général (TIG) pour les majeurs et mineurs et Réparations Pénales (RP) pour les mineurs. Ces accueils se matérialisent par le placement, en lien avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) et l'ADAES 44 (Association

Départementale d'Accompagnement Educatif et Social) de personnes condamnées ou sous main de justice, dans les services municipaux ou métropolitains auprès de personnels volontaires désignés comme accueillants TIG.

Animés par la volonté de redynamiser ce dispositif avec la perspective d'un accroissement de la demande de placements dans le cadre du développement d'une nouvelle alternative aux poursuites, le Travail Non Rémunéré (TNR) qui vient s'ajouter aux TIG et Réparations Pénales, il est apparu nécessaire de requestionner les modalités de reconnaissance des accueillants au travers de l'évolution des conditions d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) valorisant l'accueil des personnes condamnées et la transmission de savoirs à ces personnes.

Actuellement et en vertu de la délibération relative au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022, la prise en charge de l'accompagnement d'un TIG ou RP, est valorisée au travers du versement de ce CIA à hauteur de 44,53 € mensuels versés à partir de 140 heures d'accueil sur l'année.

Ce complément peut être versé à tout agent titulaire ou contractuel permanent (y compris agent de la fonction publique d'État mis à disposition). Son montant est indexé sur la valeur du point d'indice et évolue en conséquence au 1^{er} janvier de l'année qui suit la revalorisation.

Cette mission faisant appel à volontariat et considérant le besoin de la rendre plus attractive et plus en phase avec les modalités réelles d'accueil pratiquées, notamment pour ce qui concerne la durée moyenne d'accueil, il est proposé d'abaisser le seuil de déclenchement de ce CIA à 70 heures au lieu de 140 heures et d'en étendre le bénéfice aux agents amenés à accueillir des personnes soumises au travail non rémunéré (TNR).

Le déclenchement de ce CIA relevant de l'accueil effectif d'une personne condamnée à hauteur de 70 heures, son montant n'est pas proratisé au regard de la quotité du temps de travail de l'agent accueillant.

Dans l'éventualité où pour un même accueil le nombre d'heures effectuées serait inférieur au seuil de déclenchement de versement du CIA, le recensement des heures effectuées sera opéré par la direction d'accueil qui procédera au cumul le cas échéant des heures d'accueil susceptibles d'intervenir postérieurement, jusqu'à atteindre le seuil des 70 h qui permettra le déclenchement du CIA.

Ce report sera possible dans la limite du 31 décembre de l'année qui suit la réalisation des premières heures d'accueil. Passé ce délai, les heures ne pourront être retenues pour alimenter le décompte global.

L'annexe 2 (critères d'attribution et montant du CIA) de la délibération du 24 juin 2022 est donc modifiée afin de prendre en compte les présentes évolutions.

Le Comité social territorial a été consulté lors de sa séance du 20 mai 2023.

III – DISPOSITIF FORFAIT MOBILITES DURABLES (FMD)

Le dispositif forfait mobilités durables (FMD), encourageant par une prime annuelle les déplacements domicile-travail en modes doux, a été instauré en 2021 dans notre collectivité. Le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 a modifié substantiellement le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 instaurant le forfait mobilités durables (FMD) dans la fonction publique territoriale.

Suite à ce décret de 2022 et l'arrêté de la même date, la collectivité a délibéré le 3 février 2023 pour, dans un premier temps, porter à 300€ le plafond du FMD, renvoyant à une délibération ultérieure l'application des autres évolutions.

Par la présente délibération, les dispositions suivantes sont donc à appliquer sur l'exercice 2023 :

- Eligibilité des Engins de Déplacements Personnels Motorisés (EDPM) ;
- Eligibilité aux services d'autopartage de véhicules à faible émission ;
- Cumul possible FMD et remboursement partiel de transport en commun ou d'abonnement vélo (mais non-cumul FMD vélo et abonnement vélo) ;
- Pas de modulation du nombre de jours (et du montant alloué) en fonction de la durée de présence ;
- Calcul final et paiement par le dernier employeur de l'année ;
- Montant du forfait calculé au *pro rata* du temps travaillé en cas d'employeurs publics simultanés ;
- Application du FMD en fonction des paliers : 30 jours pour 100€, 60 jours pour 200€, 100 jours pour 300 € ;
- Extension des bénéficiaires aux contrats de droit privé ;
- Incompatibilité FMD et véhicule de fonction ou véhicule de service remisé annuellement avec avantage en nature

En cas manifeste de fausse déclaration par l'agent malgré l'attestation sur l'honneur, le FMD ne pourra pas être calculé pour l'année en question, sans préjuger d'éventuelles poursuites disciplinaires.

Après avis du comité social territorial du 30 mai 2023, il vous est donc proposé d'appliquer toutes ces dispositions pour la mise en œuvre du Forfait Mobilités Durables sur l'année 2023, pour l'attribution annuelle à terme échu de cette prime aux agents début 2024.

IV – MISE A JOUR DU DISPOSITIF DES ASTREINTES - DIRECTION DES SPORTS

Depuis la création d'une astreinte d'exploitation concernant les équipements sportifs municipaux, de nombreux nouveaux équipements ont été construits ou acquis à Nantes. Par ailleurs, les motifs d'interpellation ont évolué et augmenté la sollicitation des agents présents ou d'astreinte.

Il est d'une part nécessaire de formaliser les motifs relevant désormais de cette astreinte d'exploitation :

- sécurité des biens et des personnes (incidents majeurs, troubles à l'ordre public, réquisitions d'équipement) ;
- nécessité incontournable de devoir continuer l'activité sportive (par exemple, panne technique, défaut de matériel et/ou de mobilier sportif, ou incident nécessitant un repli d'activités pour les rencontres sportives programmées et les manifestations sportives) ;
- gestion des absences imprévues d'agents qui remettent en cause la continuité du service public du sport nantais ;
- traiter les replis d'activités, en cas d'indisponibilité d'une installation qui engendre une fermeture d'équipement le rendant inexploitable (notamment le week-end) ;
- remplacer le matériel sportif tombé en panne ;
- aviser en cas de créneau supplémentaire non prévu.

D'autre part, il est nécessaire et proposé d'intégrer les agents de maîtrise aux responsables d'équipement, afin de doubler la capacité d'intervention sur la commune, passant ainsi de 9 à 18 agents d'astreinte, par binôme.

Ce dossier a été présenté en Formation Spécialisée le 19 juin 2023.

Le Conseil délibère et,

1. approuve les modifications du tableau des emplois permanents (cf. Annexe) ;
2. - approuve l'ajustement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel concernant les modalités de versement du Complément Indemnitaire Annuel valorisant l'accueil de personnes condamnées ;
- entérine l'extension du bénéfice du dispositif aux agents amenés à accueillir des personnels soumis au TNR (travail non rémunéré) ;
- valide l'abaissement à 70heures d'accueil du seuil de déclenchement du versement de l'indemnité ;
3. approuve les dispositions listées pour l'application de l'évolution du forfait mobilités durables, pour les trajets parcourus à compter du 1er janvier 2023 ;
4. approuve l'évolution des métiers éligibles à l'astreinte d'exploitation des équipements sportifs municipaux (secteur vie sportive) ;
5. précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
6. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(8 abstentions)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale des services
Direction du secrétariat général

Délibération n°46

Conseil municipal du 30 juin 2023

Désignations diverses - Approbation

M. ASSEH, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

1. Conseils d'écoles

Il est proposé au conseil municipal de modifier la représentation de la Ville de Nantes au sein des conseils d'écoles suivants :

- école Henri Bergson (maternelle) ;
- école Henri Bergson (élémentaire) ;
- école Ange Guépin (élémentaire).
- école Sully (maternelle).

Il est par ailleurs proposé de désigner les représentants de la Ville de Nantes au sein des conseils d'école des écoles primaires Claire Bretécher et Germaine Tillion.

2. Crédit municipal – Renouvellement du mandat des représentants de la Ville au Conseil d'orientation et de Surveillance

Par délibération n°10 du 15 juillet 2020, modifiée par la délibération n°45 du 24 juin 2022, le Conseil municipal a désigné les sept représentants élus de la Ville au sein du Conseil d'orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Nantes, conformément à l'article R. 514-23 du Code monétaire et financier.

Il s'agit de M. Bolo, Mme Hakem, M. Fournier, Mme Vitoux, Mme Coppey, Mme Benâtre et M. Bainvel.

Le mandat de ces membres arrivant à échéance, il vous est proposé de procéder à une nouvelle désignation des représentants de la Ville, au sein du Conseil d'orientation et de Surveillance de cet établissement, pour une durée de trois ans. Le mandat des personnalités qualifiées sera également renouvelé par arrêté du Maire pour la même durée.

Le Conseil délibère et,

1. décide à l'unanimité de ne pas procéder par un vote à bulletin secret ;
2. désigne les représentants de la ville de Nantes au sein des conseils d'écoles suivants, en lieu et place des représentants actuels :
 - Conseil d'école de l'école Henri Bergson (maternelle) : Pauline LANGLOIS
 - Conseil d'école de l'école Henri Bergson (élémentaire) : Pauline LANGLOIS
 - Conseil d'école de l'école Ange Guépin (élémentaire) : Pauline LANGLOIS
 - Conseil d'école de l'école Sully (maternelle) : Aïcha BASSAL
3. désigne les représentants de la Ville de Nantes au sein des conseils d'écoles des écoles primaires suivantes :
 - école Claire Bretécher : Laurence BROSSEAU
 - école Germaine Tillion : François BROCHARD
4. désigne les sept membres suivants appelés à siéger au sein du Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse de Crédit Municipal : M. Pascal Bolo, Mme Abassia Hakem, M. Hervé Fournier, Mme Marie Vitoux, Mme Maëlle Coppey, Mme Marie-Annick Benâtre et M. Julien Bainvel.
5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(7 abstentions)

Non participation au vote de M. Bainvel, M. Bolo et Mme Vitoux.

Nantes, le 30 juin 2023,

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023.

Direction Générale des Services
Mission des Affaires Fonctionnelles

Délibération n°47

Conseil municipal du 30 juin 2023

Indemnités de fonctions des élus municipaux – Approbation

*M. ASSEH, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Les articles L. 2123-20 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, déterminent les conditions d'attribution des indemnités de fonction des élus municipaux.

Ainsi, les indemnités maximales du Maire de la Ville de Nantes, des Adjoint au maire ainsi que celles des Conseillers municipaux, sont déterminées dans le cadre des plafonds suivants :

Fonction	Taux (exprimé en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique)	L'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique*	Valeur (indicative au 01/07//2022) du plafond mensuel maximum brut
Maire (strate > 100 000 habitants)	145 %	1027	5 837,01€
Adjoints au maire (strate > 200 000 habitants)	72.5 %	1027	2 918,51 €
Conseillers (strate > 100 000 habitants)	6 %	1027	241,53 €
Conseillers titulaires d'une délégation : indemnité supplémentaire	Indemnité comprise dans l'enveloppe indemnitaire globale (addition de l'indemnité maximale du maire et des adjoints)		

* cet indice suit l'évolution des grilles indiciaires et est donc susceptible d'évoluer sur la durée du mandat (IB : 1027 / IM : 830). Valeur du point d'indice au 1^{er} juillet 2022 : 4, 85 €.

Ces taux plafonds peuvent cependant faire l'objet de plusieurs majorations.

Lorsqu'un élu est titulaire de plusieurs mandats électoraux ou qu'il siège à ce titre dans des Conseils d'Administration ou de surveillance d'un établissement public local, au Centre National de la Fonction Publique Territoriale, dans une société ou qu'il exerce des fonctions de président de cette dernière, le

montant total des indemnités de fonction qu'il peut percevoir est plafonné à 1,5 fois le montant de l'indemnité parlementaire (soit au 1^{er} juillet 2022, 8 730,06 € bruts).

Dans cette hypothèse, il est procédé à l'écrêtement de la somme supérieure au plafond. La part écrêtée est reversée au budget de la personne publique au sein de laquelle le conseiller municipal exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Enfin, l'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu, à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux Adjointes ne soit pas dépassé.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de fixer les taux suivants pour les élus municipaux :

Fonctions	Pourcentage de l'indice brut maximal
Maire	145%
Adjointes au Maire	46,5 %
Conseillers municipaux titulaires d'une délégation	30 %
Autres conseillers municipaux	6%

Le montant des indemnités est par ailleurs modulé en fonction de la participation effective des élus aux séances du conseil et aux réunions des commissions, selon des modalités définies dans le règlement intérieur du conseil municipal.

Conformément à l'article L.2123-20-1 du code général des collectivités territoriales, est joint en annexe de la présente délibération, un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités de fonctions allouées aux autres membres du Conseil municipal, à l'exception du maire.

Le Conseil délibère et,

1. décide, sous réserve de la limitation en matière de cumul d'indemnités :
 - 1.1. d'attribuer au Maire une indemnité de fonction correspondant à 145 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;
 - 1.2. d'attribuer aux Adjointes, une indemnité de fonction correspondant à 46,5% de cet indice brut terminal ;
 - 1.3. d'attribuer aux Conseillers municipaux titulaires d'une délégation une indemnité de fonction correspondant 30% de cet indice brut terminal ;
 - 1.4. d'attribuer aux Conseillers municipaux l'indemnité de fonction maximale correspondant à 6 % de cet indice brut terminal ;
 - 1.5. dit que ces indemnités varieront en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique et de l'évolution de l'échelle indiciaire servant de base à la détermination de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire ;
2. dit que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} septembre 2023.

3. autorise Mme la Maire à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(11 voix contre, 1 abstention)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale des Services
Mission des Affaires Fonctionnelles

Délibération n°48

Conseil municipal du 30 juin 2023

Indemnités de fonction des élus municipaux - Majoration chef-lieu département – Approbation.

M. ASSEH, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Les articles L. 2123-20 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, déterminent les conditions d'attribution des indemnités de fonction des élus municipaux. L'indemnité est fixée en référence à des taux plafonds (selon la fonction et la strate de la commune)

Ces taux plafonds peuvent cependant faire l'objet de plusieurs majorations :

En vertu de l'article L2123-23 du CGCT, l'indemnité versée au maire d'une commune de plus de 100 000 habitants peut être majorée de 40 % par rapport au barème de référence, à condition que ne soit pas dépassé le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux membres du conseil municipal, hors prise en compte de ladite majoration.

De même, en vertu des articles L. 2123-22 et R. 2123-23 du CGCT, des majorations d'indemnités de fonction de 25 % peuvent être attribuées aux Maires, Adjoints au Maire et Conseillers municipaux, la Ville de Nantes étant commune chef-lieu de département. Ces majorations sont calculées uniquement sur la base du taux d'indemnité réellement octroyé, et non vis-à-vis du taux maximal.

Il est proposé de majorer les indemnités fixées précédemment comme suit :

Fonctions	Majoration de l'indemnité octroyée
Maire	0%
Adjoints au Maire	25%
Conseillers municipaux titulaires d'une délégation	25%
Autres conseillers municipaux	25%

En annexe de la délibération figure un tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités de fonction majorées allouées aux membres du Conseil municipal.

Le Conseil délibère et,

1. décide, sous réserve de la limitation en matière de cumul d'indemnités :

1.1. de majorer de 25 % l'indemnité de fonction octroyée aux adjoints, compte tenu de la qualité de chef-lieu de département de la ville de Nantes ;

- 1.2. de majorer de 25 % l'indemnité octroyée aux Conseillers municipaux titulaires d'une délégation ; compte tenu de la qualité de chef-lieu de département de la ville de Nantes ;
 - 1.3. de majorer de 25 % l'indemnité octroyée aux Conseillers municipaux; compte tenu de la qualité de chef-lieu de département de la ville de Nantes ;
 - 1.4. dit que la présente délibération est applicable à compter du 1^{er} septembre 2023 ;
2. autorise Mme le Maire à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(11 voix contre, 1 abstention)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale déléguée à la cohésion sociale
Direction de l'éducation

Délibération n°49

Conseil municipal du 23 juin 2023

ACCOORD – Accueils de loisirs et séjours de vacances – Rapport du délégataire de service public 2022 – Information – Protocole de fin de contrat de délégation de service public 2018-2022 – Avenant n°1 au contrat de délégation de service public 2023-2024 – Subvention – Approbation.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

1. Rapport du délégataire de service public 2022 – Information

L'article L3131-5 du code de la commande publique précise que « *Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, y compris dans le cas prévu à l'article L. 1121-4, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* »

L'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ajoute que « *dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.* »

Aussi, il est proposé de prendre acte de l'information donnée, au titre de l'exercice 2022, sur le rapport de délégataire de service public de l'ACCOORD, retraçant les comptes et comportant une analyse de la qualité des services délégués, joint en annexe à la présente délibération (cf. annexe 1).

2. Protocole de fin de contrat – 2018-2022

La Ville de Nantes a confié à l'association ACCOORD, par contrat de délégation de service public, la gestion des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les enfants de 3 à 15 ans, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2022. Le contrat étant arrivé à échéance, il convient de préciser la contribution financière définitive de la Ville, au titre du fonctionnement et de l'investissement 2022.

Le montant de la contribution financière définitive de la Ville, au titre du fonctionnement 2022, est arrêté à 15 163 647 €, et détaillé dans l'article 1 du protocole financier de fin de contrat joint en annexe. Ce montant définitif prend en compte deux circonstances particulières de l'année 2022 ayant notablement impacté la réalisation de cette dernière année de contrat et nécessitant un ajustement des termes du contrat.

- Les effets de la crise sanitaire liée à la COVID 19 continuent à se faire sentir sur l'activité des accueils de loisirs adolescents en 2022. De plus, la baisse importante des fréquentations sur le public adolescent constatée depuis 2020 est accentuée par la suspension pendant 2 années du lien avec les collèges, par la situation sensible en terme de tranquillité publique sur certains

quartiers, ou encore par les difficultés de recrutement d'animateurs en général et sur ce public en particulier.

- Les évolutions de la convention collective de l'animation au cours de l'année 2022 ont eu un impact significatif sur les charges de la délégation de service public supérieur au prévisionnel établi à la signature du contrat de délégation de service public en novembre 2017 et ajusté par la formule d'actualisation prévue à l'article 20. Comme le prévoit le contrat dans son article 23, les conditions des modalités d'exécution du contrat sont adaptées pour tenir compte de ces circonstances impactant l'équilibre économique du contrat.

Ainsi, les termes du contrat doivent être ajustés afin de prendre en compte ces éléments exceptionnels qui n'étaient pas prévisibles à la signature du contrat :

- Les dispositions de l'article 29 relatives aux pénalités ne seront pas appliquées pour l'exercice 2022 pour l'activité « adolescents ».
- Une partie des surcoûts liés au contexte inflationniste et notamment aux évolutions de la convention collective de l'animation sera financée par la Ville.

La contribution financière de la Ville au titre du fonctionnement est arrêtée définitivement à 15 163 647 € pour l'exercice 2022 en tenant compte de ces éléments.

Ainsi, la Ville ayant versé 15 413 557 € au titre de 2022, il est constaté un trop versé de 249 910 € qui fera l'objet d'un titre de recettes. Le montant de la contribution financière définitive de la Ville, au titre de l'investissement 2022, est arrêté à 562 018 €, conformément aux versements réalisés par la Ville (cf. annexe 2).

3. Avenant n°1 – contrat 2023-2024

La Ville de Nantes a confié à l'association ACCOORD, par contrat de délégation de service public, la gestion des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les enfants de 3 à 15 ans, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2024.

Comme le prévoit le contrat en son article 12, celui-ci vaut autorisation d'occupation du domaine public, au profit du Déléataire, pour l'ensemble des biens immobiliers visés en annexe. Le contrat prévoit que ce tableau des équipements et espaces mis à disposition (annexe 2.a) pourra être mis à jour pour chaque année scolaire n/n+1 par un avenant présenté en Conseil municipal au plus tard en juillet de l'année n.

Considérant les évolutions apportées à cette annexe pour la rentrée 2023/2024 en raison de l'ouverture des 3 nouveaux accueils de loisirs prévus au contrat, mais dont l'implantation n'avait pas été retenue à la signature, il convient d'ajuster les annexes 2a et 2b. Les nouveaux sites qui ouvriront les mercredis après-midi à la rentrée de septembre 2023 sont Bottière (92 places), Fraternité / Maisdon Pajot (92 places) et Chêne d'Aron (72 places).

La proposition d'avenant (cf. annexe 3) intègre par ailleurs deux autres évolutions au contrat 2023-2024 :

- d'une part la mise en place de la gratuité des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les familles dénuées de toutes ressources et ne pouvant prétendre aux prestations sociales légales octroyées sur le territoire français, et ce dans un souci de cohérence avec la tarification périscolaire ;
- d'autre part, et compte tenu de l'ensemble des priorités définies aujourd'hui pour développer l'offre sur les accueils de loisirs, la Ville de Nantes décide d'augmenter le nombre de journées enfants sur les séjours de 10 % (+ 1 000 journées-enfants), au lieu des 30 % prévus dans le contrat 2023-2024 et d'ajuster la cible des fréquentations à 11 000 journées enfants.

4. Subventions

- *Jumelages européens*

Dans le cadre de la Coupe du monde de rugby 2023, l'ACCOORD organise, en partenariat avec la ville de Nantes, un stage sportif et interculturel pour les jeunes de 13-15 ans de Nantes et des villes jumelles de Nantes de Cardiff, Sarrebruck et Tbilissi, du 13 au 20 août 2023. Ce stage, qui se déroulera à Nantes, permettra à des jeunes issus de quartiers prioritaires de venir en France pour la première fois, de visiter la ville jumelle de Nantes, rencontrer des jeunes de cultures différentes et découvrir différents sports dont le rugby. Ainsi, environ 60 jeunes avec une parité filles et garçons, 15 par Ville, viendront à Nantes, accompagnés d'animateurs de leur Ville respective. Au-delà des stages de découverte sportive, des questions liées à la transition écologique, à l'égalité et au vivre ensemble seront également abordées.

Une rencontre ouverte au public sera organisée avec les jeunes et des supports numériques seront réalisés pour un partage ultérieur.

Les Villes jumelles prendront en charge les frais de transports de leurs ressortissants. Par ailleurs, pour la réalisation de ce projet, la Ville de Nantes a obtenu un cofinancement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans le cadre d'un appel à projet autour de la Coupe du Monde de Rugby et des Jeux olympiques 2024 à hauteur de 47 000 euros.

Ainsi, il est proposé d'accorder une subvention à l'ACCOORD de 45 000 euros pour la réalisation de ce projet. Montant de la subvention demandé : 45 000 €. La somme de 45 000 € est imputée au chapitre 65 (articles 65748), fonction 048.10, programme 35E. Il est également proposé d'approuver la convention correspondante.

- *Échanges internationaux- Appel à projets développement international solidaire*

Il est proposé de soutenir un projet mené par un groupe de jeunes du Clos Toreau constitué en association à l'automne 2022, ayant pour but de favoriser les découvertes et rencontres interculturelles, ainsi que de mobiliser la jeunesse des quartiers Nantes sud sur des actions de solidarité en France et à l'international. Ces jeunes sont accompagnés par l'ACCOORD et les CEMEA Pays de la Loire pour la structuration de leur projet et la pérennisation des actions dans le temps. Lors de la venue d'une délégation de Rufisque (Sénégal) en décembre 2022, une réunion a été organisée entre les différents acteurs pour déterminer des besoins sur place. L'action de solidarité consistera en la réhabilitation d'une salle de la maison de quartier de Chérif. En plus de ce chantier, les jeunes animeront des activités ludiques et sportives sur des terrains vagues. Dans ce cadre, des échanges seront organisés entre les jeunes sénégalais et les jeunes Nantais afin d'échanger sur les différentes pratiques sportives et socio-culturelles. Enfin, des temps de découvertes et d'échanges interculturels seront également proposés.

Dans ce cadre, il est proposé de soutenir l'ACCOORD à hauteur de 2000 € (montant demandé : 3000 €, montant versé en 2022 et 2021 à ce titre : 0€).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. prend acte du rapport annuel d'activité, qui lui a été transmis, au titre de l'année 2022, par l'ACCOORD, délégataire du service public des accueils de loisirs et séjours de vacances (cf. annexe 1) ;
2. approuve le protocole financier de fin de contrat entre la Ville de Nantes et l'association ACCCOORD dans le cadre de la DSP Accueils de loisirs et séjours de vacances 2018-2022 (cf. annexe 2);
3. approuve l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public des accueils de loisirs et séjours de vacances conclu avec l'association ACCCOORD pour les années 2023 et 2024 (cf. annexe 3);

4. approuve le versement d'une subvention de 45 000€ à l'ACCOORD au titre des jumelages européens, d'une subvention de 2000 € au titre des échanges internationaux, et la convention correspondante (cf. annexe 4) ;
5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de M. Bainvel et M. Rebouh.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Nadège BOISRAMÉ

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Délibération n°50

Conseil municipal du 30 juin 2023

Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés et concessions - fonctionnement - avenant au groupement de commande – Approbation.

*M. FOURNIER, Conseiller municipal,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Afin de répondre aux besoins courants des services, il est proposé le lancement d'une consultation tenant à la fourniture de matériels professionnels de cuisine (I).

Il est également proposé d'autoriser la signature du marché de préparation et de livraison de repas en liaison froide pour les multi-accueils municipaux de la Ville de Nantes, ainsi que celle d'une convention indemnitaire avec la société SELFEE (II).

Enfin, de nouvelles dispositions sont proposées en matière de groupements de commandes auxquels la Ville de Nantes participe (III).

I - AUTORISATION DE LANCEMENT

Fourniture de matériels de professionnels de cuisine – Matériels de cuisine « Laverie »

Afin de répondre à ses besoins en matière de matériel professionnel pour la cuisine, la Ville de Nantes dispose depuis le 1^{er} janvier 2021 d'un marché, conclu en groupement de commandes avec le CCAS.

Ce marché se présente sous les trait d'un accord-cadre alloti (5 lots), chaque lot étant dénué de tout montant minimum, mais assorti, sur la durée contractuelle globale (soit, 4 ans), d'un montant maximum.

Pour ce qui a trait au lot n°2 – Matériel de laverie, ce seuil maximum, d'un montant initial de 200 000 € HT (dont 150 000 € HT pour la Ville de Nantes), fut porté par avenant à 270 000 € HT.

Or, si cette augmentation doit permettre de satisfaire aux besoins les plus urgents (pannes de lave-vaisselle notamment), elle n'est pas suffisante pour poursuivre le déploiement de l'inox dans les restaurants scolaires des écoles nantaises.

Dans le cadre de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018, dite loi Egalim, la Ville de Nantes remplace ainsi progressivement les contenants plastiques par du matériel durable en inox, remplacement qui nécessite concurremment le changement des laves-vaisselle et/ou les tables d'entrée/sortie de la vaisselle.

Aussi, et afin que la démarche de mise en conformité avec les prescriptions de la loi EGalim ne connaisse pas d'obstacle à son déploiement, il est proposé de lancer une nouvelle consultation relativement à ces seuls matériels de cuisine « Laverie ».

Le marché à conclure se présentera sous les traits d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, dénué de tout minimum, mais assorti d'un montant maximum arrêté, sur la durée contractuelle globale, à 214 000 € HT.

Au même titre que les autres lots de l'accord-cadre initial, ce marché s'achèvera en janvier 2025.

Aussi, il vous est demandé d'autoriser, dans le cadre du groupement de commandes constitué avec le CCAS, le lancement d'une procédure adaptée et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour l'acquisition des fournitures.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget investissement de l'Éducation.

II – AUTORISATION DE SIGNATURE

Préparation et livraison de repas en liaison froide pour les multi-accueils municipaux de la Ville de Nantes

La Ville de Nantes propose, dans ses multi-accueils, le déjeuner aux enfants accueillis en journée continue et le goûter aux enfants présents l'après-midi.

Pour les sites qui ne sont pas en mesure de produire sur place ses repas et goûters, la Ville de Nantes fait appel à un prestataire externe spécialisé.

Aussi, il a été procédé au lancement d'une procédure adaptée, conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

La consultation visait notamment à intégrer et à améliorer la prise en compte des objectifs définis par la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018, dite « loi EGALIM » et des obligations y afférentes.

Le cahier des charges exigeait ainsi que les repas soient *a minima* fabriqués à partir de 55 % de produits issus de l'agriculture biologique et de 30 % de produits dits « de qualité » provenant de divers labels comme les AOP, les AOC, les labels rouges, l'écolabel pêche ou les hautes valeurs environnementales ou issus du circuit court.

En exigeant également des repas confectionnés à partir de 60 % de produits issus de l'agriculture biologique et de 30 % de produits dits « de qualité », il envisageait également l'augmentation de la fréquence d'incorporation des produits d'origine biologique et des produits dits « de qualité » dans les menus et ce, afin de satisfaire à toute future exigence réglementaire ou législative.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'appel d'offres du 12 juin 2023 a émis un avis favorable à l'attribution du marché à la société ANSAMBLE pour un montant maximum de 3 500 000 € HT sur la durée contractuelle globale (soit, 4 ans).

Il est proposé d'autoriser la signature du marché avec cette société.

Accord-cadre relatif à la fourniture d'électricité et services associés – conclusion d'une convention d'indemnisation avec la société SELFEE

Depuis le 1^{er} juillet 2007, l'ensemble des consommateurs est devenu libre de choisir son fournisseur d'électricité et de gaz sur le marché et donc de s'affranchir des tarifs réglementés de vente proposés par les opérateurs historiques.

Par délibération en date du 11 décembre 2020, le Conseil métropolitain a autorisé le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord-cadre ayant pour objet la fourniture d'électricité et services associés d'une durée maximum de 4 ans, sans montant minimum ni montant maximum, passé en groupement de commande (groupement dont la Ville de Nantes est membre).

Cet accord-cadre, composé de 4 lots, s'exécute à travers l'attribution de marchés subséquents.

Le marché subséquent n°1 (n°2021-81642) du lot 2, attribué à SELFEE, et dont l'exécution contractuelle a débuté au 1^{er} janvier 2022, a trait à la fourniture d'électricité renouvelable en circuit court. Il est utilisé par 4 membres du groupement, à savoir GIE NGE, NGE, Nantes Métropole et la Ville de Nantes, et s'exécute en utilisant la production des installations d'énergie renouvelable appartenant à ces derniers, avec un complément acheté sur le marché de l'énergie par SELFEE.

Or, l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix de l'énergie (liée à l'actualité internationale, à l'arrêt partiel du parc nucléaire français et aux événements climatiques), qui a substantiellement impacté l'équilibre économique du marché conclu avec la société SELFEE.

Aussi, par un courrier en date du 13 janvier 2023, celle-ci a sollicité une indemnisation, à hauteur de 493 518 € HT soit 592 221,60 € TTC, pour les surcoûts subis tout au long de l'année 2022.

Sur la base des éléments produits à l'appui de la requête, il a été procédé à une analyse approfondie des prétentions indemnitaires de SELFEE. Analyse qui a permis, d'une part, de déterminer que la situation d'imprévision était juridiquement caractérisée, et d'autre part, de ramener le montant d'indemnisation à 429 360,66 € HT soit 515 232,79 € TTC, dont 93 768,42 € HT soit 112 522,10 € TTC à la charge de la Ville de Nantes.

Les crédits correspondants sont prévus au budget de fonctionnement.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature d'une convention indemnitaire avec la société SELFEE, d'un montant de 93 768,42 € HT soit 112 522,10 € TTC à la charge de la Ville de Nantes.

III- GROUPEMENT DE COMMANDES

Groupement de commandes entre Nantes Métropole, la Ville de Nantes, son C.C.A.S., l'EBANSN et Nantes Métropole Habitat – Avenant n°19 à la convention constitutive du groupement de commandes (cf. annexe 1)

Dans le cadre de la convention de groupement conclue entre Nantes Métropole, la Ville de Nantes, son C.C.A.S., l'EBANSN et Nantes Métropole Habitat, différentes familles d'achats sont intégrées. Pour chacune d'elles, un coordonnateur est désigné.

Il convient de prévoir une extension des familles d'achats relevant du périmètre du groupement de commandes. Cette extension concerne les achats suivants :

- Travaux liés à la plantation et au renouvellement des arbres et à la végétalisation des espaces verts – Coordonnateur Nantes Métropole

Par ailleurs, et suite à un changement d'appellation du label concerné, il est procédé comme suit à la requalification de la famille d'achats « Accompagnement de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes dans la démarche de labellisation Cit'ergie » :

- Accompagnement de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes dans la démarche de labellisation Territoire Engagé Transition Écologique – Coordonnateur Nantes Métropole

Le Conseil délibère et,

- d'une part, à l'unanimité,

1. autorise le lancement d'une procédure adaptée pour fourniture de matériels professionnels de cuisine ;
2. autorise Mme la Maire à traiter, le cas échéant, soit par procédure formalisée, soit par marché négocié en cas d'offres jugées inappropriées ou inacceptables ;

3. autorise Mme la Maire à signer, au nom de la Ville, les marchés à conclure avec les prestataires dont les propositions seront ou ont été jugées économiquement les plus avantageuses par la Commission d'Appel d'Offres ou après avis de celle-ci ;
4. autorise la signature du marché de préparation et de livraison de repas en liaison froide pour les multi-accueils municipaux de la Ville de Nantes avec la société ANSAMBLE pour un montant maximum de 3 500 000 € HT sur la durée contractuelle globale (soit, 4 ans).
5. autorise la signature de l'avenant n°19 à la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Nantes, son C.C.A.S., Nantes Métropole, l'EBANSN et Nantes Métropole Habitat (cf. Annexe) ;
6. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

d'autre part,

7. autorise la signature d'une convention indemnitaire avec la société SELFEE pour un montant de 93 768,42 € HT, soit 112 522,10 € TT ;
8. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(5 voix contre)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Délibération n°51

Conseil municipal du 30 juin 2023

Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés publics et concessions : Investissement – Travaux - Approbation.

*M. QUERO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Afin de répondre aux besoins en investissement des services ou de réaliser des travaux, il est proposé le lancement des consultations détaillées ci-dessous (I).

Il est également proposé d'autoriser la signature du marché de travaux d'aménagements au moyen d'une pelle mécanique de fort tonnage (II).

I - AUTORISATION DE LANCEMENT

Construction d'un centre technique Nature et Jardins sur le secteur Cimetière Parc – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre

Pour accompagner la politique publique Nature et Jardins et l'augmentation de la surface d'espaces verts publics gérés par la Ville, les équipes de la Direction Nature et Jardins sont amenées à s'étoffer dans les prochaines années. Les locaux actuels étant trop petits pour accueillir de nouveaux agents, et par ailleurs vétustes et non fonctionnels il a été décidé de programmer la construction de quatre nouveaux centres techniques à l'horizon des 8 prochaines années afin :

- d'améliorer la sécurité des locaux et les conditions de travail des agents ;
- de garantir l'égalité femme – homme ;
- de regrouper les petites équipes ;
- de mutualiser les services et le matériel ;
- de réduire les coûts d'entretien des locaux.

Sur le présent mandat (2021-2026), il sera procédé à la réalisation des études de programmation de ces quatre centres techniques et à la conception de deux d'entre eux, dont le futur centre technique du secteur Cimetière Parc, objet de la présente délibération.

Un foncier de 6 300 m² a été identifié au nord du Cimetière Parc pour accueillir le nouveau centre, sur une pépinière anciennement exploitée par la direction Nature et Jardins, et aujourd'hui en friche. Ce centre accueillera 50 agents répartis en trois équipes, actuellement localisées sur les centres techniques du Cimetière Parc, du Petit Port et des Renards. L'avenir du foncier libéré fera l'objet d'une étude spécifique en vue de sa réaffectation.

Le programme de l'opération prévoit tous les locaux nécessaires au fonctionnement du centre technique, à savoir :

- Locaux administratifs (bureaux des agents de maîtrise et responsable du centre, salles de briefing et de réunion, espaces ressource documentaire et informatique, stockage, etc.) - 240 m²
- Locaux dédiés au personnel (vestiaires, sanitaires, réfectoire, buanderie, etc.). Ces locaux seront modulables dans leur agencement afin de pouvoir accompagner la féminisation de la profession. - 175 m²
- Locaux de remisage des véhicules, d'atelier et de stockage couverts et fermés – 510 m²
- Remisage de véhicules et stockages extérieurs couverts - 433 m²
- Espaces extérieurs (stockage, stationnement de véhicules, aire de lavage, station carburant, stationnement personnel) – 2 200 m²

Le projet aura par ailleurs des exigences de performance environnementale élevées, avec l'atteinte du niveau équivalent E4C2 ainsi que le niveau 2 du label bois-biosourcé. Une partie des toitures seront dévolues à l'installation de panneaux photovoltaïques ou de production d'eau chaude solaire. Le reste des toitures seront accessibles aux agents ou végétalisées. Les choix de conception sur le volet énergétique devront être validés par la réalisation de simulations thermiques et énergétiques dynamiques. Une étude comparative des différents systèmes de production d'énergie renouvelable, en particulier la production de chaleur par géothermie, sera réalisée par la maîtrise d'œuvre. Une attention particulière sera également portée à la gestion de l'eau, avec la mise en place d'un système de récupération des eaux de pluie alimentant divers usages du centre.

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit une mise en service de l'équipement pour septembre 2027.

Le coût total prévisionnel de l'opération est fixé à 5 541 666,67 € HT, soit 6 650 000 € TTC, y compris frais annexes, aléas, actualisation et révisions de prix.

Concours de maîtrise d'œuvre

Pour mener à bien cette opération, il est proposé de recourir à la prestation d'un maître d'œuvre extérieur. Conformément aux articles R2162-5 et suivants du Code de la commande publique, il convient d'autoriser le lancement d'un concours pour la désignation d'un groupement de maîtres d'œuvre, associant architecte et des bureaux d'études (structures, fluides, économiste, environnement, paysagiste, etc.).

À ce titre, il importe également de constituer un jury spécifique qui sera appelé à sélectionner, parmi les candidats, quatre équipes de concepteurs qui seront ensuite amenées à proposer, dans le cadre de la remise de leurs prestations, une esquisse de leur projet et un chiffrage estimatif de ce dernier.

Le jury désigné se prononcera ensuite sur les esquisses remises par les équipes présélectionnées, et désignera le lauréat du concours. Seront engagées ensuite les négociations nécessaires à la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre qui sera soumis à votre approbation.

Chacun des soumissionnaires recevra au titre de l'indemnisation de ses prestations, une somme maximale fixée à 16 000 € HT, soit 19 200 € TTC.

Des subventions pourront être sollicitées auprès de l'État, de la Région, du Département, et d'éventuels autres partenaires de la Ville.

Les crédits correspondants sont prévus en investissement sur l'opération 2023-6574 libellée Centre technique Cimetièrre Parc – création

Travaux de sécurisations de six sites scolaires - programme 2024

Face au renforcement récurrent du plan Vigipirate, à la multiplication des phénomènes d'effraction hors temps scolaire et périscolaire et à l'affirmation de la réglementation relative au Plan Particulier de Mise en Sécurité, la Ville de Nantes demeure confrontée à des problématiques régulières touchant à la sécurité dans ses établissements scolaires.

Ainsi, un plan pluriannuel d'investissement reste indispensable afin de procéder à une mise à niveau de l'ensemble des groupes scolaires de la Ville de Nantes.

À cette fin, il est proposé de conduire en 2024 une opération de travaux décomposée en deux lots géographiques tels que définis ci-dessous.

Lot	Désignation
1	<p style="text-align: center;">OUEST</p> Élémentaire Dervallières Chézine (tranche ferme) Élémentaire Garennes (tranche ferme) Primaire Réformes (tranche optionnelle)
2	<p style="text-align: center;">NORD</p> Maternelle et élémentaire du Linot (tranche ferme) Maternelle Georges Lafont (tranche ferme) Maternelle Georges Brassens (tranche optionnelle)

Cette opération comportera principalement la fourniture et la pose de visiophonies, d'alarmes anti-intrusion et du système d'alarme PPMS. De façon ponctuelle, l'alarme incendie pourra également être changée.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société ARTELIA, titulaire de l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre pour les programmes d'entretien durable du patrimoine.

Les travaux seront réalisés pendant les vacances scolaires de 2024, à partir de février jusqu'aux vacances de la Toussaint.

L'ensemble des travaux est estimé à 460 000 € HT, soit 552 000 € TTC, et le coût prévisionnel d'opération s'élève à 665 000 € HT soit 798 000 € TTC.

Aussi, conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est proposé d'autoriser, pour la réalisation de ces travaux, le lancement d'une procédure adaptée, et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation de l'opération.

Les crédits correspondants sont prévus en investissement sur l'opération 2021-2190 libellée « Système d'alarme et PPMS École- Mise aux Normes

Pôle associatif Winnipeg - Travaux de réhabilitation

Afin qu'il puisse accompagner les mutations urbaines et sociales portées par le Projet Global Nantes Nord, le pôle associatif Winnipeg doit être réhabilité.

Avec le nouvel aménagement d'espaces publics, sa position sera ainsi centrale sur le secteur Bout des Pavés. En raison de la topographie des lieux, il sera en outre plus visible depuis l'avenue du Bout des Landes, et marquera, avec le nouveau bassin, la nouvelle entrée du secteur. Au surplus, il se situera à la croisée des nouveaux tracés : rue Vancouver prolongée, rue de la Coulée prolongée et nouveau grand parc Nord-Sud.

Le bâtiment est, par ailleurs, vieillissant avec de lourdes problématiques techniques.

Enfin, il est nécessaire d'accompagner un projet d'usage évolutif, qui va se structurer et s'orienter vers un lieu de vie sociale fédérant les projets solidaires, le lien social et les actions de proximité pour le secteur Bout des Pavés.

L'objectif global est ainsi de faire de cet équipement un lieu plus attractif et en adéquation avec les besoins du territoire.

En rez-de-chaussée, l'ACCOORD, via l'équipe du Centre Socioculturel Bout Des Pavés, a déjà mis en place un Pôle Solidaire qui remplace le projet du Centre Unique de Bricolage (CUB) :

- un espace bricolage repensé avec un projet orienté vers l'accompagnement des habitants sur l'entretien et la rénovation de leur logement et le « petit » bricolage : emprunts d'outils, réparation de mobilier, ... ;
- une épicerie sociale et solidaire qui permet aux habitants du quartier d'avoir accès à des produits de première nécessité à petits prix ainsi que de bénéficier de panier de fruits et légumes à prix modérés ;
- un espace numérique dans lequel les habitants peuvent disposer d'un accompagnement pour effectuer des démarches administratives.

Les travaux qu'il est prévu d'engager au rez-de-chaussée bas seront partiels et complémentaires à des travaux déjà réalisés à l'été 2021 pour installer ce Pôle Solidaire.

La réhabilitation sera à l'inverse globale au rez-de-chaussée haut, du fait de la présence d'amiante dans les sols. Les aménagements comprendront ainsi :

- un nouveau hall ;
- 2 salles d'activités polyvalentes de 60 et 70m² ;
- une cuisine de 20m²,
- et un bureau de permanence associative.

Ces nouveaux espaces, gérés par la Ville de Nantes, permettront des usages polyvalents : réunions, conférences, formations, diverses activités associatives (activités physiques douces, arts plastiques, théâtre, accompagnement à la scolarité, projets autour du bénévolat et de la jeunesse, activités artistiques avec temps d'échanges entre artistes et habitants du quartier, ateliers culinaires pour des personnes en situation de précarité et autres activités socio-culturelles...).

La réhabilitation de l'équipement devra permettre :

- de réaliser les travaux nécessaires à l'évolution de son projet d'usage et ce, en réaménageant es différents espaces d'activités afin qu'ils soient fonctionnels et dotés d'équipements adaptés à leurs usages (meuble kitchenette, locaux de rangement, mobilier et équipements numériques ...) ;
- de mieux intégrer le bâtiment à son nouvel environnement avec une façade retravaillée ;
- de travailler l'accessibilité de ce bâtiment complexe à la fois par des aménagements extérieurs et des aménagements intérieurs (ascenseur, remise à niveaux des sanitaires pour accueillir des personnes à mobilité réduite, signalétique universelle, ...) ;
- d'améliorer sa performance énergétique de manière à être conforme à la RE 2020 : remplacement des menuiseries, isolation par l'extérieur, remplacement de la couverture et de son étanchéité, remplacement de l'installation de chauffage et de ventilation (double flux) ;
- de renforcer la sécurisation et la protection du bâtiment, à travers le déplacement des accès de l'équipement (rez-de-chaussée haut et bas), l'extension du bâtiment afin de combler une alcôve extérieure problématique en terme de tranquillité publique (squat, dégradation), la rehausse de la toiture afin d'éviter des intrusions en toiture et la mise en place de dispositifs de sécurisation : volets roulants, vidéoprotection, contrôle d'accès et alarme anti intrusion.

Le calendrier prévisionnel prévoit des travaux entre janvier 2024 et janvier 2025. Le nouvel équipement pourra être mis en service à la suite de l'aménagement de ses abords extérieurs, prévu dans le cadre du Projet Global Nantes Nord, soit début 2025. Ces travaux extérieurs assureront l'accessibilité du nouveau Pôle associatif.

Les travaux seront décomposés en 16 lots. Ceux-ci seront traités en marchés séparés et intégreront le dispositif d'insertion professionnelle.

Lot	Désignation
1	Désamiantage - Déplombage
2	Démolition - Gros-Oeuvre
3	Charpente Bois
4	Étanchéité - Couverture
5	Bardage Métallique
6	Menuiseries extérieures aluminium
7	Métallerie - Serrurerie
8	Fermetures
9	Menuiseries intérieures bois - Mobiliers
10	Cloisons sèches
11	Plafonds suspendus
12	Revêtements de sols - Faïence
13	Peinture
14	Appareil élévateur
15	Plomberie Sanitaire – Chauffage - Ventilation
16	Électricité courants forts – courants faibles

Le coût d'opération prévisionnel est estimé à 1 585 000 € HT soit 1 902 000 € TTC, dont 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC réservés aux travaux, la maîtrise d'œuvre étant réalisée par les services du BATII.

Aussi, conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser, pour la réalisation de ces travaux, le lancement d'une procédure adaptée et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation de l'opération.

En termes de recettes, des subventions seront sollicitées, notamment une aide à l'investissement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales.

Les crédits correspondants sont prévus en investissement sur l'opération 2022-5244 libellée Pôle Associatif Winnipeg – Réhabilitation -affectation 2023//1827//1

Extension des espaces funéraires des cimetières de la Bouteillerie, Saint-Jacques, Parc et Toutes-Aides

Désireuse de répondre aux besoins des familles des défunts optant pour la crémation, la Ville souhaite augmenter ses équipements en columbarium et/ou cavurne dans les cimetières suivants :

- Bouteillerie ;
- Saint-Jacques ;
- Cimetière Parc ;
- Toutes-Aides.

Les travaux seront décomposés en 2 lots traités en marchés séparés.

Lot	Désignation
1	Aménagements paysagers
2	Monuments funéraires

Le coût total prévisionnel de l'opération est estimé à 375 000 € HT, la maîtrise d'œuvre étant par ailleurs assurée par la Ville de Nantes (direction Nature et Jardins).

Aussi, et conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il est proposé le lancement d'une procédure adaptée et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation des travaux.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits aux budgets de la Ville de l'opération 2021-6280 :AP 2022-1537, AP 2022-1538, AP 2022-1639.

Travaux liés à la plantation et au renouvellement des arbres et à la végétalisation des espaces verts de la Ville de Nantes

La Ville de Nantes dispose d'un important patrimoine arboré présent notamment dans les parcs et squares. Ce patrimoine évolue en permanence : des arbres meurent, ou doivent être enlevés, ou sont abîmés. Aussi, pour pallier à ces disparitions, la Ville de Nantes poursuit un programme permanent de renouvellement des arbres, cette action se doublant d'une stratégie d'augmentation des arbres dans les espaces verts municipaux, de l'ordre de 25 000 arbres au cours du mandat 2020/2026.

Parallèlement, pour lutter contre les îlots de chaleur et favoriser des conditions agréables d'usage des espaces publics, la Ville de Nantes s'est engagée dans le déploiement d'une politique de désartificialisation des sols et de renaturation.

Les arbres dispensent de nombreux bienfaits et services. Sur le plan climatique, ils rafraîchissent l'air des villes et contribuent à la diminution des îlots de chaleur. Ils favorisent l'infiltration des eaux de pluie vers les nappes phréatiques. Ils sont le support d'un grand nombre d'interactions avec la faune et la flore sauvages en leur offrant gîte, abri et nourriture. Ils constituent une source importante de bien-être pour les humains en les faisant profiter de leurs vertus psychiques, thérapeutiques, culturelles, sociales et patrimoniales. Enfin, ils participent pleinement à la structuration et l'identité des paysages de la métropole que ce soit en ville (les alignements et les parcs), dans le bocage (les haies et les arbres têtards), le long des cours d'eau (les coulées vertes et les rives de Loire) ou en forêt.

La désartificialisation des sols poursuit plusieurs objectifs complémentaires :

- x Biodiversité : renforcement de la végétalisation diversifiée et favorable à la faune, création de sols vivants au travers d'une trame brune fonctionnelle, développement de la trame verte et bleue ;
- x Ressources : réemploi localement des terres en place et des matériaux, développement de l'utilisation de végétaux d'origine locale ;
- x Climat : réduction des îlots de chaleur urbains, stockage de carbone, lutte contre les événements extrêmes, résilience et diversification des gammes végétales ;
- x Agriculture : agriculture urbaine et espaces comestibles, limitation des imports de terres agricoles ;
- x Santé : santé physique (mobilités, réduction de la place de la voiture et qualité de l'air, limitation des impacts du changement climatique sur la santé humaine), santé mentale (cadre de vie, limitation du stress, pratiques collectives), prise en compte du risque allergique, proximité des espaces de nature.

La ville de Nantes doit en conséquence assurer :

- la plantation et la végétalisation des espaces publics : les modes de plantation des arbres, arbustes et des herbacés seront diversifiés, la plantation de jeunes plants sera privilégiée, la part dévolue aux plantes locales et aux techniques de semis sera développée ;
- la préparation des conditions de plantation des arbres et de végétalisation : afin de privilégier le développement futur des plantes (arbres, arbustes, arbrisseaux, herbacées, prairies), l'utilisation des sols en place sera privilégié par des mesures d'amélioration, les solutions techniques permettant d'étendre les sols fertiles sous les revêtements minéraux supportant des usages modérés seront développées afin de permettre notamment aux racines des arbres de prospecter les sols sous les trottoirs ou les places de stationnement ;
- l'abattage d'arbres et l'essouchage des arbres abattus et ce, en toute sécurité, tout en réduisant au maximum les désagréments pour les usagers des espaces publics, le bois issu des abattages devant par ailleurs être valorisé.

Afin de mener à bien l'ensemble de ces interventions, dont le montant est estimé annuellement à 150 000 € TTC, il est nécessaire de doter la Ville de Nantes d'un accord-cadre à bons de commandes, lancé en groupement avec Nantes Métropole.

D'une durée de 4 ans, l'accord-cadre sera alloué comme suit :

Lot	Désignation
1	Interventions sur les arbres – évaluation de la qualité des sols - préparation des sols de plantation <i>Pôles de proximité Loire Sèvre et Vignoble et Erdre et Loire, quartiers Nantes Sud, Nantes Doulon – Bottière, Nantes Erdre, Centre-ville, Malakoff Saint Donatien et Île de Nantes</i>
2	Interventions sur les arbres – évaluation de la qualité des sols - préparation des sols de plantation <i>Pôles de proximité Erdre et Cens, Loire Chézine et Sud Ouest, quartier Nantes Nord, Bellevue Chantenay Sainte Anne, Dervallières Zola, Hauts pavés Saint Félix et Breil Barberie</i>
3	Plantation d'arbres et végétalisation, y compris période de confortement <i>Pôles de proximité Loire Sèvre et Vignoble et Erdre et Loire, quartiers Nantes Sud, Nantes Doulon – Bottière et Nantes Erdre, Centre-ville, Malakoff Saint Donatien et Île de Nantes</i>
4	Plantation d'arbres et végétalisation, y compris période de confortement <i>Pôles de proximité Erdre et Cens, Loire Chézine et Sud Ouest, quartier Nantes Nord, Bellevue Chantenay Sainte Anne, Dervallières Zola, Hauts pavés Saint Félix et Breil Barberie</i>

Aussi, il vous est demandé d'autoriser, dans le cadre du groupement de commandes constitué avec Nantes Métropole, qui agira en qualité de coordonnateur, le lancement d'une procédure adaptée et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation des travaux.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits aux budgets de la Ville de 2023 à 2026, AP 002 (urbanisme et politique de la Ville) / CP n°2022-6565 (Patrimoine arboré – Nouvelles plantations – Études et aménagement).

Réaménagement des aires de jeux du parc du Grand Blottereau

La partie du parc arboré du Grand Blottereau comprend une aire de jeux originale réalisée en 2004 et dénommée BORA BORA, ainsi qu'une aire de jeux pour les petits à proximité. Or, l'ensemble des jeux est vieillissant.

C'est pourquoi une rénovation de fond de la première structure conçue et installée par la société société Archi made folies a été étudiée en lien avec la refonte complète du secteur.

Les deux aires de jeux (grande structure-jeux pour petits) seront liées par le thème de la Polynésie, du Pacifique, que le nom BORA BORA vient rappeler. Le projet ira au-delà des limites des aires de jeux et

verra son environnement aménagé afin d'offrir des espaces de détente et de zones de fraîcheur inspirés par l'ambiance d'un archipel.

Il s'agira ainsi :

- de procéder à la réfection de l'aire de jeux BORA BORA, en conservant la structure en la rénovant et en repensant et en valorisant son environnement direct) ;
- de refondre l'aire de jeux des petits (cette aire, située à proximité de l'aire BORA BORA, a également subi quelques phases de réparations, de remplacements qui aujourd'hui ne permettent plus de répondre aux ambitions et aux attentes des usagers) afin de redonner une dimension attractive aux jeux pour les 3-6 ans, de donner du lien et une lecture cohérente avec l'aire de jeux BORA BORA autour du même thème, de sécuriser le passage de l'aire de jeux de petits vers l'aire de jeux BORA BORA ;
- de créer un sous-bois qui servira de connexion entre l'aire de jeux des petits et l'aire de jeux BORA BORA, afin de donner une lecture cohérente au site, endroit stratégique pour les parents, il sera un lieu de surveillance et de pause à l'ombre et matérialisera la connexion entre les deux aires de jeux par des éléments structurants, communs à ces deux aires ;
- de réaménager et de redimensionner l'environnement autour de l'aire de jeu BORA BORA, afin d'offrir plus d'espaces destinés à la détente et aux zones de fraîcheur (terrassment afin de créer des mouvements de terrain sur lesquels viendront s'adosser des méridiennes, plantations de sujets arborés afin de créer des zones d'ombres, mise en place de mats semblables à l'existant, installation de paillotes servant d'abris, d'espace de pique-nique, réinstallation des structures de street work out, extension de la surface) ;
- de revoir les circulations, en particulier les accès piétons, en simplifiant le réseau de cheminement (optimiser les accès, épurer le maillage existant pour donner une meilleure lecture, utiliser un vocabulaire de revêtement différencié pour les allées piétonnes et carrossables).

Le coût total prévisionnel de l'opération est estimé à 400 000 € HT, la maîtrise d'œuvre étant par ailleurs assurée par la Ville de Nantes (direction Nature et Jardins).

Aussi, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée et ce, afin d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation de l'opération.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits aux budgets de la Ville de 2022 et 2023, AP 002 OP 6573.

II – AUTORISATION DE SIGNATURE

Travaux d'aménagements au moyen d'une pelle mécanique de fort tonnage

Des aménagements d'espaces verts réalisés en régie nécessitent des interventions ponctuelles de terrassement, soignées et calibrées, au moyen d'un engin lourd accessoirisé d'équipements spécifiques, notamment pour le curage et la mise en forme de terrains.

Afin de mener à bien ces interventions, dont le coût global sur 4 années a été estimé à 300 000 € HT, il a été procédé au lancement d'une procédure adaptée, conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique,

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'appel d'offres du 12 juin 2023 a émis un avis favorable à l'attribution du marché à la société SARL PRAUD pour un montant maximum de 500 000 € HT sur la durée contractuelle globale.

Il est proposé d'autoriser la signature du marché avec cette société.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve le programme de l'opération de construction d'un centre technique Nature et Jardins sur le secteur Cimetière Parc et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération 5 541 666,67 € HT soit 6 650 000 € TTC, y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions de prix ;
2. autorise, pour la construction d'un centre technique Nature et Jardins sur le secteur Cimetière Parc, le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre qui donnera lieu à une indemnisation maximale de 16 000 € HT pour chaque participant au concours ;
3. décide de constituer un jury (CAO *ad hoc*) chargé de désigner les équipes retenues et d'émettre un avis sur les projets émis, décide à l'unanimité de ne pas procéder par un vote à bulletin secret et élit les membres suivants du Conseil municipal pour siéger dans cette instance :

5 membres titulaires :

- Cécile BIR
- Aïcha BASSAL
- Elhadi AZZI
- Pascale ROBERT
- Sophie VAN GOETHEM

et 5 membres suppléants :

- Pascal BOLO
- Pierre-Emmanuel MARAIS
- Delphine BONAMY
- Thibault GUINÉ
- Louisa AMROUCHE

4. approuve le programme de l'opération de travaux de sécurisation de six sites scolaires, fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 665 000 € HT soit 798 000 € TTC (dont 460 000 € HT, soit 552 000 € TTC, pour les travaux), y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions de prix, et autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux ;
5. approuve le programme de l'opération de travaux de réhabilitation du pôle associatif Winnipeg, fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 1 585 000 € HT soit 1 902 000 € TTC (dont 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC réservés aux travaux), y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions de prix, et autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux ;
6. approuve le programme de l'opération d'extension des espaces funéraires des cimetières de la Bouteillerie, Saint-Jacques, Parc et Toutes-Aides, fixe l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux à 375 000 € HT, soit 450 000 € TTC, y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions de prix, et autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux ;
7. autorise le lancement le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de travaux liés à la plantation et au renouvellement des arbres et à la végétalisation des espaces verts de la Ville de Nantes ;
8. approuve le programme de l'opération de réaménagement des aires de jeux du parc du Grand Blottereau, fixe l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux à 400 000 € HT, soit 480 000 € TTC, y compris frais annexes, aléas, actualisations et révisions de prix, et autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux ;
9. autorise Mme la Maire à traiter, le cas échéant, soit par procédure formalisée, soit par marché négocié en cas d'offres jugées inappropriées ou inacceptables ;
10. autorise Mme la Maire à signer, au nom de la Ville, les marchés à conclure avec les prestataires dont les propositions seront ou ont été jugées économiquement les plus avantageuses par la Commission d'Appel d'Offres ou après avis de celle-ci ;
11. autorise la signature du marché de travaux d'aménagements au moyen d'une pelle mécanique de fort tonnage avec la société SARL PRAUD pour un montant maximum de 500 000 € HT sur la durée contractuelle globale (soit, 4 ans) ;

12. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La secrétaire de séance

Nantes, le 30 juin 2023

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée Fabrique de la ville écologique et solidaire
Département Urbanisme et Habitat

Délibération n°52

Conseil municipal du 30 juin 2023

Opérations concédées à Nantes Métropole Aménagement – Comptes-rendus 2022 d'activités au concédant - Approbation.

*M. QUERO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

Il revient au Conseil municipal d'adopter, en qualité d'autorité compétente, les comptes-rendus annuels d'activités au titre de l'année 2021, relatifs aux différentes opérations poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d'aménagement ou de concession d'aménagement et, à cette occasion, de faire le point sur les actions de 2023 et les prévisions 2023.

1. Compte rendu d'activités de la concession d'aménagement Désiré Colombe pour l'exercice 2022

Cette concession, confiée à Nantes Métropole Aménagement en juillet 2011 et qui s'est achevée au 31 décembre 2022, avait pour objectif de répondre aux principaux enjeux de renouvellement urbain :

- valorisation du patrimoine ;
- intégration du projet dans le contexte environnemental et urbain ;
- développement d'une offre d'habitat durable, avec 35 % de logements locatifs sociaux et abordables ;
- réalisation d'un projet d'aménagement durable, attentif aux enjeux environnementaux.

Le programme consiste à requalifier du Parc Say, réaliser une continuité douce, valoriser le patrimoine bâti de l'ancienne Bourse du Travail et l'institut Livet sur rue afin d'aménager un pôle associatif associant le nouveau salon Mauduit, la création d'un multi-accueil petite enfance de 60 places et la réalisation de 125 logements dont 48 en locatif social et abordable. Des places de stationnement sont réalisées en infrastructure. 60 places sont attribuées au pôle associatif.

- Les équipements publics (pôle associatif, multi-accueil et jardin Say) sont ouverts au public depuis début 2019 et la rétrocession des espaces publics à Nantes Métropole a été réalisée en juin 2020. Le bilan actualisé au 31 décembre 2022 est équilibré avec une participation du concédant à hauteur de 3 631 550 € sous forme d'apport en nature.

2. Compte rendu d'activités de la concession d'aménagement du Vallon des Dervallières pour l'exercice 2022

La Ville de Nantes a confié, par contrat en date du 25 janvier 2006, à Nantes Métropole Aménagement, la concession d'aménagement du Vallon des Dervallières. L'échéance du contrat est fixée au 31 décembre 2023.

Cette concession s'inscrit dans le cadre plus général du projet de renouvellement urbain des Dervallières qui a fait l'objet d'une convention avec l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU) signée le 14 janvier 2008. L'avenant n°3 à la convention, avenant de clôture signé le

4 octobre 2013, prévoit un financement direct de l'opération à hauteur de 226 000 € par l'ANRU et de 2 565 000 € par la Région des Pays de la Loire.

La concession d'aménagement comporte quatre objectifs :

- diversifier l'offre de logements du point de vue des produits proposés (type, niveau de loyer et accession abordable), des opérateurs et des bailleurs ;
- diversifier les fonctions du quartier en introduisant des activités économiques ;
- s'appuyer sur les atouts du site (ses équipements, services de proximité et sa qualité paysagère) ;
- réorganiser la trame viaire pour favoriser les liaisons avec l'extérieur et internes au quartier.

Le programme consiste en l'amélioration du maillage viaire, une valorisation des espaces verts, la construction de 445 logements et l'implantation d'activités : crèche associative et locaux d'activités (1 000m²).

L'année 2022 a abouti à la finalisation de l'étude de maîtrise d'œuvre paysagère visant, la réalisation des travaux d'ajustement du projet au regard des usages et dysfonctionnements, et l'intégration des enjeux paysagers liés à l'Etoile Verte. Ce sont principalement des travaux liés aux cheminements le long de la Chézine ainsi qu'une mise en cohérence des entrées vers la vallée entre Saint Herblain et la Ville de Nantes depuis le boulevard du Massacre.

L'année 2022 a également permis de valider l'avenant n°10 de la concession consistant à l'ajustement de la rémunération du concédant, et le transfert de la supérette de la place des Dervallières dans la concession métropolitaine de la Place des Dervallières.

Les perspectives pour l'année 2023 sont l'engagement de la phase opérationnelle de l'étude paysagère et la clôture de la concession.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2022 est affiché à l'équilibre avec une participation du concédant de 1 366 000€ HT dont 1 302 000€ d'apport en nature intégralement versée.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les comptes-rendus annuels d'activités pour l'année 2022, de la Société Publique Locale Nantes Métropole Aménagement qui lui ont été présentés en application de l'article L300-5 II 3° du code de l'urbanisme pour les opérations d'aménagement suivantes Désirée Colombe et Vallon des Dervallières ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires
Service Études et Planification

Délibération n°53

Conseil municipal du 30 juin 2023

Mise en concordance du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière avec les règles du PLUm – Avis du conseil municipal.

M. QUERO, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La création du lotissement de la Chauvinière, situé rue Barrault dans le quartier Nantes Nord, a été approuvée le 27 octobre 1955 par le Préfet de Loire-Inférieure. Cet arrêté comprenait un cahier des charges, document contractuel de droit privé, régissant les relations juridiques entre les co-lotis et imposant des règles en matière d'urbanisme.

Les dispositions réglementaires de ce cahier des charges ne sont plus opposables aux autorisations d'occupation des sols relevant du code de l'urbanisme, c'est désormais le plan local d'urbanisme métropolitain qui s'applique. Toutefois, ces dispositions continuent de produire des effets contractuels entre les colotis, au titre du droit civil.

Or, certaines de ces dispositions sont parfois en contradiction avec le PLUm. C'est le cas en l'espèce de l'article 7 du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière. Celui-ci dispose notamment que « Les acquéreurs pour construire, devront respecter une zone *non aedificandi* de trois mètres de largeur, en bordure de la voie projetée, en retrait des pans coupés, et en bordure du chemin vicinal n°87 ». Étant précisé qu'une zone *aedificandi* est une zone inconstructible.

Sur la majorité des parcelles concernées par le cahier des charges du lotissement de la Chauvinière le règlement graphique du PLUm impose bien un recul de trois mètres des constructions par rapport à la voie. En revanche, au niveau des parcelles OV 570 et OV 571, parcelles appartenant à la ZAC Nantes Nord, le recul n'est pas réglementé. Il s'agit en effet, de répondre aux ambitions de composition urbaine de la ZAC, et de permettre une implantation plus souple des bâtiments, conforme à la zone UMb.

C'est la raison pour laquelle, en application de l'article L. 442-11 du Code de l'urbanisme, une procédure de mise en concordance s'est avérée nécessaire. Cette procédure permet à une collectivité de modifier un cahier des charges de lotissement afin de le mettre en concordance avec les règles du plan local d'urbanisme.

La ville de Nantes a donc engagé cette procédure.

Conformément à l'article L. 442-11 du Code de l'urbanisme, le projet de mise en concordance a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 1er au 16 mars 2023.

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a adressé son rapport et ses conclusions motivées le 4 avril 2023, formulant un avis favorable.

Le projet de mise en concordance soumis à enquête prévoyait la suppression de l'article 7, relatif à l'alignement des constructions.

Une remarque collective des habitants de la rue Barrault exprimée à l'occasion de l'enquête publique, préconise l'instauration d'une dérogation pour les deux parcelles OV 570 et OV 571, plutôt qu'une suppression définitive de l'article 7. Il est proposé de suivre cette proposition et d'instaurer une dérogation à l'article 7 pour les parcelles susvisées. La mise en concordance vise donc à ajouter à l'article 7 « Cette règle ne concerne pas les parcelles OV 570 et OV 571 ».

La mise en concordance fera l'objet d'un arrêté municipal.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. émet un avis favorable à la mise en concordance du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière avec le Plan Local d'Urbanisme métropolitain ;
2. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Ressources
Département BATII
Direction de la Stratégie Patrimoniale

Délibération n°54

Conseil municipal du 30 juin 2023

Transactions immobilières diverses – Approbation.

M. BOLO, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Chemin des Vignes : constitution d'une servitude au profit de GRDF pour le passage d'une canalisation souterraine de gaz et ses accessoires techniques sur le bien non délimité cadastré KP 217 au droit de la parcelle communale cadastrée KP 82.

Dans le cadre de l'amélioration et de la maintenance du réseau public de distribution de gaz, GRDF a sollicité la constitution d'une servitude sur le bien non délimité cadastré KP 217 au droit de la parcelle communale cadastrée KP 82, situés Chemin des Vignes à Nantes.

Cette servitude est consentie pour le passage d'une canalisation souterraine et ses accessoires techniques, dans une bande de 3 mètres de large, sur une longueur totale d'environ 8,60 mètres sur la parcelle KP 217 au droit de la parcelle communale KP 82 et dans une profondeur de 0,80 mètre. Cette servitude étant de droit, elle est consentie sans indemnité.

La régularisation interviendra par passation de la convention de servitude afférente, sans frais et sera, après signature par les parties, authentifiée devant notaire aux frais du demandeur afin d'être publiée au service de la Publicité Foncière.

30 Boulevard des Batignolles : constitution d'une servitude au profit d'ENEDIS pour l'installation de deux armoires de coupure et leurs accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité dans la parcelle communale cadastrée RY 270.

Dans le cadre de la sécurisation du Stade de la Beaujoire pour les Jeux Olympiques 2024, ENEDIS a sollicité la constitution d'une servitude pour l'installation de deux armoires de coupure de type AC3T et leurs accessoires.

Cette servitude est consentie dans la parcelle cadastrée RY 270 située 30 Boulevard des Batignolles à Nantes, sur une emprise de 10,83 m² et comprend, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques nécessaires et leurs accessoires. Cette servitude étant de droit, elle est consentie sans indemnité.

La régularisation interviendra par passation de la convention de servitude afférente, sans frais et sera, après signature par les parties, authentifiée devant notaire aux frais du demandeur afin d'être publiée au service de la Publicité Foncière.

9 Rue de Hamilton : constitution d'une servitude au profit d'ENEDIS pour le passage de deux canalisations souterraines et leurs accessoires (réseau électrique) dans la parcelle communale cadastrée OX 778.

Dans le cadre des travaux affectant le Pôle associatif Winnipeg et du dévoiement nécessaire du réseau basse tension, ENEDIS a sollicité la constitution d'une servitude dans la parcelle communale cadastrée OX 778 située 9 Rue de Hamilton à Nantes.

Cette servitude est consentie pour le passage de deux canalisations souterraines et leurs accessoires, dans une bande de 1 mètre de large, sur une longueur totale d'environ 20 mètres et dans une profondeur de 0,80 mètre.

Cette servitude étant de droit, elle est consentie sans indemnité. La régularisation interviendra par passation de la convention de servitude afférente, sans frais.

Galerie Immeuble Graslin 18, rue Scribe à Nantes : modification du périmètre du bail commercial au profit de la SARL POHU

La SARL POHU est locataire de la Ville de Nantes au sein de la galerie de l'immeuble Graslin par le biais d'un bail commercial en date du 19 octobre 2011. En raison de difficultés économiques de la SARL, et en lien avec un besoin exprimé par Angers Nantes Opéra, la Ville de Nantes accepte la proposition de restitution de ce locataire d'un local de 22 m² sur les trois mis à sa disposition, représentant 110 m².

Il est ainsi proposé d'approuver un avenant n°3 à ce bail commercial afin de modifier le périmètre des espaces mis à disposition par ce bail, à compter du 1^{er} octobre 2023, et de fixer ainsi la redevance due par le locataire à hauteur de 20 887, 44 € HT annuels .

Le Conseil délibère et,

1. approuve la constitution d'une servitude au profit de GRDF pour le passage d'une canalisation souterraine de gaz et ses accessoires techniques sur le Bien Non Délémité cadastré KP 217 au droit de la parcelle communale KP 82 situés Chemin des Vignes ;
2. approuve la constitution d'une servitude au profit d'ENEDIS pour l'installation de deux armoires de coupure et leurs accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité dans la parcelle communale cadastrée RY 270 située 30 Boulevard des Batignolles ;
3. approuve la constitution d'une servitude au profit d'ENEDIS pour le passage de deux canalisations souterraines et leurs accessoires (réseau électrique) dans la parcelle communale OX 778 située 9 Rue de Hamilton ;
4. approuve la l'avenant n°3 au bail commercial au profit de la SARL POHU, prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2023, modifiant les espaces mis à disposition (Cf. Annexe).
5. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(9 absents)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

Délibération n°55

Conseil municipal du 30 juin 2023

Transactions foncières – Approbation

M. BOLO, Adjoint,
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

1 – Rue Charles Roger : acquisition, à titre gratuit, auprès de Nantes Métropole Habitat d'une parcelle de terrain non bâtie cadastrée section LR n°117 pour partie

Lors du Conseil Municipal du 18 mars 2022, il a été approuvé les transferts des parcelles en nature de voirie et stationnement à opérer entre la Ville et Nantes Métropole au sein de la ZAC des Dervallières.

A l'occasion des divisions parcellaires, il est apparu qu'une parcelle de terrain en nature d'espaces verts, située Rue Charles Roger, était restée propriété de Nantes Métropole Habitat alors qu'elle devrait appartenir à la Ville de Nantes.

La cession à titre gratuit a été actée au vu de la faible surface concernée, à savoir environ 17m².

La consultation de la Direction de l'Immobilier de l'État n'est pas requise au regard de la valeur vénale estimée à 20€/m² soit environ 340 € net de taxe.

Il est donc proposé d'approuver l'acquisition, à titre gratuit, auprès de Nantes Métropole Habitat de la parcelle de terrain cadastrée section LR n°117p pour une surface d'environ 17 m². La régularisation du transfert de propriété interviendra aux frais de la Ville.

2 – 105 Rue Paul Bert : cession à Nantes Métropole d'une parcelle bâtie cadastrée section LM n° 542

Suite au Plan Paysage et Patrimoine élaboré sur le quartier Dervallières-Zola, la Ville de Nantes a engagé avec les habitants une étude socio-urbaine sur le secteur de la Contrie entre 2018 et 2020. Il s'agissait d'établir un projet de requalification des espaces publics et de dynamisation de la vie locale. Des propositions ont été formulées pour un nouvel aménagement de la place du Repos de Chasse avec la création d'une place.

La Ville de Nantes est propriétaire depuis 1992 d'un bien sis 105 rue Paul Bert à Nantes, cadastré section LM n° 542, d'une superficie de 108 m², sur lequel est édifiée une maison de 103 m² en mauvais état. Ce bien doit être démoli dans le cadre du projet d'aménagement.

Dans le cadre des compétences métropolitaines concernant l'aménagement des espaces publics et voirie, ce bien appartenant à la ville de Nantes doit être cédé à Nantes Métropole.

Il est donc proposé d'approuver la cession à Nantes Métropole, de la parcelle bâtie cadastrée section LM n°542 d'une superficie 108 m² sur laquelle est édifiée une maison de 103 m², au prix de 160 000 € net de taxe.

La Direction de l'Immobilier de l'État a émis un avis favorable en date du 16 mars 2023.

3 – Transfert de propriété à titre gratuit à Nantes Métropole, au titre de ses compétences, de diverses parcelles dédiées à l'accueil des gens du voyage

Conformément à la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018, Nantes Métropole a compétence, à titre obligatoire, pour créer, aménager, entretenir et gérer les aires d'accueil des gens du voyage et les terrains familiaux locatifs.

Les parcelles communales citées ci-dessous sont dédiées à l'accueil des gens du voyage et doivent donc être transférées, en l'état et à titre gratuit, à Nantes Métropole.

Pour les terrains familiaux situés à Nantes, 7 Chemin du Moulin des Marais et 12 et 14 Chemin de la Clarière, les parcelles, objet du transfert sont cadastrées comme suit : section BN n°s 115, 116, 117, 118, 134 et 186 pour une surface totale de 17 968m².

Pour l'aire d'accueil située à Sainte-Luce-sur-Loire, Porte d'Anjou et Route de l'Angle, la parcelle, objet du transfert est cadastrée comme suit : section BL n°14, lieudit Les Champs, d'une contenance de 196m².

La régularisation interviendra aux frais de Nantes Métropole, dans le cadre des procédures mises en place en matière de transfert de propriété entre Nantes Métropole et les communes membres.

Le Conseil délibère et,

1. approuve l'acquisition, à titre gratuit, auprès de Nantes Métropole Habitat, d'une emprise foncière située Rue Charles Roger à Nantes, cadastrée section LR n°117 pour environ 17m². La régularisation du transfert de propriété interviendra aux frais de la Ville ;
2. approuve la cession à Nantes Métropole, d'une parcelle bâtie située 105 Rue Paul Bert à Nantes, cadastrée section LM n°542, d'une surface de 108m², au prix de 160 000€ net de taxe. La régularisation se fera par acte notarié aux frais de Nantes Métropole ;
3. approuve le transfert de propriété à titre gratuit à Nantes Métropole au titre de ses compétences, des parcelles cadastrées section BN n°s 115, 116, 117, 118 situées à Nantes, 7 Chemin du Moulin des Marais, d'une surface totale de 13 980m², section BN n°s 134 et 186, situées à Nantes, 12 et 14 Chemin de la Clarière, d'une surface totale de 3 988m² et section BL n°14 située à Sainte-Luce-sur-Loire, lieudit Les Champs, d'une surface de 196m². La régularisation du transfert de propriété interviendra aux frais de Nantes Métropole.
4. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(9 abstentions)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

Délibération n°56

Conseil municipal du 30 juin 2023

11 Boulevard de Stalingrad – Manufacture des Tabacs – Bail constitutif de droits réels au profit de Nantes Métropole Habitat – Approbation.

*M. BOLO, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :*

Exposé

En date du 12 mars 1982, la Ville de Nantes a consenti un bail emphytéotique au profit de Nantes Métropole Habitat, avec une échéance à 2036, afin de réaliser des logements locatifs sociaux dans le cadre de la transformation de l'ancienne Manufacture des Tabacs, localisée 11, boulevard de Stalingrad à Nantes.

Aujourd'hui, Nantes Métropole Habitat porte un projet de réhabilitation de ces 42 logements locatifs sociaux répartis sur deux immeubles. Pour permettre un équilibre de cette opération, il convient de mettre fin au bail actuel et de conclure un nouveau bail emphytéotique jusqu'en 2058, soit 22 ans de plus que la période initiale.

En effet, la ville de Nantes donne à bail emphytéotique ce bien Nantes Métropole Habitat, conformément à l'article L.1311-2 du Code général des collectivités territoriales, et en vue d'une opération d'intérêt général, qui consiste en la réalisation et à la gestion de logements locatifs sociaux.

Le programme des travaux de Nantes Métropole Habitat concerne les parties communes et les logements.

Le montant de la redevance annuel est fixé à 12 000 euros (douze mille euros) pour les 22 années de prolongement.

La Direction de l'Immobilier de l'État a été régulièrement sollicitée sur le montant de cette redevance en date du date du 19 juin 2023.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. décide de mettre fin, d'un commun accord avec Nantes Métropole Habitat, au bail en date du 12 mars 1982 sur l'ensemble immobilier situé 11 boulevard de Stalingrad à Nantes au sein de l'ensemble immobilier de la Manufacture des Tabacs;
2. approuve la conclusion, avec Nantes Métropole Habitat, d'un nouveau bail Emphytéotique administratif sur l'ensemble immobilier situé 11 boulevard de Stalingrad à Nantes au sein de

l'ensemble immobilier de la Manufacture des Tabacs, pour une durée de 22 années moyennant une redevance annuelle de 12 000 euros (douze mille euros). La régularisation se fera par acte notarié, dont les parties partageront les frais à égalité ;

3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de Mme Bassani

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Territoires Proximité Déchets Sécurité
Direction de la Tranquillité Publique
Mission Prévention

Délibération n°57

Conseil municipal du 30 juin 2023

Tranquillité Publique – Action financée par la Ville – Convention de financement « École des Parents et des Éducateurs » – Approbation.

M. BOLO, Adjoint

donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

La Ville de Nantes a défini une politique en matière de tranquillité publique par laquelle elle entend soutenir les habitants impactés par la violence générée par des faits de tranquillité ou de sécurité publique ou par les nuisances répétées occasionnées par des incivilités et mésusages.

Ces dernières années, certains faits de violence, par leur répétition ou leur gravité, ont heurté significativement les Nantais, qu'ils en soient victimes directes, témoins ou spectateurs par voie de presse. Cette survenance d'événements violents sur l'espace public peut générer des sentiments divers, de peur, repli voire d'isolement...

Afin de soutenir ces habitants, la Ville de Nantes se doit de prendre en compte spécifiquement l'impact psychologique qui découle de ces événements.

Alors que dans les situations les plus impactantes, elle peut solliciter la Cellule d'Urgence Médico-Psychologique du CHU (CUMP), la Ville s'appuie depuis 2015 sur l'association LE PAS, qui, sur saisine de la Mission Prévention, met des psychologues à disposition des habitants, pour recueillir la parole selon différents formats, collectifs ou individuels à travers des groupes de parole, des permanences ou rendez-vous. L'association LE PAS accompagne prioritairement les adultes mais ne dispose pas de spécialisation permettant d'accompagner les familles.

La Ville souhaite aujourd'hui compléter son dispositif en intégrant la prise en compte et l'accompagnement des familles avec enfants.

L'École des Parents et des Éducateurs de Loire-Atlantique, membre du réseau national des Écoles des Parents et des Éducateurs, reconnue d'utilité publique, intervient dans le département depuis plus de trente-cinq ans, accompagne les parents, les jeunes et les professionnels dans le souci de renforcer les alliances éducatives, en revendiquant une approche particulière et complémentaire de celles des acteurs du champ éducatif.

Implantée sur les territoires nantais et bien repérée par les partenaires et habitants, l'École des parents et des éducateurs est reconnue pour sa capacité à accompagner les familles sur le plan de la parentalité, mais également sur le recueil de la parole par ses psychologues.

L'engagement du soutien psychologique se mettra en œuvre en articulation étroite avec les équipes de la mission prévention qui adapteront, avec l'association, les modalités d'intervention au contexte du territoire et aux besoins exprimés ou induits. Chaque intervention sera donc ajustée pour permettre aux habitants de se saisir de cette offre d'étayage psychologique familial.

Il est donc proposé de soutenir financièrement l'association « l'École des Parents et des Éducateurs » et d'établir avec elle, une convention trisannuelle précisant le protocole d'accompagnement attendu. Elle couvrira la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025. une subvention annuelle de 3 000 € sera versée à l'association, au titre de cette convention.

- Les crédits correspondants sont inscrits sur la ligne budgétaire 65 18.10 65748 du programme 24F

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve l'attribution de la subvention de 3000€ telle que proposée ci-dessus à L'École des Parents et des Éducateurs ;
2. autorise Mme la Maire à signer la convention entre la Ville de Nantes et l'École des Parents et des Éducateurs (cf. annexe) ;
3. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

La Maire

Pauline LANGLOIS

Johanna ROLLAND

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023



Direction générale des services
Direction du secrétariat général

Délibération n°58

Conseil municipal du 30 juin 2023

Dispositions diverses à caractère financier – Approbation.

M. BOLO, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

Il est proposé au conseil municipal d'approuver des subventions (I) diverses dispositions tarifaires (II), diverses dispositions à caractère financier (III) et enfin diverses remises gracieuses, admissions en non valeur et constatation de créances éteintes (IV).

I – Subventions

- **Agenda 2030 - Association œuvrant à la transition écologique - Subventions aux tiers**

Il est proposé une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association ECOS (cf. annexe 1) autour de la végétalisation, du jardinage solidaire et du développement de pépinières de quartier.

La Ville de Nantes soutient l'association ECOS dans le cadre d'une convention triennale 2021-2023. L'association ECOS développe la réappropriation des espaces publics et privés par les citoyens sur des projets de jardinage et de biodiversité. Elle développe la pépinière de quartier de Doulon. Installée au sein du parc de la Maison de Quartier de Doulon et composée de deux serres et d'un jardin en pleine terre, la pépinière de quartier accueille les habitants du quartier et les adhérents de l'association lors d'animations : trocs, ateliers, cours de jardinage, balades, conférences, chantiers participatifs et spectacles. Les interventions de l'association mêlent autant l'agroécologie que l'art dans sa capacité à transformer les représentations de notre environnement.

- **Politique publique Petite Enfance – Association La Croix Rouge Française - Renouvellement d'une convention - Subvention**

En février 2023, l'association La Croix Rouge Française a sollicité le renouvellement de la convention de fonctionnement, au titre de l'année 2023, pour la prise en charge d'une partie des frais liés à l'activité d'hébergement de nuit et d'accueil de jour du Relais Parental « La Courte Échelle » et pour le fonctionnement de la structure de soutien et d'accompagnement des familles en difficultés et fragilisées « Envie de famille ». Il s'agit d'une reconduction de la subvention accordée en 2020, selon les mêmes modalités. Ces demandes rejoignent les orientations des politiques publiques petite enfance et familles - parentalité en terme de soutien aux familles en situation de précarité.

Ces deux dispositifs accueillent de nombreuses familles et enfants domiciliés à Nantes.

La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits du budget 2023 de la Direction Petite Enfance, au 36N, chapitre 65, fonction 4228,10, nature 65748, pour un montant de 14 000 € au profit du relai parental « La Courte Echelle » et de 9 000 € pour le fonctionnement de « Envie de famille ».

Par conséquent, il est proposé d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 23 000 € au profit de l'association La Croix Rouge Française, ainsi que la convention jointe en annexe 2.

- **Politique publique Petite Enfance – Association Le Petit Lieu – Subvention**

Dans le cadre de la politique publique petite enfance, la ville s'est engagée à soutenir et accompagner les associations qui œuvrent dans le domaine de la parentalité. Une demande de subvention de la part de l'association Le Petit Lieu a été faite en date du 11 Novembre 2022 d'un montant de 1500 euros pour l'année 2023. Il est proposé au Conseil Municipal l'approbation de ce versement de 1500 euros pour l'année 2023.

- **Extension du dispositif « référents de parcours santé à l'ensemble des quartiers politique de la ville – Demande de subvention FSE+**

Lors du Conseil municipal du 3 février 2023, a été approuvé le plan d'actions pour les quartiers populaires 2022-2026 qui définit 11 axes prioritaires parmi lesquels « la santé pour tous ». Cet axe a notamment pour objectif d'améliorer l'accès aux soins et de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. Dans ce cadre, il est prévu d'étendre le dispositif « référents de parcours santé » à l'ensemble des quartiers politique de la ville avec pour objectifs de :

- développer l'accès au soin en accompagnant vers le soin des enfants issues de familles défavorisées ;
- identifier et lever les freins à l'accès aux soins et favoriser la réussite éducative des enfants nantais en situation de précarité.

Cette action concourt à l'objectif du Fonds social européen + (FSE+) de « *Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants* » qui doit notamment permettre de soutenir des projets facilitant l'accès aux soins.

Il est proposé de solliciter une subvention FSE+ auprès de la DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) des Pays de la Loire pour le projet d'extension du dispositif « référents de parcours santé à l'ensemble des quartiers politique de la ville sur la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2024 pour un montant de FSE+ de 162 292,14 €, sur la base d'un coût total prévisionnel de 270 486,9 € conformément au plan de financement suivant :

Dépenses prévisionnelles		Ressources prévisionnelles	
Dépenses de personnels (2023-2024)	235 206 €	FSE+	162 292,14 €
Coûts indirects (forfait 15%)	35 280, 90 €	Etat - Plan pauvreté	54 096, 00 €
		Ville de Nantes	54 098, 76 €
Total dépenses prévisionnelles	270 486, 90 €	Total ressources prévisionnelles	270 486, 90 €

- **ARDEPA – Association régionale pour la diffusion et la promotion de l'architecture (ARDEPA)**

- L'ARDEPA a été fondée en 1979. Elle développe son action auprès des professionnels, des enseignants, des scolaires, des institutions, des associations, des « amateurs éclairés » et des citoyens. Son but est de susciter chez tous ces publics un intérêt croissant pour la constitution, la fabrication et l'évolution du cadre bâti et de l'environnement. Au moyen des actions et des débats qu'elle organise, l'ARDEPA apporte des éléments d'information permettant de mieux comprendre les processus d'élaboration des projets, les démarches respectives des différents intervenants, des mouvements culturels auxquels ils répondent. Architectes, urbanistes, paysagistes, experts, artistes, universitaires, maîtres d'ouvrages publics et privés sont conviés à expliciter le sens de leur action, le plus souvent sur le lieu même qui résulte de leur travail. Du projet à la réalisation, du local à l'international, de la ville à la campagne, l'ARDEPA révèle toutes les dimensions de la ville et des espaces aménagés. Elle anime le débat sur les transformations de la ville.

La structure est animée par un conseil d'administration bénévole composé d'architectes, d'urbanistes, de chargé de mission au sein d'une collectivité, de responsable d'opération auprès d'un bailleur social associatif et de 3 salariées.

Afin de soutenir le fonctionnement de l'ARDEPA, il est proposé d'accorder à l'association une subvention d'un montant de 9 800 €.

- **Maison régionale de l'architecture des Pays de la Loire**

La Maison régionale de l'architecture des Pays de la Loire est une plateforme collaborative de recherche, de créativité et d'action, adossée aux acteurs et aux dynamiques transversales de son territoire, autour de deux échelles, celle du paysage urbain/naturel et de l'architecture. La maison régionale de l'architecture porte un engagement d'intérêt général, culturel, éducatif et artistique, autour des politiques publiques et des enjeux majeurs de société. Pour ce faire, elle va structurer son activité autour d'actions aussi bien culturelles, qu'opérationnelles, qui convoquent l'architecture, le paysage, l'urbanisme et d'autres disciplines.

La subvention serait donc une aide au fonctionnement de l'association, à la création et à la valorisation des actions culturelles portées par la Maison de l'architecture des Pays de la Loire ainsi que la participation au projet « Sentiers de Ville » ; dialogue entre une sélection de réalisations remarquables, au fil d'un récit commun.

La structure se compose d'une salariée et de 19 administrateurs bénévoles. Elle peut être soutenue par les prestataires extérieurs comme des graphistes, vidéastes ou des médiateur.

Afin de soutenir le fonctionnement de la maison de l'architecture, il est proposé d'accorder à l'association une subvention d'un montant de 5 488 €.

- **Commissaires enquêteurs**

L'association a pour objet d'encadrer et de soutenir les Commissaires enquêteurs dans le cadre des enquêtes publiques. Pour ce faire, l'association assure la formation des commissaires enquêteurs par une veille juridique, suit l'évolution des textes réglementaires, en lien avec la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et Logement. Aussi il est organisé cinq à six formations par an.

Afin de soutenir le fonctionnement de l'association, il est proposé d'accorder à l'association une subvention d'un montant de 2 940 €.

- **Projet Santé des Pêcheurs et des Mareyeuses du Burundi (SAPEMA)**

Le projet vise à l'amélioration de la santé de la communauté des pêcheurs et mareyeuses du Burundi par le renforcement de l'accès aux services de prévention, de sensibilisation et de soin en matière de

santé sexuelle et de reproduction, de lutte contre VIH, IST, hépatites, tuberculose et paludisme, et de Violences Basées sur le Genre.

Sur la période 2020-2023, ESSENTIEL et ses partenaires, SWAA Burundi et COPEDECOBU, portent un déploiement du projet pilote initial (2014-2019) qui gagne en ampleur géographique et thématique. Au regard des défis sanitaires IST/VIH/paludisme/tuberculose qui persistent au sein de la communauté des pêcheurs, mareyeuses et restauratrices, cette nouvelle phase de projet vise à :

1. Renforcer l'accès de la communauté des pêcheurs et mareyeuses du Burundi aux services de prévention, de sensibilisation et de soin par la mobilisation communautaire.
2. Développer et renforcer les capacités institutionnelles des partenaires locaux en faveur de la santé de la communauté des pêcheurs et mareyeuses, dans une démarche d'autonomisation.
3. Renforcer le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des spécificités de la communauté des pêcheurs et mareyeuses dans les politiques et stratégies nationales de santé

La phase 1 du projet SAPEMA appuyé par le Fonds Mondial s'arrête le 31 mai 2023 et reprend une forme triennale dès le 1^{er} janvier 2024. Une période critique de 7 mois sans financement du 1er juin au 31 décembre 2023, menace la continuité, le renforcement et le déploiement des activités en cours. Il s'agit de maintenir la sensibilisation, la prévention et l'accès au soin pour la communauté, sans rupture. Il s'agit aussi de renforcer les actions à destination des jeunes (santé sexuelle et de la reproduction), de soutenir les femmes les plus vulnérables et de développer l'approche et la prise en charge des violences basées sur le genre lors des séances de sensibilisation par les pairs-éducateurs et des consultations aux postes de santé.

Il est ainsi proposé de verser une subvention de 8000 € à ESSENTIEL.

- **Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations, de l'accessibilité universelle et de la ville non-sexiste**

La Ville de Nantes porte une ambition renouvelée et renforcée en matière d'égalité. Marqueur du mandat 2020-2026, l'égalité est au cœur de son action, pour n'exclure aucun public, aucun territoire.

La collectivité agit pour une ville égalitaire, incluante et émancipatrice. L'action publique doit contribuer à l'égalité des droits et de traitement, à l'amélioration des conditions de vie pour permettre à chacune et chacun un parcours de vie sans rupture, sans discrimination, digne, émancipé et citoyen.

Cela implique deux échelles d'action : transformer l'action publique locale par l'intégration des enjeux d'égalité dans toutes les politiques publiques et par le changement des regards et pratiques professionnels ; soutenir et mobiliser les actrices et acteurs du territoire pour contribuer à la transformation sociétale à opérer et à la cohésion sociale.

- **1. Lutte contre les discriminations**

Tout en poursuivant son action de lutte contre les discriminations tant en interne que dans le cadre de ses politiques publiques et pour avancer concrètement sur ces sujets, la Ville s'appuie sur le dynamisme et l'engagement des actrices et des acteurs du territoire. Leurs actions contribuent à mieux connaître les mécanismes de discrimination, à les prévenir, à lutter contre ceux-ci et à assurer une meilleure prise en compte des victimes.

Ainsi, pour l'année 2023, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations engagées sur des projets et des actions de sensibilisation en matière de prévention et de lutte contre les discriminations. Une première répartition de subventions d'un montant de 116 000 € a déjà été attribuée, il est donc proposé de verser un montant complémentaire de 9 600 € (cf. annexe 1). Il est précisé que les crédits sont inscrits au budget 11 E 428.10 65748.

- **2. Accessibilité universelle**

La Ville de Nantes est engagée de longue date pour faire face aux situations d'inégalités et de discriminations dont peuvent être victimes les Nantaises et les Nantais en situation de handicap, sur le plan de leurs droits et de leurs situations. L'accessibilité universelle irrigue ainsi l'ensemble des politiques publiques pour permettre à toutes et tous un égal accès à la vie de la Cité.

En complément de ses actions, la Ville de Nantes a toujours apporté son soutien aux associations qui œuvrent en faveur des personnes en situation de handicap.

Ainsi, pour l'année 2023, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations engagées dans l'accessibilité universelle. Une première répartition de subventions d'un montant de 41 800 € a déjà été attribuée, il est donc proposé de verser un montant complémentaire de 4 500 € (cf. annexe 1). Il est précisé que les crédits sont inscrits au budget 11 H 428.10 65748 .

- **3. Ville non-sexiste**

Depuis 2020, l'ambition de la Ville de Nantes en faveur de l'égalité s'est amplifiée avec la volonté de faire de Nantes la première ville non-sexiste de France à l'horizon 2030. Ce changement de vision implique non plus de s'attaquer uniquement aux manifestations et aux conséquences des inégalités entre les femmes et les hommes mais de percuter leur fondement : le sexisme. Cette nouvelle dimension suppose de développer et soutenir un ensemble d'actions qui ont intégré en amont ces enjeux pour éviter de produire ou accentuer des inégalités et des violences de genre.

Au regard de cette nouvelle ambition, la ville non-sexiste de 2030 ne sera possible qu'à la condition que chacun et chacune, à son niveau, s'implique et change ses pratiques, qu'elles soient individuelles ou collectives. Pour avancer sur cet objectif, la Ville de Nantes souhaite donc renouveler son soutien aux acteurs associatifs du territoire qui se mobilisent avec dynamisme pour lutter contre le sexisme et l'ensemble de ses manifestations et conséquences.

Au titre de l'exercice 2023 et de la politique publique ville non-sexiste, un montant de subventions de 155 973 € a déjà été versé au titre d'une première répartition de subventions à 25 associations. Il est proposé de verser un montant complémentaire de subventions de 21 000 € (cf. annexe 1). Il est précisé que les crédits sont inscrits au budget 11 D 428.10 65748.

- **4. Citad'elles**

Suite à son ouverture, Citad'elles a très vite été confrontée à une densité de premier accueil du public, avec une activité essentiellement centrée au départ sur la prise en charge des situations d'urgence et l'accompagnement des femmes non encore engagées dans un parcours de sortie des violences et de reconstruction. Aujourd'hui, en plus des 2 à 3 nouvelles femmes par jour prenant attache avec la structure, la majorité des femmes s'engagent dans un parcours et s'inscrivent donc au long cours dans la structure. Ces divers parcours ont fait apparaître de nouveaux besoins ou confirmé des besoins pressentis.

S'agissant des nouveaux besoins, plus de 16 % des femmes venant à Citad'elles sont âgées de 18 à 25 ans. Ces jeunes femmes font part de nouvelles formes de violences, demandant une prise en charge particulière. C'est à ce titre qu'il a été pensé un partenariat avec l'association Resonantes sur un projet écriture et musique pour un groupe de 5 à 8 femmes ; Resonantes dispose en effet d'une connaissance approfondie de ce public.

Il est donc proposé de verser une subvention de 21 100 € et d'approuver l'avenant à la convention avec l'association (cf. annexe 3). Cette subvention s'ajoute aux deux premières répartitions de subventions versées aux associations intervenants à Citad'elles d'un montant de 180 474 € sur le budget 11 F 428.10 65748 .

Les éléments d'information relatifs à l'attribution des subventions soumises à l'approbation du présent conseil sont communiqués dans l'annexe conformément à la charte de déontologie adoptée lors du conseil municipal du 9 octobre 2020.

Il est rappelé que la Ville affirme son soutien par la mise en œuvre de la Charte d'engagements mutuels, approuvée par le Conseil municipal du 15 décembre 2017, qui précise et organise le cadre des relations entre la Ville et les associations.

II- Dispositions tarifaires

- **Tarifs de la base nautique municipale**

La base nautique municipale ainsi que l'association « Centre de Voile Activités de Nature », toutes deux hébergées au sein du Centre Nautique Nantais, proposent des formats et contenus de stages identiques, dont les tarifs sont basés sur le quotient familial.

Or, les deux structures rentrent en concurrence sur le tarif T6 et usagers non-nantais, en raison d'une tarification plus élevée pour l'association CVAN.

Pour cette raison, il est proposé d'aligner le tarif T6 de la Base Nautique Municipale sur celui de l'association CVAN, soit 185€ dans le cadre des partenariats entre les 2 parties.

Ainsi, la modification de la grille tarifaire suivante est proposée :

Stage / Cycle - QF CAF	Tarifs au 1^{er} septembre 2023
T1 (0 à 440)	20€
T2 (441 à 600)	40€
T3 (601 à 841)	60€
T4 (842 à 1425)	90€
T5 (1426 à 2010)	120€
T6 (2011 et plus)	185€
Usagers non-nantais	185€
Tarif carte blanche	20€

Cette modification prend effet le 1er septembre 2023.

- **Actualisation de la liste des salles associatives nantaises proposées à la location soumises à tarification.**

La tarification des salles associatives nantaises est adossée à une catégorisation de salles, déterminée selon la vocation de la salle, sa capacité et les équipements mis à disposition. Cette répartition a été approuvée par les délibérations des conseils municipaux du 3 décembre 2010, 14 avril 2014 et 9 décembre 2022. Suite à l'ouverture de la Locomotive/Maison de Quartier Erdre-Batignolles et dans la perspective de la réouverture de la Maison de Quartier des Haubans, il convient d'actualiser la liste des salles proposées à la location, réparties par catégories (cf. annexe 4). A noter que la tarification reste inchangée.

III – Autres dispositions financières

- **Taxe Locale sur la Publicité Extérieure**

Le Conseil municipal, lors de sa séance du 26 septembre 2008, a approuvé l'adoption de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) à compter du 1^{er} janvier 2009, conformément aux dispositions de l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008. Les modalités de cette taxation ont été adoptées par délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2012.

L'article L.2333-9 du code général des collectivités territoriales fixe les tarifs maximaux de taxe locale sur la publicité extérieure. Ces tarifs sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année.

Le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE en 2024 s'élève ainsi à +6 %. Il est donc proposé, d'une part, d'adopter les tarifs de droit commun applicable en matière de TLPE à compter du 1er janvier 2024 selon le récapitulatif suivant :

TYPE DE SUPPORT	Tarifs en € par m²
Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques ≤ 50m ²	35,30
Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques > 50m ²	70,60
Dispositifs publicitaires et pré enseignes numériques ≤ 50m ²	105,90
Dispositifs publicitaires et pré enseignes numériques > 50m ²	211,80
Enseignes scellées au sol > 7 m ² et ≤ 12 m ²	35,30
Enseignes > 12 m ² et ≤ 50 m ²	70,60
Enseignes > 50 m ²	141,20

D'autre part, il est proposé d'appliquer la réfaction facultative de 50% propre aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12m² et inférieure ou égale à 20m².
de ne pas soumettre à la présente taxe les supports suivants :

- les enseignes et pré-enseignes, qui font l'objet par ailleurs d'une redevance d'occupation du domaine public ;
- les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies correspondant à une même activité, est inférieure ou égale à 12m²

- **Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'équipement sportif de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de La Loire à Sainte-Luce-sur-Loire**

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de La Loire a construit sur son site de formation d'apprentis à Sainte-Luce-sur-Loire, un équipement sportif destiné en usage premier et prioritaire aux besoins de pratique sportive de ses élèves.

Cet équipement multisports peut y accueillir plusieurs disciplines : handball, volleyball, basket-ball, badminton, tennis de table et gymnastique.

Lors du projet de sa création, la Chambre des Métiers avait sollicité les villes de Nantes et de Sainte-Luce-sur-Loire pour connaître leur intérêt à participer à son financement, compte-tenu de leurs besoins en matière sportive et d'accompagnement de la pratique associative pour leurs habitants. Hors des temps d'usage dédiés aux apprentis, l'équipement sportif serait non occupé, ni utilisé le soir et le week-end. Soit des créneaux horaires très convoités par le mouvement associatif sportif.

Localisé proche du quartier Nantes Erdre, et de son secteur Saint-Joseph de Porterie, la ville de Nantes a donc confirmé son intérêt et contribué financièrement au projet représentant une réelle opportunité sur un secteur en forte expansion.

Il est proposé d'adopter la convention associée pour permettre la mise à disposition des créneaux horaires de pratique sportive au sein de l'équipement, à destination des associations sportives nantaises et au profit de leurs adhérents (cf. annexe 5).

- **Projet de modernisation des équipements numériques des écoles nantaises – Convention FEDER avec le Conseil régional des Pays de la Loire**

Dans le cadre du plan de relance européen FEDER-REACT EU, le Conseil régional des Pays de la Loire, autorité de gestion de ce fonds, a lancé un appel à projets comprenant un objectif spécifique visant à « renforcer la transition numérique en favorisant l'usage du numérique dans l'éducation notamment dans les établissements d'enseignement ». La Ville de Nantes a déposé au 1^{er} octobre 2021 une demande de subvention européenne pour son projet d'équipement numérique des écoles nantaises et des familles. Le Conseil régional a décidé de lui octroyer une subvention de 1 886 462,79€ au titre du FEDER sur un montant de dépenses éligibles de 2 409 265, 57 € pour la réalisation de ce projet. Il est donc proposé de signer la convention attributive d'une aide européenne au titre du FEDER avec le Conseil régional des Pays de la Loire (cf. annexe 6)

- **Associations œuvrant dans le domaine de la santé - Conventions**

Le Conseil Municipal du 31 mars 2023 a délibéré favorablement pour autoriser le versement d'une subvention d'un montant de :

- 24 500 € à l'association Solipsy (11 500 € au titre d'une subvention de fonctionnement et 13000 € pour le projet « Nous sommes là pour vous aider » dans le cadre de l'appel à projets du Contrat Local de Santé) ;
- 500 € pour l'association Les petits débrouillards pour le projet « la science en bas de chez toi, mangez, bougez ».

Il convient de conclure une convention pour ces deux associations, sous la forme d'un avenant à la convention initiale pour l'association les Petits débrouillards et sous la forme d'une convention initiale pour l'association Solipsy (cf. annexes 7 et 8)

- **Politique Publique Petite Enfance – Convention d'objectifs et de financement d'une prestation de service par la CAF de Loire Atlantique – Approbation**

Les relais petite enfance (RPE) sont des lieux de proximité dédiés à l'accueil du jeune enfant. Lieux d'information, de rencontre et d'échanges, ils s'adressent à la fois aux parents et aux professionnels de l'accueil individuel.

La ville de Nantes dispose de 5 relais territorialisés. La CAF de Loire Atlantique participe au financement du fonctionnement de ces relais par le biais :

- de la prestation de service RPE ;
- du bonus territoire convention territoire globale (CTG) à condition que le RPE soit implanté sur un territoire signataire de ladite convention et qu'il soit soutenu financièrement par la collectivité ;
- d'un bonus supplémentaire de 3 000 €, lorsque le RPE s'engage dans au moins une des missions renforcées détaillées au sein du référentiel national des relais petite enfance.

L'octroi de ces financements est conditionné par :

- la validation du projet de fonctionnement du RPE par la CAF ;
- le renseignement de données d'activité du RPE sur le portail partenaire et au sein d'un questionnaire de bilan annuel d'activité ;
- la signature d'une convention d'objectifs et de financement d'une prestation de service par équipement. Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite prestation de service « relais petite enfance » pour les 5 équipements et le cas échéant pour le financement des missions renforcées et du bonus territoire CTG.

Les dernières conventions d'objectifs et de financement d'une prestation de service ont pris fin le 31 décembre 2022. Il vous est donc proposé d'approuver la signature des nouvelles conventions annexées (cf. annexes 9).

- **Concession N° 101 945 au Cimetière du Vieux-Doulon**

Le 15 décembre 2022, à l'occasion de l'inhumation d'un défunt dans la concession N° 101 945 (carré A, rang 6, emplacement 5) au Cimetière du Vieux-Doulon, un caveau d'occasion 3 places, a été vendu au concessionnaire. Or cet emplacement est équipé d'un caveau 2 places. Il est proposé de procéder à un remboursement de la différence .

- **Politique Publique Petite Enfance – Mise à jour du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant – Approbation**

Le décret n°2021-1131 du 30 août 2021 est venu modifier le code de la santé publique et en particulier l'article R2324-30 qui dispose que les établissements et services d'accueil du jeune enfant élaborent un règlement de fonctionnement qui précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ou du service. Une des principales nouveautés de cette réforme, dite Loi Norma, doit apparaître dans le règlement de fonctionnement qui doit désormais préciser, entre autres, les modalités du concours du référent santé, accueil inclusif.

Afin de sécuriser les pratiques des professionnels, différentes annexes doivent désormais apparaître dans le règlement de fonctionnement (par exemple : protocoles sur la gestion des situations d'urgence, délivrance de soins spécifiques ou encore protocole détaillant les conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance, etc).

Enfin, le conseil municipal du 30 mars dernier a approuvé les évolutions du traitement des demandes et l'attribution des places en crèches. Il convient désormais de les intégrer dans le règlement de fonctionnement.

Dans ce contexte, le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant de la ville de Nantes a été restructuré et mis à jour. Les principales évolutions concernent :

- les modalités d'attribution des places ;
- les nouveaux contrats d'accueil et leurs dispositions spécifiques ;
- la réactualisation des modalités de facturation en fonction des différents contrats, dans le cadre tarifaire existant ;
- les nouvelles annexes dont celles liées à l'application de la réforme Norma précitée.

Il vous est proposé d'approuver le règlement de fonctionnement annexé à la présente délibération, applicable à compter du 1^{er} septembre 2023 (cf. annexe 10).

- **Politique publique petite enfance – Don de matelas à l'association les Restaurants du Cœur – Approbation**

La ville de Nantes renouvelle régulièrement les matelas des lits enfants des multi-accueils municipaux. Dans un souci de réduction des déchets et de réemploi de ces matelas, il est proposé d'en faire don. Ainsi, il est proposé de faire don de 14 matelas à l'association Les Restaurants du Cœur, qui a fait la demande de ce type de matériel.

- **Politique publique petite enfance - Association Souris Verte - Trop perçu – Régularisation**

Par délibération du 31 mars 2023, le Conseil municipal a approuvé l'émission d'un titre de recettes de 85 644,21 € concernant l'association La Souris Verte, au regard du trop perçu sur la subvention (calcul basé sur les heures d'accueil déclarées au titre des années 2021 et 2022). L'association a depuis effectué un correctif de ces heures d'accueil déclarées, pour un montant de 44 560, 26 € (oubli de déclaration de 20 920 h dont la halte garderie pour 3 040 h).

Il vous est proposé d'ajuster en conséquence le montant du titre de recettes, qui n'avait pas encore été émis, à 41 083,95 €.

- **Politique publique de l'éducation - projets périscolaires année 2022-2023 interventions associatives – Trop-perçus**

L'association RUGBY SAINT HERBLAIN (R.U.S.H.) devait intervenir sur temps périscolaires sur 4 écoles publiques nantaises pour un montant de 1190 €. A ce titre, l'association a reçu acompte de 595€ voté au conseil municipal de décembre 2022. L'association n'a pas honoré les ateliers prévus et n'a réalisé qu'un seul atelier qui regroupait des enfants de 3 écoles différentes. Il est proposé de demander à l'association la restitution du trop perçu, d'un montant de 495 €, par chèque ou virement à l'ordre du Trésor Public.

De même, l'association Taekwondo Nantes Sud devait réaliser 230 heures d'intervention sur temps périscolaires dans des écoles publiques nantaises. A ce titre, l'association a reçu un acompte de 2 305€ voté au conseil municipal d'octobre 2022 et de 962 € voté au conseil municipal de mars 2023. L'association n'a pas honoré les ateliers prévus et a réalisée seulement 128 heures d'intervention.

Il est proposé de demander à l'association la restitution du trop perçu, d'un montant de 582 €, par chèque ou virement à l'ordre du Trésor Public.

- **Politique publique de l'éducation - Remboursement de l'accès internet pour l'ADAPEI- PAPILLONS BLANCS à Gustave Roch**

Dans le cadre de la convention mise en place avec l'ADAPEI en 2019, la ville met à disposition de l'IME des locaux à titre exclusif à l'école Gustave Roch. Il est également prévu que la Ville prenne en charge le même niveau d'équipement de base que pour une classe en milieu ordinaire (art 3.3)

Les locaux n'étant pas reliés au réseau et à la fibre de l'école à proximité, le choix temporaire d'une box a été fait. L'ADAPEI a fait l'avance des frais d'installation et d'abonnement internet, il convient donc de verser à l'ADAPEI un montant de 288 € correspondant aux factures de janvier 2023 à juin 2023.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 011, article 62878, sous-fonction 288.10, programme 34F.

- **Politique publique de l'éducation - Convention d'objectifs et de financement 2023-2026 – Prestation de service accueils de loisirs périscolaire et aide spécifique rythmes éducatifs**

La précédente convention d'objectif et de financement relative à la prestation de service périscolaire étant arrivée à son terme le 31 décembre 2022, il convient de signer une nouvelle convention avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) (cf. annexe 11). Cette convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueils de loisirs sans hébergement « périscolaire », de la prestation de service aide spécifique rythmes éducatifs et, le cas échéant, de la bonification « plan mercredi ».

- **Politique publique de l'éducation - Appel à projets ERASMUS +**

La Ville de Nantes a candidaté à un appel à projet européen dans le cadre du dispositif ERASMUS+. Le projet dénommé « e-quality », réunit plusieurs Villes européennes. Il est porté par l'Association Nationale des Directions de l'Education des Villes (ANDEV). Ce projet vise à favoriser des partenariats et des échanges de pratiques entre les villes de Ditzingen (Allemagne), Albergaria-a-velha (Portugal), Rieux-La-Pape (France) et Nantes sur la thématique de la réduction des inégalités en matière de réussite éducative. La Ville de Nantes a donné procuration à l'Association ANDEV pour coordonner administrativement le projet et percevoir les subventions européennes ERASMUS+.

A ce titre, il est demandé l'autorisation pour la Ville de recevoir une subvention d'un montant total de 10 000 €. La subvention vise à financer notamment les frais d'accueil des villes partenaires à Nantes ainsi que les frais de déplacement des agents municipaux concernés par le projet. L'ANDEV percevra de la part d'ERASMUS + les subventions pour l'ensemble des Villes et reversera ensuite à la Ville de Nantes ensuite sa quote part. Une convention a été établie à cet effet entre la ville, le coordonnateur du projet et l'agence nationale ERASMUS+ qu'il est proposé d'approuver (annexe 12).

- **Programme Jeune Ambassadeur**

Depuis 2008, la Ville soutient un programme dit Jeune Ambassadeur qui contribue à l'animation et au développement des échanges du jumelage Nantes/Sarrebruck. Ce partenariat se traduit par l'accueil simultané, pendant une année, d'un jeune de moins de 25 ans. Ce programme est reconnu par de nombreux acteurs du territoire nantais, et notamment l'association CCFA (Centre Culturel Franco-Allemand) à laquelle le jeune est rattaché.

Ce programme s'inscrit dans le cadre du Volontariat Franco-Allemand des Territoires initié par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) en lien avec l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et l'Agence française du Service Civique.

Ce dispositif consiste en un service civique d'une durée de 1 an, l'AFCCRE mettant à disposition un jeune volontaire. Dans ce cadre, le jeune perçoit une indemnité principale versée par l'Agence nationale du Service Civique, la ville d'accueil complétant à hauteur de 111,35 € (montant au 01/07/22 pouvant être réévalué conformément aux dispositions légales et réglementaires) par mois (auxquels s'ajoute une indemnité aux frais d'hébergement de 200 €). La mise en place de ce programme suppose la passation des conventions suivantes :

- une convention avec la Ville de Sarrebruck, actant des engagements réciproques des deux villes (annexe 13),
- une convention avec l'AFCCRE et le volontaire, précisant les modalités de mise à disposition (annexe 14),
- une convention avec le CCFA, définissant les modalités de coopération et de financement relatives aux missions du jeune (annexe 15).

Il vous est proposé d'approuver la signature des conventions correspondantes à la mise en place de ce programme.

- **Régularisation d'anciennes cautions du conservatoire**

Dans la continuité des actions menées et en cours relatives à la fiabilisation de la tenue de l'actif, il est proposé de régulariser d'anciennes cautions perçues en 2007 et 2008 suite à des prêts de partitions aux élèves par le Conservatoire. Ces cautions n'ont jamais été régularisées et les recherches pour connaître l'origine de ces non restitutions (partitions non rendues ou oubli de demande de restitution) ont été vaines. Aussi, il est proposé d'apurer cette somme de 599 € présente sur la fiche inventaire n°1650041 par l'émission de mandats à l'article 165 « dépôts et cautionnement reçus » et des titres de recettes à l'article 75888 « autres produits divers de gestion courantes autres ».

IV. Remises gracieuses, créances irrécouvrables, créances éteintes

- **Remises gracieuses et annulations de titres**

Il est proposé les remises gracieuses suivantes (à imputer au chapitre 65, fonction 01.01) :

Remise gracieuse sollicitée par	Titre concerné	Objet du titre	Montant de la créance	Remise gracieuse proposée	Motif
Agent 10/18591	2189/2022	Trop perçu sur salaire	1 184,68 €	592,34 €	Difficultés financières
Agent 10/46559	2758/2021	Trop perçu sur salaire	6 036,23 €	1 312,92 €	Difficultés financières
Agent 10/37354	1594/2022	Trop perçu sur salaire	3 281,04 €	1 640,52 €	Difficultés financières
LAMIRAUD Patricia	112/2019	Cours de botanique	198,00 €	198,00 €	Bienveillance suite Décès de son conjoint avec qui elle suivait les cours
LAMIRAUD Jean-Paul	93/2019	Cours de botanique	198,00 €	198,00 €	Décès en cours d'année
COLIN Dolorès	1730/2022	Stage Voile	60,00 €	48,00 €	Raison de santé
LAZARUK-DEMEZET Gwenaël	1730/2022	Stage Voile	54,00 €	54,00 €	Raison de santé
BIDARD Angélique	688/2022	Entrées piscines	77,00 €	46,20 €	Déménagement
GUILBAUD Kevin	2698/2019	Entrées piscines	64,00 €	48,64 €	Déménagement
BONNARDOT Tassadit	2159/2021	Entrées piscines	35,00 €	32,90 €	Déménagement
FOUCHER Maud	1968/2018	Fourrière animale	70,00 €	70,00 €	Chien volé
DENAUD	1225/2022	Fourrière	75,00 €	75,00 €	Débiteur plus propriétaire du chien

Yannick		animale			lors de la verbalisation
GREYL Thierry	2685/2022	Travaux d'office	7 477,82 €	3 738,91 €	Difficultés financières et personne sous curatelle
BAUDRY Claire	58-1/2023	Droits	58,00 €	58,00 €	Situation financière et personnelle particulières
	516-1/2023	d'inscription	58,00 €	58,00 €	
	666-1/2023	Conservatoire	60,00 €	60,00 €	

- **Admissions en non valeur de créances irrécouvrables**

Le Comptable public a demandé l'admission en non valeur d'un certain nombre de créances des exercices 2011 à 2022 dont le recouvrement s'est révélé impossible pour diverses raisons, les plus fréquentes étant l'insolvabilité des débiteurs, la modicité des sommes restant à percevoir ou l'impossibilité de retrouver les débiteurs suite à des changements d'adresse. Les raisons précises motivant l'impossibilité de recouvrement pour chaque créance présentée sont indiquées dans l'état fourni par le Comptable public. Le montant de la liste d'admission en non-valeur présentée s'élève à la somme de 9 472,82 €. Vous trouverez le détail de cette somme ventilée par année dans le tableau joint en annexe 16.

- **Constatation des créances éteintes**

Le Comptable public a transmis des tableaux récapitulatifs d'un certain nombre de créances éteintes des exercices 2012 à 2022. Une créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce l'irrecouvrabilité de la créance. Il s'agit notamment de la commission de surendettement. La créance éteinte constitue une charge définitive qui doit être constatée par une délibération de l'assemblée délibérante. Le montant des créances éteintes transmises s'élève à la somme de 11 033,05 €.

Vous trouverez le détail de cette somme par année dans les tableaux joints en annexes 16. Il vous est proposé en conséquence de constater les créances éteintes transmises par le Comptable public pour un montant de 11 033, 05 €.

Le Conseil délibère et,

1. approuve le versement d'une subvention de 10 000 € à ECOS au titre de l'Agenda 2030 ;
2. approuve le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 23 000 € au profit de l'association La Croix Rouge Française, ainsi que la convention afférente (cf. annexe 2) ;
3. approuve le versement d'une subvention à l'association Le Petit Lieu d'un montant de 1500 € pour l'année 2023 ;
4. autorise Mme la Maire à solliciter une subvention FSE+ pour le projet d'extension du dispositif « référents de parcours santé » à l'ensemble des quartiers politique de la ville pour un montant de 162 292,14 €, sur la base d'un coût total de 270 486, 90 € ;
5. approuve le versement d'une subvention d'un montant de 9 800 € à l'association ARDEPA ;
6. approuve le versement d'une subvention d'un montant de 5 488 € à la Maison de l'architecte ;

7. approuve le versement d'une subvention d'un montant de 2 940 € à l'association Commissaires Enquêteurs ;
8. approuve le versement d'une subvention d'un montant de 8 000 € à l'association ESSENTIEL ;
9. approuve le versement de subventions aux associations au titre du programme de lutte contre les discriminations, pour un montant total de 9 600 € (cf. annexe 1) ;
10. approuve le versement de subventions aux associations au titre de l'accessibilité universelle pour un montant total de 4 500 € (cf. annexe 1) ;
11. approuve le versement de subventions aux associations au titre de la ville non-sexiste pour un montant total de 2 100 € (cf. annexe 1) ;
12. approuve l'avenant n°1 à la convention avec Resonantes (cf. annexe 3) ;
13. approuve la modification de la grille tarifaire des inscriptions à la base nautique municipale, telles que proposées ci-dessus ;
14. approuve l'actualisation de la liste des salles associatives nantaises proposées à la location soumises à tarification (cf. annexe 4) ;
15. approuve les dispositions et tarifs applicables pour la taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1er janvier 2024 ;
16. approuve la convention de mise à disposition à titre gratuit de l'équipement sportif de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de La Loire à Sainte-Luce-sur-Loire (cf. annexe 5) ;
17. approuve la convention attributive d'une aide européenne FEDER avec le Conseil régional des Pays de la Loire (cf. annexe 6) ;
18. autorise la signature de la convention avec l'association Solipsy ainsi que l'avenant à la convention avec l'association Les petits débrouillards (cf. annexes 7 et 8) ;
19. approuve les conventions d'objectifs et de financement d'une prestation de service par la CAF de Loire Atlantique (cf. annexes 9) ;
20. approuve le remboursement de la somme de 131,00 € au concessionnaire Monsieur André DENIER, suite au trop perçu par la Ville concernant la concession N° 101 945 au Cimetière du Vieux-Doulon ;
21. approuve le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, applicable à compter du 1^{er} septembre 2023 (cf. annexe 10) ;
22. approuve le don de 14 matelas à l'association les Restaurants du Coeur ;
23. arrête à 41 083,95 € le montant du trop-perçu par l'association La Souris Verte, au titre des années 2021 et 2022 et qui fera l'objet d'un titre de recettes ;
24. approuve le remboursement d'un trop-perçu de 495 € par l'association RUGBY SAINT HERBLAIN (R.U.S.H.) à la Ville de Nantes et d'un trop-perçu de 582 € par l'association Taekwondo Nantes Sud à la ville de Nantes ;
25. approuve le remboursement de 288 € frais à l'ADAPEI ;
26. approuve la convention d'objectifs et de financement 2023-2026 – Prestation de service accueils de loisirs périscolaire et aide spécifique rythmes éducatifs conclue avec la CAF (cf. annexe 11) ;

27. approuve la convention entre la Ville de Nantes, l'ANDEV et l'agence nationale ERASMUS+ ainsi que la perception des recettes associées au titre du projet equality (cf. annexe 12) ;
28. approuve la signature des 3 conventions, avec le Centre Culturel Franco-Allemand, la Ville de Sarrebruck, et l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), pour la mise en place du programme Jeune Ambassadeur (annexes 13 à 15) ;
29. autorise la régularisation de la fiche inventaire n° 1650041 relative à d'anciennes cautions du conservatoire à hauteur de 599 € ;
30. accepte d'accorder une remise gracieuse ou partielle des différents titres de recettes émis à l'encontre des personnes individuelles ou des organismes cités ci-dessus ;
31. accepte de prononcer en non-valeur l'ensemble des créances irrécouvrables présentées et d'en donner décharge au Comptable public à hauteur de 9 472,82 € (cf. annexe 16) ;
32. approuve les créances éteintes transmises par le Comptable public pour un montant de 11 033,05 € (cf. annexe 16).

(5 voix contre)

Nantes, le 30 juin 2023

La secrétaire de séance

Le premier adjoint

Pauline LANGLOIS

Bassem ASSEH

Transmise en Préfecture et mise en ligne le 13 juillet 2023

Direction Générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction du Contrôle de gestion

Délibération n°59

Conseil municipal du 30 juin 2023

Rapports 2022 des partenaires externes – Approbation.

M. BOLO, Adjoint
donne lecture de l'exposé suivant :

Exposé

I - Rapport des délégataires de service public 2022 – Information

L'article L3131-5 du code de la commande publique précise que « *Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, y compris dans le cas prévu à l'article L. 1121-4, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* »

L'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ajoute que « *dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.* »

Aussi, il est proposé de prendre acte de l'information donnée, au titre de l'exercice 2022, sur les rapports des délégataires de service public suivants retraçant les comptes et comportant une analyse de la qualité des services délégués, joints en annexe à la présente délibération :

- Fourrière Automobile Nantaise (FAN) – Gestion de la fourrière automobile ;
- Nantes métropole Gestion Équipements (NGE) – Exploitation du Centre de Loisirs du Petit-Port.

II – Caisse de Crédit Municipal de Nantes – Rapport d'activité 2022– Information

L'article L. 514-2 du code monétaire et financier précise que « (...) *un rapport annuel relatif à l'activité et à la situation financière de la caisse de crédit municipal est présenté par le maire devant le conseil municipal au cours de la séance qui précède celle où doit être adopté le budget primitif de la commune.* »

Le rapport d'activité 2022 du Crédit Municipal de Nantes, ainsi que les délibérations et annexes relatives au Conseil d'Orientation et de Surveillance du 31 mai 2023, portant sur l'approbation du compte financier 2022 et sur l'affectation du résultat à la clôture de l'exercice, sont communiqués en annexe de la présente délibération.

Le contexte économique de l'année - avec l'inversion de la courbe des taux, la remontée des taux d'intérêts combinés à une inflation forte - a fait émerger des difficultés financières dans la population. Cela a été ressenti avec la recrudescence de l'activité de prêts sur gage. Les Caisses de Crédit Municipal démontrent, ici, leur rôle d'amortisseur social.

Concernant les autres activités bancaires sociales, le nombre de microcrédits n'est pas revenu au niveau de la période précédent le Covid pendant que la micro-épargne, continue à progresser et à s'affirmer comme un outil utile pour constituer une épargne de précaution.

En 2022, le Crédit Municipal de Nantes a **poursuivi ses innovations sur des produits sociaux** pour financer la transition écologique pour tous avec les micro-crédits véhicule propre ou rénovation énergétique. Pour les prêts associatifs par exemple, une bonification de taux est octroyée dès lors que l'objet du prêt est environnemental.

La politique de placement responsable, a quant à elle porté ses fruits à double titre : de bons rendements soutenus par la hausse des taux d'intérêts et un taux de 47% de placements responsables. Cela conforte l'ambition de changement de modèle économique porté par le Crédit Municipal.

Dans ce contexte global, l'amélioration du produit net bancaire permet de tendre vers un retour à l'équilibre, le résultat net est en forte amélioration avec un déficit de -12 960 € par rapport à -155 620 € en 2021.

Quelques chiffres traduisent la contribution sociale et économique en 2022 :

- Plus de 11 200 prêts sur gage octroyés en 2022 sur les quatre agences pour 10,3 M€.
- 478 microcrédits en lien avec les CCAS et associations partenaires pour 1 525 909 € (dont 68 avec le CCAS de Nantes pour 170 559 €).
- 19 prêts octroyés à des associations du territoire nantais sur l'année pour 1 468 650 €
- 10 455 € de dons effectués par les épargnants solidaires du Crédit Municipal au service de l'économie sociale et solidaire.

Les principaux chiffres clés ont évolué de la manière suivante depuis 2021 :

en K€	2020	2021	2022	variation %
Activité de prêts personnels (production de l'année)				
Prêt sur gage (engagements)	5 634,4	6 985,1	7 179,4	2,8%
Microcrédits aux particuliers	1 441,5	1 541,3	1 525,9	-1,0%
Prêt Marianne (élections)	422,9	1 220,5	373,7	-69,4%
Prêts aux associations	1 650,7	1 443,2	1 758,2	21,8%

	2020	2021	2022	variation %
en K€ Encours des prêts au 31/12 (stock à la fin de l'année)				
Prêts sur gages au 31/12	8 725,0	9 245,0	10 306,5	11,48%
Microcrédits aux particuliers	2 431,9	2 556,1	2 686,8	5,11%
Prêt Marianne (élections)	714,9	970,5	343,7	-64,59%
Prêts aux associations au 31/12	3 929,5	3 453,5	2 510,1	-27,32%
Épargne collectée au 31/12	6 936,0	9 176,0	9 218,0	0,46%
Capitaux propres	27 474,0	27 301,0	27 266,0	-0,13%
Total du bilan	35 457,0	38 160,0	37 994,0	-0,44%

Le compte financier 2022 se présente comme suit (en €) :

Exploitation	Total général des dépenses	2 429 249,45
	Total général des recettes	2 416 289,12
	Résultat d'exploitation	- 12 960,33
Investissement	Total général des dépenses	421 445,58
	Total général des recettes	384 511,50
	Résultat d'investissement	- 36 934,08

Il est rappelé que l'activité du Crédit Municipal de Nantes est entièrement financée sur fonds propres.

III - Rapport 2022 du cocontractant de contrats de partenariat – Information

L'article L. 2234-1 du code de la commande publique précise : « *le titulaire du marché de partenariat établit un rapport annuel permettant d'en suivre l'exécution. Ce rapport est adressé, chaque année, à l'acheteur dans les quarante-cinq jours suivant la date anniversaire de la signature du contrat.* »

Et l'article L. 2234-3 précise quant à lui : « *pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics, le rapport annuel établi par le titulaire et les comptes rendus des contrôles menés par l'acheteur sont transmis à l'assemblée délibérante ou à l'organe délibérant et font l'objet d'un débat.* »

Il est proposé de prendre acte du rapport présenté par la SAS Omnium de Constructions Développements Locations (OCDL), titulaire du contrat de partenariat relatif à la conception, construction, financement, du gymnase Malakoff III et d'immeubles de bureaux ainsi qu'opérations de gros entretien et renouvellement du gymnase. Ce rapport est joint à la présente délibération.

IV - Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) – Rapport d'activité 2022 – Information

Conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal a institué une commission consultative des services publics locaux.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Ville de Nantes est composée de 13 élus désignés par le Conseil Municipal du 15 juillet 2020 ; et des représentants de 15 associations locales. Enfin, la Maire de la Ville de Nantes, Madame Johanna ROLLAND, a délégué la Présidence de la CCSPL à Monsieur Pascal BOLO.

Cette commission examine chaque année et donne un avis sur, notamment :

- les rapports mentionnés à l'article L.1411-3, établis par les délégataires de service public ;
- les bilans d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- les rapports mentionnés à l'article L.1414-14 établis par les cocontractants d'un contrat de partenariat.

Il est également prévu que « *le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.* »

Le rapport d'activité 2022 de cette commission s'établit comme suit :

Une réunion s'est tenue le 21 juin 2022. Au cours de cette séance ont été approuvés à l'unanimité :

- le compte rendu de la CCSPL du 25 novembre 2021 ;
- le rapport 2021 de la SAS OCDL, cocontractant du contrat de partenariat relatif à la conception, construction, financement du gymnase Malakoff III et immeubles de bureaux ;
- les rapports des délégataires de service public au titre de l'année 2021 : NGE pour l'exploitation du centre de loisirs du Petit Port, de SNFA pour la gestion de la fourrière automobile et de l'ACCOORD pour la gestion des accueils de loisirs et séjours de vacances.

V - Sociétés Anonymes d'Economie Mixte, Sociétés Publiques Locales – Rapports 2022 des administrateurs désignés par la Ville – Approbation

L'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise notamment, que « *les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci assure la communication immédiate aux mêmes fins aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres* ».

Cet article est applicable aux SPL par renvoi de l'article L.1531-1 du CGCT.

Pour la Ville de Nantes, les sociétés concernées par ces différentes dispositions sont les suivantes :

Société	Exercice clos
SEM La Folle Journée	30/06/2022
SPL Nantes Métropole Aménagement	31/12/2022
SPL Cité des Congrès	
SEM Nantes métropole Gestion Equipements (NGE)	
SPL Nantes Métropole Gestion Services (NMGS)	
SPL Le Voyage à Nantes	
SPL Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA)	
SEM Loire Atlantique Développement SELA	

L'ensemble des documents est joint en annexe à la présente délibération.

Le Conseil délibère et,

1. prend acte des rapports annuels d'activité, qui lui ont été transmis, au titre de l'année 2022, par les concessionnaires suivants :
 - la Fourrière Automobile Nantaise (FAN), délégataire du service public de la gestion de la fourrière automobile ;
 - Nantes métropole Gestion Équipements (NGE), délégataire du service public d'exploitation du Centre de Loisirs du Petit-Port ;
2. prend acte du rapport sur l'activité et la situation financière de la caisse du Crédit Municipal de Nantes pour l'année 2022, qui lui a été présenté en application de l'article L514-2 du code monétaire et financier ;
3. prend acte, à l'issue du débat prévu par l'article L. 2234-3 du code de la commande publique, du rapport d'activité 2022 transmis par la SAS Omnium de Constructions Développements Locations (OCDL), titulaire du contrat de partenariat pour le gymnase Malakoff III ;
4. prend acte du rapport d'activité de la CCSPL pour l'année 2022, qui lui a été présenté par le président de la commission en application de l'article L1413-1 du CGCT ;
5. approuve les rapports 2022 des administrateurs désignés par la Ville dans les organismes suivants en application des articles L.1524-5 et L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :
 - SEM La Folle Journée ;
 - SPL Nantes Métropole Aménagement ;
 - SPL Cité des Congrès ;
 - SPL Le Voyage à Nantes ;
 - SEM Nantes métropole Gestion Equipements (NGE) ;
 - SPL Nantes Métropole Gestion Services (NMGS) ;
 - SPL Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA) ;
 - SEM Loire Atlantique Développement SELA ;
6. autorise Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(6 abstentions)

La secrétaire de séance

Pauline LANGLOIS

Nantes, le 30 juin 2023

La Maire

Johanna ROLLAND

4. *Débats*

M. ASSEH, Adjoint – Nous allons commencer notre conseil municipal avec un peu de retard, comme vous pouvez l'imaginer, en lien avec les événements de cette nuit. Johanna Rolland était depuis tôt ce matin à Nantes Nord, en particulier. Elle n'est pas encore arrivée. Nous aurons donc un peu de retard. Merci pour votre patience.

La séance est ouverte à 9 h 19.

Mme la MAIRE – Bonjour à chacune et à chacun. Je vous propose de vous asseoir. Nous allons pouvoir démarrer.

M. ASSEH, Adjoint, procède à l'appel.

Mme la MAIRE – Chers collègues, avant que nous ne commençons l'ordre du jour de ce conseil, je souhaite naturellement revenir sur la situation dans notre pays et sur ses conséquences à Nantes.

Mardi matin, un jeune homme a été tué par le tir d'un policier à Nanterre. Il avait 17 ans. Bouleversant, révoltant... Ce sont les mots qui me viennent. J'ai, avec vous tous, je le sais, une pensée forte, ce matin, pour Nahel, pour sa famille, pour ses proches. Justice et vérité, c'est ce que la République leur doit désormais. Je sais la colère, je sais le profond sentiment d'injustice qui s'exprime et dans ce moment difficile, c'est le devoir de la nation, de la nation tout entière, d'apporter des réponses à la hauteur.

Les violences de ces dernières heures sont intolérables. Les violences de ces dernières heures sont insupportables. Elles nuisent d'abord aux habitants. Elles nuisent surtout aux habitants. Partout, en France, ce sont des équipements dont ils ont besoin qui ont été dégradés. Alors ce matin, je pense d'abord à eux, aux habitants de nos quartiers populaires, à ces quartiers qui ont des difficultés mais aussi des qualités. Alors, je dis à cette femme que j'ai croisée ce matin à Nantes Nord, dont la voiture a été brûlée, que oui, nous sommes avec elle. Je dis aux parents de l'école Paul Gauguin que nous avons rencontrés que oui, nous sommes avec eux.

Je salue nos équipes, celles de la Ville, celles de la Métropole qui, depuis ce matin, sont à pied d'œuvre pour assurer le retour à la propreté dans ces rues, dans ces quartiers, parce que oui, cela compte aussi.

Nous étions, il y a encore quelques instants, avec Pascal Bolo, à Nantes Nord, auprès de ses habitants, et les adjoints de quartier étaient aussi sur le terrain auprès des habitants.

Je veux saluer les forces de secours et de sécurité. J'ai eu l'occasion de le dire personnellement ce matin et au colonel des sapeurs-pompiers et au directeur départemental de la sécurité : il y a urgence, urgence à retrouver le chemin de l'apaisement et du dialogue. Il y a urgence, avant que la spirale de la violence ne débouche sur encore plus de malheur, encore plus de douleur.

Comme mes collègues maires, partout en France, j'appelle clairement au retour au calme.

Mais le retour au calme ne se décrète pas. Il se construit. Chacun doit y prendre sa part, sa responsabilité. Je nous invite à aborder ce conseil municipal avec la retenue républicaine qui sied à la gravité du moment que traverse notre pays. Merci.

Nous allons pouvoir aborder l'ordre du jour de notre conseil. Nous avons d'abord à désigner un secrétaire de séance. Pardon, Madame Garnier, je désigne un secrétaire de séance, et je vous donnerai naturellement la parole après. Je propose Pauline Langlois comme secrétaire de séance, Elhadi Azzi comme premier suppléant et Nadège Boisramé comme seconde suppléante. Merci.

Laurence Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Bonjour à tous. Un mot d'abord, Madame la Maire, pour joindre notre voix à la vôtre pour appeler au calme, comme vous l'avez fait.

Notre ville était, jusqu'à cette nuit, relativement épargnée par les violences que nous constatons partout ailleurs. Aujourd'hui, la situation est grave, à Nantes comme dans les autres villes françaises.

Je voulais redire avec force que rien ne justifie ces violences. Ceux qui les commettent sont des délinquants. Aller mettre le feu à des magasins, à des services publics, à des mairies, à des lieux qui sont utiles au quotidien parfois aux plus fragiles de nos concitoyens, ce sont des actes inacceptables, qui devront évidemment être sanctionnés. J'ai une pensée aujourd'hui pour tous les Nantais qui sont victimes de ces destructions et pour les agents de la mairie de Nantes Nord que vous venez d'aller saluer, je crois.

L'enquête devra évidemment faire toute la lumière sur la mort du jeune Nahel, et les images que nous avons vues nous ont tous profondément heurtés. S'il y a eu une faute, elle devra bien sûr être lourdement sanctionnée. Mais nous ne sommes ici ni juges ni procureurs. La justice doit faire son travail. En revanche, nous sommes des hommes et des femmes politiques engagés au sein de ce Conseil municipal, chacun avec nos convictions, et malheureusement, je crois que depuis 2005, nous n'avons pas agi, nous n'avons pas suffisamment agi. Nous avons agi avec un prisme qui a concerné principalement la rénovation urbaine et l'on a cru que régler ces questions d'urbanisme allait régler l'ensemble

des problèmes de ces quartiers. En tout cas, on a voulu le croire, parce que beaucoup d'argent a été mis, à Nantes comme ailleurs, et nous avons souvent eu l'occasion d'en débattre ici.

Je crois que loin de ces questions d'urbanisme, qui sont bien sûr un sujet, nous avons laissé l'éducation de nos enfants partir à vau-l'eau. Vous parliez tout à l'heure de la mairie de Nantes Nord. Moi, je me souviens de cette femme du Breil, me disant : mon enfant est dans telle école, je sais qu'il n'y arrivera pas, je sais que c'est perdu pour lui. Voilà ce que j'ai entendu il y a déjà plusieurs années, dans un de nos quartiers, des quartiers de cette ville que nous aimons.

Nous avons laissé l'autorité être piétinée. Nous avons laissé nos pompiers et nos forces de l'ordre être attaqués, lorsqu'ils interviennent dans nos quartiers, et je vous remercie, Madame la Maire, d'avoir eu des paroles de soutien à leur égard, ce matin.

Je crois qu'il faudra redonner l'espoir à tous les habitants de ces quartiers, l'éducation à nos enfants, la tranquillité à tous ceux, nombreux, qui ne souhaitent que vivre en paix, et des sanctions très fermes contre tous ceux qui pensent pouvoir défier nos lois et les valeurs de notre République, sans rien avoir à craindre de notre justice et de notre démocratie.

Voilà, Madame la Maire, les quelques mots que je voulais avoir ce matin. Je crois, vous l'avez compris dans mes propos, que nous payons très cher nos lâchetés collectives, j'emploie vraiment ce terme, et qu'il va nous falloir agir avec force, détermination et efficacité dans les prochaines semaines, dans les prochains mois et dans les prochaines années, si nous ne voulons pas les payer encore plus cher dans les urnes en 2027.

Mme la MAIRE – Juste deux choses avant de donner la parole. Je suis en désaccord profond avec le fait que depuis 2005, nous aurions, ici, à Nantes, exclusivement fait de la rénovation urbaine. Je suis désolée, mais tous les faits démontrent le contraire. Ouvrir une médiathèque, ouvrir une maison de santé, travailler sur les sujets d'alimentation des plus précaires, tous les faits démontrent que cette assertion est fautive. Je n'en dirai pas plus ce matin parce que je l'ai dit : mon état d'esprit à moi, c'est que ce n'est pas le moment de se demander qui paiera quoi dans les urnes en 2027. Je vous le dis comme je le pense.

Moi comme d'autres ici, nous avons passé la nuit à surveiller ce qui se passait dans nos quartiers, à recevoir des appels des habitants, à entendre des habitants en larmes, à entendre des habitants en colère. Alors moi, Madame Garnier, ma question de ce matin, ce n'est vraiment pas ce qui va se passer dans les urnes en 2027.

Ma question à moi, c'est de savoir comment nous faisons front, comment nous soutenons nos forces de secours et de sécurité. C'est de savoir comment je réponds à ces parents apeurés, à Paul Gauguin. C'est comment, à Malakoff, nous sommes présents pour dire aux habitants que nous sommes là.

Je le redis, je vous invite à aborder ce conseil municipal dans le moment dans lequel nous sommes. Bien sûr que le temps de l'analyse viendra. Bien sûr que le temps de la politique viendra. Pour moi, comme maire, ce matin, ce n'est pas ce temps-là, je le dis très clairement.

Robin Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal – Merci beaucoup, Madame la Maire. Chers collègues, bonjour à chacune et à chacun.

Pour démarrer, évidemment un message de compassion, de pensée pour Nahel, pour sa famille et pour ses proches. Évidemment, sa mémoire nous oblige. Elle nous oblige à porter l'exigence, cela a été rappelé par Madame la Maire, de justice et de vérité, pour que jamais plus, un jeune à l'aube de la vie n'ait à la perdre dans un contrôle de police. Cela questionne plus que jamais, nous en sommes persuadés, la doctrine de l'emploi de la force, de la formation de nos agents de police et de gendarmerie, de leurs conditions de travail, du contrôle et de la régulation de cette institution.

Pour autant, notre plus grande force est notre détermination pacifique, à l'inverse, cela a été dit, des violences qui ont touché cette nuit toutes les villes de France. Ces violences desservent cette juste ambition, en plus d'impacter en premier lieu les salariés, les employés et les familles de nos quartiers populaires. Nous ne pouvons bien évidemment que les condamner.

En cela, effectivement, on peut peut-être partager le diagnostic du recul de la République sur un certain nombre d'éléments de Mme Garnier. Pour autant, on ne peut pas évacuer la question des responsabilités, justement, de ces reculs à répétition sur la situation qui est faite dans nos quartiers, notamment, et de l'état de nos services publics.

Tandis que la collectivité, par exemple, comme aux Dervallières, investit pour reconstruire le quartier, qui avait subi, là aussi, des émeutes, il y a quelques années, pour réinstaller du service public, pour réinstaller des commerces, à côté, tout est détricoté. On peut penser à la bataille que les communistes, avec l'adjoint de quartier Ali Rebouh, avec les habitants, avec les forces vives du territoire, ont menée par exemple pour maintenir le bureau de poste dans le quartier. Nous pouvons penser au recul des différents services publics comme par exemple, la sécurité sociale. Nous pourrions parler beaucoup de choses plus tard. Aujourd'hui, l'heure est évidemment recueillement, à la responsabilité.

Mais nous ne pourrions pas ignorer la question de la place de la République, plus globalement, et de ses valeurs partout, dans le pays et tout le temps. Nous ne pourrions mettre de côté les questions structurantes et les légitimes aspirations au « bien vivre », à la place des services publics, je le disais, dans nos quartiers, à l'éducation, aussi, au soutien la parentalité. Autant de promesses qu'il nous faut faire vivre pour répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Mounir Belhamiti.

M. BELHAMITI, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Notre groupe se joint à vos mots pour condamner les violences inacceptables et les dégradations que notre ville a connues cette nuit particulièrement et la nuit dernière, que nos villes en France connaissent depuis mardi soir, à la suite du décès inacceptable du jeune Nahel. Évidemment, nous nous joignons aussi à vos mots de compassion envers la famille de ce jeune, envers la maman de ce jeune et envers ses proches.

Vous l'avez dit, l'appel au calme ne se décrète pas, mais il faut qu'il soit unanime. Il faut que chaque responsable politique pèse ses mots, pèse ses actes, et qu'il n'y ait pas de divergence dans l'arc républicain, en tout cas, sur la nécessité d'un retour au calme dans nos villes et dans nos quartiers.

Il faut que la justice fasse son travail. Je crois qu'en l'espèce, la célérité, la vitesse à laquelle la justice a traité la question de ce policier a été relativement exemplaire, même si évidemment, tous les éléments ne sont pas encore connus. Il faudra un jour, peut-être en dehors de cette séquence, qui doit nous obliger à une forme de retenue, que l'on pose la question de la réponse pénale, notre pays, et de la dissuasion que la réponse pénale doit générer dans notre société. C'est un vrai sujet, auquel il faut que nous nous attaquions collectivement, sans tabou ni totem.

Je voudrais aussi soutenir les forces de sécurité, comme vous l'avez fait, Madame la Maire, les forces de l'ordre, évidemment, les forces de secours, les pompiers, qui sont intervenus pour éteindre l'ensemble des incendies que nous avons connus, et évidemment, nos fonctionnaires, nos agents de la Ville, qui, vous l'avez dit, sont à pied d'œuvre pour remettre notre ville en état, nettoyer tout ce qui a été dégradé, mais aussi les agents du service public de l'Éducation nationale, qui, dans nos écoles, dans les quartiers, font face à une situation qui est tout de même dramatique.

En 2005, j'avais 20 ans. J'ai été frappé par les émeutes à cette époque. Je crois que nous sommes plusieurs, au sein de ce Conseil municipal, à avoir saisi l'occasion de s'engager en politique à ce moment-là. Dire que rien n'a été fait depuis, c'est faux, évidemment. Mais je crois que nous partageons une désolation collective, celle de voir que tout ce que nous faisons en matière de rénovation urbaine, en matière d'investissement dans l'Éducation nationale prioritaire, en matière de développement économique et d'emploi, malheureusement, cela met du temps, malheureusement, cela ne porte pas fruit immédiatement.

Il suffit parfois d'une étincelle pour embraser une situation qui est tendue, et qui est tendue du fait de dizaines et de dizaines d'années de manque d'action ou en tout cas, de manque de considération d'une partie de nos populations dans nos quartiers de la politique de la ville. Je crois que c'est ce qui doit nous mobiliser : l'efficacité de nos politiques publiques dans les quartiers de la politique de la ville, évidemment, et le fait que nos projets, qui sont légitimes, qui sont nécessaires, accélèrent et portent leurs fruits au plus vite.

Vous l'avez dit, il y a les maisons de santé, il y a la rénovation urbaine, il y a l'action sociale dans ces quartiers, il y a aussi l'éducation prioritaire. Je crois qu'il faut vraiment que nous accélérions, que nous mettions les moyens nécessaires et que nous fassions en sorte qu'il y ait cette prise de conscience, dans nos quartiers, que l'État n'abandonne pas, que les collectivités n'abandonnent pas et que tout le monde se saisit de cette nécessaire priorité.

Enfin, je voudrais dire, et ce sera ma conclusion, que j'ai évidemment une pensée pour les parents des collégiens et des collégiennes qui étaient dehors cette nuit, parce que ce sont de jeunes mineurs qui sont dehors et qui, parfois, sans aucun fondement politique, il faut aussi le souligner, expriment une colère sèche, expriment une émotion qui peut se comprendre, à la suite de ce qui s'est passé. Je veux leur dire que les réponses passeront évidemment par eux, par leur soutien, le soutien à ces familles monoparentales, notamment, qui ont tout le mal du monde à tenir leurs enfants, à tenir la nécessaire paix qui doit régner dans nos quartiers.

Je vous dirai aussi avec émotion, puisque vous avez cité l'école Paul Gauguin et qu'il se trouve que c'est mon ancienne école, que ce matin, l'heure est grave. Je crois que c'est collectivement que nous trouverons les réponses et les solutions à cette situation. Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Marie Vitoux.

Mme VITOUX, Adjointe – Merci. Effectivement, collectivement, nous nous joignons au soutien que Madame la Maire, vous avez apporté à Nahel, à sa famille, à ses proches. Nous l'affirmons ici avec force, le refus d'obtempérer, en aucun cas, ne doit être une mesure passible de la peine de mort, puisque c'est effectivement ce qui s'est passé mardi, à Nanterre.

Nous condamnons aussi les propos ignobles qui ont été portés par un syndicat de la police, celui qui s'appelle France police, et nous espérons que ces propos feront l'objet d'une sanction dans les plus brefs délais, car ils ne sont de nature ni à apaiser la situation ni à respecter la République.

Les écologistes et citoyens appellent évidemment au calme et à l'apaisement et en cela, nous nous joignons aux paroles qui ont déjà été portées.

Cependant, nous ne pouvons pas non plus rester sourds et sourdes à la colère exprimée. Elle est le fruit de nombreuses années de manque de considération politique envers les quartiers prioritaires, dont les habitants doivent faire régulièrement face à des violences policières. Et cette colère appelle des mesures concrètes et rapides, qui ne passent pas par des politiques de répression ni par des propositions discriminantes. Nous avons entendu hier la proposition de Valérie Pécresse, en Île-de-France, de faire cesser les transports en commun à partir de 21 heures dans l'ensemble de la région, cantonnant ainsi les personnes des quartiers populaires à domicile.

Madame Garnier, vous avez parlé tout à l'heure de lâcheté collective. Moi, je suis assez choquée des propos qui ont pu être tenus par la droite et l'extrême droite suite au drame de Nanterre, en début de semaine, des propos discriminants qui ont d'abord mis en avant le casier judiciaire du jeune, qui ont même été jusqu'à responsabiliser la victime dans son décès.

Aujourd'hui, nous avons aussi une classe politique qui prône une politique de sécurité du tout répressif. Nous avons cette même classe politique qui, chaque jour, dans sa diversité, tient des propos sur les personnes racisées et ouvrant tout droit les vannes d'un racisme décomplexé. Évidemment, cela amène à des actes injustifiables au sein de la police, avec un événement qui doit être à l'origine de changements structurels au sein des forces de l'ordre. Cela ne peut pas constituer seulement un drame supplémentaire.

Nous allons donc tenir ce conseil dans le cadre du calme républicain, qui, vous l'avez rappelé, Madame la Maire, sied à notre instance. Nous aurons un certain nombre de délibérations sur lesquels nous allons aujourd'hui devant nous prononcer en termes de cohésion sociale, de solidarité mais aussi de prévention et de médiation dans nos quartiers, et l'ensemble des écologistes apporteront leur soutien à l'ensemble de ces sujets, qui contribuent à maintenir la cohésion sociale dans nos quartiers, à Nantes.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Coussinet.

Mme COUSSINET, Conseillère municipale – Madame la Maire, mes chers collègues, comme tout un chacun dans cette assemblée, nous avons été profondément choqués et touchés par cet événement qui s'est produit mardi dernier, la mort de Nahel, tué par un tir à bout portant par l'un des policiers qui le contrôlaient. Avant tout, nous voudrions apporter tout notre soutien à sa famille, à ses proches et surtout, à sa maman.

Rappelons aussi que pour vivre collectivement et sereinement, la justice est évidemment indispensable. Et elle devra être rendue à la hauteur de cet acte ignoble.

Or recevoir une balle pour un refus d'obtempérer, ce n'est pas justice. Recevoir une balle parce qu'un mineur conduisait une voiture sans en avoir le droit, ce n'est pas justice. Non, il s'agit d'un homicide commis par un agent de dépositaire de l'ordre public.

La colère gronde un peu partout en France, mais rappelons quelques faits. Depuis 2017, c'est une augmentation de 40 % des tirs de policiers. Rien que l'année dernière, ce sont 13 morts qui ont été liées à des interventions policières. L'ONU a d'ailleurs dénoncé notamment la gestion problématique du maintien de l'ordre en France, ces derniers mois.

À Nantes, comme dans toutes les villes de France, les dégradations de l'espace public qui ont eu lieu cette nuit sont inacceptables, et nous les condamnons. Cependant, cette colère est avant tout sociale et politique, et nous devons la traiter au fond.

L'assassinat de Nahel n'est pas un simple fait divers. Il s'inscrit dans une politique de plus en plus répressive de l'État. Alors plutôt que de réclamer plus d'armes et de liberté d'action pour les forces de l'ordre, il faudra bien, très rapidement, travailler collectivement à la reformulation de la doctrine du maintien de l'ordre, à impliquer les citoyens dans des dispositifs de contrôle de la police, à une meilleure formation de nos policiers pour ramener le dialogue dans les quartiers et à rétablir une police de proximité.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je vous propose de continuer avec notre ordre du jour. Comme cela a été dit, je crois que dans ce qui est proposé aujourd'hui au Conseil, un certain nombre de sujets, un certain nombre de décisions que nous allons prendre collectivement sont de nature non pas à arrêter la situation telle qu'elle est aujourd'hui, bien sûr, mais à continuer à agir en amont, à continuer à agir sur les causes, à continuer à agir en cohérence avec les valeurs qui sont les nôtres.

Mme la MAIRE donne lecture du dossier n° 1, intitulé :

Conseil municipal – Procès-verbal de la séance du 31 mars 2023 – Approbation

Mme la MAIRE – Pour commencer, mes chers collègues, nous avons à approuver le procès-verbal de la dernière séance.

Je mets ce procès-verbal aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme la MAIRE donne lecture du dossier n° 2, intitulé :

Conseil municipal – Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil municipal

Mme la MAIRE – Nous avons ensuite à examiner le compte rendu des décisions. S'il n'y a pas de remarques particulières, vous savez que ce n'est pas soumis au vote.

Le Conseil prend acte.

Mme la MAIRE – Je vous propose de passer au vœu qui vous est proposé ce matin.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 2A, intitulé :

Vœu : « Pas d'enfant sans solution adaptée »

M. ASSEH, Adjoint – Depuis quelques mois, le collectif de parents « Handicap 44 en danger » se fait le relais des 2 100 familles du département qui sont sans solution adaptée, dont 900 enfants en attente de place. Cette interpellation alerte sur le manque de places d'hébergement ou d'accompagnement pour les enfants ou adultes en situation de handicap sévère ou complexe sur notre territoire. Les familles témoignent d'un sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics au travers de nombreux freins et difficultés, voire d'absence de prise en charge ou encore, de rupture de parcours éducatif ou de soins, difficultés qui ont des impacts importants sur le bien-être des personnes en situation de handicap et des proches aidants.

Au quotidien, ce sont de nombreuses familles et professionnels de la petite enfance, de l'éducation, du médicosocial qui nous alertent en tant qu'élus locaux sur les réalités d'une société inclusive sur le papier, mais qui n'a pas les moyens de ses ambitions. Ce sont de trop nombreux enfants dont la prise en charge dans le milieu scolaire ordinaire n'est pas adaptée aux besoins ni des jeunes ni des adultes qui font face au manque de places en structure d'accueil spécialisée et au manque de professionnels. Quel que soit l'âge ou le handicap, les parcours sont aujourd'hui trop difficiles, épuisent les familles et les proches aidants.

La Ville de Nantes, comme de nombreuses collectivités, est engagée aux côtés des pouvoirs publics, en complémentarité, pour renforcer le dialogue entre institutions – je cite notamment l'Agence régionale de santé, l'Éducation nationale, la Maison départementale des personnes handicapées, le Département – afin de garantir des prises en charge adaptées à l'école mais aussi en institut médico-éducatif, en service d'éducation spéciale et de soins à domicile, en institut thérapeutique, éducatif et pédagogique.

Nous insistons aussi sur la nécessaire revalorisation des accompagnantes et des accompagnants des élèves en situation de handicap en termes de qualification, de salaire et de formation.

Au lendemain de la conférence nationale sur le handicap et de la signature d'une charte d'engagement pour une société pleinement accessible, les objectifs pour créer collectivement les conditions d'une société plus inclusive sont réaffirmés.

En tant qu'élus du Conseil municipal de Nantes, nous réclamons au gouvernement un plan d'urgence pour apporter des réponses concrètes et adaptées aux enjeux de notre territoire, au regard de la croissance démographique du département et des besoins identifiés par les collectivités, l'Agence régionale de santé et les acteurs du champ médico-social.

Après l'annonce de la création, à l'échelle nationale, de 50 000 solutions supplémentaires sur cinq ans, il est nécessaire de clarifier rapidement cet engagement et de cibler en priorité, dans sa déclinaison au niveau local, les territoires sous-dotés comme le nôtre.

Nous demandons donc au gouvernement de créer des places supplémentaires dans les établissements médico-sociaux en prenant en compte les besoins démographiques de la Loire-Atlantique, d'offrir un mode d'accueil adapté à chaque situation pour respecter le droit au répit des familles et des proches aidants et enfin, de créer les conditions d'une

véritable coopération entre l'État et les collectivités pour offrir une réelle continuité éducative aux élèves porteurs de handicap, avec des AESH en nombre et formés.

Nous réclamons des moyens en conséquence : pas d'enfant sans solution adaptée.

Mme la MAIRE – Merci. Marie-Annick Benâtre.

Mme BENÂTRE, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, la question du handicap est une question de droits humains. L'ONU l'a d'ailleurs rappelé à la France en septembre 2021 et quand il s'agit d'enfants, cela prend une dimension particulière. Or neuf jours avant l'ouverture de la conférence nationale du handicap d'avril dernier, le Conseil de l'Europe a reconnu la violation, par l'État français, de ses obligations vis-à-vis des personnes en situation de handicap et de leur famille. Il pointe notamment des manquements à adopter des mesures efficaces dans un délai raisonnable en matière d'accès aux services d'accompagnement adapté et aux transports publics.

De très nombreuses associations accompagnant des personnes en situation de handicap nous le rappellent régulièrement. C'est l'UNAPEI, lors de son congrès à Nantes, qui demande une politique globale, une sorte de plan Marshall pour mettre en œuvre les ambitions politiques. Ou encore, la présidente de l'APF, qui, dans son interpellation au ministre lors des 90 ans de l'association, affirme : « assez d'enfermement, assez d'humiliation, assez d'exclusion, assez d'injustice, assez de charité ! » Mais aussi le collectif des parents Handicap 44, qui nous alerte sur la situation des enfants de l'oubli. C'est ainsi que les familles appellent leurs enfants en situation de handicap sans solution. Plus de 2 000 enfants dans notre département se trouvent dans cette situation aujourd'hui.

Je salue d'ailleurs Mme Loheac, présente dans notre assemblée, ce matin, responsable de ce collectif.

Ce sont aussi les personnels du médicosocial, qui crient leur lassitude et le manque de considération, mais aussi les AESH, insuffisantes pour accompagner les enfants qui devraient en bénéficier, avec un statut précaire, mal payé et une formation aléatoire.

C'est donc avec la volonté de combattre toutes les discriminations « validistes » auxquelles sont confrontées les personnes jeunes et moins jeunes en situation de handicap que les élus du groupe « gauche commune » approuvent le vœu porté par la majorité municipale.

À Nantes, nous agissons pour construire une ville inclusive et égalitaire. Nous le savons, il reste beaucoup à faire. L'accessibilité universelle doit irriguer toutes nos politiques publiques. Pour ce faire, l'expertise d'usage du CNAU nous est fort utile. Que tous les membres de ce conseil en soient remerciés.

Nous rencontrons, avec mes collègues Ghislaine Rodriguez, Hélène Naulin et Marlène Collineau, soit l'Éducation nationale, soit l'ARS ou encore le Département pour porter les difficultés rencontrées, les besoins, et améliorer les situations. Mais la solidarité nationale doit devenir une priorité en la matière et ainsi, donner une pleine citoyenneté aux personnes en situation de handicap. Cela commence bien évidemment dans l'accompagnement d'un parcours de vie de l'enfant le plus adéquat dans sa singularité pour bien grandir à Nantes.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Madame la Maire, chers collègues, l'école inclusive, c'est une ambition que nous partageons toutes et tous ici, celle d'assurer une scolarisation de qualité pour tous les élèves, de la maternelle au lycée, en prenant en compte leur singularité et leurs besoins éducatifs particuliers. On part des besoins des élèves. L'ambition est grande. Mais dans la réalité, les moyens de l'État ne sont pas à la hauteur des défis à relever.

L'accès à la scolarisation des enfants en situation de handicap a largement progressé ces dernières années. Le bilan quantitatif est réel : +24 % d'enfants en situation de handicap sont scolarisés en milieu ordinaire depuis 2017. Des chiffres encourageants... Mais les faits dépeignent une tout autre réalité, un tout autre quotidien, et les collectifs de parents, d'associations, de personnes en situation de handicap, de parents d'élèves, les professionnels nous alertent sur ces réalités, qui mettent à mal le principe même de l'école inclusive.

Ma collègue Marie-Annick Benâtre l'a rappelé : manque criant d'AESH, au point que certains parents les plus aisés font appel à des AESH privés, enseignants et animateurs peu formés, enfants victimes de discrimination et parfois d'exclusion par leurs pairs...

Notre département est loin d'être épargné. Il est sous-doté en places en établissement médico-social. Pour plus de 74 % des situations complexes – je parle d'enfants gravement polyhandicapés ou autistes sévères –, c'est une attente de plus de trois ans en moyenne pour obtenir une place. Résultat : soit les enfants ne sont pas scolarisés ou sont scolarisés très partiellement, soit ils sont scolarisés en ULIS ou en classe ordinaire mais sans les moyens humains dédiés pour leur accompagnement. Donc des enfants en souffrance, des professionnels démunis et des familles qui ne savent plus quoi faire.

La Ville de Nantes fait sa part, bien sûr, et ceci, dès la petite enfance : suivi médical, moyens complémentaires matériels ou humains discutés au sein d'une équipe médicale, partenariale, pour les enfants à besoins spécifiques... Nous accueillons aussi bien sûr des enfants sur temps périscolaire et extrascolaire, avec les moyens humains adaptés. 60 postes y sont dédiés sur le temps périscolaire. Nous aménageons au besoin nos locaux par du mobilier, des espaces spécifiquement adaptés aux besoins selon le handicap : des salles de décharge ou des classes flexibles, au-delà de l'accessibilité du bâti scolaire, bien sûr.

Nous ouvrons d'ailleurs en septembre un dispositif d'autorégulation, en partenariat avec l'Éducation nationale, et je rappelle que nous sommes aussi prêts à accueillir trois nouvelles unités d'enseignement externalisé ou tout autre dispositif innovant, en particulier à destination des enfants d'âge maternel. Nous demandons donc que des moyens humains médico-sociaux et d'enseignement spécialisé soient affectés pour permettre ces ouvertures.

Bien sûr, nos réponses collectives – et je mets la Ville de Nantes dans ce collectif – ne sont pas encore à la hauteur des besoins. Il reste beaucoup à faire. Mais comme vous l'aurez compris, à la Ville de Nantes, avec l'ensemble de mes collègues, collectivement, nous continuerons résolument notre action, dans le cadre d'un partenariat incontournable mais d'un partenariat exigeant pour un accueil digne pour toutes et pour tous.

Mme la MAIRE – Merci. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire, merci, chers collègues. Vous avez déjà dit l'essentiel...

Mme la MAIRE – Pardon... Comme vous avez présenté le vœu, je vais redonner la parole, puisque j'ai une dernière demande d'intervention. Mes excuses. Valérie Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Notre groupe soutient la demande aux pouvoirs publics d'augmenter les moyens mis en œuvre pour améliorer fortement les capacités d'accueil des enfants en situation de handicap.

Notre département bénéficie d'une croissance particulièrement forte sur le plan de la démographie, avec de nouvelles familles qui arrivent de plus en plus nombreuses. Les besoins sont donc évidemment présents.

Nous sommes tous concernés : État, Département, Région, pour les places en structure spécialisée, notamment les IME, les SESSAD, les ITEP, mais aussi sur les sujets de l'école inclusive, comme par exemple les classes ULIS, qui ne sont d'ailleurs malheureusement pas assez présente dans les zones rurales.

Pour rappel, l'ARS a tout de même augmenté ses budgets et 73 classes ULIS ont été ouvertes depuis 2021 sur le territoire français.

Par ailleurs, le Département a une compétence particulière sur ces sujets. La Ville de Nantes peut aussi accompagner les enfants et les familles dans les démarches administratives, qui sont parfois longues. Je pense aux démarches auprès de la MDPH.

Renforcer ces moyens, c'est également donner la possibilité aux ARS et aux collectivités de mieux travailler ensemble, moins en silo, et de lancer des expérimentations communes pour répondre aux besoins des territoires.

Je voudrais tout de même rappeler aussi les annonces de la conférence nationale du handicap, qui, je l'espère, seront rapidement mises en place, notamment les 50 000 nouvelles solutions promises pour ces enfants – et j'espère qu'elles seront aussi en adéquation avec les problématiques de territoires – ainsi que des missions comme celle qui a été annoncée sur les problématiques auprès des enfants les plus fragiles et les plus cassés, les enfants de l'aide sociale à l'enfance en situation de handicap.

Par ailleurs, l'inclusivité, c'est aussi l'accessibilité universelle. C'est donner la possibilité, dans les bâtiments publics, dans les écoles, dans tout bâtiment, d'accéder plus facilement à ces sites. C'est aussi l'inclusivité numérique. J'aime rappeler qu'il faut être attentif à la problématique du point médian, qui est encore trop souvent utilisé dans nos instances.

Je voudrais également rappeler la nécessité, et nous portons aussi cette volonté, de travailler sur les métiers du secteur du médico-social, qui sont trop souvent oubliés, avec de plus en plus de difficultés à recruter, des conditions salariales très basses et une convention qui date de 1966, qui est trop ancienne. Et effectivement, je suis d'accord pour dire que l'État et les collectivités doivent œuvrer pour travailler sur ces métiers du médico-social.

C'est pour toutes ces raisons et pour cette nécessité de répondre aux difficultés du territoire et aux difficultés rencontrées partout en France que nous soutiendrons ce vœu qui, je l'espère, sera voté de façon unanime. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Laurence Garnier.

Mme GARNIER, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Nous voterons ce vœu et nous nous réjouissons, avec les élus du groupe « mieux vivre à Nantes », que ce vœu soit l'occasion d'un engagement commun en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Beaucoup de choses ont été dites. Effectivement, pas une semaine ne passe sans que nous soyons, les uns et les autres, interpellés, en tant que conseillers municipaux, sur des sujets liés au handicap, au logement, à la mobilité, à l'éducation de ces personnes ou de ces enfants, vous l'avez dit, Madame Oppelt.

Moi, je crois qu'évidemment, chaque situation est unique, d'où la complexité de cette prise en charge, mais que chacune d'entre elles nous renvoie aussi au plus intime de notre humanité, et finalement, en tant qu'élus, à la société que nous souhaitons construire. Nous vivons tous dans un monde où la performance et la vitesse sont les maîtres mots. Je crois que construire une société véritablement inclusive nous engage à regarder ces personnes en situation de handicap non pas uniquement pour ce qu'elles font mais davantage pour ce qu'elles sont.

Moi, je suis très frappée notamment par le monde du handisport. J'ai eu l'occasion d'assister à beaucoup d'événements sportifs de handisport. J'imagine que c'est aussi le cas de notre collègue Ali Rebouh. Je dois vraiment vous inviter, les uns les autres, si vous ne l'avez pas déjà fait, à assister à ces compétitions sportives de personnes en situation de handicap parce que je peux vous dire que le dépassement de soi prend une dimension encore tout autre que celle que l'on connaît dans le monde du sport avec les sportifs valides.

Nous rappelons, au sein de ce vœu, ce que la société doit apporter aux personnes en situation de handicap, et il est bon et important de le faire, mais je crois que l'on peut aussi rappeler ce que ces personnes en situation de handicap apportent à notre société.

Je voudrais simplement terminer par un hommage appuyé à tous ceux qui s'engagent au quotidien aux côtés des personnes en situation de handicap. Nous avons la chance, à Nantes, de compter plusieurs initiatives extraordinaires. Je pense au restaurant Le Reflet, à quelques pas d'ici, premier restaurant, en France, qui emploie des personnes atteintes de trisomie 21. Je pense aussi au Café joyeux, qui est également dans notre centre-ville. Et je voudrais citer également la collocation solidaire Fratrie, qui permet des collocations entre de jeunes actifs valides et des personnes porteuses de handicap. C'est une grande fierté, pour notre ville, que d'accueillir ces différentes initiatives, et je souhaitais ce matin leur dire toute notre reconnaissance et notre admiration.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Au nom du groupe d'élus « Nantes citoyenne, sociale et écologique », je voulais revenir sur quelques éléments. Vous avez déjà évoqué beaucoup de choses, vous toutes et vous tous.

Je voulais appuyer sur la question de la démographie en Loire-Atlantique. La démographie, en Loire-Atlantique, a évolué, dans les dernières années, et il est nécessaire que les moyens qui sont mis en place soient renforcés, que ce soient des équipements, en termes de nombre de places, mais aussi les compétences, les ressources humaines, les personnes formées, qui doivent pouvoir répondre à cette démographie qui a évolué dans les dernières années.

Je voulais également appuyer et insister sur la question de l'âge. C'est-à-dire que ceux qui étaient enfants porteurs de handicap il y a quelques années sont aujourd'hui adultes, et que les places qui ne se libèrent pas empêchent aujourd'hui des enfants de venir occuper de ces places. Cette évolution de la pyramide des âges est quelque chose à prendre en compte également dans l'anticipation et la planification du nombre de places et du recrutement des compétences qualifiées capables d'accompagner ces enfants et ces adultes.

Je voulais également appuyer sur la question de la procédure. Si nous nous mettons pendant trente secondes à la place des parents qui doivent gérer ces situations-là et leur lien avec l'administration, plus c'est simple, mieux c'est pour eux, parce que leur vie est déjà suffisamment compliquée comme cela pour ne pas la complexifier encore plus avec des procédures administratives qui n'en finissent pas et qui, parfois, on me le signalait ce matin encore, et même régulièrement, passent d'une procédure administrative à une procédure judiciaire simplement pour faire appliquer la loi.

Il est fondamental que dans un État comme le nôtre, un État qui, économiquement, se porte bien par rapport à ceux du monde, la solidarité nationale, à l'intérieur de notre société, puisse se concrétiser aussi sur ces questions-là. Je pense en particulier aux moyens financiers nécessaires à la fois pour créer les places, donc en termes d'équipements, mais aussi pour payer à leur juste valeur le travail et les efforts faits par les personnes et les salariés qui accompagnent ces personnes porteuses de handicap.

À Nantes, à notre échelle, nous tenons à la question de l'égalité, et l'égalité, cela concerne aussi ce sujet-là. Nous sommes tous égaux et nous devons tous être égaux, en particulier si l'on est porteur de handicap. Je pense que nous essayons également de le faire sur les questions d'aménagement de l'espace public, par exemple, notamment au travers du dialogue citoyen qui s'installe régulièrement en amont des aménagements avec les associations qui portent la parole des personnes porteuses de handicap, de manière à ce que les équipements que nous livrons soient les mieux adaptés à leurs besoins et à leurs difficultés. Et quand ce n'est pas le cas, les rectifications sont faites aussi vite que possible.

En tout cas, je souhaitais remercier également le collectif Handicap 44 en danger qui s'est constitué pour la parole forte qu'il porte, s'agissant spécifiquement du département de la Loire-Atlantique. Encore une fois, en lien avec l'évolution démographique de ce département, il est important que les moyens, ici et maintenant, soient renforcés. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Je vais mettre ce vœu aux voix.

Je veux simplement ajouter deux choses. D'abord, je voudrais saluer la présidente du collectif de parents mobilisés sur ce sujet, qui, je crois, est dans la salle. Je crois pouvoir lui dire, en notre nom à tous, notre soutien, puisque j'entends, dans les différentes interventions, que ce vœu sera voté à l'unanimité.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que j'invite celles et ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de rencontrer les familles, d'échanger du fond de la situation, de mesurer ce que ces situations représentent au jour le jour pour les familles, à le faire. Ce ne sont pas des chiffres, ce ne sont pas des processus. Ce sont des mères de famille, et j'utilise le mot à dessein parce que dans la réalité, c'est quand même très souvent de cela qu'il s'agit, qui se retrouvent dans des situations totalement inextricables. Je nous invite, je vous invite vraiment à prendre la mesure de la situation.

Je mets aux voix le vœu qui vous a été présenté.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Suspension de séance de 10 h 05 à 12 h 00 : communication thématique autour des solidarités

Mme la MAIRE – Chers collègues, nous allons passer à ce que nous appelons le temps de communication thématique. De manière tout à fait formelle, je dois officiellement suspendre la séance, au sens juridique du terme.

Vous le savez, nous avons pris l'habitude d'avoir, à échéance régulière, un thème de société absolument majeur, qui nécessite pour nous une vigilance particulière. Nous l'avons fait collectivement sur le changement climatique, nous l'avons fait sur le rôle de la police municipale, nous l'avons fait sur la longévité et aujourd'hui, j'ai voulu vous proposer de dédier ce temps aux solidarités.

Cette communication thématique, je l'ai souhaitée parce que la succession des crises, après le Covid, la guerre en Ukraine, le retour de l'inflation, plonge trop de personnes dans des situations de précarité et d'isolement absolument majeures.

Les banques alimentaires connaissent une situation tout à fait préoccupante. À la fin 2022, la demande d'aide alimentaire a augmenté de 9 % par rapport à l'année précédente. Cela signifie qu'en moins de deux ans, ce sont 400 000 nouvelles personnes – 400 000 ! – qui se sont présentées dans les associations avec lesquelles travaille la Banque alimentaire. Je crois que cela donne une idée de l'ampleur de ce qui est en train de se passer dans notre pays.

Parmi elles, beaucoup de gens qui travaillent, des familles, des retraités, des étudiants qui jusque-là, « s'en sortaient », comme on dit de manière un peu prosaïque, et qui, pour certains, pour la première fois de leur vie, rencontrent des difficultés.

Cette progression de la précarité et de l'isolement, je la constate, nous la constatons à Nantes – je regarde notamment Abbassia Hakem – dans nos équipements, dans nos services municipaux, et je veux d'emblée saluer le travail remarquable qui est fait ici par le CCAS, par l'espace Agnès Varda et par toutes celles et tous ceux qui sont mobilisés sur ces sujets.

Je la constate aussi lors des échanges et des déplacements que nous pouvons faire. Je pense à ce temps que nous avons eu un samedi matin au Secours populaire. Je le dis, j'y ai vu beaucoup de jeunes étudiants en détresse. Je le dis au passage, je n'y ai vu aucun enfant de millionnaire qui viendrait essayer d'abuser de la générosité publique.

Je crois que nous avons absolument besoin, d'abord, de nous redire que la solidarité, ce n'est pas simplement une attention aux plus précaires. La solidarité, ce n'est pas simplement une attention aux plus fragiles. C'est aussi l'une des conditions d'un pacte républicain qui a tellement besoin, aujourd'hui, d'être consolidé...

C'est vrai que si l'on regarde la situation de la métropole, notre métropole reste l'une des moins inégalitaires du pays. Les chiffres le démontrent. Quand on regarde l'écart de revenus entre les ménages les plus aisés et les plus fragiles, nous restons, de ce point de vue, dans une situation qui est évidemment intéressante.

Est-ce que cela veut dire que tout va bien ? Évidemment que non. À Nantes, plus de 19 000 personnes vivent en situation de quasi-pauvreté. Cela signifie concrètement avec des revenus mensuels de seulement 200 euros au-dessus du seuil de pauvreté. Il n'est pas besoin d'approfondir trop longtemps pour comprendre qu'avec la hausse des prix et notamment, des prix de l'alimentaire, j'y reviens, cela fait des quotidiens qui deviennent parfois inextricables.

Avec une conséquence que la Fondation de France, notamment, a particulièrement mise en avant, qui est le lien direct entre la précarité économique et l'isolement social. C'est aussi cela que l'on sent sur le terrain, c'est aussi cela que nous voyons dans nos quartiers.

C'est vrai pour les actifs. Je le dis : une personne au chômage souffre deux fois plus d'isolement relationnel que les actifs en poste. C'est vrai aussi pour nos seniors. À Nantes, nous leur portons une attention toute particulière puisque les Petits Frères des pauvres alertent actuellement sur la nette aggravation de la situation de solitude et d'isolement des

personnes âgées, avec un isolement qui va, je cite l'expression utilisée par cette association, jusqu'à « la mort sociale ». Derrière ce mot, ce sont 530 000 personnes âgées, à l'échelle du pays, et 9 600, à Nantes, qui sont seules tous les jours de l'année, sans jamais personne avec qui parler, pour les aider ou avoir tout simplement un lien humain.

À Nantes, nous considérons que cette réalité n'est pas une fatalité. Nous considérons que nous devons agir, nous pouvons agir. C'est ce que nous faisons tous les jours. Quand je dis « nous », ce n'est pas simplement la Ville de Nantes, évidemment. C'est la Ville de Nantes, le tissu associatif dans sa diversité, des citoyens, des habitants qui sont engagés et qui sont engagés avec force. Je pourrais prendre de multiples exemples.

Je citerai peut-être uniquement le Printemps des fragilités. Nous y étions récemment. Quand je vois la diversité des 90 associations nantaises qui étaient présentes, engagées aux côtés des personnes en situation de handicap, aux côtés des étudiants, aux côtés des migrants, aux côtés des précaires, oui, cette fraternité nantaise, c'est une chance, c'est un socle pour faire face à ces défis.

Nos villes ont donc un rôle absolument essentiel à jouer. 2,6 millions d'euros d'aides ont été accordés par le CCAS aux habitantes et aux habitants les plus fragiles en 2022. Je le dis : dans un moment où l'on entend régulièrement parler de ce qui serait les abus en matière sociale, la vérité sérieuse, documentée, scientifique et démontrée, c'est que ce qui existe, c'est surtout le non-recours aux droits. Donc loin des fantasmes, des présuppositions ou des instrumentalisation, je pense que là aussi, la rigueur scientifique, les faits, la recherche de la vérité de la situation pour trouver ensuite les meilleures solutions et les meilleures préconisations sont un gage de la réussite collective.

C'est en tout cas dans cet état d'esprit que nous travaillons. C'est dans cet état d'esprit que nous avons choisi le 1 % du budget métropolitain. À Nantes, ce sont ainsi plus de 1 600 places d'hébergement d'urgence et d'insertion que la Ville gère et finance partiellement ou intégralement. C'est évidemment aussi dans ce sens que nous travaillons sur toutes les générations. Je l'ai dit, je pense à ce travail dans le cadre de la démarche « ville amie des aînés », label qui nous a été reconnu le 30 novembre dernier.

Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Frédéric Dabi, directeur général de l'Institut français d'opinion publique, l'IFOP, Marie-Josée Balducchi, présidente de l'Union départementale des associations familiales, l'UDAF, et enfin, Maxime Hurault, directeur de l'association La Cloche en Pays de la Loire.

Je remercie celles et ceux qui font partie de nos acteurs nantais, dans la diversité des sensibilités et des modes d'engagement, je le redis, et je pense qu'il y a besoin de cette pluralité des modes de faire, et je vous remercie, cher Frédéric Dabi, parce que je crois que pour avancer sur ces sujets, nous avons besoin d'un éclairage qui soit un éclairage rigoureux, un éclairage factuel, dans ce moment de relativisme où l'on confond allègrement opinion et vérité. Partir des faits, de la réalité et de la vraie vie des gens, c'est en tout cas de cette façon qu'à Nantes, nous essayons de travailler.

Nous sommes donc ravis de vous accueillir en séance au conseil municipal.

Je vais vous laisser la parole. Je vous prie de m'excuser par avance parce qu'au vu de la situation du moment, je vais devoir sortir quelques minutes. Je serai là à nouveau dans un instant. Je vais laisser pendant ce temps la présidence de séance à Bassem Asseh. Merci à vous.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame la Maire.

M. DABI, Directeur général de l'IFOP – Bonjour, Mesdames et Messieurs, Mesdames et Messieurs les élus. Merci pour votre invitation, qui me touche beaucoup.

Effectivement, comme le disait la maire, je vais vous présenter une enquête de l'IFOP qui a été réalisée pour l'Union nationale des CCAS, qui a été présentée au congrès de Bourges, en mars dernier – certains d'entre vous y étaient peut-être – sur le regard des Français s'agissant de l'action sociale, dans un contexte particulier, cela a été rappelé, d'enchaînement des crises, de polarisation des Français sur la question du pouvoir d'achat.

Je rappelle que dans les enquêtes nationales que réalise l'IFOP, qui est le plus ancien institut de sondage français, créé en 1938, jamais l'écart dans le niveau de priorité ou le niveau de préoccupation n'a été aussi fort entre le chômage et le pouvoir d'achat. L'époque où le chômage était la première préoccupation et écrasait tout le reste est maintenant révolue, pour le moment, provisoirement. Nous reposerons ce type de questions.

Aujourd'hui, ce sont la santé et le pouvoir d'achat qui écrasent les préoccupations des Français, puisque maintenant, sur la question du chômage et de l'emploi, alors que le chômage existe et qu'il y a toujours beaucoup de chômeurs en France, pour les Français, l'injustice, ce n'est plus être au chômage mais avoir un travail qui paie mal et les conséquences qui s'ensuivent.

L'objectif de cette enquête, qui a été menée au mois de février, c'est d'abord de définir les contours perçus de l'action sociale : quelle définition ? C'est un terme qui n'est pas toujours facilement appropriable. Quels domaines ? Quelles cibles sont concernées ? Deuxième idée : les représentations, le jugement associé à l'efficacité de l'action sociale. Et, puisque je suis dans une collectivité territoriale, il y avait bien sûr des questions sur les acteurs de confiance : le bloc

communal, les élus locaux, l'État national... Quelle articulation font les Français s'agissant de ces acteurs sur la question de l'action sociale ?

Je suis allé un peu vite. Qui dit sondage dit protocole méthodologique. C'est une enquête classique qui a été menée au mois de février auprès de plus de 1 000 personnes, une mini France qui a été constituée selon la méthode des quotas. La France des territoires est donc présente au regard des critères de sexe, d'âge, de profession, de région et de catégorie d'agglomération. J'insiste sur ce dernier point : les 24 ou 25 % de Français vivant en commune rurale ont été interrogés sur cette question.

Il y a d'abord des questions un peu générales sur ce qu'est l'action sociale. Qu'est-ce que les Français placent derrière ce vocable ? Je suis très sensible aux critiques sur les sondages. Souvent, c'est vrai que l'on interroge les Français sur des sujets qu'ils ne connaissent pas vraiment, par rapport auquel ils ont du mal à conceptualiser. L'idée, pour cette première question, c'était de commencer par une question ouverte. Nous n'avons pas suggéré de réponse. Quand on parle d'action sociale, quels sont les mots qui viennent à l'esprit ?

L'action sociale peut être vue comme une sorte d'« OPNI », un objet politique non identifié, mais vous le voyez, lorsque l'on code les réponses données par les Français, il y a une grande diversité d'évocations, même si un Français sur quatre n'arrive pas à mettre des mots derrière l'action sociale, notamment, et c'est triste de le dire, les personnes qui sont les plus concernées : les jeunes et les Français issus des catégories populaires.

Quand on parle d'action sociale, c'est d'abord l'idée d'action, bien sûr, avec les idées d'accompagnement, d'aide, de solidarité. Il y a une dimension plus conflictuelle. Il faut rappeler que l'enquête a été faite en février, en pleine contestation de la réforme des retraites présentée par la Première ministre, avec les mots de grève, de manifestations, de lutte, de blocage.

L'action sociale, pour les Français, ce sont aussi différents domaines. Par effet contextuel, je le disais, la question des retraites arrive en tête, mais il y a également l'emploi, le chômage, la pauvreté, la santé, et aussi, les différents publics. Nous le verrons, il est intéressant de voir que le public des jeunes n'est pas cité spontanément par les Français.

Enfin, l'action sociale est connotée positivement avec des valeurs d'égalité, d'équité, de solidarité, de partage, qui sont très supérieures à l'idée d'assistanat. Vous voyez le bloc en haut à droite : il y a peu de propos, d'évocations négatives autour de l'action sociale.

Voilà donc comment on la définit.

Quand on passe du discours spontané où, je le répète, nous ne suggérons pas de réponse, au discours assisté, quels sont aujourd'hui, pour les Français, les domaines prioritaires en termes d'action sociale ? Vous avez une hiérarchie qui émerge assez clairement, avec une certaine convergence entre ce qui est prioritaire en matière d'action sociale et les principaux sujets d'inquiétude des Français.

C'est la santé qui arrive en tête. C'est jugé comme un enjeu prioritaire. N'oublions pas – vous le savez et vous le voyez sur le terrain – que la santé est devenue la première préoccupation des Français depuis 2018, 2019. Ce n'est pas un effet du Covid. 2018, 2019, c'est *ante* Covid. Déjà en 2019, il y avait la grève des services des urgences, l'inquiétude sur l'hôpital, la question de l'accès aux soins, qui s'est très largement nationalisée. L'époque où l'accès aux soins était seulement une problématique de petites villes de communes rurales est révolue. On a aussi des discours en termes de difficultés à prendre des rendez-vous avec des professionnels spécialistes, voire généralistes, dans les grandes métropoles, et cela dans toutes les catégories de population, même s'il y a 20 points d'écart en termes de priorité entre les plus jeunes et les personnes âgées.

La deuxième thématique est l'alimentation. Il y a ce lien très fort avec le pouvoir d'achat. L'inflation est un sujet qui bouleverse et inquiète très fortement les Français, par rapport auquel ils perdent leurs repères.

Il y a très peu de clivages, même s'il y a deux segments générationnels qui mettent l'alimentation le plus en avant. Ce sont les jeunes, d'une part, et pas n'importe quels jeunes : ce sont moins les 18-24 ans, qui sont souvent protégés dans une structure familiale, que les 25-34 ans, la génération de l'insertion, qui peine à s'insérer. Et d'autre part, ce sont les 50-64 ans, que je considère aujourd'hui comme la catégorie générationnelle la plus fragile.

Je fais une petite parenthèse, mais c'est la catégorie qui sera concernée au premier chef par une réforme des retraites qui, comme vous le savez, a été rejetée par les Français. C'est la catégorie qui, tendanciellement, est parfois mise dehors ou a du mal à finir sa carrière professionnelle en termes d'emploi. C'est celle qui épargne le moins et c'est celle qui aide à la fois ses enfants et qui est confrontée à la dépendance de ses proches.

Il est intéressant de voir que c'est l'alimentation qui est fortement citée.

L'éducation a trois quarts de réponses prioritaires. C'est un autre sujet d'inquiétude. Quand on travaille qualitativement avec les Français sur ce qui fait que la France a des difficultés, voire un déclin, émerge très rapidement la situation de grandes institutions : l'hôpital et l'école. L'armée, l'institution militaire, échappe au discours sur le déclin.

Vous voyez les autres résultats : l'énergie, l'emploi et la formation, qui sont plus bas que par le passé, pour les raisons que j'ai expliquées précédemment, et la dépendance, en bas de tableau, sachant que les personnes les plus concernées, les personnes âgées de 65 ans et plus, sont beaucoup plus nombreuses à citer la dépendance.

Telle est la hiérarchie des domaines prioritaires.

Quelle est, pour les Français, la finalité de l'action sociale ? Quel est l'objectif principal ? Vous le voyez, la hiérarchie est claire, avec deux dimensions massivement citées : réduire les inégalités, qui est un élément de consensus du pacte républicain, un sujet presque obsessionnel, en France, qui est d'améliorer les choses en matière d'inégalités, par ailleurs, accompagner les plus vulnérables. Ces deux dimensions sont citées majoritairement dans toutes les catégories de population. Promouvoir l'action sociale est nettement moins cité mais plus cité par des publics qui y ont moins accès : les femmes, les jeunes et les catégories populaires.

Et par rapport à ce que disait Mme la Maire, Johanna Rolland, on peut être surpris du score relativement faible du soutien aux actions associatives, alors que l'on sait que les associations jouent un rôle important dans cette question de l'action sociale. Cela ne veut pas dire qu'elles ne comptent pas pour les Français, mais cela paraît moins comme un objectif prioritaire que la réduction des inégalités et l'accompagnement des plus vulnérables.

Justement, au-delà des domaines, au-delà de l'objectif, quel est le public cible prioritaire de l'action sociale ? – avec des cibles bien identifiées par les Français. Ce sont clairement les publics en difficulté, les personnes vulnérables, qui arrivent en tête, et, comme je vous le disais, auprès des 50-64 ans, c'est majoritaire : les 40 % deviennent 52 %. Viennent ensuite les personnes âgées, qui sont elles-mêmes très nombreuses à se considérer comme un public qui doit être fléché en priorité par l'action sociale, les SDF et, plus loin, avec un quart des citations, les familles, notamment les 35-49 ans, c'est-à-dire les personnes qui sont plus en possibilité de fonder des familles, puis les personnes isolées et les personnes handicapées.

Ce qui frappe, lorsque l'on regarde cette hiérarchie, c'est le bas du tableau. Qu'est-ce qui arrive en bas du tableau ? Qu'est-ce qui est le moins cité comme un public prioritaire de l'action sociale ? C'est tout ce qui concerne les jeunes, la jeunesse, pourtant durement éprouvée par la période du Covid. Dans une enquête réalisée par l'IFOP en 2021, qui reprenait nos enquêtes historiques réalisées avec Françoise Giroud, qui s'appelle « la nouvelle vague », une enquête faite tous les dix ans sur la jeunesse depuis les années 1950, nous avons bien vu la détresse d'une partie de la jeunesse. Pourtant, l'enfance, les étudiants, les jeunes actifs et les lycéens – vous le confirmerez ou non si vous le voyez sur le terrain – sont jugés comme moins concernés par les questions d'action sociale.

Il y a une question qui me fait toujours peur, parce que c'est une question statistique. Ce n'est pas une question d'opinion. Il peut y avoir des effets de sur déclaration ou de sous déclaration. Vous le confirmerez ou non. Est-ce que l'on a soi-même bénéficié de l'aide du Centre communal d'action sociale de sa ville ? C'est du déclaratif. Le non est majoritaire, bien sûr, mais nous ne sommes pas dans une logique électorale où nous allons nous intéresser uniquement à ce qui dépasse 50 %. Nous avons un Français sur cinq, 18 %, qui déclare avoir déjà bénéficié de l'aide du CCAS de sa commune, notamment les femmes. Il y a un *gap gender* de huit points, d'une dizaine de points entre hommes et femmes. C'est également plus fréquent dans l'agglomération parisienne et très peu les communes rurales – la question de l'accès à l'action sociale, à mon avis, est un vrai enjeu –, et plus dans les catégories populaires.

Nous avons vu différents éléments qui permettaient de cerner ce que l'on mettait, ce que l'on évoquait en termes d'imaginaire sur l'action sociale. Maintenant, la question qui me paraît cruciale, c'est de savoir si l'on est satisfait. Comment juge-t-on l'action sociale en France ? Vous le voyez, il y a un hiatus tout de même assez fort entre l'attachement des Français à cette politique d'action sociale et, il faut le dire, une insatisfaction. Il ne s'agit pas d'insatisfaction personnelle, mais de l'idée que la situation est insatisfaisante sur cette question de l'action sociale, à 62 %.

La part de ceux qui jugent qu'elle est tout à fait satisfaisante est six fois inférieure à ceux qui jugent que la situation n'est pas du tout satisfaisante. Il y a des clivages. Il y a un chiffre qui m'inquiète, puisque la bataille de 2027 a été évoquée tout à l'heure à demi-mot, dans la perspective de ce qui se passera à la présidentielle. C'est seulement un tiers des salariés, c'est-à-dire cette France du travail qui a été la plus partagée, en 2022, au second tour, entre le vote Macron et le vote Marine Le Pen ne font que 33 %, et 27 % chez les salariés du secteur public – cela résonne avec toute une série de données de l'IFOP. Et nous avons tout de même des jugements plus positifs aux deux extrêmes du spectre générationnel, à savoir les moins de 25 ans et les plus de 65 ans.

Nous avons donc un score d'insatisfaction qui est le reflet, on le sait, du degré d'exigence élevé – je pense que vous le voyez en tant qu'élus communaux sur le terrain –, dans un contexte d'inquiétude intense, également, avec cette question du pouvoir d'achat, qui, à mon avis, contribue à augmenter ce degré d'exigence.

C'est donc une insatisfaction majoritaire. Je ne l'ai pas dit, mais vous voyez qu'il y a un clivage très fort en fonction du revenu mensuel, avec 23 points d'écart entre les catégories pauvres et les personnes plus aisées.

Est-ce qu'en lien avec cette insatisfaction précédemment décrite, on est prêt à payer plus d'impôts pour développer l'action sociale ? La question, bien sûr, est directe. La réponse est non à 69 %. Pour un Français sur trois, certainement

pas. Nous retrouvons toutes les catégories dont je vous ai parlé : 50-64, catégories populaires. Il y a tout de même un clivage politique, puisque la disposition à payer plus est plus élevée, voire majoritaire, chez les sympathisants de gauche.

Mais nous avons tout de même un non massif, qui s'explique par la difficulté liée au pouvoir d'achat et par la difficulté d'épargner. Une enquête IFOP Fiducial pour LCI et Sud Radio faite au mois de mars, donc au même moment que celui où l'enquête a été menée, montrait que deux tiers des Français, une fois leurs dépenses contraintes réalisées, n'arrivaient pas à mettre de l'argent de côté. Ce n'est qu'un chiffre, mais c'était 14 points de plus par rapport à une enquête faite en 2010.

Il y a un autre élément, que vous constatez sans doute aussi sur le terrain : dans les enquêtes qualitatives, il y a une question que les Français adressent de plus en plus aux acteurs politiques, c'est la question du service rendu. Je paie des impôts, j'accepte de payer des impôts, mais je trouve que le service rendu en matière de transport, en matière de toute une série de services publics, n'est pas satisfaisant, alors même que, nous le verrons, l'attachement au service public, en France, n'a jamais été aussi important et n'est plus, aujourd'hui, une question clivée entre la gauche et la droite.

Justement, nous allons en venir à la mise en œuvre matérielle de l'action sociale et à la question des différents acteurs territoriaux. À cet égard, je vous parlais du service public, mais lorsque l'on tente, si je puis dire, un match privé/public, qui est-ce qui est le mieux placé pour assurer aujourd'hui la mise en œuvre de l'action sociale en France ? C'est clairement le service public. C'est l'affaire de l'État, c'est l'affaire de la puissance publique, quand bien même il y a cette insatisfaction dont j'ai parlé, qui l'emporte très largement : trois quarts/un quart.

Ce qui me frappe, et je vous le disais tout à l'heure sur la question des services publics, c'est l'absence de clivage politique et l'absence de clivage catégoriel : deux tiers chez les sympathisants du RN, trois quarts chez les sympathisants de la France insoumise et 90 % chez les sympathisants socialistes. On n'est que sur l'intensité, on n'est que sur l'épaisseur du trait, et cela montre une fois de plus l'attachement des Français au service public, une question de moins en moins clivée politiquement. Rappelez-vous, lors des années Nicolas Sarkozy, lorsqu'il y avait eu ces RGPP et la décision de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux, il y avait de vraies différences gauche/droite. Elles se sont atténuées.

Les services publics, compte tenu des contextes de difficultés, sont de plus en plus perçus avec une vision extensive. C'est le service au public. Quand on interroge les Français, un distributeur automatique de billets, une banque peut être vue comme un service public, puisque cela permet de vivre. Et je ne parle pas des cafés en zone rurale. Et puis, et c'est le lien avec ce qui a été dit au sujet des violences et des émeutes de cette nuit, la destruction ou le démantèlement d'un service public, le départ d'un service public, c'est vu clairement comme un signe d'abandon, d'absence de l'État et de déclin du territoire communal, bien sûr pas à Nantes, en tant que grande métropole, mais s'agissant des villes moyennes.

Donc clairement, l'avantage est au service public. Et lorsque l'on détaille cela sur les différents sujets que nous avons vus précédemment comme sujets de préoccupation sur l'action sociale, il y a clairement un avantage pour le service public sur les deux sujets anxieux dont je parlais précédemment : la santé et l'éducation. Pour la dépendance, c'est à 72 %, ce qui ne vous étonnera pas, dans le contexte ORPEA du livre de Victor Castanet, qui a été clairement perçu par les Français sur la question des EHPAD. L'IFOP réalise un baromètre annuel sur les EHPAD privés pour le SYNERPA, et l'on observe une dégradation tous azimuts de la confiance dans cet acteur par rapport aux EHPAD publics, aux établissements publics.

Vous le voyez clairement, le service public l'emporte dans toutes les catégories.

C'est plus serré pour la question de l'emploi et de la formation, notamment chez les jeunes, mais c'est lié aussi à cette question peut-être pas d'invisibilisation, mais de moindre inquiétude sur la question de l'emploi aujourd'hui.

La question du pouvoir d'achat est la seule exception, avec un ratio 50/50. C'est lié au mécontentement des Français sur l'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre l'inflation. Le panier anti inflation, c'est la grande distribution qui l'a mis en place. Je n'entre pas dans les détails et dans le jugement mais c'est ainsi que les Français l'ont perçu et notamment, la génération des 50-64 ans. Les salariés du secteur public sont même prêts à citer davantage le secteur privé que le service public.

Mais en tout cas, lorsque l'on voit la hiérarchie globale, il n'y a pas de tentation du privé.

Quand on quitte le match public/privé et que l'on s'intéresse aux différents territoires, quelle est la représentation de la part des Français ? Et d'abord, une question introductive qui n'était pas dans l'étude mais qui montre à quel point l'attachement des Français au territoire est réel, à travers l'indicateur de qualité de vie. J'ai été surpris par les résultats parce qu'ils tordent le cou à l'idée de clivage, de cassure entre les différents territoires. Vous le voyez, la satisfaction à l'égard de la qualité de vie dans son territoire oscille très peu entre son département, sa région et sa commune. La différence, vous le voyez dans la colonne de droite, c'est plus l'intensité : c'est dans la commune que l'on est très satisfait, par rapport au département et à la région.

Et s'agissant des communes, il y a une logique « *small is beautiful* », si je puis dire : c'est dans les communes rurales que le sentiment de qualité de vie a été le plus fort et là, très clairement, il y a eu un effet d'accélération, d'amplification liée au Covid. Sur l'item « satisfait », il y a 20 points de plus entre l'indicateur de 2019 de l'IFOP pour l'association des familles rurales, donc avant le Covid, et après le Covid. Les métropoles s'en tirent bien. Le discours sur la mauvaise vie dans les métropoles doit être mis à distance : il n'y a que 11 points d'écart entre la commune rurale et la métropole. Par contre, il y a cette question d'intensité, puisqu'il n'y a que 11 % des Français vivant dans une métropole qui se disent très satisfaits. C'est nettement supérieur dans les villes moyennes et dans les communes rurales.

Justement, s'agissant de l'acteur perçu aujourd'hui comme le meilleur pour une action sociale efficace, nous avons vu que l'État arrivait en tête, mais pas de manière écrasante. Il n'est pas majoritaire. Le bloc communal atteint presque 30 %, que ce soit la commune ou l'intercommunalité, notamment chez les personnes âgées, notamment chez les publics fragiles, les jeunes et les catégories populaires. On sait que pour l'action sociale, la porte d'entrée, c'est la commune qui est l'acteur de référence.

Autre élément : l'acteur qui aujourd'hui, incarne mieux le service public au quotidien – j'ai parlé d'attachement très fort de la part des Français –, c'est clairement la commune, qui arrive en tête. On sait très bien que c'est l'échelon de proximité par excellence des Français. C'est l'acteur communal qui échappe le plus à la défiance vis-à-vis des élus parce que, pour reprendre l'antienne mitterrandienne, il change la vie, il transforme le quotidien, il peut peser sur l'avenir des Français. Et là, ce qui est très intéressant, c'est qu'il n'y a pas la moindre différence entre salariés du public et salariés du privé.

La région et le département sont au même niveau. Nous le verrons plus tard, il y a quelques années, la région était un peu « à la ramasse », ai-je envie de dire, même si c'est un peu trivial, en tout cas, très, très loin par rapport au département, alors que maintenant, avec la réforme de 2013, 2014, qui a installé ces « grandes régions » – c'est ainsi que les Français en parlent –, nous avons un socle de confiance équivalent entre région et département. Nous avons donc 48 %, et même 57 %, quand on regarde le bloc communal.

Dernière question de cette enquête, avant de laisser mes camarades réagir... Quand on s'intéresse maintenant au match des politiques publiques, l'articulation sur les grands enjeux versus les territoires pour les déployer, vous le voyez, on a un degré de confiance assez partagé selon les thématiques.

On observe un avantage très net pour le bloc communal sur les sujets qui sont au cœur de la vie quotidienne de nos concitoyens : logement, alimentation, mobilité.

La dépendance est le seul enjeu où le département arrive à émerger. Cela tombe bien, c'est sa prérogative, mais il n'était pas le plein, loin de là.

Nous avons un équilibre entre région et département s'agissant de l'éducation. Les Français connaissent bien, maintenant, la segmentation : écoles primaires pour la commune, collèges pour le département et lycées pour la région.

Et puis, comme je vous le disais, je suis frappé de voir – c'est un signal faible – à quel point le fait régional semble s'imposer par rapport au département, notamment sur la santé – ce sont peut-être les ARS qui jouent leur rôle –, sur l'énergie, qui est le sujet le plus en lien avec l'alimentation sur la question du pouvoir d'achat et également, sur l'égalité en matière d'emploi.

Voilà ce que je pouvais dire de cette enquête IFOP pour l'Union nationale des CCAS. On voit qu'il y a un attachement à l'action sociale, que c'est un objet que les Français s'approprient, qu'ils arrivent à conceptualiser, qu'il y a un attachement mais un hiatus entre cette appétence et une insatisfaction, qui est liée à un contexte particulier de crispation sur le pouvoir d'achat, qui est liée à un degré d'exigence jamais vu... Une enquête IFOP réalisée pour Heliio au moment du congrès des maires montrait que les maires considéraient que la difficulté la plus forte, dans leur activité, ce n'était pas la baisse des dotations, ce n'était pas la complexité des tâches, ce n'étaient pas les relations avec l'intercommunalité, c'était le degré d'exigence toujours plus élevé des concitoyens et la difficulté, désormais, d'y répondre.

Et clairement, il y a un rôle des territoires, par rapport à la puissance publique, qui déçoit, même si le match privé/public, comme vous le voyez, ne laisse pas de doute à une émergence du privé par rapport au public.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Monsieur Dabi. Pour la suite, allez-y, Madame.

Mme BALDUCCHI, Présidente de l'UDAF 44 – Je vous remercie infiniment pour votre invitation. Moi, je me suis bien reconnue dans tous les termes que vous avez employés et toutes les déclarations que vous avez pu faire en début de séance sur l'inclusion, sur le handicap, sur les aidants, sur le problème des personnels dans le médico-social, sur le non-recours aux droits également. Cela, c'est un peu le quotidien l'UDAF.

L'UDAF a pour mission de représenter, de défendre et de porter la voix des familles auprès des pouvoirs publics, de constater des réalités vécues dans leur quotidien par ces mêmes familles et surtout, de mettre en place des solutions, avec l'aide des collectivités locales, pour les aider dans leur quotidien.

Aujourd'hui, ce que l'on constate, et qui est vraiment impressionnant, ce sont les augmentations des violences intrafamiliales. Les augmentations de ces violences sont faites sur fond de réelle détresse économique, également, liée à cette inflation, qui ne permet pas à des personnes de vivre correctement de leur salaire. Je ne parle pas des bénéficiaires, des allocataires de minima sociaux, mais des personnes actuellement en emploi, des classes moyennes qui ne peuvent plus payer leurs factures, qui n'ont d'autre choix que de se loger ou de se nourrir. C'est la situation actuelle.

Ces situations engendrent des violences au sein des familles et en première ligne de ces violences, évidemment, se retrouvent les enfants.

Nous, à l'UDAF, nous avons 101 associations adhérentes, et je veux leur rendre hommage, parce que ce sont des bénévoles qui agissent justement aux côtés de ces familles en grande difficulté, dans les quartiers ou autres, mais sur l'ensemble du département, dans tous les champs de la société du quotidien. Nous avons 250 représentants familiaux issus de ces associations familiales, donc des militants familiaux qui œuvrent en grande partie également dans les CCAS des communes notamment, et 140 salariés qui, eux, font de l'accompagnement social et familial et qui constatent au quotidien ces situations de grande crispation, qui ont d'ailleurs un impact sur leur fonctionnement et leur façon d'accompagner ces familles.

Je voulais notamment vous parler de l'espace de rencontre, puisque vous le financez en partie. Les financements sont apportés par la CAF, essentiellement. C'est un lieu d'accueil sécurisé, neutre, au sein duquel un des parents peut exercer son droit de visite, dans le cas de grande détresse et de conflits conjugaux, donc de séparation difficile. Ce sont des mesures contraintes qui nous sont orientées par les juges.

Là, nous voyons bien que les enfants arrivent en grande situation de stress, ce qui amène les travailleurs sociaux à devoir s'adapter à cette situation. On constate de plus en plus que l'enfant ne souhaite pas, absolument pas rencontrer le parent qui attend d'exercer son droit de visite. Pour cela, nous avons mis en place un espace de rencontre renforcé, avec un temps d'apaisement pour l'enfant, afin d'essayer de le rassurer, pour décriper aussi les situations, parce que cela engendre des violences de la part du parent, qui ne comprend pas cette attitude de l'enfant, et que cela engendre des violences également sur nos salariés, donc nos travailleurs sociaux et psychologues.

Nous avons donc doublé les effectifs pour protéger surtout les femmes, qui viennent amener leurs enfants, ainsi que les enfants et nos salariés, et nous avons aménagé des plages horaires spécifiques pour sécuriser ces situations.

Nous nous rendons bien compte que les personnes ont des comportements à la suite de l'augmentation de conduites addictives, que ce soient des problèmes de drogue ou d'alcool. Cela augmente également les situations de crispation. C'est une réalité actuelle.

Cela engendre également une augmentation des situations de violence du fait de situations extrêmement dégradées de personnes en situation de handicap psychiatrique. Là, je vais vous demander vraiment une attention particulière, parce que c'est un sujet qui nous tient à cœur, à l'UDAF, parce que nous sommes confrontés tous les jours à des situations terribles de personnes qui ne relèvent plus d'une mesure de tutelle, que nous, nous suivons au sein de notre service de protection juridique des majeurs. Nous avons en effet 2 000 mesures, 60 mesures par mandataire judiciaire.

Là, ce sont des situations de plus en plus dégradées qui sont orientées vers nous par les juges alors que ces personnes ne relèvent pas d'une mesure de protection juridique mais bien d'un suivi psychiatrique, voire d'un internement psychiatrique.

Nous avons régulièrement demandé à être dessaisis de mesures pour lesquelles les mandataires judiciaires se trouvaient dans l'impuissance d'accompagner des personnes qui sont en rupture de parcours de soins. Ces personnes-là sont en déshérence. Je vous dirai clairement que les services psychiatriques ne sont pas en mesure de les accompagner et de les suivre.

Cela crée même de graves troubles à l'ordre public, puisque ces personnes, nous nous les renvoyons. Nous, nous demandons le dessaisissement, les juges nous dessaisissent, elles sont attribuées à une autre association, voire ne sont plus accompagnées du tout. Elles se rendent dans les mairies, à l'accueil des mairies, elles se rendent dans les EDS de secteur. Une assistante sociale va être confrontée à cette violence.

Tout cela, c'est du désespoir social et il est hors de question de jeter l'opprobre sur cette catégorie de personnes, mais bien de voir qu'actuellement, il y a, pour le dire trivialement, des trous dans la raquette, et ces personnes-là ne sont pas accompagnées.

Les mandataires judiciaires de l'UDAF ont constaté cette déshérence et pour certaines de ces personnes en situation de grande détresse psychiatrique, nous avons pu mettre en place, depuis 2015, ce que nous appelons des « familles gouvernantes ». Ce sont des habitats inclusifs qui permettent, dans un système de collocation, avec un

accompagnement de huit heures par jour de ce que nous appelons une gouvernante, qui est une aide à domicile, et d'un animateur coordinateur, de stabiliser des situations, parce que nous accompagnons ces personnes vers le soin, vers la sérénité. Elles retrouvent confiance en elles et réapprennent à vivre, tout simplement. Elles se sentent vraiment incluses dans la société.

Nous, nous croyons vraiment à l'inclusion par le logement. Ce qui, au départ, était prévu pour les majeurs protégés de l'UDAF, nous avons souhaité, au vu des résultats tellement bénéfiques et enthousiasmants de ces programmes d'habitat sur ces personnes en grande situation de détresse psychiatrique, étendre et élargir ces dispositifs au public des personnes âgées.

Vous avez parlé d'ORPEA. Les personnes âgées, à l'heure actuelle, ne veulent plus intégrer un EHPAD ou un établissement collectif. Nous essayons de les faire participer à ces programmes. Elles souhaitent vivre seules mais surtout pas isolées. Nous savons que les personnes âgées souffrent de grand isolement dans notre région et même dans notre pays. Nous mettons donc en place ces programmes d'habitat en direction de ces personnes âgées également et cela fonctionne. Il y a un véritable partenariat qui s'organise pour que nous puissions mettre ces programmes en place. Je n'ai pas le temps de les décrire ici, mais je suis à votre disposition, pour ceux que cela intéresse, pour développer tous ces fonctionnements. Le but est vraiment de les mettre en sécurité, sous un toit, et qu'elles puissent réapprendre à vivre correctement, en toute sérénité.

Vous le disiez, Monsieur Dabi, les jeunes ne sont jamais cités en tant que publics prioritaires. Nous avons donc souhaité également mettre en place, à titre expérimental parce que nous n'avons pas de financement pour ces programmes, un programme d'habitat inclusif en direction des jeunes qui ont eu un parcours d'aide sociale à l'enfance et qui se retrouvent, à leur majorité, sans solution d'accompagnement, souvent à la rue, en squat, à l'hôpital, voire en prison. Bien évidemment, nous nous sommes rapprochés du département, qui a la compétence de la protection de l'enfance.

Nous souhaitons, avant qu'ils touchent le bitume – c'est ce que j'ai l'habitude de dire parce que là, ils sont perdus –, les mettre en sécurité sous un toit, là aussi, les accompagner vers le soin – souvent, ils en ont besoin parce qu'ils sont en rupture de parcours de soins –, vers l'autonomie, vers la formation, vers l'emploi. C'est vraiment un sas de stabilisation de leur quotidien, qui leur permet de bénéficier de ce dont ils n'ont pas eu la chance de pouvoir bénéficier, c'est-à-dire la première des solidarités : la solidarité familiale.

C'est vraiment de l'investissement social et ces jeunes, lorsqu'on les sort de la difficulté, ils participent vraiment et sont une force et une richesse pour notre société. C'est pourquoi je suis contente que les jeunes aient pu être mis un peu en avant.

Nous avons également des programmes d'ouverture à destination de jeunes femmes enceintes qui, là aussi, rencontrent de graves difficultés dans divers domaines et particulièrement, dans l'accès au logement. On sait bien qu'à Nantes et dans le département, l'attractivité de notre territoire fait que l'on manque de logements. Nous sommes confrontés à cette zone tendue, hypertendue.

Voilà, pour faire vite.

Je vous le disais, ce contexte actuel d'inflation ne permet pas à des familles et à des personnes de classe moyenne en emploi de vivre correctement et d'assurer le règlement des factures. Nous, nous faisons également de l'information et du soutien au budget familial. Nous gérons un « point conseil budget » et nous recevons de plus en plus des personnes qui ne sont pas du tout habituées à demander de l'aide mais qui sont vraiment dans une situation difficile, financièrement.

Elles nous demandent par exemple la mise en place d'un microcrédit, d'un rachat de crédit, également. Elles ont énormément recours au crédit à la consommation, alors qu'ils étaient en baisse. J'avais eu un rendez-vous avec la Banque de France et ces crédits à la consommation étaient en baisse. On ne voyait plus de situations de surendettement liées à ces crédits. Or maintenant, ils reprennent de plus belle et les personnes y ont recours pour payer un loyer ou remplir un caddie pour faire des courses, tout simplement.

Nous arrivons donc à stabiliser des budgets. Nous arrivons à accompagner ces familles et ces personnes. J'insiste : ce ne sont pas des services sociaux. Tout un chacun peut bénéficier de cet accompagnement et souvent, le fait d'en parler, de ne pas se sentir jugé parce que souvent, les personnes qui ne sont pas habituées à être dans un circuit social ont du mal à venir demander de l'aide, ce que nous comprenons bien, mais quand elles poussent la porte d'une permanence, on voit bien qu'elles reviennent, qu'elles reprennent confiance et qu'elles réapprennent. Nous leur donnons vraiment des pistes et des outils pour stabiliser leur situation. Nous ne faisons pas de miracle non plus, bien sûr.

Nous constatons également une augmentation sensible du non-recours aux droits, qui est liée à la dématérialisation des démarches administratives. Pour cela, nous avons mis en place également des permanences dans les communes, surtout dans les communes rurales, pour des personnes qui sont en grand isolement et qui, alors qu'elles auraient des droits à bénéficier de minima sociaux ou autres aides, n'y ont pas recours par manque d'information et par manque de maîtrise de l'outil informatique, voire par manque d'outil informatique tout court, puisqu'elles n'ont pas les moyens d'acquiescer ce type d'outils.

Dans le cadre de « France relance », nous avons eu des budgets pour mettre en place un bus qui va sillonner tout le département pour venir en aide, justement, à ces personnes, qui sont dans un désarroi terrible par rapport à cette situation. On parle d'illectronisme, mais c'est vraiment le cas.

Vous avez parlé des aidants et de la situation dramatique des aidants familiaux et des proches aidants. Leur situation s'est vraiment dégradée lors des confinements, lorsqu'ils ont eu à gérer un conjoint qui souffrait d'une maladie d'Alzheimer, par exemple, ou le retour à la maison d'un enfant en situation de handicap. Je rappelle que toutes les structures d'accueil d'enfants polyhandicapés voire autistes ont fermé et que les parents se sont retrouvés avec leur enfant autiste sans période possible de répit.

95 % des aidants sont des aidantes, qui, souvent, se retrouvent dans des situations très graves socialement, puisqu'elles laissent tomber leur emploi, qu'elles s'isolent, qu'elles n'ont plus de liens sociaux, qu'elles n'ont plus d'amis, parce qu'ils se détournent d'elles. Ce sont vraiment des situations dramatiques. Pour cela, nous avons, également avec le département, créé un site pour les aidants qui peut permettre à ces personnes de trouver des solutions de répit, voire d'autres solutions pour être aidées dans leur quotidien.

Nous avons mis en place une ligne téléphonique dédiée. À l'UDAF, nous essayons de faire le maximum pour qu'il y ait toujours de l'humain pour répondre aux difficultés et au désarroi des personnes que nous accompagnons. Nous voyons que plus que jamais, bien sûr, il faut aller vers la modernisation, la matérialisation, l'informatique, etc. Cela ouvre des perspectives et cela facilite bien des choses. Mais quand on est vraiment isolé et que l'on est loin de ce type d'outils, on se trouve complètement désespéré.

J'ai été obligée d'aller très vite et j'espère que je n'ai pas trop dépassé le temps qui m'est imparti, mais j'avais beaucoup de choses à dire. Vous m'en avez donné l'occasion et je vous en remercie encore, Madame la Maire.

Je vous ai apporté des flyers, des rapports d'activité. Vous, vous recevez des personnes en difficultés dans votre permanence, et les personnes apprécient beaucoup et sont très honorées de pouvoir s'adresser à un élu, à un élu de proximité. On connaît votre rôle primordial auprès de ces familles. Je vous ai apporté des numéros de téléphone qui pourront vous être utiles.

Quand vous recevez une personne en difficulté, adressez-la aux services de l'UDAF. Nous, nous sommes là pour accueillir toutes les familles, toutes les situations. Nous orienterons ces personnes vers l'interlocuteur qui pourra les aider. Nous pourrions nous-mêmes répondre à ces questions. Nous avons vraiment un rôle presque de service public, en tout cas, d'intérêt public, et nous sommes là pour tout le monde.

Utilisez les services de l'UDAF 44 pour répondre aux besoins de ces familles. C'est très important. Nous avons même un site : UDAF 44, où vous pouvez trouver tous ces renseignements-là – je dis cela bien sûr très humblement –, avec nos moyens. Mais nous avons la chance aussi, et je souhaitais le dire, d'être dans un territoire qui a la fibre sociale, d'avoir des collectivités locales qui nous suivent, parce que sans partenaires et sans financements, on n'arrive à rien, et j'avoue que c'est vraiment une fierté que de pouvoir œuvrer dans un tel territoire.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Je donne la parole à notre troisième intervenant.

M. HURAUULT, directeur de La Cloche, Pays de la Loire – Merci. Bonjour à toutes et à tous. Merci, Marie-Josée, pour ces explications et merci pour l'invitation. Merci aussi à Frédéric. Il est très riche, très intéressant d'avoir aussi des données statistiques. Nous ne sommes pas dans la statistique : nous sommes dans le lien social, qui est difficilement mesurable mais qui, certes, est crucial et important et qui, nous le voyons malheureusement tous les jours, est nécessaire à la construction de chacun et de chacune et permet d'éviter de nombreuses tensions.

Je ne sais pas si certains ou certaines nous connaissent, mais nous, nous sommes La Cloche. Nous sommes une association apolitique et aconfessionnelle qui a été créée en 2014. Justement, vous avez beaucoup évoqué ce terme d'inclusion, d'insertion sociale. Pour nous, c'est la base de notre structure, puisque nous avons été créés pour cela, précisément pour faciliter l'insertion sociale des publics les plus précaires.

Notre association a été créée en 2014 à Paris. Notre public était alors exclusivement un public de rue. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que nos actions touchent une précarité beaucoup plus large. Comme vous l'avez très justement dit, Madame la Maire, nous touchons aussi énormément de personnes précaires en isolement et parfois, « en mort sociale », comme les nomment les Petits Frères des pauvres.

Nos actions sont diverses et variées. Celles que vous connaissez peut-être allient citoyens, habitants et non-habitants pour participer à changer un peu ce regard sur le monde de la rue, ce regard sur la grande précarité, à recréer des ponts, des liens entre les différentes couches de la population ou en tout cas entre les populations de notre ville pour faire une société inclusive, une société corps. Il s'agit du Carillon, qui est un réseau de commerçants solidaires qui ouvrent leurs portes aux personnes en situation de grande précarité afin d'accéder à des services très simples : recharger son téléphone, récupérer des invendus, aller aux toilettes, boire un verre d'eau...

Certaines élues qui ont des commerces, ici même, font partie de ce réseau, et je les en remercie. Ce réseau du Carillon, qui est un réseau assez fort, permet justement aux publics en situation de précarité de s'autoriser à entrer à nouveau dans un commerce, de s'autoriser à franchir cette porte, qui, pour eux, était difficilement franchissable, et nous permet à nous, habitants, qui sommes dans ce commerce, d'être confrontés à ce public-là. Finalement, nous sommes tous acteurs du changement. C'est ce sur quoi La Cloche se base à travers ce projet.

Nous avons travaillé en réflexion avec nos bénévoles. Nous prenons le temps, ce qui n'est pas toujours évident, dans le milieu associatif, de réfléchir à de nouvelles solutions pour répondre aux problématiques et aux enjeux actuels. Nous sommes une équipe de salariés qui accompagnons des bénévoles, mais nos bénévoles ne sont pas que des bénévoles habitants : nous travaillons avec des bénévoles habitants et non-habitants, donc en situation de précarité. Nous faisons donc du bénévolat inclusif, que nous accompagnons, et ce sont eux, finalement, les acteurs et les actrices de notre association.

Ils vont démarcher de nouveaux commerçants du Carillon, faire du suivi. Ils tiennent également une de nos permanences, ce que nous appelons « un repère », c'est-à-dire une sorte d'accueil de jour, qui a lieu tous les mercredis matin au Wattignies, de 9 h 30 à 11 h 30. Je vous invite toutes et tous à venir boire un café ou un thé là-bas pour échanger et pouvoir être en contact avec ce public-là, puisque le public vient vers nous juste pour la création de lien social. Nous n'apportons pas d'alimentaire. Nous laissons cela à nos amis et camarades d'autres associations, qui le font très bien. Nous, nous poussons ces publics à aller aussi voir tous les amis et toutes les associations qui travaillent pour leur bien.

Je pars un peu dans tous les sens, je suis désolé. Je le fais de façon libre... Nous pourrions évidemment discuter après, avec grand plaisir.

Nos bénévoles tiennent ces permanences mais portent des projets. Nous les accompagnons dans la réalisation de ces projets qu'ils ont envie de mener.

Nous avons des bénévoles sans domicile qui font par exemple un atelier « initiation aux jeux de cartes ». Ce n'est pas ma tasse de thé, mais c'est ainsi. Nous, nous ne choisissons pas. Ils font des initiations aux jeux de cartes et au tarot au Chat Noir, l'un des commerces du réseau du Carillon ouvert au grand public. Lors de ces événements, habitants et non-habitants se rencontrent et jouent aux cartes. On ne sait plus qui est qui, qui est habitant, qui est non-habitant, et c'est cela, la société inclusive. Elle se fait par de petits gestes. Ce n'est pas forcément par quelque chose de violent. C'est par les pairs. C'est aussi de cette façon que l'on arrive à aller plus vite, plus loin.

Nous faisons également de la bière, pour ceux que cela intéresse, que vous pouvez acheter au Wattignies. Nous organisons aussi des journées « pêche » avec la fédération de la pêche 44, etc.

Toutes ces activités et tous ces événements viennent un peu de partout. Je sais qu'à la mairie de Nantes, on aime parler de jouer collectif. Nous, justement, nous jouons collectif. Vous parlez du public, Marie-Josée. Évidemment, il vient ensuite chez nous, puisque 30 % des publics en situation de rue sortent de l'ASE, que plus de 30 % ont des problèmes psy. On les retrouve évidemment à errer dans la rue.

Que ce soient des habitants en grande précarité ou des personnes en situation de rue, nous, nous les rencontrons, nous les accompagnons, nous les suivons, nous discutons avec eux.

Nous travaillons avec nos camarades d'associations comme celles que vous avez citées : Agnès Varda, les Eaux vives, et autres, pour les orienter et pour essayer d'être tous unis pour permettre à ces personnes de retrouver une certaine dignité dans leur situation un peu compliquée.

Je suis vraiment parti dans tous les sens, je vous l'ai déjà dit. Ce que je voulais vous dire aussi, c'est qu'aujourd'hui, on parle beaucoup des travailleurs sociaux – je ne suis pas un travailleur social mais je travaille dans une association – et des établissements de santé. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous nous posons la question, comme se la pose aussi la FAS, la Fédération des acteurs de la solidarité : qui prend soin de nous ?

Nous, nous prenons soin de chacun, de chaque citoyen... Et c'est ce que nous, nous défendons, à La Cloche. Nous essayons d'aller chercher des entreprises, d'aller chercher d'autres partenaires, puisque nous travaillons avec une multitude d'entreprises et d'associations qui vont du culturel, comme Stereolux, Songo, aux jardins partagés, avec la BricoLowTech, et autres. Nous essayons d'incorporer vraiment toute la société pour travailler sur ce public-là.

Mais après, qui prend soin de nous ? Qui prend soin aussi de toutes ces travailleuses et de tous ces travailleurs qui sont auprès de ce public-là, qui sont confrontés à des situations dures, complexes, humainement pas toujours vivables mais qui, derrière, font leur travail. Ils font ce qu'ils ont à faire et on leur dit toujours : bravo, c'est bien, continuez, faites peut-être même encore plus, toujours avec moins de moyens.

Il faut savoir qu'aujourd'hui, à peu près 30 % des postes dans le secteur sanitaire et social, dans l'ESS, sont encore à pourvoir. Nous sommes en difficultés de recrutement parce que nos salaires sont bas. Nous parlions de travailleurs et de travailleuses précaires. En fait, finalement, nous en sommes. Nous, précaires, nous travaillons pour aider les précaires,

et nous nous battons quotidiennement pour cela. Je sais que vous êtes toutes et tous attentifs à cela. Je profitais de ce temps-là pour le rappeler.

Nous ne lâchons pas. Nous sommes toujours joyeux et toujours heureux parce que c'est notre combat, que cela nous anime. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, mon travail me plaît et que je me bats tous les jours pour cela. Mais je pense qu'un jour, nous serons fatigués et que si les associations, si ce type de profession fatigue de plus en plus, les tensions montent et la fracture se fait. Ce que nous pouvons vivre aujourd'hui, malheureusement, avec les événements actuels, ce sont des choses qui en fait, sont ancrées en nous. Et moins nous avons de temps, moins nous avons de moyens, donc moins nous avons de dialogue et moins nous nous comprenons.

Merci à vous. Je ne sais pas quoi dire de plus.

Mme la MAIRE – Merci. Merci vraiment à tous les trois. Je pense qu'il était tout à fait important de pouvoir avoir la complémentarité des regards, comme nous avons, sur le territoire, une complémentarité aussi des modes d'action, des modes de faire. Je l'ai dit en introduction mais je le redis : je crois vraiment que c'est dans la synergie de grandes structures historiques, d'associations qui sont arrivées ensuite sur le territoire, de modes de faire et de capacité de mise en mouvement et de renouvellement permanent que petit à petit, on trouve un certain nombre de solutions à la fois pour accompagner les plus fragiles et également, pour se battre contre l'idée que ce serait un état de fait. Parce que derrière, le sujet est tout de même bien celui-là...

Je vous propose d'ouvrir la discussion collective. Je vais prendre les différentes demandes d'intervention. Catherine Bassani.

Mme BASSANI, Adjointe – Merci, Madame la Maire, et merci à nos invités pour leurs apports et pour leur témoignage.

Au nom du groupe écologiste et citoyen, je voudrais souligner trois points importants dans notre vision de la solidarité.

Être plus solidaire, c'est d'abord agir contre le dérèglement climatique, puisqu'il touche toujours les personnes les plus fragiles. La Fondation Abbé Pierre alerte cette semaine sur les bouilloires énergétiques, qui nuisent aux personnes âgées, aux jeunes et surtout, aux habitants les plus pauvres. Ils souffrent dans des logements mal isolés, dorment moins bien et rencontrent plus de difficultés que les autres habitants pour trouver un endroit où se rafraîchir. Ils souffrent également de ne pas pouvoir se nourrir correctement ou payer leur loyer.

Mme Balducci nous a parlé de détresse économique. Je voudrais citer aussi le baromètre des solutions solidaires de l'IFOP, qui date de 2020, qui nous indique les trois mesures prioritaires pour les Français. Il s'agit du revenu minimum de base, de la sécurité alimentaire et du plafonnement des loyers. Engageons-nous résolument dans cette direction.

Ensuite, la diversité des publics et la complexité des situations exigent des accompagnements adaptés et complets. Il faut aller résolument vers les personnes en grande précarité pour leur permettre d'accéder à leurs droits et de retrouver ainsi leur autonomie et leur sérénité. C'est tout le contraire de la charité.

Nous avons la chance de pouvoir compter, à Nantes, sur un réseau de collectifs et d'associations particulièrement investis, qui connaissent très bien le terrain, par exemple pour accueillir dignement les chercheurs d'asile ou de refuge, sans discrimination selon leur origine sociale ou ethnique et sans aucune naïveté. Qui prend soin de nous ?, nous a dit à l'instant Maxime Hurault, de La Cloche. Donnons-leur les moyens de leur ambition.

Lutter contre la précarité, c'est enfin agir sur la santé mentale, trop souvent délaissée des politiques de solidarité, notamment envers les jeunes. Selon le Haut Conseil de la famille et de l'enfance, des dizaines de milliers de jeunes se voient prescrire des psychotropes. Leur consommation a doublé en dix ans.

Les deux années de crise sanitaire ont renforcé l'isolement, l'anxiété et la fragilité de nombreuses personnes de tous âges. Pour agir sur la santé mentale, ciblons vers les publics vulnérables certaines actions du plan « pauvreté ». Je pense notamment à l'accompagnement jusqu'au rendez-vous avec les professionnels de santé par les référents du programme de réussite éducative ou encore au déploiement des antennes de la Maison des adolescents dans les quartiers.

Dans son plaidoyer *le Contrat naturel*, notre grand philosophe Michel Serres nous interpelle en liant le destin de l'humanité à celui de la planète. Il nous dit : « Qui va donc défendre les pauvres et notre habitat commun ? » En écho, apportons une nouvelle pierre à l'édifice des solidarités sociales et écologiques en priorisant nos actions au bénéfice des personnes qui en ont le plus besoin et de notre environnement. C'est aussi une urgence en matière de cohésion sociale.

Merci de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Pauline Weiss.

Mme WEISS, Conseillère municipale – Merci, Madame le Maire. Bonjour à toutes et à tous.

Pour commencer, je souhaite bien évidemment remercier tous les intervenants pour leur présentation et leurs éclairages précieux sur toutes les formes de solidarité, toutes les formes de précarité, aussi, avec les pistes d'action importantes.

C'est vrai que notre pays traverse une crise de l'engagement, de la solidarité et du civisme. Toutes les associations nous le disent. On le voit aussi dans l'engagement politique. En témoignent les inquiétantes et nombreuses émissions d'élus locaux et la participation aux élections. Je pense que tout cela est tout de même lié.

Et pourtant, c'est dans notre devise même, « liberté, égalité ET fraternité », que de prendre soin les uns des autres. Vous l'avez rappelé dans vos interventions, nous le vivons déjà au quotidien dans nos familles, dans nos écoles, dans la vie de tous les jours avec nos voisins. C'est déjà un sujet de proximité du quotidien. C'est pourquoi il nous paraissait effectivement important de le rappeler.

Sauf que, nous le voyons bien, même si c'est un pilier de notre République, la fraternité à elle seule ne suffit pas. Nous devons, dans un certain nombre de situations, venir en aide à ceux d'entre nous qui sont les plus fragiles. Vous les avez cités : nos enfants malades, nos personnes âgées, nos personnes en situation de handicap, nos personnes en situation de grande précarité, qui sont à la rue. Et cette solidarité doit s'exprimer au quotidien justement avant d'arriver à des situations extrêmes, avant qu'elles ne soient invivables et irrattrapables.

Vous nous l'avez rappelé aussi, la solidarité, ce n'est pas uniquement subvenir aux besoins primaires. C'est aussi le lien social et la lutte contre l'isolement. Pour l'avoir expérimenté dans les locaux du Wattignies, au sein de l'association La Cloche, je sais à quel point il est déterminant et important pour les personnes en situation de grande précarité de pouvoir s'inclure dans la société et d'échanger aussi avec les autres.

Les collectivités locales jouent un rôle essentiel en matière de solidarité. Nous l'avons vu avec l'étude de l'IFOP. Ce n'est pas la première fois que nous votons, dans cette enceinte, des subventions pour venir en aide à ceux qui en ont besoin.

Je pense que la Ville a également un rôle essentiel à jouer avec l'accompagnement de nos écoles, de nos enfants, car ce sont eux, nos citoyens de demain. Il est important que l'on puisse les sensibiliser à l'engagement, au civisme, leur donner à voir, par des choses simples, peut-être par des cours solidaires, par des événements, par le soutien à des associations, tout ce qui peut être effectué en matière de solidarité à notre échelon local. Nous avons évoqué les CCAS, bien sûr, les associations, évidemment, et leurs milliers de bénévoles, qui ne ménagent pas leur peine chaque jour, chacun dans son rôle.

Je veux aussi témoigner, parce que cela a aussi été souligné, des initiatives qui sont portées par nos entreprises, par le secteur privé. L'étude de l'IFOP nous l'a montré : c'est une participation plus minime mais c'est tout de même un quart des actions de solidarité sur le territoire, et je pense qu'elles ont d'autant plus un rôle à jouer que les collectivités ne peuvent pas tout, ne peuvent plus tout, aujourd'hui, dans le contexte actuel.

Il y a bien évidemment les fondations, les entreprises, il y a le mécénat par les dons mais aussi le mécénat de compétences, qui est un vrai sujet à travailler à l'échelon local, en premier lieu dans nos collectivités, puisque la loi 3DS permet désormais que nos agents puissent aussi donner de leur temps, mais également dans les entreprises, dans les associations.

Nous avons aussi les entrepreneurs sociaux, qui coordonnent leurs actions pour effectuer des soirées et organiser des levées de dons. Nous en avons des exemples très connus à Nantes.

Il y a également Le Carillon, en proximité, vous l'avez évoqué, Maxime Hurault, parce que ce ne sont pas que les grandes entreprises ou les PME, qui peuvent agir en solidarité. Ce sont aussi tous nos commerçants de proximité, nos acteurs locaux, qui viennent encourager et accompagner des initiatives.

Pour terminer, je voudrais avoir un mot et donner un éclairage intéressant sur l'exemple des Bureaux du cœur, qui, je le pense, sont aussi fondamentaux, parce que nous avons beaucoup de bureaux vides au sein d'entreprises qui peuvent accueillir des personnes à la rue, le temps de la nuit, ce qui leur permet également d'avoir un lien avec les salariés, le matin ou le soir, quand ils reviennent. Cela permet aussi de travailler à leur réinsertion. Les résultats en termes de réinsertion sont tout simplement énormes.

Je pense que nous pourrions y réfléchir, nous aussi, en tant que collectivité locale, puisque nous avons beaucoup de bureaux vides, dans l'administration, la nuit. Cela pourrait aussi être une réflexion que nous pouvons tous porter : pourquoi ne pas être la première collectivité à expérimenter l'accueil de personnes en situation de grande précarité dans nos locaux ?

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Aurélien Boulé.

M. BOULÉ, Conseiller municipal – Madame la Maire, mes chers collègues, je souhaiterais tout d'abord faire un focus très succinct, puisque nous avons déjà eu de nombreux chiffres très intéressants ce matin, mais sur les derniers chiffres de l'INSEE, qui datent de 2020, qui sont également assez parlants.

Notre ville, nous le savons, affiche des résultats encourageants sur le chômage. Depuis 2009, le taux d'actifs ayant un emploi a augmenté de deux points et le nombre d'emplois dans la zone, lui, a grimpé de 40 000, environ. Mais la vigilance reste évidemment de mise. Plus de 30 % des personnes au chômage ne possèdent aucun diplôme. 28 % des

femmes salariées sont en temps partiel, 28 % contre moins de 12 % pour les hommes. Et 17 % des habitantes et des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, à Nantes, avec un taux de pauvreté qui est le plus important chez les moins de 30 ans, à plus de 20 %.

Nous le voyons, beaucoup de défis se dressent donc encore face à nous pour garantir une meilleure justice sociale, parce que c'est bien là l'enjeu principal, celui de la justice sociale. Ces chiffres, ainsi que les débats qui ont eu lieu lors des assises des nouvelles solidarités, nous l'ont montré : ce sont les seniors, les jeunes, les familles monoparentales, principalement, qui sont particulièrement touchés.

Oui, notre Ville prend ses responsabilités. Sans vouloir refaire le débat de tout à l'heure, j'entends, à droite, Mme Garnier qui dit que nous nous sommes concentrés principalement sur les aspects urbanistiques. J'entends maintenant Mme Weiss, qui est beaucoup plus nuancée, qui dit que depuis de nombreux conseils municipaux, nous votons des aides en faveur de cette justice sociale, précisément. Très bien.

Oui, car une enveloppe supplémentaire de 2,35 millions d'euros est fléchée vers les solidarités dans ce conseil municipal. Nous en parlerons après. Nous allons déployer une centaine d'actions pour répondre à la situation sociale actuelle, à travers notamment sept grands engagements municipaux.

En complément, je souhaiterais citer l'un de ces engagements en particulier : la lutte contre l'isolement social. Monsieur Hurault, vous parliez tout à l'heure de « mort sociale ». C'est un mot extrêmement fort. Le sentiment de solitude reste élevé chez nous, avec 11 millions de personnes touchées en France, soit 20 % de la population, ce qui est tout de même assez énorme. Et comme le détaille l'étude « solitudes 2022 » de la Fondation de France, la solitude s'exprime davantage chez les jeunes adultes, dans les catégories aux revenus intermédiaires et dans des zones où la densité de population est la plus importante. Et nous l'avons vu aussi ce matin, le chômage est un facteur aggravant.

Voilà pourquoi nous agissons. Voilà pourquoi, notamment, notre majorité tente de favoriser autant que possible le « vivre ensemble » et l'entraide de proximité. Je pense entre autres à l'épicerie solidaire, l'épicerie sociale les 1 000 Fleurs du colibri, à Doulon – Bottière. Je cherche Simon du regard, mais il n'est pas là... Nous accompagnons les seniors dans leur autonomie, en particulier pour faciliter leur mobilité, via une plate-forme dédiée. Madame Balducchi, de l'UDAF annexe, vous parliez justement tout à l'heure du grand isolement des seniors. C'est évidemment un enjeu absolument central. Et nous élargissons les aides facultatives du CCAS aux 18-25 ans, qui sont largement touchés par l'isolement et la précarité.

Pour conclure, nous le voyons, les services publics, mais aussi l'action associative, c'est bien enjeu de vos interventions, ce matin, constituent le patrimoine des personnes les plus défavorisées, comme le disait M. Hurault dans le cadre d'un jeu collectif à la nantaise que nous essayons d'encourager. Ils sont des leviers concrets pour l'égalité des chances, pour l'émancipation de chaque individu, quelle que soit son origine sociale. Ils sont la garantie d'une prise en charge juste et universelle.

À l'UDB, la société que nous voulons est accompagnante. Elle invente, produit, organise, propose des modalités d'accès aux services et au bien commun. Cette société doit être pensée non pas pour, non pas en faveur des personnes les plus défavorisées mais à partir d'elles et avec elles. Notre ambition est de briser la hiérarchie des univers sociaux pour inventer une cause commune, une maison commune, un destin commun. Cela ne se fera pas, nous le voyons ce matin, sans innovation sociale, sans l'invention de voies inédites pour que les plus fragiles s'amarrent à une communauté d'appartenance et aient accès, et c'est bien là l'essentiel, à leur autonomie.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Quelques réflexions, suite au débat que nous venons d'avoir. Déjà, je voudrais remercier les intervenants pour leurs propos.

Mme Balducchi disait tout à l'heure que si les premières solidarités sont évidemment familiales, le service public, lui, doit pallier le manque de ces solidarités qui ne pourraient pas se faire au sein de la famille. Je crois que vous avez aussi parlé des questions de psychiatrie et en effet, autour de ces problématiques, nous avons de vrais sujets, que ce soit en matière de capacité à trouver des professionnels pour s'occuper de ces questions et évidemment, en termes de moyens.

J'ai noté aussi que le logement était un sujet extrêmement important. Il est important parce que le logement, c'est l'inclusion, c'est aussi la capacité de trouver et de se mettre en situation de trouver un travail. La question du logement est une question centrale, notamment pour nos communes et pour l'intercommunalité.

Sur ces questions, nous devons bien évidemment savoir garder le cap, continuer à construire, construire peut-être plus vite, plus haut, et savoir que chaque projet qui est avorté, qui est abandonné, *in fine*, cela a des conséquences sociales très importantes. Je pense qu'il faut l'avoir en fond de nos pensées lorsque bien évidemment, nous sommes amenés à critiquer tel ou tel sujet ou en tout cas, à anticiper ce qui devrait se faire demain pour pouvoir construire et construire plus.

Enfin, j'ai une question pour Frédéric, que je remercie de son intervention. J'ai vu que l'emploi n'était plus une question prioritaire. Est-ce à dire qu'il y a quelques années, c'était la priorité des Français et que finalement, la bataille de l'emploi est peut-être en train d'être gagnée ? On sait à quel point l'emploi et la pauvreté sont des choses qui sont extrêmement liées.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Mahaut Bertu.

Mme BERTU, Adjointe – Merci beaucoup aux trois intervenants pour leur présentation.

Cette communication sur les solidarités est présentée fin juin, à la veille des grandes vacances. Il me semblait important de pouvoir rappeler dans cet hémicycle, aujourd'hui, que près de 40 % des Français ne pourront pas partir en vacances cet été. C'est un chiffre qui est en hausse par rapport à l'année dernière. Ce n'est malheureusement pas une grande surprise, en période de crise sociale et d'accroissement de la précarité.

Ce combat du droit aux vacances, en particulier pour les habitantes et les habitants des quartiers populaires, nous le menons fièrement sur le territoire en portant des propositions en tant que Ville, mais aussi en nous appuyant sur les partenaires associatifs et notamment, sur les fédérations d'éducation populaire. Je pense particulièrement à l'ACCOORD, puisque cette année encore, l'ACCOORD va proposer à de nombreux enfants des activités gratuites et sans inscription, les « multi spots » : plus de 1 700 enfants, des tout-petits aux adolescents, vont partir en colonie de vacances, près d'ici, à l'autre bout de la France ou même plus loin, en Europe et par-delà la Méditerranée. Et des centaines de familles vont pouvoir partir quelques jours avec les Échappées belles. Et nombreux sont les enfants qui vont à la mer pour la première fois à cette occasion.

Côté Ville, nous nous organisons aussi pour faire vivre les vacances près de chez soi, avec les pataugeoires et leurs rendez-vous de PaQ' la Lune, avec les concerts, les spectacles, les séances de cinéma en plein air des Heures d'été, avec les terrains d'aventure des CEMÉA ou encore avec les animations sportives municipales. Je ne cite que quelques exemples, puisqu'il y a tant d'associations qui proposent aux familles, aux jeunes, aux seniors des animations culturelles sportives, de loisirs et de convivialité. Les associations ont bien compris l'urgence d'agir sur ce temps où le fait de ne pas sortir, de se sentir isolé peut être aussi difficile à vivre et est absolument contraire à notre enjeu de cohésion et de justice sociale.

Prendre en compte les familles, c'est agir directement pour leur pouvoir d'achat. La Ville fait le choix de la tarification sociale des cantines. La Métropole fait le choix de la tarification sociale des transports en commun. Le Département de Loire-Atlantique lance la tarification sociale des cantines dans les collèges et moi, je serais ravie de pouvoir échanger avec Pauline Weiss de la mise en place, par la Région, de ces mêmes tarifications sociales pour la cantine dans les lycées ou pour les transports pour les familles de lycéens.

Prendre en compte les familles, c'est aussi prendre en compte les femmes, cela a été dit dans vos interventions, car elles sont bien souvent en première ligne, quand on parle de précarité. Là non plus, je ne vous apprends rien. Le Nantoscope nous montre régulièrement que les femmes sont majoritaires parmi les Nantais les plus fragiles et les plus précaires. Dans 84 % des cas, il s'agit de femmes, derrière l'expression « famille monoparentale ». Elles cumulent souvent plusieurs difficultés : petit salaire, temps partiel subi, peu de relais pour s'occuper des enfants, et il me semblait absolument indispensable de pouvoir parler d'elles aujourd'hui, lors de notre débat.

Il me tient aussi à cœur, Madame la Maire, d'en profiter – et je sais que c'est partagé par de nombreux collègues – pour rendre hommage à Jacqueline Lautrey, qui nous a quittés brutalement il y a peu. Jacqueline était une militante de la solidarité et de la défense des familles. Elle a notamment créé l'École des parents et était présidente de SOS inceste, très impliquée autour du projet Citad'elles. C'est grâce à des femmes comme Jacqueline, aussi engagées qu'elles, que Nantes est aujourd'hui ce qu'elle est : forte, juste et solidaire.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci, et merci pour ces mots forts et justes pour Jacqueline Lautrey.

Je donne la parole à Marlène Collineau.

Mme COLLINEAU, Adjointe – Merci. Je vais repartir de la présentation de M. Dabi mais je voulais simplement, à la suite de l'intervention de Mme Balducchi, préciser peut-être, et sans rien retirer de ce qu'elle a pu dire de l'accompagnement des familles concernées, que les violences intrafamiliales touchent toutes les familles. C'est un sujet systémique. Elles ne touchent pas uniquement les familles victimes de précarité ou qui présentent des problèmes de troubles psychiques. Je sais que ce n'est pas ce que vous avez dit mais je préférais le préciser, à la suite de votre propos.

Les chiffres présentés par M. Dabi sont particulièrement éclairants et intéressants. La population enquêtée demande une plus forte action, notamment en matière de santé, d'alimentation et d'éducation. Sur ces sujets-là, elle demande des réponses publiques. On voit que la population est exigeante envers le service public, et cela nous semble un point

extrêmement important, que nous rejoignons, parce qu'il nous semble que la première des réponses doit être celle amenée par les pouvoirs publics.

Cela a été dit par beaucoup de mes collègues élus : sur ces sujets, la Ville de Nantes agit. Johanna Rolland l'avait également dit en introduction du conseil municipal. Nous avons fait le choix de faire de la lutte pour l'égalité un de nos combats principaux. Nous aurons l'occasion d'en parler dans quelques minutes aussi autour de la délibération qui sera présentée par Abbassia Hakem.

Nous, le groupe « gauche commune », nous voulions faire le choix d'axer également notre intervention sur le fait que l'action municipale ne peut pas tout. Ce sera aussi le sens de mon propos, puisque nous prenons largement notre part mais que nous ne pouvons pas tout faire.

Nous pensons que dans un pays où le taux de chômage est historiquement faible, chacune et chacun devrait pouvoir vivre de ses revenus. Erwan Huchet ne m'a pas interrogée moi sur la question de la bataille pour l'emploi mais il me semble que l'on pourra dire que la bataille pour l'emploi sera gagnée quand chacun pourra vivre décemment de son emploi avec un niveau de salaire suffisant.

Que le salaire ou la rémunération des autoentrepreneurs, qui sont toujours plus nombreux qui ont des conditions de travail et de vie assez dramatiques, soit devenu trop bas pour permettre de répondre aux besoins élémentaires, celui de se loger, de se nourrir, de se soigner, est un non-sens social, pour nous. C'est là la preuve éclatante que les richesses produites par le travail sont concentrées dans les mains de quelques-uns, pendant qu'une part toujours plus importante de la population, structurellement, s'appauvrit. Parmi elles, les travailleurs de la première ligne, dont tout le monde reconnaît que l'utilité sociale est majeure, M. Hurault en a parlé, font partie de ce qui, selon nous, sont mal rémunérés.

La lutte contre la pauvreté, le combat pour la redistribution sociale, c'est avant tout une responsabilité de l'État. Dire cela, ce n'est pas se dédouaner. C'est rappeler des choix. L'État a la capacité de mieux répartir les richesses, notamment par l'impôt.

Oui, à « gauche commune », nous sommes pour augmenter les impôts. À la lecture des chiffres présentés par l'IFOP, je le précise, nous sommes pour l'impôt des plus riches, pas des deux tiers des Français qui ne parviennent pas à épargner. Monsieur Dabi, vous parliez de cela. Rien ne justifie pour nous que des personnes vivent à la rue et peinent à se nourrir dans la cinquième puissance économique mondiale pendant que d'autres gagnent en quelques jours plus d'une vie entière de SMIC. La redistribution des richesses doit être une priorité.

Coïncé dans son dogmatique « pas d'impôt supplémentaire », le gouvernement refuse d'ouvrir ce débat. Depuis 2017, les baisses d'impôts se multiplient, le plus souvent pour les plus favorisés. Chaque fois, ces baisses sont financées par un affaiblissement du service public : moins de remboursement de la sécurité sociale, moins de services publics de proximité, moins d'aides et de prestations sociales, et plus récemment, et malgré un mouvement de contestation inédit, moins de vie à la retraite. Cette politique menée par le gouvernement conduit à une réalité : en France, les inégalités se creusent.

Alors en tant que collectivité, nous pallions, nous recevons chaque jour des habitantes et des habitants abattus qui, pour la première fois de leur vie, ne peuvent plus assurer trois repas par jour à leur famille, ne peuvent plus payer certaines activités aux enfants, feront peut-être le choix, cela a été dit par Mahaut Bertu, de ne pas partir en vacances cet été, ne peuvent plus payer le chauffage. Nous renforçons comme nous pouvons l'action du CCAS pour faire face aux aléas de la vie. Nous nous assurons que le tarif des cantines reste accessible et nous instaurons des tarifications solidaires.

Demain, très certainement, si rien ne change, nous recevrons des cohortes entières de personnes âgées qui vivront mal car elles auront des pensions de retraite incomplètes, récompensant mal une vie de labeur.

Chaque fois que l'État met en place une réforme qui vise l'économie, la coupe budgétaire, la bidouille financière, comme celles de l'assurance-chômage, du RSA et des retraites, qui, par nature, génèrent de l'appauvrissement, du recul, de la précarité, on sait qu'ici, dans les mairies, ce sont les agents municipaux, dont évidemment, je veux saluer le travail, qui vont trinquer. C'est la mairie, le service public de proximité, qui sera sollicitée. Ce sont les élus locaux à qui l'on tire sur la manche pour dire combien la vie est dure.

Or avec une capacité à lever l'impôt quasiment inexistante pour les collectivités locales, je le disais, on ne peut pas tout faire. On ne peut pas résoudre à la racine les causes de la pauvreté.

Je profite évidemment de la présence, ici, de soutiens du gouvernement. Sans un sursaut national dans la lutte contre les inégalités sociales, nous ne parviendrons pas à faire reculer durablement la pauvreté. Et je le dis d'autant plus solennellement ce jour. Partout, dans le monde, l'histoire nous apprend que la pauvreté nourrit le pire : violences urbaines, émeutes de la faim, guerre de l'eau, peut-être, demain... C'est de cela que nous parlons : la solidarité comme seule voie possible à la cohésion sociale, le partage comme seule issue au repli, la redistribution comme seul chemin vers une France apaisée, vers un monde pacifique.

Vous l'aurez compris ce matin douloureusement, l'enjeu est essentiel. Il est premier.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Merci, Madame le Maire. Chers collègues, permettez-moi de revenir un instant sur la situation des enfants qui vivent dans des familles en précarité.

La réalité est là : à Nantes, plus d'un habitant sur sept vit sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 063 euros par mois ; une réalité surreprésentée dans nos quartiers populaires et dans les familles monoparentales. Les enfants ne sont donc pas épargnés, loin de là, en France comme à Nantes. Plus d'un enfant sur cinq, en France, vit sous le seuil de pauvreté.

Comme le montraient les travaux de James Heckman, prix Nobel en 2000, pour avoir une population en bonne santé physique et psychique et plus globalement, en bonne santé sociale et économique, il faut « mettre le paquet » sur les très jeunes enfants, surtout ceux des familles les plus précaires. Le travail de lutte contre les processus générateurs de pauvreté est essentiel, essentiel dès le plus jeune âge, quand on connaît l'impact des conditions de vie du jeune enfant sur son développement et au-delà, sur son parcours de vie.

À Nantes, nous ne lâchons rien. Plusieurs collègues l'ont souligné. Nous redoublons d'efforts pour une société plus juste, plus solidaire, parfois en collaboration avec l'État, comme nous le verrons avec le renouvellement de la convention annuelle du plan de lutte contre la pauvreté, tout à l'heure, mais souvent aussi en devant nous substituer à lui pour combler ses manquements.

À Nantes, nous assumons de mettre davantage de moyens pour accompagner les enfants sur les temps scolaires et périscolaires dans les quartiers les plus populaires ou pour leur donner une chance de partir en séjour de vacances. Nous priorisons l'accès à nos crèches municipales, nous favorisons la scolarisation dès 2 ans dans les quartiers prioritaires, sans attendre les annonces de façade du président de la République.

Nous mettons toutes nos compétences au service de la santé des enfants grâce à notre pôle de santé globale de l'enfant, qui sait repérer et accompagner les situations les plus délicates. Car la santé physique et mentale des enfants et des jeunes, cela a été dit à plusieurs reprises, c'est une clé essentielle. C'est un préalable à l'égalité des chances et à la réussite.

Alors oui, nous revendiquons le droit à l'éducation pour toutes et tous, même lorsqu'un enfant vit en bidonville, même lorsqu'il est en situation de handicap. Nous revendiquons le droit aux loisirs, le droit au sport, le droit aux vacances.

Plutôt que lancer à l'aveuglette l'idée de raccourcir le temps des vacances d'été, le président de la République devrait se préoccuper davantage des familles qui ne peuvent pas partir en vacances et des acteurs de l'éducation populaire, qui n'ont pas assez de financements pour construire des propositions pour toutes et tous. Il devrait aussi, en premier lieu, assurer la présence des professeurs en classe. Combien de jours de classe manqués faute de remplaçants ? Il devrait également investir dans une politique de logement et de financement du logement social digne de ce nom, afin de permettre à chaque enfant et à chaque jeune non seulement d'avoir un toit, mais aussi une pièce où il peut faire ses devoirs et un logement confortable en hiver comme en été.

Sortir de la pauvreté, cela ne se décrète pas. C'est le résultat de choix politiques et d'actions collectives, et nous devons toutes et tous, aux responsabilités qui sont les nôtres, placer cette lutte en haut de la pile de nos priorités et nous mettre autour de la table pour la combattre sans relâche.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Je voudrais tout d'abord remercier nos intervenants pour leur éclairage, pour la qualité de leur analyse et pour leur partage d'expérience.

Je retiens ce que vous nous avez dit, Monsieur Dabi, sur l'importance du rôle du service public, ce qui devrait d'ailleurs montrer l'attachement des Français à ce service public, qui devrait porter l'État à le défendre coûte que coûte. Nous voyons bien l'enjeu de ce point de vue. J'ai aussi retenu ce que vous nous avez dit sur l'importance du bloc communal et sur l'attente vis-à-vis de la proximité. Cela renvoie également à la responsabilité que nous avons, nous, collectivité locale, ville, dans ce domaine.

J'ai retenu ce que vous avez dit, Madame Balducchi, notamment sur la santé mentale et sur la situation des jeunes, qui est effectivement un enjeu essentiel.

Et je retiens ce que vous nous avez dit, Monsieur Hurault, en particulier au sujet du changement de regard sur la grande précarité. J'y reviendrai à travers un exemple mais c'est, je crois, un élément essentiel.

Au tout début de votre propos, Madame la Maire, en introduction, vous avez rappelé qu'à Nantes, nous vivons les uns avec les autres. C'est vrai que c'est la raison de notre choix résolu, affirmé, d'implanter aussi ces établissements d'aide aux plus précaires au cœur de nos quartiers, au cœur de la vie de nos quartiers.

Je voudrais citer trois exemples que je connais bien, en tant qu'adjoint de quartier de l'Île de Nantes : l'accueil de jour pour les familles, l'espace Agnès Varda et le village solidaire 5Ponts. Ce sont trois exemples concrets de structures qui sont installées au cœur de la vie du quartier.

L'espace Agnès Varda, qui a ouvert ses portes en mars 2020, comporte un restaurant solidaire, des bains-douches. Il accueille le matin pour un petit déjeuner inconditionnel et vient justement répondre aux enjeux sur les questions de précarité alimentaire. Cet établissement accueille en majorité des personnes de 25 à 34 ans, des hommes à plus de 95 %, mais une part de femmes en constante augmentation, d'année en année. Le village solidaire 5Ponts est porté par les Eaux vives, avec sa halte de nuit de 30 places, en accueil de jour, les studios d'hébergement. Et je tiens à saluer les personnels de ces établissements, du CCAS pour leur engagement et leur dévouement dans des conditions que l'on sait parfois difficiles.

Est-il simple d'installer de tels établissements au cœur des quartiers ? Non. Je crois qu'il faut aussi pouvoir le dire avec lucidité, avec humilité. Non, ce n'est pas simple à mettre en œuvre. Avec ma collègue Abbassia Hakem, nous en savons quelque chose. Je pense aussi aux habitants qui, pour beaucoup, sont venus s'installer en toute connaissance de cause, en plein accord avec les valeurs de solidarité que nous portons. Et pourtant, cette cohabitation n'est pas toujours évidente. Elle demande de vrais efforts de compréhension mutuelle, d'accompagnement, de vigilance particulière des acteurs associatifs, des personnels de la collectivité, un changement de regard, comme cela nous a été indiqué tout à l'heure.

Des dispositifs innovants ont été expérimentés. Je pense notamment aux maraudes, pour aller vers les publics les plus précaires, qui sont sans solution de logement, et je pense aussi aux questions de sécurité pour les habitants, à laquelle ils aspirent légitimement et qui permet justement de faciliter ce « vivre ensemble ».

Pourtant, malgré ces difficultés, petit à petit, patiemment, on parvient à trouver des solutions, des espaces de dialogue.

Je voudrais partager avec vous un exemple, celui d'un événement qui s'est tenu ce samedi après-midi, au village des 5Ponts et à la galerie Peps'Art !, une galerie d'art associative dans le quartier. Il y avait le vernissage d'une exposition un peu particulière dans cette galerie associative. Les œuvres qui étaient présentées étaient le fruit du travail de 33 participants et participantes à des ateliers d'artistes qui étaient venus s'essayer à la pratique amateur de la peinture, du collage, de l'écriture. Parmi ces 33 participants, on comptait 15 habitants du quartier République et des autres quartiers nantais et 18 accueillis du village solidaire des 5Ponts, 18 personnes sans abri qui sont venues participer à des ateliers de deux heures et qui ont partagé des moments très précieux avec les artistes qui menaient les ateliers et avec les habitants. On touchait là le changement de regard que vous évoquiez tout à l'heure.

C'est une belle initiative, soutenue par la Ville de Nantes, puisque cela fait partie des budgets participatifs que nous avons accompagnés. Dans l'échange que nous avons pu avoir avec les accueillis, qui sont venus voir l'exposition et qui sont venus découvrir, finalement, ce que pouvait donner le travail qu'ils avaient effectué au sein de cette galerie, au même niveau que les œuvres d'art réalisées par d'autres artistes accomplis, et à entendre les artistes eux-mêmes me dire leur émotion dans le travail qui a été mené et la manière dont ils ont réussi à entrer en dialogue avec ces plus précaires, je pense que nous touchons là l'essentiel.

C'est-à-dire que cela nous conforte dans l'idée qu'en effet, si ces établissements n'étaient pas au cœur du quartier, nous n'arriverions pas à créer ce lien, nous n'arriverions pas à créer ce dialogue essentiel. Je pense que cela nous conforte dans l'idée de poursuivre dans cette direction. C'est ainsi, je crois, que l'on construit une ville plus humaine.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Je crois que nous avons fait le tour des différentes interventions qui avaient été sollicitées. Personne n'a été omis dans les demandes de prise de parole ? Yves Pascouau.

M. PASCOUAU, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Merci aux différents intervenants.

Je n'avais pas prévu d'intervenir, je m'en excuse, mais je voudrais revenir sur l'interpellation de Maxime Hurault, à l'instant, quand il nous interpelle en disant : « mais qui prend soin de nous ? » Je pense qu'il faut vraiment prendre ces propos très au sérieux parce que sur le terrain, nous constatons une fatigue, si ce n'est un abandon, parfois, des acteurs associatifs, des collectifs, des travailleurs sociaux, des bénévoles. La difficulté est relativement claire. C'est que ces personnes-là sont souvent en première ligne face à la détresse sociale. Mais ce sont aussi ces associations, ces collectifs qui font bouger les lignes.

Si l'on veut véritablement travailler à l'innovation sociale à laquelle nous invitait Aurélien, il faut prendre soin de ces collectifs, de ces associations, et les accompagner, sans quoi nous ne parviendrons pas, collectivement, à porter les objectifs d'innovations sociales dont nous avons fondamentalement besoin, dans un monde qui n'a de cesse de nous fracturer, qui n'a de cesse de nous diviser, et dans un monde dans lequel le collectif, aujourd'hui plus qu'hier encore, est une notion sur laquelle nous devons tous collectivement, justement, travailler. Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Je vous remercie. Je vous propose de redonner la parole à nos trois intervenants et intervenante, si vous souhaitez réagir ou ajouter quelques mots. Je propose que nous procédions dans l'ordre inverse de vos interventions liminaires.

M. HURAUULT, directeur de La Cloche, Pays de la Loire – Merci. Effectivement, je tiens à souligner le fait, néanmoins, que chaque part de politique, collectivité ou autre, essaie, à son échelle, d'accompagner les structures. Je ne suis pas là en train de tirer à boulets rouges sur telle ou telle collectivité mais en tout cas, je pense qu'il est important de prendre soin de ceux qui aident.

Comme vous le soulignez très bien, il y a une baisse de bénévoles, comme par exemple dans des structures historiques comme Un brin de causette, qui ne peuvent plus ouvrir le dimanche parce qu'il n'y a plus assez de bénévoles pour cette structure. Ce sont des signaux qu'il faut vraiment prendre en compte. C'est la même chose pour ma collègue et homologue de l'UDAF, avec tous ces services qui sont vraiment en manque de moyens.

C'est souvent ce que l'on dit : la solidarité, et ce nouveau pacte que vous allez travailler, ce sont des moyens en plus, des moyens en plus peut-être pour de nouvelles actions, mais ne faut-il pas aussi penser aux actions déjà existantes et renforcer celles-ci, puisque nous manquons cruellement de moyens ?

C'est la même chose pour les Eaux vives, puisque je connais très bien nos amis des 5Ponts, dont l'équipe est parfois en souffrance et connaît un certain *turnover*. Le *turnover*, c'est compliqué puisque le public avec lequel nous travaillons est en perte de repères. Si nous-mêmes, nous partons, c'est encore une autre fracture pour eux et un autre abandon. Ce public est déjà abandonné. Il faut lui offrir des repères dans le temps et dans la durée et pour cela, il faut que nous puissions tenir. Mais nous tenons !

Merci pour ce temps et ces exemples. Je n'ai pas développé tout ce que nous faisons à La Cloche mais c'est effectivement le type d'ateliers que nous faisons pour le changement de regard. Nous sensibilisons aussi le grand public. Nous avons créé la première « fresque de la rue ». Vous connaissez très bien la « fresque du climat », pour la plupart d'entre vous. Nous avons justement créé la « fresque de la rue » pour changer le regard sur le monde de la rue, mieux comprendre ce que c'est qu'être en situation de rue et les connexions qu'il peut y avoir et sur lesquelles nous, nous portons un focus, évidemment, c'est-à-dire le lien social, qui, pour nous, est un des éléments essentiels.

Nous, nous sommes à l'inverse de la pyramide de Maslow, qui mettait en priorité les besoins primaires, à savoir se nourrir et se loger. Nous, nous sommes sur le cercle des besoins d'ATD Quart Monde, où tous ces besoins sont au même niveau. Pour la construction d'une personne, pour son insertion sociale, qui amène ensuite à l'insertion professionnelle, il faut travailler sur tous les sujets. Pour nous, c'est le lien social. Pour le logement et autres, ce sont d'autres associations, avec lesquelles nous travaillons. Nous, nous créons des événements, auxquels je vous invite toutes et tous à venir pour passer un temps agréable, parce que nous restons aussi dans la bonne humeur et la joie avec nos bénévoles et avec les personnes sans domicile. Merci à vous.

Mme la MAIRE – Merci. Marie-Josée Balducchi.

Mme BALDUCCHI, Présidente de l'UDAF 44 – Merci beaucoup pour toutes vos interventions, qui étaient très riches et très judicieuses, qui correspondent à ce que nous vivons au quotidien.

Pour répondre à Madame, là, vous m'avez touchée. Il est bien évident que malheureusement, les violences intrafamiliales touchent tous les milieux sociaux, tous, sans exception. On a parfois du mal à les identifier clairement.

Concernant les travailleurs sociaux, une conseillère a parlé tout à l'heure de la convention de 1966. Nous, nous sommes sous cette convention-là, à l'UDAF 44. Un mandataire judiciaire qui a une formation bac + 5, à qui l'on demande de passer un certificat national de compétence, qui dure deux ans, débute sa carrière à 1 450 euros nets par mois. Cette personne doit avoir des compétences dans le social, dans la gestion immobilière, dans la finance, dans l'humain, bien évidemment... Pour moi, cela me semble indécent.

À l'UDAF, nous avons d'énormes difficultés à recruter ces personnes-là, ces mandataires judiciaires. Quand nous les recrutons, en fait, ce sont de jeunes professionnels, qui se confrontent à de dures réalités, qui viennent se former à l'UDAF, il faut le dire, et ensuite, partent comme mandataires privés parce que les mandataires privés, il faut le savoir, suivent des situations moins difficiles, moins compliquées, et sont mieux rémunérés. Cela, c'est notre réalité.

Vraiment, moi, je tiens à rendre hommage à ceux qui viennent et qui restent, qui tiennent le coup. Merci à des personnes comme Maxime, à toutes les personnes qui accompagnent les désespoirs sociaux, de tenir le coup. Ce sont des métiers qui demandent énormément de compétences mais surtout, beaucoup d'abnégation, à l'heure actuelle, et malheureusement, nous en avons vraiment trop peu pour tenir à long terme dans ces métiers-là.

Je vous invite évidemment tous et toutes à venir visiter un programme d'habitat inclusif, à venir visiter nos services, notre espace de rencontre que, je le rappelle, vous financez en partie. Vous êtes les bienvenus. Merci.

Mme la MAIRE – Merci beaucoup. Frédéric Dabi.

M. DABI, Directeur général de l'IFOP – Je m'associe à mes deux camarades, Maxime Hurault et Marie-Josée Balducchi, pour vous remercier pour vos remarques et ce que vous avez dit sur nos interventions. Merci infiniment.

Il y a deux points que je souhaiterais mettre en avant. J'ai été frappé par ce terme de « mort sociale » liée à la solitude qui a été employé. Je pense que cela recouvre une vraie réalité.

En vous écoutant, je suis allé voir notre dernier baromètre pour la fondation Astrée sur la solitude. Nous ne parlons pas de « mort sociale » mais nous avons construit un indicateur de solitude chronique avant et après Covid. Le Covid, vous le savez, n'a rien créé mais il n'a fait qu'amplifier les tendances à l'œuvre. Nous sommes passés de 13 % des Français à 18 % des Français que nous avons pu caser dans cet indicateur de solitude chronique. Cela veut dire – oublions les pourcentages et tentons des extrapolations sur la base de l'ensemble des Français âgés de plus de 18 ans – que l'on est passé de 6,5 millions à 9,5 millions de Français en situation de solitude chronique. Et bien sûr, on trouve les personnes âgées, notamment du grand âge, dont nous parlions lorsque j'ai évoqué la question de la dépendance et des EHPAD.

Ma deuxième remarque porte sur ce qu'a dit Erwan Huchet, que j'ai beaucoup de plaisir à retrouver ce matin, sur la question de l'emploi, sur laquelle je suis peut-être allé un peu vite, et de la hiérarchie des préoccupations des Français.

Je me suis basé sur un indicateur posé par l'IFOP trois ou quatre fois par an depuis une trentaine d'années. Ce n'est pas la première fois que l'emploi n'est pas premier dans la hiérarchie des préoccupations des Français. La question est la suivante : est-ce pour vous un enjeu prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?

En 2002, quelques semaines avant le 21 avril, c'est la sécurité qui était arrivée en tête des préoccupations des Français et déjà, une actualité liée à Nanterre avait beaucoup frappé les Français. C'était la tuerie du conseil municipal qui, je trouve, à titre personnel, a été un peu oubliée, en termes de traumatisme.

En 2007, après la campagne présidentielle, la question du pouvoir d'achat avait été la première préoccupation des Français.

Là, ce qui change et ce qui, selon moi, est inédit, c'est à quel point l'emploi s'est évanoui du top des préoccupations des Français. C'est maintenant la dixième préoccupation. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de chômeurs. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas la question du temps partiel, notamment pour les femmes, comme cela a été rappelé, ou de la rémunération du travail. Mais l'écart entre pouvoir d'achat et emploi est maintenant d'une trentaine de points, quand ils coexistaient dans un écart de points raisonnable.

Pourquoi, aujourd'hui, l'emploi n'est-il plus aussi haut et même, s'est presque évaporé de la priorité des priorités des Français ? Il y a une baisse du chômage objective, même si l'on regarde surtout les catégories A. Sur les catégories A, B et C, c'est un peu moins évident.

Il y a, quand on travaille qualitativement auprès des Français, la petite musique des emplois non pourvus, que les Français voient sur le terrain, que les Français écoutent médiatiquement. Je vous dis les choses très directement : beaucoup de petites phrases prononcées par le chef de l'État, avant même son élection, depuis « les ouvrières illettrées de Gad » jusqu'aux propos les plus récents, ont pu choquer les Français, tel que mesuré par l'IFOP. La phrase qui a été prononcée il y a trois ans, qui a été réactivée notamment à Marseille, « traverser la rue pour trouver un emploi », je vous le dis très directement, n'a pas provoqué de mécontentement majoritaire.

Il y a aussi une autre dimension qui peut expliquer cela. C'est une fois de plus dans les enquêtes qualitatives. Vous l'avez compris, je préfère toujours le discours spontané des Français pour essayer de trouver les logiques de compréhension aux sondages quantitatifs, où l'on ne fait que mesurer les choses. C'est la petite musique sur l'assistanat, qui est une question historique que pose l'IFOP : êtes-vous d'accord avec la phrase suivante : « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ? Cela avait été mis sur l'agenda en 2008, 2009, lorsque Laurent Wauquiez avait parlé du « cancer de l'assistanat ». Cette phrase est maintenant partagée par deux tiers à trois quarts des Français, selon les périodes, et c'est majoritaire auprès des sympathisants de gauche.

Cela ne veut pas dire qu'il y a un discours anti chômeurs, loin de là, mais, comme je vous le disais également, aujourd'hui, pour les Français, à tort ou à raison – c'est leur perception –, être au chômage n'est plus une injustice. On peut trouver un emploi. Ce n'est plus une épreuve. L'épreuve, l'injustice, c'est d'avoir un travail qui paie mal, un travail qui ne permet pas de vivre, qui ne permet pas d'épargner. Vous l'avez vu sur le terrain, la mobilisation des « gilets jaunes », c'était cela : je cumule une, deux, voire trois activités avec mon mari ou ma femme, et je n'y arrive pas.

C'est ce qui explique l'importance de cette question du pouvoir d'achat, amplifiée par le contexte inflationniste qui, vous le voyez également, bouleverse complètement les repères, puisqu'il ne s'agit pas du tout de la petite inflation de 2008, 2010, qui était réelle, à hauteur de 3 à 5 %, mais qui a été relativement indolore pour les Français. Il ne s'agit pas non plus des années 1980, où, à partir de 1983, 1984, l'inflation baissait très fortement et que lorsque les pouvoirs publics communiquaient sur les 5 % d'inflation, nous étions dans la course avec... Vous vous souvenez peut-être de cette campagne de communication, avec une planche à voile floquée aux couleurs de la France, qui dépasse les planches à voile anglaise, allemande, italienne, espagnole... Cela avait donné beaucoup d'espoir.

Ce n'est pas ce contexte-là. C'est un contexte très anxiogène. Cela explique aussi ce distinguo et ce changement de paradigme entre le pouvoir d'achat et l'emploi pour les Français.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Merci beaucoup, à nouveau, pour vos présentations et pour ces réponses en conclusion ainsi que pour l'action que vous menez au quotidien.

Juste quelques mots, non pas pour conclure, parce que ce sujet ne se conclut pas et qu'en plus, en ce qui nous concerne, il va faire la transition avec la délibération que nous allons examiner juste après.

Je reviens d'un mot sur les discussions autour de l'emploi. Nous n'allons pas prolonger le débat mais je serais intéressée de connaître la réponse à la même question avec un prisme sur les quartiers la politique de la ville. Je le dis tout de même parce que nous sommes à un moment où le taux de chômage a beaucoup baissé dans le pays, et nous ne pouvons que nous en réjouir collectivement, mais où dans nos quartiers, à Nantes comme ailleurs et notamment chez les jeunes, et pas uniquement, il atteint encore entre 30, 40, 45, 50 %, pas à Nantes, mais dans certains quartiers de notre pays.

Je vous interrogerai tout à l'heure pendant le temps du déjeuner pour que vous me disiez si l'on a des retours d'enquête sur cette cible, parce que la difficulté, derrière, c'est bien la fragmentation du pacte républicain. La difficulté, derrière, c'est comment, dans la réalité mais aussi dans les perceptions, ces sujets sont ressentis différemment. Je le dis avec d'autant plus de vigueur que l'on a parfois tendance à opposer les territoires urbains et les territoires ruraux, dans notre pays, à dire que tous les territoires urbains sont riches. Quand on dit cela, quand on laisse répéter, sur les chaînes d'information en continu, en permanence, que les grandes métropoles sont prospères, on dit aux habitants des quartiers populaires qu'ils sont invisibles aux yeux de la République. C'est pour nous, à Nantes, un point de vigilance tout à fait absolu.

Le deuxième point sur lequel je voulais revenir, cela a été évoqué avec force, et je vous remercie de l'avoir fait, c'est la question des réalités de travail et de vie de celles et ceux qui passent leur semaine au service des autres. Je vous remercie de l'avoir fait parce que c'est rarement un sujet mis sur la table. Je salue le fait que cette question ait pu être posée dans cette enceinte parce que je mesure au quotidien combien elle joue pour les équipes, pour les hommes et les femmes, pour leur vie personnelle et familiale mais *in fine*, là aussi, pour la société tout entière. Parce que prendre soin de celles et ceux qui prennent soin, je pense que c'est également une nécessité pour la société.

Le dernier élément sur lequel je voudrais revenir, je crois que c'est Marie-Josée Balducchi qui l'évoquait dans ses propos introductifs, c'est celui de la santé mentale. Je ne vais pas beaucoup développer à cet instant mais vous allez voir que dans la délibération qui va suivre, c'est un sujet sur lequel nous nous positionnons.

Il se trouve que nous avons, à Nantes, Mme Gras-Le Guen, qui est professeure au CHU de Nantes et qui a été commise par l'État pour rédiger un rapport sur la santé mentale. Dans ce rapport, Marlène Collineau et moi avons eu l'occasion de l'entendre restituer un peu en avant-première au conseil de surveillance du CHU, il y a une dizaine de jours, elle propose clairement de faire de la santé mentale des enfants une grande cause du quinquennat.

Je le dis ici parce que comme maire, comme élus, nous pouvons témoigner, les uns et les autres, que tous les voyants sont à l'orange, pour ne pas dire au rouge. Quand je dis tous les voyants, ce sont les enseignants, qui nous disent que dans leur classe, un enfant qui doit être reçu en CMP a quinze ou dix-huit mois d'attente. Vous imaginez, dans ces cas-là, ce que cela dit pour l'enfant, ce que cela dit pour la famille, ce que cela dit pour la classe et pour les autres enfants et ce que cela dit pour les enseignants, qui nous disent à quel point ils sont démunis...

Je prends uniquement cet exemple pour ne pas être trop longue, mais du prisme de l'espace public au prisme des associations qui travaillent sur la grande fragilité au prisme de la communauté éducative, nous avons vraiment tous les signaux qui sont à l'orange, pour ne pas dire au rouge.

Je l'ai dit la semaine dernière en conseil métropolitain et je le redis ce matin : la Ville de Nantes est prête pour se mettre autour de la table avec l'Agence régionale de santé, avec l'hôpital, avec la médecine de ville aussi, parce que nous avons besoin de cette continuité, et avec l'ensemble des collectivités locales prêtes à être parties prenantes afin que, en tout cas là où nous sommes en responsabilité, quel que soit le devenir qui sera donné à ce rapport à l'échelle nationale – et j'espère qu'il sera la hauteur de l'analyse qui a été posée –, nous puissions nous dire, les uns et les autres, comment à Nantes, sur ce sujet en tout cas, nous sommes acteurs.

Et vous verrez dans la délibération qui va suivre que d'ores et déjà, nous prenons un certain nombre d'engagements très concrets sur ces sujets.

Merci beaucoup à vous. Je pense que nous pouvons applaudir nos intervenants.

(Applaudissements.)

Mme HAKEM, Adjointe, donne lecture du dossier n° 3, intitulé :

Stratégie nantaise des nouvelles solidarités 2023-2026 – Approbation

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vous propose d'enchaîner pour regarder ensemble la question de la stratégie qui est la nôtre, la stratégie nantaise des nouvelles solidarités.

Cela a évidemment du sens, après avoir partagé globalement les enjeux de la situation, de se dire : nous ne sommes pas spectateurs, nous sommes acteurs. Qu'est-ce que nous faisons ? Nous devons être humbles sur le fait que la Ville de Nantes fait, et fait beaucoup, et depuis de nombreuses années, mais que nous ne pouvons pas faire l'économie de nous réinterroger, de nous demander ce que nous devons bouger, ce que nous devons faire différemment, en lien avec les acteurs associatifs dans leur diversité, avec les collectifs et les citoyens.

C'est pour nous un sujet absolument majeur. C'est au cœur des engagements qui sont les nôtres. Un très, très gros travail a été réalisé par les équipes, par les services, et je veux d'emblée les en remercier très sincèrement.

Je donne la parole à Abbassia Hakem.

Mme HAKEM, Adjointe – Merci, Madame la Maire.

Je voudrais juste remercier, évidemment, comme vous tous, Frédéric Dabi, Maxime Hurault et Marie-Josée Balducchi pour leurs présentations. Ce qui m'est apparu et ce que j'ai envie de retenir, c'est que cela a embrassé la totalité du public qui souffre aujourd'hui de la précarité et de l'évolution des visages de ces publics. Nous sommes partis des personnes à la rue, précaires, en passant par les familles, et Frédéric Dabi a notamment insisté sur la tranche d'âge des 50-64 ans, très fragilisée également.

Le deuxième point qu'ils ont mis en avant, c'est la lutte contre le non-recours aux droits. C'est-à-dire que malgré tous les engagements et les actions que nous menons, nous nous apercevons encore aujourd'hui que le non-recours aux droits dépasse 50 %. Cela, c'est tout de même quelque chose d'important. Évidemment, la fracture numérique y joue un grand rôle, mais sans doute que d'autres facteurs interviennent.

Je voudrais simplement dire aussi, en deux mots d'introduction de cette délibération extrêmement importante, que c'est la feuille de route pour les trois années à venir, qui va pouvoir nous projeter également sur le mandat suivant. Mais la crise sanitaire, la hausse du recours à l'aide alimentaire, cela a été rappelé, l'augmentation des prix de l'énergie, les difficultés d'hébergement, en tous les cas, les collectivités sont en première ligne pour affronter ces différentes crises et pour répondre aux urgences.

C'est pour cela que nous avons proposé à la fois cette démarche de dialogue citoyen autour des solidarités, en faveur notamment de l'amélioration des conditions de vie et de la lutte contre l'isolement, et également, de pouvoir travailler à échanger et à mieux adapter nos politiques publiques dans ce domaine des solidarités pour faire face à ces défis. Et c'est sans doute aussi l'une des réponses. Je voulais réagir aux propos de ce matin sur le fait que nous étions restés pendant des années sur l'approche plutôt urbaine dans nos quartiers. Je veux m'inscrire en faux, et en faux en particulier pour la Ville de Nantes. Je sais que cela se fait ailleurs mais en tout état de cause, à la Ville de Nantes, la question de la cohésion sociale est un enjeu primordial.

Cette démarche recouvre trois objectifs : partager le diagnostic social et repérer les nouvelles situations de précarité et d'isolement, soutenir l'engagement solidaire et renforcer et inventer des solutions coopératives solidaires. Là encore, je rassure, à propos des remarques qui ont été faites tout à l'heure. Il ne s'agit absolument pas de déshabiller Pierre pour habiller Paul, mais bien de venir conforter ce qui existe déjà et d'essayer d'accompagner l'émergence des nouvelles actions dans le domaine des nouvelles solidarités.

Vous voyez des chiffres qui sont affichés. Je n'y reviendrai pas. Nous avons eu l'occasion d'en parler assez régulièrement. Je rappellerai peut-être simplement que nous avons déterminé 11 enjeux autour de trois grands axes et autour de 105 familles de propositions et 15 mesures phares.

Cette stratégie va de 2023 à 2026. Je vous l'ai dit, il y a sept engagements, que je reprendrai, autour de 100 actions concrètes et 15 mesures phares.

Le premier engagement est celui de lutter contre la précarité financière en agissant auprès des habitants qui sont confrontés à ces difficultés. Je rappelle simplement que nous avons réfléchi à de nouvelles modalités de calcul des aides facultatives délivrées par le CCAS, qui sont en cours de réflexion, pour prendre en compte davantage les difficultés budgétaires des familles monoparentales et des ménages subissant les effets de seuil. La collectivité s'attaquera le plus à la précarité financière des jeunes. La mesure phare, qui me tient excessivement à cœur, consiste à aider les jeunes en situation de précarité en ouvrant les aides facultatives du CCAS aux 18-25 ans. C'est vraiment le meilleur moyen de répondre aux difficultés que nous pointons du doigt depuis plusieurs mois maintenant en direction des étudiants et en particulier, des jeunes.

Le deuxième engagement est la lutte contre le non-recours aux droits, qui est un défi toujours permanent. Il s'agit de permettre aux habitants d'activer leurs droits au plus près de chez eux et en misant avant tout sur la relation humaine. Cela a été rappelé tout à l'heure : la question de l'humain est essentielle. La collectivité interviendra à différents niveaux

pour améliorer son action en faveur de la lutte contre le non-recours. Les actions phares que nous vous proposons sont au nombre de trois :

- ouvrir en proximité trois nouveaux lieux : des guichets d'accueil et d'accès aux droits du CCAS, dès cet été dans le quartier des Dervallières, à la Bottière l'année prochaine et à Nantes Nord en 2025 ;
- augmenter le nombre des permanences d'accès aux droits sur l'espace public et dans les lieux de vie collectifs dans l'ensemble de nos quartiers ;
- ouvrir la Maison de la longévité et des générations ainsi que cinq lieux de proximité pour faciliter l'accès aux droits des seniors. Vous aviez vu que les seniors étaient ciblés comme un public en extrême fragilité.

Le troisième engagement s'articule autour de l'amélioration des conditions de vie des Nantais. Notre stratégie propose un ensemble de mesures dans différents champs de l'urgence sociale et de la vie quotidienne.

J'ai entendu citer tout à l'heure l'épicerie sociale les 1 000 Fleurs du colibri, qui a été lancée à titre expérimental au printemps dernier. Nous allons la pérenniser. Je l'ai dit à l'occasion de la conférence de presse : il y a eu un très beau reportage qui a été fait par Télé Nantes sur cette épicerie sociale.

J'en parle à nouveau ici parce qu'hier, j'ai croisé en ville une dame du quartier de Bellevue, qui m'a dit deux choses. Elle m'a dit : « Madame Hakem, il faut absolument que nous nous voyions à la rentrée pour les questions de sécurité », puisque je l'avais rencontrée à ce sujet. Et dans un deuxième temps, elle m'a dit : « j'ai vu le reportage à la télé et c'est super, ce que vous faites. Je sais que nous allons pouvoir travailler ensemble ». Je le partage avec vous parce que ce sont des moments rares, qu'il faut utiliser, en particulier dans ce moment d'ambiance un peu lourde. En tout cas, on peut se dire qu'il y a encore des possibilités de travailler avec nos concitoyens.

Nous allons également accompagner les relations entre les enfants et préadolescents et leurs parents avec la mise à l'étude de l'ouverture d'un lieu d'accueil enfants – parents pour les 6-11 ans.

Nous allons agir pour l'accès aux soins des enfants en situation de précarité en créant trois postes supplémentaires de référents santé – Johanna Rolland y a fait référence à l'instant : c'est vraiment quelque chose d'extrêmement important de s'attaquer dès la petite enfance à ces questions – entre le service municipal de santé scolaire et les professionnels de santé.

Nous allons expérimenter une équipe de travail social de rue pluridisciplinaire pour venir en aide aux personnes en situation d'errance. Cela a été rappelé tout à l'heure par Maxime Hurault, les personnes en difficulté psychique ou psychiatrique à la rue sont en augmentation constante et il faut pouvoir avoir les moyens d'accompagner les personnes.

Nous allons également développer un nouveau dispositif d'accueil de jour pour jeunes migrants de 16 à 25 ans, sur lequel nous travaillons avec Yves Pascouau.

Le quatrième engagement est le renforcement de l'offre en matière de santé mentale sur le territoire nantais. Mme la Maire a tout dit sur cette question. Deux actions phares sont à mettre en place : le déploiement, dans tous les quartiers, des actions en santé mentale auprès des habitants et des associations qui sont confrontés aux problématiques de santé mentale et le renforcement de l'offre d'accompagnement psychologique proposée par la Maison des adolescents, notamment en augmentant le nombre de permanences psychologiques auprès des jeunes de quartiers prioritaires.

L'engagement n° 5 est la lutte contre les solitudes non choisies et l'isolement social, avec une action phare, qui est la création d'un dispositif d'aide dédié à la lutte contre l'isolement et à l'accompagnement solidaire des seniors nantais. Cela existe peut-être dans d'autres villes mais c'est un point sur lequel les Petits Frères des pauvres, notamment, nous ont beaucoup alertés. Cela répond également à la difficulté de l'isolement des seniors, aujourd'hui, et de ce qu'a souligné l'UDAF tout à l'heure, notamment sur l'isolement des aidants auprès des personnes âgées.

Le sixième engagement consiste à agir en faveur de la lutte contre les inégalités sociales environnementales, avec une action phare autour du renforcement et du développement des nouvelles réponses en faveur de l'alimentation durable accessible sur le territoire. Cela a également été rappelé en introduction, la question de l'alimentation est un défi majeur, aujourd'hui, rencontré évidemment par les personnes qui sont dans la précarité alimentaire mais également par tous les acteurs qui contribuent à la distribution de l'aide alimentaire, confrontés à la difficulté de la baisse des denrées alimentaires à distribuer. Le réseau des banques alimentaires a alerté sur ces questions, mais il va falloir également agir auprès des Restos du cœur et du Secours populaire dès maintenant pour pouvoir les accompagner, car le nombre de bénéficiaires est incalculable et en augmentation.

Le septième engagement tourne autour de l'organisation, de la création et du soutien de nouvelles solidarités, avec une proposition d'actions qui vont concourir au changement de regard des habitants sur les questions de précarité et d'isolement. Cette question de changement de regard est un enjeu également fort parce que si nous voulons créer de la solidarité, il faut aussi que nous puissions accompagner les personnes pour qu'elles aient un regard différent et pour lutter contre la stigmatisation des personnes en grande difficulté.

Il faut également avoir une meilleure reconnaissance des compétences de chacun, de chaque intervenant dans ce domaine et un soutien à l'engagement solidaire citoyen et à l'action des associations. C'est un enjeu fort, qui a également été rappelé tout à l'heure. Il faut maintenir ce soutien aux associations qui sont en prise directe avec les personnes qui rencontrent des difficultés et bien sûr, travailler à l'animation de l'interconnaissance des coopérations entre les acteurs de la solidarité.

J'en viens à l'une des actions fortes de cet engagement : la création de la Coopérative nantaise des nouvelles solidarités, qui n'est pas un lieu supplémentaire qui viendra se superposer à quelque chose mais qui sera bien un lieu ressource devant permettre aux différents acteurs de se rencontrer, de se connaître, de partager et de construire ensemble des actions qui pourront répondre directement aux personnes en fragilité.

Pour accompagner cette création d'une coopérative nantaise, deux appels à coopération seront diffusés, l'un en 2024, qui tournera notamment autour de l'alimentation, puisque je vous disais que c'était l'un des défis qui se posaient à nous aujourd'hui, et un autre en 2025 pour pouvoir accompagner. Ce n'est absolument pas un appel à projets et un tir « *one shot* » : il s'agit bien d'accompagner et de pérenniser des actions dans le domaine.

Voilà pour les engagements présentés. Évidemment, ce sont des engagements, des mesures et des actions phares qui existent dans un environnement qui vit la ville aujourd'hui et que vous connaissez pour la plupart. Et nous ne faisons pas tout seuls, comme cela a été dit tout à l'heure, mais bien en relation et en soutien avec beaucoup d'acteurs.

Vous avez évidemment repéré, sur cette *slide*, le nombre d'actions concrètes qui sont menées par d'autres acteurs. J'en retiendrai une, puisque nous avons parlé de la précarité notamment financière et budgétaire. C'est notamment tout le travail avec le Crédit municipal autour des microcrédits, de la micro-épargne et de l'aide au budget des familles.

Voilà pour ce document.

J'en terminerai avec le calendrier. La stratégie a été présentée au conseil d'administration le 21 juin dernier. Je ferai une petite parenthèse, notamment pour Mme Weiss, puisqu'elle nous faisait la proposition de conventionner avec les Bureaux du cœur : je voulais lui dire que c'était fait. Nous avons anticipé cette action-là parce que nous sommes énormément sollicités par les acteurs des Bureaux du cœur.

Aujourd'hui, dans ce conseil municipal, nous validons et nous adoptons cette stratégie et nous reviendrons à l'automne auprès des différents acteurs qui ont participé à l'élaboration de ce diagnostic et de cette stratégie, en les remerciant évidemment. Je m'associe aux remerciements qu'a faits Johanna Rolland à l'instant à l'intention des équipes du CCAS, mais aussi à l'ensemble des directions de la Ville et de la Métropole, qui ont œuvré pendant plusieurs mois pour essayer de concrétiser des actions à mettre en place.

Je terminerai par un engagement extrêmement fort de la Ville. Je suis fier de pouvoir le dire ici et je le dis notamment au regard de ce que j'ai entendu de la part de Frédéric Dabi sur l'analyse qu'il a pu faire et dans la présentation qu'il a pu faire : une enveloppe de plus de 2 350 000 euros pour pouvoir financer et accompagner ces nouvelles mesures, franchement, je trouve que c'est un engagement extrêmement fort, qui vient en plus de ce qui existe. Je le dis parce que je ne voudrais pas laisser voguer des rumeurs qui soient fausses.

Mme la MAIRE – Merci beaucoup, pas simplement pour cette présentation, mais pour tout le travail qu'il y a derrière et surtout, tout le travail au quotidien.

Foulques Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Bonjour à tous.

Sur l'engagement n° 2, qui concerne le recours notamment aux aides pour les plus jeunes, je vais peut-être le formuler sous forme de question, mais je le ressens comme un regret, le regret que le lien ne soit pas assez fait avec ce que Mme la Maire évoquait tout à l'heure, notamment dans les quartiers de la politique prioritaire de la ville, que le lien ne soit pas assez fait avec la question de l'emploi.

Je pense profondément que ce que demandent les plus jeunes, notamment lorsque l'on atteint les 30, 40 % de taux de chômage dans certains quartiers au sein de cette population-là, ce n'est pas un accès facilité aux aides mais clairement, la dignité par le travail. Je pense que nous sommes d'accord là-dessus, je l'espère en tout cas.

Du coup, il est dommage que cette stratégie ne fasse pas le lien avec la stratégie d'actions de formation professionnelle renforcées pour ces publics dans ces quartiers. Nous avons tous connaissance d'initiatives très vertueuses comme « territoire zéro chômeur de longue durée ».

Mais le débat que nous avons eu ce matin est intéressant parce qu'il y a peut-être un changement de paradigme. Effectivement, avec l'amélioration globale de la situation de l'emploi, on se retrouve avec des populations aujourd'hui au chômage qui sont les plus éloignées de l'emploi. Et plus cela s'améliorera au global, plus il sera compliqué et difficile d'amener les personnes qui restent au chômage vers l'emploi. Pour certaines, c'est triste mais il n'y a pas forcément de retour possible, et c'est pour cela que les aides sont là.

Est-ce que vous pourriez mettre cela en perspective avec ce que vous prévoyez sur le volet de l'emploi et de la formation professionnelle ? Je trouve dommage que le lien ne soit pas fait. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Je veux juste dire un mot d'emblée sur ce sujet, parce que c'est un sujet très important. C'est effectivement une annonce phare que nous faisons aujourd'hui.

D'abord, je partage avec vous un point, Monsieur Chombart De Lauwe, qui est que la jeunesse, les jeunes aspirent à leur autonomie et à leur émancipation et que pour une part d'entre elles, oui, moi, je crois que cette émancipation passe par le travail. Donc évidemment que le lien est fait, évidemment que l'accompagnement est fait.

Mais il y a des réalités sur lesquelles on ne peut pas fermer les yeux. C'est qu'aujourd'hui, à Nantes, c'est un fait, en tout cas, moi, j'en rencontre qui me le disent, parfois avec beaucoup de honte, d'ailleurs, il y a des jeunes qui doivent choisir entre manger à midi ou manger le soir. C'est une réalité d'une partie de la jeunesse.

Je le dis parce que je pense qu'il y a une partie de l'analyse, dans ce que vous dites, je me permets de l'évoquer, qui ne tient pas, par définition. C'est que cela concerne aussi des étudiants. Moi, je pense qu'il est important que nous ayons des gens qui sont en situation d'études. Je ne crois pas qu'il soit sain de dire à nos étudiants qu'il faut qu'ils arrêtent leurs études pour se mettre au travail. Moi, je veux qu'ils puissent faire leurs études pour choisir leur projet de vie, quel que soit ce projet de vie, demain.

Je le dis très clairement et très simplement, je vous le dis, Monsieur Chombart De Lauwe, je le dis aussi à Mme El Haïry, même si elle n'est pas là aujourd'hui, puisque, vous le savez sans doute, il y avait une proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale pour que les jeunes puissent accéder à un repas à 1 euro. Cette proposition de loi a été refusée. Je le dis : je pense que c'est une faute politique lourde. Mais le pire, c'est la réponse qui a été faite à cette occasion par certains membres du gouvernement, puisque l'argument donné était : « on ne voudrait pas que des enfants de millionnaires se retrouvent à bénéficier des repas ».

Moi, au Secours populaire, la semaine dernière, il y a trois semaines et il y a six semaines, je le redis, je n'ai vu aucun enfant de millionnaire. Par contre, des jeunes en détresse, des jeunes en rupture familiale, des jeunes dont les propres parents n'arrivent pas à assurer la dignité et la survie de leur famille, des jeunes de cette nature, j'en ai vu.

Donc oui, je peux vous dire que nous aurions tant aimé ne pas nous retrouver à devoir prendre cette décision. Nous aurions tant aimé ne pas nous retrouver dans une situation où des jeunes filles, alors que j'étais avec Pauline Langlois, m'ont raconté pourquoi, pendant le Covid et après le Covid, quand d'autres étudiants – et je vais rester sur ce champ-là – les invitaient à sortir à une activité, pourquoi elles n'y allaient pas. Elles n'y allaient pas parce qu'elles savaient au fond d'elles que jamais, elles ne pourraient leur rendre l'invitation, qu'elles, elles ne pourraient jamais les inviter à manger chez elles.

Je prends cet exemple très concret, issu du terrain, issu des expériences de vie, parce que cette réalité est présente. Moi, je refuse que nous fermions les yeux sur ce qui est une réalité, dans notre pays. Chacun prend ses responsabilités. Le gouvernement, en l'espèce, a refusé de les prendre. Nous, à Nantes, nous les prenons.

Robin Salecroix.

M. SALECROIX, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire, merci, chère Abbassia, pour la présentation de cette délibération.

Chers collègues, cela a été dit, la réalité vécue par nos concitoyens nous oblige. 17 % des Nantais vivent sous le seuil de pauvreté : 46 000 personnes, 46 000 femmes et hommes, 46 000 visages de la précarité, 46 000 vies et destins contraints par les questions financières comme matérielles.

Ces chiffres, pour autant, ne doivent en aucun cas masquer le halo beaucoup plus large de la précarité, qui recouvre, nous l'avons vu, des réalités diverses, et touche notamment, au cœur d'une crise inflationniste sans précédent, ceux que l'on pouvait croire peut-être à l'abri des difficultés. Je pense bien évidemment aux salariés, aux employés, aux ouvriers de nos territoires qui, malgré le fait qu'ils disposent d'un travail, qu'ils se lèvent tôt le matin et rentrent tard le soir, n'arrivent plus à joindre les deux bouts, tant le coût de la vie flambe.

Quand j'entendais M. Huchet évoquer, il y a quelques instants, une bataille de l'emploi potentiellement gagnée, je ne peux que l'inciter à l'humilité. Comme le disait M. Dabi, un taux de chômage en baisse ne signifie pas forcément prospérité en hausse, notamment en plein cœur de la flambée des prix, quand le travail, malheureusement, ne paie plus et quand la fin du mois commence désormais le 5 ou le 10 du mois.

Quid, donc, Monsieur Huchet, de la question de la hausse des salaires, de la hausse du SMIC, de l'indexation des salaires sur l'inflation ? Le jour où le travail payera, là, vous pourrez clamer que la bataille est gagnée.

Et pour qu'il n'y ait pas de jaloux, je voulais aussi rebondir sur les propos de M. Chombart De Lauwe. Je pense que c'est une grave erreur que d'opposer la question de la protection des aides et la question de l'emploi. C'est nier la réalité elle-même à la fois des accidents de la vie et du fait aussi que ces aides, notamment facultatives, du CCAS, peuvent aider

ceux qui sont en emploi, parce que justement, aujourd'hui, les rémunérations ne sont pas à la hauteur. Et c'est nier aussi tout le travail qui est mené par les services, par les élus, notamment à la jeunesse – je pense à notre adjointe Pauline Langlois –, autour de la question de l'insertion, de l'emploi, à la fois dans notre rôle d'employeur mais aussi de mise en avant et de mise en dynamique de tant d'initiatives sur nos territoires.

Il y a donc urgence à agir, et cette stratégie de solidarité que les élus du groupe « gauche commune » ont appelée de leurs vœux, est évidemment bienvenue.

Tout d'abord, sur la méthode, cette actualisation de notre stratégie et donc, de notre politique publique des solidarités, s'est faite par et pour nos habitants. Et c'est bien toute l'originalité et le propre de cette démarche d'assises des nouvelles solidarités, qui nous a permis, justement, d'associer nos usagers, les forces vives du territoire, qu'elles soient associatives, qu'elles soient de collectifs ou d'entreprises, et des professionnels, notamment du service public, à l'écriture même de notre feuille de route.

Pour éviter l'effet de saupoudrage, nous avons également fait le choix de concentrer nos forces sur ces nouveaux visages de la précarité tout en maintenant notre effort permanent dans la lutte contre les inégalités, comme en atteste le budget du CCAS, en augmentation régulière, et qui s'élève à plus de 68 millions d'euros.

Au titre des nouveaux dispositifs, nous décidons par exemple d'investir dans le champ de la jeunesse, pan oublié, cela a été rappelé par Mme la Maire, des politiques publiques gouvernementales, avec le refus, cela a été dit également, de sanctuariser les repas à 1 euro ou le refus, encore, d'étendre le bouclier social du revenu minimum de solidarité aux moins de 25 ans. Situation inadmissible qui fait que dans ce pays, on peut à la fois être majeur en âge mais mineur en termes de droits et de protection sociale.

À l'inverse, notre Ville s'engage, et la présentation de ma collègue Abbassia Hakem l'atteste, par l'ouverture des aides facultatives du CCAS aux 18-25 ans, en répondant aux situations d'errance et d'extrême fragilité sur l'espace public par l'expérimentation, par exemple, d'une équipe pluridisciplinaire de travail de rue, en répondant aux défis du « bien manger », de l'alimentation saine et de qualité, par le lancement d'un appel à coopération, proposition issue du Parti communiste et dotée de 500 000 euros sur la période 2024-2025, permettant, dans un premier temps, de fédérer les acteurs autour de cet enjeu et d'engager des actions sur un autre thématique ensuite.

Ces actions, pour conclure, comme l'accent mis sur le déploiement du service public en proximité, attestent une fois encore l'engagement farouche de notre majorité de gauche pour de nouvelles solidarités et dans la lutte contre toutes les inégalités, socle fondateur de notre action au service des Nantais.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Oui, c'est juste pour répondre à Robin Salecroix.

Je crois que cela a été dit tout à l'heure : il ne faut pas confondre opinion et réalité. 8 % du RSA, 8 % de personnes allocataires du RSA en moins, sur le département, ce n'est pas rien.

Vous savez, en politique, il faut aussi choisir ses combats. Et quand il y a des choses qui vont dans le bon sens, à mon avis, il faut plutôt encourager les tendances, encourager ce qui va bien, dire que oui, il y a un emploi aujourd'hui bien plus important qu'il ne l'était hier, que oui, les questions concernant le pouvoir d'achat sont des questions importantes et qu'évidemment, lorsqu'il y a plus d'emplois, eh bien on peut commencer à parler de ces questions-là, et c'est bien.

C'est bien, parce qu'auparavant, le sujet, c'était d'avoir un emploi. Aujourd'hui, plus de gens ont un emploi et en effet, il faut que ces emplois soient mieux rémunérés. Pour qu'ils soient mieux rémunérés, il faut une économie qui tourne bien. Et pour que cette économie tourne bien, il faut des entreprises, il faut des acteurs qui aillent dans le bon sens, qui gagnent des marchés et qui ramènent de l'argent dans le pays. C'est ce que nous essayons de faire, parce que la solidarité, elle ne fonctionne que quand globalement, la France tourne bien.

Moi, je suis plutôt de ceux qui disent que la France va dans le bon sens. Il y a forcément des choses à corriger. Encore faut-il en avoir les moyens, mettre des politiques en place pour pouvoir satisfaire à ces différentes difficultés que nous rencontrons, qui sont réelles et dont nous avons beaucoup discuté ce matin.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Je note au passage que sauf erreur de ma part, je n'entends pas de réponse à l'interpellation qui est la nôtre sur le refus du repas à 1 euro et le fait que nous nous trouvons donc contraints, nous, de prendre nos responsabilités. Sauf si cela m'a échappé, je n'ai pas entendu d'éléments sur ce point tout à fait précis.

Delphine Bonamy.

Mme BONAMY, Adjointe – Merci. Chers collègues, je tenais tout d'abord à saluer cet engagement financier vraiment conséquent sur les actions de solidarité que notre collectivité souhaite porter, comme notamment l'ouverture d'aides financières aux jeunes de moins de 25 ans ou la création d'un lieu d'accueil parents – enfants pour les 6-11 ans.

Alors que le gouvernement a refusé les propositions d'ouverture du RSA aux jeunes ou la proposition de loi « mieux manger », comme vous l'avez rappelé, Madame la Maire, nous agissons concrètement, à Nantes, pour aider les personnes en situation de précarité.

Notre groupe écologiste et citoyen souhaite également faire deux propositions.

La première concerne les gens du voyage, les Roms, et plus globalement, les habitants des bidonvilles, qui semblent assez peu concernés ou mentionnés dans les actions phares de cette stratégie. Or la métropole de Nantes compte aujourd'hui 58 sites, avec 2 800 habitants en bidonville, dont une partie sur la ville de Nantes. Leurs conditions de vie sont tout simplement indignes et dangereuses et il est urgent de stabiliser ces populations dans des installations décentes et de permettre la scolarisation des enfants. Nous devons nous donner comme un objectif commun la scolarisation de 100 % des enfants sur notre territoire.

De plus, nous allons voter tout à l'heure une délibération qui vise à améliorer les conditions d'accueil des primo arrivants à Nantes, et nous nous en réjouissons. Mais nous le redisons encore et toujours : l'accueil ne doit pas se limiter aux personnes qui ont signé un contrat d'intégration républicain avec l'État. Nous le répétons : l'accueil doit être inconditionnel.

Enfin, une partie de ces habitants des bidonvilles ou des migrants travaillent par ailleurs dans le domaine de l'agriculture, et il apparaît nécessaire d'engager un travail avec leurs employeurs concernant l'évolution de leurs conditions de vie sur notre territoire.

Cela me permet de faire notre deuxième proposition, qui concerne l'alimentation. La stratégie que nous allons voter porte en effet sur la volonté d'agir dans ce registre pour différentes raisons : on l'a dit, la précarité alimentaire grandissante, mais aussi les enjeux de santé, les questions de stigmatisation, aussi, des personnes qui sont en précarité.

Il existe, au niveau national, un projet porté par un collectif d'associations pour instaurer une sécurité sociale de l'alimentation. Qu'est-ce que c'est ?

Au même titre que notre sécurité sociale, quand on va chez le médecin, la consultation est prise en charge, quels que soient nos revenus. Déclinée à l'alimentation, la sécurité sociale vise à rendre accessible une nourriture saine et respectueuse de l'environnement au plus grand nombre. Le principe est de verser 150 euros par personne et par mois pour acheter par exemple des yaourts, des fruits, des légumes, etc., chez des producteurs que les personnes auront choisis par un processus démocratique au préalable et avec lesquels elles décident de conventionner, ce qui aura un impact positif également sur la précarité des producteurs. Les personnes versent donc une cotisation en fonction de leurs revenus.

Sur la Métropole, une dynamique est déjà lancée, que nous soutenons et appuyons. Elle a déjà réuni 90 acteurs fortement intéressés, portés notamment par l'association VRAC. Au travers de ces nouvelles solidarités, notre groupe appelle également la Ville à s'engager sur ces sujets aux côtés de la Métropole, voire du Département.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire.

Beaucoup de choses ont déjà été dites. C'est vrai que nous vivons ou que nous subissons des évolutions majeures, qui ne sont pas totalement récentes mais qui, de mon point de vue, s'amplifient.

Jusqu'à présent, nous avons des inégalités, de la précarité qui se créait entre ceux qui n'avaient pas d'emploi et ceux qui en avaient un. Nous avons ce nouveau phénomène de l'emploi qui paie mal et donc, une partie de nos concitoyens qui, malgré le fait qu'ils travaillent, malgré le fait qu'ils ont un CDI, malgré le fait qu'ils travaillent à temps plein, se retrouvent dans l'incapacité, très rapidement, en début de mois, de finir le mois, et qui se retrouvent en situation de précarité.

Évidemment, la solidarité nationale et la solidarité locale doivent jouer aussi pour ces publics, et je crois que c'est un peu notre rôle et notre honneur au niveau local d'apporter des réponses supplémentaires. Donc évidemment, avec mes collègues du groupe, nous voterons ce plan d'action.

Je crois que nous avons des budgets supplémentaires et des actions qui ont été présentés par Abbassia Hakem qui vont dans le bon sens. Je crois que nous avons encore aussi sans doute à progresser sur le lien entre nos différentes compétences.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer ensemble, mais c'est vrai que dans notre compétence en matière d'école, nous inscrivons des enfants dans nos écoles et nous n'avons pas toujours de suivi sur leur situation familiale, personnelle. On peut se rendre compte, au bout de plusieurs jours, de plusieurs semaines, que ces enfants sont dans

des situations familiales extrêmement compliquées, qu'une partie d'entre eux n'ont pas de logement, dorment à la rue. Je pense donc que nous avons encore à progresser sur la façon dont nous, en interne, nous pouvons identifier le plus tôt possible ces situations de précarité afin de les accompagner au mieux.

Par ailleurs, plusieurs collègues ont évoqué la question du non-recours. C'est vrai qu'il existe beaucoup de dispositifs pour accompagner l'ensemble de nos concitoyens qui sont en situation de précarité. Ce plan d'action va venir apporter, je l'espère, des réponses pour un certain nombre d'entre eux. Je crois aussi que derrière, puisque qui dit non-recours dit, au moins pour une partie des gens, une question d'accès à l'information des dispositifs existants, nous avons sans doute aussi ce défi à relever de faire connaître les dispositifs qui existent, qu'ils soient portés par la Ville, par des acteurs associatifs ou par l'État, pour amener de plus en plus de gens à avoir recours aux dispositifs existants et donc, diffuser les offres existantes de soutien et d'accompagnement social, financier pour réduire au maximum ces difficultés.

En tout cas, je vous le redis, nous voterons ce plan d'action aujourd'hui.

Mme la MAIRE – Merci. Juste deux mots.

D'abord pour dire que je rejoins assez l'analyse qui est la vôtre, quand on regarde ce sur quoi nous devons encore progresser collectivement, en l'occurrence, sur l'identification, via les écoles, de situations familiales compliquées. Je pense que l'un des leviers que nous avons sur ce sujet, c'est la santé scolaire. Je le dis parce que nous sommes l'une des douze villes, en France, à avoir gardé un service de santé scolaire. On sait que c'est l'un des moments où l'on touche les parents, où l'on touche beaucoup de parents. Je le dis aussi parce que là également, dans la contractualisation en bonne intelligence entre l'État et les villes, nous avons des réévaluations à faire au titre tout simplement de l'augmentation du nombre d'habitants et du nombre d'enfants dans nos écoles, si l'on regarde les choses sur une quinzaine d'années.

Pour donner juste un chiffre, que je vérifiais et confirmais auprès de Marlène Collineau, puisque nous avons fait ce point la semaine dernière : c'est à peu près 1 million d'euros que la Ville sollicite aujourd'hui auprès de l'État, non pour demander des moyens supplémentaires mais pour demander seulement une indexation objective sur le nombre d'enfants en plus que nous avons dans nos classes.

Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, beaucoup de choses ont été dites, s'agissant de cette stratégie des nouvelles solidarités : un plan d'action qui est construit, qui a été construit pendant quasiment un an, Abbassia Hakem le disais tout à l'heure, avec toutes celles et tous ceux qui ont voulu participer à la fois au diagnostic mais aussi à l'identification d'un certain nombre de situations nouvelles et à l'identification de modalités d'action qui méritaient d'être améliorées ou de modalités d'action inexistantes qu'il s'agissait de créer en partant de rien.

Quand je dis « toutes celles et tous ceux », ce sont à la fois des collectifs, des associations, mais aussi des personnes individuelles, qui souhaitent s'engager ou qui se sont engagées par le passé et qui souhaitent le refaire, ou des personnes qui, elles-mêmes, sont dans une très forte précarité. Nous avons essayé de collecter tout ce qu'ils pouvaient nous dire, toute leur expérience de l'engagement.

Nous avons aussi essayé d'identifier ce qui fait qu'un engagement comme celui-ci contre la précarité et la grande précarité pouvait exister, pouvait être particulièrement fort dans une ville comme la nôtre, de manière à leur donner aussi les moyens, à toutes ces associations, à tous ces collectifs qui s'organisent, d'attirer de nouveaux bénévoles, bénévoles sans lesquels leurs actions et parfois même les nôtres ne peuvent pas aller jusqu'au bout.

C'est donc un diagnostic qui a été partagé avec eux, de nouvelles situations de précarité qui ont été identifiées, des modalités d'engagement, des leviers d'engagement qui ont également été identifiés et puis des solutions solidaires qui ont été conçues et qui sont d'ores et déjà en train d'être déployées, pour certaines, et d'autres qui le seront à l'avenir, comme Abbassia Hakem l'a décrit tout à l'heure.

Tout cela se résume en 97 cahiers d'acteurs. Le terme peut surprendre. Globalement, c'est lorsque des gens se mettent ensemble pour rédiger un certain nombre de propositions. Et ce sont 367 contributions individuelles, donc 367 personnes qui ont pris la plume, qui ont répondu à des questions sous format vidéo ou sous format audio, de manière à pouvoir partager leurs expériences et leur vécu, soit parce qu'elles sont elles-mêmes précaires et bénéficient de la solidarité de la société, soit parce qu'elles sont elles-mêmes engagées et bénévoles, soit parce qu'elles sont les deux, et c'est souvent le cas.

Voilà en ce qui concerne cette méthode du dialogue citoyen appliquée non pas à un aménagement ou à un équipement collectif, mais réellement à une politique de solidarité, à quelque chose qui va se déployer dans le temps, qui est difficile à identifier parce qu'il n'y a pas un jour J où l'on inaugure un équipement ou un aménagement, quelque chose qui se déroule dans le temps grâce à toutes ces associations, à tous ces collectifs et à toutes ces personnes qui s'engagent au quotidien.

En cela, c'est au nom du groupe « Nantes citoyenne, sociale et écologique » que je m'exprimais.

Mais je voulais ajouter juste un point, qui concerne la question du non-recours aux droits, puisque c'est un élément qui particulièrement difficile à traiter. Même si c'est un sujet qui est peu abordé parce que l'on aborde plus souvent les abus qui peuvent exister et beaucoup moins souvent les situations de non-recours aux droits, qui sont nombreuses, qui sont documentées par les chercheurs, par les universitaires. On sait qu'une partie de ces non-recours aux droits sont difficiles à traiter, parce que l'on ne peut imposer à personne d'aller bénéficier de ses droits.

En revanche, on peut leur faciliter la tâche, faciliter l'accès aux droits notamment au travers de ce qui sera réalisé grâce à cette stratégie : nous allons accentuer encore plus que ce qu'elle n'est la décentralisation de la capacité d'ouvrir des droits, de la capacité de se renseigner, d'abord, et de la capacité de présenter son dossier de manière à pouvoir, pas très loin de chez soi, quasiment au cœur du quartier où l'on habite, ouvrir des droits nouveaux auxquels les personnes précaires peuvent prétendre.

Voilà, en quelques mots, ce que je voulais vous dire. Merci aux uns et aux autres et j'espère que ce vote sera aussi unanime que possible.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je voudrais dire simplement quelques mots avant de mettre la délibération aux voix.

D'abord, je voudrais à nouveau saluer et remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce travail long, patient, exigeant, pas facile, et remercier plus globalement l'ensemble des agents du service public qui, au quotidien, traduisent tout cela dans les faits, dans les actes, et qui le font en hybridation, en bonne intelligence, main dans la main avec les acteurs associatifs dans leur diversité et les collectifs citoyens et habitants qui agissent dans notre ville. Et nous savons qu'ils sont nombreux.

La deuxième chose, c'est que j'évoquais tout à l'heure les questions de santé mentale. Vous comprendrez que nous en faisons aujourd'hui un point d'attention absolument majeur. Dans la présentation qui a été faite et dans les décisions que nous prenons aujourd'hui, il y a un certain nombre d'actes très concrets. J'en ré-évoque simplement ici quelques-uns.

Nous faisons le choix de venir renforcer le soutien apporté à la Maison des adolescents, parce que nous savons que c'est aujourd'hui une nécessité absolue.

Nous faisons le choix d'ouvrir un lieu parents – enfants avec cette attention particulière parce que là aussi, sur la continuité des parcours, il y a des enjeux. Il y a un rapport national qui est sorti et qui démontre qu'aujourd'hui, un enfant sur dix souffre de troubles en santé mentale, même si cela recoupe des acceptions et des réalités extrêmement diverses.

Et puis, quand on évoque les sujets de médiation et de médiateurs en santé, nous accordons aussi une importance toute particulière à ces sujets.

Nous faisons donc le choix à la fois d'une stratégie globale mais aussi d'un certain nombre de partis pris, de nous dire quelles sont les priorités, sur quoi nous décidons de nous concentrer.

Et puis nous avons aussi fait évoluer, je le dis modestement, des choses que nous avons pu imaginer au début.

Vous savez peut-être que dans les engagements que nous avons pris devant les Nantais, nous parlions d'un appel à projets « nouvelles solidarités ». D'abord, les acteurs nous ont dit : « vous êtes sympas, les institutions, mais maintenant, nous avons bien compris qu'avec vous, tous autant que vous êtes, tous niveaux de collectivités confondus, État..., et toutes sensibilités confondues, en fait, "appel à projets" est un vocable parfois utilisé pour gérer la pénurie financière et nous mettre en compétition les uns avec les autres. » Nous avons reçu ce message cinq sur cinq. Nous faisons donc le choix d'un appel à coopération et d'un budget dédié, sacralisé et affiché comme tel.

Je crois que sur le fond comme sur la méthode, cette stratégie présentée aujourd'hui ne serait pas ce qu'elle est s'il n'y avait pas eu l'apport et l'exigence positive de celles et ceux qui y ont contribué. Je veux donc devant vous, ce matin, vraiment les saluer et les remercier.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme la MAIRE – Chers collègues, nous allons devoir faire la pause déjeuner maintenant. Nous reprendrons nos travaux à 14 heures. Merci.

Suspension de séance : 12 h 45.

Reprise de séance : 14 h 36

Mme la MAIRE – Mes chers collègues, je vous propose de vous asseoir. Nous allons reprendre nos travaux. Je donne la parole à Abbassia Hakem pour la délibération n° 4.

Mme HAKEM, Adjointe, donne lecture du dossier n° 4, intitulé :

Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté – Convention annuelle 2023 entre Nantes Métropole et l'État/Conventions 2023 entre Nantes Métropole et les porteurs de projet de la métropole – Approbation

Mme HAKEM, Adjointe – Il s'agit ici de la délibération qui présente la convention entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole pour venir soutenir financièrement des subventions accordées par l'État et la Ville dans le cadre du plan « pauvreté ».

Notre volonté est de porter la lutte contre les inégalités sociales de santé et la lutte contre les inégalités scolaires, qui sont des priorités majeures de la Ville de Nantes. Elles se déclinent notamment dans sa politique éducative et sa politique de santé.

Le projet éducatif de territoire « bien grandir à Nantes » poursuit ainsi trois objectifs. Le premier, offrir à tous les enfants les meilleures conditions d'apprentissage, le deuxième, lutter contre les inégalités dès le plus jeune âge et le troisième, permettre aux enfants aujourd'hui de devenir les citoyens éclairés de demain.

Le contrat local de santé 2019-2024 vise, dans son premier axe, notamment, à favoriser le bien-être psychique des Nantaises et des Nantais.

Afin de renforcer ses actions autour de ces deux enjeux majeurs, la Ville de Nantes s'est saisie des 2019 du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté et poursuit ainsi son engagement en 2023 autour de quatre actions.

La première tourne autour du renforcement de l'accompagnement périscolaire en REP et REP+. Il s'agit là de soutenir la création de 20 postes de directeur adjoint périscolaire sur 20 sites, à hauteur de 150 000 euros.

La deuxième action porte sur la médiation scolaire sur le territoire nantais. Il s'agit de financer deux postes de médiateurs qui pourront intervenir auprès des familles sur les lieux de vie afin de favoriser le lien social et d'assurer le lien entre les familles et l'institution scolaire, pour un montant de 80 000 euros.

La troisième action est le renforcement de l'accès aux soins à destination des enfants en situation de précarité. Il s'agit ici d'étendre le programme de réussite éducative de la Ville de Nantes à de nouveaux quartiers prioritaires, avec trois référents de parcours santé qui pourront accompagner la mise en place des parcours de soins permettant d'identifier les besoins des enfants et de leur famille, à hauteur de 36 064 euros.

Nous avons également la formation et l'organisation de groupes de parole pour apprendre à répondre à des problématiques de santé mentale, avec un coût d'action de 11 000 euros.

Je vous demande évidemment votre approbation pour l'engagement financier à hauteur de 138 532 euros dans le cadre de cette convention entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme HAKEM, Adjointe, Adjointe, donne lecture du dossier n° 5, intitulé :

Rapport d'activité 2022 du Centre communal d'action sociale – Présentation

Mme HAKEM, Adjointe – Il s'agit ici de prendre acte du rapport d'activité de 2022 du Centre communal d'action sociale.

Je vous livre juste quelques chiffres, tout de même, puisque nous avons beaucoup parlé de solidarité ce matin.

Je voudrais rappeler l'actualité et l'activité de notre CCAS pour permettre une meilleure réponse aux personnes accueillies, notamment dans le cadre de la direction de l'inclusion sociale. Ce sont plus de 7 000 ménages nantais qui ont bénéficié d'au moins une aide financière, tous dispositifs confondus. Ce sont 43 010 passages en flux total et ce sont près de 19 900 appels téléphoniques qui sont traités par la plate-forme téléphonique.

Nous avons ensuite, sur l'autre *slide*, toujours pour l'inclusion sociale, l'espace Agnès Varda – nous en avons parlé ce matin –, avec 10 729 repas servis au restaurant social et près de 24 000 douches délivrées. Et pour ce qui concerne l'accueil de jour, ce sont 245 familles accueillies. En tout, ce sont 7 255 accueils réalisés.

Toujours concernant l'inclusion sociale, nous avons le CNHR, avec un public de plus en plus vulnérable et un manque de solutions de sortie, qui explique une présence beaucoup plus longue dans les lieux. Ce sont 416 jours de séjour, en moyenne, pour 42 ménages hébergés au CNHR.

S'agissant du parcours de vie des aînés, vous avez, présentés ici, la remise du label « Or » par le réseau francophone des Villes amies des aînés, le déploiement d'un nouveau service expérimental, ÉVAD, Équipe de veille et d'accès aux droits, l'extension du périmètre du dispositif innovant de vie à domicile DIVADOM, et quelques chiffres : 1 870 visites réalisées, trois déclenchements du plan « canicule » en 2022, 9 676 appels enregistrés par le CLIC, 598 aidants accompagnés et 3 094 appels téléphoniques à la MDA.

Vous avez les chiffres de fréquentation des six EHPAD et des six résidences en autonomie. C'est une occupation de 89,73 % pour les EHPAD, avec 24 % de résidents bénéficiaires de l'aide sociale et une moyenne de 88 ans, sachant que pour les résidences en autonomie, nous avons eu 41 départs en 2022 à 82 ans de moyenne d'âge, 34 attributions de logements en 2022 et 76 ans de moyenne d'âge à l'arrivée.

Pour terminer, vous avez les ressources mobilisées. Nous parlions ce matin du montant de la subvention du budget du CCAS : près de 69 millions d'euros. Ce sont 474 marchés actifs, plus de 9 890 000 euros en volume d'achats, 601 agents en équivalent temps plein, dont 28 équivalents temps plein de fonction publique d'État et 573 de fonction publique territoriale.

Nous vous avons remis le petit livret, qui est beaucoup plus exhaustif et qui vous donnera à voir la réalité de l'activité du CCAS sur l'année 2022.

Mme la MAIRE – Merci. Avez-vous des questions ? Des demandes de précisions ? Louisa Amrouche.

Mme AMROUCHE, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, chère Madame Hakem, ce que je voulais juste vous préciser, vous dire, en quelque sorte, c'est que ce rapport d'activité est le reflet concret de l'engagement sans faille de toutes les équipes du CCAS de notre ville. Il témoigne de leur dévouement, de leur sensibilité, de leur volonté de toujours mieux accompagner les plus fragiles et les plus démunis.

Conscients que les enjeux sociaux sont multiples et complexes et qu'il est primordial de rester à l'écoute des besoins des Nantais de tout âge, nous adressons un remerciement particulier et nos félicitations pour l'obtention du label d'or par le réseau francophone des Villes amies des aînés.

Moi-même et notre groupe « mieux vivre à Nantes » tenons de nouveau à remercier l'ensemble des équipes du CCAS pour leur professionnalisme, leur sens de l'écoute, leur travail, qui ne se limite pas à répondre aux besoins matériels. Il va bien au-delà, en apportant du réconfort moral et en redonnant confiance en l'avenir.

Notre groupe « mieux vivre Nantes » soutient avec enthousiasme, aujourd'hui tout comme demain, les actions du CCAS.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, Abbassia Hakem, pour un mot complémentaire ?

Mme HAKEM, Adjointe – Non, je n'ai pas de mot complémentaire. Je veux simplement saluer l'engagement de Louisa Amrouche pour l'accompagnement et le salut qu'elle a fait pour les agents. Je pense que c'est mérité, au regard de l'engagement qu'ils ont depuis un certain nombre d'années, maintenant, au moins depuis trois ans. Donc merci.

Mme la MAIRE – Merci. Vous savez, chers collègues, qu'il n'y a pas de vote, puisque le Conseil a simplement à prendre acte.

Le Conseil prend acte.

Mme la MAIRE – Avant de passer à la délibération suivante, je veux saisir ce moment pour saluer et remercier chaleureusement, devant vous, Karen Burban-Evain, qui va évoluer dans les fonctions professionnelles qui sont les siennes.

Chère Karen, je voudrais, devant tous, vous saluer et vous remercier pour votre engagement, parce que lutter pour la solidarité et pour accompagner les plus fragiles, cela demande de la volonté politique, et nous n'en manquons pas ici, des moyens financiers – nous faisons des choix et nous les assumons –, mais cela demande surtout des équipes professionnelles, compétentes, engagées et je dirais même dévouées. J'utilise le mot à dessein. Chère Karen, je voulais devant tous vous remercier très sincèrement.

(Applaudissements.)

Mme la MAIRE – Merci. Chers collègues, nous allons passer à la délibération suivante.

Mme COLLINEAU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 6, intitulé :

Projet d'un centre de santé dans le quartier du Breil – Subvention à l'association Accompagnement soins et santé – Subvention à Nantes Métropole Habitat – Approbation

Mme la MAIRE – Avant de donner la parole à Marlène Collineau, je dois demander à Bassem Asseh, Catherine Bassani, Marie-Annick Benâtre, Laurence Brosseau, Élisabeth Lefranc, Catherine Piau et Thomas Quéro de sortir de la salle.

Mme COLLINEAU, Adjointe – La délibération que je rapporte aujourd'hui présente l'ouverture d'un nouveau lieu, un nouvel équipement, au cœur d'un quartier populaire, le quartier du Breil.

Johanna Rolland disait tout à l'heure que parfois, certains caricaturaient le territoire nantais, qui serait un repaire de gens bien nés ou un espace d'où seraient exclues les classes laborieuses. Je crois que les discussions que nous avons pu avoir ce matin et les chiffres qui nous sont donnés, les études, les chiffres factuels, les données que nous avons à notre disposition nous démontrent combien Nantes, au contraire, est un territoire de mixité sociale et que oui, Nantes accueille la part la plus importante de précarité, de vulnérabilité et de difficultés.

Évidemment, tous les quartiers ne se ressemblent pas et parmi eux, le quartier du Breil où, notamment en matière de santé, il y a urgence.

Nous agissons, la Ville agit, activant les leviers à notre disposition. Je voudrais commencer par là parce que la question de l'accès aux soins, et je le répéterai inlassablement, c'est d'abord un sujet à traiter à l'échelle nationale. Sans cela, sans véritable sursaut de la politique d'accès aux soins, je crois vraiment que la population vivra moins bien demain qu'hier. Et sans véritable sursaut de la politique publique d'accès aux soins, nous situerons toujours l'action de la collectivité dans un champ concurrentiel, car attirer des médecins généralistes dans un quartier ou dans une commune, dans un contexte de pénurie, c'est forcément déshabiller Pierre pour habiller Paul.

À Nantes, je l'assume, nous l'assumons, la situation des quartiers populaires est telle qu'il est nécessaire que des médecins y reviennent. Les quartiers de la politique de la ville cumulent des difficultés évidentes et en matière de santé, c'est la double peine. C'est là où il y a la densité médicale la plus faible et c'est là où les déterminants en santé sont les plus préoccupants.

Concrètement, au Breil, nous ouvrons un lieu hybride, 500 m² au service de l'accès à la prévention et aux soins de proximité. C'est d'abord un centre de santé participatif, porté par l'association Accompagnement soins et santé, qui va salarier trois médecins généralistes, des infirmiers, un psychologue, un médiateur en santé, un secrétaire. Une association sans qui rien n'aurait été possible parce que pour notre engagement municipal, qui était d'accompagner l'ouverture de centres de santé associatifs, il nous fallait trouver un acteur associatif qui souhaite tenter l'aventure. Accompagnement soins et santé a répondu présent.

Dans les mêmes lieux seront accueillis des professionnels paramédicaux, déjà présents au Breil : orthophoniste, kinés, des professionnels qui ont évidemment ma reconnaissance, qui avaient fait le choix de continuer leur exercice dans des conditions pas toujours adaptées, dans des appartements, depuis l'incendie de leurs locaux, en juillet 2018, lors des émeutes qui avaient suivi la mort du jeune Aboubacar Fofana, pour qui j'ai une pensée aujourd'hui tout particulièrement, ainsi que pour ses proches, pour leur dignité dans le combat pour la vérité.

Nous ouvrons un centre de santé, un lieu où il y aura aussi des professionnels paramédicaux libéraux et un lieu où l'on trouvera une salle qui accueillera une programmation d'animations, de dépistages et de temps de prévention pour que l'on puisse vivre ce lieu, que l'on soit patient du centre ou simplement, que l'on souhaite prendre soin de soi, en dehors de la présence d'une pathologie ou d'une infirmité. C'est aussi développer une culture de la prévention, qui manque parfois cruellement dans certains quartiers.

Concrètement, la délibération vous propose de soutenir le projet à hauteur de 70 000 euros : 30 000 euros pour le centre de santé, pour l'association Accompagnement soins et santé, et 40 000 euros pour Nantes Métropole Habitat, propriétaire de l'immeuble.

J'en profite pour vous préciser qu'après de longues discussions, qui durent maintenant depuis plusieurs années, le caractère particulier des quartiers populaires de la ville de Nantes commence à être reconnu. Jusqu'ici, dans l'établissement des cartes des déserts médicaux, l'ARS classait Nantes Métropole hors zonage. À Nantes, les indicateurs retenus par l'ARS ne permettaient pas de révéler les disparités entre quartiers et la réalité de certains territoires où plus un médecin ne veut s'installer. Enfin, et depuis quelques jours maintenant, les quartiers du Breil et de la Bottière sont reconnus comme sous-dotés en médecins généralistes. Cette reconnaissance va permettre d'aider à l'installation de nouveaux médecins dans ces lieux qui en manquent cruellement.

Un mot pour les agents de la direction de la santé publique, des fonctionnaires à qui l'on a demandé tout à la fois de gérer la crise sanitaire et d'engager des projets, puisque ce projet est neuf, nouveau, qu'il n'a que trois ans, à qui j'ai

répété de faire vite et bien. Je crois que sur ce projet, ils ont fait vite et bien, dans un contexte d'urgence absolue, à un moment où l'accès aux soins de proximité est devenu un problème majeur – nous l'avons largement évoqué lors de la discussion de ce matin : c'est la question de la santé qui arrive dans les préoccupations premières de la population – et où le mur de la démographie médicale, je crois, nous impose de ne pas faire l'autruche.

Nous avons besoin, sur ce sujet, de réponses nouvelles, concrètes, efficaces. Je le dis régulièrement, mais nous avons besoin d'un débat parlementaire qui dessine des pistes pour que demain, chacune et chacun puisse trouver une solution de recours sans renvoyer à l'hôpital public la responsabilité d'accueillir toutes celles et tous ceux qui, sans solution, feraient chavirer un paquebot qui tangue déjà trop. Nous avons besoin d'un débat parlementaire qui, déjà, tranche sur les modalités d'installation et d'exercice des médecins généralistes, qui définissent avec les professionnels concernés ce qu'est la permanence de soins demain.

En attendant, nous prenons notre part. La Ville de Nantes prend toute sa part et ouvrira donc, à l'automne 2023, au 2, rue de la Jalotterie, un immeuble dédié à la santé pour lequel je vous demande évidemment l'approbation de cette délibération.

Mme la MAIRE – Merci. Cécile Bir.

Mme BIR, Adjointe – Merci, Madame la Maire. Chers collègues, j'avais écrit une intervention hier après-midi et puis, il y a eu cette nuit, et puis, il y a eu ce matin, où je suis allée à la rencontre des habitants et des commerçants du Breil. Et puis, je suis revenue au conseil municipal. J'ai donc manqué les premiers échanges que vous avez pu avoir.

Et puis, je suis tombée sur un article de presse avec des propos de Mme Garnier, des propos honteux, des propos totalement hors sol. Hors sol parce que d'une part, je pense qu'elle ne sait pas tellement ce qui se passe dans les quartiers populaires. Vous lui rapporterez mes propos puisqu'elle est partie.

En tout cas, au Breil, il se passe de belles choses en termes d'équipements publics. Cela fait des années que nous investissons. Cela fait cinq ans que les services travaillent d'arrache-pied, que les élus sont investis, travaillent avec les habitants, s'investissent aussi dans les projets, par exemple sur l'acquisition de l'église Saint-Luc pour en faire une nouvelle bibliothèque, sur une crèche de 60 places dans la rue des Primevères, sur une nouvelle allée végétalisée, une nouvelle aire de jeux pour les enfants, l'accueil d'un marché sur le Carré gris, la végétalisation du Carré gris, un nouveau parvis d'école, enfin, un centre de santé, etc.

J'ai trouvé ses propos assez méprisants pour nous tous, qui sommes investis depuis toutes ces années dans le quartier.

J'ai donc laissé tomber mon intervention pour pouvoir vous dire cela et peut-être, pour intervenir aussi un peu plus précisément sur ce centre de santé, puisqu'on le sait, dans les QPV, les indicateurs de santé sont plus dégradés, qu'il y a une prévalence de certaines pathologies chroniques et qu'il y a un moindre recours aux soins pour des raisons avant tout financières.

Donc dans les quartiers, dans tous nos quartiers, et pas uniquement au Breil, je pense que les adjoints de quartier pourront en témoigner, dans tous les quartiers, à Nantes, il se passe de belles choses. Nous installons des équipements au service du public, pour le public, pour tous les publics, et je souhaiterais vraiment ne plus entendre ce genre de propos, ne plus lire ce genre de choses dans la presse parce que nous allons continuer. Nous allons continuer à le faire dans tous nos quartiers.

Mme la MAIRE – Merci. Julien Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire.

J'avais l'intention d'intervenir sur cette délibération. Je ne sais pas à quels propos, à quel article fait référence Cécile Bir. Il se trouve que nous étions nombreux à être présents ce matin. Ce n'est pas du tout un reproche : je pense qu'il était très bien que vous soyez dans le quartier auprès des habitants, à la suite des événements de la nuit. Mais je pense que nous avons eu un débat très respectueux et très apaisé, ce matin. Je vous invite donc peut-être à mesurer vos propos, ma chère collègue.

Pour en revenir à cette délibération, évidemment, nous la voterons. Cela a été indiqué et nous l'avons vu ce matin dans le cadre du débat et de la communication thématique sur les solidarités, l'accès aux soins est un vrai sujet. La problématique des déserts médicaux ne concerne pas que les territoires ruraux. On voit bien aussi que dans les grandes métropoles, dans un certain nombre de quartiers, nous sommes confrontés à ce manque de médecins.

Le quartier du Breil, notamment depuis les événements malheureux de 2018, était concerné. Il y a eu des propositions de relogement, Marlène Collineau l'a indiqué, notamment des kinés, dans des logements de Nantes Métropole Habitat. Nous avons formulé un certain nombre de propositions avec ces professionnels pour qu'il y ait une solution transitoire qui soit trouvée, à la marge du quartier, boulevard du Massacre. Ces propositions n'avaient pas été retenues.

Pour autant, c'est évidemment une bonne nouvelle que de retrouver une offre de santé importante dans le quartier, tant les problématiques sont importantes et tant notre responsabilité est d'apporter des réponses concrètes aux besoins des

habitants du Breil. Mais je ne doute pas que cette offre supplémentaire, éteinte à la fois en termes d'offre de soins et de permanence des soins, puisqu'il y aura une ouverture du matin jusqu'à 20 heures, permettra aussi à des habitants des quartiers alentour de venir au Breil, qui est un beau quartier, pour s'y faire soigner.

Nous voterons donc cette délibération, et avec beaucoup d'enthousiasme.

Mme la MAIRE – Merci. Pour éclairer peut-être l'ensemble de l'assemblée, je crois que les propos de Cécile Bir étaient très clairs. Mme Garnier a déclaré ce matin, dans son introduction, que nous avions fait exclusivement de la rénovation urbaine. J'ai dit d'emblée à quel point c'était faux, inexact. Vous en avez là une démonstration. Si nous nous étions réveillés hier matin pour permettre l'installation d'un centre de santé cet après-midi, vous en conviendrez, cela n'aurait pas été possible.

Cette démonstration, et nous pourrions en faire 64 autres, prouve donc que les propos de ce matin étaient aussi infondés qu'injustes.

Simon Citeau.

M. CITEAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Chers collègues, effectivement, je pense qu'aujourd'hui, le temps est vraiment à l'émotion. Les émotions sont multiples. Elles sont liées au décès du jeune Nahel, elles sont liées à la réalité de ce qui s'est passé cette nuit. Et le temps n'est pas à des débats caricaturaux que l'on peut entendre ici ou là, y compris sur Twitter.

Je regrette ce type de propos et ces débats caricaturaux qui stigmatisent les positions de chacun et de chacune et qui mettent en défaut chacun et chacune alors que là, l'enjeu est d'être présent auprès des habitantes et des habitants dans les quartiers. Et je pense que c'est ce que nous faisons tous au sein de cette majorité. Nous avons toutes et tous été présents dès ce matin, moi le premier, pour discuter avec le directeur du centre ACCOORD afin de faire un retour avec lui sur ce qui s'y passe, pour faire le lien, évidemment, avec les forces de l'ordre qui étaient présentes. Je pense qu'il est majeur de le rappeler et de ne pas entrer dans ces débats caricaturaux que l'on a pu lire dans différents lieux.

Là où il peut y avoir un point de convergence, et je suis content d'entendre, c'est sur le fait qu'effectivement, les déserts médicaux ne sont pas qu'en zone rurale. Je vous remercie de l'avoir cité. Je pense qu'il est important que nous en prenions conscience collectivement car, je le répète, c'est loin d'être évident pour tous : les déserts médicaux ne sont pas qu'en zone rurale. Aujourd'hui, galérer pour se soigner, c'est malheureusement presque devenu une norme, qu'il s'agisse d'accéder aux médecins généralistes ou à certains spécialistes.

C'est particulièrement vrai et encore plus vrai dans les quartiers populaires, qui souffrent déjà de l'éloignement des services publics, des agences postales qui ont parfois disparu, des commerces de proximité qui vont dans d'autres quartiers et qui, dès lors, ont un sentiment d'abandon.

La Ville de Nantes se retrouve depuis très longtemps en première ligne et depuis de longs mois, elle a décidé d'agir, de mener le combat, y compris face à l'État, pour qu'il reconnaisse la situation et les besoins criants. Nous ne devrions pas avoir à nous mobiliser, à nous battre aux côtés des habitants, aux côtés des professionnels, pour faire reconnaître la situation, car le constat est sans appel : nous avons plusieurs quartiers, plusieurs rues, plusieurs secteurs qui sont tout simplement sans médecin généraliste. Je suis bien placé pour le savoir puisque la Bottière est particulièrement concernée sur ce sujet.

J'insiste : nous ne devrions pas avoir besoin d'une pétition pour qu'enfin, on acte que la situation est critique. Ce temps de mobilisation, c'est de l'énergie qui est perdue.

Aujourd'hui, les lignes bougent à l'Agence régionale de santé. C'est une bonne nouvelle. Marlène l'a dit : nous avons un certain nombre de nouveaux dispositifs qui sont identifiés pour le Breil et la Bottière. C'est vraiment une bonne nouvelle et je le souligne.

Malheureusement, pour les habitants, et je les comprends, c'est encore du temps qui est long. Ils attendent des actions qui sont concrètes et qui sont opérationnelles.

Du côté de la Ville de Nantes, cela a été rappelé à plusieurs reprises, nous n'avons attendu ni les événements d'hier soir ni les diagnostics sur la difficulté de se soigner pour agir. Nous avons pris le sujet à bras le corps et les actions se multiplient. Elles s'accroissent. Elles s'accroissent encore plus depuis 2020 et d'ailleurs, je tiens à souligner l'action de Marlène Collineau et de ses services en la matière.

Soyons donc fiers d'avoir ouvert une maison de santé à Bellevue en 2022, de lancer la construction de celle de Nantes Nord. Soyons fiers d'ouvrir cette année un centre de santé associatif au Breil d'ici quelques mois et, le plus vite possible, un centre de santé à la Bottière, avec Accompagnement soins et santé. Soyons fiers également d'avoir un service de santé scolaire et de mettre en place des médiateurs de santé dans les quartiers.

Car oui, nous faisons le choix politique de maximiser nos efforts pour les quartiers les plus précaires, et notre objectif est très clair sur le sujet : trouver les réponses les plus rapides, les plus agiles possible en innovant et en travaillant avec les partenaires qui sont engagés sur le terrain.

C'est donc avec les deux mains que le groupe écologiste et citoyen applaudit et votera cette délibération.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Juste quelques mots avant de mettre la délibération aux voix, parce que nous avons aujourd'hui deux sujets, deux situations où, coup sur coup, nous sommes dans des logiques où l'État, le gouvernement, pour être précise, refuse de prendre la mesure de la situation et où notre collectivité se retrouve donc obligée d'agir dans l'intérêt des habitants.

Je l'ai dit ce matin au sujet des repas à 1 euro : si ce choix avait été fait, nous ne serions peut-être pas obligés d'ouvrir les aides facultatives pour les jeunes de moins de 25 ans.

Là, j'évoque un autre sujet : il y a eu un débat, à l'Assemblée nationale, un amendement proposé en l'occurrence par Guillaume Garrot, après un travail parlementaire trans partisan, je le rappelle, qui avait réuni plusieurs sensibilités, un travail qui avait fait évoluer l'amendement tel qu'il avait été initialement conçu, et qui était un amendement extrêmement raisonnable puisque, contrairement à ce qui a été dit ici ou là, il ne disait pas de manière autoritaire où les médecins devaient s'installer dans ce pays. Il disait simplement : eh bien voilà, proposons des critères. Dans les zones qui sont sur-dotées, il faudra qu'un médecin parte à la retraite pour qu'un médecin puisse s'installer et dans les zones qui sont sous-dotées, il n'y aura pas besoin de cette autorisation.

Je le dis parce que les parlementaires de La République en marche on fait le choix de refuser cet amendement. Quand il n'y a pas de réponse nationale au bon niveau sur des sujets aussi majeurs – Frédéric Dabi nous a dit ce matin comment la santé était aujourd'hui l'une des préoccupations principales des habitants –, eh bien, les collectivités se retrouvent à nouveau seules, en première ligne, sur un sujet qui historiquement, n'est pas du tout de leur compétence.

Je le dis car je suis convaincue que nous allons voter cette délibération à l'unanimité et sincèrement, je m'en réjouis, parce que c'est l'intérêt du quartier, parce que c'est l'intérêt des habitants. Mais sincèrement, si sur tous ces sujets, l'État refuse de prendre la mesure des fractures qui sont en train de se nouer dans le pays, nous allons au-devant de difficultés. Pour ce qui nous concerne, là aussi, nous prenons nos responsabilités.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de Mme Bassani, Mme Brosseau, et Mme Piau.

Mme COLLINEAU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 7, intitulé :

Avenant à la convention partenariale avec le comité de Loire-Atlantique de la Ligue nationale contre le cancer – Approbation

Mme COLLINEAU, Adjointe – Il s'agit d'un avenant à la convention partenariale avec la Ligue contre le cancer de Loire-Atlantique.

Vous vous souvenez qu'il y a quelque temps, j'étais venue devant vous en conseil municipal pour vous proposer que cinq espaces sans tabac soient ouverts à Nantes, cinq parcs et jardins de la ville.

À l'appui d'un premier bilan que nous avons fait, nous nous sommes dit qu'il serait utile de travailler à l'ouverture d'autres espaces sans tabac et assez rapidement, nous avons pensé que la question des abords des écoles maternelles et primaires pouvait être un lieu intéressant pour interdire en effet le fait de fumer aux abords des écoles.

Ce que nous proposons de faire pour septembre 2023 et ce sur quoi nous devons délibérer aujourd'hui, c'est de profiter de l'ouverture de deux nouvelles écoles nantaises, l'école Germaine Tillion et l'école Claire Bretécher, pour définir deux nouveaux espaces sans tabac. Et forts de ces deux écoles qui nous serviront de point d'appui pour voir comment cela fonctionne concrètement et en faire le bilan assez rapidement, nous avons l'ambition d'ouvrir ces espaces sans tabac à l'ensemble des écoles de la ville de Nantes parce que nous considérons qu'aujourd'hui, la question de la dé-normalisation du tabac est importante, notamment à l'égard des plus jeunes d'entre nous, les enfants qui fréquentent les écoles nantaises.

Voilà ce sur quoi nous voulions aujourd'hui que le conseil délibère.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 8, intitulé :

Compte de gestion de la receveuse des finances de la Ville de Nantes pour l'exercice 2022 – Budget principal – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Nous allons coupler cette délibération, comme traditionnellement, avec la délibération n° 9, qui portera sur le compte administratif, et j'aurai le regret de vous demander de sortir de la salle à cette occasion, Madame la Maire.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

M. BOLO, Adjoint – Le compte de gestion, c'est tout simplement la constatation que le receveur des finances municipales a établi un compte de gestion qui est concordant au centime près avec notre propre compte administratif. Nous vous demandons donc de prendre acte de cette concordance et de donner acte à notre receveur qu'il n'y a pas de réserves à formuler sur son compte de gestion.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Nous pouvons passer à la délibération n° 9.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 9, intitulé :

Compte administratif 2022 – Budget principal – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Nous passons au compte administratif 2022, passage obligé d'un bon conseil municipal de juin. Le diaporama apparaît.

Il est toujours problématique de passer trop de temps sur le compte administratif parce que l'on n'y peut plus rien.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Excusez-moi, cher Pascal Bolo, de vous couper dans votre élan, s'agissant de la délibération n° 9. Il nous faut voter la délibération n° 8.

Je mets aux voix la délibération n° 8.

Cher Pascal, nous reprenons la délibération n° 9.

M. BOLO, Adjoint – Nous pouvons constater que ce compte administratif 2022, je le répète, ce sont des éléments sur lesquels nous pouvons plus intervenir. Mais nous pouvons tout de même en tirer peut-être quelques enseignements ou relever quelques zones, si ce n'est de risque, du moins de vigilance.

D'abord, nous pouvons nous satisfaire du fait que le compte administratif 2022 a respecté les orientations et priorités du mandat, qui se sont retrouvées dans la réalisation de cet exercice, tant sur le plan du fonctionnement, avec notamment des créations de postes dans des domaines aussi importants que la sécurité ou encore l'éducation, que sur les investissements, avec principalement, il faut bien le dire, la poursuite du schéma directeur des écoles.

Le constat que nous pouvons faire aussi, c'est que les ratios financiers, à la fin 2022, témoignent d'une situation saine de notre collectivité sur le plan financier. Ils sont donc conformes à ceux que nous avons en prospective financière.

Par ailleurs, je voudrais souligner que nous avons un taux de réalisation, et dans le fonctionnement et dans l'investissement, qui est tout à fait remarquable, ce qui est le signe, premièrement, de la qualité de notre prévision budgétaire, et il faut en remercier l'ensemble des directions en plus de la direction des finances, mais également, que nous avons un pilotage budgétaire au quotidien qui est extrêmement précis, extrêmement rigoureux, et qui nous permet d'avoir des taux de réalisation supérieurs, largement supérieurs à 85 % en investissement, et supérieurs à 95 % en fonctionnement. C'est vraiment une grande performance et je crois qu'il faut en féliciter et en remercier l'ensemble de nos services.

Nous avons constaté, en 2022, une augmentation similaire de nos recettes et de nos dépenses. C'est une bonne nouvelle, me direz-vous. C'est vrai. Nous n'avons pas d'effet de ciseaux en 2022.

Mais j'attire l'attention, mes chers collègues, sur le fait que c'est au prix d'une augmentation dont vous vous souvenez, puisque vous l'avez votée, une augmentation de la fiscalité, c'est-à-dire du taux de taxe foncière, en 2022. Et l'augmentation de nos dépenses liées aux premières prémices de la crise inflationniste que nous connaissons encore fait que nous avons, si j'ose dire, consommé une bonne partie de la marge de manœuvre que cette augmentation de taxe foncière nous donnait dès l'année 2022. Cela veut dire que nous aurions dû avoir, en 2022, en fonctionnement normal, allais-je dire, hors crise, des recettes qui auraient progressé un peu plus que les dépenses. Cela n'a pas été le cas.

Nous avons donc quand même cette situation qui est favorable à la fin de l'année 2022, mais cela veut dire qu'en termes de marge d'épargne brute, notamment, nous avons en quelque sorte consommé par anticipation des marges de manœuvre dont nous nous étions dotés pour la totalité du mandat. Mais nous avons tout de même ce taux d'épargne brute de 11,3 %, qui respecte parfaitement la stratégie financière.

Le niveau de l'investissement, lui, est tout simplement inédit. Je crois que rarement, on a fait 116 millions d'investissements sur une année dans cette ville. 65,5 millions étaient en faveur des écoles, avec ce taux de réalisation dont je vous parlais, qui est financé par un réendettement assumé de 48,2 millions d'euros. Mais ce réendettement qui était prévu, qui est donc assumé, se situe dans un nouveau contexte, qui est celui d'une augmentation significative des taux d'intérêt. Nous devons donc, à l'avenir, être vigilants en la matière.

Mais nous avons toujours une capacité de désendettement de 5,5 années, à la fin 2022, qui est extrêmement satisfaisante, puisque je vous rappelle que c'est à partir de huit ans que l'on commence à s'inquiéter et à partir de dix que l'on sonne le tocsin. En l'occurrence, nous n'en sommes pas là.

Voilà ce que je pouvais vous dire, en synthèse, sur le compte administratif 2022.

Quand on regarde de manière un peu plus précise, on voit le total des recettes à 567,2 millions d'euros et le total des dépenses, à 557,2 millions d'euros. Nous avons l'épargne qui apparaît en rose sur ce diagramme, qui est tout à fait convenable, et il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Je passe très rapidement sur la *slide* suivante. Pour 100 euros par type de dépenses ou de recettes, on voit que les contribuables financent près de 45 % de notre budget. Il s'agit exclusivement, désormais, de la taxe foncière. Nous avons l'État et Nantes Métropole et nous avons évidemment les emprunts qui viennent boucler tout cela. Pour le reste, vous voyez la part de l'éducation et de la petite enfance, la part de la culture et des arts dans la ville... Tout cela est habituel et c'est aussi l'illustration de nos priorités politiques.

L'évolution des recettes et des dépenses sur plusieurs années marque évidemment une progression régulière, plus ou moins importante, et nous avons une épargne de gestion qui s'est reconstituée par rapport à la fin du mandat précédent. Mais c'est normal, puisque nous avons donné ce coup de pouce à la fiscalité sur la taxe foncière.

Notons tout de même une augmentation des dépenses de personnel, qui était déjà à 7 % en 2022, ce qui est évidemment significatif. Il faudra piloter finement notre masse salariale à l'avenir.

Si nous faisons un focus sur nos recettes, je vous ai parlé de la fiscalité locale, des dotations de l'État, des participations de Nantes Métropole, dont 28,9 millions d'euros d'allocation de compensation et 15,4 millions d'euros de dotation de solidarité communautaire, en hausse de 6,2 %. On voit qu'en 2022, la Métropole n'a pas abandonné les communes qui composent Nantes Métropole, et même pas la Ville de Nantes.

Dans les autres recettes, on trouve beaucoup de droits de mutation. J'en parle parce que 2022 a été une année probablement exceptionnelle et que là, nous sommes malheureusement en train de réatterrir. Le marché de l'immobilier ne va pas bien, et cela a des conséquences qui seront probablement négatives par rapport non pas à nos inscriptions budgétaires, parce qu'elles restent prudentielles, mais par rapport à 2022.

Nos amis du Département, Ali Rebouh pourrait en parler, pour qui les droits de mutation sont une ressource beaucoup plus importante que nous, connaissent une situation un peu difficile en la matière, puisqu'il y a 30 millions d'euros de moins au Département, ce qui est évidemment un peu problématique pour l'avenir.

Les dépenses de fonctionnement représentent 412,3 millions d'euros, avec une hausse de 6,4 %, qui est liée et à l'inflation et à la réponse aux enjeux du mandat. Il n'y a rien de particulier. Vous avez le détail sur la *slide* et dans le rapport financier. Il n'y a rien de significatif à mentionner. Tout cela était annoncé et prévu. Il n'y a donc pas eu de mauvaise surprise.

L'épargne brute respecte nos engagements de stratégie financière, à 11,3 %, je l'ai dit. Notre engagement est de maintenir ce ratio à un minimum de 8 % en fin de mandat, mais c'est vrai qu'en partant de 11 % en 2022, avec le montant des investissements tout à fait importants que nous allons faire et leurs répercussions inévitables sur le budget de fonctionnement, nous allons peut-être atteindre les 8 % que nous nous sommes fixés comme plancher un peu plus tôt que nous ne l'avions initialement envisagé.

Mais en 2022 en tout cas, l'épargne nette finance plus du quart des investissements, ce qui reste tout à fait satisfaisant.

L'investissement est à un niveau inédit en 2022, je l'ai dit. Vous voyez le diagramme : à gauche, les petites colonnes sont en augmentation extrêmement significative, avec la part de l'éducation et de la petite enfance qui reste déterminante et prééminente dans cette répartition.

Notre encours de dette est de 290 millions d'euros, un peu plus, à la fin 2022. Il est encore en dessous de la dette par habitant de la moyenne des villes de plus de 100 000 habitants, puisque nous sommes à 896 euros contre 1 111 euros. Nous allons nous rapprocher de cette moyenne des villes de plus de 100 000 habitants en poursuivant notre ambitieux

programme d'investissements. Nous avons une capacité de désendettement, je le disais, encore tout à fait convenable, avec une dette totalement saine et sécurisée, avec 67 % sécurisés à taux fixe et 33 % à taux variable.

Aujourd'hui, évidemment, la situation est différente. Je ne vous cache pas qu'avec l'envolée des taux d'intérêt, nous nous questionnons. C'est la réflexion que nous avons eue avec nos spécialistes de la gestion de la dette à la direction des finances : malgré tout, malgré la tendance haussière des taux d'intérêt, nous ferions peut-être mieux de continuer à faire du taux variable pour bénéficier d'une baisse ultérieure. Alors que si nous sécurisions nos emprunts à taux fixe, aujourd'hui, ils seraient sécurisés à des niveaux très élevés de taux d'intérêt. Nous avons donc avantage à mixer toujours du taux fixe et du taux variable, parce qu'au final, sur le coût total des opérations, le taux variable reste très souvent extrêmement intéressant.

Nous avons donc un taux moyen en hausse, évidemment en hausse rapide au fur et à mesure que nous avons de nouveaux impôts à des tarifs beaucoup moins favorables que ce que nous connaissions les années précédentes, mais qui reste largement inférieur aux villes comparables : 1,60 % de taux d'intérêt au lieu de 2,05 %, fin 2022, c'est tout à fait satisfaisant, et il faut en féliciter principalement notre direction des finances et notamment, je vais la citer, Mme Anne Le Méhauté, qui fait un travail permanent d'analyse et de veille tout à fait important pour que nous puissions aujourd'hui présenter des chiffres aussi favorables.

Voilà, Monsieur le Maire, ce que je pouvais dire rapidement sur le compte administratif.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, cher Pascal. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

M. GUINÉ, Conseiller municipal – Monsieur le Maire, chers collègues, le compte administratif de l'année 2022 atteste une nouvelle fois la situation saine de nos finances locales, malgré un contexte inflationniste.

Je veux ici saluer les services de la Ville, comme l'a fait Pascal, qui ont su s'adapter à ces contraintes inédites dans notre histoire récente tout en maintenant un haut niveau d'investissement. Derrière les grands chiffres de cet exercice, ce sont des avancées concrètes pour les Nantaises et les Nantais.

Je voudrais insister en particulier, et surtout, au vu des événements récents et de nos débats actuels, sur nos réalisations à destination des quartiers populaires. Cette année, nous avons en effet permis de lancer des chantiers et de livrer de nombreux équipements publics. C'est le cas notamment de l'extension des écoles des Châtaigniers, des Plantes, Lucie Aubrac et Alain Fournier, qui permettent aux enfants de bénéficier de meilleures conditions d'apprentissage.

En matière sportive, pour renforcer l'accès au sport pour toutes et tous, les travaux du gymnase de Bellevue se poursuivent, de même que ceux des piscines des Dervallières et de la Petite Amazonie, alors que la piscine de la Durantière a rouvert ses portes en mars dernier, après dix mois de travaux.

Parce que nous avons l'ambition accompagner celles et ceux qui souhaitent s'engager dans leur quotidien, deux nouvelles maisons de quartier ont vu leurs travaux se poursuivre, celle de la Halvêque, particulièrement innovante et ambitieuse, et celle des Haubans, à Malakoff, qui sera livrée en fin de l'année. Ces deux équipements permettront aux associations et aux nombreuses et nombreux bénévoles qui dynamisent nos quartiers de bénéficier de locaux adaptés à leurs activités.

Mais l'action de la Ville va bien au-delà de la livraison de nouveaux équipements et s'observe également sur les dépenses de fonctionnement. Ainsi, nous avons renforcé la médiation en santé dans les quartiers populaires et ouvert la maison de santé pluri-professionnelle de Bellevue. Dans le domaine de la culture, nous avons poursuivi un accompagnement de proximité dans tous les quartiers. Enfin, nous avons renforcé en 2022 notre action en matière de solidarité et de lutte contre la pauvreté avec l'augmentation des moyens alloués au CCAS et la mise en œuvre des assises des nouvelles solidarités, qui ont débouché sur la nouvelle stratégie des solidarités dont nous avons largement discuté ce matin.

C'est bien en associant étroitement l'ouverture de nouveaux équipements dans tous les quartiers de notre ville et le recrutement suffisant de nouveaux agents pour les faire vivre que nous continuerons d'améliorer le quotidien des Nantaises et des Nantais.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Madame Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale – Merci. Après l'examen des comptes administratifs, il est l'heure du bilan, et ces comptes 2022 traduisent une santé financière qui se dégrade. Une inquiétude certaine au regard de la trajectoire d'endettement que vous assumez est à noter. Je vais d'ailleurs m'attarder sur trois points particuliers du rapport financier.

Premier point, la fiscalité, pour dire d'abord merci aux Nantais et aux Nantaises de payer toujours plus en ayant toujours moins de services. La fiscalité, encore, pour démontrer que l'État a supprimé la taxe d'habitation et que les comptes de

la Ville de Nantes n'en ont pas été affectés. Une fois encore, vous avez toujours trouvé les arguments pour décrédibiliser cette réforme. Elle a pourtant redonné du pouvoir des achats aux Nantais et elle n'a pas mis les collectivités dans le rouge.

Le deuxième point concerne les dotations. Rappelons qu'à l'arrivée des socialistes, la Ville de Nantes touchait près de 84 millions d'euros de DGF, en 2013. Rappelons aussi qu'au départ de ces mêmes socialistes, la Ville de Nantes ne touchait plus que 63 millions d'euros, en 2017. Rappelons aussi que depuis que l'État n'a cessé, projet de loi de finances après projet de loi de finances, de stopper cette hémorragie, il a permis de redonner de la DGF aux communes, soit plus de 67 millions d'euros en 2022 pour la Ville de Nantes.

Le troisième point est l'adéquation entre vos discours, votre communication, et les crédits déployés pour cette politique publique. J'ai pris au hasard la sécurité : 5 % de budget, et vous avez l'honnêteté de rappeler que les centres de vaccination, d'ailleurs, impactent ce budget. Pourtant, c'est plus de 5 % de votre communication qui est faite sur ce sujet, mais, il est vrai, toujours pour rappeler que l'État ne tient pas ses engagements ou ne va pas assez loin. Alors que les vôtres peuvent attendre, sur ce sujet... Pour une ville comme Toulouse, il faut savoir que c'est 8 % et pour une ville comme Nice, 15 %.

À quand des budgets à la hauteur des discours ? Stop à la communication unique. À quand des budgets répondant aux besoins réels des Nantais ?

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre ce compte administratif. Merci.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Oppelt.

Je m'attendais à avoir une illustration de votre « toujours moins de services », comme vous le disiez, parce que lorsque j'ai vu, sur la diapositive de tout à l'heure, 116 millions d'euros d'investissement, notamment dans les écoles, les maisons de quartier et un certain nombre d'autres équipements et de services, y compris des services nouveaux, mis à la disposition des Nantaises et des Nantais, j'ai été un peu étonné par votre « toujours moins de services ». Mais j'imagine que la volonté d'avoir une rime qui colle n'a pas pu être empêchée. Ce n'est pas très grave. Nous ne vous en voulons pas. Mais j'aurais tout de même voulu avoir quelques exemples.

Merci, Madame Oppelt. Monsieur Chombart De Lauwe, je crois que vous avez levé la main.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Merci, Monsieur le Maire, en l'occurrence. Si cela ne vous dérange pas, je m'adresserai à Madame la Maire, même si elle est en dehors de cette enceinte.

J'ai lu attentivement votre éditorial du rapport financier et j'aimerais bien que vous explicitiez votre vision de la santé financière de la Ville de Nantes.

Vous parlez, dans cet éditorial, de « consolidation financière ». Voilà un terme assez vague. « Consolidation »... Est-ce que nous étions éparpillés, fracturés au point qu'il faille consolider ? Ce n'est pas très clair. En tout cas, on entend bien le radical « solide », et vous l'avez répété dans votre intervention : tout semble solide, pour vous.

Permettez-moi, permettez-nous de ne pas partager votre optimisme. Pour les Nantais qui nous écoutent, qui ont le courage de nous écouter, quelques simples constats pour 2022. Et là-dessus, je voudrais juste redire à M. Bolo que ce n'est pas un exercice inutile, comme vous semblez l'entendre chaque année, chaque fois que nous votons le compte administratif, parce que l'on ne pourrait plus rien y faire. Le coup d'œil dans le rétroviseur est important. Il alimente l'information pour les Nantais et il alimente aussi, je pense, nos débats pour le futur débat d'orientations budgétaires.

Dans votre édito, pour 2022, vous vous félicitez d'une augmentation des recettes de fonctionnement, en hausse de 6,4 %, vous l'avez rappelé tout à l'heure. Petit rappel aux Nantais... Par honnêteté, vous l'avez fait tout à l'heure. Pas de miracle, cela a augmenté grâce à la hausse de la taxe foncière, qui a tout de même augmenté de moitié. C'est donc un fusil à un coup, et vous le savez très bien, aux frais du contribuable. J'espère que vous n'avez pas prévu d'autre hausse des taux sur le mandat et je vous demande de ne pas nous faire de promesses : nous n'y croirons pas.

Deuxième constat : petit problème, comme l'a reconnu M. Bolo en commission et en séance aujourd'hui, cette recette additionnelle, conjoncturelle, donc, aura été mangée en un an. En effet, les dépenses de fonctionnement, nous l'avons vu, ont connu la même dynamique que les recettes. La marge de manœuvre a donc disparu.

Et puis, vous l'avez évoqué, la conjoncture immobilière était encore bonne l'an dernier, d'où une bonne tenue des droits de mutation. Mais vous savez comme moi que cette période révolue. En tout cas, les Nantais qui veulent se loger, eux, le savent. Cette recette va donc baisser cette année. Quelles économies avez-vous prévues en face pour permettre de compenser cette baisse ?

S'agissant de l'investissement, la surchauffe se poursuit. Nous avons ce débat chaque fois que vous présentez vos comptes ou vos budgets. Il s'agit essentiellement, nous le rappelons aux Nantais, de rattraper le retard accumulé dans le programme d'investissement dans les écoles et de modernisation et de l'accueil des petits Nantais. Nous atteignons tout

de même 116 millions d'euros, soit plus du double du montant moyen des années précédentes. Ce n'est pas soutenable, vous le savez très bien, alors inévitablement, il faut recourir à la dette.

Et pourtant, vous prétendez, je vous cite, que « le recours à l'emprunt est raisonné ». Ce sont les termes de votre éditorial. Près de 50 millions d'euros d'emprunt en plus en 2022, est-ce raisonnable ? 50 millions d'euros... Le stock de dette de la Ville sera passé de 180 millions d'euros en 2020 à près de 300 millions d'euros, 290 exactement, fin 2022. Je laisse les Nantais en juger. Les taux de la dette étaient encore maîtrisés mais vous le savez, vous l'avez rappelé, les frais financiers sont en train de l'exploser. Le coût de la dette va donc exploser. Que prévoyez-vous pour y faire face ?

Pour résumer, en langage clair pour tous, les comptes de 2022 témoignent d'une poursuite d'une certaine fuite en avant budgétaire : toujours plus d'impôts, peu d'efforts sur les dépenses courantes, comme en témoigne la hausse des indemnités des élus que vous proposez à ce conseil, et un recours à la dette qui fait peser sur les générations futures vos choix soi-disant raisonnés. Nous sommes loin, malheureusement, de la sobriété que vous prônez par ailleurs.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Chombart De Lauwe. Monsieur Bainvel.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais juste, dans le prolongement des propos de notre collègue, dire un mot d'une dépense de notre collectivité qui va passer d'un peu moins de 1 million d'euros à un peu plus de 1,5 million d'euros l'année prochaine, et qui concerne, Foulques vient de l'évoquer, les indemnités des élus. Je crois que sur ce sujet-là, il faut être, premièrement, transparent, et deuxièmement, honnête.

La transparence, cela consiste à dire dans quelle situation nous nous trouvons aujourd'hui et l'honnêteté, cela consiste sans doute à dire que jusqu'à présent, les élus nantais n'étaient pas assez payés, comparativement à ce qui se passe dans un certain nombre de collectivités.

La transparence nécessite aussi sans doute de faire un peu de comparaisons avec d'autres collectivités et de rappeler qu'à Nantes, vous avez fait le choix d'avoir 25 adjoints quand, à la Métropole, il y a 20 vice-présidents, au Département de Loire-Atlantique, 15 vice-présidents et à la Région des Pays de la Loire, 15 vice-présidents. On voit bien que et l'échelle humaine – le nombre des habitants – et les budgets qui sont associés à ces collectivités ne sont absolument pas les mêmes et que vous auriez pu faire d'autres choix.

Ce qui est un peu étonnant, c'est le tempo que vous utilisez pour augmenter ces indemnités : la dépense globale va augmenter de 74 %, plus de 680 000 euros, tout cela en milieu de mandat. Je vous avoue que c'est assez historique.

Je n'ai pas souvenir, en tout cas pas dans cette collectivité, mais dans les autres non plus, qu'en cours de mandat, les indemnités soient augmentées d'une telle manière, d'autant plus, nous l'avons vu ce matin, quand les problématiques liées au pouvoir d'achat, les interrogations de nos concitoyens sur leur capacité à finir le mois, les décisions que vous avez prises, M. Chombart De Lauwe vient de le rappeler, sur un certain nombre de dispositifs fiscaux tarifaires, font que le pouvoir de l'achat des Nantaises et des Nantais a été amputé par des décisions que vous avez prises.

Je vous avoue que nous avons beaucoup de mal à comprendre la temporalité de cette annonce, dont j'ai lu dans la presse que Mme Rolland, Madame la Maire, assumait totalement cette décision. Pour autant, les délibérations qui nous permettront d'en décider arriveront en toute fin de conseil. Cela pose une petite question sur le fait d'assumer complètement cette décision.

Moi, je crois, pour que les élus soient bien payés ce qu'ils méritent, vous pourriez prendre deux décisions. La première serait de réduire le nombre d'adjoints, parce que je considère que comparativement à ce qui se passe dans d'autres collectivités, le rapport du poids de l'exécutif est trop important. La deuxième décision, je l'ai dit souvent ici et dans un certain nombre d'instances, serait de supprimer les jetons de présence qui sont perçus par les élus au titre de leur mandat dans des structures qui dépendent de la Ville ou de la Métropole. Avec les augmentations qui seront présentées en fin de conseil, il me paraîtrait tout à fait légitime, simple et transparent d'y mettre fin.

(Applaudissements.)

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bainvel. Monsieur Citeau.

M. CITEAU, Adjoint – Il y a plusieurs sujets qui ont été évoqués dans le cadre des différentes interventions.

Déjà, concernant la question des recettes et des choix économiques que vous suggérez, en fait, vous n'en suggérez pas. D'ailleurs, il y a finalement assez peu de délibérations que vous ne voyez pas. C'est donc toujours une difficulté pour nous, au sein de cette majorité, de se projeter sur ce que vous, vous ne feriez pas, en dehors, d'ailleurs, de ne pas faire des écoles, ce qui pose d'autant plus de débats, je pense, au vu des actualités récentes, soit dit en passant.

D'ailleurs, sur ce sujet des écoles, n'oublions pas que nous nous mettons aussi en conformité avec les orientations de l'État, qui dit que dans les quartiers de la politique de la ville – et nous avons toujours dit que c'était une bonne idée –, il

faut dédoubler un certain nombre de classes. Mais dès lors, cela nécessite aussi d'ajuster les équipements. Cela nécessite, à l'échelle de la Ville de Nantes, la construction de six écoles – je pense qu'il faut en avoir conscience collectivement, de même que des impacts que cela représente –, dont nous avons la charge en totalité. Donc effectivement, lorsque l'on met l'accent sur le schéma directeur, cela nécessite des investissements pour répondre à la croissance démographique mais aussi aux impératifs que nous fixe l'État sur le sujet.

S'agissant du choix d'aller chercher le levier fiscal, nous en avons bien conscience, mais nous avons aussi besoin de leviers. C'est le dernier levier que nous avons à notre disposition puisque là encore, l'État ne nous laisse pas la possibilité d'avoir d'autres leviers de ressources de recettes.

Aujourd'hui, nous avons fait le choix politique d'aller utiliser ce levier-là également pour aller mobiliser auprès des propriétaires nantais un complément afin de pouvoir continuer à assurer et à renforcer le service public, puisque comme l'a bien dit M. le Premier Adjoint, il n'y a pas eu, dans la liste que vous avez faite, Madame Oppelt, de diminution de services publics au sein de la collectivité.

Et sur le dernier point que vous avez évoqué, Monsieur Bainvel, je pense que la question de l'indemnité des élus vient finalement poser la question du statut de l' élu. Je pense que nous aurons besoin d'avoir ce débat à l'échelle nationale.

On voit bien que là aussi, les actualités récentes et surtout, l'évolution des élus, le renouvellement de l'équipe des élus montre bien que nous avons une diversité des profils, que nous avons beaucoup moins de cumul de mandats parce que cela a été encadré mais aussi, parce que ce sont des choix politiques qui sont posés par un certain nombre de forces politiques, qui font qu'à une époque, c'était une réalité de cumuler plusieurs mandats et donc de cumuler plusieurs indemnités.

Par ailleurs, aujourd'hui, il y a de vrais sujets de lien entre vie professionnelle, vie personnelle et mandat. Je pense notamment, quand on diversifie les profils politiques, que si l'on veut aller chercher des commerçants, cela nécessite, pour les commerçants, de recruter pendant leurs activités de mandat. Donc quid de la compensation ? Quand on est un parent de jeunes enfants et que l'on doit mettre en place des systèmes de garde, le soir, pour aller auprès des habitants dans le cadre de concertations ou quand il y a des événements qui le nécessitent, tout cela requiert d'être accompagné.

Aujourd'hui, nous avons besoin de mettre sur la table le débat, au sens large, de ce qu'est le statut de l' élu et de ce que souhaitent les habitants de leurs élus. À l'échelle de la Ville de Nantes, le levier que nous avons, c'était de faire évoluer cette question des indemnités. Vous faites référence à la comparaison par rapport à la Région, mais je ne pense pas qu'en tant que conseiller régional, vous touchiez moins qu'un adjoint, aujourd'hui. Vous ne pouvez donc pas comparer simplement la question du nombre d'adjoints versus le nombre de vice-présidents. Le sujet, finalement, est le niveau des indemnités dans chacune des collectivités. Et il ne me semble pas qu'en tant que conseiller régional, vous touchiez moins qu'un adjoint.

En tout cas, je pense que les termes du débat que vous posez ne sont pas justes.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Êtes-vous sûrs que vous voulez être trois du même groupe à vouloir vous exprimer ? En êtes-vous sûrs ? D'autant plus qu'il y a une délibération 43, je crois, c'est-à-dire dans pas très longtemps... Je suis sûr que nous serons tous encore là et je suis sûr que vous aurez l'occasion d'en reparler. Cela vous convient-il ?

Il y avait une demande de prise de parole. Madame Bertu.

Mme BERTU, Adjointe – J'avais demandé la parole pour répondre sur cette délibération, donc merci de me la donner, Monsieur le Maire.

Merci, Pascal, pour cette présentation qui était complète et éclairante.

Le compte administratif, c'est l'occasion de regarder les chiffres mais aussi la stratégie, derrière, et notre cap politique.

Vous avez beau dire ce que vous voulez, 2022, c'était une année où nous avons investi massivement. C'était une année particulière où nous avons enfin vu le début de retour à la normale, d'un point de vue comptable, conforme à la stratégie financière que nous nous étions fixée collectivement et ce, malgré les premiers effets de la crise énergétique.

Un retour à la normale, donc, pas tout à fait, puisque 2022 était aussi synonyme de crise sociale et d'accroissement de la précarité pour les familles nantaises, comme nous avons pu dire ce matin. L'inflation touche de plus en plus largement les personnes qui jusqu'à présent, étaient encore éloignées de la précarité.

Ce conseil est l'occasion de montrer, preuves à l'appui, l'attachement de notre équipe aux enjeux de solidarité et de lutte contre la pauvreté. La stratégie en faveur des nouvelles solidarités, avec ces 100 nouvelles mesures et actions

concrètes, que nous venons de voter, en dit long. Elle fait suite à la démarche engagée l'an dernier, donc en 2022, par Abbassia Hakem.

Une année marquée par notre engagement en faveur de l'égalité et des solidarités, de la lutte contre la précarité, la pauvreté et les injustices et aussi à travers notre soutien au tissu associatif et solidaire nantais, qui fait la force et la richesse de notre territoire et dont nous pouvons être fiers.

2022, on l'a dit, c'était aussi et peut-être surtout un niveau historique d'investissement, avec 116 millions d'euros d'investissements. Et au-delà des chiffres, cela a été dit par Thibault Guiné, on parle d'écoles, de priorité à l'éducation avec des constructions d'écoles mais aussi des travaux d'extension.

J'en profite pour dire un mot à Foulques Chombart De Lauwe, s'il nous écoute encore. Puisqu'il parle du fait que nous sommes en train de rattraper le retard, moi, je voulais juste dire que quand le gouvernement prend une bonne décision, qui est de dédoubler des classes, eh bien oui, il nous faut réaménager les écoles pour pouvoir accueillir l'ensemble des classes.

Je parle dans le vide puisque personne ne m'écoute du côté de l'opposition. C'est un plaisir d'échanger avec vous...

Ces investissements, c'est aussi notre action en faveur de la transition écologique, avec l'entretien durable des bâtiments, avec la sécurité, avec l'investissement dans l'installation de nouvelles caméras de vidéoprotection.

Je voulais simplement dire qu'il suffit de quelques phrases, de quelques exemples pour montrer à quel point Valérie Oppelt use de démagogie quand elle parle de « baisse de services publics » et qu'elle remet en cause l'engagement de notre collectivité.

Je voudrais dire également à Julien Bainvel, à propos des indemnités, que lorsque l'on compare, alors, il faut comparer jusqu'au bout. Oui, à la Région, il y a moins de vice-présidents, effectivement. Mais à la Région, les indemnités sont au taquet légal. C'est-à-dire que c'est le maximum que la Région puisse donner. À la Ville, ce n'est pas le choix que nous faisons, y compris avec ce que nous allons vous proposer au cours de ce conseil. Les indemnités vont être revues mais ne seront pas au taquet légal. Pour exemple, un adjoint, à Nice, perçoit aujourd'hui une indemnité deux fois supérieure à un adjoint à Nantes.

Bref, ce compte administratif, c'est du concret, du réel utile aux Nantaises et aux Nantais, et nous serons très fiers du cap politique que nous tenons. Nous serons très fiers de pouvoir le voter.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Bertu. Est-ce un débat sur le compte administratif ou sur les indemnités, Monsieur Bainvel ? Très bien. Allez-y.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Je vous donne plusieurs éléments de réponse.

Le premier, c'est sur le levier fiscal, évoqué par Simon Cîteau. Je rappelle les engagements qui avaient été pris par votre majorité pendant la campagne municipale : « nous n'augmenterons pas les impôts ». Raté...

Sur le schéma directeur des écoles, il y a plusieurs éléments. Il y a les engagements pris par l'État, le dédoublement des classes. Cela, évidemment, il faut l'appliquer. C'est une très bonne mesure et je pense que nous sommes unanimes à cet égard. Il faut donc se donner les moyens de la mettre en œuvre.

Moi, je redis tout de même que la réalité de la population scolaire, c'est que nous avons une courbe descendante, sur la ville de Nantes. Premier élément.

Deuxième élément, si je regarde les décisions qui ont été prises récemment au Comité départemental de l'Éducation nationale, si je ne dis pas de bêtises – mais Mme Rodriguez pourra me corriger si c'est le cas –, nous avons, à la rentrée prochaine, autant d'ouvertures que de fermetures de classes à l'échelle de la ville de Nantes. Je crois que c'était la même chose l'année dernière. Je rappelle que nous avons moins d'élèves dans le public à la rentrée dernière qu'à la rentrée précédente et qu'à la rentrée prochaine, ce sera encore le cas.

Moi, je vous le redis, nous vous le redisons : depuis les décisions qui ont été prises sur le schéma directeur, il y a un certain nombre de paramètres qui ont évolué. Je pourrais redonner ces exemples concrets d'écoles nantaises dans lesquelles il reste de la place, dans lesquelles il y a des classes qui ne sont aujourd'hui pas utilisées et qui pourraient accueillir des élèves. Il faut donc non pas une volonté de faire des économies sur le budget de l'éducation mais d'utiliser l'argent à bon escient et de ne pas aller construire des écoles ou de ne pas aller agrandir des écoles quand dans d'autres bâtiments scolaires, on a des salles vides, inoccupées, aménagées, chauffées, mais qui ne sont pas utilisées.

Dernier élément au sujet de la question de la conciliation des temps de la vie professionnelle et de la vie élective. C'est le même cas pour la vie associative. Cela a toujours été difficile. Le statut de l'élu, c'est un vieux sujet. Je pense que cela fait cinquante ans que l'on parle du salut de l'élu. Aucun gouvernement n'a résolu cette difficulté. Ce ne sont pas des sujets nouveaux.

Moi, je repose le sujet de la temporalité. Ce sujet de la conciliation existait en début de mandat. Vous aviez fait le choix, sûrement pour un certain nombre de raisons, de ne pas toucher aux indemnités. Vous le faites aujourd'hui, dans une temporalité du pouvoir d'achat qui est posée. Ensuite, vous avez fait des choix, que vous pouvez assumer. Effectivement, les indemnités des conseillers régionaux ne sont pas les mêmes que les indemnités des adjoints. Je rappelle, pour être complètement factuel, qu'un conseiller régional d'opposition comme un conseiller départemental d'opposition perçoit la même indemnité qu'un conseiller régional majoritaire ou un conseiller départemental majoritaire.

Un élu ou une élue – Intervention hors micro (inaudible)

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Combien ?

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – S'il vous plaît, ce n'est pas un dialogue.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Je crois que ce sont 2 200 euros bruts. Et si vous voulez regarder, Monsieur le Premier Adjoint, quel est le niveau des indemnités des uns et des autres, tout est public et transparent. Il n'y a donc absolument aucun sujet sur cette question. Mais je crois qu'il faut tout de même que nous ayons un certain nombre d'explications sur la temporalité qui vous fait, en milieu de mandat, venir augmenter, dans des proportions aussi importantes, les indemnités des élus de la majorité et pourquoi vous ne faites pas le choix, vis-à-vis des Nantaises et des Nantais, de réduire, comme nous vous le proposons, le nombre d'adjoints pour avoir une augmentation qui soit plus acceptable.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bainvel. Monsieur Richard.

M. RICHARD, Conseiller municipal – Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Moi, j'avais juste une petite remarque et un avis très personnel à partager. Je crois qu'entre nous, il y a une différence de convictions sur le sujet du salaire, puisque c'est finalement le mot, le salaire des élus...

(Réactions dans la salle.)

M. RICHARD, Conseiller municipal – Je vais terminer, vous allez comprendre.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Guillaume..., Monsieur Richard, si vous aviez attendu la délibération, vous auriez vu que le mot « salaire » n'y figure pas.

M. RICHARD, Conseiller municipal – J'ai fait exprès de dire « salaire ».

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Il est dommage de vouloir forcer l'ordre du jour, mais allez-y. Finissez, il n'y a aucun problème.

M. RICHARD, Conseiller municipal – Je vais terminer. La différence, c'est que nous, nous voyons la politique comme un engagement, et j'ai la sensation que beaucoup, au sein de cette assemblée, voient cela comme une activité et parfois, un métier.

Clairement, moi, je crois que nous devons défendre l'idée que les politiques doivent avoir une activité en parallèle, une rémunération en dehors de leur mandat, et des deux côtés de cet hémicycle, vous en êtes, Monsieur l'Adjoint, le premier exemple. Nous avons Richard Thiriet qui en est un autre exemple, de même que Foulques, et beaucoup d'entre nous sommes dans cette situation. Je crois qu'en défendant cette façon de faire, nous sommes plus crédibles auprès des Nantaises et des Nantais et surtout, je crois que c'est un bon moyen de ne pas perdre pied et de rester très connecté à la réalité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Richard. Je vous propose de revenir à l'ordre du jour, si cela ne dérange pas grand monde. Nous reprenons donc le compte administratif. Sur le compte administratif, M. Bainvel a posé une question s'agissant des écoles. Madame Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Merci, Monsieur le Maire. Cela me permet effectivement d'apporter quelques précisions, mais que j'ai déjà eu l'occasion d'apporter dans cette assemblée.

Je vais répondre sur plusieurs points. Tout d'abord, pour vous redire que les effectifs scolaires, à Nantes, ne continuent pas à monter. Ils restent plutôt dans une stabilité. C'est-à-dire que nous ne constatons pas de baisse. Et cette évolution est très différente d'un quartier à l'autre. Donc que proposez-vous ? De prendre des enfants de Nantes Nord et de les amener en bus tous les jours à Nantes Sud ? C'est cela, votre proposition ?

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Intervention hors micro (inaudible).

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Eh bien je ne sais pas, moi. Je vous le demande... À ce moment-là, faites-moi la liste des classes qui sont disponibles et nous verrons comment les utiliser. Parce que dans la plupart des écoles, quand il y a des salles qui sont libres, on sait comment les utiliser. On a besoin de salles d'activités, on a besoin de salles pour le périscolaire, on a besoin de salles pour la BCD, on a besoin de salles de décharge pour accueillir les enfants en

situation de handicap... Si vous, vous savez qu'il y a des salles inutilisées, vraiment, faites-moi la liste et nous en parlerons.

Ensuite, ce que je souhaite dire, c'est qu'effectivement, à la rentrée, il y aura, au global, 20 ouvertures de classes et 17 fermetures. Nous sommes donc encore dans un solde positif. Ce solde évolue beaucoup d'une année sur l'autre du fait des classes dédoublées, puisque comme les classes sont petites, il y a beaucoup de modifications liées à cela.

Et quand il est question d'utiliser de l'argent à bon escient, j'aimerais rappeler que le schéma directeur répond bien sûr à l'augmentation démographique de la population scolaire mais également, au besoin de rénover en profondeur notre patrimoine scolaire. Et sur ce plan, quoi qu'il en soit, schéma directeur ou pas, nous nous devons d'avoir un patrimoine scolaire rénové et de qualité.

Enfin, j'aimerais dire que si nous avons à choisir entre deux écoles, je crois que sur ce type de questions, vu l'évolution des prix, et vous nous le rappelez assez souvent, soyez assurés qu'avec mon collègue Pascal Bolo, nous regardons cela de manière très attentive et que l'évolution au cours du mandat, nous la suivons comme le lait sur le feu, ai-je envie de dire.

Mais quand il faut choisir entre rénover une école à Nantes Nord, à la Chauvinière, par exemple, comme l'école que nous allons passer aujourd'hui en conseil, ou l'école des Plantes, à Breil – Barberie, quel choix proposez-vous ? Nous, en tout cas, nous avons fait le choix de maintenir un haut niveau d'investissement pour pouvoir aller au bout de ce projet, qui est un projet non seulement lié à nos compétences obligatoires mais un projet d'accueil de qualité et sur le long terme de tous les enfants nantais.

Voilà ce que je voulais dire pour éclairer la situation sur le schéma directeur des écoles.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Rodriguez. Monsieur Bolo.

M. BOLO, Adjoint – Merci, Thibault Guiné, d'avoir rappelé, ce que j'ai un peu perdu l'habitude de faire dans mes délibérations, et je crois que j'ai tort, que toutes ces dépenses ont une utilité, que toutes ces dépenses construisent la ville, favorisent le « bien vivre » à Nantes, et que ce ne sont pas des dépenses que l'on fait comme cela, pour le plaisir de dépenser. Chaque euro dépensé est un euro utile, en 2022 comme précédemment et comme ce sera le cas ultérieurement.

Je crois qu'il était utile de rappeler qu'effectivement, cela correspond à des réalisations précises, à des services précis, et que ce n'est pas de l'argent qui est jeté comme cela par les fenêtres ou balancé dans l'eau.

Madame Valérie Oppelt, que vous ayez fait le choix d'être la propagandiste la plus ardente de la politique gouvernementale, cela vous regarde. J'allais dire : c'est votre problème. Mais le problème, c'est que cela vous trouble visiblement le jugement, à la fois sur des baisses de services que nous cherchons désespérément, avec les collègues, depuis que vous avez prononcé le mot, et surtout, sur quelques faits. Par exemple, l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement, ce n'est pas la volonté du gouvernement d'aider les collectivités locales : c'est simplement lié à l'augmentation de notre population.

Cher Foulques Chombart De Lauwe, cher président de la commission des finances, oui, « consolider », parce que la trajectoire financière de la fin du mandat précédent ne permettait pas d'envisager le programme d'investissements de près de 700 millions d'euros que nous avons établi. Et oui, il fallait consolider par l'augmentation de la fiscalité, par le recours à l'emprunt, par la recherche permanente d'économies de fonctionnement, il fallait consolider une situation financière nous permettant d'affronter, si j'ose dire, notre ambitieux programme d'investissements.

Notre lettre de cadrage du budget 2024, que je suis en train de préparer avec la direction des finances, tiendra évidemment compte du fait que oui, nous avons consommé plus de marges de manœuvre en 2022 qu'il était prévu, en raison de la conjoncture. Cela veut donc dire qu'il faudra que nous ajustions nos progressions, notamment de budget de fonctionnement, en 2024 et les années suivantes, en fonction de cette réalité.

Le recours raisonné à l'emprunt, c'est que quand on est très en dessous de la moyenne des villes de notre strate, on peut avancer jusqu'à autour de la moyenne sans que ce soit déraisonnable. C'est donc bien un recours raisonné.

Et enfin, oui, les frais financiers augmentent. Oui, nous allons les surveiller avec grande attention. De là à parler d'explosion, cela me paraît un peu abuser.

Cher Julien Bainvel, c'est bien, le hors-sujet. Cela a toujours ses charmes. On lance des débats en conseil municipal, comme cela, à une heure que l'on pense plus propice à des reprises de presse... J'imagine que c'est cela, la tactique. Mais bref, c'est la délibération 41 ou 42. Nous verrons cela plus tard. Et si c'est vrai que ces choses sont historiques, eh bien oui, parce que cela fait près de trente ans que tout cela n'avait pas changé.

Enfin, je voulais remercier Mahaut pour ses rappels fort utiles et également Simon, d'avoir fait mon travail de réponse aux argumentaires de nos amis de la droite. Il est toujours utile d'avoir quelqu'un qui fait votre travail à votre place. Cela vous épargne bien du souci. Donc merci, Simon !

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, cher Pascal. Peut-être quelques mots sur nos échanges.

Nous avons ce point sur les indemnités des élus, que nous allons aborder tout à l'heure, dans la délibération 46 ou 47. En tout cas, chers Julien Bainvel, votre question sur la temporalité aurait été probablement la même si nous avions été en début de mandat, si nous avions été aujourd'hui ou si nous avions été en fin de mandat. Je crois que la question aurait été exactement identique.

Et juste pour une mise en bouche avant d'arriver au point 47, tout à l'heure, je vais juste rappeler à tout le monde, y compris à ce qui nous écoutent aujourd'hui, que ces indemnités n'ont pas été réévaluées depuis 2008 et en réalité, n'ont pas été remises à niveau depuis une trentaine d'années.

Donc ce que nos collègues ont essayé de faire à l'instant, c'était une diversion par rapport au compte administratif, puisqu'ils n'avaient pas beaucoup d'autres propositions à faire, à part la construction de moins d'écoles, et merci, Julien Bainvel, d'avoir fait quelques propositions – et merci également, Ghislaine, pour votre réponse.

En tout cas, s'agissant des indemnités des élus, nous en reparlerons un peu plus en détail et avec les chiffres correspondants, pour que les choses soient claires pour tout le monde, un peu plus tard, lors du point d'ordre du jour n° 47, à un moment qui vous permettra aussi de redire vos arguments sans aucune difficulté.

Cela, c'était le point 9 de l'ordre du jour. Nous pouvons donc passer au point 10 de l'ordre du jour.

Plusieurs intervenants – Nous devons voter.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – C'était pour voir si vous suiviez... Je vais mettre ce point aux voix.

Le Conseil approuve (13 voix contre).

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 10, intitulé :

Affectation du résultat 2022 – Décision modificative 2023 n° 1 (budget supplémentaire) – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit, en toute logique, d'affecter le résultat de 2022 que nous venons de constater et qui sert à alimenter la décision modificative 2023 n° 1, notre premier budget supplémentaire.

Nous avons un excédent de fonctionnement de 38 620 493,67 euros, que nous proposons d'affecter très principalement à la section d'investissement, pour 37 509 634 euros, à la fois pour 10,6 millions d'euros et des poussières pour le besoin de financement de la section d'investissement reporté à l'issue de l'exercice 2022 et également, pour un autofinancement complémentaire de la section d'investissements. Très traditionnellement, cela nous permet d'emprunter moins que ce que nous avons inscrit initialement, sauf à réaugmenter un peu notre fonds de roulement, comme nous le faisons parfois, pour emprunter à de meilleures conditions. Et il y a 2 millions d'euros qui sont pour l'équilibre du budget supplémentaire en investissement.

Il reste, pour la section de fonctionnement, 1 110 859,47 euros, qui sont affectés à une décision modificative qui reste extrêmement modeste tant en fonctionnement qu'en investissement.

Nous avons, en fonctionnement, 2,7 millions d'euros de dépenses supplémentaires. Il y a des crédits pour la vie associative et la jeunesse avec le PIA, et des montants qui sont somme toute assez modestes et même très modestes et qui, additionnés, font ces 2,7 millions d'euros.

En recettes, nous avons 1,7 million d'euros qui est mentionné. Il s'agit essentiellement de contributions d'organismes extérieurs, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Et puis nous avons des ajustements de provisions qui sont plutôt positifs ainsi que des provisions pour créances douteuses, qui sont habituelles.

Voilà comment nous allons utiliser le résultat de 2022 et voilà ce que nous vous proposons comme décision modificative en 2023, étant entendu que cela comprend également les quelques fonds prévus justement pour l'augmentation des indemnités des élus, si toutefois elle est votée ultérieurement.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bolo. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? S'il n'y en a pas, je vous remercie. Nous pouvons donc passer au vote.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (11 voix contre).

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 11, intitulé :

Pacte financier de solidarité avec Nantes Métropole – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit d'une délibération également traditionnelle, à cette époque : le pacte financier de solidarité avec Nantes Métropole. Nous allons bénéficier de la dotation de solidarité communautaire, dont les montants sont inscrits dans la délibération. Vous avez la liste pour toutes les communes.

Nous avons également ce que l'on appelle les conventions de gestion, c'est-à-dire les conventions qui font par exemple qu'il a été laissé aux communes l'entretien des espaces verts de voirie. C'est-à-dire qu'à la création de la Communauté urbaine, les maires craignaient que la Métropole ne mette la main sur les choix qu'ils pouvaient faire sur le fleurissement de leurs ronds-points ou de leurs bas-côtés de route. Il avait donc été convenu que les communes continueraient à gérer cela. Il a fallu remettre tout cela d'équerre. Cela a été un gros travail, mais nous y sommes arrivés.

Enfin, il y a les conditions pour bénéficier du fonds de concours pour le fonctionnement des communes disposant de piscines. À ce titre, c'est un nouveau programme métropolitain dont nous allons bénéficier pour un peu plus de 1,5 million d'euros.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bolo. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Nous pouvons donc procéder au vote.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

Mme la MAIRE – Nous allons continuer en enchaînant avec les délibérations présentées par Pascal Bolo.

J'explique l'évolution de l'ordre du jour, puisque je vois des visages circonspects. Au vu de l'actualité d'aujourd'hui, Pascal Bolo doit être libéré à la suite de ces délibérations. Nous passons donc les délibérations concernées et ensuite, nous reprendrons à la délibération 12.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 54, intitulé :

Transactions immobilières diverses – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit de diverses transactions immobilières.

Il y a, comme souvent, une constitution de servitude au profit de GRDF pour une canalisation souterraine, chemin des Vignes, à Nantes.

Une constitution de servitude au profit d'ENEDIS pour l'installation d'armoires électriques dans le cadre de la sécurisation du stade de la Beaujoire.

Une autre, toujours à ENEDIS, rue de Hamilton, qui est liée aux travaux concernant le pôle associatif Winnipeg.

Et une modification du périmètre du bail commercial au sein de la galerie de l'immeuble Graslin, rue Scribe, au profit de la SARL POHU. Il s'agit, je crois, de raccourcir ce bail pour permettre notamment à Angers Nantes Opéra d'utiliser les locaux en question.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention particulières, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (9 abstentions).

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 55, intitulé :

Transactions foncières – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit des traditionnelles transactions foncières.

Nous avons 17 m² dans la ZAC des Dervallières, rue Charles Roger, une cession à Nantes Métropole d'une parcelle un peu plus importante, de mémoire, 108 m², avec une maison de 103 m², pour la suite du plan « paysage et patrimoine » du quartier Dervallières – Zola, un transfert de propriété à titre gratuit de diverses parcelles dédiées à l'accueil de gens du voyage, et ce sera tout pour ce mois-ci.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (9 abstentions).

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 56, intitulé :

11 boulevard de Stalingrad – Manufacture des tabacs – Bail constitutif de droits réels au profit de Nantes Métropole Habitat – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Cette délibération est un peu particulière puisqu'il s'agit de conclure un nouveau bail emphytéotique, donc constitutif de droits réels, au profit de Nantes Métropole Habitat, qui se trouvait dans la situation particulière suivante : Nantes Métropole Habitat a un programme de réhabilitations absolument indispensables pour les logements sociaux qui sont situés à l'ancienne Manufacture des tabacs, boulevard de Stalingrad. Il se trouve que le temps restant à l'actuel bail emphytéotique conclu entre la Ville et Nantes Métropole Habitat ne permettait pas à Nantes Métropole Habitat de réaliser une opération dans des conditions économiques acceptables.

Il nous faut donc voter la rupture de l'ancien bail emphytéotique et le fait d'en créer et d'en approuver un nouveau, pour une durée de 22 années, moyennant une redevance annuelle, là encore, tout à fait modeste, mais qui permet l'équilibre économique de cette opération de réhabilitation. Car je vous rappelle que la Manufacture des tabacs est un immeuble nécessitant des travaux tout à fait importants et extrêmement coûteux. Il faut donc arriver à permettre à Nantes Métropole Habitat de mener son opération de manière efficace.

C'est le sens de la délibération que nous vous proposons.

Mme NAULIN, Adjointe, présidente de séance – Merci. Je prends un instant la présidence de séance et je mets cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de Mme Bassani

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 57, intitulé :

Tranquillité publique – Action financée par la Ville – Convention de financement « École des parents et des éducateurs » – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit, dans le cadre de la tranquillité publique, d'une convention de financement avec l'École des parents et des éducateurs, qui vise à soutenir les habitants impactés par la violence générée par des faits contre la tranquillité ou la sécurité publique ou par des nuisances répétées liées à des incivilités ou ce que l'on appelle joliment des « mésusages ».

Nous avons la nécessité, aujourd'hui, de prendre en compte l'accompagnement de familles avec enfants. Une convention est prévue, avec une subvention de 3 000 euros, qui va permettre d'élargir le champ de cette activité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bolo. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 58, intitulé :

Dispositions diverses à caractère financier – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit de notre traditionnelle délibération portant diverses dispositions à caractère financier.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Trente secondes... Avant l'exposé de la délibération, plusieurs personnes doivent sortir. J'invite M. Riom, M. Guissé, M. Bainvel, Mme Bertu, Mme Guerra, M. Thiriet, Mme Weiss, M. Pascouau et Mme Rolland à quitter la salle. Merci.

M. BOLO, Adjoint – Dans le cadre des diverses dispositions à caractère financier, l'agenda 2030, ce sont des subventions aux tiers. En l'occurrence, il s'agit d'une subvention de 10 000 euros à l'association ECOS autour de la végétalisation, du jardinage solidaire et du développement de pépinières de quartier.

Pour la Croix-Rouge française, dans le cadre de la politique publique de la petite enfance, il est proposé une subvention de 14 000 euros au profit du relais parental La Courte Échelle.

Toujours dans le cadre de la politique de la petite enfance, il est proposé une subvention à l'association Le Petit Lieu à hauteur de 1 500 euros.

Pour l'extension du dispositif « référents de parcours de santé » à l'ensemble des quartiers de la politique de la ville, c'est une demande de subvention au FSE+ pour un montant de 162 292 euros et quelques poussières.

Nous avons une subvention de 9 800 euros à l'ARDEPA, qui continue son action auprès des professionnels, des amateurs éclairés et des citoyens en matière d'architecture.

Pour la Maison régionale de l'architecture des Pays de la Loire, il est proposé 5 488 euros.

Il est proposé une subvention de 2 940 euros à l'Association des commissaires enquêteurs.

Pour le projet « santé des pêcheurs et des mareyeuses du Burundi », qui est une coopération décentralisée pour la prévention, il faut verser 8 000 euros à l'association Essentiel.

Nous avons aussi, au titre de la lutte contre les discriminations, des dépenses supplémentaires qui sont proposées, notamment un engagement de 9 600 euros, dont la répartition figure en annexe.

Nous avons des subventions pour un montant complémentaire de 4 500 euros, en plus des 41 800 euros déjà votés, en annexe 1, en matière de l'accessibilité universelle.

Pour créer la ville non sexiste, il est proposé une subvention supplémentaire de 21 000 euros à Citad'elles, si je me souviens bien. Non, Citad'elles, c'est ensuite... Là, ce sont plusieurs associations, pour un montant total de 21 000 euros.

Et nous avons une subvention complémentaire à Citad'elles, je n'avais pas rêvé. Ce sont également 21 000 euros. C'est peut-être pour cela que j'avais confondu.

Au titre des dispositions tarifaires traditionnelles, nous avons les tarifs de la base nautique municipale, qui augmentent de manière forcément raisonnable, et l'actualisation de la liste des salles associatives nantaises, auxquelles il faut que nous ajoutions les salles de la Locomotive, maison de quartier d'Erdre – Batignolles, que nous venons d'inaugurer.

Enfin, nous avons la taxe locale sur la publicité extérieure, avec une hausse qui s'élève à 6 % en moyenne et des décisions qui respectent les accords anciens passés avec la Chambre de commerce et industrie pour quasiment exonérer les commerces de centre-ville, pour être clair.

Nous avons la convention de mise à disposition de l'équipement sportif de la Chambre de métiers et de l'artisanat des Pays-de-la-Loire à Sainte-Luce-sur-Loire. C'est une opération tout à fait intelligente de mutualisation d'un équipement, qui, une fois que ses promoteurs l'avaient utilisé, laissait encore de larges plages d'utilisation possibles, notamment pour le mouvement sportif nantais. Il y a donc une convention tout à fait intelligente qui a été préparée en la matière.

Pour la modernisation des équipements numériques des écoles nantaises, nous avons une convention FEDER avec le Conseil régional des Pays de la Loire, qui gère ces fonds européens.

Dans le cadre de la politique publique de la petite enfance, nous avons une convention d'objectifs et de financement d'une prestation de service par la CAF de Loire-Atlantique. Hélène vous donnera toutes les indications, si nécessaire.

Et puis nous avons un problème de concession au cimetière du Vieux Doulon, pour lequel il est proposé de rembourser une différence entre un caveau d'occasion de trois places et un caveau neuf de deux places. Je crois que c'est à peu près ça.

Nous avons également la mise à jour du règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, toujours dans la politique publique de la petite enfance. Il convient d'approuver ce règlement avec des évolutions qui concernent les modalités d'attribution des places, les nouveaux contrats d'accueil, la réactualisation des modalités de facturation et de nouvelles annexes.

Toujours pour la petite enfance, nous avons un don de matelas à l'association les Restaurants du cœur, un trop-perçu à régulariser pour l'association Souris verte, et pour les projets périscolaires d'intervention associative, un trop-perçu de l'association Rugby Saint-Herblain, le RUSH, d'un montant de 582 euros.

Nous continuons à rembourser l'accès Internet de l'ADAPEI – Les Papillons blancs, à Gustave Roch.

Nous avons une convention d'objectifs et de financement sur les prestations d'accueil de loisirs avec la CAF.

Pour la politique publique de l'éducation, nous avons l'appel à projets Erasmus+. Nous avons le programme « jeune ambassadeur », la régularisation d'anciennes cautions du Conservatoire, des remises gracieuses, créances irrécouvrables et éteintes, comme il est de tradition, des admissions en non-valeur de créances irrécouvrables, pour une somme de 3 472,82 euros et la constatation de créances éteintes pour 11 033,05 euros.

Faut-il vous l'envelopper ?

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Bolo. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (5 voix contre).

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

M. BOLO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 59, intitulé :

Rapports 2022 des partenaires externes – Approbation

M. BOLO, Adjoint – Il s'agit ici de constater, de la même manière que nous avons eu le rapport d'activité de la Ville, en quelque sorte, avec le compte administratif, que nos organismes associés, qu'ils soient en délégation de service public ou qu'ils soient établissements publics, ont déposé leur rapport financier et leur bilan d'activité, notamment le Crédit municipal, qui m'est cher. Nous avons également l'ensemble de nos SEM, je l'ai dit. La Commission consultative des services publics locaux a examiné tout cela et a adopté les différents rapports d'activité.

Je cherche la liste pour ne pas en oublier, mais il y a la SEM La Folle journée, Nantes Métropole Aménagement, la Cité des congrès, Nantes Métropole Gestion Équipements, Nantes Métropole Gestion Services, Le Voyage à Nantes, la SAMOA et la SELA, qui ont déposé leurs documents, qui sont tous joints à la délibération.

Je vous demande de prendre acte des rapports annuels d'activité de la Fourrière automobile nantaise, que j'allais oublier, de Nantes Gestion Équipements – cela, c'est pour les concessionnaires –, de prendre acte du rapport de l'activité et de la situation financière de la caisse du Crédit municipal de Nantes, de prendre acte du rapport d'activité, j'allais l'oublier aussi, de l'Omnium de constructions, développements et locations, qui est titulaire du contrat de partenariat public – privé pour le gymnase Malakoff III, le seul partenariat public – privé profitable à la collectivité... Nous le chérissons particulièrement.

Nous avons également à prendre acte du rapport d'activité de la Commission communale des services publics locaux et à approuver les rapports 2022 des administrateurs désignés par la Ville dans les organismes dont je vous ai fait la liste.

Voilà, Madame la Maire, pour la délibération 59.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de questions ou de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (6 abstentions).

Mme la MAIRE – Chers collègues, nous allons pouvoir revenir à la délibération n° 12.

M. SALAÜN, Adjoint, donne lecture du dossier n° 12, intitulé :

Mesures de soutien à l'activité commerciale du centre-ville – Subventions – Approbation

M. SALAÜN, Adjoint – Mes chers collègues, cette délibération vise à vous proposer des mesures de soutien à l'activité commerciale du centre-ville.

Permettez-moi tout d'abord d'insister sur notre démarche partenariale, parce que nous ne travaillons pas seuls, il s'en faut même de beaucoup, puisque la Chambre de commerce et de l'industrie, la Chambre de métiers et de l'artisanat, l'association Plein Centre, la fédération de l'UNACOD, l'UMIH, le GHR, le CINA, les Écossolies et le Voyage à Nantes œuvrent au quotidien à nos côtés pour renforcer et différencier l'offre commerciale de centre-ville, renforcer la destination Nantes centre-ville et accompagner les transitions sociales et environnementales.

Nous vous proposons ou nous nous proposons ici de prolonger un certain nombre d'efforts sur les quatre points suivants :

- tout d'abord, continuer à soutenir la fréquentation du centre-ville, grâce à un programme ambitieux de manifestations festives et commerciales en centre-ville pour générer du flux autour d'événements conviviaux, populaires et familiaux ;
- ensuite, renforcer la communication positive sur le centre-ville avec une nouvelle campagne d'affichage, un renouvellement de la communication autour de la marque Nantes centre-ville et une valorisation des expérimentations comme par exemple les piétonnisations estivales et le chèque cadeau numérique mis en place par Plein Centre. À cet effet, il vous est proposé un budget supplémentaire de 10 000 euros ;
- ensuite, embellir les rues de Nantes, de son centre-ville. Pour cela, Plein Centre travaillera à l'embellissement d'une quinzaine de rues. À cet effet, il est proposé une subvention complémentaire de 40 000 euros à l'attention de Plein Centre ;
- enfin, renforcer la prospection commerciale. Cela passe par la recherche d'activités émergentes, notamment celles respectueuses du développement durable et responsable sur le plan écologique et social. Pour cela, les équipes

de la Ville, de la Chambre de commerce, de la Chambre de métiers et de l'artisanat et le CINA vont renforcer leurs actions communes.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Jeanne Sotter.

Mme SOTTER, Conseillère municipale – Madame la Maire, mes chers collègues, comme le rappelait Gildas Salaün à l'instant, c'est grâce à un travail collaboratif avec l'ensemble des acteurs économiques engagés à nos côtés que le centre-ville de Nantes connaît un programme d'animations démultiplié.

Nous sommes à leurs côtés, mobilisés pour contribuer à créer des conditions favorables au commerce de centre-ville en améliorant le confort de leurs usagers, que ce soit par des mesures comme la gratuité des transports le week-end ou encore la piétonnisation de 12 nouvelles rues.

Demain, c'est l'édition 2023 du Voyage à Nantes, qui, avec ces statues qui habillent d'ores et déjà notre centre-ville, lancera la saison estivale.

Nous mettrons tout en œuvre pour que cette saison permette de poursuivre la dynamique positive constatée sur le premier semestre 2023.

Je le rappelle, l'hyper centre, ce sont plus de 1 100 commerces, dont 70 % d'indépendants, près de 550 cafés-restaurants, et cela représente environ 3 800 équivalents temps plein.

Le centre-ville, c'est le cœur de notre ville. Ce n'est pas un quartier comme les autres. C'est un lieu identitaire, de convivialité, de rassemblement, de vie et d'habitat, et aussi de promenade.

Les Nantais et les Nantaises entretiennent un lien particulier avec ce lieu, avec son histoire et avec ceux qui y travaillent au quotidien : les commerçants, bien sûr, mais aussi les artisans, restaurateurs et hôteliers.

L'élargissement de l'audience de centre-ville doit s'imposer comme une priorité stratégique. C'est pourquoi aujourd'hui, nous franchissons un pas de plus dans notre soutien lors de ce conseil en votant, je l'espère, ce budget complémentaire pour l'association Plein Centre, qui permettra, entre autres, l'embellissement d'une quinzaine de rues.

Donnons-nous rendez-vous demain, dès ce week-end, mes chers collègues, ainsi que les Nantais et les Nantaises qui nous écoutent, pour découvrir un programme d'animations sans précédent. Je vous invite aussi à tester demain soir l'une des 80 adresses dans le cadre de la Nuit des tables de Nantes, par exemple au marché de Talensac, pour vivre un moment amical et convivial.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Thibault Guiné.

M. GUINÉ, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, soutenir l'activité commerciale du centre-ville est un enjeu important, tant on sait que les Nantaises et les Nantais sont attachés au dynamisme de ce quartier. En effet, il concentre des activités commerciales, culturelles et conviviales. Nous travaillons donc à permettre à tous les habitants de se l'approprier, notamment en accompagnant des événements ambitieux, qui viennent d'être rappelés, au-delà de simples promotions commerciales. Je pense ici à Débord de Loire, au carnaval ou encore à l'inauguration de Feydeau – Commerce.

Pour rendre la fête encore plus belle, nous agissons pour reprendre le centre-ville le plus accessible possible. C'est le sens de la gratuité des transports en commun le week-end.

Maintenir une activité et un dynamisme dans le centre-ville passe aussi par une réappropriation de l'espace public. C'est le sens des piétonnalisations estivales et de l'embellissement des rues que nous soutenons dans cette délibération. Dans de nombreuses rues, les voitures laissent la place aux terrasses de café, aux flâneries des piétons. Ainsi, nous repensons l'espace public pour faire de notre centre-ville un quartier à taille humaine, où chacune et chacun, commerçant, badaud ou riverain, trouve sa place.

Mais nous le savons aussi, le secteur commercial connaît aujourd'hui des difficultés. C'est notamment le cas des grandes enseignes de prêt-à-porter, qui subissent une crise importante depuis plusieurs mois. Nous allons donc intensifier le travail avec nos partenaires pour accompagner des porteurs de projets locaux et réduire au maximum la vacance commerciale.

Au-delà, notre majorité est extrêmement vigilante sur les nouveaux modes de consommation, qui passent très largement par la livraison. En particulier, nous sommes extrêmement combattifs pour réduire au maximum la place des *dark stores* et des *dark kitchens* et leur modèle économique néfaste, qui provoquent des nuisances autant qu'ils détruisent le lien social.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Tristan Riom.

M. RIOM, Adjoint – Madame la Maire, mes chers collègues, le centre-ville appartient à tout le monde. C'est ce que nous défendons à Nantes. Nous pensons l'aménagement de la centralité pour que tous et toutes s'y sentent bien, quel que soit son âge, sa classe sociale ou ses envies du moment.

Le centre-ville n'est pas un centre commercial à ciel ouvert. C'est un espace de rencontre et d'échange. Il est important de se le rappeler pour ne pas avoir un axe purement commercial, de consommation et d'achats pour le centre-ville. Nous devons aussi penser des endroits pour flâner, se balader et pour célébrer.

C'est d'ailleurs tout l'objectif des événements populaires du centre-ville mentionnés dans la délibération, qui, parfois ou souvent, débordent de cette centralité. On peut penser à la grande braderie, au Débord de Loire, en passant par Les Rendez-vous de l'Erdre ou le Festival de la céramique.

Dans des articles de presse récents, on pointe l'augmentation de la fréquentation du centre-ville de Nantes avec, pour autant, une baisse sensible de la consommation. C'est dû à l'essor de l'achat en ligne, bien sûr, que nous voulons résorber, mais c'est aussi dû à l'inflation. Les gens viennent donc de plus en plus mais consomment moins. Ils viennent le dimanche, quand les commerces sont fermés. Ils viennent se balader. Pensons donc nos espaces publics pas uniquement tournés autour de la consommation.

Car nous devons consommer moins de choses. C'est un enjeu écologique majeur. Remplaçons donc ce temps dédié à la consommation par du temps dédié à la convivialité.

Et puis, au-delà du « consommer moins, consommer mieux », le plan de relance du centre-ville doit en effet s'organiser autour des structures de l'économie sociale et solidaire, dans une période où la recherche de foncier pour ces structures doit constituer une priorité.

Je rappelle que tous les quartiers devront, à terme, proposer une ressourcerie de proximité, et le centre-ville ne doit pas faire exception. À la suite de la disparition de la Ressourcerie de l'île et de ses 70 emplois, le plan de relance doit s'inscrire dans une bifurcation et permettre de créer des emplois dans une ressourcerie de proximité.

Enfin, pensons aux commerces de proximité partout dans la ville et pas uniquement dans la centralité. Notre travail sur la ville du quart d'heure doit nous pousser à chercher un maillage de commerces dans tous les quartiers. C'est le sens d'un certain nombre de travaux engagés sur la ville et sur la métropole pour permettre le développement de pôles commerciaux de proximité dans tous les quartiers.

En conclusion, nous soutenons cette délibération et appelons à l'ancrer dans un nouveau modèle, qui garantit un centre-ville pour tous et pour toutes, une société et un centre-ville où l'on consomme moins mais où l'on consomme mieux.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention... Pardon. Louisa Amrouche.

Mme AMROUCHE, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, pour rebondir sur la délibération n° 12 et soutenir l'activité commerciale du centre-ville grâce à votre plan, à ce plan d'actions partenariales, cela offre la possibilité de bénéficier des compétences et des expériences de chaque acteur impliqué. Je pense que c'est très, très positif pour l'ensemble du commerce nantais.

Mais j'avais quelques questions à vous poser. Dans les différentes actions que vous décrivez dans cette délibération, quels moyens techniques envisage l'association Plein Centre pour embellir les rues nantaises ? Par exemple, peut-être vont-ils penser à utiliser une idée qu'ont déjà utilisée de nombreuses fois les commerçants de la rue Franklin : mettre de grandes fleurs dans les rues.

Et justement, je voulais vous poser une autre question. Dans la liste des rues secondaires qui sont inscrites ici n'apparaissent pas les rues Cassini, Franklin, Boileau et de la Barillerie. Cela représente à peu près 135 commerçants.

Et je voulais poser la question suivante : est-ce que les commerçants qui ne sont pas forcément adhérents de Plein Centre peuvent aussi bénéficier de toutes ces mesures de soutien à l'activité ?

Merci par avance pour votre réponse.

Mme la MAIRE – Merci. Foulques Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire.

Il n'y a pas de centre-ville vivant sans les salariés qui viennent travailler dans ces commerces. Je voudrais rebondir sur cette délibération pour faire un point et vous interroger sur la réforme du stationnement qui est en cours.

Ma question est assez simple : est-ce que vous avez vraiment réfléchi à l'impact concret de ce que vous êtes en train de proposer pour les Nantais ? Je parle en particulier des gens qui sont des travailleurs nantais mais qui ne sont pas forcément des habitants de la ville de Nantes.

Pour que tous les Nantais qui nous écoutent comprennent mes questions et mon doute, je voudrais vous lister un florilège des situations actuelles qui sont en train d'apparaître.

Premier exemple, le sort qui est réservé aux salariés des entreprises situées dans les zones où le stationnement devient payant. Il n'y a tout simplement rien de prévu. Il y a un mail type qui est envoyé aux entreprises qui en font la demande, qui leur dit : prenez le bus, prenez le vélo, allez dans les P + R, etc., ce qu'effectivement, certains salariés qui habitent peut-être à côté pourront faire.

Mais beaucoup travaillent de nuit, notamment pour les commerces du centre-ville, les bars, les restaurants, ou alors à des horaires ou sur des trajets qui sont incompatibles avec les transports en commun. Vous le savez parfaitement. Vous avez un certain nombre d'exemples, je pense, qui vous remontent.

Mais à Nantes, quand vous êtes dans ce cas-là, vous n'avez pas le droit de souscrire un abonnement. Ce n'est pas que l'abonnement soit cher, c'est que ce n'est pas possible. Donc concrètement, qu'attendez-vous ? Doivent-ils payer 40 euros par jour, alors que ce sont souvent des salariés précaires ? Je pense que ce n'est pas soutenable pour eux.

Deuxième exemple : un agent de la SEMITAN qui va au dépôt, à côté de l'hôpital Bellier, vers 5 heures du matin, pour prendre son service – exemple concret dont on nous a parlé –, va le terminer en milieu de journée. Vous savez qu'il y a très peu de places pour se garer à ce dépôt. Il n'a aucune solution pour garer son véhicule dans le quartier. Souvent, il habite à Sainte-Luce ou à Treillières. Vous savez, dans la vraie vie, on ne vit pas tous dans la ville du quart d'heure. On vit aussi parfois à une demi-heure de route de son travail parce que l'on n'a pas de quoi se payer un logement à Nantes. Cela, c'est la vraie vie.

Quid de la serveuse ou du serveur, de l'infirmier, de l'infirmière de nuit, au CHU, qui termine son service après minuit et doit rentrer chez elle en voiture, souvent en périphérie de l'agglomération nantaise ? Non, pas d'abonnement possible. Il y a bien une exception qui est faite pour certaines professions médicales. Vous me corrigerez peut-être pour l'infirmière, je ne sais pas si elle y est éligible. Je l'espère. Nous parlons là, encore une fois, de salariés relativement précaires.

Autre cas très concret, celui des cliniques, maisons de retraite, centres de santé dont nous avons parlé tout à l'heure. Quelles solutions proposez-vous aux salariés de ces établissements, qui ont tant de mal à recruter et à fidéliser ? À nouveau, s'il s'agit de payer « plein pot » alors qu'ils n'habitent pas le quartier, ils vont tout simplement perdre ces salariés. Nous avons des cas très concrets qui nous remontent. Je pense qu'ils vous remontent aussi.

Que dire des intervenants extérieurs qui interviennent dans ces maisons de santé, dans ces maisons de retraite : animateurs sociaux, culturels, animateurs pour des soins... ? Peut-être que le médecin aura un macaron mais le podologue n'en aura pas parce qu'il n'est pas médecin. Concrètement, il faut vraiment que vous assouplissiez et les règles là-dessus. Je ne parle pas des bénévoles. Ils viennent souvent de l'extérieur.

Et quid des familles des malades ? Il faudrait qu'il y ait une solution. Effectivement, Nantes concentre des soins qui n'existent pas en dehors. Que peut-on proposer, même de temporaire, pour les familles des malades ?

Troisième cas concret, les résidences senior de ces quartiers, donc les habitants seniors. Ils découvrent un matin – c'est exactement ce qui est en train de se passer, ces semaines-ci – le marquage au sol, dont ils ont été prévenus sur un site qu'ils ne fréquentent pas parce qu'ils n'ont pas forcément leur portable à bout de main, et réalisent qu'ils vont devoir trouver une place à plusieurs centaines de mètres de chez eux, parfois le soir. Quelle est leur réaction ? Je pense que vous avez parlé avec ces gens. C'est une immense anxiété. Une immense anxiété, et je n'exagère pas.

Pourquoi ? Parce que la marche, quand on a 80 ans, ce n'est pas toujours facile. Ce n'est pas une partie de plaisir pour tous. Mais aussi parce qu'ils vivent comme nous la montée de l'insécurité. Quand on est une dame d'un certain âge, marcher de nuit pour rentrer chez soi, ce n'est pas forcément une option.

Quel est le risque ? Je pense, et je le dis sans volonté de polémique, que si nous voulons vraiment être la ville amie des aînés, c'est un abandon et c'est un risque de solitude accrue pour ces personnes, qui n'oseront plus sortir. Parce que souvent, la voiture, excusez-moi, mais c'est aussi la vraie vie des gens, c'était la dernière liberté qu'il leur restait.

(Réactions dans la salle.)

C'est exactement ce qu'ils nous disent ! Parlez avec ces gens, vous verrez.

Comble de l'absurdité, nous apprenons, dans *Ouest-France*, que le stationnement est maintenant devenu payant pour tous, ou presque, mais qu'à Nantes, il est interdit par arrêté municipal plus de 24 heures d'affilée. Le Code de la route, plus clément, fixe une limite à sept jours. Là, de la même façon, éclairez-moi. Que cherchez-vous, en fait ? Ce n'est pas clair pour les Nantais. Vous voulez que chaque Nantais qui possède une voiture n'ait pas de garage, se lève aux aurores pour bouger sa voiture de peur de recevoir une contravention dans la journée ? Est-ce que les véhicules LAPI qui vont passer, quand ils tomberont sur le même véhicule le lendemain, vont facturer, excusez-moi, vont mettre une contravention ?

Dans la vraie vie, là encore, nous sommes une majorité à laisser notre véhicule gentiment garé, la semaine, sans y toucher, pour emprunter les transports en commun, pour marcher, pour prendre le vélo. Donc soyez clairs. Soit vous

expliquez que vous n'appliquerez pas cela, que les LAPI ne mettront pas de contravention dans ces cas, et il faut que ce soit très clair, que ce soit dit à tous les Nantais, et nous ne nous inquiéterons pas. Avez-vous pensé à ce que cela peut générer en émissions de CO₂ ? Bref, sortez de votre bureau...

Mme la MAIRE – Je vais vous inviter à aller vers votre conclusion, Monsieur Chombart De Lauwe, pour que Denis Tallédec puisse vous éclairer.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Oui, je vais vers ma conclusion, merci. Bien sûr.

Écoutez les Nantais. Ils ont déjà évolué dans leurs modes de déplacement. Mais là, les gens dont nous parlons, ce ne sont pas forcément des Nantais qui habitent ici. Ce sont des salariés des entreprises, les salariés des commerces, les salariés des maisons de retraite.

Il y a des propositions concrètes : étendez les tarifs professionnels au-delà des seuls artisans, médecins et garagistes. Prévoyez un tarif pour les salariés qui soit abordable et enfin, répondez à tous les résidents qui vous font des propositions concrètes rue par rue et auxquels vous ne répondez pas. Ne me dites pas que vous le faites, Monsieur Tallédec : j'ai tous les WhatsApp qui me disent qu'ils n'ont aucune réponse à leurs questions.

Mme la MAIRE – Merci. Guillaume Richard.

M. RICHARD, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. J'ai lu dans la presse que le pont Saint-Mihiel était fermé définitivement. Vous m'aviez dit, entre deux portes, au conseil municipal des sénatoriales, que ce n'était pas définitif. C'est donc une très bonne nouvelle. Vous allez pouvoir nous donner la date de fin de fermeture, puisque nous savons les désordres que cela peut engendrer, notamment à la rentrée, même si fermer le pont Saint-Mihiel pendant les vacances n'est pas une mauvaise chose, hormis, évidemment, les inquiétudes des commerçants dans ce quartier.

Mme la MAIRE – Merci. Valérie Oppelt.

Mme OPPELT, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Moi, je voulais rejoindre Foulques Chombart De Lauwe sur les sujets de stationnement et surtout, je voulais remercier Denis Tallédec de recevoir quelques riverains. Mais pas avec moi, apparemment, parce que cela ne se fait pas de recevoir avec l'opposition. Mais c'est bien, nous allons avancer comme cela, pour pouvoir revoir les problèmes de dangerosité et de stationnement.

J'ai tout de même quelques questions au sujet du centre-ville. Le centre-ville attractif et écologique, c'est aussi un centre-ville propre, sans tags et sans casse. Je pense notamment aux tags et aux étiquettes « la police tue », etc. Je pense que c'est très important aussi, pour les Nantais et les Nantaises, de pouvoir avoir un centre-ville qui ressemble à quelque chose, là-dessus, surtout avec le Voyage à Nantes et sa très belle programmation, apparemment, qui démarre très bientôt.

Une petite question un peu plus technique : « ma ville, mon shopping » était un très beau programme, mais nous n'avons jamais eu de retours sur l'efficacité de la mesure, vu l'investissement qui avait été mis en œuvre. Je crois que c'étaient près de 630 000 euros, à l'échelle métropolitaine. Il serait intéressant d'avoir un petit retour sur cet outil. Nous n'en entendons plus du tout parler.

Mme la MAIRE – Merci. Je vais donner la parole à Denis Tallédec pour répondre à Foulques Chombart De Lauwe et à Valérie Oppelt, puis à Tristan Riom, pour répondre à Guillaume Richard, puis à Gildas Salaün, pour revenir sur le cœur de la délibération. Denis Tallédec.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Moi je vais essayer d'être plus bref que M. Foulques Chombart De Lauwe. Excusez-moi, Monsieur Foulques Chombart De Lauwe.

Je vais juste répondre à Valérie Oppelt : oui, je vais les rencontrer, comme je rencontre tous les riverains qui nous sollicitent. Nous avons ouvert 50 concertations. Et par ailleurs, si vous voulez que nous fassions un temps d'information et de formation avec votre groupe politique sur le stationnement, il n'y a aucun souci. Nous pouvons nous rencontrer, et je le ferai avec un grand plaisir, Valérie.

Deuxième élément qui me semble important : dans la vraie vie, Monsieur Foulques Chombart De Lauwe, on prépare ses dossiers. Dans la vraie vie, on n'amplifie pas l'angoisse que peut susciter de changer un peu d'habitudes, et je le conçois tout à fait.

Je vais vous répondre très concrètement. Pourquoi est-ce que je vous dis ça ? Parce que je sais que vous préparez un certain nombre de réunions de riverains avec vos boucles WhatsApp, comme vous avez pu le faire. Et peu m'importe puisque de toute manière, je rencontre tous les riverains autour de ces questions. Sur les questions professionnelles, vous me parlez des professionnels du centre-ville, et notamment du CHR, qui ont des horaires décalés. Cela tombe bien : nous les rencontrons lundi avec une proposition spécifique à leur destination. Il aurait été bon, simplement, que vous m'interrogiez avant le conseil municipal pour vous en informer.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – *Inaudible (hors micro).*

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Mais non, il n'y a pas besoin de délibération !

Mme la MAIRE – S'il vous plaît, Monsieur Chombart De Lauwe, je crois que vous n'avez pas été interrompu pendant votre intervention. Je vous propose donc de laisser Denis Tallédec poursuivre. Merci.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Pour ce qui concerne les professionnels mobiles, cela ne porte pas que sur les médecins. C'est sur l'ensemble des professions du sanitaire et du social, et cela va jusqu'aux aides à domicile. Parce que si l'on veut maintenir les seniors à leur domicile, encore faut-il que les services les accompagnent. Il y a donc des tarifications qui sont spécifiques, qui ont été préparées, travaillées avec les organisations professionnelles référentes, et ceci depuis un an.

Sur la question de l'arrêté à propos de l'enlèvement au bout de 24 heures, tout d'abord, je rappelle que nous ne sommes pas la seule ville à le faire, en France. Cet arrêté est simplement un véhicule administratif en cas d'urgence. Notamment, pour prendre un exemple, si je prends une rue qui est inondée et que l'on a besoin d'enlever un véhicule en urgence, il nous faut un outil administratif pour pouvoir le faire. Nous ne l'utilisons jamais, jamais à l'encontre d'un riverain qui a stationné plus de 24 heures sur sa place. Cela n'arrive pas. C'est un véhicule administratif qui permet simplement d'intervenir rapidement à dessein, en cas d'urgence, s'il y en a besoin.

Quant à l'ensemble des professionnels auxquels vous faisiez référence, je parle des EHPAD, des cliniques, etc., j'en rencontre un certain nombre. Nous travaillons et nous faisons de la dentelle, même si vous le regrettez, et nous trouvons des solutions au cas par cas. Et je vous le dis, nous avons monté une commission « stationnement », dans laquelle nous nous engageons à accompagner les salariés concernés individuellement pour envisager des solutions alternatives pour leur transport.

Et je vous invite à aller voir là où nous avons d'ores et déjà étendu le stationnement payant. Vous faisiez notamment référence à un dépôt de la TAN. Le problème, avant, c'est que même à 5 heures du matin, ils ne trouvaient pas de place pour se garer. Maintenant, il y a des places pour se garer. Dans les quartiers sud, allez voir les riverains : ils sont les premiers à constater et à dire qu'il y a de la place pour se garer maintenant et qu'il n'y en avait pas avant.

La question est juste factuelle : laissez le temps de la mise en place et nous y reviendrons, nous échangerons, comme je l'ai toujours fait, avec vous, avec l'ensemble des riverains. Nous évaluerons et nous adopterons la posture la plus constructive possible par rapport à cela, parce qu'il faut répondre à des enjeux qui peuvent paraître contradictoires et qui pour moi, ne le sont pas.

En effet, nous avons des enjeux de santé publique, nous avons des enjeux écologiques et de réappropriation de l'espace public face à une donnée factuelle : 1 million de déplacements par jour dans la ville de Nantes. Les projections à l'horizon de 2035, c'est 1,250 million. Donc de toute manière, si nous ne faisons rien, les véhicules ne bougeront plus parce qu'ils sont pris dans la circulation et les bouchons.

Nous sommes actifs, nous travaillons, nous travaillons intelligemment, avec du bon sens et dans la vraie vie.

Mme la MAIRE – Merci. Tristan Riom.

M. RIOM, Adjoint – je vais être très succinct, vu l'heure.

Je vais reprendre les bons mots, au sujet du pont Saint-Mihiel. Le pont Saint-Mihiel ne va pas être fermé définitivement : il va être ouvert définitivement. Il va être ouvert aux mobilités actives et notamment, aux piétons. Que s'est-il passé, depuis quelques années ? Il y a de plus en plus de gens qui se déplacent à pied sur ce pont et simplement, avoir une voie réservée aux voitures comme c'était le cas depuis quelques années, cela ne correspondait plus aux usages.

De plus, nous avons en ce moment une concertation pour créer une zone de trafic limité entre le pont Saint-Mihiel et le pont Morand, en prenant notamment la place Chateaubriand et la rue Chateaubriand pour enlever les voitures de cet espace. Les retours que nous avons eus, puisque le jour même, nous sommes allés avec Marlène Collineau sur le terrain, c'est que certains voudraient aller encore plus loin. Nous n'allons pas pouvoir aller encore plus loin pour l'instant mais en tout cas, c'est une bonne nouvelle pour la zone, qui est très fréquentée.

Je vous confirme donc cette annonce : le pont Saint-Mihiel va être définitivement ouvert aux piétons.

Mme la MAIRE – Merci. Pauline Weiss.

Mme WEISS, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Moi, je souhaitais juste rebondir sur les propos de Denis Tallédec pour essayer d'avoir un peu plus de compréhension, concrètement, pour les EHPAD, les centres de réadaptation et les SMR parce que oui, ils ont été rencontrés mais non, ils n'ont pas eu de solutions concrètes. Comment doivent-ils faire ? Parce qu'effectivement, les salariés indiquent qu'ils vont partir.

Nous parlions de désertification médicale tout à l'heure et nous allons encore être face à cette situation du fait de cette décision que vous avez prise. J'aimerais savoir quel est le cheminement. Comment doivent-ils faire ? Est-ce qu'il y a des commissions ? Doivent-ils venir individuellement ? Doivent-ils faire un courrier à la mairie pour vous rencontrer, individuellement, chacun ?

Je voudrais juste comprendre le cheminement et savoir comment l'on peut faire pour éviter justement ces situations. Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Guillaume Richard.

M. RICHARD, Conseiller municipal – Madame la Maire, sur le pont Saint-Mihiel, vous m'avez dit, devant témoins – j'étais avec Sarah El Haïry, nous pourrions donc en reparler –, vous m'avez dit : « non, ce n'est pas définitif ». Si, vous me l'avez dit : nous étions juste devant. Donc soit vous m'avez menti, soit je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais là, nous avons tout de même un sujet. Vous m'avez regardé droit dans les yeux en me disant que ce n'était pas définitif. Je vous avais fait part de mon inquiétude sur le sujet.

Alors peut-être laissez-vous des victoires politiques à votre majorité dans la majorité pour tempérer d'autres décisions. Enfin, je ne sais pas comment vous vous êtes organisés sur ce sujet, mais j'ai l'impression qu'en fait... Vraiment, vous m'avez regardé droit dans les yeux en me disant que ce n'était pas définitif. Que s'est-il passé ?

Mme la MAIRE – Merci. Je vais vous répondre, naturellement. Denis Tallédec.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Bien. Soit c'est un établissement et donc, que la direction de l'établissement n'hésite pas à prendre contact avec moi. Nous les rencontrerons comme les autres établissements que nous avons rencontrés. Soit vous faites écho à des salariés, et que les salariés n'hésitent pas à contacter les services de stationnement, où nous nous sommes engagés à avoir un suivi individuel très concret en fonction de l'endroit où ils habitent et de l'endroit où ils vont travailler.

Mme la MAIRE – Merci. Juste un mot sur le pont Saint-Mihiel. Ce n'est pas la première fois que nous en débattons. Il y a eu une première étape, vous le savez, une concertation, une décision qui avait été prise. Nous avons dit, à ce moment-là, que nous laisserions les choses se dérouler.

Nous arrivons à la deuxième étape, qui vous a été rappelée par Tristan Riom, à l'occasion d'une réflexion plus globale sur le quartier mais globalement, sur la stratégie des déplacements doux.

Ensuite, est-ce que nous allons rester attentifs ? Est-ce que nous allons observer comment les choses se passent ? Oui, naturellement, comme nous le faisons toujours. Est-ce que cette Ville est dirigée en mode de pilotage automatique ? Est-ce que si nous nous rendons compte, demain, que cette décision pose des sujets, des questions et des inconvénients que nous n'avons pas repérés, est-ce qu'alors, nous remettons le métier sur l'ouvrage ? Oui, évidemment !

Je le dis, prendre une décision, l'assumer, affirmer un cap, dans cette Ville, contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, ce n'est en rien une position dogmatique. C'est un choix, un choix assumé, qui n'empêche pas de maintenir l'écoute et l'ajustement, si le cas est nécessaire.

Je mets la délibération aux voix.

M. BAINVEL, Conseiller municipal – Il y avait la question de Mme Amrouche...

Mme la MAIRE – Au temps pour moi. Et il y avait aussi la question de Mme Oppelt sur « ma ville, mon shopping ». Gildas Salaün.

M. SALAÜN, Adjoint – Permettez-moi, juste d'un mot, de remercier les collègues qui sont intervenus pour rappeler que si l'on parle souvent de la situation difficile du commerce, c'est aussi une très belle dynamique qui existe, et celle-ci ne demande qu'à se renforcer, notamment autour de la création du lien social et de la convivialité dans le centre-ville.

Pour répondre précisément à Mme Amrouche, quels moyens techniques Plein Centre va-t-elle mettre en place ? Je ne vais pas pouvoir vous répondre avec précision tout simplement parce que le projet est en train d'être écrit. C'est-à-dire qu'il n'y aura pas, en plus, de réponses préétablies ou plaquées rue par rue. Tout ceci va être construit par l'association Plein Centre avec ses adhérents, rue par rue, en fonction des envies, des ambiances, des volontés partagées. Je sais déjà qu'il y aura quand même quelques idées du type de celle que nous avons pu voir rue Jean-Jacques [Rousseau], en particulier avec les fanions ou autres ciels décorés comme ceux-là, mais je sais qu'il y aura aussi d'autres propositions. Une fois encore, tout ceci est en cours d'élaboration par l'association.

Ensuite, vous me faites remarquer que dans les 15 rues, il n'y a pas certaines rues. La liste aurait même pu être encore plus longue. Est-ce que les rues qui seront embellies relèvent de Plein Centre ? Eh bien écoutez, en effet, l'association Plein Centre s'adresse prioritairement à ses adhérents, et cela me semble logique.

Pour répondre à votre question sur les dispositifs dont peuvent bénéficier des rues de commerçants qui ne seraient pas adhérents à Plein Centre, j'ai eu l'occasion de recevoir, il y a quelques semaines, la présidente de l'association des commerçants de la rue Franklin, qui ne fait pas partie de Plein Centre. Je l'ai orientée vers le dispositif des budgets participatifs.

Si l'on prend le cas de la rue Léon Blum, qui est à deux pas d'ici, cette association ne fait pas partie du réseau de Plein Centre et pour autant, en s'associant avec des riverains, ils ont présenté un projet au budget participatif et cela permet

une belle animation. Nous y étions d'ailleurs avec Madame la Maire le soir de la fête de la musique, et là, à la fois commerçants et habitants ont créé de belles animations, elles aussi conviviales et familiales, ce soir-là.

Je pourrais rappeler qu'il n'appartient qu'à ces rues de commerçants de réadhérer ou, pour certaines, d'adhérer à Plein Centre. J'en veux pour preuve la rue Copernic, qui, jadis, était à Plein Centre, et qui continue à entretenir des relations privilégiées avec cette association.

Voilà, pour vous répondre de façon très claire. Il y a aussi d'autres dispositifs, encore faut-il s'en saisir. Moi, je ne peux que vous inviter ou inviter les rues en question à se saisir de ces dispositifs, singulièrement le budget participatif.

Quant à « ma ville, mon shopping », Madame Oppelt, je vous rappelle que c'est un dispositif qui est piloté par la Chambre de commerce et d'industrie. Si vous souhaitez avoir les éléments les plus récents, je vous renvoie plutôt à eux, puisque ce sont eux qui ont le pilotage opérationnel. Je peux vous confirmer, en revanche, que cette application continue à participer fortement à la transition numérique du commerce. C'est un enjeu extrêmement important. C'est un travail de longue haleine, cela, nous le savons aussi, puisqu'il faut changer les habitudes, qu'il faut changer l'approche, qu'il faut former, sensibiliser. Cela, c'est un travail de longue haleine, qui est poursuivi.

Je peux aussi vous dire que cela participe justement à cette transition que l'on appelle le « physiciel », c'est-à-dire à la fois et le physique et le distanciel. Il faut faire en sorte de saisir ces nouvelles opportunités.

Bref, « ma ville, mon shopping » continue. L'application est toujours active et toujours animée par la Chambre de commerce, avec le soutien, effectivement, vous le rappelez tout à l'heure, de la Métropole.

Mme la MAIRE – Merci. Non, je ne redonne pas la parole après avoir redonné la parole au rapporteur. Sinon, chers collègues, nous aurons du mal à continuer et à aller vers la conclusion de notre séance.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vais devoir vous demander de passer à la délibération 26. Je me dois de donner la parole à Hélène Naulin, qui a une contrainte personnelle.

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 26, intitulé :

Familles et parentalité – Deuxième répartition de subvention – Convention – Avenant – Approbation

Mme la MAIRE – Doivent sortir de la salle, avant que je donne la parole à Hélène Naulin : Bassem Asseh, Jamal Ouggourni, Marlène Colineau, Anne-Sophie Guerra et moi-même.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

Mme NAULIN, Adjointe – Nous allons aborder la délibération n° 26, qui est une répartition de nouvelles subventions pour les actions en faveur des familles et de la parentalité à la Ville de Nantes, pour un montant total de 98 032 euros.

Ces subventions sont réparties sur deux volets. Tout d'abord, au bénéfice d'associations qui mènent des actions dites « de droit commun » en soutien aux familles et à la parentalité, pour un montant total de 74 604 euros. Dans ce premier volet, vous l'avez entendu ce matin notamment par la voix de Marie-Josée Balducchi, il y a des subventions pour l'UDAF, dont vous avez pu, ce matin, avoir une présentation des activités, au titre de l'espace de rencontre. Il y a aussi des soutiens pour les actions de médiation familiale, par exemple avec l'AERF, et un soutien à l'École des parents et des éducateurs.

Le deuxième volet de subventions s'inscrit dans le cadre du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents, le RÉAPP, pour un montant total de 23 428 euros, pour des associations qui œuvrent à travers le marrainage, le parrainage, telles que Parrains par mille ou Marraine et vous, mais aussi pour des acteurs qui interviennent auprès des familles en soutien à l'exercice des fonctions parentales dans des dimensions plus spécifiques. C'est le cas notamment à travers l'action de Jumeaux et plus ou encore de Jonathan Pierres Vivantes ou de Constellation.

Il vous est proposé également d'approuver la convention avec l'École des parents et des éducateurs qui est annexée à la présente délibération ainsi qu'un avenant avec l'association À l'Abord'âge.

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? S'il n'y en a pas, je propose de mettre cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

Mme NAULIN, Adjointe, donne lecture du dossier n° 27, intitulé :

Petite enfance – Association les CEMÉA – Lieux d'accueil parents – enfants – Subventions – Approbation

Mme NAULIN, Adjointe – Je poursuis avec la délibération n° 27, que j'ai le plaisir également de vous présenter.

Nous allons parler d'une nouvelle crèche qui va arriver dans la ville de Nantes, qui va ouvrir ses portes en septembre 2024 ou plutôt, son jardin. En fait, c'est une nouvelle crèche qui est portée par l'association des CEMÉA, une « crèche du Dehors », donc une crèche où l'accueil, les temps d'activités mais aussi les temps de sommeil ou de repas des enfants vont se faire majoritairement dehors.

C'est une pratique qui est assez habituelle en Europe du Nord mais qui l'est peut-être un peu moins sur le territoire national. En tout cas, c'est une première à Nantes d'avoir cette crèche du Dehors.

Les CEMÉA ont sollicité la Ville de Nantes pour un soutien en investissement afin de réaliser des aménagements du bâti, car il y a une crèche du Dehors mais il y a aussi du bâtiment pour répondre un certain nombre de fonctionnalités et d'activités.

C'est une subvention que nous vous proposons d'attribuer à hauteur de 200 000 euros d'investissement avec droit de reprise. Nous vous proposons d'approuver la convention qui y est associée.

Je tiens ici à souligner le grand travail qu'a réalisé l'association les CEMÉA pour le déploiement de cette crèche du Dehors qui est à venir, parce que ce n'est pas si simple, parce que cela a supposé beaucoup de travail avec le Département, la PMI, la CAF et puis la Ville de Nantes, pour s'assurer de la viabilité de cette typologie d'accueil et d'activités dans la crèche du Dehors.

C'est donc avec un immense plaisir que nous accueillerons cette crèche dans la ville de Nantes. Ce sont 40 berceaux supplémentaires, et dans un rapport à la nature qui va être renforcé. Cela entre complètement dans la ligne de ce que nous portons à la Ville de Nantes pour l'accès à la nature. Je signale son implantation pour l'information générale : cette crèche sera située dans le secteur Breil – Barberie, et une fois qu'elle sera faite, je vous inviterai à y venir parce que j'ai déjà visité l'emplacement avant travaux et que cela fait une excellente, magnifique promesse d'accueil dans la nature pour les enfants.

Par ailleurs, cette délibération vous propose également le soutien à deux lieux d'accueils enfants – parents.

D'une part, le Phare de l'îlot, porté par l'association L'îlot famille, pour un montant de subvention qui sera à hauteur de 12 497 euros, calculé sur les heures de préparation et d'ouverture du lieu d'accueil enfants – parents. Cet accompagnement-là est d'ordre financier, mais il y a aussi un accompagnement pour le Phare de l'îlot qui malheureusement, en ce moment, rencontre des difficultés pour pouvoir avoir un lieu qui soit pérenne.

Par conséquent, nous les accompagnons, nous soutenons l'activité pour ce qu'elle a été réalisée depuis le début de cette année et nous aspirons, en les accompagnant, à ce que cette association retrouve rapidement un lieu pour pouvoir développer son activité au bénéfice des familles nantaises.

Et d'autre part, nous proposons une subvention à hauteur de 3 900 euros pour l'association Les Amis de Jordan au bénéfice du lieu d'accueil enfants – parents Le Nid de Jordan, qui a ouvert ses portes en août 2022. Ce sont donc 3 900 euros qui vous sont proposés, toujours calculés sur la base des temps de préparation et d'ouverture.

Encore une fois, je vous invite à parler de ces lieux d'accueil enfants – parents autour de vous, auprès des Nantaises et des Nantais que vous rencontrez. Ce sont des lieux nécessaires pour pouvoir appuyer les parents. De surcroît, l'appui à la parentalité est un enjeu majeur pour la Ville de Nantes. C'est pour cela que nous y mettons des moyens, et nous l'avons rappelé ce matin, à travers la stratégie des nouvelles solidarités, avec un futur lieu d'accueil enfants – parents.

Ce lien entre les enfants et les parents est parfois facile. Il est parfois difficile et il est parfois aussi abîmé, parce que la société a un impact sur ce lien. Il y a des faits de société qui viennent quelquefois mettre ce lien à mal. Ces lieux-là sont des moyens d'appuyer les familles dans l'exercice de leurs fonctions de parents.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Pauline Weiss.

Mme WEISS, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Nous nous réjouissons, bien entendu, qu'une nouvelle crèche puisse ouvrir, au vu des besoins, toujours en augmentation, des parents nantais.

Moi, je souhaitais juste appuyer à nouveau sur le sujet de l'association L'îlot des familles, qui, vous l'avez souligné, a un grand besoin de locaux actuellement, parce qu'elle n'a plus de locaux à partir d'aujourd'hui. Il n'y aura donc pas d'accueil ni de soutien à la parentalité durant tout cet été. C'est vrai qu'il est urgent qu'elle puisse avoir des locaux dans le quartier Zola. Je vous remercie donc pour toute l'attention que vous porterez à ce dossier.

Mme la MAIRE – Merci. Delphine Bonamy.

Mme BONAMY, Adjointe – Je voulais juste saluer, au nom du groupe écologiste et citoyen, ce beau projet des CEMÉA de crèche du Dehors, à la fois parce que, cela a été dit, ce sera favorable à la santé des enfants et à leur développement, et parce que l'on sait aussi que toutes ces activités éducatives qui se passent dehors seront également favorables pour préparer les adultes de demain.

Finalement, c'est aussi un projet qui s'inscrit dans un certain nombre de nos politiques publiques, de nos actions, comme la renaturation des cours d'école, celle des cours de crèche ainsi que l'école du dehors et le parcours nature, dont nous parlerons prochainement à la rentrée.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vous propose de reprendre maintenant la délibération n° 13.

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 13, intitulé :

Culture – Équipements en régie, établissements publics – Dispositions diverses – Convention – Approbation

M. SEASSAU, Adjoint – La délibération 13 à 17 heures, c'est tard. Je vous propose donc de faire vite : pas de citations, 100 % efficacité... Guillaume Richard et Julien Bainvel m'ayant promis d'être aimables et ma nature candide m'invitant à les croire, nous allons y arriver...

Cette délibération recouvre trois éléments.

D'abord, l'acquisition d'un fossile de requin par la Ville de Nantes pour son Muséum, un fossile de 260 millions d'années, que vous voyez à l'écran et que je ne nommerai pas de son nom scientifique.

Ensuite, nous avons deux morceaux de délibération qui sont liés, relatifs à la revalorisation des tarifs de location de nos salles comme de la grille tarifaire du Conservatoire autour de l'inflation, selon le même taux directeur que nous pratiquons ailleurs.

Enfin, nous avons le partenariat entre l'Éducation nationale et le Conservatoire pour nos classes CHAM pour la musique et CHAD pour la danse.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (9 abstentions).

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 14, intitulé :

Accompagnement des projets et réseaux artistiques – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation

Mme la MAIRE – Pour cette délibération, je vais inviter à sortir de la salle Valérie Coussinet, Christophe Jouin, Pauline Langlois, Pierre-Emmanuel Marais, Nicolas Martin, Yves Pascouau, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Sophie Van Goethem et Pauline Weiss.

Je redonne la parole à Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Il s'agit de la délibération sur l'accompagnement des projets et des réseaux artistiques, avec, pour la diffusion, un soutien à SKENE et un soutien au Théâtre universitaire pour le dispositif « année d'envol », qui promeut nos jeunes talents du Conservatoire.

Nous avons le retour d'une grande forme de Royal de luxe comme le bouquet final à l'expérimentation que nous menons avec eux à Bellevue depuis plusieurs années.

Nous avons l'association ORO, du génial chorégraphe Loïc Touzet, pour son événementiel Le Grand HUIT, mais aussi une petite somme pour l'aider à configurer avec nous le projet Mellinet.

C'est la même chose que nous retrouvons pour APO 33, qui fait partie du collectif Bitche, qui atterrira dans Mellinet, pour le SoFilm Summercamp, festival qui marie l'exigence et le grand public, et pour le collectif 1.5, autour d'une création partagée dans le quartier Doulon – Bottière.

Et nous avons un peu de soutien à l'investissement en matériel scénique et informatique pour le théâtre Francine Vasse et le Nouveau Studio Théâtre.

Enfin, nous avons une somme de plus petits engagements financiers que vous retrouverez en annexe et que je peux commenter si vous le souhaitez et si vous avez encore du temps. Moi, j'en ai peu.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 15, intitulé :

Attribution de subvention d'équipement – Société d'aménagement de la métropole Ouest Atlantique – Convention – Approbation

Mme la MAIRE – Pour cette délibération, je dois inviter Marie-Annick Benâtre, Delphine Bonamy, Olivier Chateau, Marlène Collineau, Mahel Coppey, Laurence Garnier, Valérie Oppelt, Thomas Quéro, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Sophie Van Goethem, Louise Vialard et moi-même à sortir de la salle.

Je donne donc la présidence de séance à Bassem Asseh.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

M. SEASSAU, Adjoint – Est-ce que nous pouvons faire revenir les autres ? J'ai la désagréable impression de faire le vide autour de moi... Autant seul contre tous, cela ne me fait pas peur, mais seul face à personne, c'est compliqué.

Mme VITOUX, Adjointe – Mais non, regarde, Ghislaine et moi, nous sommes là !

M. SEASSAU, Adjoint – Merci pour vos encouragements...

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Aymeric. Délibération n° 15.

M. SEASSAU, Adjoint – Il s'agit d'une subvention à la SAMOA pour mettre en œuvre et activer le projet « MIN de rien », avec, en point central, la possibilité d'installation du formidable collectif d'artistes plasticiens MilleFeuilles, qui se trouve aujourd'hui dans un hangar qui doit être récupéré et qui pourra donc trouver un point de chute pour une dizaine d'années sur ce site, qu'il convient d'aménager, avec MilleFeuilles au cœur et d'autres projets culturels événementiels qui pourraient s'y retrouver.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Seassau. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de M. Chateau et Mme Garnier

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 16, intitulé :

Convention pluriannuelle d'objectifs entre l'État, le Département de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et le Centre chorégraphique national de Nantes – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – J'invite M. Cocotier, Mme Langlois, Mme Bir, M. Bolo et M. Rebouh à quitter la salle. Merci.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

M. SEASSAU, Adjoint – La délibération n° 16 porte sur la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'État, le Département de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et le Centre chorégraphique national, ce qui me permet de saluer le travail du CCNN, d'Ambra Senatore et d'Erika Hess et de remarquer que notre Centre chorégraphique national se retrouve à son endroit central dans l'événementiel chorégraphique nantais. On l'a retrouvé récemment dans Débord de Loire, dans le festival Trajectoires, qui prend toute sa dimension. Il joue pleinement son rôle de structuration de la scène chorégraphique.

J'attire votre attention sur le dispositif « Connivences », qui emmène notre CCNN jusqu'au quartier populaire de Port Boyer.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de M. Rebouh

M. SEASSAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 17, intitulé :

Saison baroque – Attribution de subvention – La Cité des congrès – Convention – Subvention – Approbation

Mme la MAIRE – Pour cette délibération, je dois demander à Bassem Asseh, Elhadi Azzi, Olivier Chateau, Anne-Sophie Guerra, Guillaume Richard, Jeanne Sotter, Richard Thiriet, Franckie Trichet et Louise Vialard de sortir de la salle.

Je redonne la parole à Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Il s'agit d'une subvention à la Cité des congrès, qui est notre opérateur pour l'opération « Baroque en scène », qui diffuse la musique baroque dans la ville de Nantes, en partenariat avec La Soufflerie, à Rezé, avec Angers Nantes Opéra et avec Musique sacrée – Cathédrale de Nantes. C'est un volume de 41 000 euros pour cette opération « saison baroque ».

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de Mme Vialard et M. Chateau

Mme BOURDON, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 18, intitulé :

Solidarité et proximité – Pratiques artistiques amateurs – Pratiques culturelles émergentes – Attribution de subventions – Conventions et avenants – Approbation

Mme la MAIRE – Gildas Salâun doit être à l'extérieur de la salle.

Mme BOURDON, Conseillère municipale – Dans le cadre de cette délibération sur la solidarité et la proximité relative aux pratiques artistiques amateurs et aux pratiques culturelles émergentes, on retrouve un certain nombre de conventions et d'avenants, comme à l'habitude, notamment dans le cadre de la politique de soutien aux événements et festivals. On retrouve ainsi l'association NEMO, qui porte notamment l'organisation du carnaval de Nantes, avec l'obtention d'une subvention de fonctionnement complémentaire de 17 000 euros.

On retrouve également le programme « la culture à deux pas de chez vous », dans le cadre de la culture à proximité, avec l'association Ouvrir l'horizon, qui propose des paniers artistiques et la mise en œuvre de représentations créées et construites par des artistes et techniciens nantais sur l'ensemble du territoire et notamment, les quartiers prioritaires, avec une subvention à hauteur de 42 000 euros au titre de l'année 2023.

Dans le cadre de la politique de soutien à la médiation, à l'inclusion et à l'accessibilité culturelle, on retrouve l'association Confluence photographique, qui met en place deux projets d'action culturelle, « Images en action », avec des jeunes suivis par la PJJ, et « Regardons voir », avec des personnes âgées en EHPAD à Nantes. Pour soutenir ces deux projets, il est proposé des subventions à hauteur de 3 000 et 4 000 euros pour les deux projets respectivement présentés.

On retrouve aussi l'association P'tit spectateur & cie, qui propose des ateliers de découverte et d'éveil culturel pour les enfants, en relation avec leur famille. Il est proposé de les accompagner à hauteur de 28 440 euros, en décomptant la question du projet global, à 16 000 euros, et 12 440 euros en soutien aux projets périscolaires sur l'année 2022-2023.

Nous avons également l'association Tissé Métisse, un acteur évidemment emblématique autour des actions de lutte contre les discriminations et des actions pour la jeunesse et la citoyenneté, qui organise son grand temps fort, la Fête, en décembre, tous les ans. Il est proposé une subvention complémentaire de soutien à l'édition de 2022 à hauteur de 27 000 euros.

Dans le cadre de la politique de soutien aux pratiques artistiques amateurs, nous avons l'association Cité monde, qui conduit son projet « Urban Voices Nantes », qui, d'ailleurs, tiendra son prochain spectacle, « D'où que tu viennes », ce week-end à la Cité des congrès de Nantes, donc les 1^{er} et 2 juillet. Il est proposé, par avenant à la dernière convention, l'attribution d'une subvention complémentaire de 80 000 euros au titre de l'année 2023, afin notamment de poursuivre le soutien de la Ville de Nantes au niveau des années précédentes.

Nous avons également l'association Creative Maker, qui met en place des formations aux métiers du cinéma, audiovisuel et du numérique, avec une subvention à hauteur de 25 000 euros.

Nous avons aussi l'association Plus de couleurs, qui œuvre à la démocratisation de l'art urbain depuis plusieurs années, en collaboration avec la Ville de Nantes. L'objectif est de pouvoir ouvrir un nouveau dispositif, qui s'appellerait « murs libres », qui ferait place au précédent « plan graff », qui avait été initié en 2006 pour la pratique libre du graffiti sur un ensemble de murs dédiés. Le parcours « murs libres » est un nouveau dispositif de concerts pour la valorisation de l'art urbain et notamment, pour pouvoir reconnaître d'autres pratiques artistiques, au-delà du graffiti. Par convention, la Ville de Nantes propose de confier à l'association Plus de couleurs la gestion de ce dispositif de valorisation de l'art urbain et l'animation de ces fameux « murs libres ».

Dans le cadre de la politique de soutien aux projets d'été, on retrouve Territoires interstices, qui propose son traditionnel festival Rebonds, qui se tiendra notamment à Nantes, du 12 au 15 juillet 2023, dans le quartier Dalby – Moutonnerie. Il est proposé une subvention de 30 000 euros dans le cadre de leur projet d'arts de la rue.

Nous avons différentes subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement. Je ne vais pas forcément vous en faire la présentation, sauf s'il y a des questions particulières. C'est principalement de l'achat de matériel.

Pour tout cela, avec le programme d'actions en faveur des associations culturelles, le montant global de ces subventions s'élève à 384 219 euros, dont 28 000 € de subventions d'investissement.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de M. Salaün

M. COCOTIER, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 19, intitulé :

Politique de la lecture publique et du livre – Dispositions diverses – Conventions et avenants – Approbation

Mme la MAIRE – Avant de donner la parole à Michel Cocotier, je dois demander à Valérie Coussinet, Christophe Jouin, Pauline Langlois, Pierre-Emmanuel Marais, Nicolas Martin, Yves Pascouau, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Sophie Van Goethem et Pauline Weiss de sortir de la salle.

Michel Cocotier.

M. COCOTIER, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Il me revient de présenter cette délibération en huit volets autour de la politique de la lecture publique et du livre, notamment.

Le premier volet, c'est le projet d'établissement de la Bibliothèque, Bibliothèque qui s'appuie sur le réseau municipal mais aussi des bibliothèques associées pour respecter, autant que faire se peut, et la Ville de Nantes est bien placée dans ce domaine, le manifeste de l'UNESCO qui veut que la bibliothèque soit une porte d'entrée à la lecture et à la connaissance pour tous.

Ce projet d'établissement fixe les objectifs de l'établissement public. Cela a été le cadre d'un travail de coconstruction très largement mené au sein des équipes afin de mettre en exergue son articulation avec les marqueurs du mandat, les politiques publiques de la Ville et de la Métropole et les objectifs de développement durable de l'ONU.

Ce projet d'établissement s'établit sur six axes stratégiques, qui sont les suivants : être une bibliothèque fédératrice, être une bibliothèque de proximité, partager son patrimoine, être une bibliothèque ressource, ouvrir les arts et la science au plus grand nombre et enfin, être en prise avec le réel et les transitions.

Le deuxième volet de cette délibération, c'est l'actualisation de la charte documentaire de la Bibliothèque. Elle énonce les principes de la politique documentaire s'appliquant à l'ensemble du réseau, qu'il s'agisse de la bibliothèque municipale, des bibliothèques associées, du Conservatoire, du Muséum, de la bibliothèque du musée d'Arts, des bibliothèques associatives conventionnées, des bibliothèques des écoles municipales, des bibliothèques et centres de documentation spécialisés.

C'est un outil professionnel visant à affirmer et formaliser les principes d'enrichissement et d'actualisation des collections et à accompagner les agents de la bibliothèque municipale dans l'accomplissement de leurs missions, et à informer le public en favorisant le dialogue et la participation.

Le troisième volet de cette délibération me tient particulièrement à cœur puisque c'est l'élargissement du « contrat de territoire lecture ». Initialement mis en place à titre expérimental sur le Grand Bellevue de 2020 à 2022, il a permis de positionner la lecture publique dans le quartier du Grand Bellevue, donc sur Nantes – Saint-Herblain, comme un outil d'épanouissement personnel, d'intégration sociale et de construction citoyenne pour le plus grand nombre.

Pour la période 2023-2025, il sera étendu aux autres QPV du territoire métropolitain, c'est-à-dire Nantes, Saint-Herblain, Orvault et Rezé, selon quatre axes, qui sont : mutualiser et développer des méthodes de travail communes autour de projets spécifiques, rendre la lecture publique accessible dans tous les quartiers en développant des actions hors les murs, valoriser la diversité culturelle du territoire et enfin, positionner les établissements de lecture publique comme des portes d'accès de proximité à la connaissance et à la lecture de l'information.

Ce CTL sera, je l'espère, validé au sein de notre conseil municipal, mais aussi au sein des conseils municipaux des villes de Rezé, Orvault et Saint-Herblain dans les semaines à venir.

Le quatrième volet, c'est l'évolution de la tarification des documents et objets non rendus par les usagers. C'est tout simplement la facturation des objets non rendus, en cas de perte ou de destruction. Ces objets seront proposés au prix

d'achat s'ils ne peuvent pas être restitués. Nous en parlons notamment parce que nous allons étendre, dans le cadre de la Bibliothèque, les prêts d'objets tels que des machines à coudre et bientôt, des instruments de musique.

Le cinquième élément est la convention de coopération avec la Bibliothèque publique d'information. Cette Bibliothèque publique d'information, située au Centre Pompidou, permet d'établir une coopération économique, professionnelle et culturelle au bénéfice des publics afin de favoriser l'élargissement de l'offre documentaire, d'améliorer l'accès de tous à l'offre documentaire, de diffuser et de partager les savoirs et savoir-faire, de favoriser les échanges et la mutualisation des bonnes pratiques au sein des professionnels des bibliothèques et enfin, de contribuer à la connaissance des publics et à l'action culturelle des bibliothèques.

Le sixième volet porte sur la convention *Digital Week*. Dans le cadre de la *Digital Week*, la Bibliothèque universitaire de Nantes et la Ville de Nantes organisent conjointement une programmation d'animations sur la thématique de la découverte de l'astronomie avec le numérique, notamment des conférences et des ateliers animés par des intervenants extérieurs ou des personnels des bibliothèques. C'est un événement gratuit et ouvert à tous, dont les frais d'organisation, à hauteur de 3 000 euros, seront partagés entre la Ville et la Bibliothèque universitaire.

Le septième point porte sur la politique de soutien aux lieux culturels, avec notamment l'association Espace lecture, qui développe un projet de promotion de la lecture sur le territoire de Malakoff. Il fait aussi la gestion et l'animation d'une bibliothèque, à ce titre. Cet Espace lecture va intégrer la maison des Haubans. Pour cela, il nous est demandé d'attribuer par convention une subvention d'équipement de 49 813 euros afin de lui permettre d'acquérir des mobiliers.

Enfin, nous avons des propositions d'actions en faveur des associations culturelles. Dans le cadre du programme d'action en faveur des associations culturelles, il vous est proposé la répartition d'un crédit destiné à l'aide aux activités et aux projets d'un montant global de 59 813 euros, dont les 49 813 euros que je viens de citer au titre de l'association Espace lecture.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 20, intitulé :

Politique publique du patrimoine – Subventions – Conventions et avenants – Soutien de la Ville à la préservation et à l'amélioration du patrimoine urbain – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Je suis ravi de vous présenter cette délibération relative au patrimoine, d'abord en vous demandant d'approuver un certain nombre de soutiens à des projets portés par des associations qui œuvrent en faveur du patrimoine.

D'abord, un soutien pour l'association Bretagne Acadie Louisiane, sur un projet de valorisation de l'histoire de l'exil des Acadiens de Saint-Pierre-et-Miquelon à Nantes. Elle organisera une conférence théâtrale à l'occasion des journées du patrimoine et du matrimoine. Il est proposé de les soutenir à hauteur de 2 000 euros.

Ensuite, pour l'association du Grand Bain nantais, dans le cadre de l'inauguration de ce très beau lieu, il y a quelques jours, qui vient donner une nouvelle vie à nos anciens bains-douches municipaux. Ce projet, dans le cadre des « 15 lieux à réinventer », est un projet de valorisation du patrimoine et de l'histoire de ce lieu patrimonial à travers deux actions : une collecte de témoignages et une exposition historique permanente. Nous allons accompagner ce projet à hauteur de 5 000 euros pour valoriser cet équipement emblématique de l'histoire nantaise.

J'attire votre attention sur le projet de l'association Pop'média, qui va réaliser les podcasts sur l'histoire du rugby à Nantes à l'occasion de la coupe du monde de rugby, en septembre prochain. Trois thèmes vont être ainsi proposés : l'arrivée du rugby à Nantes, l'histoire du SNUC et l'accueil de la dernière coupe du monde, en 2007, avec le recueil de témoignages et tout un podcast qui sera réalisé sur le sujet. Il est proposé de les soutenir à hauteur de 3 960 euros.

Le point suivant concerne l'aide à la restauration du patrimoine pour le patrimoine bâti ancien, pour un montant global de 190 521 euros. Vous avez en annexe le détail de l'ensemble des aides dont bénéficieront les propriétaires et copropriétaires.

Dans le cadre de l'enrichissement des collections municipales, nous avons l'enrichissement des collections des archives de Nantes avec l'acquisition d'un ensemble de photographies qui illustrent les commémorations des 11 novembre 1923 et 1945, pour un montant de 1 901 euros, et l'acquisition d'un document iconographique aquarellé représentant la Tannerie & corroierie qui était située quai de Versailles et rue de Bouillé, pour un montant de 2 200 euros. Vous les avez à l'écran. Cela va venir enrichir utilement nos collections.

Le point suivant concerne le bilan 2022 des acquisitions et restaurations des collections municipales au musée d'Histoire de Nantes. Ce sera maintenant une fois par an, par la nouvelle convention que nous avons adoptée en juin dernier entre

le Voyage à Nantes et la Ville. L'idée est de présenter une fois par an le bilan des acquisitions. Vous les avez à l'écran : 14 objets et œuvres sont venus enrichir les collections, pour un montant de 36 000 euros. Elles viendront enrichir le parcours permanent du musée, notamment.

À noter, la restauration de quatre œuvres et d'un cadre ancien, pour un montant de 9 800 euros, là aussi pour entretenir et permettre de valoriser le parcours permanent du musée.

Vous avez l'ensemble des objets qui vous sont présentés à l'écran.

Le point suivant concerne le lancement de deux procédures : une procédure de classement au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, sachant que l'église est déjà inscrite – mais non classée – au titre des monuments historiques depuis 1975. L'église a fait l'objet d'un récent chantier de restauration sur ses parties hautes. Elle est d'une valeur patrimoniale évidemment remarquable par la qualité de son architecture néoclassique mais aussi par ses décors peints et sculptés. Nous sollicitons donc le classement de cette église remarquable.

Dans le même ordre d'idées, nous demandons la protection de l'orgue de chœur de la basilique Saint-Nicolas, un orgue signé Debierre, le facteur d'orgues nantais. Là aussi, il a une grande valeur patrimoniale et historique et nous allons solliciter sa protection justement au titre des monuments historiques.

Le point suivant concerne la restauration de la grue noire, qui est en cours depuis plusieurs mois. Elle a pour l'instant disparu du paysage nantais. Le conseil métropolitain d'avril dernier a lancé le dispositif d'aide à la restauration des patrimoines de Loire avec un fonds de concours à destination des communes et des aides destinées aux propriétaires privés et associations développant des projets dans le cadre du patrimoine. Il a été proposé de soutenir le projet de restauration de la grue noire de la ville de Nantes à hauteur de 400 000 euros. Il vous est donc proposé d'autoriser la Ville à signer la convention permettant l'attribution par la Métropole de ce soutien financier.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. CHATEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 21, intitulé :

Équipements publics – Voirie – Dénominations – Approbation

M. CHATEAU, Adjoint – Je suis très heureux de vous présenter cette délibération sur les dénominations, une délibération importante, avec 15 voies plus un équipement public : dix voies publiques et cinq voies privées, sachant que contrairement à ce qui se faisait précédemment, nous allons passer en conseil municipal, dorénavant, les voies privées, comme la loi nous y invite.

Nous avons, dans la délibération, 15 noms de femmes et un nom d'homme. Nous poursuivons la politique initiée depuis 2016, celle de valoriser la place des femmes dans l'histoire et de lutter contre les stéréotypes en valorisant la place des citoyennes. C'est un moyen parmi tant d'autres mais un des moyens que nous mettons en œuvre pour faire de Nantes la première ville non sexiste à l'horizon de dix ans.

Cette politique, nous la menons fortement depuis 2016. Nous arrivons à 162 nouvelles dénominations et attributions de noms de femmes depuis cette année-là et pour la seule année 2022 et le premier semestre 2023, nous en sommes à 85 % de dénominations par des noms de femmes. Nous poursuivons donc et nous accélérons cette politique de valorisation de ce patrimoine important, parce que nous savons aussi qu'au-delà du symbole, c'est également permettre, sur l'espace public, aux petits garçons et aux petites filles, notamment, de découvrir qu'évidemment, les femmes ont toute leur place.

C'est leur permettre de découvrir qu'une femme peut être cinéaste, ethnologue, résistante, dessinatrice, journaliste, femme politique, championne olympique, gynécologue, avocate, psychanalyste, militante féministe, médecin, femme qui a découvert le chromosome responsable de la trisomie 21, l'une des plus grandes spécialistes de la nutrition en France, juste parmi les justes, spécialiste mondiale de la biologie moléculaire, pionnière de la lutte contre la mortalité infantile, médaillée olympique, aventurière...

C'est le parcours des femmes dont les noms sont proposés à votre vote aujourd'hui, avec notamment beaucoup de noms qui concernent le nouveau quartier République, au nord du CHU. Le choix porte sur une thématique autour de la science et de la médecine. Vous retrouvez donc beaucoup de femmes médecins ou scientifiques dans ces dénominations.

Je vous les cite tout de même. C'est un tout petit peu long mais je le fais parce que je trouve important que nous puissions donner le nom de ces femmes : Suzanne Képès, Monique Antoine-Timsit, Rosine Crémieux, Thérèse Clerc, Marthe Condat, Marthe Gauthier, Lucie Randoïn, Adélaïde Hautval, Rosalind Franklin, Madeleine Barot, Angélique Le Boursier du Coudray et Jeanne Sivadon.

Pour le quartier Doulon – Bottière, vous avez également la nageuse Camille Muffat, la championne olympique, et dans le quartier Bellevue – Chantenay, la création d'une allée Isabelle Eberhardt, journaliste et aventurière.

J'insiste également sur la dénomination, puisque cela n'avait jamais été le cas, de l'école Anatole de Monzie, qui portait ce nom faute de dénomination officielle. À la demande des parents et des enseignants, notamment, il a été opéré un travail avec les équipes enseignantes pour choisir un nouveau nom à cette école. Je regarde ma collègue Ghislaine Rodriguez, parce que c'est un beau travail qui a été mené à nouveau dans cette école, qui a aussi permis aux enfants de s'engager dans un beau projet pédagogique. Ils ont retenu le nom de Jane Vialle.

Nous aurons donc, à la rentrée prochaine, l'école Jane Vialle dans le quartier Île de Nantes. Jane Vialle était journaliste, a été résistante. Elle a été l'une des premières femmes sénatrices noires françaises. Elle s'est investie fortement contre le racisme et les discriminations. Elle a combattu pour l'égalité et elle a un parcours assez remarquable. Il est assez notable que son nom vienne remplacer celui d'Anatole de Monzie, sur la biographie duquel je ne reviendrai pas. Mais nous ne sommes pas mécontents de pouvoir changer le nom de cette école.

Enfin, la dernière dénomination est très importante, puisque c'est la concrétisation d'un engagement pris par vous, Madame la Maire, en conseil municipal. C'est la création d'une allée Samuel Paty, du nom de cet enseignant, professeur d'histoire et géographie, qui a été assassiné par un terroriste islamiste le 16 octobre 2020, à la suite d'un cours consacré à la liberté d'expression. Il a été assassiné après avoir défendu les valeurs de la République. Nous sommes particulièrement fiers de pouvoir annoncer la création de cette nouvelle voie, qui va longer, à la rentrée prochaine, la nouvelle école Claire Bretécher.

Voilà, Madame la Maire.

Mme la MAIRE – Merci beaucoup. Richard Thiriet.

M. THIRIET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Nous partageons cette fierté, Olivier Chateau, sur la dernière dénomination de cette allée Samuel Paty. C'était un souhait de notre part.

Nous avons bien vu aussi votre méthode pour l'école précédente, qui nous va tout à fait : pouvoir faire le choix d'un nom. Et nous espérons qu'un jour, il y aura aussi une école au nom de Samuel Paty, rendant le symbole encore plus fort.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Aymeric Seassau.

M. SEASSAU, Adjoint – Quelques mots, simplement, d'abord pour saluer le travail qui a été fait par Olivier Chateau et cette délibération, que nous partageons.

Mais aussi pour formuler le souhait d'une future dénomination de lieu public, puisque nous avons perdu cette année Odette Nilès, résistante, arrêtée pour avoir distribué des tracts patriotiques un 14 juillet, internée au camp de Choisel, où elle a vu partir ses camarades, notamment Guy Môquet, qui lui était très cher, et s'est évadée. Elle a passé toute sa vie à transmettre la mémoire de la Résistance, à transmettre la mémoire des 50 Otages de cette ville qui est la nôtre, Compagnon de la Libération. Je souhaite vous proposer que nous puissions, à l'avenir, réfléchir ensemble à un lieu public qui pourrait porter son nom et, lors d'une délibération, avoir l'occasion de lui rendre l'hommage qu'elle mérite.

Mme la MAIRE – Merci. Pierre-Emmanuel Marais.

M. MARAIS, Adjoint – Merci, Madame le Maire. Nous sommes évidemment favorables à la dénomination d'une rue Samuel Paty, à Nantes, et aux autres dénominations proposées.

Je prendrai tout de même quelques minutes pour revenir sur la nouvelle dénomination de l'école Anatole de Monzie. En 1925, Anatole de Monzie, alors ministre de l'Instruction publique, déclara, lors de l'inauguration de l'exposition internationale des Arts décoratifs et industriels de Paris : « pour l'unité linguistique de la France, la langue bretonne doit disparaître ». Il y avait en Bretagne, à cette époque, à peu près un million de brittophones.

Aujourd'hui, la langue est classée comme en grand danger de disparition par l'UNESCO, et même si les causes en sont multiples, par la violence de ses propos, la responsabilité de Monzie est importante.

Je ne m'étendrai pas sur l'intérêt de sauvegarder les langues dites régionales ni sur la question de la diversité linguistique et de la place de la langue bretonne à Nantes. Je pense que nous aurons rapidement l'occasion d'en échanger, par exemple lorsque sera présentée une délibération sur la charte « Oui au breton ».

Pour revenir à Anatole de Monzie, au-delà de ses propos linguistiques, il vota les pleins pouvoirs à Philippe Pétain en juillet 1940 et il collabora aussi à une revue collaborationniste proche des idées de Marcel Déat.

Lorsqu'une école républicaine, à Nantes, porte le nom d'une telle personne, je trouve que cela pose problème. Qu'une école porte le nom d'un collaborateur et « linguicide » pose évidemment un problème. Suite au choix de la communauté

éducative de l'école, nous sommes très favorables à la nouvelle dénomination de l'établissement, qui deviendra l'école Jane Vialle.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Au sujet de la dénomination de l'école Samuel Paty, je pense qu'il est important de rappeler qu'effectivement, il a été assassiné par un terroriste islamiste, à la suite d'une accusation affreuse et abjecte qui lui a été collée sur le dos comme une cible, et que cette accusation était liée à la question du blasphème.

Le blasphème n'existe pas, en droit français. C'est ce que Samuel Paty enseignait lui-même. Il enseignait le fait que la liberté de conscience, la liberté de penser et la liberté d'expression existent et évidemment, il a resitué les dessins de Charlie hebdo dans le cadre qui est le leur. Il a donc recontextualisé tout cela, comme chaque enseignant d'histoire peut le faire. Et par conséquent, le blasphème n'existant pas, il lui paraissait normal de montrer ces caricatures, ces dessins de presse à ses élèves.

Nous continuerons à expliquer, je pense, grâce à cette plaque, le fait que la liberté d'expression est un principe fondamental pour la République française. Nous continuerons à l'expliquer comme nous l'expliquions hier, comme nous l'expliquons aujourd'hui. Nous l'expliquerons à nouveau demain. Nous le ferons en mémoire de Samuel Paty, évidemment, et surtout, de tous ceux qui nous ont précédés et tous ceux qui nous succéderont dans la diffusion de l'esprit des Lumières.

Nous le ferons en solidarité aussi avec toutes celles et tous ceux qui, de par le monde, militent aussi pour ces quelques principes que j'ai évoqués à l'instant, qui sont aussi des principes liés à la question de l'égalité, l'égalité entre tous les citoyens, quels que soient leurs origines, leurs orientations, leur genre, leur religion ou leur absence de religion, et tout cela, évidemment, dans une logique de fraternité, ce que Samuel Paty portait en tant qu'enseignant, en tant qu'instituteur et plus particulièrement, en tant que professeur d'histoire.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Merci. J'aimerais simplement saluer, moi aussi, le travail remarquable de mémoire, de valorisation de la mémoire nantaise et de la mémoire de ces femmes nantaises réalisé par le service des archives et du patrimoine sous ta houlette, Olivier. Je pense que le travail sur la mémoire, la mémoire de toutes les identités, est essentiel pour faire société ensemble aujourd'hui.

Moi, quand je vois toutes ces femmes qui prennent nos noms de rue, c'est justice pour elles, pour le travail qu'elles ont mené de leur vivant, mais c'est un vrai sentiment de réhabilitation, je trouve, de la cause féminine. Je tiens vraiment à saluer ce travail et j'espère que tout ce travail de mémoire de toutes nos identités, de nos identités plurielles, permettra d'apaiser la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Mme la MAIRE – Merci. Je redonne la parole à Olivier Chateau.

M. CHATEAU, Adjoint – Juste un mot pour vous remercier de vos réactions. Je retiens évidemment la proposition d'Aymeric Seassau : nous allons y travailler pour pouvoir trouver effectivement le lieu approprié pour Odette Nilès. Nous allons faire ce travail avec l'équipe de la direction du patrimoine et des archives.

Effectivement, ces féminisations doivent aussi permettre d'apaiser l'espace public et de faire en sorte qu'il soit réellement partagé. C'est un élément important.

Quant à l'idée d'une école Samuel Paty, nous avons fait le choix d'une rue qui jouxte l'école, avec la réflexion, qui était partagée avec l'équipe enseignante, que le nom à faire porter sur une école, c'était peut-être aussi quelque chose d'assez lourd pour ses élèves. Finalement, nous avons préféré la rue qui jouxtait l'école, qui permet d'y passer chaque jour, de l'expliquer pour les enseignants et pour autant, le symbole étant particulièrement lourd, ne pas faire peser ce symbole sur l'ensemble de l'école.

Mais pour nous, cela a autant de valeur et nous y mettons évidemment toute l'importance et le symbole qui conviennent dans sa situation géographique, juste à côté de l'école.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets aux voix cette délibération importante.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 22, intitulé :

Quartier Nantes Nord – Restructuration et extension du groupe scolaire Chauvinière – Ajustement de l’enveloppe financière prévisionnelle – Validation du projet – Lancement des consultations – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – La Ville de Nantes poursuit son engagement pour l’éducation à travers son programme de restructuration et d’extension de 31 écoles. Cette délibération concerne l’école de la Chauvinière, qui va bénéficier d’un agrandissement et d’une rénovation, inscrits dans le projet global de « Nantes Nord ».

En février 2020, nous adoptons le programme de l’opération et nous avons désigné, en décembre 2021, Tank architectes en tant que maître d’œuvre.

Aujourd’hui, il est proposé de valider le lancement des opérations. Les travaux débuteront au printemps 2024 pour une livraison prévisionnelle fin 2026.

Nous vous demandons d’approuver la nouvelle enveloppe financière de 19,12 millions d’euros toutes taxes comprises et d’autoriser le lancement d’une procédure formalisée d’appel d’offres pour 18 lots et d’une procédure adaptée de faible montant pour un lot, pour la restructuration et l’extension de ce groupe scolaire.

Pour prévenir les questions sur l’augmentation du coût de l’opération, sachez que pour 1,4 million d’euros, cette augmentation est due à des imprévus dans les travaux, suite aux études, sur le réseau électrique, par exemple, l’assainissement, les surfaces de panneaux photovoltaïques ou encore la réglementation relative aux toitures, écrans feu, amiante, etc., à l’amélioration des cours d’école, et également, à une augmentation très importante due à la révision des prix, de plus de 3 millions d’euros.

Voilà pour cette délibération.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Rodriguez. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n’y en a pas. Je mets donc cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l’unanimité.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 23, intitulé :

Conditions d’accueil d’élèves de l’Institut d’éducation motrice La Marrière, au sein de l’école primaire Julien Gracq – Renouvellement de la convention – Approbation

M. ASSEH, Adjoint – Pour cette délibération, j’invite Marie-Annick Benâtre à quitter la salle.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Cette délibération concerne les conditions d’accueil d’élèves de l’Institut d’éducation motrice La Marrière, au sein de l’école primaire Julien Gracq. Il s’agit de renouveler la convention, puisqu’elle convient tout à fait aux différents partenaires. C’est une convention qui est établie pour cinq ans et qui prévoit l’accueil de 12 élèves au maximum.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Rodriguez. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n’y en a pas. Je mets donc la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l’unanimité.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 24, intitulé :

Conditions d’accueil d’élèves de l’Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique Les Perrines, association ARRIA, au sein de l’école élémentaire Champenois – Renouvellement de la convention – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – La délibération n° 24 est à peu près la grande sœur ou la petite sœur, je ne sais pas, de la délibération 23, puisqu’elle concerne les conditions d’accueil d’élèves de l’ITEP des Perrines, avec l’association ARRIA, au sein de l’école élémentaire Champenois.

Il s’agit, là aussi, de renouveler une convention pour cinq ans. Cela concerne dix élèves au maximum en simultané sur ce groupe scolaire, la Ville mettant à la disposition de cet institut des locaux scolaires à titre gratuit.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n’y en a pas. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l’unanimité.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 25, intitulé :

Subventions au titre des actions éducatives et des actions temps libre – Conventions – Avenant – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Pour cette délibération, j'invite M. Salaün, Mme Bassal et M. Ouggourni à sortir de la salle.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Cette délibération concerne les subventions au titre des actions éducatives et des actions « temps libre », pour un montant total de 92 722 euros, ainsi que l'approbation ou le renouvellement de conventions ou d'avenants avec un certain nombre d'associations.

J'aimerais simplement attirer votre attention sur plusieurs associations. Je citerai les classes de découverte, pour noter simplement que 580 élèves sont partis, ce printemps, dans un centre de la FAL et 420 dans un centre avec les PEP Atlantique Anjou. Cela correspond en tout à une cinquantaine de classes de 15 écoles.

Notez également une subvention pour l'association PaQ'la Lune, qui va mettre en place un conseil d'enfants conjoint avec des ateliers « parentalité » dans le quartier Nantes Nord.

Nous avons également un montant de subvention pour la formation au titre de l'accompagnement à la scolarité, qui est délivrée par la CAF pour les intervenants d'accompagnement à la scolarité.

Nous avons par ailleurs des subventions dans le cadre de la cité éducative du Grand Bellevue et sur la question de la citoyenneté des droits de l'enfant, en particulier avec les FRANCAS, les ateliers « philo » et les ateliers « active tes droits », ainsi qu'une nouvelle aide à l'association Ville simplement, pour son action « cueilleurs d'étoiles », une subvention de soutien au fonctionnement pour la question des droits de l'enfant.

J'aimerais également attirer votre attention, et ce sera la dernière chose que je dirai à propos de cette délibération, sur la convention que nous avons avec l'École des hautes études en santé publique, qui, dans le cadre d'une convention partenariale, va accompagner le programme de réussite éducative dans l'extension du dispositif des référents de parcours de santé dont nous avons parlé ce matin dans le cadre du plan « pauvreté ».

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention particulières... Pauline Weiss.

Mme WEISS, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire.

Je profite de ce que nous parlons du temps extrascolaire pour demander si des modalités supplémentaires ont été prévues pour élargir le temps dédié aux parents pour pouvoir inscrire leurs enfants au centre de loisirs le mercredi et pour les temps extrascolaires, parce que l'année dernière, cela avait été une difficulté, et nous en avons d'ailleurs échangé, parce que ce n'était ouvert qu'une journée et qu'une personne qui n'est pas derrière son ordinateur au cours de cette journée ne pouvait plus inscrire son enfant le mercredi.

Il avait été évoqué qu'il y aurait peut-être des améliorations, notamment au niveau de la plate-forme sur Internet. Je voudrais savoir si des choses ont été faites ou ont été préparées, puisque nous sommes en juin et que la rentrée, c'est presque demain.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Ghislaine Rodriguez.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Effectivement, il y a eu des améliorations techniques pour permettre une meilleure fluidité au moment des inscriptions. Je rappelle que les parents qui seraient en difficulté par rapport à ces inscriptions sur Internet ont toujours la possibilité d'appeler l'ACCOORD ou de se rendre dans un centre socioculturel, où il y a des personnes qui sont en capacité de les accueillir physiquement. Nous gardons donc bien les deux niveaux d'inscription possibles.

Pour ce qui est de la fluidité des inscriptions sur Internet, cela s'est amélioré en cours d'année. J'ai donc bon espoir qu'à la rentrée, ce sera plus fluide.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 28, intitulé :

Prévention de la délinquance – Actions financées par la Ville – Accès aux droits – Subvention – Convention – Approbation

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Il s'agit de la traditionnelle délibération portant sur la prévention de la délinquance pour financer et subventionner des actions autour de trois axes : la médiation en milieu scolaire, l'accueil de loisirs et la prévention et l'insertion.

En ce qui concerne la médiation en milieu scolaire, il s'agit de financer sept postes de médiateur à l'école portés par l'association Optima et ce, pour un montant de 34 769 euros.

Pour ce qui concerne l'accueil de loisirs, il s'agit de financer à la fois le fonctionnement du CLJ, le Centre de loisirs jeunes de la police nationale – je crois que cela revêt une connotation toute particulière ce jour – et une action de prévention routière, à hauteur de 2 000 euros. Il s'agit aussi de financer une action « terrain d'aventure », portée par les CEMÉA. Il s'agit d'une animation estivale hors les murs, sur l'espace public, aux Dervallières, à destination des enfants avec les parents, et ceci, pour une somme de 1 000 euros.

En matière de prévention et d'insertion, il s'agit de participer au financement de l'association Permis de construire, qui accompagner les personnes sous main de justice, à hauteur de 5 000 euros, et de financer également une action de l'association Casse ta routine autour du « Groupe ressource insertion – En route vers l'emploi ». Il s'agit d'aider les jeunes à trouver un emploi ou une formation. La subvention s'élève à 2 000 euros. Il s'agit aussi de financer, à hauteur de 1 000 euros, l'association Nitramenco afin de remobiliser les jeunes du collège Rosa Parks autour du tournage d'un film.

Enfin, il est proposé de financer l'association AAD-NVPDL à hauteur de 8 000 euros pour son action d'accès aux droits pour les habitants de nos quartiers populaires, avec une petite singularité, cette année : nous vous proposons d'approuver la convention triennale de cette même association, qui a notamment porté le « bureau mobile » dans nos quartiers, qui a d'ailleurs été labellisé par l'État pour son action, et donc, de sécuriser son financement dans le cadre de cette convention triennale, notamment parce que le Conseil régional, qui a financé en investissement ce bureau mobile de manière concomitante, bizarrement, s'est unilatéralement désinvesti du fonctionnement. Il s'agit donc de sécuriser cette action reconnue à la fois par l'ensemble des partenaires nationaux et locaux.

Mme la MAIRE – Merci. Foulques Chombart De Lauwe.

M. CHOMBART DE LAUWE, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire.

Nous voterons volontiers cette délibération, qui porte à la fois sur l'amont et sur l'aval des problèmes de délinquance, notamment l'insertion et la prévention et qui, effectivement, permettrait peut-être de contribuer à réparer un peu le lien entre la jeunesse et la police. Dans le contexte, cela fait particulièrement sens.

Je voulais en profiter pour poser une question. Peut-être n'aurez-vous pas la réponse instantanément, mais nous pourrions l'avoir lors d'un prochain conseil municipal. Ce serait un bilan du « jury du maire » que vous avez lancé. Vous ne l'appellez pas forcément ainsi, mais nous l'avons voté au dernier conseil municipal. Je ne sais plus comment il s'appelle mais tu m'aideras, Denis.

Et également, s'agissant des travaux d'intérêt général, nous voudrions savoir où en sont les statistiques et la convention que nous avons avec le ministère de la Justice.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole au rapporteur, Denis Tallédec.

M. TALLÉDEC, Conseiller municipal – Sans vouloir polémique, avec tout le respect que je vous dois, le « jury du maire », je ne vois pas ce que c'est. Mais nous en discuterons. Vous m'éclairerez en la matière. Nous en discuterons, il n'y a aucun souci, et je vous éclairerai autant que faire se peut en la matière. Travaillez vos dossiers...

S'agissant des TIG, c'est une très bonne question puisque dans le cadre du CISPD, notamment, nous avons eu un groupe de travail spécifique qui a réuni les 24 communes avec le procureur et avec l'État, avec un dispositif tout particulier, qui tend à développer 100 accueils sur l'ensemble de la métropole en matière de TIG mais au-delà de cela, de travail non rémunéré, express, d'ailleurs, pour que cela puisse être mis en place dans le mois après le prononcé du procureur.

Cela se déploie très rapidement sur nos territoires, mais je vous donnerai l'ensemble des éléments factuels, tels que vous nous les demandez, avec un grand plaisir.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BOURDON, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 29, intitulé :

Sports – Troisième répartition de subventions – Conventions et avenants – Dispositions diverses – Approbation

Mme la MAIRE – Avant de donner la parole à Émilie Bourdon, je dois demander à Thomas Quéro, Thibault Guiné, Élisabeth Lefranc et François Brochard de quitter la salle.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

Mme BOURDON, Conseillère municipale – Merci, Madame la Maire. Je vais vous présenter cette délibération relative au sport en l'absence de notre collègue adjoint aux sports, Ali Rebouh.

La Ville de Nantes, dans son programme en faveur des associations sportives, envisage de procéder à une troisième répartition de subventions au titre de l'année 2023, pour un montant total de 812 412 euros.

Dans le détail de la répartition des aides, on retrouve notamment différents plans qui organisent cette répartition.

Pour le plan « Nantes Parasport », dans le cadre de cette répartition, nous retrouvons 14 sports, dont neuf disciplines qui sont représentées avec des aides pouvant varier de l'aide à l'acquisition de matériel, de l'aide à l'organisation de manifestations sportives aux aides à la pérennisation de projets.

On retrouve également le plan « Nantes Nautisme », qui est notamment suivi par notre collègue Franckie Trichet, où il est proposé d'attribuer le solde des subventions de 2023 pour le fonctionnement de sept clubs signataires de la convention pluriannuelle d'objectifs « Nantes Nautisme », qui comprend les disciplines de voile, d'aviron et de canoë-kayak. Cette répartition est à hauteur de 125 208 euros.

Dans le cadre de la politique de sport de haut niveau amateur, il est proposé de faire une première répartition de subventions pour le début de la saison 2023-2024, notamment parce que pour ce qui relève du sport de haut niveau amateur, il y a une première répartition qui est faite à ce conseil municipal. Une seconde sera proposée dans le cadre du BP 2024. Dans cette répartition, on retrouve notamment l'aide auprès de 21 clubs nantais dont les équipes féminines et masculines évoluent en division nationale dans des disciplines reconnues de haut niveau. La répartition par club de l'enveloppe globale s'élève à 439 210 euros. Le détail est bien sûr dans les annexes, comme pour les différents plans.

Dans le cadre de la subvention sportive commune avec notamment les associations scolaires et universitaires, l'enveloppe globale s'élève à 122 235 euros et concerne 85 associations qui pratiquent dans le cadre des différentes unions : l'USEP, l'UGSEL et l'UNSS.

On retrouve également différentes catégories de soutiens : les manifestations sportives, le fonctionnement exceptionnel, le fonctionnement à l'entretien courant d'équipements, les fonctions sociales et de solidarité du sport pour toutes les actions qui s'opèrent dans les quartiers prioritaires de la ville ainsi que des aides dans le cadre des emplois aidés.

Il est également à noter, dans cette délibération, la mention du retrait d'une subvention de 1 470 euros qui avait été versée à l'association Sociétés cyclistes nantaises pour « l'omnium cycliste » qui devait se tenir les 11 et 25 mars derniers. En raison de l'annulation de cet événement, il est proposé de retirer cette subvention et de demander à l'association la restitution de la totalité de cette somme.

Dans le cadre de cette délibération, on retrouve également une convention importante, une convention d'occupation temporaire du domaine public communal. Cette convention serait passée avec l'association Sport dans la ville, une association originaire de Lyon et qui a présenté à Nantes son projet associatif, qui vise à développer des centres sportifs de proximité dans les quartiers prioritaires de la ville selon un fonctionnement partenarial, puisqu'elle englobe les entreprises, les collectivités locales, l'État et les structures associatives de proximité.

Le but est de proposer la construction et l'animation de centres sportifs à Nantes, dans le quartier des Dervallières, dans un premier temps, et de développer des activités sociosportives continues de proximité, notamment et pour commencer, avec la pratique du football, pour favoriser l'insertion sociale des enfants à partir de 6 ans et l'insertion professionnelle des jeunes jusqu'à 25 ans.

Nous sommes dans une première phase de conventionnement, puisqu'il s'agit vraiment d'une convention d'occupation dans le quartier des Dervallières, devant le gymnase Jean Ogé. L'objectif est de laisser le terrain à leur disposition pour la réalisation de foot en 5 x 5. Ils ont besoin d'avoir un engagement de la Ville parce qu'ils sont dans une phase de demande de financement auprès de l'Agence nationale du sport, l'ANS. Ce premier engagement de la Ville leur permettrait d'apporter un dossier plus complet, plus important auprès de l'ANS pour obtenir les fonds restants.

Nous reviendrons sur le sujet à l'occasion d'un prochain conseil municipal, si nous devons adopter cette convention d'occupation, pour aller sur une convention pluriannuelle d'objectifs et développer un peu plus les actions que cette association mettrait en place, notamment sur ses objectifs d'insertion professionnelle et de pratique sportive. Ce terrain serait réalisé au printemps 2024.

Je me tiens à votre disposition si vous avez des questions, bien évidemment. Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Bourdon. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BERTU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 30, intitulé :

Vie associative – Troisième répartition de subventions – Conventions – Avenants – Fondation territoriale de Loire-Atlantique, statut de membre fondateur de la Ville de Nantes – Réhabilitation de l'espace Winnipeg – Approbation

Mme BERTU, Adjointe – Pour cette délibération sur la vie associative, je vais aller assez rapidement.

Sur le versement de subventions, nous proposons, pour 41 dossiers de subventions, 197 411 euros, qui se répartissent en subventions de fonctionnement, en subventions exceptionnelles, en subventions autour des animations estivales, des emplois aidés, des conseillers numériques, des contrats de ville, des projets émergents et également, une subvention d'investissement à une association dans le cadre des animations estivales.

Cette délibération vous présente également le projet de la Ville de Nantes d'être membre fondateur de la Fondation territoriale de Loire-Atlantique. Cette fondation va se spécialiser sur le mécénat de compétences et sur le soutien aux projets associatifs.

Enfin, pour information, nous nous engageons dans la réhabilitation d'un pôle associatif, le pôle Winnipeg, à Nantes Nord, dans le cadre du projet global « Nantes Nord ». C'est précisé ici à titre informatif pour l'intérêt associatif, mais tout le détail est dans la délibération des marchés de travaux.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BERTU, Adjointe, donne lecture du dossier n° 31, intitulé :

Partenariat Ville de Nantes – Caisse d'allocations familiales (CAF) – Associations nantaises agréées Espace de vie sociale (EVS) – Conventions – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Je vais demander à Mme Rodriguez ainsi qu'à Mme Bassal de quitter la salle.

Mme BERTU, Adjointe – Cette délibération concerne le partenariat entre la Ville de Nantes, la CAF et les associations nantaises qui sont agréées « espace de vie sociale ».

Nous avons la chance d'avoir, sur notre territoire, 23 associations qui sont agréées « espace de vie sociale », aujourd'hui. Elles sont tout à fait complémentaires des centres sociaux, avec d'autres approches, d'autres publics, d'autres propositions. Vous avez, dans cette délibération, la liste de ces 23 associations. Vous verrez à quel point elles sont diverses et réparties sur l'ensemble du territoire. Et évidemment, nous continuons de travailler avec la CAF pour une bonne répartition territoriale de ces EVS, ceux-là et potentiellement, ceux à venir, également.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Oui, Madame Guerra.

Madame la Maire reprend la présidence de séance.

Mme GUERRA, Conseillère municipale – Je n'ai pas été assez réactive sur la délibération précédente. Veuillez m'excuser... Si je peux dire un petit mot, puisque dans la délibération précédente, il y avait la subvention pour l'association Rêver Sèvre, et vraiment, je souhaite vous alerter à nouveau sur cette troisième édition de La Cambuse.

Je vous ai déjà alertés plusieurs fois sur le sujet. Rien n'a changé. Les habitants rencontrent les mêmes difficultés, avec des horaires qui ne sont pas respectés, des horaires qui sont contradictoires, en fonction de l'endroit où l'on regarde, entre le site, sur place... Rien n'est cohérent.

L'espace de pelouse n'existe plus. C'est maintenant de la terre battue. C'est poussiéreux au possible. Il y a des canettes de bière dès huit heures le matin, ce qui empêche d'aller se promener tranquillement, des mégots partout, et sur le sol et sur les tables. Il y a maintenant un barnum et dès lors, il y a même des gens qui restent y dormir. Il y a toujours des soucis d'insalubrité et des gens qui urinent dans des lieux qui ne sont pas destinés à cela. Je vous passe les soucis d'odeur et de vue...

Vraiment, je vous demande une attention particulière pour cette troisième édition. Nous avons quelques habitants qui sont à bout de nerfs, je vous le dis, vraiment. Ce sont ceux dont les fenêtres donnent sur cette partie. Évidemment, quand on est de l'autre côté, on est beaucoup moins impacté.

Cet espace peut être très « sympa », et je l'entends, jusqu'à 20 heures, 21 heures. Si les horaires sont respectés, cela ne pose pas problème. Le souci, encore une fois, c'est que les gens restent jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. Quand vous travaillez le lendemain, c'est insupportable.

Il y a plusieurs solutions. Peut-être que l'association qui est en charge de cette responsabilité peut être présente à la fin des animations pour s'assurer que tout le monde évacue le site. Peut-être faut-il faire passer des médiateurs. Peut-être faut-il une présence de police municipale. Je ne sais pas... Il y a sûrement quelque chose à expérimenter.

Mais Madame la Maire, ils demandent à vous rencontrer, ces habitants. Pour l'instant, ils ont une fin de non-recevoir. Je vous le dis. La seule chose qu'ils ont pu obtenir, c'est vingt minutes avec l'adjoint de quartier dans quelques jours. J'espère que cela va donner quelque chose mais vraiment, écoutez-les. Il y a une vraie souffrance. Je n'ai rien contre le fait d'animer un lieu, mais il faut que ce soit fait dans le respect des uns des autres. Et quand on habite là, je vous assure que pendant cinq mois, c'est insupportable.

Merci.

Mme la MAIRE – Merci. Marie Vitoux.

Mme VITOUX, Adjointe – Merci. Peut-être juste pour rectifier une information : il n'y a pas de fin de non-recevoir pour les personnes qui ont demandé à rencontrer les représentants de la mairie puisqu'effectivement, j'ai rendez-vous avec un certain nombre des riverains ce mercredi, celui qui arrive. Il n'y a donc pas de fin de non-recevoir. Nous sommes tout à fait à l'écoute.

Nous avons déjà travaillé, lors des précédentes éditions, avec un collectif d'habitants, avec l'association Rêver Sèvre, avec l'équipe de quartier, pour faire en sorte qu'effectivement, l'été se déroule dans les meilleures conditions possibles, à la fois pour les habitants et les habitantes qui sont voisins du site, évidemment, et aussi pour l'association et pour les personnes qui viennent profiter de cette animation estivale.

Nous sommes donc pleinement conscients de la nécessité qu'il y a de faire de ce lieu à la fois un lieu de vie et d'animation et aussi, un lieu qui soit respectueux des riverains qui jouxtent le terrain.

Moi, je suis tout à fait à l'écoute, y compris des propositions d'améliorations que vous pouvez faire. Comme je le disais, je reçois les personnes qui m'ont demandé un rendez-vous la semaine prochaine. Il n'y a donc pas de fin de non-recevoir et nous continuons de travailler avec l'association pour faire en sorte que cette nouvelle saison de la guinguette de Pirmil se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Mme la MAIRE – Merci. Je rappelle que ce sujet concernait la délibération 30, sur laquelle nous avons déjà voté. L'adjointe de quartier vient de vous répondre.

Je vous propose donc de mettre aux voix, je le redis pour la bonne clarté de nos débats, la délibération 31, qui est celle que Mahaut Bertu vient de présenter.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme LANGLOIS, Adjointe, donne lecture du dossier n° 32, intitulé :

Politique « jeunesse » – Troisième répartition de subventions aux associations et bourses individuelles – Conventions – Avenants – Approbation

Mme LANGLOIS, Adjointe – Pour la délibération concernant la politique publique « jeunesse », il s'agit de la troisième répartition des subventions, pour un montant total de 129 735,77 euros.

Dans ce montant, vous pouvez trouver des soutiens au fonctionnement général, pour un montant de 51 667 euros, dont deux associations comme Édit de Nantes, qui s'occupe de l'insertion sociale des jeunes, ou HB2, qui développe un projet artistique et culturel permettant aux jeunes de s'ouvrir à leur environnement.

Vous avez aussi un soutien à des actions ponctuelles à hauteur de 26 500 euros pour des associations comme Place aux jeunes, pour sa performance d'éloquence, des aides aux projets CLAP, pour un montant total de 12 550 euros, les subventions SPOT, dont le festival a eu lieu la semaine dernière, pour 11 460 euros, deux emplois aidés pour 9 934 euros et des animations estivales, pour 4 000 euros.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets cette délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme COUSSINET, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 33, intitulé :

Associations vie étudiante et logement des jeunes – Troisième répartition de subventions – Approbation

Mme COUSSINET, Conseillère municipale – Il s'agit de la vie étudiante et du logement des jeunes, avec une troisième répartition des subventions pour un montant global de 19 825 euros.

Il est proposé une première subvention à hauteur de 15 000 euros pour l'AFEV, dans le cadre de son action d'engagement bénévole des jeunes et de développement des KAPS, une subvention exceptionnelle à hauteur de 1 500 euros pour Animafac, dans le cadre de son action de formation gratuite auprès des étudiants et ensuite, des bourses individuelles, en l'occurrence, quatre projets de stage soutenus pour un montant global de 625 euros et six bourses de première mobilité à l'international des jeunes en autonomie, pour un montant global de 2 400 euros.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 34, intitulé :

Vie étudiante – Attribution de subventions à Nantes Université – Approbation

Mme la MAIRE – Avant de donner la parole à Bassem Asseh, je dois demander à Valérie Coussinet, Christophe Jouin, Pauline Langlois, Pierre-Emmanuel Marais, Nicolas Martin, Yves Pascouau, Richard Thiriet, Franckie Tricket, Sophie Van Goethem et Pauline Weiss de sortir de la salle.

M. ASSEH, Adjoint – La délibération 34 concerne la vie étudiante et l'attribution de subventions à Nantes Université. Il s'agit de deux subventions, la première, de 880 euros, pour l'attribution de sept bourses de mobilité à l'étranger, et une subvention de 5 000 euros pour la participation au festival de rentrée étudiante piloté par l'université, qui aura lieu en septembre 2023. Il permet plus particulièrement d'accueillir les primo entrants.

Voilà en ce qui concerne cette délibération n° 34.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 35, intitulé :

Appel à créativité « lieux à réinventer » – Subventions de fonctionnement – Approbation

M. ASSEH, Adjoint – La délibération n° 35 concerne les lieux à réinventer. Vous vous souvenez que lors de précédents votes dans ce conseil municipal, nous étions convenus qu'il y aurait une subvention de démarrage pour chacun de ces projets à hauteur de 5 000 euros.

Nous avons aujourd'hui deux de ces projets qui en sont au stade d'avoir besoin de ces subventions de démarrage.

Le premier est celui du Collectif de la Chaufferie. Cela se passe à Port Boyer et c'est un projet qui est porté par l'association Projet solidaire dans la cité, avec comme objectif d'avoir une épicerie sociale et solidaire. Dès l'été 2023, ils commenceront à occuper ce secteur du Port Boyer, de manière à s'organiser et à attirer vers les citoyens qui participeront à ce projet.

La deuxième subvention concerne l'aménagement d'un espace scénique au square Vertais. Vous savez que le square Vertais était parmi les lieux à réinventer de la deuxième édition. Le collectif, qui s'appelle Réinventer Vertais, a organisé un certain nombre d'événements festifs et des animations régulières. Ils ont besoin d'aménager un espace scénique multifonction. Il s'agit bien d'un collectif de riverains qui s'organisent pour animer le lieu, en attendant son aménagement en tant que tel. Dans le cadre de cette animation, l'espace scénique leur est nécessaire, d'où cette demande de subvention.

Voilà en ce qui concerne la délibération n° 35.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. Je crois que tout le monde est revenu. C'est bien.

Cette démarche de lieux à réinventer est une initiative intéressante. Si, évidemment, certains projets sont plus réussis que d'autres, on ne peut que se féliciter que des lieux soient investis ou réinvestis pour des projets citoyens qui font sens. Des projets qui font sens, des lieux à inventer ou à réinventer dans le cadre d'un dialogue citoyen de qualité.

Voilà ce qui devrait vous guider aussi sur l'Île de Nantes. En effet, dans ce quartier de l'Île de Nantes, on se souvient du projet initial de Chemetoff : il y avait un esprit d'innovation, il y avait des lieux de vie à inventer...

Et ces lieux de vie à inventer, eh bien, nous avons été surpris, surpris comme de nombreux habitants du quartier de l'Île de Nantes, de découvrir que vous projetiez de construire, sous les fenêtres des nouveaux habitants de l'ouest de l'île, une immense déchetterie industrielle pour, je cite, « traiter les déblais extraits lors des... »

Merci. Je pense que c'est bien que nous puissions nous écouter les uns, les autres. Je n'ai pas fini. Pour, je cite, « traiter les déblais extraits lors des chantiers de construction : les terres, les gravats, le béton, les sables ». Avec ses 3 ha, ce sera sans doute la plus grande déchetterie industrielle à ciel ouvert de l'ouest de la France. En guise de comparaison, puisque c'est évidemment quelque chose d'important, en face des Machines de l'Île et du bâtiment des chantiers, il y a également 3 ha. C'est pour vous dire l'ampleur de la déchetterie industrielle que vous allez mettre en œuvre sur l'Île de Nantes sous les fenêtres.

On a donc menti à ces gens. On leur avait promis un jardin, sans doute extraordinaire, et ils se retrouvent avec une déchetterie, qui n'a rien d'extraordinaire.

Vous me connaissez un peu, maintenant. Je ne suis pas de ceux qui sont frileux quand il faut construire, quand, parfois, il faut assumer des choix difficiles, surtout lorsqu'il y a des riverains qui sont concernés. Cela, forcément, nécessite de la pédagogie, de la diplomatie, la capacité de tenir un cap, quand le projet fait sens.

Mais là, il ne s'agit pas d'un problème de *NIMBY*, mais, à mon avis, d'une vraie erreur d'appréciation. Non, on ne met pas une déchetterie industrielle de 3 ha sous les fenêtres des gens. C'est tout simplement du bon sens.

Vraiment, pour vous qui parlez de qualité de vie, et c'est normal, qui voudrait de cela en bas de chez soi ? C'est incompréhensible, indéfendable, inacceptable.

Il y a d'autres lieux, dans l'agglomération, qui se prêtent à ce type de projet. Il y a des zones industrielles lourdes, faites pour cela, avec des terrains disponibles, à quelques hectomètres de l'Île. Si vous ne les connaissez pas, moi, je veux bien vous y emmener, parce que je sais de quoi je parle.

Nous devons le respect à ces nouveaux habitants de l'Île de Nantes. Ils sont venus s'installer au bout de cette île et n'ont pas investi pour vivre au-dessus de cette déchetterie, alors qu'on leur avait vendu un jardin.

Nous vous demandons donc de surseoir à ce très mauvais projet, d'y réinventer un nouveau lieu, de recréer du dialogue citoyen avec les habitants pour mettre en œuvre un vrai projet qui fait sens avec l'évolution du quartier, qui fera, je n'en doute pas, une belle place à la nature en ville, dans un quartier qui est vraiment très, voire trop urbain et qui en a vraiment besoin.

Je vous remercie de votre attention.

Mme la MAIRE – Merci. Ce que je vous propose, c'est de mettre aux voix la délibération, qui parlait des vrais appels à projets de lieux à réinventer puisque, chacun le sait, vous utilisez cette délibération pour parler d'autre chose. Nous allons donc mettre aux voix cette délibération et ensuite, l'adjoint de quartier va vous répondre.

Je vous ai néanmoins laissé développer votre intervention parce que oui, il y a des inquiétudes sincères parmi les habitantes et les habitants. J'en ai moi-même rencontré un certain nombre. Nous allons donc vous répondre. Mais nous allons essayer de faire les choses dans l'ordre pour garder un peu de clarté dans nos débats.

Pour commencer, je mets aux voix la délibération 35, qui concerne l'appel à créativité « lieux à réinventer ».

Le Conseil approuve (9 abstentions).

Mme la MAIRE – Je donne la parole à Olivier Chateau pour répondre à la dernière intervention.

M. CHATEAU, Adjoint – Merci, Madame la Maire. Quelques éléments de compréhension pour M. Huchet, qui, je le pense, ne connaît pas le projet, vu les propos utilisés et largement outranciers.

Il s'agit d'un éco-centre, c'est-à-dire un centre de traitement des terres. Aujourd'hui, quand vous réalisez une opération immobilière dans le quartier, les terres qui sont décaissées sont mises dans des camions et envoyées à 100, 200 km de Nantes. D'ailleurs, au passage, je ne vous ai pas entendu vous en préoccuper plus que cela.

Le projet d'éco-centre vise effectivement à travailler en circuit court, à retraiter ces terres localement plutôt que de les envoyer à l'extérieur et loin de Nantes, donc à les retravailler sur place.

Nous sommes donc sur un circuit court, vertueux, qui vise à limiter de plus de 30 % le bilan carbone de ces opérations, qui vise à dépolluer ces terres et à les réutiliser sur place plutôt que de faire venir des terres de l'extérieur et de consommer des terres extérieures à l'Île de Nantes. Il s'agit donc bien du traitement de terres uniquement sur l'Île de Nantes. Il n'y a pas de terres d'autres quartiers qui viendront pour être gérées par ce centre.

Les questions des habitants, je pense qu'elles sont évidemment légitimes. À nous d'apporter toutes les réponses et de prendre le temps, justement, d'expliquer la manière dont nous allons mettre en place ce centre de gestion des terres et de renaturation des terres. Nous avons eu une réunion publique il y a quelques semaines. Il y en aura une autre la semaine prochaine. Il y a eu des temps de proximité, des rendez-vous de proximité, où j'ai eu l'occasion, accompagné des équipes de la SAMOA, de mes collègues élus, d'Hélène Naulin, qui était avec moi, de l'ensemble des collègues de l'équipe, de répondre aux habitants sur ce projet.

Nous prenons toutes les précautions, évidemment, pour suivre le projet. Seront mis en place un certain nombre de capteurs, qui ne sont pourtant pas obligatoires dans la réglementation. Nous irons donc au-delà de la réglementation, avec des capteurs sur la qualité de l'air, des capteurs sur le niveau sonore pour garantir le niveau sonore acceptable de ce centre de traitement des terres.

Nous avons aussi décidé de la mise en place d'un comité citoyen, un groupe de citoyens qui va suivre l'ensemble du chantier et de la mise en place du centre, qui nous accompagnera et nous questionnera tout au long de sa mise en place, et nous avons pris la décision de recourir à un organisme indépendant qui procédera aux analyses tout au long du fonctionnement du centre pour pouvoir justement rassurer et montrer le suivi scientifique extrêmement rigoureux qui sera mis en place.

Je voulais vous donner ces quelques éléments.

Un élément aussi sur le jardin. Quand vous dites que ce centre va remplacer le jardin, ce n'est absolument pas le cas. Cela ne remplace rien puisque cet espace n'avait pas vocation à être végétalisé ni urbanisé avant quinze ans. C'est un espace qui n'avait pas d'usage dans un premier temps. Et quand l'écocentre n'aura plus lieu d'être, il sera remis à l'urbanisation, comme c'était prévu au départ.

Par contre, le jardin de l'Estuaire, tel qu'il est prévu depuis le début, va bien prendre place. Les études sont en train d'avancer. Le calendrier est tenu et nous aurons donc bien ce grand jardin, le long du boulevard de l'Estuaire. Le deuxième jardin, le jardin du Rail, viendra dans un deuxième temps et dans un troisième temps, ce sera le grand parc du sud du quartier. Nous aurons donc bien ce système de trois parcs tels qu'il avait été présenté aux habitants.

Je vous rassure donc, de ce point de vue là, sur l'objectif de végétalisation, sur l'objectif de la place de la nature dans la construction de ce quartier : elle est vraiment au cœur de nos préoccupations et ce centre vise vraiment à pouvoir renaturer les terres polluées de l'Île de Nantes. C'est historique : nous avons des terres qu'il faut pouvoir traiter et c'est justement l'idée de pouvoir le faire de la manière la plus vertueuse et responsable possible.

Mme la MAIRE – Merci. Simon Citeau, pour la délibération 36, en l'absence de Catherine Bassani.

M. CITEAU, Adjoint, donne lecture du dossier n° 36, intitulé :

Budgets participatifs – Subventions – Bourses citoyennes – Avenants – Convention – Approbation

Mme la MAIRE – Je demande à Tristan Riom de sortir de la salle pour cette délibération.

M. CITEAU, Adjoint – Madame la Maire, chers collègues, effectivement, j'excuse Catherine Bassani, qui est à une assemblée générale d'un bailleur social.

Concernant les budgets participatifs, le mois dernier, nous avons pu fêter les un an du budget participatif, avec une vraie dynamique et une croissance dans les projets, puisqu'en un an, nous avons eu 84 projets qui ont pu être soumis à la votation des différents comités d'animation. Dans le cadre de cette délibération, d'ailleurs, nous vous proposons la transparence d'avoir les avis sur chacun des projets.

Depuis la dernière délibération, nous avons 35 initiatives citoyennes supplémentaires que nous vous proposons d'accompagner, qui représentent un budget de 82 196 euros pour 30 subventions de fonctionnement. Nous avons également cinq subventions d'investissement – c'est une vraie nouveauté dans le cadre du budget participatif –, qui représentent 28 801 euros, et également trois bourses citoyennes, pour un montant de 2 967 euros.

Pour terminer, je vous propose également d'approuver des avenants à une convention avec les associations Léo Lagrange Ouest, LOLAB et l'OGEC Saint-Félix pour mettre en œuvre ces projets.

Je vous remercie.

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Excusez-moi, Madame, mais j'avais redemandé la parole. Je comprends que...

Mme la MAIRE – Non, Erwan Huchet. Non, je ne suis pas d'accord ! Je vous le dis clairement.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Juste un mot...

Mme la MAIRE – S'il vous plaît... Je ne vous ai pas donné la parole !

M. HUCHET, Conseiller municipal – Eh bien là, vous venez de me la donner. J'ai levé la main et vous me l'avez donnée.

Mme la MAIRE – Non. Vous êtes en train, sciemment, de détourner le règlement collectif de notre assemblée. Vous avez, une première fois...

M. HUCHET, Conseiller municipal – Non !

Mme la MAIRE – Pardon, Erwan, un minimum d'honnêteté intellectuelle n'est jamais complètement inutile. Vous le savez comme tout le monde, vous avez utilisé une délibération dont ce n'était pas le sujet pour évoquer un autre sujet. Je vous ai laissé le faire parce que oui, il y a des questions et qu'elles sont légitimes. La délibération précise a été mise au vote. L'adjoint de quartier vous a répondu longuement sur un certain nombre de points

Sincèrement, si tout le monde fait cela à chacune des délibérations et que le règlement intérieur que nous avons collectivement voté n'est jamais respecté par personne, nous ne nous en sortons pas. Donc non, pardon, je ne vous redonne pas la parole sur cette délibération.

Je mets aux voix la délibération que Simon Citeau vient de présenter.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Je reprendrai la parole tout à l'heure. Si vous ne me laissez pas la parole maintenant, à chaque délibération suivante, je la prendrai.

Mme la MAIRE – Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BONAMY, Adjointe, donne lecture du dossier n° 37, intitulé :

Jardins et nature en ville – Subventions – Approbation

Mme BONAMY, Adjointe – Il s'agit de subventions de fonctionnement à des associations qui mènent des actions en faveur de l'environnement et de l'horticulture, dont vous avez le détail dans la délibération, pour un montant de 31 350 euros, et puis une action en particulier, menée par la Fédération des amis de l'Erdre dans le quartier Port Boyer.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix. Vous vous opposez à la délibération 37, Monsieur Huchet ?

M. HUCHET, Conseiller municipal – Est-ce que j'ai le droit de prendre la parole à l'issue de cette délibération ?

Mme la MAIRE – Écoutez, prenez vos responsabilités. Moi, je reste dans l'état d'esprit du début de séance. Mais je vous le dis, ce n'est pas correct. Ce n'est pas correct pour la vie collective de cette assemblée. Vous dévoyez le règlement, vous le faites sciemment. Allez-y. Vous avez une minute. Olivier Chateau vous répondra à nouveau.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Je voulais juste dire que premièrement, mes propos n'étaient pas outranciers, que deuxièmement, si ce Conseil municipal n'est pas capable de parler d'un certain nombre de sujets et qu'on puisse en débattre, où pouvons-nous en débattre ? Que la technostructure fasse un certain nombre de propositions, etc., mais la Ville de Nantes est aussi un lieu où l'on doit pouvoir débattre des sujets qui la concernent et notamment, ceux de la Ville de Nantes, ce que j'ai essayé de faire tout à l'heure.

Mme la MAIRE – Je vous remercie. Je mets la délibération 37 aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BIR, Adjointe, donne lecture du dossier n° 38, intitulé :

Passage et square Fellonneau – Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec Nantes Métropole – Approbation

Mme BIR, Adjointe – Lors du conseil municipal de juin 2018, nous avons approuvé le programme de réhabilitation de l'école Fellonneau dans le schéma directeur des écoles, qui prévoyait le regroupement des écoles maternelle et élémentaire sur le même site en libérant le foncier grâce à la destruction de l'école maternelle.

La Ville de Nantes avait pris plusieurs engagements, dont la démolition du bâtiment de l'école maternelle et des anciens logements de fonction, le maintien du site dans le domaine public pour des usages publics pour le quartier et la création de deux nouvelles liaisons douces. Engagements tenus, puisque le projet prévoit la création de deux liaisons douces, l'aménagement du nouveau parvis de l'école, la création d'une aire de jeux pour enfants et la végétalisation de l'espace ainsi que la création d'un espace de convivialité.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 1 million d'euros, dont 800 000 euros à la charge de Nantes Métropole et 200 000 euros à la charge de la Ville de Nantes.

Ce que je vous demande d'approuver aujourd'hui, c'est cette convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture du dossier n° 39, intitulé :

Jardins du musée Dobrée – Conventions de financement et de coopération – Approbation

Mme la MAIRE – Pour cette délibération, je demande à Cécile Bir et Gildas Salaün de quitter la salle. Pascal Bolo et Ali Rebouh sont d'ores et déjà sortis.

M. ASSEH, Adjoint – Il s'agit des jardins du musée Dobrée, en particulier des espaces extérieurs du musée, qui peuvent devenir un square dans cette partie-là de notre centre-ville. La délibération concerne une subvention d'investissement de 120 000 euros ainsi que les conventions de financement et de coopération qui sont à conclure entre le Conseil départemental et la Ville de Nantes.

Voilà pour la délibération 39.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de M. Bolo, M. Rebouh et M. Salaün

M. PASCOUAU, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 40, intitulé :

Jumelages européens – Subventions – Approbation

M. PASCOUAU, Conseiller municipal – Cette délibération a pour cadre les jumelages de la Ville de Nantes et notamment, le jumelage avec la Ville de Cardiff.

Elle a pour objet une première subvention de 750 euros pour l'association ELANC, au titre des subventions du voyage qu'ils ont effectué à Cardiff. Elle a aussi pour objet une subvention de 2 500 euros pour l'association Schola Cantorum pour l'organisation d'un concert gratuit à Notre-Dame-de-Bon-Port, la veille du match de rugby Géorgie/Pays de Galles, le 6 octobre 2023.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. MARAIS, Adjoint, donne lecture du dossier n° 41, intitulé :

Échanges internationaux – Cosmopolis – Subvention – Approbation

M. MARAIS, Adjoint – Cette délibération porte sur différentes propositions de soutien à des associations contribuant à nos échanges internationaux.

Tout d'abord, un soutien au Printemps coréen, qui organise la dixième édition de son festival, un événement dédié à la culture coréenne. Il est proposé une subvention exceptionnelle de 1 800 euros.

Ensuite, la Maison des États-Unis. En tant qu'association de jumelage, la Maison des États-Unis fait vivre nos relations avec Seattle et Jacksonville. Dans le cadre de ses actions, il est proposé, dans le cadre de sa convention triennale, une subvention de 14 000 euros.

Ensuite, l'association Jeunesse France – Japon, qui fait découvrir aux Nantaises et aux Nantais la culture japonaise. Il est proposé, pour cette association, une subvention de 6 500 euros.

Nous poursuivons avec Nantonaku Nantes, une association qui aide beaucoup la Ville de Nantes dans le cadre des accueils de groupe de sa ville jumelle japonaise Niigata. En 2023, Nantonaku Nantes fête ses 10 ans. Une subvention plus importante à titre exceptionnel est proposée, à hauteur de 5 000 euros.

Pour l'IFOM international, qui organise un voyage scolaire au Japon pour les classes de diététique et d'esthétique, un voyage à Osaka, Tokyo et Kyoto, il est proposé de soutenir ce déplacement à hauteur de 2 000 euros.

Pour l'OGEC Saint-Stanislas, qui a organisé une mobilité scolaire croisée entre les élèves du lycée Saint-Stanislas de Nantes et de l'International School de Seattle, il est proposé un soutien de 2 500 euros.

Il y a enfin un certain nombre d'aides au titre des actions développées à l'espace Cosmopolis. Tout d'abord, les ateliers de Bitche, appelés également l'association Intervention expérimentation, qui est un lieu artistique autogéré. La demande de subvention concerne l'organisation de la deuxième édition de Cosmo BiB, au cœur de l'édition Underground, avec des expositions de peinture, dessin, sérigraphie, éditions... Cette manifestation se déroulera du 12 au 30 octobre 2023. Il est demandé une subvention de 3 200 euros.

Mme la MAIRE – Merci. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme la MAIRE – Chers collègues, je vais vous proposer que nous puissions examiner la délibération 47, puisqu'à la suite, en raison de l'actualité du jour, je vais devoir laisser la présidence de séance à Bassem Asseh. Et comme il me semble que la délibération 47 peut susciter quelques discussions, je vous propose de la passer d'ores et déjà.

M. ASSEH, Adjoint, donne lecture des dossiers n^{os} 47 et 48, intitulés :

Indemnités de fonctions des élus municipaux – Approbation

Indemnités de fonction des élus municipaux – Majoration chef-lieu de département – Approbation

M. ASSEH, Adjoint – La délibération 47 concerne la mise à niveau des indemnités d'élus pour la première fois depuis 2008, en réalité, depuis une trentaine d'années, 2008 étant la date de la loi qui encadre les indemnités d'élus dans ces règles-là.

Je vous résume les chiffres. Aujourd'hui, un adjoint a une indemnité de 1 523 euros bruts mensuels. Avec la revalorisation des indemnités concernées par ces délibérations, le même adjoint passera à 2 340 euros bruts mensuels. S'agissant des conseillers municipaux délégués, actuellement, ils sont à 1 025 euros bruts mensuels. Avec la revalorisation des indemnités dont nous parlons, ils seront à 1 509 euros bruts mensuels. Le conseiller municipal, qui, aujourd'hui, est à 287 euros bruts mensuels d'indemnité, percevra, après revalorisation, 302 euros bruts mensuels.

Voilà pour ce qui concerne les chiffres précis en brut mensuel, pour que cela puisse parler à tout le monde.

À titre comparatif, pour contextualiser ces délibérations, je vous livre quelques éléments pour des villes de la même strate. Si l'on prend par exemple une ville comme Nice, nous sommes entre 2 717 et 4 377 euros bruts mensuels. Cela donne un ordre de grandeur. Dans une ville comme Montpellier, un adjoint du maire est à 2 153 euros bruts mensuels. C'est juste pour recontextualiser pour celles et ceux qui nous écoutent.

Voilà, en quelques mots, le résumé non technique de ces délibérations puisqu'en réalité, la loi fixe un point d'indice qui est peut-être un peu compliqué à comprendre si l'on n'évoque pas les chiffres précis en brut mensuel.

Mme la MAIRE – Merci. Madame Van Goethem.

Mme VAN GOETHEM, Conseillère municipale – Nous en avons un peu discuté en commission. Je voulais savoir pourquoi nous faisons deux délibérations, puisque la seconde parle du fait que Nantes est chef-lieu de canton. Or à ce que je sache, lorsque nous avons pris notre mandat, en 2020, Nantes était déjà chef-lieu. Et d'ailleurs, nous avons une délibération exactement sur cela. Pourquoi reprend-on la même délibération aujourd'hui ?

Mme la MAIRE – Merci. Erwan Huchet.

M. HUCHET, Conseiller municipal – Merci, Madame la Maire. J'ai été sage, puisque j'ai attendu la délibération avant de pouvoir intervenir alors que mes petits camarades avaient bien compris qu'il fallait parfois intervenir avant qu'elle arrive à la fin du conseil, sachant que les observateurs extérieurs étaient déjà partis.

D'abord, un principe. La démocratie a besoin d'exister, dans notre pays. Pour cela, elle a besoin de moyens. Donc indemniser les élus, c'est un enjeu démocratique. Les indemniser à la juste hauteur de leurs responsabilités, de leur engagement, c'est normal. Même si les fonctions électives sont, par principe, gratuites, il faut permettre aux élus, qui dégagent du temps pour effectuer ce travail de plus en plus exigeant, d'être indemnisés, voire même rémunérés. Mais cela, c'est un autre débat. C'est celui qui a été évoqué tout à l'heure, celui du statut de l' élu. Il n'y a donc aucune honte à percevoir des indemnités, de justes indemnités, ni à les augmenter.

Une fois que j'ai dit cela, j'ai lu dans la presse que cela faisait 30 ans que ces indemnités n'auraient pas été augmentées. Dire cela, c'est faux. En effet, l'indemnité est calculée en fonction du point d'indice de la fonction publique et à chaque revalorisation de ce point d'indice, les indemnités des élus locaux sont automatiquement augmentées.

De plus, depuis 2001, vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup d'élus nantais sont devenus métropolitains. Aujourd'hui, ce sont 48 élus sur 69, soit 70 % des élus de cette assemblée, qui siègent à la Métropole. Ceux-là perçoivent, et donc, cumulent une indemnité, *de facto*, une indemnité qui n'est pas négligeable puisque cela double presque le montant perçu par un élu de la majorité.

J'ai lu aussi que l'indemnité de la maire n'augmentait pas. Là aussi, il faut être précis sur ce sujet. Ce n'est pas une démonstration de vertu. C'est en raison du cumul des indemnités de mandat que cette augmentation n'est pas possible pour la maire. Le cumul des indemnités est atteint avec un montant total égal à 8 730,06 euros bruts mensuels.

Enfin, nous le constatons tous, les indemnités dont la dénomination est « conseillers municipaux dit "sans délégations" » ne s'adressent évidemment qu'aux conseillers municipaux d'opposition. Or je le dis là, mais cela vaut également pour les autres collectivités. Ce n'est pas propre à la Ville de Nantes. Alors qu'au sein des assemblées nationales, régionales, départementales, intercommunales, les équilibres sont respectés sur ces questions entre opposition et majorité, ici, concernant les indemnités, être dans l'opposition, c'est donc être, quelque part, moins considéré, sous-estimé, discriminé... Vous trouverez les adjectifs.

La différence entre un conseiller municipal de la majorité ayant une délégation et un conseiller municipal de l'opposition sans délégation est plus que quatre fois inférieure. Or l'opposition, dans une démocratie, joue aussi un rôle, un rôle qui est indispensable, un rôle de contrôle, un rôle de contre-pouvoir. C'est essentiel.

La différence de traitement qui est affichée là engendre donc une rupture d'égalité entre les conseillers municipaux de la majorité et ceux de l'opposition. Pourtant, le mandat d'opposition exige un investissement aussi important, voire plus important, parfois, que pour beaucoup d'élus qui se trouvent dans la majorité.

Je rappelle qu'en matière de délégation, puisque c'est de cela qu'il s'agit, le maire dispose d'un vaste pouvoir d'appréciation, que ces délégations peuvent concerner tous les domaines. Le maire est donc assez libre pour déterminer le contenu et le nombre de délégations qu'il souhaite accorder. Et ces délégations peuvent s'exercer sans délégation de signature.

Aussi, nous regrettons d'avoir découvert cette délibération dans la presse, avant même le passage de celle-ci en commission. Mais je n'y reviendrai pas. Ce n'était respectueux ni des élus ni du fonctionnement de nos instances. Nous regrettons qu'après tant d'années où la majorité n'a jamais eu le courage de revaloriser ses élus, elle décide de le faire aussi fortement et sans concertation avec ses oppositions.

Nous considérons que ces augmentations devraient être annuelles, lissées dans le temps, et que cette excessive augmentation d'un coup, après tant d'années, est incompréhensible pour nos concitoyens. Le faire ainsi, à mon avis, c'est une faute.

C'est pourquoi nous ne voterons pas cette délibération, qui ne concerne finalement que les élus de la NUPES.

Mme la MAIRE – Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole au rapporteur. Bassem Asseh.

M. ASSEH, Adjoint – Merci, Madame la Maire.

Madame Van Goethem, pour répondre à votre question sur le fait que nous avons deux délibérations, c'est réglementaire. La deuxième délibération concerne la partie relative au chef-lieu, qui n'était pas activée jusqu'ici. Ce n'est pas quelque chose que nous appliquions jusqu'à présent. Nous l'appliquons désormais. C'est la raison pour laquelle, du point de vue de la loi, les juristes de cette municipalité, qui ne sont pas élus, qui sont des agents de la fonction publique territoriale, se sont penchés sur le sujet et ont appliqué ce que la réglementation nous impose.

D'où les deux délibérations : une pour l'indemnité ordinaire et une pour l'indemnité majorée liée au fait que nous sommes un chef-lieu de département.

Cela, c'est pour le point sur le fait que ce sont deux délibérations.

S'agissant des différents éléments abordés par M. Huchet, Erwan, ce que vous appelez « augmentation excessive », c'est une indemnité, en net mensuel, qui sera, selon les cas, entre 1 647 euros et 2 024 euros. Si 2 024 euros, c'est excessif, pour vous, en termes de coût de la démocratie, je pense que nous avons quelques débats à avoir sur la démocratie. Honnêtement, je ne vois pas ce qu'il y a d'excessif là-dedans.

S'agissant de votre question au sujet des taux, vous disiez que cela avait changé. En fait, ce ne sont pas les taux qui ont changé. C'est ici une mise à niveau dont nous parlons et effectivement, c'est une mise à niveau qui n'a pas existé depuis 2008, depuis que cette mécanique-là, ces règles de calcul là existent et en réalité, depuis bien avant.

Enfin, concernant la question que vous soulevez, à raison, s'agissant des indemnités des conseillers qui n'ont pas de délégation, c'est la loi qui l'impose. C'est ainsi. Nous sommes au maximum, aujourd'hui, et nous sommes venus ajouter un tout petit peu au maximum en jouant sur la deuxième délibération, qui concerne les chefs-lieux de département. Il y a donc une majoration qui s'applique, mais nous sommes réellement dans le maximum de ce que la loi autorise.

Mme la MAIRE – Merci. Juste deux ou trois éléments, avant de mettre la délibération aux voix.

Je pense que ce dont nous parlons cet après-midi, ce sont deux choses.

D'abord, des conditions très concrètes d'effectivité des mandats pour les uns et les autres. Et je crois que ces sujets ne doivent pas être des sujets tabous. Moi, je le dis en transparence. Cela veut dire qu'un adjoint au maire, aujourd'hui, concrètement, à Nantes, touche 1 100 euros nets. Chacun jugera s'il considère que c'est logique ou non pour des engagements, des temps, par semaine, qui sont extrêmement conséquents. C'est de cela que nous parlons aujourd'hui. Je crois qu'il faut dire les choses sans tabou, avec transparence. Nous parlons de gens qui aujourd'hui, comme indemnité, ont 1 100 euros nets. C'est de cela qu'il s'agit.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est qu'effectivement, sur cette question des indemnités des élus de l'opposition, même si je crois que nous pouvons tous convenir, parce qu'ici, nous avons tous été, pour certains, dans l'opposition, pour d'autres, dans la majorité, que d'autres ont longuement travaillé avec des élus – je ne doute pas qu'ils n'aient pas la mémoire courte à ce point –, chacun pourra convenir que ce n'est quand même pas exactement la même charge de travail quand on dirige un exécutif ou quand on est dans la minorité.

Je le dis avec le respect que j'ai du rôle de chacun. C'est un fait intangible. Bien sûr que cela demande du temps, bien sûr que cela demande de l'engagement. Je le dis avec le plus grand respect. Mais prenons un exemple concret : quand vous êtes adjointe à l'éducation du lundi matin au dimanche soir parce que c'est votre mandat, votre mission, vous l'exercez.

J'ai demandé néanmoins, quand cette décision a été prise, de voir si nous pouvions augmenter aussi l'indemnité des élus de l'opposition. Je le dis pour la bonne compréhension de notre assemblée. Et je l'ai dit à Valérie Oppelt et à Laurence Garnier dans les échanges préalables que j'ai systématiquement avant les conseils. Donc là aussi, je pense que si nous pouvions nous éviter le fait de faire comme si l'on découvrirait... Ce n'est pas vrai. J'ai pris le soin d'avoir cette conversation en amont, parce que je sais bien que ces enjeux sont délicats.

La réponse est très simple. Elle m'a été faite par les services juridiques. Je le dis sous le couvert du directeur général : non, la loi telle qu'elle fonctionne ne nous permet pas, aujourd'hui, d'aller plus loin sur les indemnités de l'opposition. Là aussi, je veux le dire en transparence.

Pour terminer, je voudrais dire une chose. La vérité, je crois, c'est que notre pays, d'une manière générale, et Nantes sans doute en particulier, pour de multiples raisons historiques, sur lesquelles je ne vais pas revenir, n'avait pas tiré les leçons de la fin du cumul des mandats. C'est de cela qu'il s'agit. Parce qu'en réalité, nous sommes dans un fonctionnement qui marchait tant que les uns et les autres étaient et député et adjoint au maire, pour ne prendre que cet exemple.

Oui, je crois que si nous voulons une démocratie mature, si nous voulons une démocratie apaisée, nous devons nous interroger sur le statut de l'élu. Et dans cette question du statut de l'élu, ne faisons pas comme si les conditions concrètes de capacité à conjuguer une vie familiale et une ville d'engagement ne se posaient pas.

Voilà ce que je voulais dire avant de mettre la délibération aux voix.

Je mets cette délibération aux voix. Nous allons procéder par ordre. Je mets aux voix la première délibération. Je redis les choses de façon claire : je mets aux voix la délibération n° 47.

Le Conseil approuve (11 voix contre ; 1 abstention).

Je mets aux voix la délibération n° 48.

Le Conseil approuve (11 voix contre ; 1 abstention).

Mme la MAIRE – Je donne la parole à Bassem Asseh pour la suite de la présidence de séance. Merci.

Madame la Maire quitte la présidence de séance.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – S'il vous plaît, je sais que c'est la fin de la journée, que nous avons tous très bien travaillé et que la journée a été longue. Nous passons donc à la délibération n° 42.

M. MARAIS, Adjoint, donne lecture du dossier n° 42, intitulé :

Adhésions diverses de la Ville de Nantes au sein d'organismes extérieurs – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Je demande à M. Trichet, à M. Guissé, à M. Pascouau et à moi-même de sortir. Non, on me dit que je n'ai pas à quitter la salle.

J'invite M. Pierre-Emmanuel Marais à présenter la délibération n° 42.

M. MARAIS, Adjoint – Merci, Monsieur le Maire.

Au titre de la politique « Europe et international », il convient de formaliser l'adhésion de la Ville de Nantes aux organismes extérieurs suivants :

- l'Association internationale des maires francophones, qui vise à permettre une réflexion commune des villes francophones à l'échelle internationale ;
- l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe, qui est la section française du Conseil des communes et régions d'Europe, composé de collectivités locales européennes et qui mobilise les collectivités françaises autour des sujets d'importance européenne ;
- l'association Essentiel , qui est une association qui s'engage en faveur de la santé pour tous, dans le respect de la diversité des personnes et des communautés. L'association intervient en particulier en Afrique subsaharienne, notamment au Sénégal, à Rufisque, ville partenaire de Nantes.

Il est proposé d'approuver l'adhésion de la Ville de Nantes à ces trois associations.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Marais. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité

Non participation au vote de Mme Rolland

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – M. Guissé n'étant pas encore revenu, nous allons passer à la délibération 44.

Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale, donne lecture du dossier n° 44, intitulé :

Politique publique « migration – intégration » – Contrat territorial d'accueil et d'intégration 2023-2025 – Programme 2023 – Reversement des crédits aux opérateurs – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Pour cette délibération, je vais demander à Mme Coussinet, M. Jouin, à Mme Langlois, à M. Marais, à M. Martin, à M. Pascouau, à M. Thiriet, à M. Trichet, à Mme Van Goethem et à Mme Weiss de quitter la salle.

Mme Boisramé, vous pouvez présenter la délibération n° 44.

Mme BOISRAMÉ, Conseillère municipale – Merci. C'est une délibération qui concerne le contrat territorial d'accueil et d'intégration, contrat signé entre la Ville et l'État.

Précédemment, de 2019 à 2022, nous avons un premier contrat, qui s'appelait CTAIR, contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés. Pour ce deuxième contrat, nous perdons le « R » mais en fait, c'est un gain, puisque désormais, les actions portées en termes d'accueil et d'intégration s'adressent à tous les primo arrivants.

C'est un contrat qui nous permet de financer des actions d'accueil et d'intégration et de recevoir des recettes de l'État à hauteur de 400 000 euros par an pendant trois ans et donc, de reverser des subventions aux acteurs locaux porteurs de projet.

Par cette délibération, il vous est demandé d'approuver ce contrat et d'approuver le reversement des huit subventions telles qu'elles sont listées dans la délibération que vous avez sous les yeux, qui concernent le domaine de l'interprétariat, du changement de regard, de la santé et de la solidarité, pour les projets inscrits dans le CTAI tels qu'ils sont listés.

Voilà, pour faire vite.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Boisramé. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Nous pouvons revenir à la délibération 43, avec M. Guissé.

M. GUISSÉ, Adjoint, donne lecture du dossier n° 43, intitulé :

Actions de coopération et de solidarité internationales – Subventions – Approbation

M. GUISSÉ, Adjoint – La délibération 43 concerne nos actions de coopération et de solidarité internationales.

Il vous est demandé, premièrement, d'approuver le versement d'une subvention de 6 500 euros à l'association Pays de la Loire Coopération internationale, pour le projet intitulé « Clés en main – Destination Palestine ». Je voudrais rappeler que ce projet est cofinancé à 50 % par la direction pour l'action extérieure des collectivités territoriales du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Il a pour objectifs de créer des synergies entre les collectivités ligériennes qui interviennent en Palestine, d'accompagner les collectivités, de favoriser l'ouverture au monde et l'émancipation des jeunes Français et Palestiniens de 16 à 25 ans.

Deuxièmement, je vous propose d'approuver le versement de subventions pour un montant de 19 000 euros, répartis entre 15 organismes retenus dans le cadre de l'appel à projets de solidarité internationale, qui permet à nos jeunes de vivre la citoyenneté, de rencontrer d'autres cultures et de s'investir sur des projets écologiques, sociaux et en matière de santé, pour construire une certaine solidarité au niveau international.

Le troisième point, c'est le versement d'une subvention au titre de l'appel à projets de développement international solidaire, pour un montant de 37 950 euros.

Il vous est demandé d'autoriser Mme la Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Je vous remercie.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Mme BASSAL, Adjointe, donne lecture du dossier n° 45, intitulé :

Personnel municipal – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation

Mme BASSAL, Adjointe – Cette délibération concerne quatre points de notre politique RH.

Le premier, comme à l'accoutumée, est l'adaptation du tableau des effectifs avec, pour ce conseil, la création de deux postes. Nous avons également trois suppressions de postes et 71 transformations de postes.

Le deuxième point concerne l'évolution des modalités de versement d'un complément pour les agents et les agentes. Nous souhaitons favoriser l'accueil et l'accompagnement des personnes condamnées à des travaux d'intérêt général. Cela fait plusieurs années que nous contribuons, avec les services du ministère de la Justice, à mettre en œuvre des alternatives aux peines classiques avec l'accueil des TIG. Là, il est proposé un nouveau seuil de déclenchement, qui sera de 70 heures au lieu de 140 heures. Le montant restera inchangé, puisqu'il est de 44,53 euros.

Le troisième point concerne le dispositif « forfait mobilités durables ». Nous avons fait le choix très tôt de mettre en place le FMD. Il est proposé ici de nouvelles dispositions, dont les principales sont l'éligibilité aux trottinettes électriques et le fait de pouvoir appliquer ce FMD en fonction de différents paliers : 30 jours, 60 jours et 100 jours.

Le dernier point concerne la mise à jour d'une astreinte décisionnelle à la direction des sports. Cette astreinte est déjà existante. Il est proposé d'ajouter des agents de maîtrise. Nous passerons donc de 9 à 18 agents, pour répondre à la demande des interpellations.

Il vous est demandé, mes chers collègues, d'approuver cette délibération.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Madame Bassal. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (8 abstentions).

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance, donne lecture du dossier n° 46, intitulé :

Désignations – Approbation

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Est-ce que vous acceptez de ne pas procéder par vote au scrutin secret mais par vote ordinaire, c'est-à-dire à main levée ? J'en déduis que la réponse est oui.

Avant l'exposé de la délibération, je vais demander à M. Bolo, à Mme Hakem, à M. Fournier, à Mme Vitoux, à Mme Coppey, à Mme Benâtre et à M. Bainvel de quitter la salle.

Je vous présente donc la délibération 46, qui concerne les représentants de la Ville de Nantes au sein des conseils d'école suivants, en lieu et place des représentants actuels :

- pour l'école Henri Bergson : Pauline Langlois pour la maternelle et Pauline Langlois également pour l'élémentaire ;
- pour l'école Ange Guépin : Pauline Langlois également ;
- pour l'école Sully, en maternelle : Aïcha Bassal.

Nous avons également à désigner les représentants de la Ville de Nantes au sein des conseils d'école des écoles primaires suivantes :

- pour l'école Claire Bretécher : Laurence Brosseau ;
- pour l'école Germaine Tillion : François Brochard.

Troisième point de cette délibération, les sept membres suivants sont appelés à siéger au sein du Conseil d'orientation et de surveillance de la caisse du Crédit municipal : M. Pascal Bolo, Mme Abbassia Hakem, M. Hervé Fournier, Mme Marie Vitoux, Mme Mahel Coppey, Mme Marie-Annick Benâtre et M. Julien Bainvel.

Voilà pour la délibération 46. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve (7 abstentions)

Non participation au vote de M. Bainvel, M. Bolo et Mme Vitoux

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Nous pouvons demander aux collègues qui sont sortis de revenir.

Mme RODRIGUEZ, Adjointe, donne lecture du dossier n° 49, intitulé :

ACCOORD – Accueils de loisirs et séjours de vacances – Rapport du délégataire de service public 2022 – Information – Protocole de fin de contrat de délégation de service public 2018-2022 – Avenant n° 1 au contrat de délégation de service public 2023-2024 – Subvention – Approbation

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Il y a un certain nombre de personnes qui doivent également sortir.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Je demande à moi-même ainsi qu'à M. Bainvel, à Mme Bir, à Mme Brosseau, à M. Cocotier, à M. Guissé, à Mme Hakem, à M. Jouin, à Mme Langlois, à Mme Naulin, à M. Rebouh et à Mme Robert de sortir.

Je passe la présidence à Tristan Riom pour la délibération 49.

M. RIOM, Adjoint, Président de séance – Je vais laisser Mme Rodriguez nous présenter la délibération 49. S'il vous plaît, pour la première fois que je préside, j'aimerais un peu d'ordre dans cet hémicycle !

(Rires.)

Mme RODRIGUEZ, Adjointe – Cette délibération 49 concerne l'ACCOORD, pour un certain nombre de points.

Je vous demande de prendre acte du rapport annuel d'activité au titre de l'année 2022, qui a été transmis par l'ACCOORD, délégataire de service public des accueils de loisirs et séjours de vacances.

Je vous demande également d'approuver le protocole financier de fin de contrat entre la Ville de Nantes et l'association ACCOORD dans le cadre de la DSP pour la période 2018-2022, avec un montant arrêté à 15 163 647 euros.

Je vous demande par ailleurs d'approuver l'avenant n° 1 du contrat de délégation, qui fixe les sites qui ouvriront les mercredis après-midi à la rentrée de septembre 2023, dont le site de la Bottière, pour 92 places, de Fraternité – Maisdon Pajot, pour 92 places et du Chêne d'Aron, pour 72 places. Il intègre également deux autres évolutions : d'une part, la mise en place de la gratuité des accueils de loisirs et séjours de vacances pour les familles dénuées de toute ressource, comme nous le faisons déjà sur le temps du périscolaire, et d'autre part, d'ajuster le départ en séjour de vacances à 11 000 journées enfants.

Enfin, je vous demande d'approuver le versement d'une subvention de 45 000 euros à l'ACCOORD au titre des jumelages européens et d'une subvention de 2 000 euros au titre des échanges internationaux, ainsi que les conventions correspondantes.

M. RIOM, Adjoint, Président de séance – Merci pour cette présentation. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Je vais pouvoir mettre la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

Non participation au vote de M. Bainvel et M. Rebouh

M. RIOM, Adjoint, Président de séance – En attendant que nos collègues reviennent, nous pouvons peut-être lancer la prochaine délibération. Je vais donner la parole à M. Fournier pour la délibération n° 50.

M. FOURNIER, Conseiller municipal, donne lecture du dossier n° 50, intitulé :

Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés et concessions – Fonctionnement – Avenant au groupement de commandes – Approbation

M. FOURNIER, Conseiller municipal – J'ouvre un échange, en tout cas une présentation de dispositions relatives aux marchés publics et concessions, qui va me permettre de vous donner quelques points d'actualité sur l'avancement de notre stratégie d'achats responsables pour vous tenir au courant de ce document que nous avons voté il y a deux ans et qui vit en lien avec les différentes directions thématiques et les élus mobilisés sur ce sujet.

Le premier élément est l'autorisation du lancement d'un marché pour du matériel professionnel de cuisine, autour de mobiliers de laverie. Là, il s'agit d'accélérer l'élimination, entre guillemets, des contenants en plastique dans la restauration scolaire – et je salue là la mobilisation de mon collègue à mes côtés, Nicolas Martin – et de développer l'usage du matériel en inox, des contenants en inox, qui nous oblige, vous l'aurez compris, à avoir également des matériels de laverie pour l'inox.

Dans les marchés actuels qui étaient les nôtres, les seuils maximaux de dépenses sur ces mobiliers avaient été atteints. Il nous appartient donc de relancer un marché, une consultation qui soit calée sur d'autres marchés liés à la restauration scolaire, c'est-à-dire jusqu'à janvier 2025, à la fois pour la restauration scolaire et pour le CCAS, pour nous permettre d'acheter ce matériel de laverie.

Cela, c'était le premier élément de cette délibération : accélérer et aller un peu au-delà de ce que nous impose ÉGALIM en termes de tempo.

Le deuxième volet est une autorisation de signature pour l'attribution d'un marché de préparation et livraison de repas en liaison froide pour les multiaccueils municipaux de la Ville de Nantes. Je ne vais pas forcément détailler – ils sont très bien détaillés dans la délibération – tous les signes de qualité qui sont ceux qui nous obligent par la loi ÉGALIM, mais là aussi, nous allons un peu plus loin que la loi pour accélérer l'usage des produits et la transformation de ce qui est offert aux multiaccueils municipaux, tout en y mettant aussi quelques clauses liées à la logistique ou au bien-être animal.

Il est donc proposé d'autoriser la signature de ce marché avec la société ANSAMBLE, une société bretonne qui aura ses ateliers à Saint-Herblain, si je ne me trompe.

Cela, c'était le deuxième élément de la signature.

Le troisième élément consiste à donner droit à une demande opérée par la société SELFEE, qui nous fournit en électricité renouvelable. Là, nous entrons un peu dans tous les aléas des marchés de l'énergie.

Vous savez qu'au titre des différents groupements d'achats de la collectivité – nous allons parler ici d'un groupement que nous avons avec NGE, Nantes Métropole et la Ville de Nantes –, nous avons souscrit un marché un peu expérimental avec un opérateur qui nous assurait la traçabilité d'énergies renouvelables dans nos achats d'électricité. Ce marché nous fournit 16 % de nos besoins d'électricité.

Pour de petites parties manquantes ou lorsque les besoins étaient trop excessifs par rapport à l'offre du fournisseur, il fallait que ce fournisseur aille acheter le solde sur le marché, qui, évidemment, vous le savez, a explosé. Nous, nous avons négocié un tarif d'achat beaucoup plus bas que le prix du marché pour ce qui est de la partie qui restait à la marge. Cela a donc créé un déséquilibre dans l'exécution du marché.

Or vous savez que dans les principes d'action de notre commande responsable, il y a aussi le respect de l'intérêt des parties prenantes. Nous avons donc commencé avec lui, à sa demande, parce que cela le mettait vraiment en péril économique, une négociation qui aujourd'hui, donne un résultat, en termes d'indemnité à verser à cet opérateur, à hauteur de 93 768,42 euros hors taxes pour la Ville de Nantes, qui sont à remettre, allais-je dire, comme une dette dans notre économie d'électricité, sachant que par ailleurs, par la revente de tarifs ARENH, nous avons également eu des gains significatifs.

Cela, c'est un accord-cadre relatif à la fourniture d'électricité et de services associés à valider dans le cadre d'une convention d'indemnisation avec la société SELFEE.

Je termine avec un groupement de commandes qu'il vous appartient d'autoriser ou en tout cas, de faire évoluer dans l'intitulé de lignes budgétaires. Là aussi, c'est très technique, mais cela permet de faire exister, dans nos familles

d'achats, la notion de travaux liés à la plantation et au renouvellement des arbres et à la végétalisation des espaces verts, sous la coordination, dans le cadre d'un groupement, de Nantes Métropole.

Vous savez que la végétalisation est un volet de notre projet politique. Il faut donc aussi que cela se traduise dans la nomenclature d'achats que nous avons.

Nous proposons également de faire évoluer la nomenclature dans un autre groupement de commandes, ou dans le même, au titre de l'accompagnement de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes dans la démarche de labellisation « territoire engagé dans la transition écologique », là aussi sous la coordination de Nantes Métropole.

Juste pour vous dire, puisque j'ai essayé de faire très court au regard du temps qui m'était imparti...

(Rires.)

M. FOURNIER, Conseiller municipal – Non, c'était vraiment limité ! Accélération de nos engagements, mutualisation, mobilisation de nos services, voilà les trois mots-clés de notre commande publique responsable, ce jour. Merci pour votre attention.

(Applaudissements.)

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Fournier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame Benâtre.

Mme BENÂTRE, Adjointe – Ce n'est pas une prise de parole. C'est juste une demande, au nom des élus communistes, d'un vote dégroupé, pour exprimer, comme nous l'avons fait au conseil de Nantes Métropole, un vote contre cette indemnisation de la société SELFEE pour n'avoir pas su anticiper une hausse des cours, conséquence directe de la libération du secteur de l'énergie et de la mise en concurrence de l'opérateur historique qu'est EDF.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – D'accord. Bien reçu. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas.

Je vous propose donc que nous votions dans un premier temps pour trois parmi les quatre points, c'est-à-dire : la fourniture de matériel de cuisine, le marché de préparation et de livraison de repas ainsi que le groupement de commandes, donc les trois items sur les quatre.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Je vous propose maintenant de voter l'autre partie de la délibération, qui concerne la société SELFEE.

Le Conseil approuve (5 voix contre).

M. QUÉRO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 51, intitulé :

Commande publique durable : dispositions relatives aux marchés publics et concessions – Investissement – Travaux – Approbation

M. QUÉRO, Adjoint – Cette délibération concerne les dispositions relatives aux marchés publics et concessions, investissement – travaux, avec beaucoup de projets très intéressants, mais que je n'aurai pas le temps de détailler, avec toutes mes excuses pour les collègues dans leur délégation.

Il s'agit tout d'abord de la construction d'un centre technique pour [la direction] nature et jardins sur le site du Cimetière – parc. Compte tenu de l'augmentation des surfaces d'espaces verts à gérer, il est nécessaire de prévoir de nouveaux locaux afin, notamment, de penser les questions d'égalité femmes/hommes dans la gestion des vestiaires.

Sur le mandat, il est prévu des études pour quatre centres techniques et la conception de deux d'entre eux, dont celui-ci, sur le site du Cimetière – parc. Il sera installé sur un foncier de 6 300 m², sur une ancienne pépinière du service nature et jardins. Le projet, évidemment, aura des exigences de performance environnementale élevées, avec le label E4C2 et un label biosourcé, et des enjeux sur l'énergie également.

Le calendrier prévisionnel de l'opération prévoit une mise en service pour septembre 2027. Le coût total de l'opération est de 6 650 000 euros TTC.

Et pour mener tout cela à bien, il est proposé de recourir à la prestation d'un maître d'œuvre extérieur, donc de désigner un groupement de maîtres d'œuvre et dans ce but, de lancer un jury, dont la composition détaillée est la suivante : Cécile Bir, Aïcha Bassal, Elhadi Azzi, Pascale Robert et Sophie Van Goethem en titulaires ; Pascal Bolo, Pierre-Emmanuel Marais, Delphine Bonamy, Thibaut Guiné et Louisa Amrouche en suppléants.

Nous avons ensuite des travaux de sécurisation de six sites scolaires pour l'année 2024, une opération de travaux qui visent à se mettre au niveau des enjeux de Vigipirate et de sécurisation. Ce sera décomposé en deux lots : une partie sur les écoles de l'ouest pour trois écoles et une partie sur le nord pour trois autres écoles. Cela consistera en la pose de visiophones, d'alarmes anti intrusion et du système d'alarme PPMS.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société ARTELIA. Les travaux seront réalisés pendant les vacances scolaires de 2024, de février jusqu'aux vacances de la Toussaint, pour un montant de travaux de 552 000 euros TTC.

Il vous est proposé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée.

Nous avons ensuite le pôle associatif Winnipeg, sur le secteur de Nantes Nord, dans le projet global « Nantes Nord ». Ce pôle existant doit être réhabilité pour être en conformité et se lancer dans le cadre de l'ensemble des projets, notamment d'espaces publics, sur le projet global « Nantes Nord ». Le bâtiment est vieillissant et il est nécessaire d'accompagner un projet d'usage évolutif. Il faudra donc engager un certain nombre de travaux sur ce bâtiment pour permettre de nouveaux usages plus polyvalents.

Cette réhabilitation se fera dans le cadre de travaux entre janvier 2024 et janvier 2025, des travaux décomposés en 16 lots, qui vont du désamiantage à l'électricité courants forts, pour un montant d'opération de 1 902 000 euros TTC.

Il vous est demandé de lancer une procédure adaptée.

Nous avons ensuite l'extension des espaces funéraires des cimetières de la Bouteillerie, Saint-Jacques, du cimetière – parc et de celui de Toutes-Aides, pour augmenter les équipements en columbarium et/ou cavurne dans ces cimetières. Ces travaux seront décomposés en deux lots : aménagements paysagers et monuments funéraires, pour un montant de 375 000 euros hors taxes.

Il est proposé le lancement d'une procédure adaptée.

Nous avons ensuite des travaux liés à la plantation et au renouvellement des arbres et à la végétalisation des espaces verts de la Ville de Nantes, liés à la fois au programme de renouvellement permanent et à la stratégie d'augmentation des arbres dans les espaces verts municipaux, avec l'engagement de 25 000 arbres sur le mandat.

Évidemment, je ne vous rappelle pas l'enjeu des arbres dans le cadre de la diminution des îlots de chaleur, de l'infiltration de l'eau et de la désartificialisation des sols. Mais compte tenu du cycle de vie des arbres, il est nécessaire de prévoir un certain nombre de marchés à bons de commande pour pouvoir gérer à la fois les interventions sur les arbres et les plantations d'arbres et végétalisations, dans le cadre d'un accord-cadre qui sera réparti en quatre lots.

Il vous est demandé de lancer une procédure adaptée pour ce marché de 150 000 euros.

Nous avons ensuite le réaménagement des aires de jeux du parc du Grand Blottereau. Le parc du Grand Blottereau comprend une aire de jeux datant de 2004 qui est dénommée Bora Bora et une aire de jeux pour les petits. Cet ensemble est aujourd'hui vieillissant. C'est pourquoi il est nécessaire de le rénover de manière importante.

Il y aura un certain nombre de travaux pour refondre l'aire de jeux des petits, procéder à la réfection de l'aire de jeux Bora Bora, créer un sous-bois, réaménager et redimensionner l'environnement, tout ceci pour un coût total prévisionnel de 400 000 euros hors taxes.

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la Ville de Nantes, direction nature et jardins.

Il vous est proposé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée.

Enfin, il vous est demandé, à la suite d'une décision en commission d'appel d'offres, qui a attribué un marché de travaux d'aménagement au moyen d'une pelle mécanique de fort tonnage à la société SARL Praud, pour un montant maximum de 500 000 euros hors taxes, d'autoriser la signature de ce marché avec cette société.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Quéro. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'en a pas.

S'agissant d'une désignation au sein d'un jury de concours, je demande au Conseil s'il accepte de ne pas procéder par vote au scrutin secret mais par vote ordinaire à main levée. Je crois que vous êtes tous d'accord. M. Huchet n'est peut-être pas d'accord...

Je vous propose donc de voter à main levée.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. QUÉRO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 52, intitulé :

Opérations concédées à Nantes Métropole Aménagement – Comptes rendus 2022 d'activités au concédant – Approbation

M. QUÉRO, Adjoint – Cette délibération porte sur les comptes rendus de 2022 des opérations concédées à Nantes Métropole Aménagement.

Le premier est le compte rendu de la concession d'aménagement Désiré Colombe pour 2022. Cette concession s'est achevée au 31 décembre 2022. L'enjeu était de requalifier le bâti de l'ancienne Bourse du travail, d'aménager le pôle associatif des salons Mauduit et d'y créer des logements ainsi qu'un multiaccueil.

Les équipements publics sont ouverts depuis 2019. La rétrocession des espaces publics à Nantes Métropole a été réalisée en juin 2020 et le bilan au 31 décembre 2022 est équilibré.

Le compte rendu suivant concerne la concession d'aménagement du Vallon des Dervallières pour 2022. C'est une concession du 25 janvier 2006 à Nantes Métropole Aménagement, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023. C'est dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Dervallières, qui consiste à diversifier l'offre de logements et à réorganiser la trame viaire et le paysage de ce secteur.

En 2022, il y a eu la finalisation de l'étude de maîtrise d'œuvre paysagère pour l'intégration des enjeux liés à « l'étoile verte » et à des cheminements le long de la Chézine. Il y a également eu la validation d'un avenant n° 10 consistant en l'ajustement de la rémunération du concédant, NMA, et le transfert de la supérette de la place des Dervallières dans la concession métropolitaine de la place des Dervallières.

En 2023, les perspectives sont l'engagement de la phase opérationnelle de l'étude paysagère et la clôture de cette même concession, qui affiche, au 31 décembre 2022, un bilan à l'équilibre avec une participation du concédant de 1 302 000 euros d'apport en nature intégralement versée.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Quéro. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Il n'y en a pas. Je mets la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. QUÉRO, Adjoint, donne lecture du dossier n° 53, intitulé :

Mise en concordance du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière avec les règles du PLUM – Avis du Conseil municipal

M. QUÉRO, Adjoint – Cette délibération concerne la mise en concordance du cahier des charges du lotissement de la Chauvinière avec les règles du PLUM et donc, un avis du Conseil municipal.

C'est un lotissement qui date d'octobre 1955. L'arrêté de création comprenait un cahier des charges, qui régit les relations juridiques entre les co-lotis et impose des règles en matière d'urbanisme. Or certaines de ces dispositions sont en contradiction avec le PLUM. C'est le cas notamment de l'article 7 de ce cahier des charges, qui dispose qu'il y a une zone inconstructible sur un certain nombre de parcelles.

Il faut répondre aux ambitions de la composition urbaine de la ZAC dans le cadre d'un projet immobilier pour permettre une implantation plus souple des bâtiments, conforme à la zone UMB, en ce qui concerne un certain nombre de parcelles, les bien nommées OV 570 et OV 571.

Une procédure de mise en concordance s'est avérée nécessaire. Elle a été engagée par la Ville de Nantes. Il y a eu une enquête publique qui s'est déroulée avec un avis favorable du commissaire enquêteur. Cette mise en concordance prévoyait la suppression de l'article 7 relatif à l'alignement des constructions, et il y a eu une remarque collective des habitants de la rue Barrault exprimée dans l'enquête publique, qui préconisait plutôt l'instauration d'une dérogation pour ces deux parcelles plutôt qu'une suppression définitive de l'article 7.

Il est donc proposé de suivre cette proposition et d'instaurer une dérogation. La mise en concordance vise donc au final à ajouter à l'article 7 la mention : « cette règle ne concerne pas les parcelles OV 570 et OV 571 ». Cette mise en concordance fera l'objet d'un arrêté municipal.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – Merci, Monsieur Quéro. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Je mets donc la délibération aux voix.

Le Conseil approuve à l'unanimité.

M. ASSEH, Adjoint, Président de séance – L'adoption de la délibération 53 nous permet de clore ce conseil municipal. Il est 19 h 04. Bravo !

CG | | æ å • ^ { ^ } • D E S | : à i ^ / ^ ~ | Á . c a) Á .] ~ ã . É a . . a) & ^ Á • o ^ ç . ^ Á É J Á C É É Á

Les secrétaires de séance,

La Maire,

Pauline LANGLOIS



Johanna ROLLAND



Nadège BOISRAMÉ

